



MOORE Insight



Initiative pour la
Transparence dans les
Industries **Extractives**



RAPPORT ITIE GUINEE 2022



TABLE DES MATIERES

1	APERÇU DE L'ITIE EN GUINEE	8
1.1	Historique	8
1.2	Objectif	8
1.3	Périmètre des travaux	9
2	RESUME EXECUTIF	10
2.1	Données sur la production et exportations du secteur extractif	10
2.2	Contribution du secteur extractif dans l'économie	11
2.3	Revenus générés par le secteur extractif en 2022	12
2.4	Périmètre de conciliation des données	13
2.5	Exhaustivité et fiabilité des données	15
2.8	Rapprochement des flux de paiement	16
2.9	Recommandations rapport ITIE 2022	17
3	APPROCHE ET METHODOLOGIE	18
3.1	Méthodologie de rapportage	18
3.2	Qualité et assurance des données ITIE Guinée (Exigence ITIE 4.9)	19
3.3	Niveau de désagrégation (Exigence ITIE 4.7)	19
3.4	Base des déclarations	19
4	CONTEXTE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	21
4.1	Contexte du secteur minier	22
4.2	Contexte du secteur des hydrocarbures	104
4.3	Collecte et distribution des revenus du secteur extractif	113
4.4	Contribution du secteur extractif dans l'économie en 2022 (Exigence ITIE 6.3)	120
4.5	Propriété réelle (Exigence ITIE 2.5)	121
4.6	Gestion et suivi de l'impact environnemental du secteur extractif (Exigence ITIE 6.4)	123
4.7	Pratiques d'audit et assurance qualité en Guinée (Exigence ITIE 4.9)	129
4.8	Lutte contre la corruption	131
4.9	Mise en œuvre de l'ITIE tenant compte du genre	137
4.10	Coûts des Projets	140
4.11	Emissions de gaz à effet de serre	141
5	PERIMETRE du rapport ITIE-Guinée 2022	142
5.1	Périmètre de rapprochement	142
5.2	Périmètre des autres informations contextuelles	146
5.3	Marge d'erreur acceptable	152
5.4	Qualité des données et assurance de la qualité des divulgations (Exigence 4.9)	153
6	RESULTATS DES TRAVAUX DE RAPPROCHEMENT	153
6.1	Rapprochement des flux de paiement en numéraire	153
6.2	Ajustements des déclarations	159
6.3	Ecart définitifs non conciliés	163

7	ANALYSE DES REVENUS DU SECTEUR EXTRACTIF DE LA GUINEE	171
7.1	Contribution par secteur	172
7.2	Contribution par entité extractive	173
7.3	Contribution par flux de paiement	174
7.4	Contribution par administration publique	175
7.5	Divulgaration unilatérale	176
7.6	Budget	179
8	RECOMMANDATIONS	181
8.1	Recommandations	182
8.2	Suivi des recommandations des rapports ITIE antérieurs	190
	ANNEXES	200
	Annexe 1 : Profil des sociétés extractives ayant soumis un formulaire de déclaration	200
	Annexe 2 : Structure de capital et propriété réelle des sociétés extractives ayant soumis un formulaire de déclaration	202
	Annexe 3 : Fiabilisation des déclarations	204
	Annexe 4 : Liste des titres miniers valides au 31 décembre 2022	206
	Annexe 5 : Liste des titres miniers octroyés en 2022	268
	Annexe 6 : Liste des titres miniers faisant objet de demande de renouvellement en 2022	273
	Annexe 7 : Contrats et conventions minières publiées	278
	Annexe 8 : Résultats de rapprochement des données sur la production minière	288
	Annexe 9 : Résultats de rapprochement des données sur l'exportation minière	298
	Annexe 10 : Paiements sociaux obligatoires	299
	Annexe 11 : Paiements sociaux volontaires	301
	Annexe 12 : Paiements environnementaux	328
	Annexe 13 : Redevance superficielle par société déclarée par les communes	331
	Annexe 14 : Effectifs dans le secteur minier 2022	340
	Annexe 15 : Liste des sociétés retenues pour la déclaration unilatérale	349
	Annexe 16 : Déclarations unilatérales par les entités gouvernementales	380
	Annexe 17 : Déclaration unilatérale par taxes	410
	Annexe 18 : Définition des flux de paiement	414
	Annexe 19 : Les fiches de réconciliation par société	421

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Liste des rapports ITIE-Guinée publiés.....	8
Tableau 2: Statistiques sur la production en 2022	10
Tableau 3: Statistiques sur les exportations en 2022	11
Tableau 4 : Contribution par secteur dans les revenus du secteur extractif en milliards de GNF.....	12
Tableau 5 : contribution par administration publique en milliards de GNF	13
Tableau 6 : Périmètre des sociétés extractives pour 2022.....	14
Tableau 7 : Les entités gouvernementales retenues dans le périmètre de conciliation (2022).....	14
Tableau 8 : Sociétés ne s'étant pas conformées avec la procédure convenue de fiabilisation des données	15
Tableau 9 : Détail de certification des revenus des agences gouvernementales	16
Tableau 10 : Répartition de l'écart de rapprochement (2022) en milliard de GNF.....	16
Tableau 11 : Liste des Recommandations	17
Tableau 12 : Évolution de la Production et de l'Exportation de Bauxite en Guinée (2018-2022)	24
Tableau 13 : Production de Bauxite pour la période 2014-2022	24
Tableau 14 : Cadre juridique du secteur minier en Guinée	28
Tableau 15 : Principaux impôts et taxes spécifiques au secteur minier	36
Tableau 16 : Principaux impôts et taxes de droit commun applicable au secteur minier	39
Tableau 17 : Principales dispositions des clauses de stabilisation des concessions minières	41
Tableau 18 : Type de titres miniers.....	43
Tableau 19 : Tableau résumé d'ouverture des offres.....	46
Tableau 20 : Synthèse de l'analyse de complétude et de conformité	47
Tableau 21 : Analyse des options envisagées.....	48
Tableau 22 : Modalités d'octroi des titres miniers	48
Tableau 23 : Type des titres miniers octroyés en 2022	52
Tableau 24 : Permis transféré en 2022.....	52
Tableau 25 : Critères techniques et financiers applicables pour les transferts des titres miniers	53
Tableau 26 : Permis renouvelé en 2022.....	54
Tableau 27 : Modalités de renouvellement des titres miniers	54
Tableau 28 : Résumé des titres miniers actifs durant 2022	55
Tableau 29 : Liste des conventions minières signées	60
Tableau 30 : Taux de participation de l'Etat dans le capital des sociétés minières en Guinée selon les ressources minérales	61
Tableau 31 : Paiement CBG à l'ANAIM	64
Tableau 32 : Paiements fiscaux de l'ANAIM en 2022	67
Tableau 33 : Imputation de la CBG des remboursements de l'emprunt sur l'impôt sur les sociétés	68
Tableau 34 : Etat de remboursement du prêt de l'ANAIM par la CBG	68
Tableau 35 : Redevances portuaires versées à l'ANAIM durant l'exercice 2022.....	69
Tableau 36 : Total revenus de l'ANAIM durant l'exercice 2022	70

Tableau 37 : Participation directe de la SOGUIPAMI dans les sociétés minières au 31 décembre 2022	71
Tableau 38 : Détail des revenus de la SOGUIPAMI durant l'exercice 2022	71
Tableau 39 : Portefeuille de participation de l'Etat géré par la SOGUIPAMI	73
Tableau 40 : droits de commercialisation perçus par la SOGUIPAMI sur les ventes DADCO	74
Tableau 41 : Droits de commercialisation perçus par la SOGUIPAMI sur les ventes SMB/AMR	74
Tableau 42 : Détail des primes d'amodiation perçues en 2022 par la SOGUIPAMI / GBT	75
Tableau 43 : Droits de suite perçus par la SOGUIPAMI de CHALCO	76
Tableau 44 : Liste des conférences et expositions auxquelles la SOGUIPAMI a participé	76
Tableau 45 : Paiements effectués par la SOGUIPAMI en 2022.....	77
Tableau 46 : Revenus de la SOGUIPAMI de l'exercice 2022.....	78
Tableau 47 : Etat des prêts accordés en 2022	83
Tableau 48 : Principaux projets de transport en développement en 2022	84
Tableau 49 : Principaux projets en exploitation et en développement en 2022	86
Tableau 50: Statistiques sur la production en 2022.....	90
Tableau 51 : Production par Société et par Type de Produit en 2022 en tonne	91
Tableau 52: Production par région	92
Tableau 53 : Production et exportation de l'or pour la période 2014-2022.....	93
Tableau 54: Rapprochement des Quantités de Production Déclarées par les Sociétés Minières et les Entités Publiques.....	94
Tableau 55 : Exportations Déclarées par les Sociétés Minières	95
Tableau 56 : Exportations par entité acheteuse et minerais en tonne.....	96
Tableau 57 : Exportations par pays destinataire et type de produit	97
Tableau 58 : Exportation du Diamant pour la période 2014-2022	99
Tableau 59 : rapprochement des quantités de l'exportation déclarées par les sociétés minières et celles déclarées par les entités publiques	99
Tableau 60: Production et Exportation des Substances Minières en Guinée.....	100
Tableau 61: Rapprochement des transferts et affectations	102
Tableau 62: Affectation théoriques des fonds alloués au FIM	102
Tableau 63: Contribution au développement local par société	103
Tableau 64: Reconstitution et rapprochement des transferts infranationaux.....	103
Tableau 65: Montant encaissé par l'ANAFIC au titre de la FNDL	103
Tableau 66: Montant transférés aux collectivités locales par l'ANAFIC	104
Tableau 67: Dépenses quasi fiscale l'ANAIM	104
Tableau 68: Elaboration des lois de finances	114
Tableau 69 : Contribution du secteur extractif dans les recettes de l'État en 2022	120
Tableau 70 : Contribution du secteur extractif dans le PIB en 2022	120
Tableau 71 : Contribution du secteur extractif dans les exportations du pays en 2022.....	120
Tableau 72 : Détail des employés par société déclarante du périmètre	121
Tableau 73 : Contribution du secteur extractif dans l'emploi.....	121
Tableau 74 : Présentation des principes et orientations du code de l'environnement.....	125

Tableau 75 : Présentation des principes et orientations du code de l'environnement	133
Tableau 76 : Périmètre des sociétés extractives pour 2022	142
Tableau 77 : Périmètre des sociétés de transport pour le rapport de cadrage 2022	143
Tableau 78 : Périmètre des flux de paiement en numéraire.....	143
Tableau 79 : Périmètre des Organismes collecteurs pour 2022.....	145
Tableau 80 : Les autres informations non liées aux revenus à divulguer	145
Tableau 81 : Rapprochement des flux de paiement en numéraire par société extractive (pour les sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement).....	154
Tableau 82 : Rapprochement par nature de flux de paiement en GNF	155
Tableau 83 : Ajustement des déclarations des sociétés.....	159
Tableau 84 : Ajustements des taxes payées hors périmètre de réconciliation.....	159
Tableau 85 : Ajustements des taxes payées non rapportées	160
Tableau 86 : Ajustements des taxes payées hors période de réconciliation	160
Tableau 87 : Ajustements des taxes payées non reportées.....	161
Tableau 88 : Ajustement des déclarations des entités gouvernementales	161
Tableau 89: Ajustements des taxes non rapportées par l'État détaillés par société et par revenu.....	162
Tableau 90: Ajustements liés à des erreur de rapportage	162
Tableau 91 : Ajustement des taxes perçues hors de la période de de rapprochement	162
Tableau 92 : Ecarts non rapprochés par origine	163
Tableau 93 : Ecarts résultants des différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre.....	164
Tableau 94 : Ecarts résultants des taxes non rapportées par les sociétés extractives.....	164
Tableau 95 : Ecarts résultants des quittances rapportées par douane non reconnu par la société	164
Tableau 96 : Ecarts résultants des taxes non rapportées par l'État	165
Tableau 97 : Ecarts résultants des quittances rapportées par l'Etat non confirmées par les sociétés extractives	165
Tableau 98 : Ecarts par taxe non significatifs	166
Tableau 99 : Ecarts non rapprochés par société.....	167
Tableau 100 : Ecarts non rapprochés par flux de revenus	168
Tableau 101 : Contribution par catégorie de revenu en milliards de GNF	171
Tableau 102 : Contribution par secteur dans les revenus du secteur extractif en milliards de GNF	172
Tableau 103 : contribution par société en milliards de GNF.....	173
Tableau 104 : contribution par flux de paiement en milliards de GNF.....	174
Tableau 105 : contribution par administration publique en milliards de GNF.....	175
Tableau 106 : Paiements déclarées unilatéralement par les entités gouvernementales en milliards de GNF ..	176
Tableau 107 : Paiements déclarés unilatéralement par les entreprises extractives	177
Tableau 108 : Réparation de Budget par secteur	179
Tableau 109 : Tableau de Budget par sociétés	179
Tableau 110 : Tableau de Budget par Flux de Paiement	180
Tableau 111 : Réparation de Budget par Agence gouvernementale	180

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Contribution du secteur extractif dans l'économie.....	11
Figure 2 : Contribution par secteur dans les revenus du secteur extractif	12
Figure 3 : Revenus générés par le secteur extractif par secteur et par administration publique	13
Figure 4 : analyse SWOT du Secteur minier guinéen.....	21
Figure 5 : Carte minière de la Guinée	22
Figure 6 : Permis Valide pour la Bauxite.....	23
Figure 7 : Évolution de la Production et de l'Exportation de Bauxite en Guinée (2018-2022)	24
Figure 8 : Estimation de la production de bauxite pour 2024 et 2030.....	25
Figure 9 : Principaux gisements pour le Fer.....	26
Figure 10 : carte des ressources en or	27
Figure 11 : carte des titres miniers pour le Diamant	28
Figure 12 : Synthèse des principales étapes de la procédure de l'appel d'offre	46
Figure 13 : Critères techniques et financiers d'octroi sur le plan pratique	50
Figure 14 : Procédure d'octroi des titres miniers selon le code minier en vigueur.....	51
Figure 15 : Carte des gisements des titres miniers	57
Figure 16 : Procédure de publication des conventions	59
Figure 17: Production de bauxite par société.....	91
Figure 18: Production d'or par société.....	91
Figure 19: Valeur de production par région.....	92
Figure 20 : Exportation de bauxite par société.....	95
Figure 21 : Exportation d'or par société	95
Figure 22 : Exportations par type de produit	96
Figure 23 : Exportation de bauxite par pays	97
Figure 24 : Exportation de l'or par pays	98
Figure 25 : Schéma de circulation des flux de paiements provenant du secteur extractif	116
Figure 26 : Evolution de l'IPC Guinée 2012 - 2023	131
Figure 27 : Evolution des indices WGI Guinée pour la période 2012 - 2023	132
Figure 28 : Contribution par société	171
Figure 29 : Contribution par secteur dans les revenus du secteur extractif.....	172
Figure 30 : contribution par société en milliards de GNF	173
Figure 31 : contribution par flux de paiement.....	174
Figure 32 : contribution par administration publique	175
Figure 33 : Paiements des entités gouvernementales	177

Liste des abréviations

Désignation	Abréviation
AI	Administrateur Indépendant
AMC	Alliance Mining Commodities Guinée
AMR	Alliance Minière responsable
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
ANAIM	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières
AXIS	Axis Mineral Resources
BAF/MP	La Brigade Anti-fraude des Matières précieuses
BAS	Budget d'Affectation Spéciale
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BEL AIR MINING	Société Bel Air Mining SA
BIC	Bénéfices Industriels et Commerciaux
BNE	Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses
BSD	Bureau de stratégie et de développement
CAC	Commissaire aux Comptes
CAGF	Comité d'appui à la gestion du FODEL
CBG	Compagnie des Bauxites de Guinée
CBK	Compagnie de Bauxite de Kindia
CC	Cour des Comptes
CCA	Cadre de Contrôle et d'Audit
CCCS	Chambre des comptes de la Cour suprême
CDL	Contribution au développement local
CDM CHINE	Compagnie du Développement des Mines Internationales Henan Chine SA
CFU	Contribution Foncière Unique
CGI	Code Général des Impôts
Chalco	Société Chalco Guinea Company SA
CM	Concession Minière
CNSS	Caisse Nationale de Sécurité Sociale
COBAD	Compagnie de bauxites et d'alumine de Dian Dian
CPDM	Centre de Promotion et de Développement Miniers
DGD	Direction Générale des Douanes
DGI	Direction Générale des Impôts
DGTCP	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DNDL	Direction Nationale du Développement Local
DNM	Direction Nationale des Mines
EAR	Eurasian Resources SARL
EAU	Emirats Arabes Unis
EGA	Emirats Global Aluminium
EIES	Études d'Impact Environnemental et Social
EPA	Établissement Public à caractère Administratif
EPIC	Établissement Public à caractère Industriel et Commercial
FD	Formulaire de déclaration
FECAN	Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel
FIM	Fonds d'Investissement Minier
FNDL	Fonds National de Développement des Collectivités Locales
FODEL	Fonds de Développement Économique Local
GAC	Guinea Alumina Corporation S. A

Désignation	Abréviation
GBG	Guinean Birimian Gold
GBT	GUINEA BRAIN TOUCH
GDM	Société la Guinéenne des Mines SARL
GGE	Société Guinean Gold Exploration
GNF	Franc Guinéen
GUINEA EVERGREEN	Société Guinea Evergreen Mining Intelligence Company Ltd
HUAYU	Société de Coopération Économique & Technique Const du Huayu de Chine en Guinée SARL
IGE	Inspection générale de l'État
IGF	Inspection Générale des Finances
INTOSAI	l'Organisation International des Institutions Supérieures de contrôle des finances publiques
IRVM	Impôt sur le Revenu des Valeurs Mobilières
IS	Impôt sur les sociétés
ITIE	Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives
KUSD	Milliers de dollar américain
MMG	Ministère des Mines et de la Géologie
NRGI	Natural Resource Governance Institute
OHADA	Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires
ONFPP	Office National de Formation et de perfectionnement Professionnels
PEI	Permis d'Exploitation Industriel
PGES	Plan de Gestion Environnementale et Sociale
PR	Permis de Recherche
PRG	Présidence de la République de Guinée
PRI	Permis de Recherche Industriel
PTBA	Plan de travail Budget Annuel
RNS	Retenue à la source sur les Revenus Non Salariaux
RTS	Retenue sur les Traitements et Salaires
SA	Société Anonyme
SAF	Société d'Alumine Friguia
SAG	Société AngloGold Ashanti de Guinée SA
SAMALU	Société Minière d'Alumine
SGG	Secrétariat Général du Gouvernement
SMB	Société Minière de Boké SA
SMD	Société Minière de Dinguiraye
SMFG	Société des Mines de Fer de Guinée
SMM	Société Minière de Mandiana
SOGUIPAMI	Société Guinéenne du Patrimoine Minier
SONAP	Société Nationale des Pétroles
SPIC	Société Spic International Investment & Development (Guinea) Co., Ltd
TOUBAL	Tougué Bauxite and Alumina Corp
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	Dollar américain
WAC	West African Cement sa
WCS	Winning Consortium Simandou
WCSR	Winning Consortium Simandou Rail

1 APERÇU DE L'ITIE EN GUINEE

1.1 Historique

L'industrie extractive en Guinée repose principalement sur l'exploitation minière, secteur clé de l'économie nationale grâce à son potentiel géologique exceptionnel. La mise en œuvre de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en Guinée constitue une étape clé pour promouvoir la transparence et renforcer la gouvernance dans ce secteur stratégique. Ce processus, basé sur une collaboration multipartite impliquant le gouvernement, les entreprises et la société civile, a permis de renforcer la transparence du secteur et d'améliorer la gestion des ressources naturelles au bénéfice des citoyens guinéens.

La Guinée a rejoint l'ITIE en avril 2005 et est devenue un pays Candidat le 27 septembre 2007. Depuis le 2 juillet 2014, elle a obtenu le statut de pays Conforme. A ce jour, la Guinée a publié 16 rapports comme suit :

Tableau 1 : Liste des rapports ITIE-Guinée publiés

#	Exercice couvert	Date de publication
1	Exercice 2005	Décembre 2006
2	Exercice 2006	Juin 2011
3	Exercice 2007	Aout 2012
4	Exercice 2008	Aout 2012
5	Exercice 2009	Aout 2012
6	Exercice 2010	Aout 2012
7	Exercice 2011	Décembre 2013
8	Exercice 2012	Décembre 2013
9	Exercice 2013	Décembre 2015
10	Exercice 2014	Décembre 2016
11	Exercice 2015	Février 2017
12	Exercice 2016	Août 2018
13	Exercice 2017	Mai 2019
14	Exercice 2018	Novembre 2020
15	Exercices 2019 et 2020	Avril 2022
16	Exercice 2021	Décembre 2023

Le présent rapport qui couvre la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022 constitue le 17^{ème} rapport.

1.2 Objectif

L'ITIE exige la publication de rapports ITIE complets, y compris la divulgation complète des revenus du Gouvernement provenant des industries extractives, ainsi que la divulgation de tous les paiements importants effectués par les sociétés pétrolières, gazières et minières pour le compte du gouvernement.

Ce rapport vise à clarifier la contribution de l'industrie extractive au développement économique et social de la Guinée, tout en favorisant la transparence et une gouvernance exemplaire à chaque étape de la chaîne de valeur.

1.3 Périmètre des travaux

Les travaux de l'Administrateur Indépendant ont consisté principalement à :

- i. collecter les données contextuelles et les données financières des parties déclarantes, les rapprocher et les compiler selon le périmètre convenu ; et
- ii. évaluer la qualité des paiements déclarés par les entreprises et des revenus déclarés par les administrations.

Notre mission a été conduite sur la base des normes ISRS (International Standard on Related Services) et plus précisément la norme n° 4400, relative aux « missions d'examen d'informations financières sur la base de procédures convenues » ainsi que le Code d'éthique de l'IFAC. Les travaux ont été conduits conformément aux Termes de Référence inclus dans la Demande de Propositions et tels qu'approuvés par le comité de pilotage de l'ITIE-Guinée.

Les procédures convenues n'ont pas pour objet :

- d'effectuer un audit ni un examen limité des revenus extractifs. L'audit des données incluses dans le présent rapport n'entre pas dans les Termes de Référence de notre mission. Toutefois, les informations conciliées portent sur des données auditées et/ou attestées par les parties déclarantes ; et
- de déceler des erreurs, des actes illégaux ou d'autres irrégularités hormis ceux que nous avons pu rencontrer lors de la conduite de nos travaux.

Les données prises en considération sont celles qui nous ont été transmises jusqu'au 19 décembre 2024. Les confirmations et les informations reçues postérieurement à cette date ont été prises en compte dans la mesure où leur inclusion n'est pas de nature à impacter les données et/ou les travaux de rapprochement. Les montants sont présentés dans ce rapport en GNF, sauf indication contraire. Les montants rapportés par les entités déclarantes en dollars américain (USD) ont été convertis au cours de USD/GNF au 30 décembre 2022 soit 8 553,2812 tel que publié par la Banque Centrale de la Guinée¹.

¹ <https://www.bcr-guinee.org/fixing-du-30-12-2022-2/>

2 RESUME EXECUTIF

L'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) est un mécanisme international volontaire conçu pour promouvoir la bonne gouvernance des ressources naturelles dans les pays riches en ressources pétrolières, gazières et minières, comme la Guinée. Elle vise à améliorer la gestion des revenus publics issus de l'exploitation des ressources naturelles grâce à une transparence accrue.

L'ITIE exige la divulgation publique de tous les paiements significatifs effectués par les entreprises extractives (pétrolières, gazières et minières) aux gouvernements et de tous les revenus significatifs perçus par ces derniers. Cela inclut les informations relatives aux flux financiers, mais aussi des données contextuelles clés sur la production, les exportations, l'emploi, et les paiements sociaux, conformément à l'Exigence 4.1 de la Norme ITIE 2023.

Dans ce cadre, en Guinée, les entreprises extractives ainsi que les entités publiques (y compris les administrations et les sociétés d'État) sont invitées à déclarer leurs paiements et recettes, tout en fournissant des informations supplémentaires permettant une meilleure compréhension de l'impact économique et social de l'exploitation des ressources naturelles sur le pays.

2.1 Données sur la production et exportations du secteur extractif

Production minière

Selon les données communiquées par le BSD, la production minière par substance pour l'année 2022 a été valorisée à 61 142 milliards de GNF et se présente comme suit :

Tableau 2: Statistiques sur la production en 2022

Type du Produit	Unité	2022		2021(*****)		Variation Quantité		Variation Valeur	
		Quantité en tonne	Valeur en milliards GNF	Quantité en tonne	Valeur en milliards GNF	Quantité	%	Milliards GNF	%
Bauxite (*)	Tonne	103 525 513	20 213	87 603 700	-	15 921 813	18%	-	-
Or (**)	Tonne	86	39 562	102	52 648	(16)	(16%)	(13 086)	(25%)
Alumine (***)	Tonne	336 100	1 292	409 870	1 009	(73 770)	(18%)	283	28%
Fer	Tonne	306 412	-	1 752 558	-	(1 446 146)	(83%)	-	-
Diamant (****)	Carats	113 848	75	273 321	121	(159 473)	(58%)	(46)	(38%)
Granite	M3	1 207 806	-	-	-	-	-	-	-
Latérite	M3	180 384	-	-	-	-	-	-	-
Calcaire	M3	328 185	-	-	-	-	-	-	-
Total			61 142		53 776	-	-	-	-

Source : BSD

(*) la valorisation de Bauxite est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par la CBG.

(**) la valorisation de l'or est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclarée par la SMD, la SMM et la SAG.

(***) la valorisation d'Alumine est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par FRIGUIA.

(****) la valorisation du Diamant est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par le BNE.

(*****) Rapport ITIE 2021 (le taux de conversion once/gramme = 31,1035 tel que déclarée par la BSD)

- : Non communiqué

La bauxite connaît une augmentation notable de 18 % en quantité, passant de 87 millions de tonne en 2021 à 103 millions de tonnes en 2022, pour une valeur totale de 20 213 milliards de GNF.

En revanche, l'alumine et l'or ont montré une baisse marquée de 18 % et 16% respectivement, avec une réduction de 73 770 tonnes et 16 tonnes.

La situation est plus critique pour le fer et le Diamant, qui ont subi une chute de 83 % et 58 % respectivement en quantité.

Le détail de la production minière est présenté dans la Section 4.1.13.

Exportations minières

Sur la base des données communiquées par le BSD, les exportations des minerais ont été valorisées à 82 538 milliards de GNF et se présentent comme suit pour 2022 :

Tableau 3: Statistiques sur les exportations en 2022

Type du Produit	Unité	2022		2021(****)		Variation Quantité		Variation Valeur	
		Quantité	Valeur en Milliard GNF	Quantité	Valeur en Milliard GNF	Quantité	%	Milliards GNF	%
Bauxite (*)	Tonne	102 288 468	36 694	85 658 219	-	16 630 249	19%	-	-
Or (**)	Tonne	89	44 813	102	54 104	(14)	(13%)	(9 291)	(17%)
Alumine (***)	Tonne	317 416	958	430 245	1 059	(112 829)	(26%)	(101)	(10%)
Fer	Tonne	383 972	-	1 108 619	-	(724 647)	(65%)		
Diamant (****)	Carats	113 848	75	237 882	144	(124 034)	(52%)	(69)	(48%)
Total			82 538		55 305				

Source : BSD

(*) la valorisation du Bauxite est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par la CBG.

(**) la valorisation de l'or est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclarée par la SMD, la SMM et la SAG.

(***) la valorisation d'Alumine est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par FRIGUIA.

(****) la valorisation du Diamant est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par le BNE.

(*****) Rapport ITIE 2021

- : Non communiqué

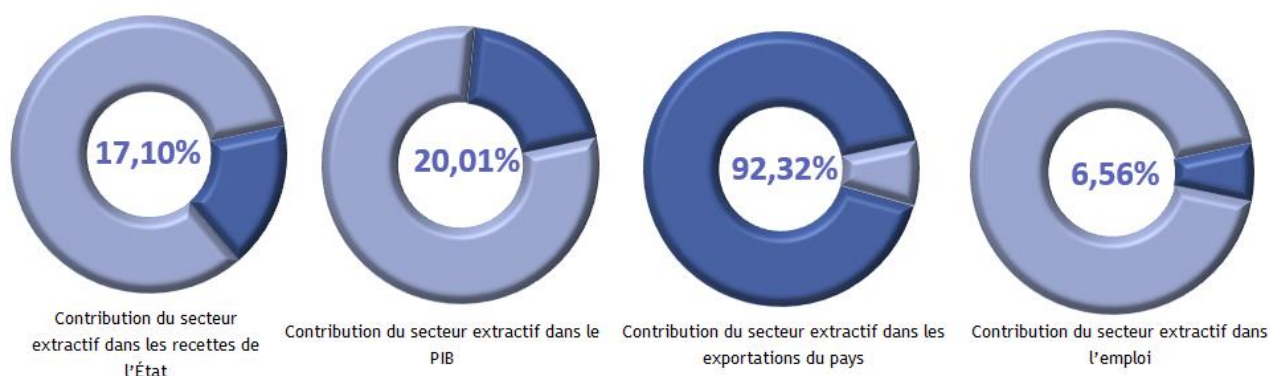
Bien que la Guinée soit reconnue à l'échelle internationale pour ses exportations de bauxite et d'alumine, l'exportation d'or a généré 44 813 milliards de GNF, soit 54 % du total des exportations, surpassant ainsi tous les autres minerais. L'exportation de la bauxite suit avec 36 693 milliards de GNF (44 % du total des exportations), tandis que l'alumine représente 958 milliards de GNF, soit seulement 1 % du total des exportations.

Le détail des exportations minières est présenté dans la Section 4.1.14.

2.2 Contribution du secteur extractif dans l'économie

Sur la base des données économiques détaillées au niveau de la Section 4.4, la contribution du secteur extractif dans le Produit Intérieur Brut (PIB), les recettes de l'État, les exportations et l'emploi se présentent comme suit :

Figure 1 : Contribution du secteur extractif dans l'économie



Le secteur extractif guinéen joue un rôle déterminant dans l'économie, avec un impact notable sur la balance commerciale, le PIB et les recettes de l'État.

- Recettes de l'État : La contribution a été calculée à partir du Tableau des opérations financières de l'État.
- PIB : La part du secteur extractif a été estimée à partir des données de la Banque Centrale.
- Exportations : Les données proviennent de l'Institut National de la Statistique (Annuaire Statistique 2022).
- Emploi : La contribution à l'emploi a été évaluée sur la base des données fournies par le BSD et la Banque mondiale.

Le détail de ces contributions est présenté dans la Section 4.4.

2.3 Revenus générés par le secteur extractif en 2022

Revenus par le secteur extractif

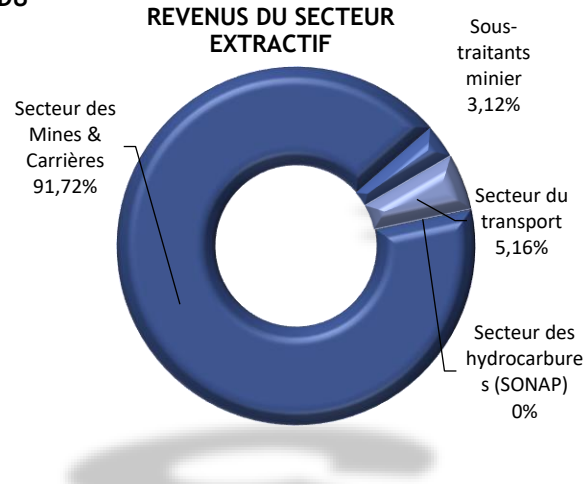
L'analyse des revenus totaux indique une amélioration de 1 764 milliards de GNF en 2022, soit une augmentation de 29,03 % par rapport à 2021. Cette amélioration provient principalement du secteur des mines et carrières, qui représente 91,72 % du total des revenus. De plus, le secteur du transport a enregistré une nette amélioration par rapport à celui des sous-traitants miniers, qui a connu une diminution de 63,22 %. Cela s'explique principalement par le fait que, suite à la déclaration des sociétés du périmètre, un certain nombre de sociétés auparavant classées comme sous-traitants miniers sont en réalité des sociétés de transport de minerais. Le tableau ci-dessous présente la contribution de chaque secteur :

TABEAU 4 : CONTRIBUTION PAR SECTEUR DANS LES REVENUS DU SECTEUR EXTRACTIF EN MILLIARDS DE GNF

Secteur	2022	2021	% Variation 2021-2022	% total paiement
Secteur des Mines & Carrières	7 193,14	5 396,37	33,30%	91,72%
Sous-traitants minier	244,56	664,83	(63,22%)	3,12%
Secteur du transport	404,55	14,88	2618,74%	5,16%
Secteur des hydrocarbures (SONAP)	0,07	1,62	(95,83%)	0,00%
Total	7 842,31	6 077,69	29,03%	100%

SOURCE : DONNEES ITIE

FIGURE 2 : CONTRIBUTION PAR SECTEUR DANS LES REVENUS DU SECTEUR EXTRACTIF



La variation des revenus entre 2021 et 2022 peut être principalement attribuée à l'augmentation de la production et des exportations, notamment dans le secteur des mines et carrières. En 2022, ce secteur a enregistré une hausse significative des revenus (+33,30 %), principalement en raison de l'augmentation de la production de bauxite (+18 %), ce qui a conduit à des revenus accrus. Le secteur du transport a également observé une forte progression des revenus, en lien avec l'intensification des activités logistiques nécessaires à cette croissance des volumes exportés.

Le détail des revenus du secteur extractif est présenté dans la Section 7.

Revenus par administration publique

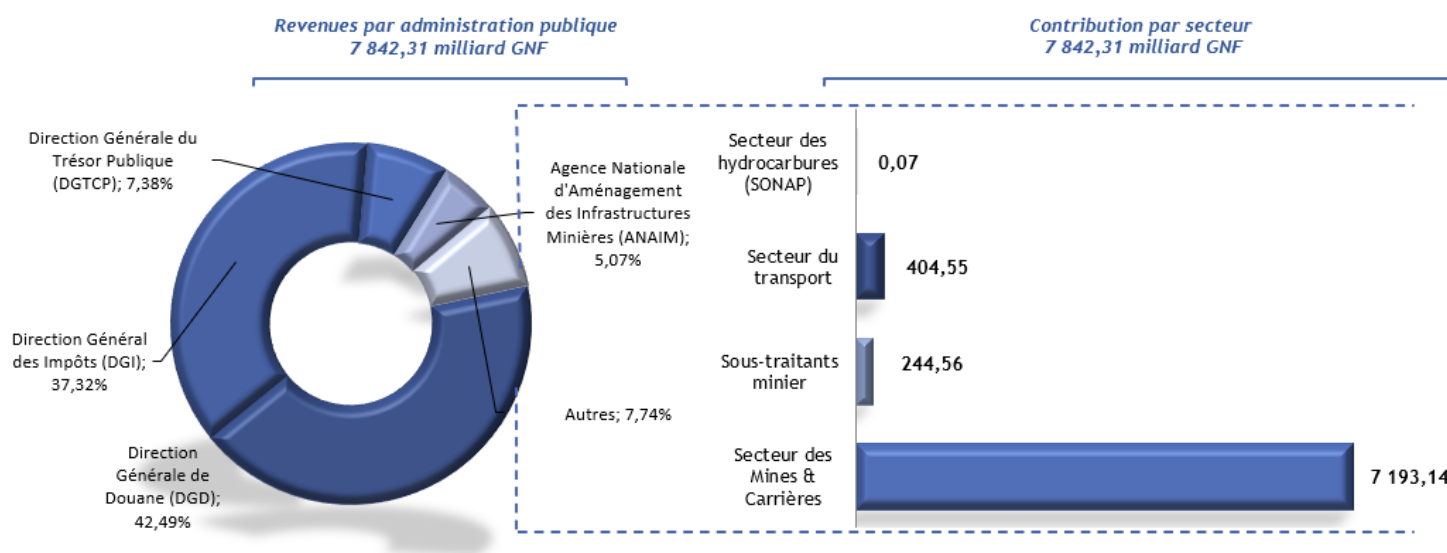
Au cours de l'exercice 2022, la DGD, la DGI et la DGTCP ont collectés environ 87,19% du total des revenus extractifs au cours de l'exercice 2022 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : contribution par administration publique en milliards de GNF

Flux de paiement en numéraire	Total	%
Direction Générale de Douane (DGD)	3 332,35	42,49%
Direction Général des Impôts (DGI)	2 926,41	37,32%
Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)	579,10	7,38%
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)	397,64	5,07%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	155,36	1,98%
Paielements sociaux	168,17	2,14%
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)	134,50	1,72%
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	30,47	0,39%
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)	19,04	0,24%
Dépenses environnementales	38,87	0,50%
Dépenses quasi-budgétaires	15,41	0,20%
Collectivités locales	10,15	0,13%
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)	9,21	0,12%
Projets d'infrastructures	8,43	0,11%
Fonds d'Investissement Minier (FIM)	8,22	0,10%
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)	4,61	0,06%
Direction Nationale des Mines (DNM)	4,38	0,06%
Total	7 842,31	100%

SOURCE : DONNEES ITIE

Figure 3 : Revenus générés par le secteur extractif par secteur et par administration publique



2.4 Périmètre de conciliation des données

Sociétés

Pour l'année fiscale 2022, le Comité de Pilotage a inclus dans le périmètre de conciliation toutes les sociétés titulaires d'un titre minier actif et ayant effectué des paiements dépassant le seuil de matérialité, fixé à 72 milliards GNF (soit 1 % des revenus du secteur des mines et carrières).

En plus le Comité de Pilotage a convenu d'ajouter trois (3) sociétés qui ont été incluses de manière permanente dans le périmètre de réconciliation des années précédentes à savoir COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK), la SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG) et la SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA.

Au total, 13 sociétés du secteur des mines et carrières ont été incluses dans le périmètre de réconciliation pour 2022. Le montant des revenus retenus dans le périmètre de conciliation représente de 82,99% des revenus de l'Etat provenant du secteur des mines et carrières tel que détaillé dans le tableau suivant :

Tableau 6 : Périmètre des sociétés extractives pour 2022

Désignation	Montant (Milliard GNF)	%
Revenus du périmètre de rapprochement	5 789,70	82,99%
Déclaration unilatérale par le gouvernement	1 186,94	17,01%
Total revenus de l'Etat du secteur des mines et carrières (*)	6 976,64	100%

(*) Le détail des revenus de l'Etat est présenté en Section 7 du présent rapport.

La liste des sociétés extractives retenues dans le périmètre 2022 est présentée à la Section 5.1.1.

Flux de paiement

La liste des flux de paiement retenus dans le périmètre 2022 est présentée dans la Section 5.1.2.

Entités publiques

Il résulte de la détermination du périmètre des flux de paiements, que la liste des principales entités gouvernementales responsables de la collecte des recettes du secteur extractif soit résumée comme suit :

Tableau 7 : Les entités gouvernementales retenues dans le périmètre de conciliation (2022)

N°	Organismes collecteurs
1	Direction Générale des Impôts (DGI)
2	Direction Générale des Douanes (DGD)
3	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)
4	Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)
5	Bureau National d'Expertise (BNE)
6	Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)
7	Direction Nationale des Mines (DNM)
8	Fonds d'Investissement Minier (FIM)
9	Office National de Formation et du Perfectionnement Professionnels (ONFPP)
10	Collectivités locales / Préfectures
11	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)
12	Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC).
13	Ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD)
N°	Entreprises publiques
14	Société Guinéenne du Patrimoine Minier SA (SOGUIPAMI)
15	Société Nationale des Pétroles (SONAP)
16	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)

Source : Rapport de cadastre ITIE Guinée 2022

2.5 Exhaustivité et fiabilité des données

2.5.1 Exhaustivité des données

Sociétés extractives

Toutes les 13 sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement ont soumis leurs formulaires de déclaration.

Entités gouvernementales

Toutes les agences gouvernementales retenues dans le périmètre de rapprochement ont soumis des formulaires de déclaration.

Conclusion sur l'exhaustivité des données

Nous pouvons conclure avec une assurance raisonnable que les présentes données ITIE couvre de manière exhaustive l'ensemble des revenus et paiements significatifs provenant du secteur extractif en Guinée pour l'année 2022.

2.5.2 Assurance et fiabilité des données

Entreprises extractives

Sur les seize (13) sociétés ayant soumis des formulaires de déclaration pour l'année 2022, six (6) sociétés ne se sont pas conformées aux procédures convenues de signature des déclarations par un haut responsable et de certification des données par un auditeur externe. La contribution de ces sociétés tel que déclaré par l'État totalise 1 885 milliards de GNF représentant 32,59% du total des paiements des sociétés incluses dans le périmètre de conciliation. Ces sociétés sont listées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Sociétés ne s'étant pas conformées avec la procédure convenue de fiabilisation des données

N°	Société extractive	Formulaire de déclaration		Contribution dans le total revenus en numéraire réconcilié (Milliards GNF)	En % Contribution
		Signé	Certifié		
1	SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	Non	Non	749,30	12,95%
2	SOC MINIERE DE DINGUIRAYE	Non	Non	370,19	6,40%
3	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	Non	Non	352,55	6,09%
4	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA S.A (SMM)	Non	Non	201,63	3,48%
5	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	Non	Non	182,72	3,16%
6	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	Non	Non	29,33	0,51%
Total				1 885,72	32,59%

Source : Données ITIE

Entités gouvernementales

Dix (10) des seize (16) agences gouvernementales ont signé leurs formulaires. En revanche, six (6) agences gouvernementales n'ont pas signé leurs formulaires à savoir : l'ANAIM, la CNSS, la BCRG, la FIM, la DNM et la SONAP. La contribution des revenus de ces six (6) agences représentent 7,69% du total des revenus déclarés.

Sur un total des revenus de 7 601,29 milliards de GNF, provenant du secteur extractif, la cour des comptes a certifié un montant total de 4 051,63 et la SOGUIPAMI ont certifié leurs formulaires pour leurs commissaires aux comptes soit un total certifié de 55,07%.

Tableau 9 : Détail de certification des revenus des agences gouvernementales

Entité gouvernementale	Total revenus déclarés	Total revenus signés et certifiés	% du total des revenus	Observation de la cour des comptes
Direction Générale de Douane (DGD)	3 332,35	2 491,82	74,78%	Avec réserve
Direction Général des Impôts (DGI)	2 926,41	915,28	31,28%	Avec réserve
Direction Générale du Trésor Publique (DGTCP)	579,10	592,05	102,24%	Sans réserve
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)	397,64	-	0,00%	X
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	155,36	-	0,00%	X
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)	134,50	134,50	100,00%	X
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	30,47	38,66	126,88%	Avec réserve
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)	19,04	-	0,00%	X
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)	9,21	9,21	100,00%	Sans réserve
Fonds d'Investissement Minier (FIM)	8,22	-	0,00%	X
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)	4,61	4,61	100,00%	Sans réserve
Direction Nationale des Mines (DNM)	4,38	-	0,00%	X
Total	7 601,29	4 186,13	55,07%	

X : Non certifié

Les formulaires de déclaration de la DGTCP, de l'ONFPP et du BNE ont été certifiés sans réserve.

Cependant, les formulaires du CPDM, de la DGD et de la DGI ont été certifiés sous réserve. Pour le CPDM, la certification a été accordée avec des réserves générales. Quant à la DGD et à la DGI, leur certification est conditionnée à la présentation des relevés bancaires du RSD et du RSI, respectivement.

Conclusion sur la fiabilité des données

Sous réserve de l'impact des constats indiqués ci-dessus, nous pouvons conclure avec une assurance raisonnable que les revenus et paiements issus du secteur extractif en Guinée pour l'année 2022 font l'objet d'un audit indépendant crédible, conformément aux normes internationales.

2.8 Rapprochement des flux de paiement

Le rapprochement des flux de paiements visait à identifier d'éventuels écarts entre les paiements déclarés par les entreprises extractives et les revenus rapportés par l'État. Les écarts identifiés initialement ont été analysés et ajustés chaque fois que les justifications nécessaires ont été produites par les parties déclarantes.

L'écart résiduel total non concilié est de (4,61) milliards de GNF soit (0,08 %) du total des revenus réconciliable et se présente comme suit :

Tableau 10 : Répartition de l'écart de rapprochement (2022) en milliard de GNF

	Ecarts positifs	Ecarts négatifs	Ecart net
Ecart sur déclarations soumises	214,87 3,71%	(100,11) -1,73%	114,76 1,98%
Ecart sur défaut de déclaration des sociétés extractives	- 0%	(119,37) -2,06%	(119,37) -2,06%
Ecart global	214,91	(219,52)	(4,61)
Ecart global en %	3,71%	-3,79%	-0,08%

Source : Données ITIE

La justification des écarts de conciliation par société et par flux est présentée dans la Section 6 du présent rapport.

2.9 Recommandations rapport ITIE 2022

Nous avons émis des recommandations pour améliorer la mise en œuvre du processus ITIE en Guinée qui se détaillent à la section 8. Le sommaire de ces recommandations se présente comme suit :

Tableau 11 : Liste des Recommandations

Recommandations	
1	Amélioration de la gestion des recettes extractives
2	Renforcement de l'engagement des points focaux
3	Renforcement de la transparence des revenus du transport des minerais
4	Mise en œuvre des obligations de réhabilitation des sites
5	Optimiser la Transparence et la Gestion des Participations de l'État dans le Secteur Extractif
6	Renforcer la transparence et la conformité dans la gestion des conventions du projet Simandou



Paul Stockton
Associé
Moore Insight

31 décembre 2024

St James House, Vicar Lane,
Sheffield, Angletaire, S1 2EX
Royaume-Uni

3 APPROCHE ET METHODOLOGIE

3.1 Méthodologie de rapportage

Le processus de rapprochement a été conduit en suivant les étapes suivantes :

- étude de cadrage pour la collecte des données contextuelles, la détermination d'un seuil de matérialité, la délimitation du périmètre de rapprochement et la mise à jour du formulaire de déclaration ;
- collecte des données sur les paiements des entreprises extractives et les revenus du gouvernement qui constituent la base des travaux de rapprochement ;
- rapprochement des données reportées par les parties déclarantes en vue d'identifier les écarts éventuels ; et
- prise de contact avec les parties déclarantes pour analyser les écarts et les ajuster sur la base des confirmations et justifications communiquées.

3.1.1 Etude de cadrage du rapport de l'ITIE Guinée

L'étude de cadrage a porté sur le secteur minier, des hydrocarbures, de transport et les sous-traitants miniers qui constituent la source de revenus provenant des industries extractives en Guinée et a inclus des préconisations pour :

- Les flux de paiements et autres données à retenir dans le périmètre de rapprochement ;
- Les entreprises et entités gouvernementales qui sont tenues de faire une déclaration ;
- Les garanties à apporter par les entités déclarantes pour assurer la crédibilité des données ITIE ; et
- le niveau de désagrégation à appliquer aux données ITIE.

Les résultats de l'étude de cadrage, qui ont été approuvés par le Comité de Pilotage de l'ITIE-Guinée, sont présentés dans la Section 4 du présent rapport.

3.1.2 Collecte des données

Les formulaires de déclaration tels qu'approuvés par le Comité de Pilotage de l'ITIE-Guinée ont fait l'objet d'une dissémination au profit des parties déclarantes.

Les entités déclarantes ont également été sollicitées pour annexer à leurs déclarations, le détail par quittance et par date de paiement des montants rapportés.

3.1.3 Rapprochement

Le processus de rapprochement des données entre les sociétés extractives et les administrations publiques a suivi plusieurs étapes. Les écarts identifiés ont été classés par nature pour chaque entreprise et entité publique. Si aucun écart significatif n'était trouvé, les données de l'État étaient considérées comme confirmées. Sinon, les écarts ont été notifiés et analysés.

3.1.4 Investigation des écarts

Une marge d'erreur acceptable de 0,8 % du total des recettes extractives a été fixée pour les écarts de rapprochement. Un seuil de 8 600 000 GNF a été établi pour les écarts nécessitant une investigation. Les entités déclarantes devaient fournir des justificatifs pour confirmer les données initiales, et des réunions ont été organisées pour obtenir des informations supplémentaires.

Les résultats du rapprochement des données sont présentés dans la Section 6 du rapport. Les écarts non identifiés sont répertoriés comme des écarts résiduels non réconciliés.

3.2 Qualité et assurance des données ITIE Guinée (Exigence ITIE 4.9)

Afin de se conformer à l'Exigence 4.9 de la Norme ITIE 2023 visant à garantir que les données soumises par les entités déclarantes soient crédibles, le Comité de pilotage a adopté la démarche suivante :

Entreprises extractives

Pour les entreprises extractives ayant l'obligation de désigner un Commissaire aux Comptes (CAC), le formulaire de déclaration doit :

- porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise ; et
- être certifié par un auditeur externe (qui peut être le Commissaire aux Comptes).

Administrations publiques et organismes collecteurs

Le formulaire de déclaration doit porter la signature du haut responsable ou d'une personne habilitée de l'entité publique déclarante.

La Cour des Comptes aura la responsabilité de certifier les chiffres et de produire une lettre d'affirmation certifiant la conformité des revenus reportés aux recettes recouvrées et comptabilisés dans les comptes audités de l'Etat.

Les données sur la propriété réelle

La déclaration de la propriété réelle doit porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise. Cette personne attestera que les données déclarées sont exactes.

Le détail des soumissions par les différentes entités déclarantes est détaillé en Annexe 3 du présent rapport.

3.3 Niveau de désagrégation (Exigence ITIE 4.7)

En ce qui concerne le niveau de désagrégation à appliquer aux données, le Comité de Pilotage a convenu que les formulaires de déclaration et les chiffres soient soumis :

- par entreprise ;
- par administration ou entité publique pour chaque société retenue dans le périmètre de réconciliation en 2022 ;
- par taxe et par nature de flux de paiements tels que détaillés dans le formulaire de déclaration ; et
- par projet .

Le Comité de Pilotage a convenu lors de sa réunion du 15 février 2023 pour la validation du rapport de cadrage de 2021, que la notion projet minier correspond à un permis ou à une concession minière.

3.4 Base des déclarations

Les paiements et les revenus rapportés dans le cadre du Rapport ITIE correspondent strictement à des flux de paiement ou des contributions intervenus et recouverts par l'État durant l'année 2022. Autrement dit, les paiements effectués avant le 1^{er} janvier 2022 ainsi que les paiements effectués après le 31 décembre 2022 ont été exclus.

Selon le périmètre retenu par le Comité de pilotage de l'ITIE-Guinée, les revenus divulgués dans le présent rapport incluent les revenus provenant des secteurs suivants :

- Mines et carrières, y compris les sous-traitants miniers.
- Hydrocarbures, et
- Transport minier.

Les entités déclarantes ont été sollicitées pour reporter leurs paiements ou revenus dans la devise de paiement. Les montants rapportés par les entités déclarantes en dollar américain ont été convertis au cours de USD/GNF au 31 décembre 2022 soit 8 553,2812 selon les données de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)².

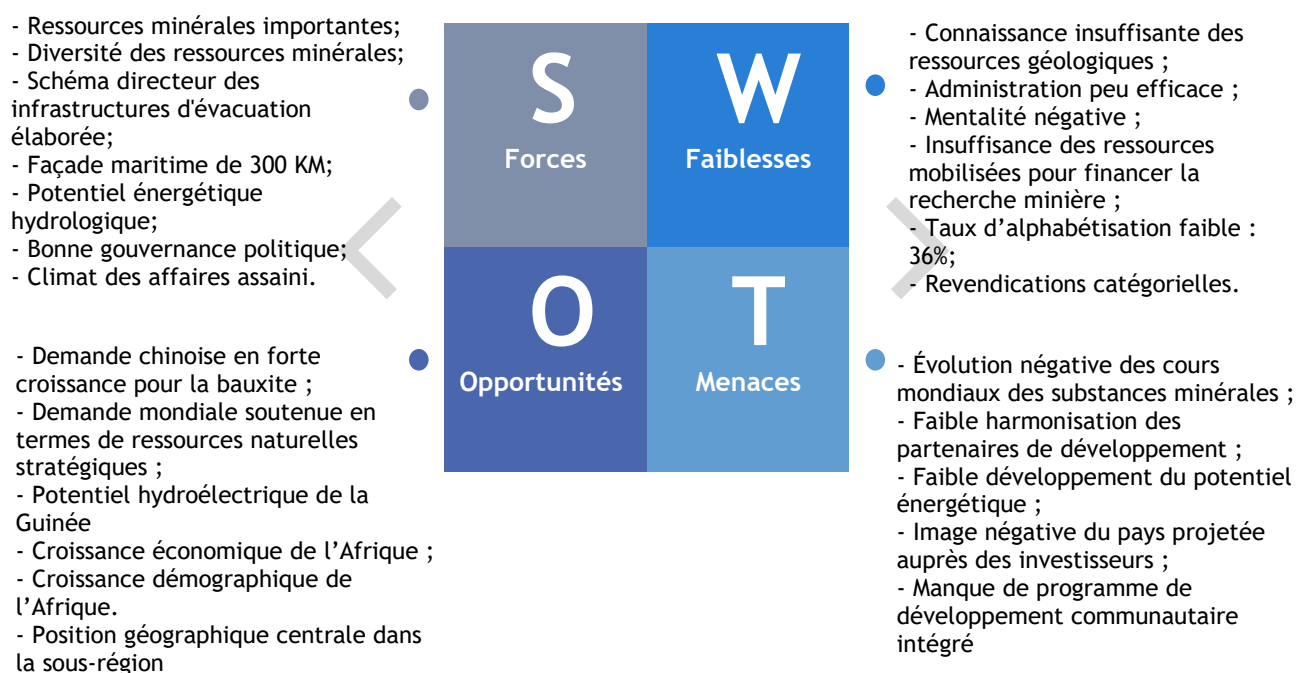
² <https://www.bcr-guinee.org/fixing-du-30-12-2022-2/>

4 CONTEXTE DES INDUSTRIES EXTRACTIVES

La Guinée, riche en ressources minérales variées (bauxite, fer, or, diamant), vise à transformer son secteur minier en un levier majeur de développement économique et social à l'horizon 2020. Le plan de développement du secteur minier pour la période 2016-2020 (PDSM 2016-2020), élaboré par le Bureau de Stratégie et de Développement (BSD), repose sur une vision stratégique visant à accroître la compétitivité du secteur et sa contribution à l'économie nationale. Le plan a été préparé pour la période 2016-2020 mais nous comprenons suite à nos entretiens avec le BSD que ce plan reste toujours valable pour la période 2021-2025.

Le plan intègre une analyse SWOT qui se résume comme suit :

Figure 4 : analyse SWOT du Secteur minier guinéen³



Les objectifs stratégiques du plan se présentent comme suit :

- Créer un cadre attractif pour les investissements : garantir la stabilité juridique et améliorer les infrastructures minières ;
- Améliorer le suivi des activités minières : renforcer les mécanismes de contrôle et assurer la conformité des opérations minières ;
- Développer les connaissances géologiques : mener des recherches géophysiques à grande échelle et moderniser les bases de données ;
- Renforcer les capacités administratives : former le personnel et moderniser les équipements ; et
- Maximiser l'impact économique : promouvoir le contenu local, réorganiser l'exploitation artisanale, et encourager la transformation locale des minerais.

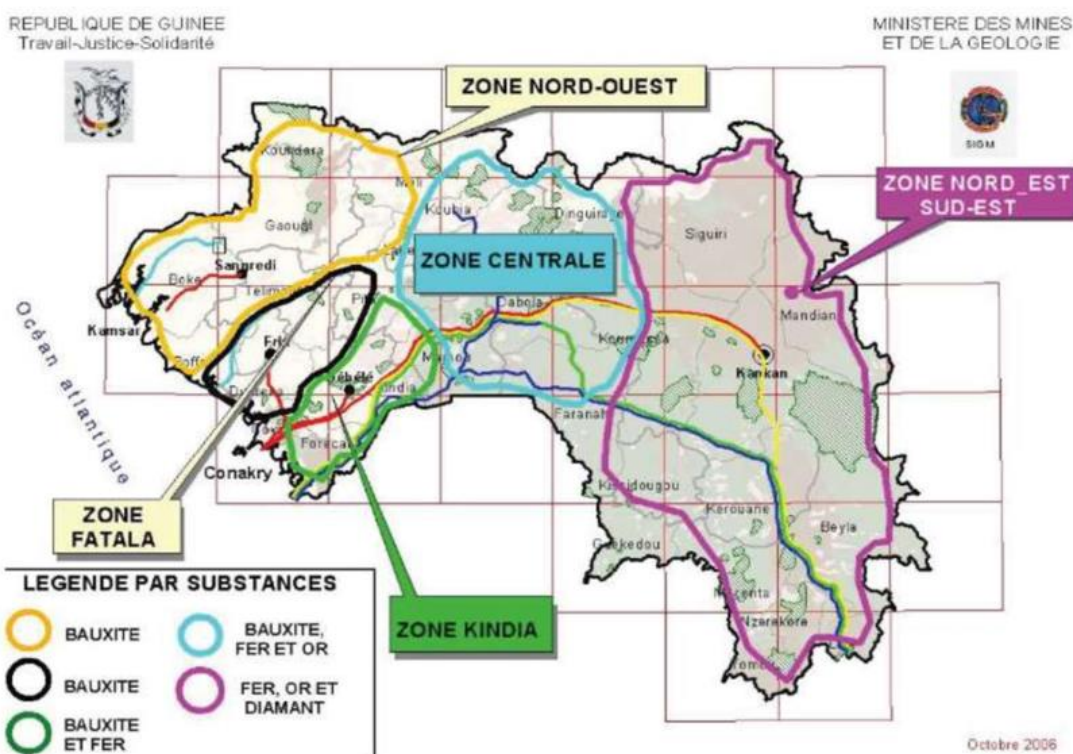
³ Plan de développement du secteur minier pour la période 2016-2020

4.1 Contexte du secteur minier

4.1.1 Aperçu général du secteur minier

Le secteur minier en Guinée, et plus particulièrement l'exploitation de la bauxite, est une composante essentielle de l'économie nationale. Le secteur minier guinéen occupe une place importante à l'échelle mondiale en raison de l'abondance et de la diversité de ses ressources. La Guinée possède un potentiel géologique remarquable, caractérisé par une diversité importante de ressources minérales, notamment la bauxite, le fer, l'or et le diamant. Ce potentiel fait de la Guinée un acteur majeur dans le secteur minier en Afrique de l'Ouest.

Figure 5 : Carte minière de la Guinée⁴



Source : CPDM

L'histoire des découvertes minières en Guinée remonte au début du XXe siècle, avec les premières explorations géologiques. La signature de la première convention minière avec la société française d'aluminium Pechiney en 1958 a marqué le début de l'exploitation industrielle. Depuis, plusieurs gisements stratégiques ont été identifiés, notamment le fer dans la région de Simandou, l'or à Siguiri, et les diamants à Banankoro. Ces découvertes ont façonné l'essor économique du pays et positionné la Guinée comme un acteur majeur du secteur minier en Afrique de l'Ouest.

4.1.1.1 La bauxite

4.1.1.1.1 Contexte et historique

La Guinée est le premier exportateur mondial de bauxite, détenant environ un tiers des réserves mondiales estimées à 40 milliards de tonnes. Les principales zones d'exploitation incluent Boké, Kindia, Fria et Boffa⁵. Ces ressources se distinguent par leur teneur élevée en alumine (souvent supérieure à 40%) et leur faible taux d'oxyde de silice, facilitant ainsi l'extraction et la transformation.

⁴ https://www.researchgate.net/figure/Carte-des-principales-ressources-minieres-en-Guinee_fig8_352881538

⁵ Ministère des Mines et de la Géologie

4.1.1.1.2 Réserves

La majorité des réserves de bauxite, soit environ 23 milliards de tonnes⁶, se trouvent dans la région de Boké, un pôle majeur de l'industrie minière guinéenne, renforçant la position du pays sur les marchés internationaux.

Les réserves de bauxite de la Guinée sont principalement réparties dans trois grandes régions⁷ :

- Basse Guinée : Les principales zones sont Boké, Kindia, Fria, et Boffa. Ces régions abritent les gisements les plus importants, représentant une part significative des réserves nationales.
- Moyenne Guinée : Située dans le massif du Fouta-Djalon, elle comprend des localités comme Tougué, Pita, Mali, Mamou, et Dalaba.
- Haute Guinée : Les zones minières incluent Dinguiraye, Dabola et Siguiri, où des réserves de qualité sont également présentes.

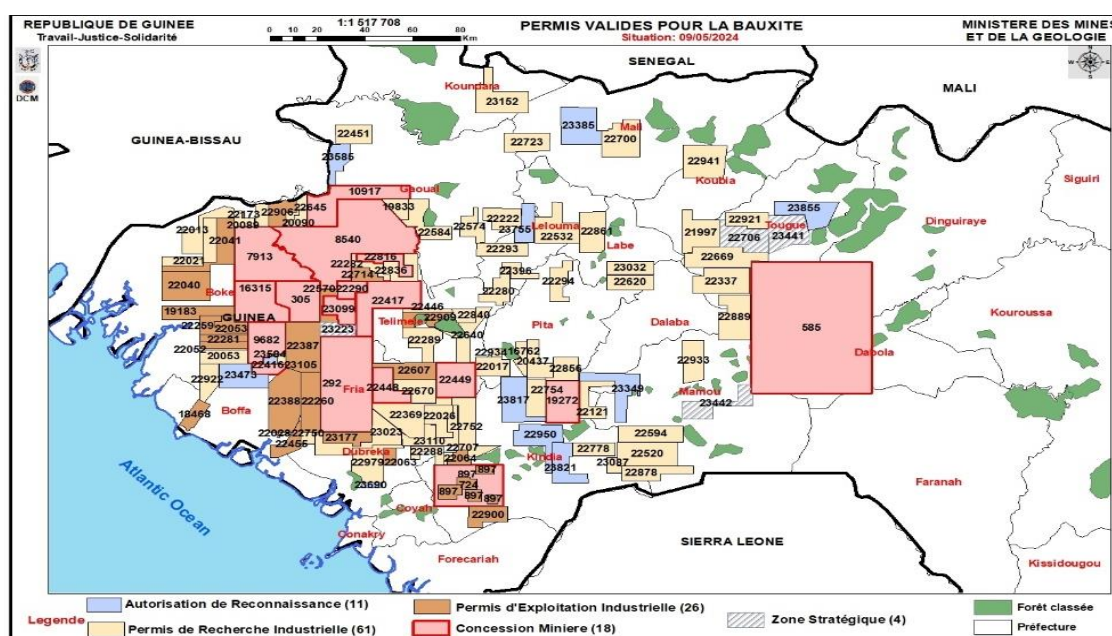
4.1.1.1.3 Principaux Projets

Plusieurs projets de développement de bauxite sont en cours en Guinée. Parmi les plus importants, on pourrait citer :

- Société Bauxite Kimbo S.A. : Ce projet qui est dans la région de Fria vise une exploitation de 10 millions de tonnes de bauxite par an et la construction d'une raffinerie d'alumine, avec un investissement de 3,5 milliards USD⁸ ;
- Société des Bauxites de Guinée (SBG) : Située à Boké, ce projet prévoit une production annuelle de 5 millions de tonnes, avec des extensions envisagées.

Ces projets renforcent la position de la Guinée comme l'un des leaders mondiaux dans l'industrie de la bauxite. Le graphique ci-dessous illustre l'emplacement géographique des titres miniers valides pour la production de bauxite en Guinée.

Figure 6 : Permis Valide pour la Bauxite



Source : CPDM

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de la production et de l'exportation de bauxite en Guinée au cours des cinq dernières années, de 2018 à 2022.

⁶ <https://mines.gov.gn/potentiel-mineral/>

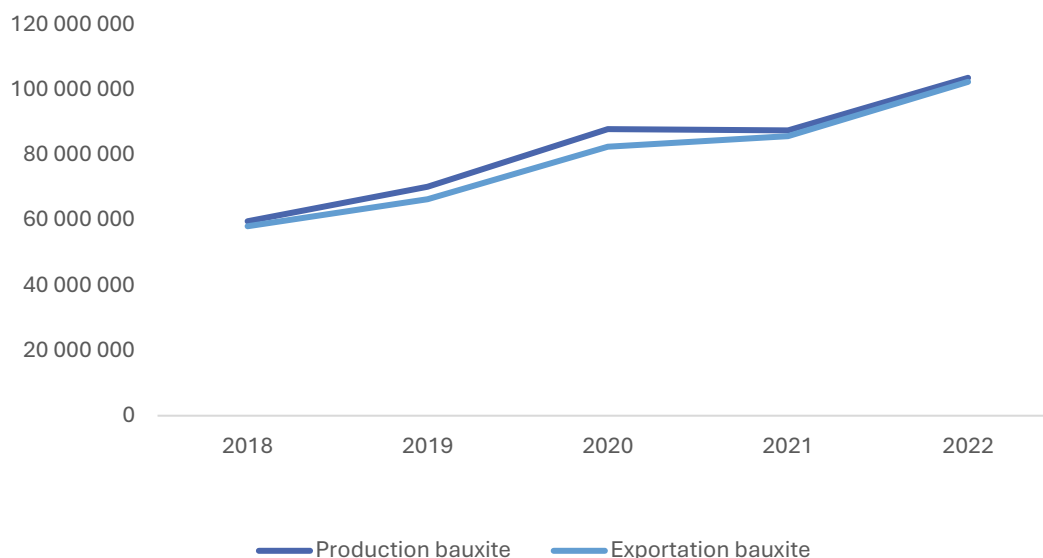
⁷ <https://www.invest.gov.gn/page/mines?ongletz=presentation>

⁸ <https://gouvernement.gov.gn/mines-le-premier-ministre-lance-la-premiere-production-de-la-societe-bauxite-kimbo/>

Tableau 12 : Évolution de la Production et de l'Exportation de Bauxite en Guinée (2018-2022)

Année	2018	2019	2020	2021	2022
Production bauxite	59 573 707	70 173 326	87 776 199	87 438 557	103 525 513
Exportation bauxite	58 047 804	66 279 526	82 402 511	85 658 218	102 288 468

Figure 7 : Évolution de la Production et de l'Exportation de Bauxite en Guinée (2018-2022)



La production de bauxite a connu une augmentation constante, passant de 59 573 707 tonnes en 2018 à 103 525 513 tonnes en 2022, soit une hausse de 74%. De même, les exportations de bauxite ont suivi une tendance similaire, passant de 58 047 804 tonnes en 2018 à 102 288 468 tonnes en 2022, ce qui représente une augmentation de 76%. Les exportations ont toujours été proches de la production, ce qui indique une forte capacité d'exportation alignée avec l'augmentation de la production. Cela témoigne d'un développement soutenu du secteur minier, d'une demande internationale croissante et d'une amélioration des infrastructures d'exportation.

Tableau 13 : Production de Bauxite pour la période 2014-2022

Année	Production de la bauxite en Millions de tonnes	Évolution en %
2014	21.20	
2015	20,9	-0.71%
2016	32.21	57.77%
2017	51.70	60.22%
2018	59.57	43.64%
2019	70.17	-8.19%
2020	87.77	25.08%
2021	87.44	-0.38%
2022	103.53	18.40%

Source : les Bulletins statistiques⁹

⁹ <https://www.stat-guinee.org/index.php/autres-publications-ssn/109-ministere-des-mines-et-de-la-geologie>

4.1.1.1.4 Position sur le marché international

La principale utilisation de la bauxite est la production d'aluminium. Selon la Banque mondiale¹⁰, l'aluminium joue un rôle central dans la transition énergétique, étant essentiel pour des technologies comme les panneaux solaires, les éoliennes et les véhicules électriques. Avec l'intensification des efforts pour atteindre les objectifs climatiques, la demande mondiale en aluminium devrait plus que doubler d'ici 2050, faisant de ce matériau une ressource stratégique pour un avenir à faible empreinte de carbone.

D'après « GlobalData », les perspectives du marché de la bauxite entre 2024 et 2030 sont positives, portées par la demande croissante d'aluminium et de nouveaux projets miniers. GlobalData prévoit une augmentation modérée de la production mondiale de bauxite, avec un taux de croissance annuel composé (CAGR) de 0,4 %, atteignant 432,4 millions de tonnes d'ici 2030. En revanche, la consommation mondiale de bauxite devrait croître à un taux annuel de 2 %, atteignant 502 millions de tonnes en 2030, principalement en raison de la demande croissante des secteurs automobile et de la construction¹¹.

Figure 8 : Estimation de la production de bauxite pour 2024 et 2030¹²

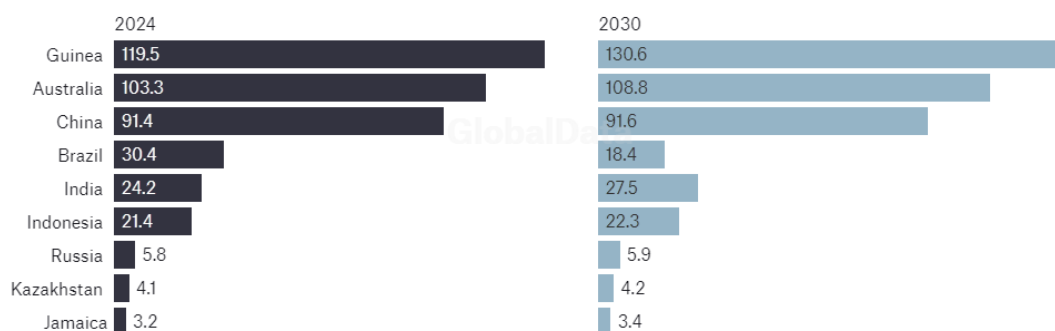


Chart: Smruthi Nadig • Source: GlobalData, Australia's Department of Industry, Science and Resources

Source : www.mining-technology.com, Rapport de Global Data "Global Bauxite Mining to 2030 report"

La contribution de la Guinée en 2024 est prévue d'atteindre 28,4% de la production mondiale avec 119 millions de tonnes. Les principales mines, incluant les projets SMB-Winning Boke, Sangaredi, Boffa, GAC et Garafiri, ont contribué à la production de 79 millions de tonnes en 2023, selon les données de GlobalData. Après une augmentation de la production en 2023, le taux de croissance de la production est estimé à 3,9% ; GlobalData affirme que cette croissance est due par le lancement du Projet Bon Ami de la société Dynamic durant le deuxième trimestre 2024. Le Projet possède une capacité de production de 4,5 millions de tonnes par an et une durée de cycle de la mine de 14 ans, avec un investissement estimé à 138 millions de dollars américains.

4.1.1.2 Le Fer

4.1.1.2.1 Contexte et historique

La Guinée est considérée comme l'un des pays les plus riches en ressources minérales, notamment en fer, avec des réserves estimées à 20 milliards de tonnes. Le gisement de Simandou, en particulier, est réputé pour être l'un des plus importants et des plus riches en fer non exploité dans le monde, avec une teneur en fer supérieure à 65 %. À terme, Simandou pourrait produire plus de 100 millions de tonnes de fer par an sur une période d'au moins 40 ans, avec un impact économique significatif

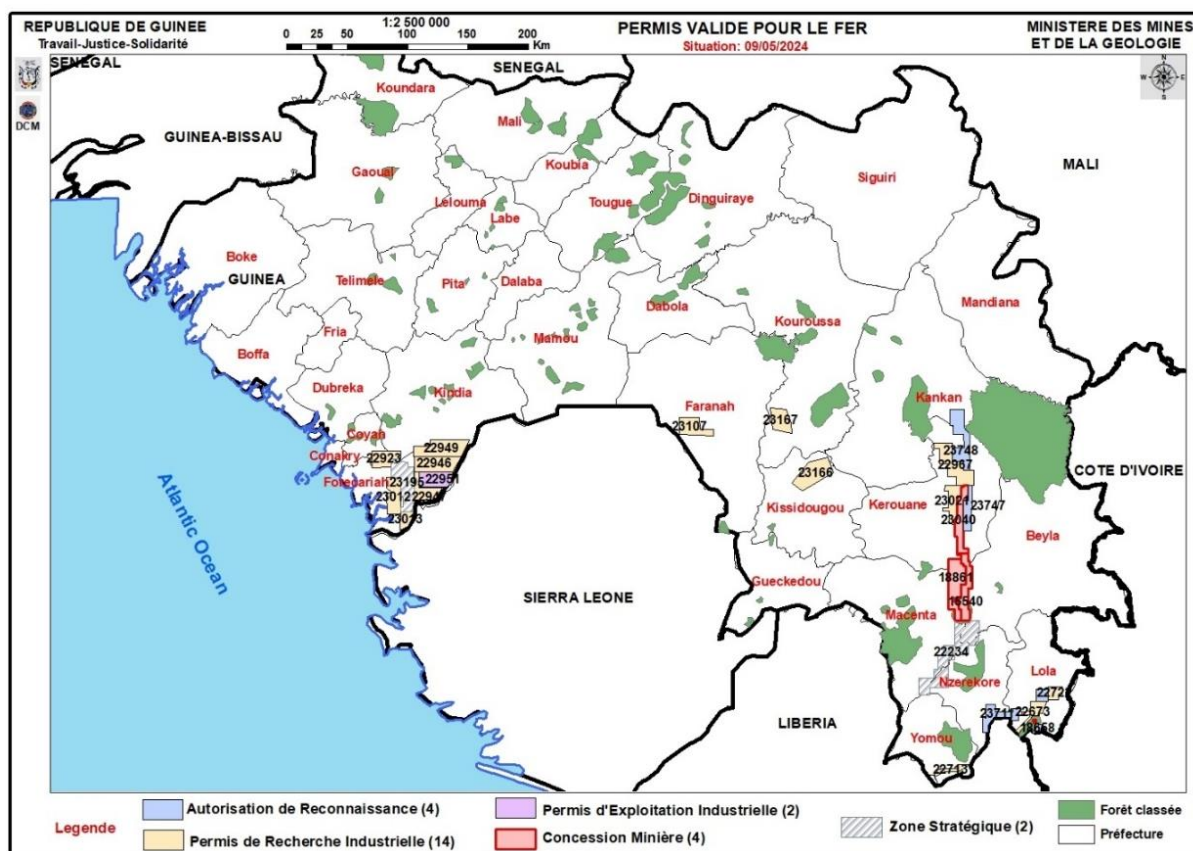
¹⁰ <https://blogs.worldbank.org/en/energy/cost-competitive-low-carbon-aluminum-key-energy-transition>

¹¹ <https://www.mining-technology.com/features/growing-demand-for-bauxite-highlights-risks-of-dependence-on-guineas-supplies/?cf-view>

¹² <https://www.mining-technology.com/features/growing-demand-for-bauxite-highlights-risks-of-dependence-on-guineas-supplies/?cf-view>

pour la Guinée¹³. Le gouvernement guinéen détient également une participation de 15 % dans le projet, garantissant des retombées pour le pays et ses communautés locales, tout en s'assurant que les infrastructures profitent également à l'économie locale.¹⁴

Figure 9 : Principaux gisements pour le Fer



Source : CPDM

4.1.1.2.2 Réserves

Les réserves de minerai de fer de la Guinée sont parmi les plus importantes au monde, notamment grâce au gisement de Simandou, situé dans le sud-est du pays. Ce gisement, qui est l'un des plus grands et des plus riches en fer non exploités, les réserves sont estimées à 1,8 milliard de tonnes de Fer¹⁵.

4.1.1.2.3 Principaux Projets

Le Projet Simandou a été lancé par le consortium Winning Consortium Simandou (WCS). Il s'agit d'un vaste projet minier situé dans le sud-est de la Guinée, qui vise l'exploitation du gisement de fer de Simandou, l'un des plus grands et des plus riches au monde. WCS est un consortium formé en 2019, composé de plusieurs entités, dont Winning International Group, une société singapourienne spécialisée dans le transport maritime, le groupe chinois Shandong Weiqiao, et le gouvernement guinéen. Le projet comprend deux composantes principales : l'exploitation des blocs 1 et 2 du gisement de fer, ainsi que la construction des infrastructures nécessaires pour acheminer le minerai vers les marchés internationaux, notamment une ligne de chemin de fer de plus de 600 km reliant la région montagneuse de Simandou au port en eaux profondes de Matakang, sur la côte guinéenne.¹⁶ En février 2024, les conseillers nationaux de la transition ont examiné et approuvé, le samedi 3 février 2024, des textes législatifs portant sur l'autorisation et la ratification de la convention de

¹³ https://wcsglobal.com/fr/wp-content/uploads/2021/11/WCS_Land_Framework_French.pdf

¹⁴ <https://www.guinee360.com/02/06/2024/projet-simandou-le-general-mamadi-doumbouya-ambitionne-un-programme-visionnaire-de-developpement-a-l'horizon-2040-tribune/>

¹⁵ https://wcsglobal.com/fr/wp-content/uploads/2021/11/WCS_Land_Framework_French.pdf

¹⁶ <https://im-mining.com/2024/07/17/conditions-on-simandou-investment-now-satisfied-in-guinea/>

codéveloppement de la Compagnie du Transguinéen ainsi que les ajustements aux conventions minières bipartites entre le Winning Consortium Simandou (WCS) et Simfer SA¹⁷.

En septembre 2024, la construction de l'infrastructure du Projet Winning Consortium Simandou (WCS) a atteint environ 30 à 40 %, y compris le développement du chemin de fer reliant la mine aux côtes guinéennes. Ce projet comprend la construction d'une mine, d'une voie ferrée de 670 km et d'un port en eau profonde près de Conakry, qui permettront de transporter du minerai de fer à partir de 2025.¹⁸

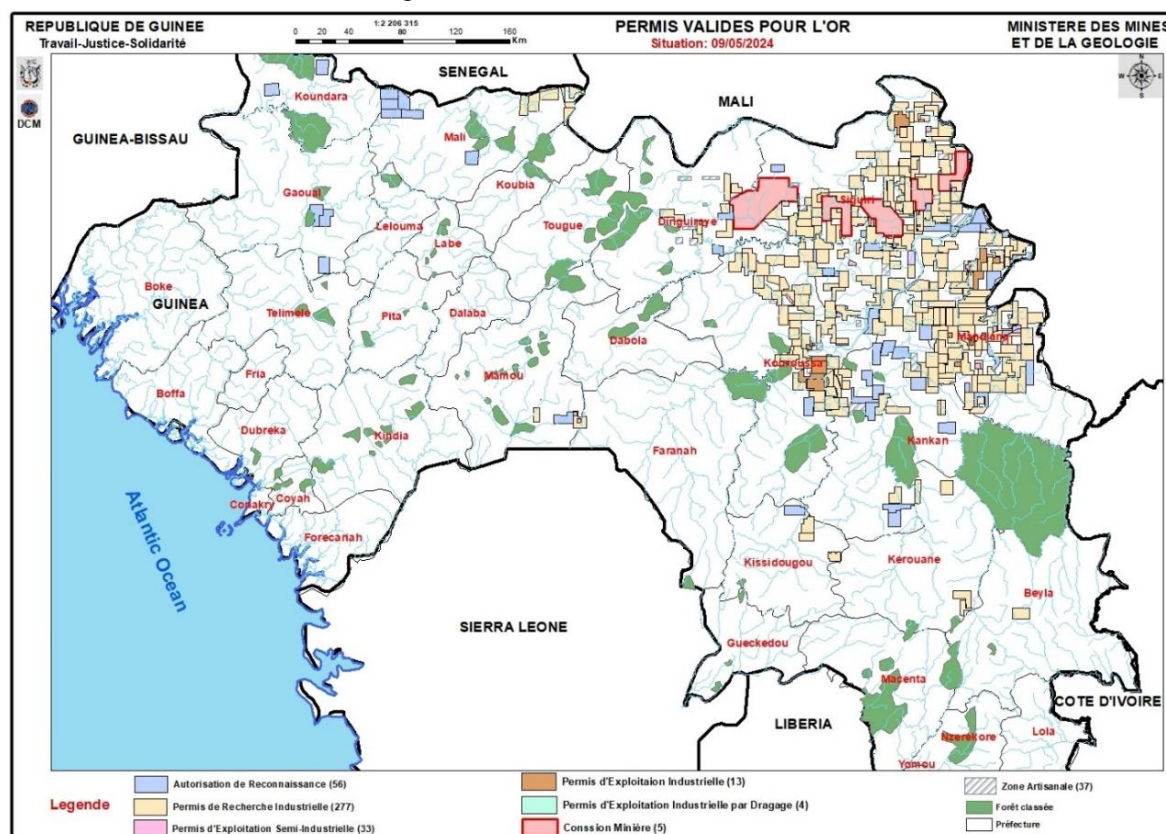
4.1.1.2.4 Production

La section 4.1.13 présente en détail la production de fer pour l'année 2022.

4.1.1.3 L'Or

La Guinée possède d'importantes réserves d'or, particulièrement dans le bassin Birrimien, réparties dans les préfectures de Siguiri, Kouroussa, Mandiana, Dinguiraye et Kankan. Ces réserves potentielles sont estimées à environ 700 tonnes, avec un potentiel global dépassant les 10 000 tonnes. Les gisements aurifères guinéens se présentent sous forme de dépôts alluvionnaires (alluvions des lits de rivières) et primaires (veines de quartz). Les principaux acteurs industriels incluent AngloGold Ashanti (SAG) et la Société Minière de Dinguiraye (SMD), opérant dans des mines à ciel ouvert.¹⁹

Figure 10 : carte des ressources en or



Source : CPDM

¹⁷ <https://www.guinee360.com/04/02/2024/projet-simandou-wcs-et-rio-tinto-simfer-obtiennent-le-feu-vert-des-conseillers-nationaux/>

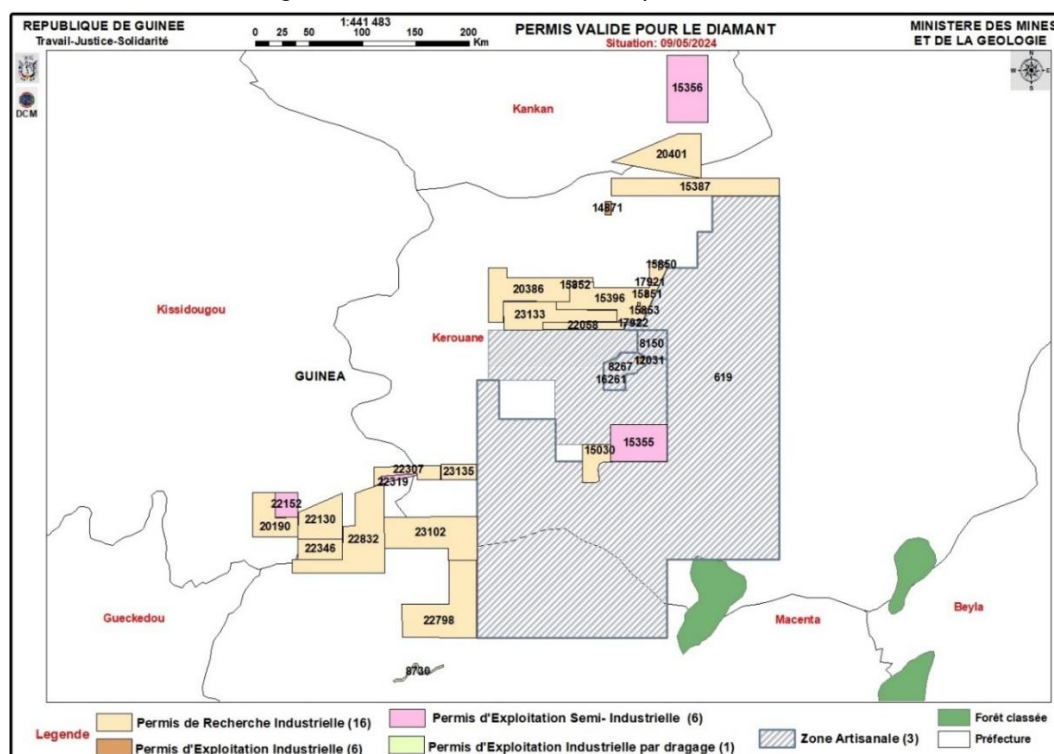
¹⁸ <https://gmk.center/en/news/simandou-iron-ore-project-is-30-40-ready-for-launch/>

¹⁹ <https://www.invest.gov.gn/page/mines?onglet=presentation#:~:text=La%20Guin%C3%A9e%20produit%20annuellement%208,abrite%20un%20important%20gisement%20aurif%C3%A8re.>

4.1.1.4 Le Dimant

L'extraction de diamants en Guinée repose sur des ressources considérables, avec des réserves prouvées estimées à 30 millions de carats et des réserves probables dépassant les 500 millions de carats. Les principaux gisements sont concentrés dans les régions de Kérouané et Macenta, où l'exploitation artisanale est prépondérante. La Guinée fait également partie du Processus de Kimberley, qui vise à certifier la légalité des diamants extraits²⁰.

Figure 11 : carte des titres miniers pour le Diamant



Source : CPDM

4.1.2 Cadre juridique et institutionnel (Exigence ITIE 2.1)

4.1.2.1 Cadre juridique

Le cadre législatif régissant l'intervention de l'État dans le secteur minier en Guinée est principalement régi par le Code Minier. Ce dernier définit les conditions d'obtention des permis et des autorisations nécessaires, précise les différents types de titres miniers ainsi que leurs attributs respectifs. De plus, il détaille les droits et obligations des détenteurs de ces titres vis-à-vis de l'État, tout en encadrant leur participation aux activités minières. Le Code Minier de Guinée établit également les dispositions fiscales et douanières applicables au secteur minier, avec une fiscalité spécifique pour les entreprises titulaires de permis. Il fixe enfin les règles relatives à l'hygiène, la sécurité, la protection de l'environnement, ainsi que le renforcement du contenu local dans le secteur.

Tableau 14 : Cadre juridique du secteur minier en Guinée²¹

Référence	Objet
Lois	
Loi n° L/2011/005/CNT/2011 du 110 août 2011	Portant constitution et gestion du patrimoine minier

²⁰ <https://www.invest.gov.gn/page/mines>

²¹ <https://mines.gov.gn/ministere/cadre-juridique-reglementaire/>

Référence	Objet
Loi n° L/2011/006/CNT/2011 du 09 Septembre 2011	Portant Code Minier de la République de Guinée tel que modifié par la Loi L/2013/053/CNT du 08 avril 2013, portant modification de certaines dispositions du Code Minier
Décrets	
Décret n° D/2011/112/PRG du 11 Avril 2011	Portant attributions et organisation du Ministère de Mines et de la Géologie
Décret n° D/2011/218/PRG/SGG du 11 Août 2011	Portant création d'une société de patrimoine du secteur minier (SOGUIPAMI)
Décret n° D/2012/014/PRG/SGG du 03 Février 2012 ainsi Décret 233 du 1er juillet 2021	Portant création, attributions et organisation de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives de la république de Guinée
Décret n° D/2012/041/PRG/SGG du 26 Mars 2012	Portant création, Attributions et fonctionnement de la Commission Nationale des Mines
Décret n° D/2014/013/PRG/SGG du 17 janvier 2014	Relatif à l'application des dispositions financières du Code Minier
Décret n° D/2014/012/PRG/SGG du 17 janvier 2014	Portant gestion des autorisations et des titres miniers
Décret n° D/2014/015/PRG/SGG du 17 janvier 2014	Portant adoption d'un modèle de convention minière type
Décret n° D/2016/163/PRG/SGG du 13 juin 2016	Portant restructuration de l'Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM) et adoption de nouveaux statuts
Décret n° D/2017/298/PRG/SGC du 11 novembre 2017	Portant création de l'Agence Nationale de Financement des Collectivités « ANAFIC »
Décret n° D/2018/009/PRG/SGC	Portant Nomination de hauts cadres à la direction générale de l'ANAFIC
Décret n° D/2021/0059/PRG/CNRD/SGG du 02 Novembre 2021	Portant Tutelle technique de l'ANAIM et de la SOGUIPAMI
Arrêtés	
Arrêté n° A/2005/1571/MMG/SGG	Portant création du Processus de Kimberley
Arrêté n° A/2016/5002MMG/SGG	Portant mise en place d'une nouvelle procédure cadastrale
Arrêté conjoint n° N° A/2017/6326/MMG/MATD/SGG du 22 novembre 2017	Portant utilisation, contrôle et gestion du FODEL
Arrêté conjoint n° A/2018/5212/MEF/MMG/MB/MAT D/SGS	Portant application de l'article 165 du code minier
Arrêté conjoint n° A/2018/6497/MB/MATD/CAB	Portant application de l'article 6 du décret D/2017/298/PRG/SGG du 11 Novembre 2017 relatif à la gouvernance de l'ANAFIC
Arrêté conjoint n° A/2018/7932/MMG/MATD/SGG	Portant modalités d'utilisation, de gestion et de contrôle du Fonds de Développement Économique Local (FODEL)
Arrêté conjoint n° AC/2019/089/MMG/MATD/SGG	Portant mise en place, attributions et fonctionnement du Comité Conjoint MMG-MATD de supervision et de contrôle du Fonds de Développement Économique Local (FODEL)
Arrêté conjoint n° AC/2022/1383/MMG/MB/MEFP/SGG	Portant Institution d'un prix de référence applicable à la vente de la Bauxite

Outre les dispositions réglementaires générales, les activités minières en Guinée sont également encadrées par la convention minière, dont les modalités sont définies par le décret n° D/2014/015/PRG/SGG. Ce décret établit un modèle de convention minière type, en spécifiant les conditions de résiliation, de transfert ou de cession de la convention. Conformément à l'article 18 du Code minier, la convention complète les dispositions du Code sans y déroger.

En plus du Code minier, d'autres lois et règlements gouvernent le secteur, parmi lesquels :

- Code Général des Impôts ;
- Code de l'Environnement promulgué par décret D/2019/221/PRG/SGG du 26 juillet 2019 portant promulgation de la Loi/2019/0034/AN du 4 juillet 2019 ; et
- Loi L/2015/007/AN du 25 Mai 2015, portant Code des Douanes.

Les conventions signées avant le code minier 2011

Le Code minier adopté en 2011 préserve les droits de propriété et la validité des titres miniers antérieurs à son adoption. Selon l'article 217 du Code, les conventions minières signées en conformité avec la législation en vigueur à la date de leur signature ne sont pas annulées mais doivent être adaptées aux nouvelles dispositions par le biais d'avenants. Ces avenants, qui modifient les conventions existantes pour intégrer les nouvelles obligations, ne prennent effet qu'après avoir été approuvés par le Conseil des Ministres, signés par le Ministre des Mines, validés par la Cour suprême et ratifiés par l'Assemblée Nationale.

Le décret n° D/2012/045/PRG/SGG du 29 mars 2012, modifié et complété par le décret n° D/2013/098/PRG/SGG du 23 mai 2013 a mis en place le Comité Technique de Revue des Titres et Conventions (CTRTCM). Les conclusions de la revue des titres et conventions miniers ont été publiées le 19 avril 2016²². Le gouvernement a procédé à la publication des contrats miniers ainsi que les amendements sur ce [site](#)²³.

4.1.2.2 Cadre Institutionnel

La gestion et la supervision des activités de prospection et d'exploitation minière en Guinée relèvent du Ministère des Mines et de la Géologie. Ce ministère joue un rôle essentiel dans la promotion des initiatives minières, tout en veillant à la mise en œuvre et au suivi de la politique gouvernementale en matière de ressources minérales. De plus, il est chargé de l'élaboration et de l'application des cadres législatifs et réglementaires encadrant ce secteur stratégique pour l'économie du pays.

En outre, les principales institutions intervenant dans le secteur minier guinéen, ainsi que leurs attributions respectives, sont présentées comme suit :

Présidence de la République : La Présidence de la République intervient dans le secteur minier pour :

- Définir, par décret, les structures de gouvernance ;
- Accorder les concessions minières et permis d'exploitation ;
- Modifier les périmètres des titres miniers ou suspendre les droits des titulaires ;
- Classer certaines zones comme fermées et suspendre l'attribution des autorisations et permis.

Le Ministère des Mines et de la Géologie (MMG) : Le MMG est chargé de :

- Concevoir, élaborer et mettre en œuvre la politique minière du gouvernement, en assurant son suivi et son évaluation via ses structures techniques ;
- Signer les arrêtés d'octroi des permis de recherche après avis favorable du Comité Technique des Titres Miniers ;
- Autoriser le transfert, la cession ou l'amodiation des permis d'exploitation et des concessions minières.

La Direction Nationale des Mines (DNM) : Sous la tutelle du Ministère des Mines et de la Géologie, la DNM est responsable de :

- Le contrôle des activités minières ;
- L'évaluation technique et environnementale avant l'attribution d'un titre minier ;
- L'instruction des demandes de titres miniers et l'évaluation cadastrale ;
- L'organisation et le contrôle de l'exploitation artisanale ;

La délivrance des Autorisations d'exploitation des carrières temporaires

Le Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM) : Sous la tutelle du Ministère des Mines et de la Géologie et en collaboration étroite avec la DNM, le CPDM agit comme guichet unique entre les investisseurs et l'Administration. Ses principales missions sont :

- Élaborer la stratégie d'attraction des investissements dans le secteur minier en identifiant les opportunités ;

²² <https://www.itiedoc-guinee.org/wp-content/uploads/2019/04/160419A.pdf>

²³ <https://contrats.mines.gov.gn/?lang=fr>

- Assister les investisseurs dans l'acquisition des titres miniers en fournissant des informations sur l'infrastructure géologique, le cadre réglementaire et la législation ;
- Assurer l'instruction et l'évaluation cadastrale des demandes de permis et donner son avis et ses propositions ;
- Identifier et gérer les domaines miniers ;
- Tenir et mettre à jour le Cadastre minier.

Bureau de Stratégie et de Développement (BSD) : Sous la tutelle du Ministère du Budget, la BSD est responsable de :

- Met en œuvre la stratégie de l'État dans le secteur minier et publie les statistiques du secteur° ;
- Coordonne l'élaboration des politiques et stratégies de développement avec les autres directions techniques ;
- Participe à l'élaboration des Plans nationaux de développement et des Programmes d'investissements publics ;
- Assure la production des statistiques et indicateurs sectoriels ;
- Participe à la recherche de partenariats et de financements pour les programmes et projets° ;
- Évalue l'exécution des volets sectoriels des Plans Nationaux de Développement ;
- Certifie la quantité des minerais destinés à l'exportation par une attestation de conformité.

Le Bureau d'Évaluation de la Quantité et Qualité (BEQQ) : Sous la tutelle du Ministère des Mines et de la Géologie, le BEQQ supervise et contrôle les quantités et la qualité des produits miniers exportés, tels que la bauxite, le fer et l'alumine. Ses missions sont:

- Évaluer les quantités et la qualité des produits miniers destinés à l'export ;
- Certifier la quantité des minerais destinés à l'exportation par une attestation de cargaison ;
- Établir les statistiques de production et d'exportation des produits miniers ;
- Participer au suivi des barges et au processus d'échantillonnage ;
- Comparer les résultats des évaluations avec les déclarations à l'Administration douanière ;
- Partager les informations avec l'Administration douanière et fiscale pour le calcul de la taxe minière et la détermination du prix de référence de la bauxite ;
- Veiller à la bonne exécution des étapes d'évaluation des quantités et qualité des minerais avant leur exportation ;
- Produire des rapports d'activités périodiques pour l'administration minière ;
- Favoriser la coopération et les échanges d'informations avec les administrations compétentes.

Le Bureau National d'Expertise (BNE) : Sous la tutelle du Ministère des Mines, le BNE évalue les diamants et gemmes destinés à l'exportation, provenant de l'exploitation artisanale, semi-industrielle et des sociétés minières. Ses missions sont :

- Proposer au Ministère les autorisations d'ouverture des Comptoirs d'achat d'or ou de diamant
- Expertiser et évaluer le diamant et autres gemmes ;
- Sceller et conserver ces produits, et fournir l'assistance nécessaire à leur exportation ;
- Liquider les redevances et taxes appliquées aux comptoirs d'achats ;
- Collecter les données et suivre l'état du marché pour le Ministère chargé des mines ;
- Tenir les statistiques en poids et en valeur ;

Assurer la formation des nationaux en évaluation des diamants et autres gemmes

Le Fonds d'Investissement Minier (FIM) : Sous la tutelle du Ministère des Mines, le FIM a pour principales missions de :

- Soutenir les activités de recherches géologiques et minières ;
- Favoriser le développement de l'exploitation minière ;
- Améliorer la performance du secteur minier.

Les ressources du FIM sont destinées à financer :

- Les projets de promotion et de développement miniers ;
- Les études, travaux, prestations et missions réalisés dans le secteur minier ;

- La participation de l'État dans un projet minier.

La Société Guinéenne du Patrimoine Minier SA (SOGUIPAMI) : La SOGUIPAMI, entièrement détenue par l'État, est une société anonyme régie par les normes OHADA et soumise à une gestion de droit privé. Selon son décret de création, modifié par le décret D/2015/016/PRG/SGG du 12/02/2015, ses principales missions sont :

- Gérer les participations de l'État dans les sociétés minières ;
- Désigner les représentants de l'État au sein des organes de gestion ou de surveillance et représenter l'État lors des assemblées d'actionnaires ;
- Mettre en œuvre les décisions et orientations stratégiques de l'État, en veillant aux intérêts patrimoniaux de l'État et en exerçant la mission d'État actionnaire ;
- Évaluer régulièrement la gestion des sociétés minières ;
- Commercialiser, à la demande du gouvernement, la part de l'État dans la production minière
- Participer à la recherche minière en détenant, seule ou en partenariat, des permis de recherche minière à des fins promotionnelles, dans les limites fixées par la loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011 instituant le code minier.

L'Agence Nationale D'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM) : Conformément au Décret N° D/2016/163/PRG/SGG, qui restructure l'ANAIM et adopte ses nouveaux statuts, l'ANAIM est une société anonyme dotée d'un conseil d'administration. Son rôle principal est :

- La conception, l'étude, le financement, la construction de toutes infrastructures minières nécessaires à l'extraction, au traitement, à la transformation, au transport et à l'évacuation des substances minérales ;
- La délégation, par son conseil d'administration, de l'exploitation, de la gestion, de l'entretien, de la réparation et du renouvellement des infrastructures minières à tout opérateur agréé.

Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) : Conformément au Décret N° D/2017/298/PRG/SGC, l'ANAFIC est un Établissement Public à caractère Administratif (EPA) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Placée sous la tutelle technique du Ministère des Collectivités Locales et sous la tutelle financière du Ministère du Budget, l'ANAFIC a pour mission de mettre en œuvre la politique gouvernementale en matière de financement du développement local. Elle est chargée de :

- Mobiliser des ressources intérieures et extérieures pour le Fonds National de Développement Local (FNDL) ;
- Financer les projets d'investissement des collectivités locales et des coopérations inter-collectivités éligibles au FNDL et d'assurer leur accompagnement technique ;
- Collecter et inscrire les dotations budgétaires sectorielles affectées aux compétences transférées au FNDL ;
- Réaliser des études et enquêtes pour garantir l'éligibilité des collectivités locales aux conditions du FNDL ;
- Réallouer, par arrêté conjoint des ministères des Collectivités Locales et des Finances, les ressources du FNDL et autres ressources communes, selon un système de péréquation défini dans le manuel de procédures et de gestion du FNDL.

Comité d'appui à la gestion du FODEL (CAGF) : Créé par l'arrêté conjoint N° A/2017/6326/MMG/MATD/SGG du 22 novembre 2017, le CAGF a pour rôle principal la gestion, l'utilisation et le contrôle du Fonds pour le Développement Local (FODEL). Ses principales missions sont :

- L'instauration d'un CAGF dans chaque préfecture minière, composé de représentants de la société civile, des jeunes, des femmes, et présidé par le représentant du Comité préfectoral de développement (CPD) ;

- Le versement annuel des paiements par les entreprises sur un compte spécifique du CAGF, qui se charge ensuite du reversement des quotes-parts aux communes selon la clé de répartition définie.

Ministère de l'Environnement et de Développement Durable (MEDD) : Le MEDD est responsable de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière d'environnement et de développement durable. Ses missions incluent :

- L'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies pour la sauvegarde de l'environnement, la gestion durable des ressources naturelles renouvelables, l'assainissement et l'amélioration du cadre de vie ;
- Veiller à l'intégration des principes de protection de l'environnement dans les politiques sectorielles ;
- Contribuer au renforcement des capacités techniques des acteurs du secteur ;

Réaliser l'évaluation environnementale, y compris la validation des études d'impact environnemental, en collaboration avec le Comité Technique des Titres Miniers et la Commission Nationale des Mines.

La Commission Nationale des Mines : Sous la tutelle du Ministère des Mines et de la Géologie, la Commission Nationale des Mines est composée de représentants de l'État et de la société civile. Elle participe à l'examen des demandes d'octroi, de renouvellement, de transfert, de prorogation et de retrait des titres miniers, conformément aux dispositions du Code Minier. Son organisation, sa composition et son fonctionnement sont définis par décret présidentiel.

Le Comité Technique des Titres Miniers (CTTM) : Le CTTM est un comité interne de l'Administration minière, chargé d'examiner les dossiers de demande d'octroi, de renouvellement, de prorogation, de prolongation et de retrait des titres miniers, préparés par le CPDM. Son organisation, sa composition et son fonctionnement sont définis par un arrêté du Ministre en charge des Mines.

4.1.3 Réforme en cours (Exigence ITIE 2.1)

4.1.3.1 Arrêté modifiant la procédure d'octroi des titres miniers

Nous comprenons qu'un arrêté régulant l'octroi de License est en cours de préparation. Le CPDM a entamé la préparation d'un projet d'arrêté et a entamé des discussions. Le CPDM a engagé des discussions avec les différentes parties prenantes afin d'amender la procédure. Actuellement le projet d'arrêté a été envoyé au département juridique du ministère pour consultation.

Nous avons obtenu et analysé le projet d'arrêté de la part du CPDM. De manière générale, la nouvelle procédure proposée traite en détail les différentes phases de la procédure d'octroi, de renouvellement, de prolongation, de transfert et/ou de l'amodiation des titres miniers. Les éléments constituant les dossiers, les instances en charge de chaque phase de la procédure ainsi que les délais de traitement sont clairement présentés et détaillés dans ledit projet d'arrêté. Nous présentons ci-dessous les principales dispositions du projet d'arrêté et un aperçu des changements en comparaison avec la procédure actuellement en vigueur :

- L'article 4 précise qu'à la fin de la validité d'un titre minier ou autorisation, le détenteur a la possibilité de demander le renouvellement ou la prolongation dudit titre ;
- L'article 5 détaille de manière exacte le contenu du dossier à déposer pour chaque type de titre minier. A titre d'exemple, le dossier pour l'obtention du Permis de Recherche Minière Industrielle ou Semi Industrielle devrait inclure, entre autres, les éléments suivants :
 - RCCM ;
 - NIF ;
 - Pièces d'identification en cours de validité (Carte d'identité ou Passeport) ;

- Preuve des capacités techniques disponibles : capacités propres ou dans le cadre d'un partenariat (Moyens techniques disponibles, Diplômes professionnels ou CV du personnel technique et administratif, Expériences en projets de recherches ou d'exploitation similaires) ;
 - Preuves de capacité financière du requérant : Attestation bancaire avec solde de la société ou du partenaire (accompagné d'un acte de partenariat notarié) et le relevé bancaire des douze derniers mois ;
 - Bilan d'ouverture ou Etats financiers au moins du dernier exercice comptable certifiés par un Expert-Comptable agréé, respectant les normes et principes de l'OHADA révisé, Engagements financiers...
- L'article 10 précise que le secrétariat du cadastre est assuré par le CPDM et que le Comité Technique des Titres Miniers (CTTM) étudie le dossier pour avis final ;
 - L'article 14 précise qu'après avis favorable du CTTM, le dossier est transmis à la Commission Nationale des Mines (CNM) pour évaluation du dossier ;
 - L'article 17 précise que le CPDM ou la CNM informe le soumissionnaire de la décision d'octroi et de rejet. Le CPDM prépare et informe le soumissionnaire de l'avis de recouvrement des droits fixes et de la Taxe Superficiaire. Le soumissionnaire a un délai de 30 jours calendaire (Permis de recherche, autorisations d'exploitations de carrière) ou 45 jours (permis d'exploitation et concession minière) pour effectuer le paiement, sous peine d'annulation du titre minier ou d'autorisation.

4.1.3.2 Projet de digitalisation de la procédure d'octroi des licences

Le Ministère des Mines et de la Géologie, à travers le Ministre des Mines, a engagé des discussions avec un consultant en charge du développement et de la maintenance du Système Cadastre Minier. L'objectif principal de cette mission était de diagnostiquer les procédures cadastrales utilisées actuellement dans l'instruction des nouvelles demandes et des demandes de renouvellement des titres miniers et des autorisations, afin d'analyser la faisabilité technique et juridique de leur automatisation dans le Système de Cadastre Minier (SCM) Landfolio de Guinée. Le CPDM en étroite collaboration avec le service informatique du Ministère des Mines et de la Géologie, a travaillé avec l'équipe de Spatial Dimension pour la migration des données du système de cadastre minier à un serveur cloud. Cette migration a facilité l'accès aux utilisateurs de Landfolio.

Le ministère a entamé le Projet de e-Gouvernement. L'objectif est de permettre aux promoteurs de soumettre leurs demandes de titres miniers et autorisations et de procéder au paiement des frais d'instruction et de Droits Fixes en ligne. La mise en place de cette plateforme digitale vise à moderniser la gestion des listes minières en réduisant de manière efficace et efficiente le délai de traitement des demandes d'approbation des sociétés.

4.1.3.3 Projet de Taxe Carbone

Les autorités guinéennes sont en train d'étudier la possibilité d'introduire une taxe carbone dans le secteur minier, dans le cadre d'une stratégie visant à mobiliser 4,3 milliards de dollars pour financer des projets de développement. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de réguler l'impact environnemental des activités minières, tout en consolidant une économie verte et durable.

Le Premier ministre guinéen, à l'époque Bernard Goumou, a indiqué que le gouvernement explore les modalités d'application de cette taxe, qui vise à compenser les émissions de carbone et les destructions de la couverture végétale causées par les sociétés minières. L'objectif est de réduire les risques de pollution et d'atténuer les impacts sur la santé publique, tout en préservant le potentiel écologique du pays. Cela s'inscrit également dans une politique plus large de promotion d'une économie bleue et verte.²⁴

4.1.3.4 Organisation du secteur minier artisanal

Le 14 octobre 2024, quatre arrêtés ont été signés et approuvés qui ont pour objectif la régulation de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle en Guinée. Les arrêtés se présentent comme suit :

- Arrêté portant régime de l'activité artisanale et procédure d'identification des couloirs ;
- Arrêté portant Autorisation et organisation de l'exploitation mécanisée ;
- Arrêté portant encadrement de l'exploitation artisanale et mécanisée ; et
- Arrêté portant modèle type de cahier des charges.

4.1.4 Cadre fiscal (Exigence ITIE 2.1)

La fiscalité des activités minières en Guinée repose sur plusieurs instruments, notamment les redevances minières (taxe à l'extraction), l'impôt sur les bénéfices, la participation étatique au capital et les retenues fiscales. Les entreprises minières sont soumises à une fiscalité spécifique, régie par le Code Minier de 2011 amendé par la loi L/2013/053/CNT du 8 avril 2013²⁵, et une fiscalité de droit commun, régie par le nouveau Code Général des Impôts (tel qu'amendé par la Loi L/2021/032/AN du 04 Juillet 2021 portant Code général des Impôts applicables à partir du 1^{er} janvier 2022)²⁶ et le Code des Douanes²⁷.

²⁴ <https://www.bloomberg.com/news/articles/2024-02-15/guinea-talks-carbon-tax-on-mines-as-it-seeks-4-3-billion-loans?leadSource=uverify%20wall>

²⁵ <https://mines.gov.gn/wp-content/uploads/2023/08/L-2013-N053.pdf>

²⁶ <https://mbudget.gov.gn/wp-content/uploads/Code-General-des-Impots.pdf>

²⁷ <https://dgd.gov.gn/wp-content/uploads/2024/02/CODE-DES-DOUANESDE-GUINEE.pdf>

Le tableau ci-dessous présente les principaux impôts et taxes spécifiques au secteur minier, tels que prévus par le Code Minier, applicables aux sociétés et aux personnes physiques détentrices d'un titre minier, lesquels peuvent différer de ceux prévus dans les conventions minières spécifiques.

Tableau 15 : Principaux impôts et taxes spécifiques au secteur minier

#	Fiscalité minière	Modalités	Référence
I. Droits fixes et redevances			
1	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers et autorisations	Entre 500 et 5 000 USD selon le type de permis	Article 1 de l'arrêté conjoint A/2016/6074/MEF/MMG/SGG fixant les taux et tarifs des droits fixes, des taxes et redevances résultant de l'octroi, du renouvellement de la prolongation, du transfert et/ou de l'amodiation des titres miniers et autorisations.
2	Droits fixes sur les titres miniers et Autorisations minières	Droits fixes sur les Titres miniers (Octroi, renouvellement et transfert) : - Permis de recherche (entre 15 et 67 USD/km² selon la substance) - Permis d'exploitation (entre 3 500 et 30 000 USD/km² selon la substance et la nature de l'exploitation (industrielle ou semi-industrielle)) - Concession minière entre 4 000 et 12 500 USD/km² selon la substance. Droits fixes sur les Autorisations minières (Octroi, renouvellement et transfert) : - Autorisation de recherche de carrières 250USD/km². - Autorisation d'exploitation des carrières entre 2 500 et 6 500 USD/km².	Article 1 de l'arrêté conjoint A/2016/6074/MEF/MMG/SGG fixant les taux et tarifs des droits fixes, des taxes et redevances résultant de l'octroi, du renouvellement de la prolongation, du transfert et/ou de l'amodiation des titres miniers et autorisations.
3	Redevance superficielle annuelle (Paievements infranationaux)	Permis de recherche minière : entre 10 et 20 USD ; Permis d'exploitation industrielle et semi-industrielle : entre 75 et 100 USD ; Concession minière entre 150 et 300 USD ; Autorisation d'exploitation de carrières : 2 000 000 GNF/ha lors de l'octroi et 3 000 000GNF/ha pour le renouvellement.	Article 1 de l'arrêté conjoint A/2016/6074/MEF/MMG/SGG fixant les taux et tarifs des droits fixes, des taxes et redevances résultant de l'octroi, du renouvellement de la prolongation, du transfert et/ou de l'amodiation des titres miniers et autorisations.
4	Redevance annuelle pour la commercialisation du Diamant et de l'Or	Diamant : - Redevance Comptoirs d'Achat : 25 000 USD/an en devises ; - Redevance pour Acheteur - Mandataire : 3 000 \$ US/an en devises ; - Redevance Collecteur 3 000 000 GNF/an ; Or : - Redevance Comptoir : 25 000 000 GNF/an ; - Redevance acheteur : 5 000 000 GNF/an ; - Redevance Collecteur : 2 500 000 GNF/an.	Article 43 à 48 de la Loi de Finances pour l'année 2011.
5	FODEL	Bauxite et Fer :	Le décret n° D/2017/285/PRG/SGG

#	Fiscalité minière	Modalités	Référence
		0,5% du chiffre d'affaires annuel hors taxe. Autres substances : 1% du chiffre d'affaires annuel hors taxe.	
II. Taxe à l'extraction et à l'exportation minière			
1	Taxe sur les substances de carrières	Entre 0,5 et 2 USD/M ³ selon la substance extraite.	Article 1 de l'arrêté conjoint A/2016/6074/MEF/MMG/SGG fixant les taux et tarifs des droits fixes, des taxes et redevances résultant de l'octroi, du renouvellement de la prolongation, du transfert et/ou de l'amodiation des titres miniers et autorisations.
2	Taxe sur l'extraction des Substances minières autres que les Substances précieuses	Assiette selon l'estimation faite par le Bureau National d'Expertise (BNE) : Diamant brut : - 5% pour la production industrielle ; - 3% pour la production semi-industrielle. Autres pierres précieuses : (Emeraude, Rubis, Saphir, etc.) et autres Pierres Gemmes : - 2% pour la production industrielle ; - 1,5% pour la production semi-industrielle	Article 161 du Code Minier 2011 Amendé.
3	Taxe sur la production industrielle ou semi-industrielle des Métaux précieux	Le taux de la taxe sur l'extraction des métaux Précieux est fixé à cinq pour cent (L'assiette de la taxe est la valeur du lingot telle que déterminée à la pesée à la Banque Centrale de Guinée en tenant compte de la pureté du métal précieux et du cours du métal précieux extrait au Fixing de l'après-midi à Londres.	Article 161-I du Code Minier 2011 Amendé.
4	Taxe à l'exportation sur les Substances minières autres que les Substances précieuses	L'assiette de la taxe à l'exportation sur les Substances minières est la valeur qui est déterminée en fonction de la teneur, du poids des Substances minières exportées et de l'indice de prix applicable aux Substances minières exportées, le taux applicable : - Fer : 2% ; - Bauxite : 0,075% ; - Métaux de base (Cuivre, Etain, Nickel, Zinc) : 2%.	Article 163 du Code Minier 2011 Amendé.
5	Taxe à l'exportation sur les Pierres précieuses et autres Pierres Gemmes	L'assiette de la taxe à l'exportation sur les Pierres précieuses et Pierres Gemmes est la valeur des Pierres précieuses et Pierres Gemmes exportées. Cette valeur est déterminée par le Bureau National d'Expertise (BNE) en fonction de la qualité des pierres et de leur carat. Le taux applicable est : - Diamant brut : 3% ; - Autres Pierres précieuses (Emeraude, Rubis, Saphir) et autres Pierres Gemmes : 1,5%. Toutefois, le taux de cette taxe à l'exportation est diminué de moitié si	Article 163-II du Code Minier 2011 Amendé.

#	Fiscalité minière	Modalités	Référence
		les Pierres précieuses ou Pierres Gemmes sont exportées après avoir été taillées en Guinée.	
6	Taxe à l'exportation sur la production artisanale d'or, de Pierres précieuses et autres Pierres Gemmes	Or : Le taux de la taxe est (1%), la valeur de référence pour le calcul de cette taxe étant le cours d'achat de l'or par la BCRG ; Diamant : Valeur fixée par les experts du BNE: - 3% pour une valeur unitaire inférieure à 500 000 USD ; - 5% pour une valeur supérieure à 500 000 USD. Autres pierres précieuses et pierres gemmes : Valeur fixée par les experts du BNE: - 1,5% pour une valeur unitaire inférieure à 500 000 USD ; 5% pour une valeur supérieure à 500 000 USD.	Article 164 du Code Minier 2011 Amendé.
7	Redevance BCRG sur la commercialisation de l'Or	Redevance de la BCRG pour réception, conservation et transport sécurisé jusqu'à l'aéroport de chaque exportation d'Or. Le Tarif est de 500 USD par opération payable en GNF au cours du jour.	Circulaire de la BCRG : Conditions de commercialisation et exportations de l'or selon la BCRG ²⁸ .
8	Régime de taxation des exportations des comptoirs d'achat d'or	- Poursuite en 2021 de la suspension temporaire du régime de taxation des exportations des comptoirs d'achat d'or avec suppression des commissions/frais perçus par la BCRG qui a été décidée en 2016.	Lettre officielle du 12 février 2016 du Ministre du Budget au Gouverneur de la BCRG.
III. Autres contributions ou paiements			
1	Contribution au développement local (Paiements infranationaux)	Contribution fixée par un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par le titulaire d'un titre minier selon une Convention de Développement Local avec la Communauté locale résidant sur ou à proximité immédiate de son Titre d'exploitation minière. Elle est fixée à : - 0,5% du chiffre d'affaires de la société réalisé sur le Titre minier de la zone pour les substances minières de catégorie 1 ; et - (1%) pour les autres substances minières.	Article 130 du Code Minier 2011 Amendé.
2	Impôt sur la plus-value de cession de titres miniers	Toute cession d'un Permis d'exploitation, d'une Concession minière ou d'une Autorisation d'exploitation de substances de carrières est notamment taxée selon le régime des plus-values. L'assiette de cette plus-value est la différence entre le prix de cession du Titre minier ou de l'Autorisation stipulé dans l'acte de cession et la valeur nette comptable de ce Titre minier ou de cette Autorisation.	Article 91-II du Code Minier 2011 Amendé. Article 92 du CGI.

²⁸ <https://www.invest.gov.gn/document/conditions-de-commercialisation-de-l-or>

#	Fiscalité minière	Modalités	Référence
		Conformément aux dispositions de l'article 92 du CGI, la plus-value ou la moins-value constatée est traitée et taxée comme un résultat ordinaire.	
3	Cotisations sociales (CNSS)	Le taux de cotisations de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale actuel est de 23% reparti comme suit : • 18% représentant la part patronale ; • 5% représentant la part ouvrière.	Code de Sécurité Sociale.

Le tableau ci-dessous résume les principaux impôts et taxes de droit commun applicables aux sociétés minières :

Tableau 16 : Principaux impôts et taxes de droit commun applicable au secteur minier

Principaux impôt et taxes de Droit commun	Droit commun	Référence	Particularités pour le secteur minier
Impôt sur les sociétés (IS)	35% du bénéfice imposable pour les personnes morales exerçant des activités en Guinée ou y possédant des biens sans y avoir leur siège social.	Article 228 et 229 du Code Général des Impôts (CGI)	30% pour les sociétés, titulaires d'un Titre d'exploitation minière (article 229 du CGI).
Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC)	Le bénéfice net est établi sous déduction de tous frais ou charges qui satisfont aux conditions de déductibilité est soumis au barème prévu à l'article 91 et suivants du CGI	Article 32 du CGI	30% pour les titulaires d'un Titre d'exploitation minière (article 176 du Code minier).
Taxe sur les salaires	6% du montant global des traitements, salaires, indemnités et émoluments effectivement payés par eux à l'ensemble du personnel, y compris les avantages en argent et en nature, après déduction, le cas échéant, des cotisations pour les prestations familiales.	Article 201 du CGI	
Taxe sur la valeur ajoutée	Sont soumises à la TVA de 18% les opérations relevant d'une activité économique qui constituent une importation, une livraison de biens ou une prestation de services, effectuées sur le territoire de la République de Guinée à titre onéreux. 0% le taux de TVA applicable aux exportations.	Article 373 du CGI.	En phase d'exploitation, les titulaires d'un Titre d'exploitation minière bénéficient de l'exonération de la TVA à l'importation des biens d'équipement figurant sur la liste minière visée par la première catégorie prévue à l'article 167 du Code Minier (article 176 du Code Minier).
Contribution Foncière Unique (CFU)	La Contribution Foncière Unique (CFU) est due par les personnes physiques ou morales possédant des propriétés foncières bâties au 1er janvier de l'année d'imposition. 5% de la valeur locative annuelle pour les immeubles à usage d'habitation occupés par les propriétaires ; 10% de la valeur locative pour les immeubles à usage professionnel occupés par les propriétaires ; et 15% de la valeur locative annuelle pour les immeubles en location.	Article 265 du CGI (LF 2017, article 13)	Les titulaires d'un Titre d'exploitation minière qui entrent en phase d'exploitation, bénéficient pendant trois (3) ans à compter de la Date de la première production commerciale, de l'exonération (Article 175 du code minier).

Le détail des impôts et taxes est présenté en Annexe 18 du présent rapport.

4.1.4.1 Le nouveau Code Général des Impôts (CGI 2021)

Entré en vigueur le 1^{er} janvier 2022 et adopté par la loi n° L/2021/032/AN du 4 juillet 2021 portant Code général des impôts, ce nouveau dispositif marque une refonte complète de la fiscalité intérieure, avec pour objectif de simplifier la lecture et l'application des textes fiscaux. En outre, des clarifications significatives ont été introduites concernant les terminologies utilisées, les obligations fiscales des contribuables et les responsabilités de l'administration fiscale.

Voici une synthèse des principales innovations et modifications apportées par ce nouveau Code Général des Impôts.

- Retenues sur les traitements et salaires (RTS) :
 - modification du barème de la RTS avec ajout d'un nouveau taux de 8% pour la tranche de revenu entre 3 000 001 et 5 000 000 ;
 - application d'un taux de 15% à la tranche de revenu entre 10 000 001 et 20 000 000 GNF ;
 - suppression de la déduction forfaitaire de 10% sur la base taxable à la RTS ;
 - exonération totale des indemnités forfaitaires de logement, transport, de panier et repas ainsi que des primes de cherté de vie et de craie (déduction de 25% auparavant).
- Versement Forfaitaire sur les Salaires (VF) : exonération du versement forfaitaire sur les salaires et rémunération versés aux personnes handicapées physiques (dans la limite de 1 200 000 GNF annuelle);
- Taxe d'Apprentissage (TA) : réduction du taux de TA de 3% à 2% (montant annuel supérieur à 30 000 GNF) ;
- Impôt Minimum Forfaitaire :
 - Changement du taux de l'IMF, 0,5% au lieu de 3%
 - Base de calcul de l'IMF 10 000 000 et 100 000 000 GNF pour les moyennes entreprises et 40 000 000 GNF et 500 000 000 GNF pour les grandes entreprises ;
- Impôt sur les sociétés (IS) :
 - Limite de déduction des déficits : 70% du déficit d'un exercice est déductible du bénéfice de l'exercice suivant ;
 - 1,5 ‰ des dons, pourboires et libéralités sont déductibles, contre 1 ‰ ;
 - Charges entre entreprises liées sont déductibles à hauteur de :
 - 2% du CA HT, pour les redevances relatives à l'utilisation d'une marque, d'un nom commercial ou d'un droit analogue ;
 - 5% du montant cumulé hors taxes des achats effectués, pour les commissions versées à un intermédiaire ;
 - 5% du coût d'achat hors taxe pour la centrale, pour les achats effectués auprès d'une centrale d'achat ou d'une entreprise exerçant une fonction similaire ;
 - 10% des autres charges d'exploitation, pour les frais d'assistance technique et de gestion, tels que les services d'assistance comptable, financière, juridique ou des frais d'étude et assimilé ; et
 - 10% du chiffre d'affaires, pour les frais généraux de siège.
 - Acquisitions de matériels, outillages et mobiliers de bureau inférieur à 5 000 000 GNF (au lieu de 100 000 GNF) peuvent être comptabilisées en charge ;
 - Amortissement des véhicules déductibles dans la limite de 100 000 000 GNF (au lieu de 20 000 000 GNF) ;
 - Suppression des amortissements réputés différés ;
 - Nouvelles obligations des sociétés soumises à l'IS de déclarer les informations relatives aux paiements ;
- Impôt sur les Revenus de Capitaux Mobiliers (IRCM) : Nouveau taux de retenu à la source 15% (au lieu de 10%) ;
- Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) :
 - Seuil d'ajustement à la TVA 1 000 000 000 GNF (au lieu de 500 000 000 GNF) ;
 - Extension du champ des exonérations de la TVA ;
 - Annulation du crédit de TVA constaté par l'assujetti non réclamé pendant 12 mois consécutifs ;

- Taxe sur les Activités Financières (TAF) : base d'imposition de la TAF inclut toutes les taxes, paiement mensuelle ;
- Retenue à la source sur les Revenus Non Salariaux (RNS) : règles de territorialité applicables en matière de TVA s'appliquent aussi à la RNS ;
- Contribution Foncière Unique (CFU) :
 - Clarification de la notion de propriété bâtie ;
 - Clarification concernant la retenue à la source sur les loyers (personne agissant à titre privé) ;
- Contribution des patentes :
 - modification des tarifs et planchers des classes relatives à la patente ;
 - Clarification concernant la patente proportionnelle sur les marchés publics.
- Autres dispositions :
 - obligation de joindre, aux états financiers de synthèse, les observations et conclusions des experts et commissaires aux comptes ; et
 - désignation d'un représentant fiscal en Guinée pour les personnes physiques exerçant des activités en Guinée.

4.1.4.2 Les clauses de stabilisation des régimes fiscaux et douaniers

Les clauses de stabilisation en Guinée Conakry jouent un rôle clé dans le cadre juridique et fiscal des projets miniers, garantissant une stabilité aux investisseurs face à d'éventuelles modifications législatives et réglementaires. Ces clauses sont généralement incluses dans les conventions minières signées entre l'État et les entreprises extractives pour protéger les investisseurs contre des changements défavorables dans les lois fiscales, douanières ou sectorielles pendant une durée déterminée.

Le chapitre XII du code minier 2011²⁹ amendé « stabilisation des régimes fiscaux et douaniers » permet l'insertion de clauses de stabilisation dans les conventions minières. Ces clauses offrent aux titulaires de titres miniers une certaine stabilité des conditions économiques et financières, en gelant les dispositions fiscales et douanières applicables au moment de la signature de la convention pour une période de 15 ans pour les Titres d'exploitation minière.

Nous présentons ci-dessous les principales dispositions de ces clauses pour les pour les Titre d'exploitation minière les plus significatives :

Tableau 17 : Principales dispositions des clauses de stabilisation des concessions minières

Contrat et année de signature	Clause(s) de stabilisation
Dynamic Mining, International Gulf ZFC, Exploitation Permit/License, 2018	Article 34 : stabilisation du régime fiscal et douanier
AMC, Alliance Mining Commodities, Concession, 2010	Article 32 : « À la fin de la période de stabilisation, de 25 ans, un nouveau régime fiscal et douanier sera négocié. » Article 31 : stabilisation de la législation en vigueur notamment douanière et fiscale, qui a pour conséquence d'augmenter directement ou indirectement les charges fiscales ou douanières ne seront pas applicables à la société.
Bel Air Mining, Alufer Mining, Alufer Mining Limited, Concession, 2016	Article 33 : pour une durée de 15 ans, domaine fiscal, douanier et en matière de change.
La Société des Bauxites de Guinée, SBG Bauxite and Alumina N.V., Concession, 2018	Article 34 : Pour une période de 25 ans, toute modification des impôts avec effet négatif pour l'investisseur n'est pas applicable.

²⁹ https://mines.gov.gn/wp-content/uploads/2023/08/Code_Minier_2011_amende_2013_bilingue_FR-EN.pdf

Contrat et année de signature	Clause(s) de stabilisation
CDM, Compagnie de Développement des Mines Internationales Henan - Chine /Guinée, La Société de Développement des Mines internationales du Henan, SA, Concession, 2008	Article 25 : stabilisation du régime douanier et fiscal pendant la durée deremboursement des emprunts.
Fria, Bauxite Kimbo S.A.U, Bauxite Kimbo Limited, Concession Agreement, 2018	Article 33 : pour une durée de quinze ans, stabilité des conditions fiscales et douanières.
COBAD, Compagnie des Bauxites deDian-Dian, Rusal, Concession, 2001	Article 20 : Les modifications apportées notamment au code minier ne sont pas applicables sans accord préalable de l'investisseur. Il est par ailleurs stipulé que toute législation d'application générale est étendue à l'investisseur si elle lui est favorable
Friguia, Compagnie des Bauxites deKindia, Rusal, Annex, 2017	Article 17 : stabilisation de la législation fiscale et douanière, pendant la durée d'exécution de la convention.
Chalco Guinea Company S.A, Société Portuaire, Chalco Hong Kong Limited, Convention Minière, 2018	Article 32.2 : pendant une durée de quinze ans, stabilité fiscale douanière et en matière de change
GAC, Guinea Alumina Corporation, Global Alumina, Concession, 2004	Article 22 : maintien des avantages économiques et financiers et des conditions fiscales et douanières prévus par la présente Convention pour toute la durée du Projet
Santou, Guinea Evergreen Mining Intelligence SA, TBEA Co Ltd, Concession Agreement, 2017	Article 4.3 : stabilisation du régime fiscal, douanier et des conditions financières.
CPI, China Power Investment Corporation, Concession, 2013	Article 31 : stabilisation fiscale et douanière pendant une période de 25 ans.
CBK, Compagnie des Bauxites deKindia, Rusal, Concession, 2000	Article 14 : stabilisation fiscale et douanière. Respect des dispositions économiques, financières et des conditions fiscales et douanières visées à l'article 20

4.1.5 Octroi et transfert de licences du secteur minier (Exigence ITIE 2.2)

4.1.5.1 Octroi de licences minières

Les dispositions du Code Minier exigent l'obtention au préalable d'un titre minier avant l'exercice de toute activité minière. A cet égard, le Code minier distingue les titres miniers suivants :

Tableau 18 : Type de titres miniers

Titres	Durée	Droits conférés
Carte individuelle de prospecteur	Accordée pour une période maximale de six (6) mois, renouvelable une seule fois dans les mêmes conditions pour une durée équivalente.	Délivrée aux personnes physiques de nationalité guinéenne souhaitant prospecter artisanalement des substances minérales au sein d'une préfecture déterminée. Elle équivaut à une autorisation de reconnaissance artisanale.
Autorisation de reconnaissance	Accordée pour une durée maximale de six (6) mois, renouvelable une seule fois selon les modalités d'attribution initiales.	Permet à son titulaire de mener des travaux de reconnaissance d'indices de substances minières dans les zones non classées comme fermées ou déjà couvertes par un autre titre minier pour la même substance.
Autorisation de recherche de carrières	Valable pour une année et renouvelable deux (2) fois maximum, chaque renouvellement ne dépassant pas une année.	Autorise la recherche de substances de carrières sur une superficie limitée à la préfecture concernée.
Autorisation d'exploitation artisanale	Valable pour une période maximale d'un an, renouvelable plusieurs fois sous réserve du respect de la réglementation en vigueur.	Permet la prospection et l'exploitation des substances spécifiées sur un périmètre limité à 1 hectare pour le diamant et ½ hectare pour l'or. La profondeur d'exploitation est limitée à 30 mètres (exploitation par gradins) ou 15 mètres (exploitation par fouilles). Un postulant peut obtenir jusqu'à trois autorisations pour le diamant et deux pour l'or.
Autorisation d'exploitation de carrières	Carrières permanentes : Valable pour deux (2) ans, renouvelable plusieurs fois par périodes équivalentes. Carrières temporaires : Valable pour six (6) mois, renouvelable une seule fois. En cas de justification de poursuite, la carrière temporaire peut devenir permanente et être soumise aux dispositions des carrières permanentes.	Confère un droit exclusif de recherche et d'exploitation des substances minières spécifiées dans le périmètre défini.
Permis de recherche	Recherche industrielle : Accordé pour une période initiale maximale de trois (3) ans. Recherche semi-industrielle : Accordé pour une période initiale maximale de deux (2) ans.	Permet la recherche exclusive des substances spécifiées dans les limites du périmètre défini. Pendant la période de validité, seul le titulaire peut obtenir un permis d'exploitation ou une concession minière pour les gisements identifiés dans ce périmètre. Les superficies autorisées sont : 500 km ² pour la bauxite et le fer (recherche industrielle). 100 km ² pour les autres substances (recherche industrielle).

Titres	Durée	Droits conférés
		16 km ² pour les substances en exploitation semi-industrielle.
Permis d'exploitation	Exploitation industrielle : Maximum de quinze (15) ans. Exploitation semi-industrielle : Maximum de cinq (5) ans.	Confère un droit exclusif de reconnaissance, de recherche, d'exploitation et de libre disposition des substances spécifiées, sans limitation de profondeur, dans le périmètre défini.
Concession minière	Maximum de vingt-cinq (25) ans.	Permet l'exploitation exclusive des gisements spécifiés dans le périmètre sans limitation de profondeur. La concession entraîne le retrait de tout permis de recherche ou d'exploitation antérieur sur la même superficie.

Zones de réserves stratégiques :

Les Zones de Réserves Stratégiques qui sont soustraites de toute activité minière et ne font l'objet ni de Zones Promotionnelle, ni d'attribution de Titres miniers. Ces zones sont définies par l'Etat pour limiter la surexploitation à court terme des richesses minières du pays. Ils ne feront l'objet de Titres miniers à aucune société de droit public ou privé, et aucune activité minière ne pourra y être exercée aussi longtemps qu'elles garderont ce statut (article 5 du code minier de 2011 amendé).

4.1.5.2 Modalités d'attribution des licences

L'octroi des permis et des autorisations est régi en premier lieu par le Code Minier. À partir du 1^{er} septembre 2016, l'arrêté A/2016/5002/MMG/SGG a mis en place une procédure pour l'octroi des licences. Cette procédure définit les modalités d'examen des demandes formulées par les personnes physiques et morales en vue de l'obtention d'un titre minier.

a) Différentes procédures d'octroi

Procédure du premier demandeur

Tel que prévu par le Code minier, la première modalité d'attribution³⁰ est spécifique pour les périmètres sans informations géologiques ou avec des informations géologiques ne permettant pas d'identifier un Gisement : « le premier demandeur bénéficie du titre » ;

Procédure d'appel d'offres

La deuxième modalité d'attribution³¹ stipulée par le Code minier spécifie que : « pour les périmètres déjà prospectés, renfermant un gisement connu ou suscitant l'intérêt de plusieurs sociétés, la procédure d'attribution est faite par appel à la concurrence compétitif et transparent selon des règles à définir dans les textes réglementaires, et approuvé par la Commission Nationale des Mines. L'appel d'offre est conclu dans un délai maximum d'un an à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Ministre portant réservation du Gisement à soumettre à l'appel d'offre. La procédure d'appel d'offres est ouverte par décret du Président de la République sur proposition du Ministre en charge des Mines et la mise sur le marché des Périmètres déjà prospectés, en vue de l'octroi d'un Permis de recherche doit faire l'objet d'une publication dans au moins deux journaux de large diffusion, et cela au moins 45 jours avant la date limite de dépôt des offres. Sur proposition du Ministre en charge des Mines, un Décret du Président de la République ouvre l'appel d'offres.

b) Procédure d'appel d'offres 01/MMG/CAB/CPDM/2022 bloc bauxitique de Santou Houda

Selon la documentation reçue de la part du CPDM, l'appel d'offre N° 01 /MMG/CAB/CPDM/2022 a été lancé concernant la mise en exploitation du bloc bauxitique de Santou Houda. La publication a été effectuée dans les médias nationaux et internationaux³².

Les candidats intéressés par le projet étaient invités à accéder au dossier complet d'appel d'offres en ligne via la salle de données virtuelle Firmex, moyennant le paiement non remboursable d'un montant de trente mille dollars américains (30 000 USD). Le délai de dépôt des offres était fixé au 5 octobre 2022. À la suite de la publication de l'avis d'appel d'offres (AAO), plusieurs entreprises ont manifesté leur intérêt pour l'acquisition des droits d'exploitation du bloc de Santou et ont fait l'achat du Dossier d'Appel d'Offres (DAO). Au total 7 entreprises ont acheté le DAO et ont eu accès à l'ensemble des documents disponibles dans la salle virtuelle des données. Le DAO permettait aux candidats de solliciter l'organisation d'une visite de site dans la zone du bloc concerné (Télimélé). En réponse, plusieurs candidats ont exprimé leur intérêt pour cette visite, organisée avec l'appui du CPDM. Ainsi, deux visites ont été réalisées : la première du 26 au 29 septembre 2022, et la seconde du 24 au 28 octobre 2022.

Le DAO offrait la possibilité d'envoyer des demandes de clarification dans un délai fixé à 10 jours avant la date de dépôt des offres. Les principales demandes de clarification concernent essentiellement l'obligation de transformer sur le territoire guinéen l'intégralité de la bauxite extraite sur le territoire guinéen. Compte tenu de l'intérêt de la volonté des candidats pour la participation aux visites de site, la date de soumission des offres a été reporté au 17 octobre 2022, puis au 8 novembre. Hormis cela, il n'y a pas eu d'autres amendements significatifs au DAO.

³⁰ Article 22 du Code Minier

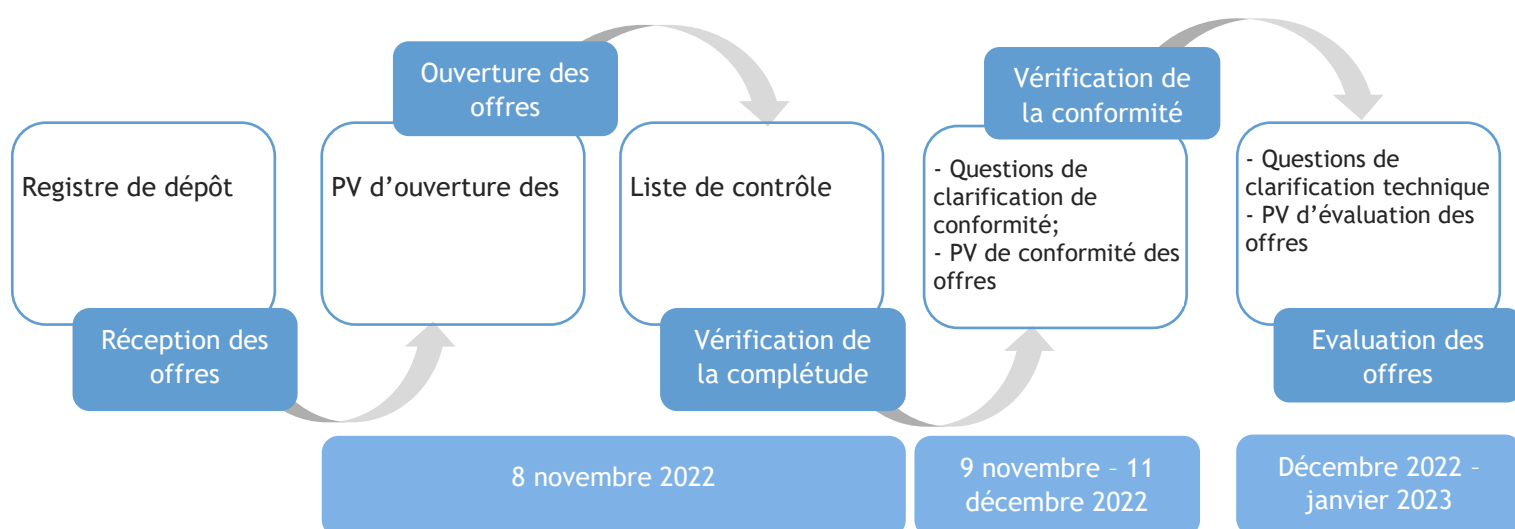
³¹ Article 22 du Code Minier

³² https://jaoguinee.com/archive/wp-content/uploads/2022/08/Avis_Appel_Offres_International_Boffa.pdf

La commission d'analyse des offres a été constituée par l'Arrêté A/2022/3181/MMG/SGG du 7 novembre 2022, qui désigne ses membres pour l'attribution du bloc bauxitique de Télimélé, conformément à l'article 85 du décret n° D/014/012/PRG/SGG du 17 janvier 2014 relatif à la gestion des autorisations et titres miniers. Composée de 12 membres, cette commission était présidée par le Directeur Général du CPDM, avec le Conseiller juridique du ministère de la Justice et des Droits de l'Homme en tant que rapporteur. Pour mener à bien sa mission, la commission a bénéficié de l'assistance du cabinet CPCS Transcom International Ltd (CPCS). Ce dernier avait pour rôle « d'appuyer de manière objective les membres de la commission dans le processus d'évaluation, de fournir des avis techniques sur les processus et critères d'évaluation, ainsi que de conseiller et accompagner la commission afin qu'elle puisse accomplir sa mission dans le respect des textes en vigueur ».

Les principales étapes de la procédure de l'appel d'offre peuvent être résumés comme suit :

Figure 12 : Synthèse des principales étapes de la procédure de l'appel d'offre



L'ouverture des plis reçus a été effectuée le 8 novembre 2022 dans le cadre d'une séance publique dans les locaux de le CPDM. Le tableau suivant résume les offres reçues :

Tableau 19 : Tableau résumé d'ouverture des offres

Numéro d'ordre d'arrivée	Nom du candidat	Contenu de l'enveloppe
1	GBG Guinée Bauxite	1 original et 4 copies papiers , 1 clé USB Lettre de garantie de 500 000 USD délivrée par UBA valide jusqu'au 8/03/2023
2	Planet One Holding Limited	1 original et 4 copies papiers, 1 clé USB Lettre de garantie de 500 000 USD délivrée par UGAR Activa valide jusqu'au 17/11/2023
3	NOSL Group Natural Oil Field	1 original et 4 copies papiers, 1 clé USB Lettre de garantie de 500 000 USD délivrée par Access Bank Plc valide jusqu'au 5/10/2023
4	Guinea Westfield Mining	1 original et 4 copies papiers, 1 clé USB Lettre de garantie de 500 000 USD délivrée par Société Générale valide jusqu'au 15/11/2023

Numéro d'ordre d'arrivée	Nom du candidat	Contenu de l'enveloppe
5	Vulcan Alumina SAU	1 original et 4 copies papiers, 1 clé USB Lettre de garantie de 500 000 USD délivrée par VISTA valide jusqu'au 8/02/2022

Sur les sept soumissionnaires potentiels, cinq ont soumis une offre. Toutes les offres ont été reçues dans les temps et quatre ont été jugées recevables. Le tableau suivant résume l'évaluation des offres reçues par la commission d'analyse sur la base de la liste de contrôle de la complétude :

Tableau 20 : Synthèse de l'analyse de complétude et de conformité

N°	Nom du candidat	Offre Conforme ? Oui/ Non	Non-conformité : Corrigable ou substantielle	Demande de régularisation ? Document à régulariser
1	GBG Guinée Bauxite	Non	Corrigable	- Date de validité de la garantie de soumission à corriger (date à inclure : 8 décembre 2023), en précisant la durée de validité de l'offre de 12 mois (jusqu'au 8 novembre 2023) Garantie associée au droit d'entrée à clarifier
2	Planet One Holding Limited	Non	Corrigable	- Date de validité de la garantie de soumission à corriger (date à inclure : 8 décembre 2023), en précisant la durée de validité de l'offre de 12 mois (jusqu'au 8 novembre 2023)
3	NOSL Group Natural Oil Field	Non	Corrigable	- Date de validité de la garantie de soumission à corriger (date à inclure : 8 décembre 2023), en précisant la durée de validité de l'offre de 12 mois (jusqu'au 8 novembre 2023) - Confirmer que la soumission est au profit de la société nigériane (Natural Oldfield Services Limited) et non de celle des Bahamas
4	Guinea Westfield Mining	Non	Corrigable	- Date de validité de la garantie de soumission à corriger (date à inclure : 8 décembre 2023), en précisant la durée de validité de l'offre de 12 mois (jusqu'au 8 novembre 2023) - Note de synthèse : Information sur les actionnaires de référence à ajouter Clarifier si la soumission est effectuée par East Hope ou sa filiale, Guinea Westfield Mining et les liens entre les deux - Fournir une lettre de soumission signée - Fournir un engagement à constituer une société locale selon le modèle du DAO
5	Vulcan Alumina SAU	Non	Substantielle	N/a

Concernant l'évaluation de la validité des offres sur la base du critère de transformation de la Bauxite, les quatre soumissionnaires ne sont pas en conformité avec l'obligation de transformer l'intégralité de la bauxite extraite sur le territoire guinéen. En conclusion, aucune des offres reçues n'est en conformité avec le critère de transformation en Guinée de la totalité de la bauxite extraite.

La commission d'évaluation a analysé les scénarios suivants concernant la suite à donner à l'appel d'offre :

- Proposer au Ministre en charge des Mines la prorogation du délai de dépôt des soumissions. Si le Ministre accepte cette proposition, la prorogation et les conditions de cette prorogation doivent faire l'objet d'une publication dans des conditions identiques à celles de l'avis d'appel d'offres qu'il proroge.
- Proposer au Ministre en charge des Mines l'arrêt du processus d'appel d'offres. Si le Ministre accepte cette proposition (ou que le Ministre refuse la proposition de prolongation de la commission d'analyse des offres), l'appel d'offres serait déclaré infructueux et le processus clôturé.

La commission d'évaluation des offres constate l'infructuosité du processus d'appel d'offres et propose au Ministre en charge des Mines l'arrêt du processus d'appel d'offres.

Suite à la demande du CPDM en date du 8 février 2023, le cabinet CPCS a évalué les différentes options se présentant pour l'attribution du bloc de Santou, en prenant en compte l'impératif de calendrier identifié par le Ministre en charge des Mines (MMG). Les options envisagées se présentent comme suit :

Tableau 21 : Analyse des options envisagées

Option	Evaluation
Relance d'un appel d'offres ouvert	Cette option est la plus sécurisée juridiquement.
Prorogation de l'appel d'offres entamé	Cette option apparaît raisonnable mais étant fondée sur une imprécision du Décret, elle demande une justification précise et argumentée.
Consultation de trois entrepreneurs	Cette option présente des risques importants de contestation et ne devrait pas être retenue.
Négociation directe	Cette option ne peut pas être retenue, que ce soit une négociation directe avec un ou plusieurs opérateurs.
Recours à la qualification de Projet d'Intérêt National	Cette option ne peut être retenue car le PIN ne constitue pas une option pour continuer l'attribution du bloc de Santou.

Nous n'avons pas encore reçu la décision finale du ministère des Mines et de la Géologie quant à l'issue de l'appel d'offres et à l'option retenu ainsi que les orientations prises dans le cadre de ce projet.

Modalité d'octroi des titres miniers

Les modalités d'octroi par nature de permis se résument comme suit :

Tableau 22 : Modalités d'octroi des titres miniers

Titres	Actes d'octroi	Modalités d'octroi
Autorisation de Reconnaissance / Carte de prospecteur	Décision du Directeur National des Mines	Sur proposition du CPDM à la suite d'une demande de reconnaissance adressée au Directeur National des Mines ³³ .
Autorisation de recherche des carrières	Décision du Directeur National des Mines	Sur proposition du CPDM à la suite d'une demande de reconnaissance adressée au Directeur National des Mines et après un avis favorable du Comité Technique des Titres ³⁴ .

³³ Article 43 du Code Minier

³⁴ Article 47 du Code Minier

Titres	Actes d'octroi	Modalités d'octroi
Autorisation d'exploitation artisanale	Par arrêté du Ministre en charge des Mines	Sur demande adressée au Ministre en Charge des Mines et déposée à la Direction Nationale des Mines qui assure l'instruction de la demande et l'évaluation cadastrale ³⁵ .
Autorisation d'exploitation des carrières	Par arrêté du Ministre en charge des Mines pour l'autorisation d'exploitation permanente des carrières.	Après Avis de la Commission Nationale des Mines et des collectivités locales concernées à la suite d'une demande d'autorisation d'exploitation de carrières adressée à la Direction Nationale des Mines qui se charge de l'instruction de la demande et l'évaluation cadastrale, comprenant une évaluation technique et environnementale ainsi que les avis y afférents relèvent de la Direction Nationale des Mines en rapport avec le Comité Technique des Titres ³⁶ .
	Décision du Directeur National des Mines pour l'autorisation d'exploitation temporaire des carrières	Sur proposition du Directeur Préfectoral des Mines à la suite d'une demande d'autorisation d'exploitation des carrières adressée à la Direction Nationale des Mines qui se charge de l'instruction et l'évaluation cadastrale, comprenant entre autres une étude d'impact environnemental et social en rapport avec le Comité Technique des Titres ³⁷ .
Permis de recherche	Par arrêté du Ministre en charge des Mines	Octroi sur recommandation du CPDM et après avis favorable du Comité Technique des Titres, au demandeur ayant présenté une demande conforme aux exigences du Code Minier et possédant les capacités techniques et financières suffisantes, ainsi que des engagements de travaux et de dépenses jugées acceptables ³⁸ .
Permis d'exploitation	Par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge des Mines.	Le Permis d'exploitation industrielle ou semi-industrielle est accordé de droit, à une société de droit Guinéen, après avis favorable de la Commission Nationale des Mines, au titulaire du Permis de recherche ayant respecté les obligations qui lui incombent en vertu du Code Minier et présenté une demande conforme à la réglementation, au moins trois mois avant l'expiration de la période de validité du Permis de recherche en vertu duquel elle est formulée. L'instruction de la demande et l'évaluation cadastrale sont assurées par le CPDM. L'évaluation technique et environnementale ainsi que les avis y afférents relèvent de la Direction Nationale des Mines et du Ministère de l'Environnement en rapport avec le Comité Technique des Titres et la Commission Nationale des Mines ³⁹ .
Concession minière	Par décret pris en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre en charge des Mines.	La Concession minière est accordée de droit, à une société de droit Guinéen après avis favorable de la Commission Nationale des Mines, au titulaire du

³⁵ Article 54 du Code Minier

³⁶ Article 69 du Code Minier

³⁷ Article 69 du Code Minier

³⁸ Article 22 du Code Minier

³⁹ Article 30 du Code Minier

Titres	Actes d'octroi	Modalités d'octroi
		Permis de recherche ayant respecté les obligations qui lui incombent en vertu du Code Minier. Cette demande doit être présentée au moins trois mois avant l'expiration de la période de validité du Permis de recherche en vertu duquel elle est formulée. L'instruction de la demande et l'évaluation cadastrale sont assurées par le CPDM. L'évaluation technique et environnementale ainsi que les avis y afférents relèvent de la Direction Nationale des Mines et du Ministère de l'Environnement en rapport avec le Comité Technique des Titres et la Commission Nationale des Mines⁴⁰.

C) Les critères techniques et financiers d'octroi :

L'arrêté A/2016/5002/MMG/SGG du 1er septembre 2016 clarifie les exigences techniques et financières pour l'octroi des permis de recherche. L'examen du modèle de fiche d'évaluation utilisé par le Comité Technique des Titres met ensuite en évidence les critères appliqués pour l'analyse des dossiers. Ces critères sont les suivants :

Figure 13 : Critères techniques et financiers d'octroi sur le plan pratique

Permis de recherche minière	Octroi
	Constitution du dossier
	• Attestation de paiement des frais d'instruction ; • Demande adressée à Monsieur le Ministre des Mines comportant les coordonnées géographiques du polygone sollicité ; • Statut de la personne physique ou morale ; et • Enregistrement au registre de commerce / Carte d'identité / Passeport.
	Critères de demandes techniques • Moyens techniques disponibles ; • Capacités propres ou dans le cadre d'un partenariat ; • Diplômes professionnels des experts le cas échéant ; et • Expériences en projets de recherche ou d'exploitation. Critères de demandes financiers • Attestations bancaires ; • États financiers certifiés au moins du dernier exercice comptable ; • Preuve de financement mobilisé sur des projets antérieurs ou en cours (montants, institutions de financement, maturité, fonds propre) ; et • Programme des travaux et engagements financiers (montant minimum des dépenses à engager) qui devra être égal ou supérieure à 2000 US\$ par km2/année).
Permis d'exploitation minière	Octroi
	Constitution du dossier
	• Attestation de paiement des frais d'instruction ; • Demande adressée à Monsieur le Ministre des Mines avec une copie du permis de recherche en cours de validité ; • Statut de la personne physique et morale ; • Enregistrement au registre du commerce (RCCM) ; • Étude de faisabilité du projet d'exploitation incluant tous les paramètres ; • Étude d'impact environnemental et social ; • Procédure et Plans de remise en état des sites d'exploitation ; et • Plans et fiches de délimitation cadastrale.
	Critères de demandes Techniques • Moyens techniques disponibles ; • Diplômes professionnels des experts le cas échéant ; et • Expériences en projets de recherche ou d'exploitation. Critères de demande financiers • Attestations bancaires ; • États financiers au moins du dernier exercice comptable ; • Preuve de financement mobilisé sur des projets antérieurs ou en cours ; et

⁴⁰ Article 37 du Code Minier

- Programme des travaux et engagements financiers.

D) Processus de traitement des demandes de titres miniers

L'arrêté A/2016/5002/MMG/SGG du 1^{er} septembre 2016 a établi une procédure cadastrale pour le traitement des demandes de titres miniers. Cette procédure permet aux demandeurs de vérifier la disponibilité des zones d'intérêt avant de soumettre leur demande en consultant une carte cadastrale informatisée qui affiche les titres en cours de validité, les demandes en cours d'instruction, les zones réservées pour l'activité artisanale et les zones interdites pour l'activité minière. Une fois que la demande est enregistrée au comptoir du cadastre minier, les données sont saisies dans le système informatique, ce qui met à jour automatiquement la carte cadastrale pour afficher la demande en cours d'instruction.

Après vérification du dossier par le CPDM, il est transmis au Comité Technique des Titres Miniers (CTTM) pour avis. Ce comité est composé de représentants du CPDM, de la Direction Nationale des Mines, de la Direction Nationale de la Géologie (DNG), de l'Inspection Générale des Mines (IGM), Service National de Coordination de Projet Minier (SNCPM) et du Service des Affaires Juridiques. L'évaluation des demandes de titres miniers se concentre principalement sur la nature et la consistance des programmes de travaux de recherche, ainsi que sur l'analyse du budget. Les demandeurs qui fournissent les justificatifs démontrant leurs capacités techniques et financières à réaliser les travaux proposés et à effectuer les dépenses associées peuvent bénéficier d'un avis favorable du CTTM. La capacité financière est particulièrement importante, car elle permet au demandeur d'acquérir les compétences techniques et l'expertise nécessaires pour mener à bien le programme de travaux. En cas d'avis favorable, le CPDM prépare les documents relatifs à l'octroi du titre, accompagnés de l'avis et du dossier, et les soumet au Ministre des Mines et de la Géologie pour signature, après avis favorable de la Commission Nationale des Mines, le cas échéant. Le CPDM remet ensuite le nouveau titre et met à jour la base de données. Ainsi, sur la carte cadastrale, le polygone correspondant est modifié et affiche désormais le statut de "titre octroyé en cours de validité".

La procédure d'octroi d'une façon résumée, peut être schématisée comme suit :

Figure 14 : Procédure d'octroi des titres miniers selon le code minier en vigueur



Formulaire soumis par le
requérant au CPDM

Procédure d'octroi des titres miniers et autorisations de carrière permanentes selon la réglementation en vigueur



- 1 Réception du dossier et Vérification préliminaire par le CPDM
Evaluation du dossier et un avis du Comité Technique des Titres Miniers (CTTM)
- 2 Analyse du dossier par la Commission Nationale des Mines (CNM)
Avis définitif de la CNM transmis au Ministère des Mines et de la Géologie
- 3 Soumission du dossier d'octroi incluant les avis de la CTTM et la CNM au
ministère et/ou Président pour signature
- 4 Transmission du nouveau titre et mise à jour de la base de données
cadastrale et de la carte par le CPDM
- 5 Soumission de l'accord minier signé à la cour supreme pour avis
- 6 Soumission de l'accord minier à l'Assemblée Nationale pour ratification
- 7 Publication de la convention minière sur le site web du ministère ou sur
tout autre site désigné par le ministre
- 8 Publication de l'accord minier au Journal officiel et sur tout autre site
désigné par le ministre.

4.1.5.3 Les permis attribués en 2022

Au cours de l'année 2022, le CPDM a confirmé que le type de permis suivants ont été octroyés conformément à la réglementation en vigueur en matière d'octroi :

Tableau 23 : Type des titres miniers octroyés en 2022

Type de titres miniers	Titre miniers accordés en 2022
Autorisation de Reconnaissance	53
Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	24
Zone Stratégique	4
Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanentes	2
Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	2
Autorisation de Recherche de Carrières	1
Permis d'Exploitation Minière Industrielle	1
Total	87

Source : CPDM

Les titres octroyés durant 2022 sont détaillés en Annexe 5.

4.1.5.4 Les permis cédées ou transférées en 2022

Selon les données communiquées par le CPDM, le titre suivant a fait l'objet d'une demande de transfert en 2022 :

Tableau 24 : Permis transféré en 2022

N°	Code	Ancien Code	Parties	Type	Substances	Statut	Date d'Octroi	Date de Fin de Validité
949	17932	A2013/686/MMG/SGG	SOCIETE SOUGUETA MINING COMPANY SA	PE-I	Calcaire	Demande de Transfert	26/03/2013	25/03/2023

Source : CPDM

Les transferts des titres miniers sont régis par l'article 90 du Code Minier 2011 amendé, il est à préciser que le Permis de recherche, ne peut faire l'objet de cession ou transmission partielle ou totale.

Les modalités des transferts se présentent comme suit :

Tableau 25 : Critères techniques et financiers applicables pour les transferts des titres miniers

	Transfert
Permis de recherche minière	Constitution du dossier Non applicable : Conformément à l'article 19 du Code Minier 2011 amendé, le Permis de recherche confère à son titulaire un droit mobilier, indivisible, non cessible et non susceptible de gage et d'hypothèque. Critères de demandes techniques Voir note technique ci-après du CPDM Critères de demandes financiers Voir note technique ci-après du CPDM
Permis d'exploitation minière	Constitution du dossier • Autorisation du Ministère chargé des Mines ; • Un avis favorable ou d'une validation de la Commission Nationale des Mines avant d'être soumise à l'approbation du Ministre en charge des Mines ; • Paiement des taxes applicables conformément aux dispositions de l'article 91 du code minier. Critères de demandes Techniques Voir note technique ci-après du CPDM Critères de demande financiers Voir note technique ci-après du CPDM
Concession minière	Constitution du dossier Autorisation du Ministère chargé des Mines ; • Critères de demandes Techniques Voir note technique ci-après du CPDM • Critères de demande financiers Voir note technique ci-après du CPDM
Autorisation d'exploitation artisanale	Constitution du dossier Non applicable : Conformément à l'acte 58 du Code Minier, l'autorisation d'exploitation artisanale constitue un droit mobilier indivisible, non susceptible d'hypothèque, incessible et non amodiable. • Critères de demandes Techniques Voir note technique ci-après du CPDM • Critères de demande financiers Voir note technique ci-après du CPDM
Autorisation d'exploitation des carrières	• Constitution du dossier l'approbation du Ministre en charge des Mines qui statue en la matière par arrêté⁴¹. • Critères de demandes Techniques Voir note technique ci-après du CPDM • Critères de demande financiers Voir note technique ci-après du CPDM
Autorisation d'exploitation des carrières	Constitution du dossier
Actions ou de parts sociales d'une personne morale titulaire d'un Titre minier ou d'une Autorisation⁴²	Toute acquisition directe ou indirecte, partielle ou cumulée égale ou supérieure à cinq pour cent (5%) du capital de la société détentrice du Titre minier doit être soumise au Ministre en charge des Mines pour sa validation. La cession est taxée selon le régime des plus-values. Tout changement dans l'actionnariat direct d'une société titulaire d'un Titre minier doit faire l'objet d'une publication dans le Journal Officiel et sur le site Internet officiel du Ministère en charge des Mines, ou tout autre site désigné par le Ministre. Critères de demandes Techniques Voir note technique ci-après du CPDM Critères de demande financiers Voir note technique ci-après du CPDM

⁴¹ Article 144 du décret D/2014/012/PRG/SGG portant gestion des autorisations et des titres miniers

⁴² Article 90 du Code Minier

Note technique du CPDM relative au processus de cession, de transfert, d'amodiation des titres miniers et autorisations

- Pour les Titres Miniers d'Exploitation et de Concession, le transfert, la cession et l'amodiation sont possibles conformément à l'article 90, 91 (aliéna I à IV) du code minier.
- La société X (cédant) qui souhaite transférer son titre minier à la société Y (cessionnaire), doit se conformer à la procédure suivante :
 - Adresser une demande au Ministre des Mines et de la Géologie conformément aux articles 90 et 91 du code minier en vigueur ainsi que les dispositions du décret D/2014/012/PRG/SGG portant Gestion des autorisations et de titres miniers dans ses articles (58 à 62) en date du 17 Janvier 2014 ;
 - Suite à sa demande, l'administration minière examine les critères techniques et financiers de la société Y pour avis (voir article 15 du code minier) ;
 - Capacité technique : Personnels qualifiés, la preuve de capacité technique, la preuve d'avoir réalisé de projet similaire (cas échéant) ;
 - Capacité Financière : Attestation Bancaire, Preuve de financement, État financier certifié de la dernière année d'exercice comptable.
 - Après avis favorable de l'Administration Minière, la demande fait l'objet d'enregistrement au nom de la société Y, après paiement des droits y afférents (voir l'arrêté conjoint A/2016/6074/MEF/MMG/SGG, fixant les taux et tarifs des droits et Redevances résultant de l'octroi, du renouvellement, de la prolongation, du transfert et ou de l'amodiation des titres miniers et Autorisation en date du 26 septembre 2016 et aussi des paiements sur la plus-value voir article 91 et suivant du code minier).
 - Après l'enregistrement du transfert dans le système cadastral, le dossier est transmis à la commission Nationale des Mines pour avis.
 - Après avis favorable de la commission Nationale des Mines, le Ministre des Mines et de la Géologie transmet à la Présidence de la République pour le Décret de transfert.
 - Avant la publication au journal Officiel de la République, le décret portant transfert du titre minier, le cessionnaire doit procéder au paiement de la plus-value, si celle-ci est due, conformément aux articles 92 et 229 du code général des Impôts de la République de Guinée.

4.1.5.5 Les permis renouvelés en 2022

Selon les données communiquées par le CPDM, les type de titres suivants ont fait l'objet d'une demande de renouvellement en 2022 :

Tableau 26 : Permis renouvelé en 2022

Type de titres miniers	Titre miniers accordés en 2022
Permis de Recherche Industrielle	70
Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	34
Autorisation de Reconnaissance	4
Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	3
Permis d'Exploitation Minière Industrielle	1
Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	7
Total	119

Source : CPDM

Les titres ayant fait l'objet de demande de renouvellement sont détaillés en Annexe 6.

Les modalités de renouvellement se présentent comme suit :

Tableau 27 : Modalités de renouvellement des titres miniers

Titres	Modalités de renouvellement
Permis de recherche	Les permis industriels sont renouvelables deux fois pour des durées maximales de 2 ans et les permis semi-industriels sont renouvelables une seule fois pour une durée maximale d'une année.

Titres	Modalités de renouvellement
	Le renouvellement est de droit si le titulaire du Permis a satisfait à toutes les obligations contenues dans l'arrêté institutif et dans le Code et s'il propose, dans sa demande de renouvellement, un programme minimal de travaux adapté aux résultats de la période précédente et représentant un effort financier au moins égal à celui fixé dans l'arrêté institutif. Lors de chaque renouvellement, la superficie du Permis couverte par les recherches est réduite de la moitié de son étendue précédente. Le dossier du renouvellement doit inclure une liste des documents détaillés dans l'article 24 du Code minier.
Permis d'exploitation ⁴³	La validité du Permis d'exploitation industrielle ou semi-industrielle est, sur la demande de son titulaire et sous les mêmes conditions que pour l'octroi du Permis, renouvelée à plusieurs reprises, chaque fois pour des périodes de cinq (5) ans au plus, lorsque le titulaire a exécuté les obligations mises à sa charge lors de la délivrance ou du renouvellement du Titre et celles résultant du code minier, de ses textes d'application et du cahier des charges ou de la Convention minière.
Concession ⁴⁴	La validité de la Concession peut, sur la demande de son titulaire et sous les mêmes conditions que pour l'octroi de la Concession, notamment par le dépôt d'une nouvelle étude de faisabilité, être renouvelée une ou plusieurs fois, à chaque reprise pour une période maximale de dix (10) ans, lorsque le titulaire a exécuté les obligations mises à sa charge par le décret institutif, les actes de renouvellement, la Convention minière, le code minier et ses textes d'application.

4.1.6 Registre public des licences et des contrats miniers (Exigence ITIE 2.3)

Le Code Minier 2011 amendé stipule dans son article 30-IV que les actes qui consacrent l'attribution, la prolongation, le renouvellement, le transfert, l'amodiation, le retrait ou la renonciation à un Permis d'exploitation doivent faire l'objet d'une publication dans le Journal Officiel et sur le site Internet officiel du Ministère en charge des Mines, ou tout autre site désigné par le Ministre.

[Le Portail cartographique du cadastre minier de la République de Guinée](#)⁴⁵ est une plateforme en ligne qui permet d'accéder au cadastre minier et offre une visualisation spatiale des données cadastrales. Le CPDM est l'entité responsable de la gestion du dudit cadastre. Le Portail a pour objectif de renforcer la communication entre les parties prenantes, de lutter contre la corruption et de promouvoir la transparence dans le secteur minier. Durant 2022, le CPDM a confirmé l'existence de 845 titres miniers valides en 2022 comme résumé dans le tableau ci-dessous.

Tableau 28 : Résumé des titres miniers actifs durant 2022

Type titre minier	Nombre de titre valides en 2022	Nombre de titre valides en 2021
Permis de Recherche Industrielle	382	458
Permis de Recherche Semi Industrielle	1	0
Permis d'Exploitation Industrielle	6	51
Permis d'Exploitation Minière Industrielle	45	0
Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	40	38
Concession Minière	30	30
Autorisation de Recherche de Carrières	4	25
Autorisation de Reconnaissance	112	0
Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanentes	139	145
Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	30	6
Zone Artisanale	41	52
Zone Stratégique	15	0
Total	845	805

Source : CPDM

⁴³ Article 33 du Code Minier

⁴⁴ Article 40 du Code Minier

⁴⁵ <https://guinee.cadastreminier.org/FR/>

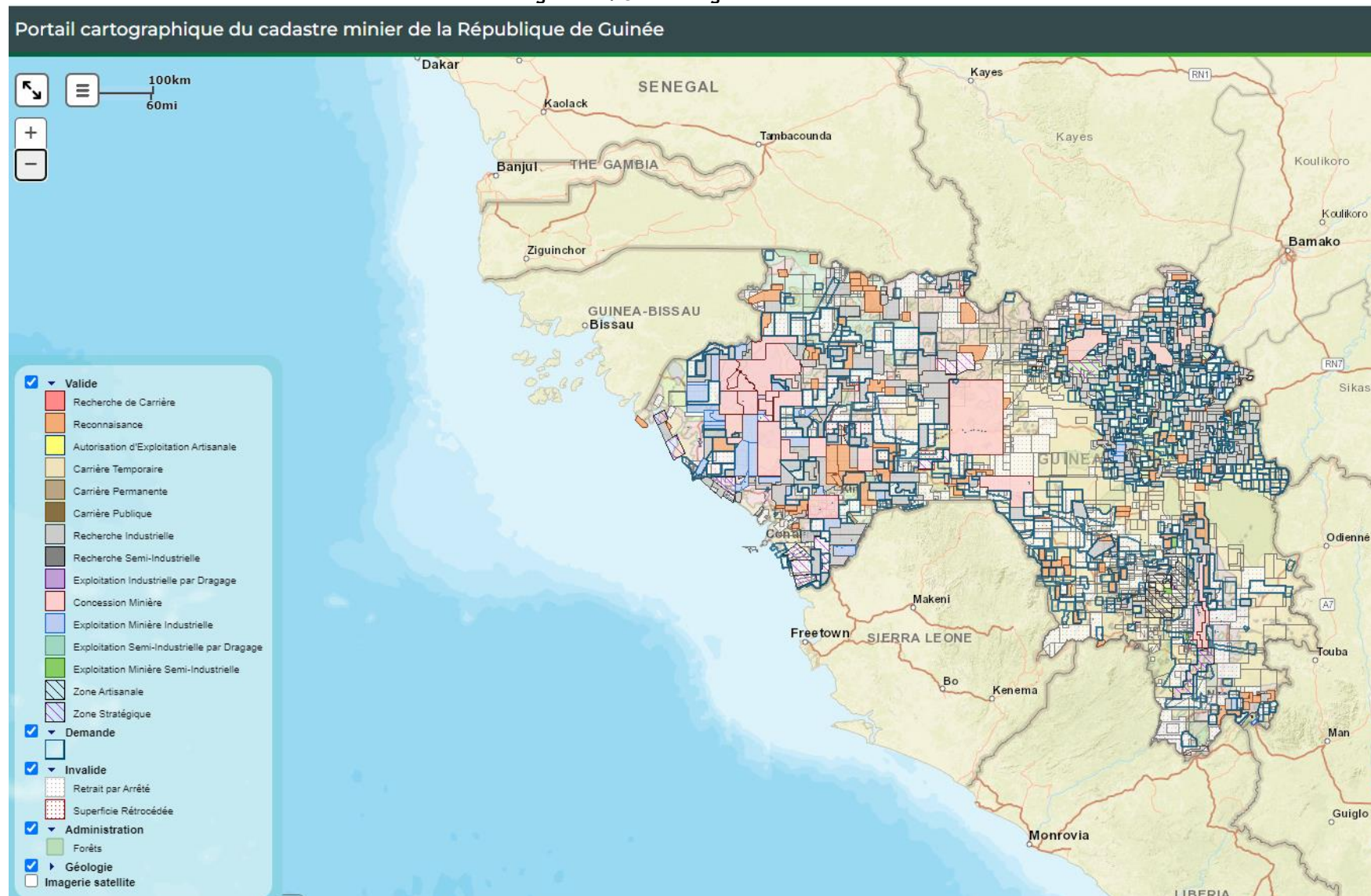
La liste des Permis secteur minier valides au 31 décembre 2022 est détaillé en Annexe 4.

Le cadastre en ligne guinéen garantit une transparence accrue et l'accessibilité aux informations essentielles. Ce registre intègre notamment les éléments suivants pour chaque licence :

- Référence,
- Statut (actif ou inactif),
- Détenteur de la licence,
- Coordonnées géographiques,
- Dates d'attribution et d'expiration,
- Substance extraite,
- Géologie, et
- Superficie.

Ce niveau de détail permet de répondre aux exigences de transparence et de fournir un accès complet aux données essentielles pour une meilleure gestion et un suivi efficace des licences

Figure 15 : Carte des gisements des titres miniers



Source: <https://guinee.cadastreminier.org/FR/>

4.1.7 Les contrats miniers (Exigence ITIE 2.4)

La délivrance d'un permis donne lieu à la signature d'une Convention minière conformément à l'Article 18 du code minier 2011 amendé.

Publication et application des conventions minières signées après le Code minier 2011

Au sens des articles 18 et 217 du Code minier de 2011 amendé, la publication des conventions minières, signées après entrée en vigueur de ce code, est obligatoire.

Les conventions minières liées aux permis d'exploitation et aux concessions minières sont signées par le Ministre en charge des Mines, après avis favorable de la Commission Nationale des Mines et autorisation du Conseil des ministres. La convention est ensuite soumise à l'avis juridique de la Cour Suprême, dans un délai maximum de sept (7) jours ouvrables à compter de sa signature. Après avis favorable de la Cour Suprême, la convention est transmise à l'Assemblée Nationale pour ratification. Une fois ratifiée, elle est promulguée par décret du Chef de l'État.

Conformément aux dispositions légales, la convention minière doit être publiée au Journal Officiel de la République de Guinée et mise en ligne sur le site Internet officiel du Ministère des Mines, ou tout autre site désigné par le Ministre. Cette obligation de publication garantit ainsi la transparence et la disponibilité de ces informations pour le public⁴⁶.

Les contrats miniers sont publiés et consultables sur le site <https://contrats.mines.gov.gn/>. Ce site est accessible via site web du [Ministère des Mines et de la Géologie](#) ou via le site web de l'[ITIE-Guinée](#).

Sur la base de la note élaborée par le conseiller juridique du Ministère des Mines et de la Géologie, il ressort que tous les contrats miniers signés jusqu'au 31 décembre 2020 sont publiés. Par ailleurs, depuis 2021, l'État guinéen n'a conclu aucun nouvel accord minier conformément aux dispositions de l'article 18 du Code minier de Guinée, à l'exception des accords relatifs au développement du Projet Simandou. Ces derniers, encore en phase de finalisation, ne sont pas encore publiés au Journal Officiel. Conformément aux exigences légales, leur caractère opposable dépend de cette publication officielle. L'équipe chargée de la publication est en attente de cette étape pour procéder à la mise en ligne desdits documents.

La liste des conventions et documents publiés sont détaillés en annexe 7.

Publication et application des conventions minières signées avant le Code minier 2011

L'article 217-I du Code minier amendé prévoit que le nouveau Code ne remet pas en cause la validité des titres miniers obtenus avant son adoption. Pour les titulaires de titres sans convention, le Code s'applique dans son intégralité. Quant aux conventions signées sous l'ancien cadre juridique, elles doivent être amendées pour intégrer les nouvelles dispositions du Code. Ces amendements, sous forme d'avenants, doivent être approuvés par le Conseil des ministres, signés par le Ministre des Mines, soumis à l'avis de la Cour suprême, puis ratifiés par l'Assemblée Nationale.

Les amendements sont classés en trois catégories :

- Amendements d'application immédiate : Incluent des dispositions sur la transparence, la lutte contre la corruption, l'environnement, la sécurité, etc.
- Amendements d'application progressive : Incluent des dispositions sur la formation, l'emploi, et la préférence pour les entreprises guinéennes, avec une période de transition maximale de huit ans.
- Autres amendements négociables : Concernent les régimes fiscaux et douaniers, la participation de l'État, les règles de transport et de commercialisation, et d'autres aspects spécifiques.

Les amendements entrent en vigueur à la date de ratification de l'avenant, et s'appliquent aux activités minières postérieures à cette date. Les négociations entre le gouvernement et les sociétés

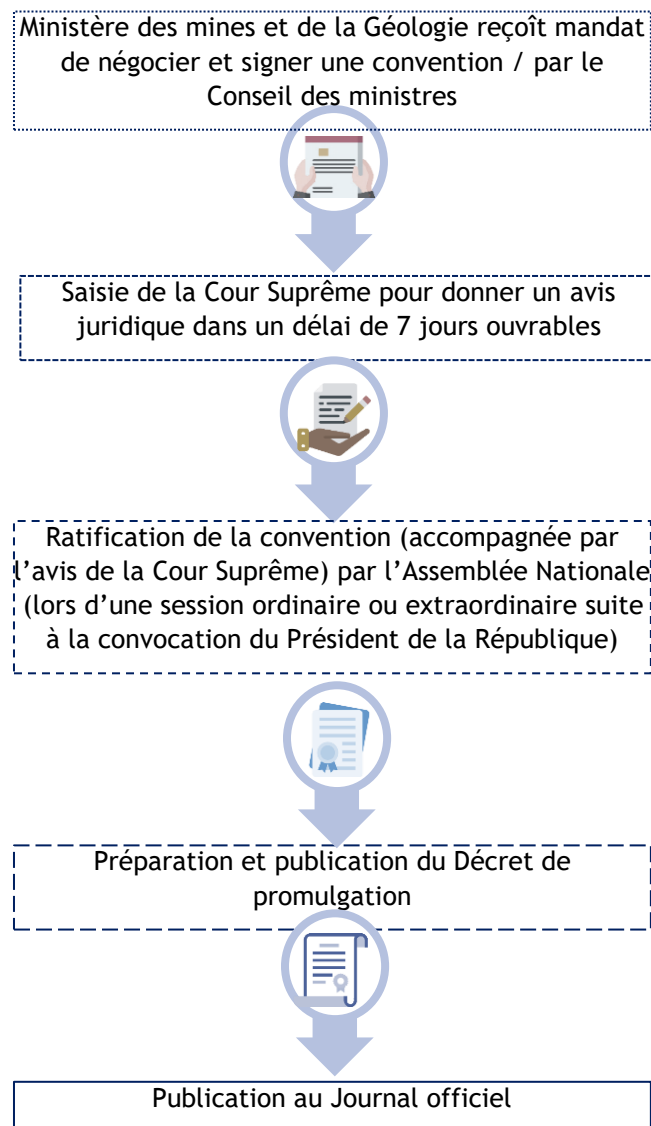
⁴⁶ <https://mines.gov.gn/>

minières sont supervisées par un programme de révision des conventions, mené par un Comité Technique et un Comité Stratégique. Les sociétés minières doivent coopérer pleinement pour parvenir à des amendements acceptés dans un délai de 24 mois, délai qui exclut le processus de ratification par l'Assemblée Nationale.

Une fois ratifiés, les avenants aux conventions existantes, tout comme les nouvelles conventions, sont publiés dans le Journal Officiel et sur le site officiel du Ministère des Mines. Cette obligation de publication garantit une transparence totale, assurant ainsi que toutes les conventions minières, y compris celles signées avant l'amendement du Code, soient accessibles au public.

La figure suivante résume le processus de publication des conventions minières :

Figure 16 : Procédure de publication des conventions



Modèle type de convention minière

La Concession minière et le Permis d'exploitation minière sont assortis d'une Convention minière dont le modèle est fixé par le décret 2014-015 portant adoption d'un modèle de convention minière type⁴⁷. Le décret précise dans son article 2, que pour le cas de la concession, une convention devra être signée dans les deux ans à compter de sa date de signature alors que pour le cas du permis d'exploitation la signature de la convention est laissée à la volonté de l'entreprise et/ou de l'Etat.

Liste des conventions minières en vigueur en 2022

La publication des conventions minières est effectuée par le ministère des mines et de la Géologie sur un site dédié (<https://contrats.mines.gov.gn/>). A la date de la préparation du présent rapport, 103 documents sont publiés et accessibles dont 48 contrats. La répartition par type de ressources se présente comme suit :

Tableau 29 : Liste des conventions minières signées

Ressources	Nombre de contrats	Documents de support
Bauxite/Alumine	19	7
Bauxite	12	20
Fer	8	15
Or/Argent	3	8
Bauxite-Aluminium	2	5
Alumine	1	0
Bauxite/Aluminium	1	0
Bauxite/Or	1	0
Or	1	0
Total	48	55

Lors de nos travaux de rapprochement et de vérification, nous n'avons pas pu obtenir en détail la liste des conventions signées, ni celles en cours de finalisation ou négociation. Nous n'avons pas pu s'assurer de l'exhaustivité des conventions publiées.

Les conventions minières couvrent les principaux termes suivants :

- le périmètre : les titres miniers sous-jacents (permis d'exploitation ou concession minière) et leurs références, les substances minières concernées, le territoire visé, les éventuelles zones exclues, les coordonnées géographiques
- la durée de la convention ainsi que les conditions et modalités de leur renouvellement,
- la participation de l'État,
- la stabilité,
- la force majeure et la résolution des litiges,
- les obligations relatives à l'emploi, à la sécurité et à l'hygiène au travail,
- l'environnement, à la santé et à la réhabilitation des sites ,
- les relations avec les communautés locales
- le transport et à la commercialisation des produits,
- le régime fiscal et douanier, ainsi que d'autres dispositions

La liste des convention minières publiées est présentées en annexe 7.

4.1.8 Participation de l'État dans le secteur minier (Exigence ITIE 2.6)

L'article 150-I du Code minier détermine, en fonction de chaque substance minière, les taux de participation de l'État guinéen dans le capital des sociétés détentrices d'un titre d'exploitation minière. Cette participation est plafonnée à un maximum de 35 %.

⁴⁷ <https://mines.gov.gn/wp-content/uploads/2023/08/Decret-Portant-Adoption-D-Un-Modele-De.pdf>

Le Code minier permet également à l'État d'acquérir une participation supplémentaire, financée en numéraire, selon des modalités négociées avec chaque société minière dans le cadre de la convention minière. Cette option, qui peut être exercée une seule fois et étalée dans le temps, vient s'ajouter à la participation gratuite, tout en respectant le plafond global de 35 %. Contrairement à la participation gratuite, cette part acquise en numéraire est cessible.

Par ailleurs, la participation initiale et gratuite de l'État guinéen dans les entreprises minières est régie par l'article 150 du Code minier. Lors de l'octroi d'un titre d'exploitation, l'État bénéficie d'un droit de participation gratuite au capital, dans la limite de 15 %. Cette participation est exempte de toute charge ou obligation financière et confère à l'État les mêmes droits que les autres actionnaires. Elle ne peut être ni vendue, ni mise en gage, ni hypothéquée. Elle est automatiquement acquise dès la signature du titre d'exploitation minière. Enfin, les dispositions du Code minier de 2011 amendé le 8 avril 2013 ne s'appliquent pas automatiquement aux conventions minières signées et ratifiées avant son entrée en vigueur.

Tableau 30 : Taux de participation de l'Etat dans le capital des sociétés minières en Guinée selon les ressources minérales

Types de minerais	Droit de participation non dilutive (%)	Participation supplémentaire en numéraire (%)
Bauxite	15%	20%
Projet intégré Bauxite-Alumine	5%	30%
Alumine	7,5%	27,5%
Aluminium	2,5%	32,5%
Minerais de fer	15%	20%
Acier	5%	30%
Or et diamant	15%	20%
Substance radioactive	15%	20%
Autres Substances minières	15%	20%

Source : Article 150 du Code minier 2011

Le droit d'acheter et de commercialiser une partie de la production constitue l'un des avantages offerts à l'État. À hauteur de sa participation, l'État peut acquérir et vendre une quantité de la production du titulaire d'un Titre d'exploitation minière pour toute offre de prix supérieure au prix FOB en vigueur. Toutefois, ce droit doit être exercé dans des conditions au moins équivalentes à celles offertes aux autres acheteurs. Il ne peut en aucun cas modifier les termes des contrats de vente de minerai en cours et ne peut s'appliquer à une quantité dépassant la part correspondant à la participation de l'État dans la société minière⁴⁸.

L'État dispose également d'un droit de blocage. Ce droit se traduit par l'obligation pour les actionnaires de la société détentrice du Titre d'exploitation minière de signer un pacte d'actionnaires. Ce pacte, conformément à l'article 150-I du code minier 2011 amendé, définit les décisions qui nécessitent une concertation préalable avec l'État, garantissant ainsi son influence dans les décisions stratégiques de l'entreprise.

Enfin, la participation de l'État garantit une part dans les bénéfices de la société. Ces bénéfices sont distribués sous forme de dividendes, après proposition du Conseil d'administration et approbation des actionnaires réunis en Assemblée Générale. Toutefois, si l'entreprise ne réalise pas de bénéfices, aucun dividende n'est versé.

4.1.8.1 Participations directes de l'Etat dans le capital des entreprises extractives

Comme détaillé dans la section [4.1.2 Cadre juridique et institutionnel \(Exigence ITIE 2.1\)](#), la SOGUIPAMI est, en autres, en charge de la gestion des participations de l'Etat dans les sociétés

⁴⁸ Article 138-I du Code minier

minières. Nous présentons ci-dessus les participations directes de l'Etat dans les sociétés minières au 31 décembre 2022 selon le rapport d'activité de la SOGUIPAMI de l'exercice 2022⁴⁹ :

#	Sociétés minières	Sigles	Parts	Substances	Localisations	Statut	TYPES DE PERMIS
1	Société Ashanti Goldfield	SAG	15%	Or	Siguiri	Exploitation	Concession
2	Société Minière de Boké	SMB	10%	Bauxite	Boké	Exploitation	Exploitation
3	Compagnie des bauxites de Guinée	CBG	49%	Bauxite	Boké	Exploitation	Concession
4	Bel air mining	BAM	15%	Bauxite	Boffa	A l'arrêt	Exploitation
5	Société des Mines de Mandiana	SMM	15%	Or	Mandiana	Exploitation	Exploitation
6	Alliance Minière Responsable	AMR	15%	Bauxite	Boké	Exploitation	Exploitation
7	Guinéenne Des Mines	GDM	En cours 15%	Bauxite	Boké	Exploitation	Exploitation
8	CHALCO	CHALCO	15%	Bauxite	Telimele/ Boffa	Exploitation	Concession
9	Guinea Evergreen mining	TBEA	5%	Bauxite-Alumine	Telimele	Construction	Concession
10	Société des bauxites de Guinée	SBG	5%	Bauxite	Kindia	Exploitation	Concession
11	Alliance Mining Commodities	AMC	10%	Bauxite	Gaoual	Exploitation	Concession
12	Forward Africa Resources	FAR	15%	Bauxite	Kindia/ Dubreka		Exploitation
13	Ashapura Minex Ressources SAU	AMR SAU	15%	Bauxite	Telimele	Exploitation	Exploitation
14	Ashapura Boffa	Ashapura	15%	Bauxite	Boffa	Construction	Exploitation
15	Société guinéenne des mines de fer	SGMF SAU	15%	Fer	Forecariah	Exploitation	Nc
16	Dynamic mining	-	15%	Bauxite	Boké	Construction	Exploitation
17	Société Minière de Dinguiraye	SMD	15%	Or	Siguiri/ Dinguiraye	Exploitation	Exploitation
18	SPIC	-	5%	Alumine	Boffa	Exploitation	Concession
19	Compagnie de développement des mines internationales HENANCHINE/GUINEE SA	CDM-CHINE SA	10%	Bauxite	Telemele	Exploitation	Exploitation
20	Winning Consortium SIMANDOU	-	15%	Fer	Beyla/ Macenta	Construction	

Source : rapport d'activité 2022 de la SOGUIPAMI

À l'exception de la particularité de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), toutes les participations de l'État dans les entreprises minières sont intégralement acquises à titre gratuit, conformément aux dispositions prévues par l'article 150 du Code minier.

Participation de l'Etat dans la Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG)

Dans le cas spécifique de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), les caractéristiques de la participation de l'État diffèrent des dispositions générales prévues par l'article 150 du Code minier. Les modalités et conditions spécifiques de cette participation sont définies séparément, tenant compte des particularités historiques et contractuelles de la société.

Participation de l'Etat et relation financière

La Compagnie de Bauxite de Guinée (CBG) a été fondée en 1963 sous la forme d'une société d'économie mixte, à la suite d'une convention (appelée convention de base) conclue entre la République de Guinée et la société HALCO Mining Inc., une entreprise régie par les lois de l'État du Delaware aux États-Unis (connue à l'époque sous le nom de HARVEY Aluminium). Cette convention portait sur l'exploitation des gisements de bauxite dans la région de Boké.

⁴⁹ <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/12/RAPPORT-D'ACTIVITES-2022-DE-LA-SOGUIPAMI2.pdf>

En 2001, la CBG a été convertie en société anonyme, conformément au Code des activités économiques de la République de Guinée et aux dispositions du Traité OHADA, par l'amendement n° 1 de la convention de base entre le gouvernement guinéen et HALCO (Mining) INC.

L'État guinéen détient 49 % des actions de la CBG, tandis que HALCO en possède 51 %.

- La participation guinéenne de 49 % a été obtenue en contrepartie de la délivrance des titres miniers dans le périmètre défini à l'article 3 de la convention de base. En vertu de cet accord, l'État reçoit un impôt global correspondant à 65 % des "bénéfices nets imposables" sans distribution de dividendes.
- La participation de HALCO a été libérée par un apport en numéraire.

L'accord signé en octobre 1963 stipule que le gouvernement guinéen financerait et dirigerait la construction des infrastructures nécessaires à l'exploitation minière (chemin de fer, port minier et cité minière). En échange, la CBG s'est engagée à verser un loyer annuel dont les modalités seraient déterminées conjointement. Ces infrastructures, financées par l'État, ont été concédées prioritairement à la CBG via l'OFAB (l'Office d'Aménagement de Boké), prédécesseur de l'ANAIM. L'OFAB avait ainsi le droit de refacturer à la CBG les coûts opérationnels, l'entretien et l'amortissement liés à l'utilisation des infrastructures. Grâce à ces arrangements, l'État guinéen a pu rembourser intégralement les dettes contractées pour le financement des infrastructures depuis 1992.

Enfin, la CBG n'a pas été classée comme une entreprise d'État au sens de l'exigence 2.6 de la Norme ITIE 2023, cette décision reposant sur le fait que l'État ne détient pas la majorité des actions et que la CBG n'est pas régie par la loi N° L/2016/075/AN du 30 décembre 2016 relative à la gouvernance financière des sociétés et établissements publics en République de Guinée.

Gouvernance de la CBG

La gouvernance de la CBG est détaillée au niveau de l'article 2 de la convention de base⁵⁰.

Fiscalité

Fiscalement, la CBG est soumise au régime de droit commun, à l'exception de l'impôt sur les sociétés (IS). Conformément à l'article 6 de la convention, la CBG est soumise à :

- Un impôt sur les bénéfices calculé en additionnant les deux pourcentages définis ci-après :
 - 30% des bénéfices nets taxables (ou revenu imposable) ; et
 - 50% du montant restant de ces bénéfices nets taxables après déduction des 30 % versés au gouvernement. Cela élève la part totale de l'État à 65 % des bénéfices nets taxables de la CBG. Cet impôt est versé mensuellement, en fonction d'une estimation de 1/12 des bénéfices nets taxables de l'année.
- Des droits de douane à l'importation de 5,6 % sur la valeur FOB de tous les biens matériels, matériaux, équipements de remplacement, matières premières, pièces de rechange et autres produits similaires, ainsi que sur les biens de consommation importés par la société durant la phase d'exploitation.
- Une exonération totale des droits de douane à l'exportation.

Dépenses sociales

Les dépenses sociales de la CBG : Ils se divisent en deux catégories : les dépenses contractuelles et les dépenses volontaires. En ce qui concerne les dépenses contractuelles, l'article 40.2 de l'accord de concession des infrastructures minières, signé avec l'ANAIM le 15 janvier 2015, stipule que la CBG doit subventionner le fonctionnement de l'hôpital construit par l'ANAIM dans la région de Boké. Cette subvention couvre la différence entre les coûts d'exploitation prévus dans le budget annuel et les revenus générés par l'hôpital durant l'année.

⁵⁰ <https://www.documentcloud.org/documents/527599-cbg-convention.html>

Après consultation des services de l'ANAIM, il apparaît que cette subvention est plafonnée à 3,5 millions USD et ne couvre pas l'intégralité de l'écart entre revenus et coûts. Le reste du financement est assuré par l'ANAIM.

Le détail des dépenses sociales est présenté en Section 7.5.2 du présent rapport.

Autres paiements à l'Etat

Loyer Infrastructures : Le périmètre d'exploitation de la CBG se situe dans la région de Boké. Lors de la signature de la convention de base, le gouvernement guinéen s'est engagé à construire l'infrastructure ferroviaire reliant le bassin minier de Boké au port de Kamsar, ainsi qu'à aménager les infrastructures portuaires. En échange de l'utilisation de ces infrastructures minières, la CBG s'acquitte d'un loyer, dont le montant est proportionnel aux volumes de minerai transportés. En 2022, les paiements de la CBG à l'ANAIM, propriétaire de ces infrastructures, se répartissent comme suit :

Tableau 31 : Paiement CBG à l'ANAIM

Date	Montant payé en 2022 (GNF)	Montant payé en 2022 (USD)
31/01/2022	8 333 420 645	925 000
28/02/2022	8 221 330 255	925 000
31/03/2021	8 141 200 280	925 000
29/04/2022	8 034 804 190	925 000
26/05/2022	7 976 645 832	925 000
29/06/2022	7 996 759 958	925 000
27/07/2022	6 391 075 847	742 585
26/08/2022	7 089 672 232	825 000
23/09/2022	7 097 625 397	825 000
29/10/2022	7 053 876 390	825 000
30/11/2022	7 066 489 072	825 000
19/12/2022	7 290 893 874	852 409
21/12/2022	1 058 830 913	117 529
Total	91 752 624 885	10 562 523

Source : déclaration de l'ANAIM : Il s'agit du montant net versé à l'ANAIM après déduction de charges encourues par la CBG pour le compte de l'ANAIM

Redevances portuaires : La CBG collecte, pour le compte de l'ANAIM, des redevances portuaires payées par les navires transportant de la bauxite qui accostent au port de Kamsar.

Ces redevances sont ensuite reversées à l'ANAIM. En 2022, les montants collectés à ce titre se sont élevés à 20 096 976 USD, soit l'équivalent de 174 626 915 925 GNF⁵¹.

Par ailleurs, la CBG contribue chaque année à ce fonds à partir de ses propres ressources, dans le cadre d'un accord signé en 2015 prévoyant un versement total de 25 millions de dollars sur 10 ans (voir section 4.1.8.1). Pour l'année 2022, un montant de 2 000 000 USD a été versé, portant le total cumulé des contributions à 23 626 216,93 USD au 31 décembre 2022⁵².

4.1.8.2 Entreprises d'État et transactions liées

En 2022, deux entreprises d'État opéraient dans le secteur minier en Guinée :

- L'Agence Nationale de l'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)
- La Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)

Ces entreprises sont régies par la Loi N°L/2016/075/AN du 30 décembre 2016, relative à la gouvernance financière des sociétés et établissements publics en République de Guinée. Cette loi

⁵¹ Données ANAIM

⁵² Données ANAIM

encadre les conditions de leur création, les modalités de leur gouvernance, leur tutelle ministérielle, ainsi que leurs relations financières avec l'État.

4.1.8.2.1 L'Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)

Contexte juridique et institutionnel

Entièrement détenue par l'État, l'Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM) était initialement placée sous la tutelle du Ministère en charge des Mines. Cependant, elle est désormais directement rattachée au Président de la Transition, en tant qu'organisme spécialisé de la Présidence de la République, conformément à l'article 43 du Décret N° D/2021/0059/PRG/CNRD/SGG du 2 novembre 2021.

Créée par le Décret N° D/95/169/PRG/SGG du 5 juin 1995, l'ANAIM fonctionnait initialement comme un Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial (EPIC), doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière.

Le 13 juin 2016, l'ANAIM a été restructurée et transformée en société anonyme unipersonnelle par le Décret N° D/2016/163/PRG/SGG, avec l'adoption de nouveaux statuts. Elle est depuis administrée par un Conseil d'Administration et dirigée par un Directeur Général, assisté d'un Directeur Général Adjoint.

Mission, structure et gouvernance

L'ANAIM a pour mission principale de concevoir, étudier, financer et construire des infrastructures minières destinées à faciliter l'extraction, le traitement, la transformation, la manutention, le transport et l'évacuation des substances minérales. Ces infrastructures sont mises à disposition des entreprises minières, qui en assurent l'exploitation, la gestion et la rémunération, selon des termes et conditions convenus entre les parties. Par ailleurs, l'ANAIM peut confier à un opérateur compétent, agréé par son Conseil d'Administration, l'entretien, la réparation et le renouvellement des infrastructures relevant de son patrimoine.

L'ANAIM a pour rôle :

- d'assurer la maîtrise d'ouvrage de tout projet d'aménagement, de construction et d'extension d'infrastructures minières ;
- d'assurer en rapport avec les services ou organismes compétents de l'Etat, la mobilisation de financements, la négociation des accords y relatifs et la réalisation des investissements
- d'assurer le contrôle d'exécution des conventions de concessions ou d'affermage, des contrats et accords ainsi que des conventions de cessions de patrimoine, des cahiers de charges conclus avec les concessionnaires ou utilisateurs du secteur minier d'une part, et les bailleurs de fonds d'autre part ; et
- de réaliser, de faire réaliser ou de contrôler toutes les études techniques, économiques et financières relatives au projet d'infrastructures minières et d'assurer tout acte de gestion ou d'administration y afférents.

Structure

L'ANAIM est structurée autour d'une Direction Générale, appuyée par trois (03) cellules de coordination responsables du contrôle des infrastructures minières. Cette organisation garantit une supervision efficace et spécialisée des projets sous sa gestion.

Gouvernance

L'ANAIM est administrée par un Conseil d'Administration, qui constitue son principal organe de gouvernance. Composé de 11 membres, ce conseil a été établi par le Décret N° D/2016/169/PRG/SGG du 14 juin 2016. Il est chargé de l'approbation du budget, élaboré par la Direction Générale, ainsi que de sa mise en exécution.

L'ANAIM est dirigée par un Directeur Général et un Directeur Général Adjoint, tous deux nommés par décret du Président de la République. Ils assurent la mise en œuvre des décisions stratégiques adoptées par le Conseil d'Administration et supervisent le fonctionnement quotidien de l'organisme

Participation et intérêts dans le secteur minier

Les actifs de l'ANAIM sont principalement constitués des infrastructures stratégiques destinées au transport des minerais, notamment des infrastructures ferroviaires, des actifs portuaires, ainsi que les infrastructures des cités portuaires de Kamsar et minière de Sangarédi. Ces infrastructures, concédées à la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) dans le cadre d'un accord de concession signé le 13 juin 1996 et renouvelé le 15 janvier 2015 pour une durée de 22 ans renouvelable, sont utilisées pour le transport et l'exportation des minerais. Les infrastructures concédées se détaillent comme suit ⁵³:

- Chemin de Fer : traverse métallique de 1700 / Km
- Le port de Kamsar - Chenal d'accès intérieur (longueur 17km, largeur 120m, et profondeur 8,7 mètre),
- Le port de Kamsar - Quai minéralier (longueur 270 mètres, largeur 17,7 mètres, jetée d'approche de 1536 mètres), avec une capacité de 23 bateaux par mois et 300 bateaux par an.
- Le port de Kamsar - Quai commercial : (longueur 120 mètres, largeur 50 mètres) avec une capacité de 2 bateaux par mois.
- Le port de Kamsar - Quai d'accostage des unités flottantes (Quai italien) : (longueur 70 mètres, largeur 8 mètres)
- La ville portuaire - le réseau de distribution d'énergie électrique à haute et basse tension dans ville portuaire
- La ville portuaire - le réseau de distribution d'eau potable dans la ville portuaire les installations portuaires et les installations de bassin
- La ville portuaire - le réseau de téléphone dans la ville portuaire ainsi que les installations pour l'entretien de la ville portuaire.

L'ANAIM prend en charge les budgets de fonctionnement et d'investissement au port de Kamsar, incluant le renouvellement des installations portuaires, le dragage, la maintenance des infrastructures et équipements, ainsi que les frais de personnel.

Selon le titre II de l'accord de concession du 15 janvier 2015, la CBG supporte les coûts liés à l'entretien, au renouvellement, au remplacement, à la modification ou à l'extension des infrastructures concédées, à l'exception des installations portuaires, sous réserve de l'accord préalable de l'ANAIM. Pour les opérations de dragage d'entretien ou de structure, de renouvellement ou de remplacement des installations portuaires, les coûts sont couverts par les droits de port payés par les navires transportant la bauxite, qui utilisent les installations du port de Kamsar (Droits de Quai Maxima, Redevance supplémentaire pour l'entretien du Chenal, Side Wharfage et autres redevances portuaires).

Accords conclus avec les sociétés minières

Dans le but de soutenir l'implantation de nouvelles sociétés dans la Région de Boké, un contrat d'Opération Multi-utilisateurs du Chemin de Fer de Boké a été signé le 24 juin 2015 entre l'Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières « ANAIM », la Compagnie des Bauxites de Guinée « CBG », la société Guinée Alumina Corporation « CAG » et la Compagnie de Bauxites de Dian Dian « COBAD ». Suite à la signature dudit contrat, plusieurs accords ont été signés par l'ANAIM, Dont entre autres⁵⁴ :

- le contrat d'infrastructure ETAT/ANAIM/GAC, qui permet à GAC d'utiliser les infrastructures minières de Kamsar ;

⁵³ <https://apip.gov.gn/ficheprojet/1609774310.pdf>

⁵⁴ Rapports ITIE antérieurs

- [le contrat d'opérations portuaires](#) ANAIM/CBG/GAC qui permet l'utilisation en commun des infrastructures portuaires de Kamsar ;
- [le contrat d'accès aux infrastructures](#) de l'ANAIM qui offre le droit à COBAD (Dian/Dian/Rusal) d'utiliser les infrastructures concédées à la CBG ;
- le Contrat de matériaux en vrac État/ANAIM/GAC, qui permet à GAC de construire et d'exploiter les installations portuaires et équipements industriels à Kamsar ;
- le renouvellement de l'Accord de Concession avec la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG), contrat par lequel l'Etat, à travers l'ANAIM, concède à la CBG les infrastructures ferroviaires, portuaires et la ville portuaire de Kamsar, sur une période de 20 ans. Ce contrat a été signé le 15 janvier 2015 avec une redevance indexée sur le tonnage de bauxite exportée.

Les paiements liés à ces contrats sont détaillés dans les sous-sections ci-dessous. Cependant, il convient de noter que la majorité de ces contrats n'ont pas été publiés.

Publication des états financiers

Conformément à l'article 10 du décret D/2016/163/PRG/SGG DU 13 JUIN 2016, portant restructuration de l'ANAIM, les comptes de l'agence sont arrêtés annuellement et approuvés par le Ministre des Mines et de la Géologie sur proposition du Conseil d'Administration, après certification par le Commissaire aux Comptes.

Nous comprenons que les états financiers et les rapports d'activité sont publiés sur le site web de l'ANAIM (<https://www.anaim-gn.com/>). Le site n'étant pas accessible à la date de publication du présent rapport. La gestion et les comptes de l'ANAIM sont soumis également au contrôle de la Cour des comptes, qui est habilitée à mettre en œuvre la procédure de discipline budgétaire à l'encontre de ses dirigeants.

Paielements et transferts à l'Etat

Impôts et taxes versés

Selon la déclaration ITIE de l'ANAIM pour 2022, l'agence a effectué les paiements suivants :

Tableau 32 : Paiements fiscaux de l'ANAIM en 2022

Flux	Montant GNF
Retenues sur les salaires	2 417 399 316
Versement forfaitaire sur les salaires	1 884 205 788
Cotisations sociales	1 007 710 929
Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	15 845 000
	5 325 161 033

Source : Déclaration ANAIM

Dividendes versés

Selon la déclaration ITIE effectuée par l'ANAIM, aucun versement des dividendes à l'Etat n'a été opéré au titre de l'année 2022.

Prêts octroyés

Selon les données communiquées par l'ANAIM, en septembre 2015, un prêt de 25 millions USD a été accordé à l'Etat sur le fonds du port, la CBG a remboursé, les 25 millions USD à l'ANAIM en lieu et place de l'Etat et en déduction de son impôt sur les sociétés.

Une Commission mixte fiscale s'est tenue le 20 mai 2016 constituée par l'Etat, l'ANAIM et la CBG pour décider du schéma de remboursement suivant⁵⁵ :

- la CBG s'engage à rembourser les 25 millions USD à l'ANAIM en lieu et place de l'Etat ;
- en contrepartie, la CBG bénéficie de l'imputation du montant des remboursements sur son impôt sur les sociétés dû.

⁵⁵ Rapport ITIE 2018

Les imputations de la CBG du montant des remboursements sur l'impôt sur les sociétés dû se présente comme suit⁵⁶ :

Tableau 33 : Imputation de la CBG des remboursements de l'emprunt sur l'impôt sur les sociétés

Imputation sur l'impôt sur les sociétés dû	Montant USD
Retenue sur l'impôt sur les sociétés dû en 2016	11 427 776
Retenue sur l'impôt sur les sociétés dû en 2017	7 403 034
Retenue sur l'impôt sur les sociétés dû en 2018	6 169 193
Total	25 000 003

Le restant dû au 31/12/2022 s'élève à 3 373 783 USD. La situation du prêt au 31/12/2022 se présente comme suit :

Tableau 34 : Etat de remboursement du prêt de l'ANAIM par la CBG

Date	Avance à l'Etat à partir du Fonds du Port en USD	Remboursement de l'ANAIM par la CBG en USD	Montant restant dû en USD
sept.-15	25 000 000	-	25 000 000
juil.-17	-	1 233 839	23 766 161
août-17	-	1 233 839	22 532 322
sept.-17	-	1 233 839	21 298 483
oct.-17	-	1 233 839	20 064 644
nov.-17	-	1 233 839	18 830 805
déc.-17	-	1 233 839	17 596 966
mai-18	-	6 169 193	11 427 773
mars-19	-	3 553 993	7 873 780
févr.-21	-	1 000 000	6 873 780
mars-21	-	1 000 000	5 873 780
juin-21	-	2 500 000	3 373 780
Sep-22	-	1 000 000	2 373 780
déc.-22	-	1 000 000	1 373 780
	25 000 000	23 626 220	1 373 780

Garantie et financements reçus de l'Etat

Selon la déclaration de l'ANAIM, aucune subvention n'a été reçue de l'Etat au titre de 2022. D'autre part, l'ANAIM n'a bénéficié d'aucun financement ou de garanties de la part de l'Etat en 2022.

Transactions avec les entreprises extractives

Nous présentons ci-dessous les opérations impliquant les entreprises extractives :

➤ Recettes provenant des Loyers des infrastructures minières

Les actifs de l'ANAIM sont principalement constitués d'infrastructures minières mises à la disposition des opérateurs en échange de loyers, qui représentent la principale source de revenus de l'Agence. Les recettes de l'ANAIM proviennent ainsi de la concession de ces infrastructures aux sociétés minières. Les accords conclus par l'ANAIM dans le cadre de ses activités sont accessibles via le lien suivant : <https://www.anaim-gn.com/>. Ce site n'étant pas accessible à la date de publication du présent rapport.

⁵⁶ Rapport ITIE 2018

Les principaux utilisateurs des infrastructures de l'ANAIM en 2022 sont la CBG, la CAG, la CBK et la COBAD :

- CBG : le protocole de concession d'infrastructures minières fixe un loyer de 0,75 USD par tonne de bauxite exportée. En 2022, la CBG a versé à l'ANAIM un montant total de 10 562 523 USD pour l'utilisation des infrastructures ferroviaires (chemin de fer de la région de Boké) et portuaires (port de Kamsar), après déduction des avances et des frais engagés par la CBG au nom de l'ANAIM.
- COBAD : un contrat d'accès aux infrastructures de l'ANAIM a été signé, permettant à la COBAD d'utiliser les infrastructures concédées à la CBG. En 2022, la COBAD a payé un total de 2 253 400 USD pour ces loyers. Le volume total de Bauxite transporté en 2022 s'élève à 2 827 781 Tonnes.
- GAC : un contrat d'accès a été conclu avec la GAC, lui octroyant le droit d'utiliser les infrastructures concédées à la CBG. En 2022, la CAG a versé un montant de 8 852 712 USD à l'ANAIM pour ces loyers. Le volume total de Bauxite transporté en 2022 s'élève à 12 624 852 Tonnes.
- CBK : le loyer est fixé à 0,40 USD par tonne de bauxite exportée. Le loyer relatif aux infrastructures concédées à la CBK pour l'exercice 2021, d'un montant de 987 333 USD, n'a été versé qu'en 2022. De même, le loyer de 2022, s'élevant à 1 098 700 USD a été payé en 2023. Selon les clarifications fournies par la direction financière de l'ANAIM, le protocole stipule que le loyer doit être versé annuellement par la CBK, ce qui explique le décalage observé dans les paiements.

Recettes provenant des redevances portuaires

L'ANAIM perçoit des redevances portuaires, appelées « Droits de Port », payées par les navires transportant de la bauxite guinéen qui font embarquer au port de Kamsar. Ces droits sont liés à l'utilisation des infrastructures portuaires, des bassins et des divers services connexes fournis par le port. Les Droits de Port sont collectés par le Directeur du Port, qui en rend compte à l'ANAIM sur une base mensuelle, avec les pièces justificatives correspondantes.

Ces redevances sont obligatoirement réglées en USD et versées sur un compte bancaire spécifique, connu sous le nom de « Fonds du Port », domicilié à la banque BNY Mellon à San Francisco, aux États-Unis. Une partie de ces fonds, dénommée « Shipping royalties » et calculée à un taux de 0,15 USD par tonne de bauxite transportée, est ensuite transférée vers le compte de l'ANAIM à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) pour financer les dépenses courantes de l'Agence.

Le tableau ci-dessous détaille les revenus provenant des Droits de Port pour l'année 2022 :

Tableau 35 : Redevances portuaires versées à l'ANAIM durant l'exercice 2022

Date	Redevances encaissées (en GNF)	Redevances encaissées (en USD)	Client
janv.-22	16 797 720 679	1 864 527	CBG
févr.-22	14 226 961 523	1 600 707	CBG
mars-22	18 108 653 530	2 057 498	CBG
avr.-22	13 794 771 569	1 588 129	CBG
mai-22	16 269 529 405	1 885 187	CBG
juin-22	18 505 557 422	2 140 572	CBG
juil.-22	15 159 290 833	1 761 372	CBG
août-22	12 634 174 120	1 470 194	CBG
sept.-22	19 313 469 258	2 244 922	CBG
oct.-22	7 420 828 645	867 649	CBG
nov.-22	13 172 266 343	1 537 839	CBG
déc.-22	9 223 692 598	1 078 381	CBG
Total	174 626 915 925	20 096 976	

Recettes provenant du Loyer Terrain

L'ANAIM perçoit également des loyers dans le cadre de baux fonciers, principalement dans la zone de Kamsar. Un contrat de bail a été signé avec la société Winning Guinée le 24 juillet 2017, pour l'aménagement d'une base logistique et d'un centre de formation maritime. Ce bail prévoit un loyer mensuel de 140 000 000 GNF, assorti du versement anticipé de trois années de loyers, soit un montant total de 5 040 000 000 GNF à la signature du contrat.

Pour l'année 2022, les revenus tirés de ce bail avec Winning Guinée, tels que déclarés par l'ANAIM, s'élèvent à 1 163 243 000 GNF.

Le tableau suivant récapitule les revenus de l'ANAIM pour l'exercice 2022 :

Tableau 36 : Total revenus de l'ANAIM durant l'exercice 2022

Revenus	Montant en GNF	Montant en USD
Loyers des infrastructures minières	237 743 868 159	27 274 184
Redevances portuaires	174 626 915 925	20 096 976
Loyer Terrain	1 163 243 000	(*)
Total	413 534 027 084	47 371 160

(*) Donnée non communiquée

Source : déclaration ANAIM

4.1.8.2.2 La Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)

La SOGUIPAMI a pour mission et attributions selon son décret de création tel que modifié par le décret D/2015/016/PRG/SGG du 12/02/2015 :

- la gestion des participations de l'Etat et pour le compte de celui-ci dans les sociétés minières, les sociétés industrielles, les sociétés d'infrastructures et de services dans lesquelles l'Etat est actionnaire en conformité avec les dispositions de l'article 150-II du Code Minier ;
- la participation à la recherche minière par la détention seule ou en partenariat de permis de recherche minière à des fins promotionnelles, dans les limites fixées par la loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011 instituant le Code Minier de la République de Guinée ;
- la commercialisation des produits miniers revenant à l'Etat dans le cadre de l'exercice des droits de commercialisation de l'Etat ; et
- la participation aux négociations du gouvernement sur la base des contrats entre l'Etat et les sociétés dans lesquelles elle gère les participations de l'Etat, ainsi que sur le développement des infrastructures minières.

La SOGUIPAMI⁵⁷ assure un accompagnement complet aux investisseurs dans le secteur minier, couvrant des services tels que l'obtention des autorisations administratives, la levée de fonds, l'acquisition des permis, ainsi que le suivi des dossiers.

La SOGUIPAMI dispose d'un conseil d'administration, en accord avec les dispositions du décret modifiant les statuts de la société. Les membres des organes de gouvernance ainsi que les rapports de gestion de la société sont publiés sur son site web⁵⁸.

⁵⁷ <https://soguipami.net/>

⁵⁸ <https://soguipami.net/gouvernance/>

Participation et intérêts dans le secteur minier

La SOGUIPAMI détient directement des participations dans des sociétés minières en phase de prospection qui se présentaient comme suit au 31 décembre 2022 :

Tableau 37 : Participation directe de la SOGUIPAMI dans les sociétés minières au 31 décembre 2022⁵⁹

#	Sociétés ou projets	Sigles	Parts SOGUIPAMI	Ressources minérales	Localisation	Types de permis	Phases
1	Camen Resources SARL	CAMEN	15%	Bauxite, fer, or	Télimélé	Recherche	Prospection
2	Guinea Brian Touch SARL	GBT	15%	Bauxite, fer, or	Fria et Boffa	Exploitation	Exploitation
3	Ashapura	Ashapura	5%	Bauxite	Houda	Exploitation	Développement minier
4	Axis Mineral Resources	AXIS	1%	Bauxite	Boffa	Recherche	Développement minier
5	Société Minière d'Alumine	SOMALU	1%	Bauxite	Mamou	Recherche	Prospection
6	Tougué Bauxite and Alumina Corp	TOUBAL	1%	Bauxite	Tougué	Recherche	Prospection

Source : SOGUIPAMI, rapport d'activité exercice 2022⁶⁰

Les actifs de la SOGUIPAMI lui octroient un droit de vote sur les décisions collectives ainsi qu'une participation financière aux bénéfices distribuables, proportionnelle à ses parts d'intérêts. Les dividendes issus de ces participations sont perçus par la SOGUIPAMI et enregistrés comme revenus de la société. En 2022, la SOGUIPAMI a encaissé des dividendes pour un montant de 301 044 450 GNF au titre de sa participation dans le capital de ASHAPURA⁶¹.

Le détail des revenus de la SOGUIPAMI durant l'exercice 2022 se présente comme suit :

Tableau 38 : Détail des revenus de la SOGUIPAMI durant l'exercice 2022

SOCIETES	DESIGNATIONS	MONTANTS USD	MONTANTS GNF
SMB	DROIT DE COMMERCIALISATION	2 018 935	17 486 767 832
SMB	DROIT DE SUITE	7 722 534	65 963 783 383
CHALCO	DROIT DE SUITE	2 876 777	31 746 243 489
	DROIT DE COMMERCIALISATION	354 612	3 061 800 083
CDM-CHINE	DROIT DE COMMERCIALISATION	1 315 240	11 579 927 057
CBG/DADCO	DROIT DE COMMERCIALISATION	245 912	2 217 985 972
AMR	DROIT DE COMMERCIALISATION	74 351	641 098 047
WCS	DROIT DE SUITE	100 490,09	866 004 764
GBT	DROIT DE SUITE	159 739	1 382 232 080
TOTAUX		14 868 590	134 945 842 707

Relation avec l'ETAT

Nous présentons ci-dessous les mandats assurés par la SOGUIPAMI pour le compte de l'ETAT :

- Mandat de gestion des participations
- Mandat de commercialisation
- Mandat de promotion
- Impôts et taxes versés
- Dividendes versés
- Garanties et financements reçus de l'Etat

⁵⁹ <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/12/RAPPORT-DACTIVITES-2022-DE-LA-SOGUIPAMI2.pdf>

⁶⁰ <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/12/RAPPORT-DACTIVITES-2022-DE-LA-SOGUIPAMI2.pdf>

⁶¹ <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/02/rapport-CAC-SOGUIPAMI-2023.pdf>

i. Mandat de gestion des participations

La SOGUIPAMI, sous la tutelle du Ministre en charge des Mines, est chargée de la gestion du portefeuille minier de l'Etat, qui demeure la propriété du Trésor Public, en liaison avec le Ministère en charge des Finances.

À ce titre, la SOGUIPAMI gère les participations de l'Etat dans les sociétés minières et les sociétés industrielles, les sociétés d'infrastructures et de services. Dans ces sociétés, la SOGUIPAMI dispose des prérogatives pour :

- désigner les représentants de l'Etat au sein des organes de gestion ou de surveillance et s'assure de la cohérence de leurs positions. Elle représente l'Etat aux assemblées d'actionnaires ;
- mettre en œuvre les décisions et orientations de l'Etat en ce qui concerne la stratégie de ces sociétés et exerce en veillant aux intérêts patrimoniaux de l'Etat, la mission de l'Etat actionnaire ;
- examiner la stratégie, la situation économique et financière des sociétés concernées, les principaux programmes d'investissement et de financement, les projets d'acquisition ou de cession et toute question soumise aux organes de gestion et de surveillance de ces sociétés. Elle propose au Ministre en charge des Mines la position de l'Etat actionnaire sur ces sujets ;
- évaluer régulièrement la gestion de ces sociétés.

La SOGUIPAMI, placée sous la tutelle du Ministère des Mines, joue un rôle clé dans la gestion du portefeuille minier de l'État guinéen, dont les actifs restent la propriété du Trésor public. Elle travaille en étroite collaboration avec le Ministère des Finances. Sa mission inclut la gestion des participations de l'État dans diverses sociétés, notamment les entreprises minières, industrielles, d'infrastructure et de services. Dans ces sociétés, la SOGUIPAMI exerce plusieurs prérogatives :

- Représentation de l'État : Elle désigne les représentants de l'État dans les organes de gestion et de surveillance de ces entreprises, garantissant la cohérence de leurs positions, et représente l'État lors des assemblées d'actionnaires.
- Mise en œuvre de la stratégie de l'État : La SOGUIPAMI veille à l'application des décisions stratégiques prises par l'État en matière de développement minier, tout en protégeant ses intérêts financiers et patrimoniaux.
- Analyse et évaluation : Elle examine régulièrement la stratégie, la situation financière, les projets d'investissement, ainsi que les opérations de fusion ou de cession des sociétés concernées, et propose des positions à adopter pour l'État.
- Suivi des performances : La SOGUIPAMI évalue régulièrement la gestion des sociétés où l'État est actionnaire afin d'assurer une rentabilité et une gestion optimales.

En 2023, le décret D/2023/0027/PRG/CNRD/SGG ⁶² a été publié le 23 janvier 2023. Ce décret a modifié les statuts de la SOGUIPAMI, précisant son rôle et sa structure en tant que société de gestion des actifs miniers de l'État guinéen. Il établit les responsabilités du conseil d'administration, la composition des organes de gouvernance et les procédures relatives à la gestion des participations de l'État dans les sociétés minières. Ce décret met également en avant la supervision de la SOGUIPAMI par la Présidence de la République, renforçant son rôle stratégique dans la gestion des ressources minières du pays.

⁶² <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/01/Decret-27-Statuts-SOGUIPAMI.pdf>

Il y a lieu de préciser que la SOPIGUAMI n'est pas rémunéré au titre du mandat de gestion des participations de l'ETAT. La liste des sociétés concernées par ce mandat durant l'exercice 2022 se présente comme suit :

Tableau 39 : Portefeuille de participation de l'Etat géré par la SOGUIPAMI ⁶³

#	Sociétés minières	Sigles	Parts	Substances	Localisations	Statut	TYPES DE PERMIS
1	Société Ashanti Goldfield	SAG	15%	Or	Siguiri	Exploitation	concession
2	Société Minière de Boké	SMB	10%	Bauxite	Boké	Exploitation	exploitation
3	Compagnie des bauxites de Guinée	CBG	49%	Bauxite	Boké	Exploitation	concession
4	Bel air mining	BAM	15%	Bauxite	Boffa	A l'arrêt	exploitation
5	Société des Mines de Mandiana	SMM	15%	Or	Mandiana	Exploitation	exploitation
6	Alliance Minière Responsable	AMR	15%	Bauxite	Boké	Exploitation	exploitation
7	Guinéenne Des Mines	GDM	En cours 15%	Bauxite	Boké	Exploitation	exploitation
8	CHALCO	CHALCO	15%	Bauxite	Telimele/boffa	Exploitation	concession
9	Guinea Evergreen mining	TBEA	5%	Bauxite-Alumine	Telimele	Construction	concession
10	Société des bauxites de Guinée	SBG	5%	Bauxite	Kindia	Exploitation	concession
11	Alliance Mining Commodities	AMC	15%	Bauxite	Gaoual	Exploitation	concession
12	Forward Africa Resources	FAR	15%	Bauxite	Kindia/Dubreka		exploitation
13	Ashapura Minex Ressources SAU	AMR SAU	15%	Bauxite	Telimele	Exploitation	exploitation
14	Ashapura Boffa	Ashapura	15%	Bauxite	Boffa	Construction	exploitation
15	Société guinéenne des mines de fer	SGMF SAU	15%	Fer	Forecariah	Exploitation	
16	Dynamic mining	-	15%	Bauxite	Boké	Construction	
17	Société Minière de Dinguiraye	SMD	15%	Or	Siguiri/Dinguiraye	Exploitation	exploitation
18	SPIC	-	5%	Alumine	Boffa	Exploitation	concession
19	Compagnie de développement des mines internationales HENANCHINE/GUINEE SA	CDM-CHINE SA	10%	Bauxite	Telemele	Exploitation	exploitation

Source : rapport de Gestion SOGUIPAMI de l'exercice 2022

ii. Mandat de commercialisation

L'article 138-I du code minier stipule « L'Etat ou toute entité agissant en son nom se réserve le droit d'acheter et de commercialiser une quantité de la production du titulaire d'un Titre d'exploitation minière à hauteur de sa participation ». De ce fait, et sur demande du Gouvernement, la SOGUIPAMI exerce un mandat de commercialisation de ladite quantité produite. Nous présentons ci-dessous les opérations effectuées en 2022 dans le cadre dudit mandat.

⁶³ <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/12/RAPPORT-D'ACTIVITES-2022-DE-LA-SOGUIPAMI2.pdf>

- Droit de commercialisation - DADCO

En 2022, la SOGUIPAMI a poursuivi l'exécution d'un contrat de vente avec DADCO, conformément à l'article 138 qui lui confère un droit de commercialisation. Cependant, les détails contractuels (conditions, volumes, garanties, tarifs) n'ont pas encore été publiés.

La société a vendu 61,478 mille tonnes de bauxite produite par la CBG, générant une commission nette de 2,21 milliards GNF. Après déduction de cette commission, le produit de la vente a été reversé à la CBG, propriétaire de la production. Les commissions perçues par la SOGUIPAMI sont détaillées ci-dessous :

Tableau 40 : droits de commercialisation perçus par la SOGUIPAMI sur les ventes DADCO

Date	26 janvier 2022	Total
MONTANTS USD	245 912	245 912
COURS BCRG DE CONVERSION	9 019	9 019
MONTANTS EN GNF TAUX BCRG	2 217 985 972	2 217 985 972
COMMISSIONS BANQUES EN GNF	11 089 930	11 089 930
MONTANTS NETS	2 206 896 042	2 206 896 042
QUANTITES BAUXITE TM	61 478	61 478

Source : SOGUIPAMI

- Droit de commercialisation - SMB/AMR

Dans le cadre de l'exercice de son droit de commercialisation, conformément à l'article 138-I du Code minier, la SOGUIPAMI a regroupé la production d'AMR et de SMB, en tenant compte du contrat d'amodiation qui lie AMR à SMB.

En 2022, ces deux sociétés ont versé à la SOGUIPAMI 3,12 millions USD en compensation pour le droit d'enlèvement de la part de l'État sur la production de bauxite (0,65 USD par tonne). Cependant, les conditions de commercialisation, les tarifs, les volumes, ainsi que les garanties stipulées dans le contrat entre la SOGUIPAMI et le groupement SMB/AMR n'ont pas encore été publiés.

Le détail des commissions perçues par la SOGUIPAMI au titre de ce droit en 2022 est présenté ci-dessous.

Tableau 41 : Droits de commercialisation perçus par la SOGUIPAMI sur les ventes SMB/AMR

DATES	26 janvier 2022	13 AVRIL 2022	19 juillet 2022	14/10/2022	TOTAL
MONTANTS USD	512 819	513 567	480 675	522 018	2 029 080
COMMISSIONS BANQUES EN USD	2 564	2 568	2 403	2 610	10 145
MONTANTS NETS	510 255	511 000	450 143	519 408	1 990 806
QUANTITES BAUXITE EN TONNES	790 491	790 104	739 549	803 105	3 123 248

Source : SOGUIPAMI

- Prime Amodiation - GUINEA BRAIN TOUCH (GBT)

Le permis de bauxite, détenu conjointement par la SOGUIPAMI et Camen Resources au nom de la société GBT à Boffa, a été attribué en amodiation à l'Alliance guinéenne de bauxite, d'alumine et d'aluminium (AGB2A). Cette société a financé les travaux d'exploitation et a débuté l'exportation de minerai en 2021. Cependant, aucune information n'est disponible concernant la date de signature du contrat, sa publication, ou les modalités exactes d'octroi du permis minier en amodiation.

D'après le rapport d'activité de la SOGUIPAMI pour 2022, l'accord d'amodiation accorde à la SOGUIPAMI un droit de percevoir 15 % du prix de chaque cargaison exportée. Le détail des commissions perçues en 2022 est présenté ci-dessous :

Tableau 42 : Détail des primes d'amodiation perçues en 2022 par la SOGUIPAMI / GBT

INTITULES	PERIODE	PERIODE	TOTAL USD	TOTAL GNF
DATES	20/06/2022	5/12/2022		
MONTANTS USD	28 500	80 000	108 500	1 382 232
COMMISSIONS BANQUES EN USD	140	400	543	0
MONTANTS NETS GNF	27 860	796 600	107 958	1 382 232

Source : SOGUIPAMI

- Droit de suite - CHALCO

La société CHALCO a lancé sa production d'essai de bauxite en 2021. Conformément aux termes de sa convention minière, CHALCO est tenue de verser à la SOGUIPAMI une redevance de 0,208 USD par tonne de bauxite, en compensation des droits d'acquisition de son permis d'exploitation. Le montant total perçu par la SOGUIPAMI pour l'année 2022 s'élève à 2,88 millions USD, soit l'équivalent de 31,75 milliards de GNF.

Nous présentons ci-dessous le récapitulatif des paiements effectués durant 2022 :

Tableau 43 : Droits de suite perçus par la SOGUIPAMI de CHALCO

INTITULES	Janv 2022	Fev 2022	Mars 2022	Avril 2022	Mai 2022	Juin 2022	Juillet 2022	Aout 2022	Septemb re 2022	Octobre 2022	Novembre 2022	Decembre 2022	Total usd	Total GNF
MONTANTS USD	249 473	162 695	339 550	492 065	159 362	291 201	232 909	147 394	114 847	147 206	262 253	292 248	3 641 018	31 746 243 489
COMMISSIONS BANQUES EN USD	1 247	813	1 698	2 460	797	1 456	1 165	737	574	736	131	1 461	18 205	
MONTANTS NETS	248 256	161 882	337 852	489 604	158 565	289 745	231 745	146 657	114 273	146 470	260 942	290 787	3 460 813	
QUANTITES BAUXITE EN TONNES SECHES	3 930 078	1 986 959	1 632 452	2 281 627	1 400 005	119 756	708 625	552 149	107 722	1 262 890	1 405 096	1 405 096	16 792 454	

Source : SOGUIPAMI

iii. Mandat de promotion

Dans le cadre de ses activités, la SOGUIPAMI contribue activement à la promotion du secteur minier guinéen en collaboration avec l'administration minière. Les coûts associés à ces initiatives sont partiellement pris en charge par la SOGUIPAMI. Ces efforts de promotion ont permis à la société d'établir des partenariats sur des permis miniers, générant des droits d'acquisition qui compensent les dépenses engagées. Nous présentons ci-dessous les conférences auxquelles la SOGUIPAMI a assisté durant l'exercice 2022 :

Tableau 44 : Liste des conférences et expositions auxquelles la SOGUIPAMI a participé

Evènements	Thèmes	Intérêts de la participation de la SOGUIPAMI
L'Expo 2020, la 2ème Edition du Guinea Investment Forum (GUIF) Dubaï 12 au 14 février 2022	2ème Edition du Guinea Investment Forum (GUIF) Thème : « La Guinée, source d'opportunité ». Les secteurs prioritaires du pays sur la scène internationale ont été mis en avant, ainsi que les opportunités d'Investissement en Guinée.	Faire la promotion de ses propres permis, nouer des partenariats et renforcer certains partenariats existants.
Forum Bauxite et Alumina de Miami Du 26 au 28 avril 2022	2 jours de networking et des discussions vitales sur les tendances mondiales en matière de production et de consommation de la bauxite.	Faire la promotion de ses propres permis, nouer des partenariats et renforcer certains partenariats existants.
Mining Indaba Cape Town, Afrique du sud du 09 au 12 mai 2022	Dans le cadre de la participation de la Guinée à la 28 ème édition de la plus grande conférence minière au monde (Mining Indaba).	Faire la promotion de ses permis miniers (Or N. 22270 et celui de diamant N.22307 ; La SOGUIPAMI a été pris comme modèle de société de gestion du patrimoine.
PDAC 2023 Prospectors & Developers Association of Canada, du 13 au 15 Juin 2022	2 jours de networking et des discussions vitales sur les tendances mondiales en matière d'exploration et de développement des minéraux.	Faire la promotion de ses propres permis, nouer des partenariats. Un partenariat a été noué avec l'ANARPAM de Mauritanie.
Conférence IBAAS Raipur (Inde), du 14 au 17 Septembre 2022.	10ème Edition de la conférence internationale sur la bauxite, l'alumine et l'aluminium (IBAAS). 3 thèmes essentiels ont été abordés : bauxite non métallurgique et alumine ; développement durable dans les mines et le recyclage des métaux non-ferreux.	La SOGUIPAMI en tant qu'acteur essentiel dans le développement et l'exploitation de la Bauxite en République de Guinée, une présentation a été faite par Mme Hadja Rayhanatou Diallo, Directrice Générale adjointe de la SOGUIPAMI.
IGF Forum Intergouvernemental sur l'Exploitation minière (Suisse) 07 au 10 Novembre 2022	18ème Assemblée générale annuelle de l'IGF du Forum intergouvernemental sur l'exploitation minière, les minéraux, les métaux et le développement durable. Un large éventail de discussions thématiques, de panels et d'ateliers ont exploré des	La SOGUIPAMI et le Ministère des Mines et de la Géologie ont représenté la Guinée.

Evènements	Thèmes	Intérêts de la participation de la SOGUIPAMI
Symposium Mines Guinée (SMG) 15 au 17 Novembre 2022.	sujets miniers importants sur les minéraux critiques et la transition vers le net zéro. 7ème Edition du Symposium Mines Guinée est une plateforme de concertation ouverte aux professionnels du secteur minier national et international avec pour objectif d'échanger sur les problématiques du secteur. Le thème principal retenu pour cette 7ème édition est : « Optimiser l'Industrie Minière pour Catalyser le Développement Socioéconomique de la Guinée ».	

i. Impôts et taxes versés

Selon les déclarations de la SOGUIPAMI, les paiements d'impôts et taxes au cours de l'exercice 2022 se détaillent comme suit :

Tableau 45 : Paiements effectués par la SOGUIPAMI en 2022

Flux	Montant GNF
Impôt sur les sociétés	10 104 706 117
Dividendes	10 000 000 000
Retenues sur les salaires	281 500 352
Versement forfaitaire sur les salaires	255 131 478
Contribution Foncière Unique (CFU)	37 350 000
Taxe sur la valeur ajoutée reversée	59 283 000
Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	39 537 392
Total	20 777 508 339

ii. Dividendes versés

Selon les états financiers et le rapport d'activité de la SOGUIPAMI pour l'exercice 2022, les capitaux propres de la société sont entièrement détenus par l'État. Au cours de cette période, la société a réalisé un bénéfice net de 80 060 311 316 GNF, reflétant une performance financière positive. En outre, la SOGUIPAMI a distribué des dividendes d'un montant de 10 000 000 000 GNF au profit du Trésor Public durant le même exercice⁶⁴.

iii. Garanties et financements reçus de l'Etat

Sur la base des informations reçues, aucune subvention ni garanties n'ont été accordées par l'ETAT à la SOGUIPAMI.

Transactions avec les entreprises extractives

Les revenus de la SOGUIPAMI au titre de l'exercice 2021, s'élèvent à 134 945 982 707 GNF et se détaillent comme suit :

Tableau 46 : Revenus de la SOGUIPAMI de l'exercice 2022⁶⁵

Sociétés	Chiffre d'affaire HT en GNF
SMB	83 450 551 215
CHALCO	34 808 043 572
CDM-CHINE	11 579 927 057
DADCO	2 217 985 972
WINING CS	866 004 764
GBT	1 382 232 080
AMR	641 098 047
	134 945 842 707

Dépenses sociales et environnementale

i. Dépenses sociales

La SOGUIPAMI n'a pas inclus les dépenses sociales dans sa déclaration ITIE pour l'année 2022. Cependant, elle joue un rôle crucial dans le développement social et communautaire local, conformément à sa politique de responsabilité sociétale des entreprises (RSE). La société soutient les compagnies minières dans la gestion de leurs relations avec les communautés locales.

Cet accompagnement se concentre sur plusieurs initiatives clés :

- Résolution des conflits communautaires : La SOGUIPAMI met en place un système d'alerte et de suivi en collaboration avec les sociétés minières et les communautés locales pour anticiper et résoudre les conflits de manière proactive.
- Respect du contenu local : La société veille à ce que les compagnies minières respectent les obligations d'emploi local et de développement des compétences au sein des communautés.
- Suivi des paiements : La SOGUIPAMI s'assure que les sociétés minières honorent leurs obligations de paiement, telles que les indemnisations, compensations, et taxes superficielles dues aux communautés.
- Programme d'investissement des revenus : La société met en œuvre un programme destiné à investir les revenus issus de l'exploitation minière dans des projets de développement communautaire.

⁶⁴ Rapport du commissaire aux comptes de l'exercice 2022 <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/02/rapport-CAC-SOGUIPAMI-2023.pdf>

⁶⁵ Rapport d'activité de l'exercice 2022 <https://soguipami.net/wp-content/uploads/2023/12/RAPPORT-D'ACTIVITES-2022-DE-LA-SOGUIPAMI2.pdf>

Les rapports des actions communautaires menées par la SOGUIPAMI sont disponibles sur le [site internet de la société](#).

ii. Dépenses environnementales

Selon la déclaration ITIE de la SOGUIPAMI, aucun versement au titre de la réhabilitation de l'environnement au sens de l'article 144 du Code Minier n'a été effectué en de 2022.

4.1.9 Fournitures d'infrastructures et accords de troc (Exigence ITIE 4.3)

4.1.9.1 Cadre Juridique

Selon les dispositions du Code minier, la réalisation des infrastructures de transport (chemin de fer, routes, ponts), portuaires et aéroportuaires nécessaires à l'activité minière en Guinée se fait par l'Etat ou dans le cadre d'un Partenariat Public-Privé (PPP). Les projets d'infrastructure sont soumis à un appel d'offres international compétitif⁶⁶.

Quel que soit le mode de financement, les infrastructures de transport à l'exception de l'outil de production, développées dans le cadre de la mise en valeur d'un Titre minier doivent être transférées à l'Etat gratuitement après la durée nécessaire à un juste retour sur investissement, à laquelle s'ajoute une période de cinq ans. La société minière conservera un droit prioritaire sur l'utilisation des infrastructures en question⁶⁷.

En ce qui concerne l'utilisation des infrastructures de transport de l'Etat, le code minier garantit l'accès aux entreprises minières aux mêmes tarifs que ceux appliqués aux citoyens Guinéens et autres personnes étrangères. En contrepartie, les sociétés minières devront prendre en charge toute réparation ou frais de remise en état des infrastructures résultant d'une utilisation excédant l'usure normale de ces installations.

4.1.9.2 Accord portant sur les infrastructures minières

Les seuls accords identifiés concernant des projets d'infrastructures liés au transport dans le secteur minier. Ces projets sont généralement réalisés soit par les sociétés pour leurs propres besoins d'exploitation, soit par l'Etat à travers l'ANAIM, qui met ensuite ces infrastructures à la disposition des sociétés contre une rémunération stipulée dans les conventions minières ou des accords spécifiques.

En 2015, des accords importants portant sur l'utilisation partagée des infrastructures de l'ANAIM ont été signés. Ils concernent notamment le chemin de fer reliant Kamsar à Sangarédi ainsi que le port de Kamsar, situés dans la région de Boké. Ces infrastructures seront désormais utilisées conjointement par la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG), la Compagnie de Bauxite et d'Alumine de Dian Dian (COBAD), contrôlée par Rusal, et Guinea Alumina Corporation S.A. (GAC), filiale d'Emirates Global Aluminium (EGA). Par conséquent, GAC et COBAD deviennent de nouveaux utilisateurs des infrastructures minières de l'ANAIM. Les premiers versements de loyers étaient attendus à partir de 2019, à collecter par la CBG et à transférer à l'ANAIM.

Les accords signés incluent :

- un contrat multi-utilisateur pour le chemin de fer, impliquant l'Etat guinéen, l'ANAIM, la CBG (en tant que concessionnaire et utilisateur), GAC, et COBAD, qui définit les modalités d'utilisation commune du chemin de fer de Boké ;

⁶⁶ Article 121 du code minier

⁶⁷ Article 121 du code minier

- un contrat d'opérations portuaires entre l'État guinéen, l'ANAIM, GAC et la CBG (comme concessionnaire) relatif à l'utilisation du port de Kamsar par GAC ;
- un accord portuaire entre l'État guinéen, l'ANAIM et GAC, spécifiant les droits de GAC concernant la conception, le financement, la construction et l'exploitation d'un nouveau quai minéralier au port de Kamsar ;
- un contrat d'infrastructures définissant les droits et obligations de GAC concernant l'accès, l'utilisation et l'extension des infrastructures existantes.

Afin de permettre l'utilisation partagée des infrastructures, la CBG, GAC et COBAD se sont engagées à financer l'augmentation de la capacité de ces infrastructures, qui restent la propriété de l'ANAIM. Selon la CBG, qui supervise ce projet, le coût s'élève à 200 millions USD, à répartir entre les trois utilisateurs selon leur capacité respective. Toutefois, les coûts des travaux engagés en 2021 pour cette augmentation de capacité n'ont pas été déclarés par l'ANAIM, ni par les utilisateurs.

Ainsi, les infrastructures sont mises à disposition par l'ANAIM pour répondre aux besoins d'exploitation des sociétés extractives, et génèrent une rémunération pour l'ANAIM, détaillée dans [la section 4.1.8.2.1](#). En revanche, ces accords ne comportent pas de ressources naturelles promises par le gouvernement, ni de licences d'exploration ou d'exploitation, d'exemptions fiscales, de programmes de remboursement ou de garanties de prêts.

À noter que l'ANAIM n'a pas confirmé l'existence de ressources naturelles promises ou de licences accordées dans le cadre de ces accords. De plus, ces derniers n'accordent pas d'exemptions fiscales, ne comprennent pas de programmes de remboursement ou de garanties de prêts, et ne peuvent donc pas être assimilés à des accords de troc au sens de l'exigence 4.3 de la Norme ITIE.

4.1.9.3 Projet du transport ferroviaire Winning Consortium Simandou Rail

WCS a remporté l'appel d'offres public pour le développement des blocs #1 et #2 du gisement de fer de Simandou le 12 novembre 2019, et a signé un accord appelé Convention de Base avec le gouvernement guinéen le 9 juin 2020, approuvé par l'Assemblée nationale le 26 juin 2020. Ensuite, Winning Consortium Simandou Rail (WCSR) a signé la Convention d'Infrastructure Ferroviaire pour l'exploitation de ces blocs le 12 novembre 2020, validée par l'Assemblée nationale le 23 novembre 2020. Ce même jour, un accord similaire a été signé pour Winning Consortium Simandou Port (WCSP) et approuvé également le 23 novembre 2020.

Le projet dans son ensemble devrait être achevé en environ cinq ans, tandis que les opérations d'extraction et de traitement du minerai sont prévues pour durer au moins 25 ans.

En vertu de l'article 2.5 de la Convention de Base signée le 9 juin 2020 entre la République de Guinée et Winning Consortium Simandou-SAU, il est stipulé que la société, en contrepartie de la concession minière, doit verser à l'État guinéen une compensation financière comprenant :

- Un montant principal de 100 millions de dollars américains ;
- Un montant supplémentaire de 2 millions de dollars américains, couvrant forfaitairement les frais de négociation du projet supportés par l'État.

Ces montants seront versés selon des modalités définies dans l'accord comme suit :

- 2 000 000 USD : 14) jours après la date de signature des conventions
- 40 000 000 USD (40%) : (14) jours à compter de la date d'entrée en vigueur
- 25 000 000 USD (25%) : Au plus tard au premier anniversaire de la date d'entrée en vigueur
- 25 000 000 USD (25%) : Au plus tard au second anniversaire de la date d'entrée en vigueur
- 10 000 000 USD (10%) : (14) jours à compter de la date d'entrée en vigueur des conventions ferroviaire et portuaire.

Il y a lieu de préciser que selon le point 2.7 de la convention de base, celle-ci entre en vigueur le lendemain de l'évènement, parmi les suivants, qui surviendra le dernier :

- L'octroi et l'enregistrement de la Concession Minière par Décret conformément aux termes de la présente Convention ;
- La signature de la présente Convention par les Parties ;
- La signature de la Convention Ferroviaire et de la Convention Portuaire par les personnes y faisant partie ;
- La ratification de la présente Convention, de la Convention Ferroviaire et de la Convention Portuaire par l'Assemblée Nationale ;
- La délivrance d'un avis juridique de la Cour Constitutionnelle de la République de Guinée sur la présente Convention de Base sur la convention Ferroviaire et sur la Convention Portuaire ;
- La publication au Journal Officiel du décret de promulgation de la loi de ratification de la Convention de Base, de la Convention Ferroviaire et de la convention Portuaire, signé par le Président de la République de Guinée.

Le 3 juillet 2020, un décret signé par le Président de la République de Guinée a déclaré que, conformément à la Loi L/2020/004/AN du 26 juin 2020, qui autorise la ratification de la Convention de Base entre la République de Guinée et Winning Consortium Simandou-SAU pour l'exploitation des blocs 1 et 2 du gisement de fer de Simandou, toutes les procédures liées à cette convention sont finalisées (<https://wcsglobal.com/fr/723.html>).

Le 12 novembre 2020, après l'approbation par le Conseil des Ministres du Gouvernement de la République de Guinée, les ministres des Mines, du Budget et des Transports ont officiellement signé, au nom du gouvernement guinéen, la Convention ferroviaire pour l'évacuation du minerai de fer des blocs 1 et 2 de Simandou ainsi que la Convention portuaire correspondante avec le Winning Consortium (<https://ums-international.com/fr/winning-consortium-simandou-signe-republique-de-guinee-conventions-portuaires-ferroviaires-projet-simandou/>). Sur cette base, il apparaît que le Trésor public aurait dû percevoir, au cours de la période 2020-2021, un montant de 67 millions USD, selon les termes suivants :

- Année 2020 : 2 000 000 USD + 40 000 000 USD = 42 000 000 USD
- Année 2021 : 25 000 000 USD
- Année 2023 : 25 000 000 USD + 10 000 000 USD = 35 000 000 USD

Toutefois, nous avons constaté que ces recettes n'ont pas été déclarées par le DGTCP, ni en 2020, ni en 2021 dans le cadre des rapports ITIE précédents. Aucun montant n'a été aussi déclaré en 2022 par la DGTCP.

4.1.9.4 Accord Cadre sur la Mise en Œuvre de la Coopération « Ressources minières contre prêts »

En septembre 2017, la Chine et la Guinée ont signé un accord cadre intitulé « Accord Cadre sur la Mise en Œuvre de la Coopération « Ressources minières contre prêts ». Cet accord prévoit que la Guinée octroie aux entreprises chinoises des droits d'exploitation sur des ressources telles que la bauxite, le minerai de fer, le pétrole et le gaz, en contrepartie de prêts accordés par des institutions financières chinoises pour soutenir des projets en Guinée, notamment :

- la construction d'infrastructures,
- le développement de capacités de production,
- la construction de parcs industriels ;
- la réalisation de projets visant à améliorer les moyens d'existence de base des citoyens.

Selon les termes de l'accord, les autorités visent à accélérer le développement économique et social à travers la construction de projets d'infrastructure tout en profitant de l'expérience technique et des moyens financiers de la Chine.

L'accord porte sur une durée de 20 ans (2017-2036) pour une enveloppe financière de 20 Milliards d'USD. L'accord inclut en annexe une liste de projets qui sera ajustée d'un commun accord pour tenir compte des besoins des deux parties.

Projets prioritaires de la première phase

- Projets de Développement de Ressources Minérales :
 - Projet d'exploitation de bauxites de Chalco à Boffa
 - Projet d'exploitation de bauxites de SPIC (Ex-CPI)
 - Projet d'exploitation de bauxites de CDM-Henan Chine
- Projets de construction des infrastructures et de coopération en matière de capacités de production :
 - Projet d'Extension du Port de Conakry
 - Projet de Réhabilitation de la Route Nationale No 1 : Tronçon Coyah-Mamou-Dabola
 - Projet de Reconstruction et de Réhabilitation de la Voirie Urbaine de Conakry
 - Projet de Construction de la Ligne Électrique d'Interconnexion de 225kV - section Linsan-Foumi
 - Réhabilitation et Extension d'une Université Régionale

Projets prioritaires de la deuxième phase :

- Projet d'Aménagement Hydroagricole
- Projet d'Habitat Social
- Réhabilitation et Extension de Trois Universités Régionales

Selon les termes de l'accord, les droits miniers seront accordés aux entreprises chinoises en conformité avec les lois et les règlements en vigueur.

Conformément à la lettre N° 82331/MMG/CAB/CEF/2020 du MMG, en réponse à la demande d'informations sur l'accord-cadre, il a été clarifié que « cet accord n'est pas un accord commercial entre deux parties mais plutôt un cadre général de coopération entre les deux États. Il vise un investissement réalisé dans le cadre d'un mécanisme de prêts faisant l'objet d'accords particuliers contraignants. Il est basé sur le financement des infrastructures socioéconomiques prioritaires (transport, énergie, éducation, etc..) dont le remboursement est assuré par des revenus miniers. Le montant de l'accord n'est pas un prêt contracté par la Guinée à la signature de l'accord, ni un troc ou la mise en garantie des gisements miniers. Il s'agit d'une série de prêts qui sont individuellement contractés sur une période indicative de 20 ans conformément aux procédures en vigueur, y compris la soumission au parlement. Ces prêts sont remboursés par les revenus de projets miniers qui sont mis en œuvre conformément au code minier avec des conventions négociées et soumis individuellement au parlement Guinéen ».

Le remboursement des financements pour la réalisation des infrastructures de la voirie de Conakry et la route nationale N° 1 Coyah-Dabola est assuré par les taxes minières sur l'extraction et la taxe à l'exportation des sociétés suivantes :

- SPIC (Ex CPI) ;
- CDM Henan Chine ; et
- Chalco Guinea Company.

Il est également précisé que cet accord-cadre n'octroie pas de concessions minières en échange de ressources financières. Les titres miniers attribués aux sociétés chinoises le sont dans le respect des dispositions du code minier.

La Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement, relevant du Ministère de l'Économie et des Finances, a fourni les informations sur l'état des prêts accordés en 2022 et leurs conditions.

Tableau 47 : Etat des prêts accordés en 2022

Montant	Date d'octroi	Projet Financé	Conditions	Entité chargée de remboursement	Garanties	Remboursement 2018 - 2022	Montant restant dû au 31/12/2022
328,927 millions d'euros	05/09/2018	Projet de route Coyah-Mamou-Dabola	Durée : 15 ans (4 ans délai de grâce) Taux d'intérêt : 2.5% Frais de gestion (*) : 0.5% Mode de remboursement : Compte d'engagement qui reçoit les recettes minières destiné au remboursement de la dette	C'est la BCRG qui donne l'ordre à la banque domiciliaire du compte, La banque publique chinoise Industrial and Commercial Bank of China (ICBC) de payer l'échéance	Recettes minières de la société CHALCO, HENAN DE CHINE, SPIC	Aucun remboursement (années couvertes par la période de grâce)	254,672 millions EUR
186,118 millions d'euros	05/09/2018	Projet de voirie urbaine de Conakry	Durée : 15 ans (4 ans délai de grâce) Taux d'intérêt : 2.5% Frais de gestion (*) : 0.5% Mode de remboursement : Compte d'engagement qui reçoit les recettes minières destiné au remboursement de la dette	C'est la BCRG qui donne l'ordre à la banque domiciliaire du compte, ICBC de payer l'échéance	Recettes minières de la société CHALCO, HENAN DE CHINE, SPIC	Aucun remboursement (années couvertes par la période de grâce)	95,587 millions EUR

Source : Direction Nationale de la Dette et de l'Aide Publique au Développement

4.1.10 Revenus provenant du transport (Exigence ITIE 4.4)

Le transport dans le secteur minier est assuré soit par les moyens propres des entreprises, soit en utilisant les infrastructures mises à disposition par l'ANAIM.

- Dans le premier cas, les activités de transport sont incluses dans celles des entreprises et leur fiscalité est implicitement prise en compte dans les revenus que l'État perçoit du secteur minier.
- Dans le second cas, l'ANAIM, en tant que propriétaire et gestionnaire des infrastructures de transport minier, fournit ces infrastructures pour acheminer les minerais des sites d'extraction aux ports. Les accords relatifs à cette utilisation et les revenus perçus par l'ANAIM sont détaillés dans la section 4.6.1.3 (a) du présent rapport.

Par ailleurs, l'article 137 du Code minier accorde à l'État un droit de transport maritime sur 50 % de la production destinée à l'exportation, à condition que les prestations soient comparables en termes de prix, délais, sécurité et assurance à celles des autres fournisseurs. Ce droit doit être exercé en notifiant la société par écrit avant la fin du premier trimestre de l'année pour la production de l'année suivante. Ce droit n'a toutefois pas été exercé en 2022.

L'année 2022 a également vu le lancement d'un projet ferroviaire. Winning Consortium Simandou Rail (« WCSR ») a signé une convention avec le gouvernement guinéen en novembre 2020 pour l'exploitation du minerai de fer de Simandou blocs #1 et #2. Ce projet prévoit la construction d'un

chemin de fer de 600 km reliant la mine à la côte guinéenne, avec une durée de construction estimée à cinq ans.

Tableau 48 : Principaux projets de transport en développement en 2022

Projets en développement		
Projet du transport ferroviaire Boffa-Boké	Le Consortium SMB-Winning	Le 29 mars 2019, le Consortium SMB-Winning a lancé les travaux de construction d'une nouvelle voie ferrée, reliant les gisements miniers de Santou et de Houda (préfecture de Télémélé) au terminal fluvial de Dapilon (préfecture de Boké). Ce projet vise à faciliter l'exploitation et l'évacuation de la bauxite des nouveaux gisements. La production initiale prévue en 2022 était de 10 millions de tonnes, avec une augmentation à 20 millions de tonnes en 2023 et 30 millions de tonnes en 2024. Cette ligne ferroviaire, d'une longueur de 135 kilomètres, comprend la construction de 23 ponts et de trois tunnels, avec un investissement estimé à 1,2 milliard de dollars. Elle fait partie d'un projet intégré qui inclut également la construction d'une raffinerie d'alumine dans la zone économique spéciale de Boké. En plus de son rôle dans le transport des ressources minières, ce projet vise à développer un corridor agricole, contribuant ainsi à la diversification économique de la Guinée.
Projet du transport ferroviaire Winning Consortium Simandou Rail	Winning Consortium Simandou Rail WCSR	Le projet ferroviaire de Winning Consortium Simandou (WCS) a franchi une étape majeure le 19 mars 2021 avec le lancement de la construction de la phase initiale du Tunnel de Kindia, dans le cadre du chemin de fer Simandou, essentiel pour l'exportation du minerai de fer. Ce tunnel, long de 11,6 km, sera le plus long tunnel ferroviaire non seulement de la Guinée mais aussi de toute l'Afrique de l'Ouest. Parallèlement, la construction du Tunnel de Mamou, d'une longueur de 9 km, a également commencé. Ces deux ouvrages sont des points de contrôle essentiels dans le projet global de transport ferroviaire du Simandou, qui vise à relier les gisements du sud-est du pays au port d'exportation. En plus de ces avancées techniques, le projet s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique entre Rio Tinto, Simfer, et Winning Consortium Simandou, avec l'objectif de développer plus de 600 kilomètres de voie ferrée multi-usages et des infrastructures portuaires. Ce développement s'accompagne de plusieurs accords visant à faciliter le transport des ressources du site minier aux ports d'exportation de Guinée, renforçant ainsi les capacités logistiques du pays.

Des informations supplémentaires ont été sollicitées auprès des agences gouvernementales sur l'avancement de la construction. Toutefois, aucune clarification fournie jusqu'à la date d'élaboration du présent rapport.

4.1.11 Contenu local

Selon l'exigence 6.1 (a) de la Norme ITIE 2023, lorsqu'il est requis par la loi ou un accord avec le gouvernement régissant les investissements dans le secteur extractif, les dépenses sociales substantielles des entreprises doivent être divulguées dans le rapport ITIE et, autant que possible, les transactions associées doivent être réconciliées.

La Lettre de Politique de Promotion du Contenu Local dans le Secteur Minier de Guinée a été adopté et publié par le ministère des Mines et de la Géologie en avril 2017⁶⁸. Ce document vise à maximiser les retombées économiques du secteur minier en renforçant les capacités locales, en encourageant le transfert de technologie et en promouvant l'utilisation de biens et services locaux. Elle ambitionne d'intégrer le secteur minier dans le développement économique du pays tout en soutenant les

⁶⁸ <https://www.invest.gov.gn/document/lettre-de-politique-de-promotion-du-contenu-local-dans-le-secteur-minier>

réformes réglementaires pour attirer les investissements. La mise en œuvre repose sur la collaboration entre acteurs publics et privés, garantissant des avantages partagés dans les projets miniers.

Le document souligne l'importance de promouvoir un contenu local robuste pour transformer les richesses minières en moteurs de développement durable. Ce contenu local concerne l'emploi, les biens et services nationaux dans la chaîne de valeur du secteur minier, qui reste la plus grande source de revenus pour le pays. L'objectif est d'augmenter la participation des entreprises locales et de réduire la dépendance vis-à-vis des entreprises étrangères dans les activités minières.

Le document traite des objectifs suivants :

- Le renforcement des compétences locales : formation des travailleurs guinéens pour répondre aux besoins du secteur minier, facilitant la montée en compétence ;
- L'accès aux marchés pour les entreprises locales : création d'opportunités commerciales pour les entreprises guinéennes afin qu'elles puissent fournir des services et produits essentiels aux sociétés minières ;
- La coopération internationale : tirer parti de l'expertise étrangère tout en veillant à ce que cela bénéficie à long terme à l'économie locale ;
- La responsabilisation des entreprises : les entreprises étrangères doivent contribuer au développement socio-économique en s'engageant à promouvoir l'embauche et l'utilisation de fournisseurs locaux, conformément aux lois guinéennes et aux normes internationales.

L'initiative repose sur l'idée que la croissance du secteur minier ne peut être durable que si elle est inclusive, créant un écosystème économique local diversifié et résilient. Le document met également en avant l'importance des infrastructures, du développement des capacités industrielles locales, et des projets socio-économiques pour les communautés touchées par les activités minières.

La lettre de politique de promotion du contenu local dans le secteur minier de Guinée prévoit bien la création d'un Comité de pilotage multipartite. Ce comité a pour objectif de coordonner et suivre la mise en œuvre de cette politique. Cependant, bien que la composition du comité soit effectivement mentionnée dans la lettre de politique, l'organisation et les modalités de fonctionnement du comité restent à préciser par un texte réglementaire qui, à ce jour, n'a pas encore été publié. Cette information est en cohérence avec les documents consultés, notamment ceux liés à la réglementation du contenu local dans le secteur minier en Guinée.

D'autre part le code minier a prévu les mécanismes et encouragements suivants :

- Préférence aux Entreprises Guinéennes
- Préférence aux travailleurs Guinéens
- L'approvisionnement local
- Convention de Développement Local

Préférence aux Entreprises Guinéennes

L'article 107 du Code minier stipule que le titulaire d'un titre minier ou d'une autorisation, ainsi que les entreprises sous-traitantes, doivent donner la préférence aux entreprises guinéennes, sous réserve que ces dernières offrent des conditions de prix, de qualité, de quantité et de délais de livraison équivalentes. Les sociétés minières doivent respecter un minimum de participation des entreprises locales, à savoir 10 % durant la phase d'exploration, 20 % pendant le développement, 15 % durant les cinq premières années d'exploitation, 25 % à partir de la sixième année et 30 % après la onzième année.

Chaque titulaire de titre minier est tenu de soumettre annuellement un rapport sur son recours aux PME/PMI guinéennes, qui doit être publié au Journal Officiel et sur le site Internet du Ministère des Mines. Cependant, ces rapports n'ont pas été rendus publics à ce jour.

Pour faciliter cette intégration du contenu local, la Bourse de sous-traitance et de partenariats (BSTP) a été créée en 2018. C'est une association multipartite sans but lucratif, opérant via une plateforme

en ligne qui met en relation les entreprises et les fournisseurs locaux afin de favoriser les partenariats dans différents secteurs d'activité

Préférence aux travailleurs Guinéens

En ce qui concerne l'emploi, l'article 108 du Code minier impose aux entreprises extractives d'accorder la priorité aux cadres guinéens qualifiés et de présenter un plan de formation pour leur permettre d'occuper des postes d'encadrement dans les cinq premières années suivant le début de la production commerciale. Elles sont également tenues d'employer exclusivement des Guinéens pour les emplois non qualifiés et de respecter des quotas en fonction de la catégorie des travailleurs et de la phase d'activité. Un rapport annuel sur l'emploi des Guinéens, détaillant les progrès réalisés, doit être soumis aux autorités compétentes, mais ces rapports n'ont pas non plus été publiés jusqu'à présent.

L'approvisionnement local

Concernant l'approvisionnement local, les entreprises doivent soumettre un plan de renforcement des capacités des PME/PMI guinéennes à fournir des biens et services utilisés dans l'industrie minière, en respectant les quotas définis à l'article 107 du Code minier.

Convention de Développement Local

L'article 130 du Code minier exige que les titulaires de titres d'exploitation signent une Convention de Développement Local avec les communautés locales. Cette convention doit être accompagnée d'une contribution financière destinée au développement économique local et inclure des engagements en matière de formation, protection de l'environnement et développement de projets à vocation sociale. La gestion de ce fonds, comme la convention elle-même, doit suivre des principes de transparence et être accessible aux communautés locales.

La Convention de Développement Local doit inclure, entre autres :

- les dispositions relatives à la formation de la Communauté locale et plus généralement des Guinéens,
- les mesures à prendre pour la protection de l'environnement et la santé de la Communauté locale, et
- les processus pour le développement de projets à vocation sociale.

Les principes de transparence et de consultation seront appliqués à la gestion du Fonds de Développement Économique Local ainsi qu'à toute Convention de Développement Local qui sera publiée et rendue accessible à la Communauté locale.

4.1.12 Principaux projets d'exploration dans le secteur minier durant 2022 (Exigence ITIE 3.1)

En 2022, la Guinée abritait plusieurs projets majeurs d'extraction et d'extension dans le secteur minier, dont les principaux sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Tableau 49 : Principaux projets en exploitation et en développement en 2022

Projet minier	Entreprise	Données sur le projet
Projet/entreprise en exploitation		
Démarrage de la production de la Société des Mines de Mandiana (SMM)	SMM : 15% Etat 85% MANAGEM	Entrée en production en 2021 de la Société des Mines de Mandiana - Production d'or en 2022 de 165 075 onces d'or ; - Exportation d'or en 2022 de 193 293 onces d'or.
SPIC	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT & DEVELOPMENT	Entrée en production en 2022 - Production de la bauxite en 2022 = 3,13 Mt - Exportation de la bauxite 2022 = 3,73 Mt
Poursuite du plan d'extension et d'augmentation de la capacité de la production et des	La Compagnie des bauxites de Guinée (CBG)	La production actuelle de la CBG avoisine 17 millions de tonnes de bauxite. La CBG a entrepris un vaste programme d'extension, en plusieurs phases, de ses capacités de production : - 1ère Phase va porter cette production à 19,5 millions de

Projet minier	Entreprise	Données sur le projet
installations dans le gisement de Sangarédi dans la région de Boké		tonnes par an à partir de 2018 ; - La 2ème phase, la production devrait atteindre 24,5 millions de tonnes à partir de 2022 ; - La 3ème phase puis 28 millions de tonnes à partir de 2027. La production de la CBG a atteint en 2022 18,28 Mt alors que les exportations sont de l'ordre de 16,24 Mt.
Usine de Russal Fria	Russal Friguia	- Production de l'alumine en 2022 = 0,336 Mt - Exportation de l'alumine 2022 = 0,317 Mt
Gisements de bauxite de Kindia	La Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK) est détenue à 100% par ROUSSKI ALUMINI	- Production de la bauxite en 2022 = 0,831 Mt - Exportation de la bauxite 2022 = 0,621 Mt
Gisements de bauxite de Boké - SMB	Société Minière de Boké (SMB) 10% Etat 90% Winning Alliance Ports, UMS International et Shandong Weiqiao	- Production de la bauxite en 2022 = 36,381 Mt - Exportation de la bauxite 2022 = 35,941 Mt
compagnie des bauxites de Dian Dian (COBAD SA).	Compagnie des bauxites de Dian Dian (COBAD SA) filiale de ROUSSKI ALUMINI	La Compagnie de Bauxite de Dian-Dian (COBAD), filiale de Rusal, est engagée dans le développement des gisements de bauxite dans la région de Dian-Dian en Guinée. Ayant obtenu sa convention de base en 2001, COBAD a officiellement commencé à exporter la bauxite de cette zone en juin 2018. Grâce aux ajustements autorisés par l'État guinéen, via l'annexe n° 11 de la convention signée en 2013, la société est également autorisée à utiliser le chemin de fer existant de l'ANAIM pour ses opérations logistiques. - Production de la bauxite en 2022 = 3,226 Mt - Exportation de la bauxite 2022 = 2,735 Mt
Bel Air Mining SA	15% Etat 85% groupe britannique Alufer Mining Limited	La société a identifié des plateaux riches en bauxite situés à environ 15 km de la côte à Cap Verga, dans la préfecture de Boffa, avec des réserves estimées à 146 millions de tonnes. La production a débuté en août 2018 avec un objectif initial de 5,5 millions de tonnes par an. La première phase a permis d'atteindre une capacité de production annuelle de 5 millions de tonnes, avec une expansion prévue pour doubler cette capacité à 10 millions de tonnes dans les cinq ans.
Gisement de bauxite de Boké - AMR	Alliance Minière Responsable (AMR) 15% Etat 85% actionnaires français	La société Alliance Minière Responsable (AMR), fondée par Romain Girbal et Thibault Launay, détient un permis d'exploitation de 150 km² dans la région de Boké, en Guinée. Le projet AMR a débuté en janvier 2018 grâce à un contrat d'amodiation avec la Société Minière de Boké (SMB). Ce partenariat a permis à AMR de bénéficier des infrastructures de SMB pour l'exploitation de bauxite dans la région, qui est un centre névralgique pour l'extraction de ce minerai. La capacité initiale de production d'AMR est estimée à 6 millions de tonnes par an, avec la possibilité d'étendre cette production à 10 millions de tonnes. En plus de ses activités d'extraction, AMR met un accent particulier sur le développement local. L'entreprise est active dans l'amélioration des infrastructures de base des communautés locales, telles que l'adduction d'eau et la réhabilitation des routes rurales. Elle soutient également des projets économiques durables, notamment dans l'artisanat et l'agriculture, pour garantir un développement socio-économique autonome dans la région - Exportation de la bauxite 2022 = 0,347 Mt
Gisement de bauxite de Boké - GDM	Guinée des Mines 100% actionnaires Guinéens	La Guinéenne des Mines (GDM), une société junior active dans la région de Boké, a commencé la production de bauxite en février 2018 suite à un partenariat avec la Société Minière de Boké (SMB). Sa capacité de production initiale était de 3 millions de tonnes par an, avec une possibilité d'expansion à 6

Projet minier	Entreprise	Données sur le projet
		millions de tonnes. GDM a également entrepris la construction d'un nouveau port minier à Boké, à environ 300 km de Conakry, pour améliorer ses capacités d'exportation
Gisement de bauxite de Boko-Telimele - CDM	CDM-Henan Chine	La société est entrée en production en août 2017. - Production de la bauxite en 2022 = 9,980 Mt - Exportation de la bauxite 2022 = 9,981 Mt
Mine d'or de Siguiri (SAG)	Société AngloGold Ashanti de Guinée (SAG) 15% Etat 85% société sud-africaine AngloGold-Ashanti	La société est en production depuis 1995 dans la préfecture de Siguiri. - Production d'or en 2022 = 328 699 onces - Exportation d'or en 2022 = 366 607 onces
Société Minière de Dinguiraye	La Société Minière de Dinguiraye (SMD) est filiale du groupe Nordgold	La Société Minière de Dinguiraye (SMD), exploitée par Nordgold, est principalement active dans la région de Dinguiraye, connue pour ses importantes réserves d'or. Le gisement principal de la société est la mine de Lefa, l'une des plus grandes en Guinée. Depuis son lancement, la SMD a mis l'accent sur le respect des normes environnementales et sociales, notamment par le biais de projets de reforestation pour compenser les impacts de ses activités sur les communautés locales. La capacité de production a été progressivement optimisée, avec une augmentation prévue des investissements pour moderniser ses infrastructures et améliorer ses capacités d'exportation. - Production d'or en 2022 = 188 835 onces - Exportation d'or en 2022 = 204 373 onces
Projet de développement d'une mine de bauxite avec une raffinerie d'alumine à Sangarédi	Guinea Alumina Corporation (GAC) une filiale à 100% d'Emirats Global Aluminium (EGA), société du gouvernement des Emirats Arabes Unis (EAU).	La Guinea Alumina Corporation (GAC) est un projet majeur d'exploitation de bauxite en Guinée, dirigé par Emirates Global Aluminium (EGA). Lancé en production commerciale en 2019, il est l'un des plus grands investissements industriels de la Guinée, avec un coût de développement de 1,4 milliard de dollars. Le projet comprend l'extraction de bauxite à Sangarédi, dans la région de Boké, avec des réserves de plus de 1,3 milliard de tonnes. Une partie de l'infrastructure inclut un port à Kamsar, ainsi qu'un réseau ferroviaire modernisé pour relier la mine au port. - Production de la bauxite en 2022 = 15,521 Mt - Exportation de la bauxite 2022 = 14,504 Mt
Poursuite des activités du projet minier de la société CHALCO Guinée à Boffa	15% Etat 85% Chalco Hong Kong A la phase transformation de la bauxite en alumine, la part de l'Etat dans le capital sera réduite à 5%	Chalco (Aluminium Corporation of China) a signé en juin 2018 une convention avec l'Etat guinéen portant sur le développement d'une chaîne de production intégrée, comprenant l'exploitation de la bauxite, la transformation en alumine, ainsi que la construction d'infrastructures pour l'évacuation des ressources des blocs bauxitiques de Boffa Nord et Sud. Le projet de Chalco est prévu en deux phases : - Première phase : Cette phase consiste en la construction d'une mine de bauxite avec une capacité de production de 12 millions de tonnes par an. Les travaux de construction ont commencé en novembre 2018, avec un investissement estimé à 585 millions USD. Le début de la production était initialement prévu pour 2021, bien que des ajustements puissent avoir eu lieu en raison de facteurs externes. - Deuxième phase : Chalco prévoit l'extension de ses opérations pour inclure une raffinerie d'alumine et d'autres infrastructures, ce qui permettra une transformation locale de la bauxite. L'intégration de ces infrastructures vise à renforcer les capacités de production et les exportations de la Guinée dans le secteur de la bauxite, essentiel à l'économie guinéenne. - Production de la bauxite en 2022 = 13,551 Mt - Exportation de la bauxite 2022 = 14,732 Mt
Projets en développement		

Projet minier	Entreprise	Données sur le projet
Projet de Mines de bauxite de Boké-Dynamic Mining	Dynamic Mining est filiale du groupe indien Jaguar Overseas	Dynamic Mining a signé en juin 2018 une convention minière avec l'État guinéen pour l'exploitation de la bauxite dans la zone de Boké. Ce projet, dénommé Bon Ami, prévoit une production initiale de 3 millions de tonnes par an, avec un investissement estimé à 138 millions de dollars américains. Une Étude de Faisabilité Définitive (DFS) a été finalisée, et les travaux de construction devaient débuter au quatrième trimestre de 2020, avec la première expédition de minerai prévue pour le quatrième trimestre de 2021. Toutefois, le projet a pris un peu de retard, en raison des défis techniques et économiques rencontrés. Selon des mises à jour récentes, Dynamic Mining continue de progresser dans la phase de construction. L'entreprise se concentre également sur le développement durable, en intégrant des pratiques responsables dans ses opérations minières, en conformité avec les normes internationales et les attentes de la communauté locale
Raffinerie d'Alumine de Debele et la Mine de Bauxite de Garafiri	Société des Bauxites de Guinée	La société a signé une convention minière en mai 2018 avec l'État guinéen pour le développement d'un projet intégré comprenant la construction et l'exploitation d'une raffinerie d'alumine et d'une mine de bauxite. Le projet prévoit une capacité initiale de production de 1,6 million de tonnes d'alumine par an pour la raffinerie et une capacité de production de 8 millions de tonnes de bauxite par an pour la mine, dont 5 millions seront transformées sur place en alumine, et 3 millions destinées à l'exportation. L'investissement total prévu pour le projet est estimé à 1,4 milliard USD, avec une durée de 25 ans pour l'exploitation et la transformation. La Société des Bauxites de Guinée (SBG), responsable de ce projet, avait projeté le début de la production commerciale en 2022, avec des infrastructures dédiées à l'exportation et à la transformation sur place.

4.1.13 Production (Exigence ITIE 3.2)

Production par substance

Selon les données communiquées par le BSD, la production minière par substance pour l'année 2022 se présente comme suit :

Tableau 50: Statistiques sur la production en 2022

Type du Produit	Unité	2022		2021(****)		Variation Quantité		Variation Valeur	
		Quantité en tonne	Valeur en milliards GNF	Quantité en tonne	Valeur en milliards GNF	Quantité	%	Milliards GNF	%
Bauxite(*)	Tonne	103 525 513	20 213	87 603 700	-	15 921 813	18%	-	-
Or(**)	Tonne	86	39 562	102	52 648	(16)	(16%)	(13 086)	(25%)
Alumine (***)	Tonne	336 100	1 292	409 870	1 009	(73 770)	(18%)	283	28%
Fer	Tonne	306 412	-	1 752 558	-	(1 446 146)	(83%)	-	-
Diamant (****)	Carats	113 848	75	273 321	121	(159 473)	(58%)	(46)	(38%)
Granite	M3	1 207 806	-	-	-	-	-	-	-
Latérite	M3	180 384	-	-	-	-	-	-	-
Calcaire	M3	328 185	-	-	-	-	-	-	-
Total			61 142		53 776	-	-	-	-

Source : BSD

(*) la valorisation du Bauxite est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par la CBG.

(**) la valorisation de l'or est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclarée par la SMD, la SMM et la SAG.

(***) la valorisation d'Alumine est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par FRIGUIA.

(****) la valorisation du Diamant est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par le BNE.

(*****) Rapport ITIE 2021 (pour l'or le taux de conversion once/gramme = 31,1035 tel que déclarée par la BSD)

- : Non communiqué

La bauxite connaît une augmentation notable de 18 % en quantité, passant de 87 millions de tonne en 2021 à 103 millions de tonnes en 2022, pour une valeur totale de 20 213 milliards de GNF.

En revanche, l'alumine et l'or ont montré une baisse marquée de 18 % et 16% respectivement, avec une réduction de 73 770 tonnes et 16 tonnes.

La situation est plus critique pour le fer et le Diamant, qui ont subi une chute de 83 % et 58 % respectivement en quantité.

Production par société

En 2022, la production minière en Guinée a été dominée par la bauxite, suivie par l'or et l'alumine.

Tableau 51 : Production par Société et par Type de Produit en 2022 en tonne

No.	Société	Quantité
1	SMB	36 381 407
2	CBG	18 279 755
3	GAC	15 520 521
4	CHALCO	13 550 991
5	CDM CHINE	9 980 000
6	COBAD	3 225 800
7	SPIC	3 133 238
8	CBK	830 991
	Autres	2 622 810
Totale Bauxite en tonne		103 525 513
9	SAG	10,22
10	SMD	5,87
11	SMM	5,13
12	GBG	0,48
13	GGE	0,92
14	R&R	0,02
15	NJMC	0,09
16	TRUSTACO	0,01
	Artisanales	63,48
Totale Or en tonne		86,24
17	FRIGUIA	336 100
Totale alumine en tonne		336 100

Source : déclaration ITIE

La production de bauxite en Guinée a été dominée par la Société Minière de Boké SA avec 36 381 407 tonnes, suivie de la Compagnie des Bauxites de Guinée (18 279 755 tonnes) et de la Guinea Alumina Corporation (15 520 521 tonnes). D'autres producteurs notables incluent Chalco Guinea Company SA (13 550 991 tonnes) et plusieurs autres sociétés avec des volumes plus modestes. En ce qui concerne la production d'or, la Société AngloGold Ashanti de Guinée a été le plus grand producteur avec 10,22 tonnes, suivie par la Société Minière de Dinguiraye (SMD) et la Société des Mines de Mandiana SA (SMM), avec respectivement 5,87 et 5,13 tonnes. Enfin, la production d'alumine a été réalisée par la Société d'Alumine Friguia avec 336 100 tonnes. Ces résultats

Figure 17: Production de bauxite par société

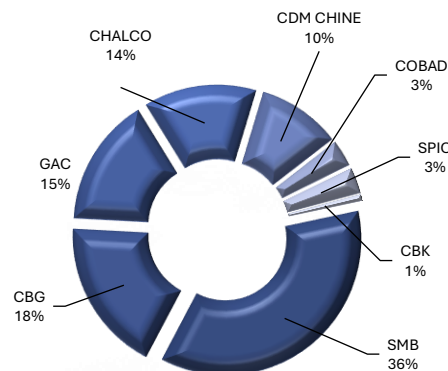
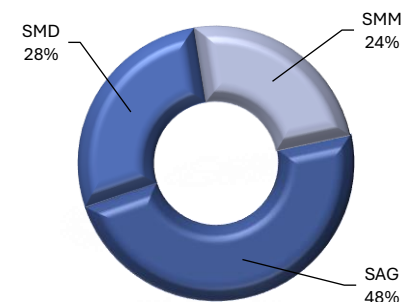


Figure 18: Production d'or par société



montrent une concentration importante de la production de bauxite, tandis que la production d'or et d'alumine reste significative mais plus modeste en comparaison.

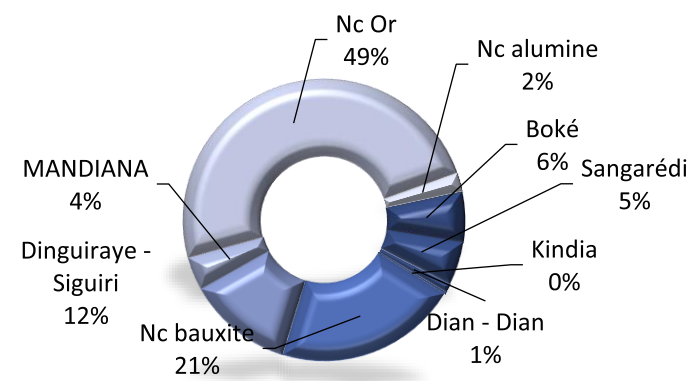
Production par région

Le tableau ci-dessous présente la production et la valeur en GNF des principaux produits miniers, à savoir la bauxite, l'or et l'alumine, pour différentes régions en 2022. Les valeurs sont calculées en fonction des quantités produites et du taux de change moyen utilisé pour la conversion en GNF.

Tableau 52: Production par région

Région	Unité	Quantité	Valeur en GNF
Boké	Tonne	18 279 755	3 569 111 810 045
Sangarédi	Tonne	15 520 521	3 030 372 934 383
Dian - Dian	Tonne	3 225 800	629 835 622 898
Kindia	Tonne	830 991	162 250 522 074
Nc	Tonne	65 668 446	12 821 726 886 707
Total Bauxite		103 525 513	20 213 297 776 107
Dinguiraye - Siguiri	Tonne	16,10	7 386 095 208 552
MANDIANA	Tonne	5,13	2 353 457 665 831
Nc Or	Tonne	65,00	29 819 639 040 739
Total Or		86,23	39 559 191 915 121
Nc	Tonne	336 100	1 292 015 626 904
Total Alumine		336 100	1 292 015 626 904

Figure 19: Valeur de production par région



La production de bauxite totalise 103 535 513 tonnes, avec une valeur de 20 213 297 776 107 GNF, la région de de Dinguiraye - Siguiri contribue le plus avec 12% du total de la production en valeur suivie de Boké avec 6%.

La production de l'or pour la période 2014-2022 se présente comme suit :

Tableau 53 : Production et exportation de l'or pour la période 2014-2022

	Production (Tonnes)				Exportation (Tonnes)			
	Industriel (*)	Semi-Industriel (*)	Artisanal (**)	Total	Industriel	Semi-Industriel	Artisanal	Total
2014	17,50	(*)	7,50	25,00	17,50	(*)	7,50	25,00
2015	14,62	(*)	2,38	17,00	14,62	(*)	2,38	17,00
2016	15,29	(*)	12,42	27,71	Nc	(*)	Nc	Nc
2017	17,75	(*)	25,94	43,69	17,49	(*)	NC	17,49
2018	15,10	(*)	10,13	25,22	15,15	(*)	10,13	25,27
2019	12,45	(*)	Nc	12,45	12,49	(*)	Nc	12,49
2020	12,15	(*)	Nc	12,15	12,30	(*)	Nc	12,30
2021	19,25	(*)	83,02	102,27	19,29	(*)	83,02	102,31
2022	21,23	1,52	63,48	86,24	23,77	1,41	63,48	88,66

Source : Rapport ITIE des années antérieures

(*) La désagrégation entre l'or Industriel et semi-Industriel n'est pas disponible.

(**) Rapport ITIE 2021 (le taux de conversion once/gramme = 31,1035 tel que déclarée par la BSD)

(***) La production du secteur artisanal est la résultante de la production totale après soustraction de la production industrielle et semi-industrielle

Rapprochement de la production

Le tableau ci-dessus présente un rapprochement des quantités de production déclarées par les sociétés minières et celles déclarées par les entités publiques.

Tableau 54: Rapprochement des Quantités de Production Déclarées par les Sociétés Minières et les Entités Publiques

No.	Sociétés	Type du Produit	PERMIS	Quantité	Unité	Type du Produit	PERMIS	Quantité	Qté
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE SA	Bauxite	Nc	36 768 523	Tonne	Bauxite	Nc	36 381 407	387 116
2	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE	Bauxite Séchée	Nc	18 281 325	Tonne	Bauxite	Nc	18 279 755	1 570
3	GUINEA ALUMINA CORPORATION	Nc	Nc	-	Tonne	Bauxite	Nc	15 520 521	(15 520 521)
4	CHALCO GUINEA COMPANY SA	Nc	Nc	13 550 964	Tonne	Bauxite	Nc	13 550 991	(27)
5	Compagnie du Développement des Mines Internationales Henan Chine SA CDM	Nc	Nc	-	Tonne	Bauxite	Nc	9 980 000	(9 980 000)
6	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	Nc	Nc	3 732 308	Tonne	Bauxite	Nc	3 133 238	599 070
7	COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	Bauxite AL2O3 44%	Nc	3 047 025	Tonne	Bauxite	Nc	3 225 800	(178 775)
8	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	Bauxite concassée	No A2001/040/DIGM/CPDM	713 849	Tonne	Bauxite	Nc	830 991	(117 142)
Autre société					Tonne	Bauxite		2 622 810	
Totale bauxite					Tonne			103 525 513	
9	SOCIETE MINIERE DE DINGUIRAYE (SMD)	Or	Nc	198 533	Oz	Or	Nc	188 835	9 698
10	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA SA (SMM)	Nc	Nc	-		Or	Nc	165 075	(165 075)
11	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG S.A)	Barres en Lingot d'or	NO 24	325 541	Oz	Or	Nc	328 699	(3 158)
Autre société					Oz	Or		2 089 316	
Totale Or					Oz			2 771 925	
12	SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)	N/a	N/a	-	N/a	Nc	Nc	-	-
13	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	Alumine	CONCESSION MINIERE 1973	339 701	Tonne	Alumine	Nc	336 100	3 601
Toale alumine					Tonne			336 100	
Autre société					m3	Calcaire		328 185	
Toale Calcaire					m3			328 185	
Autre société					m3	Latérite		180 384	
Toale Latérite					m3			180 384	
Autre société					m3	Granite		1 207 806	
Toale Granite					m3			1 207 806	
14	ASHAPURA				Tonne	Fer		304 390	
Toale Fer					Tonne			304 390	

Source : déclaration ITIE

4.1.14 Exportations (Exigence ITIE 3.3)

Exportation par société

Le tableau ci-dessus présente les quantités exportées déclarées par les sociétés minières pour la bauxite, l'or, l'alumine et le diamant.

Tableau 55 : Exportations Déclarées par les Sociétés Minières

N°	Sociétés	Quantité
1	SMB	35 941 353
2	CBG	16 240 180
3	CHALCO	14 731 630
4	GAC	14 503 531
5	CDM CHINE	9 880 670
6	SPIC	3 730 952
7	COBAD	2 735 066
8	CBK	621 054
	Autre société	3 904 032
	Total Bauxite en tonnes	102 288 468
9	SAG	11,40
10	SMM	6,01
11	SMD	6,36
	Autre société	64,89
	Total Or en Tonne	88,66
12	FRIGUIA	317 416
	Total alumine en tonnes	317 416
	Autre société	113 848
	Total Diamant en carats	113 848

Source : déclaration ITIE

Figure 20 : Exportation de bauxite par société

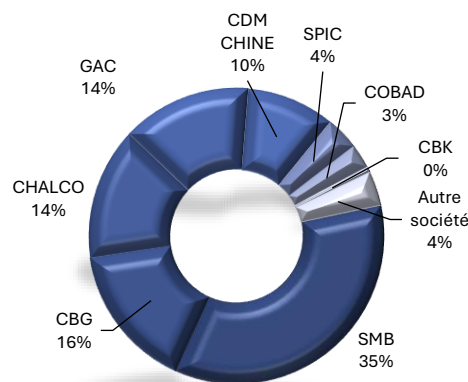
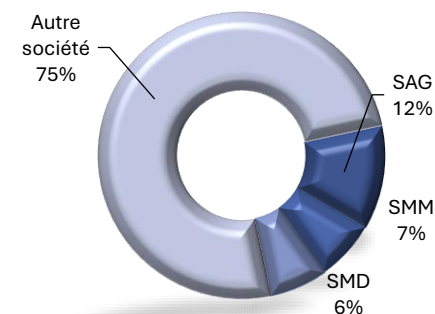


Figure 21 : Exportation d'or par société



En ce qui concerne la bauxite, la société SMB est la principale exportatrice avec 35 941 353 tonnes, suivie de CBG avec 16 240 180 tonnes. D'autres sociétés comme GAC et CHALCO exportent respectivement 14 503 531 et 14 731 630 tonnes.

Pour l'or, la société SAG se distingue avec 11,4 tonnes, suivie de SMD avec 6,36 tonnes et de SMM avec 6,01 tonnes.

En ce qui concerne l'alumine, la société Friguia a exporté 317 416 tonnes, tandis que le diamant a été exporté par d'autres sociétés à hauteur de 113 848 carats.

Exportation par entité acheteuse

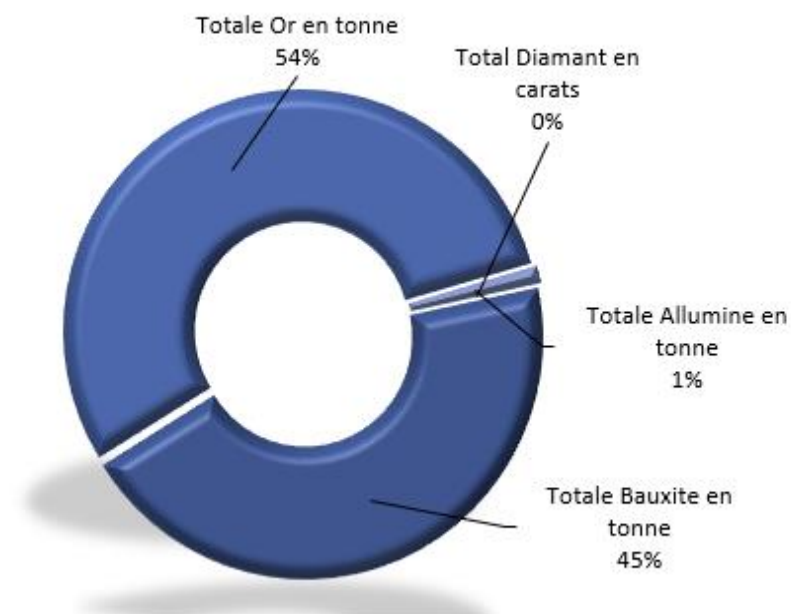
Le tableau ci-dessous illustre les principales entités acheteuses et les volumes de produits exportés depuis la Guinée, répartis en trois catégories : bauxite, or, et alumine :

Tableau 56 : Exportations par entité acheteuse et minerais en tonne

Entité acheteuse	Quantité	Valeur en milliard GNF
Bauxite en tonne		
ABM	36 768 523	13 189,860
ALCOA WORLD ALUMINA LLC	4 786 848	1 717,171
EMIRATES GLOBAL ALUMINIUM	4 029 787	1 445,593
API ALUMINUM & POWER INVESTMENT KONG) CO,.LIMITED	3 732 308	1 338,879
RIO TINTO ALCAN, INC.	3 119 401	1 119,013
RTI LIMITED	2 576 737	924,345
RIO TINTO FRANCE	1 169 722	419,611
DADCO ALUMINA AND CHEMICA	1 098 776	394,161
DADCO C/O RIO TINTO ALCAN	865 641	310,529
RTI	630 917	226,327
ALUMINA ESPANOLA, S.A.	490 726	176,037
DADCO C/O ALCOA	316 823	113,653
GUINEA	53 687	19,259
Nc	42 648 573	15 299,192
Totale Bauxite en tonne	102 288 468	36 693,629
Or en tonne		
Rand Refinery (South Africa)	9,27	4 684,102
MANATRADE	6,01	3 039,291
Fa-ON: GOLDS TRADING	2,14	1 080,533
EMIRATES MINTING FACTORY L.L.C	1,98	999,554
MKS Switzerland SA	0,91	459,741
GBF Gold Trading (Mansa)	0,61	309,168
Nc	67,74	34 240,433
Totale Or en tonne	88,66	44 812,823
Alumine en tonne		
RTI	317 416	957,625
Totale Allumine en tonne	317 416	957,625
Diamant en carats		
Nc	113 847,68	74,91
Total Diamant en carats	113 848	74,91
Total générale		82 538,99

Source : déclaration ITIE

Figure 22 : Exportations par type de produit



Bauxite : La bauxite constitue la majorité des exportations avec un total de 102 288 468 tonnes. Parmi les acheteurs, ABM se distingue comme le principal acquéreur avec 36 768 523 tonnes, représentant environ 37% des exportations totales de bauxite. Les autres entités importantes incluent ALCOA WORLD ALUMINA LLC (4 786 848 tonnes), EMIRATES GLOBAL ALUMINIUM (4 029 787 tonnes) et API ALUMINUM & POWER INVESTMENT (3 732 308 tonnes). Par ailleurs, une quantité significative de 39 280 989 tonnes est attribuée à des acheteurs non classifiés (NC), soulignant l'importance de clarifier ces transactions.

Or : Pour l'or, le total exporté s'élève à 88,66 tonnes. Rand Refinery (Afrique du Sud) est le principal importateur avec 9,27 tonne, suivi par MANATRADE 6,01 tonnes et Fa-ON: GOLDS TRADING avec 2,14. Ensemble, ces trois entités représentent plus de 80% des exportations d'or, consolidant leur rôle dominant dans ce secteur.

Alumine : L'alumine, avec une exportation totale de 317 416 tonnes, a pour unique acheteur identifié RTI, indiquant une concentration des exportations vers cette entité.

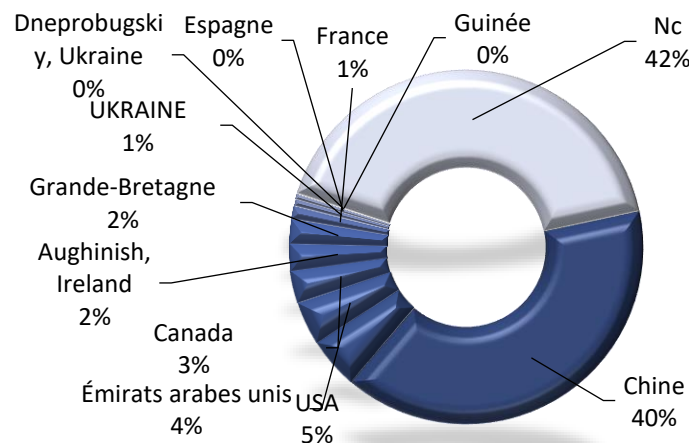
[Exportation par pays de destination](#)

Le tableau ci-dessous présente les exportations de produits miniers de la Guinée, réparties par pays destinataire et par type de produit (bauxite, or et alumine).

Tableau 57 : Exportations par pays destinataire et type de produit

Pays du destinataire	Quantité	Valeur en milliard GNF
Bauxite en tonne		
Chine	40 500 831	14 528,739
USA	4 786 848	1 717,171
Émirats arabes unis	4 029 787	1 445,593
Canada	3 119 401	1 119,013
Aughinish, Ireland	2 499 815	896,751
Grande-Bretagne	2 281 240	818,342
France	1 169 722	419,611
UKRAINE	630 917	226,327
Espagne	490 726	176,037
Dneprobugskiy, Ukraine	76 922	27,594
Guinée	53 687	19,259
Nc	42 648 573	15 299,192

Figure 23 : Exportation de bauxite par pays



Totale Bauxite en tonne	102 288 468	36 693,629
Or en tonne		
Afrique du Sud	9,27	4 684,102
Suisse	6,92	3 499,032
Emirats Arabes Unis	2,59	1 308,722
Guinée	2,14	1 080,533
Nc	67,74	34 240,433
Totale Or en tonne	88,66	44 812,823
Alumine en tonne		
Nc	317 416	957,625
Totale Allumine en tonne	317 416	957,62
Diamant en carats		
Nc	113 847,68	74,91
Total Diamant en carats	113 848	74,91
Total générale		82 538,99

Source : déclaration ITIE

Bauxite

La bauxite domine les exportations avec un total de 102 288 468 tonnes. La Chine se positionne comme le premier importateur avec 40 500 831 tonnes, représentant près de 41% des exportations totales. Les États-Unis (4 786 848 tonnes) et les Émirats Arabes Unis (4 029 787 tonnes) occupent respectivement la deuxième et la troisième position. Parmi les autres destinations notables figurent le Canada (3 119 401 tonnes), l'Irlande (2 499 815 tonnes) et la Grande-Bretagne (2 281 240 tonnes). Une part importante, soit 39 280 989 tonnes, est attribuée à des destinations non classifiées (NC), signalant un besoin de précision dans les données.

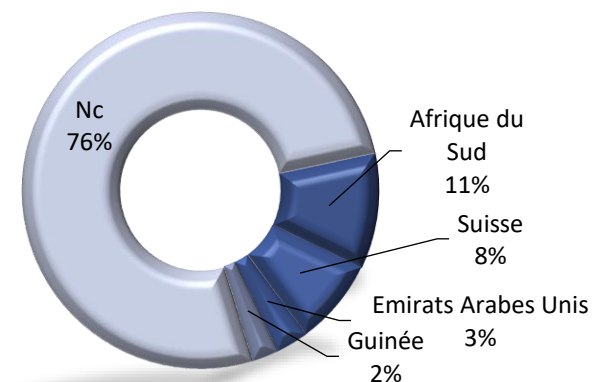
Or

Les exportations d'or atteignent un total de 88,66 tonnes. L'Afrique du Sud est le principal destinataire avec 9,27 tonnes, représentant environ 44% du total exporté. La Suisse suit avec 6,92 tonnes, tandis que les Émirats Arabes Unis en reçoivent 2,59 tonnes. Une part notable de 2,14 tonnes est destinée au marché local guinéen, reflétant une consommation intérieure significative.

Alumine

L'alumine affiche une exportation unique de 317 416 tonnes, entièrement destinée à une seule société RTI dont le nom du pays n'a pas été communiqué, montrant une forte concentration vers un seul partenaire.

Figure 24 : Exportation de l'or par pays



Exportations de diamant

Le tableau suivant présente les exportations de diamant pour la période 2014-2022 :

Tableau 58 : Exportation du Diamant pour la période 2014-2022

Année	Export (carats)	Valeur (USD)
2019	203 279	(*)
2020	136 072	8 327 279
2021	237 882	14 856 280
(**) 2022	113 848	8 758 138

(*) L'information n'est pas disponible

(**) la valorisation du Diamant est calculée sur la base du prix moyen d'exportation déclaré par le BNE.

Source : Bulletins Statistiques du MMG.

Rapprochement des exportations

Le tableau ci-dessus présente un rapprochement des quantités de l'exportation déclarées par les sociétés minières et celles déclarées par les entités publiques.

Tableau 59 : rapprochement des quantités de l'exportation déclarées par les sociétés minières et celles déclarées par les entités publiques

No.	Sociétés	Sociétés				Entité publique			Différences
		Type du Produit	PERMIS	Quantité	Unité	Type du Produit	PERMIS	Quantité	
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE SA	Bauxite	Nc	36 768 523	Tonnes	Bauxite	Nc	35 941 353	827 170
2	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE	Bauxite		16 096 568	Tonnes	Bauxite	Nc	16 240 180	(143 612)
3	GUINEA ALUMINA CORPORATION	Nc	Nc	-	Nc	Bauxite	Nc	14 503 531	(14 503 531)
4	CHALCO GUINEA COMPANY SA	Nc	Nc	13 528 996	Nc	Bauxite	Nc	14 731 630	(1 202 634)
5	Compagnie du Développement des Mines Internationales Henan Chine SA CDM	Nc	Nc	-	Nc	Bauxite	Nc	9 880 670	(9 880 670)
6	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	Nc	Nc	3 732 308	Nc	Bauxite	Nc	3 730 952	1 356
7	COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	Bauxite	Projet Dian-Dian	2 576 737	Tonnes	Bauxite	Nc	2 735 066	(158 329)
8	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	Bauxite	No A2001/040/DIGM/CPDM	630 917	Tonnes	Bauxite	Nc	621 054	9 863
Autre société					Tonne	Bauxite		3 904 032	
Totale bauxite					Tonne			102 288 468	
9	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG S.A)	Barres en Lingot d'or	NO 24	326 894 Oz	Or	Nc		366 607	(39 713)

No.	Sociétés	Sociétés				Entité publique			Différences Qté
		Type du Produit	PERMIS	Quantité	Unité	Type du Produit	PERMIS	Quantité	
10	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA SA (SMM)	Or	TRIK	193 292	Oz	Or	Nc	193 293	(1)
11	SOCIETE MINIERE DE DINGUIRAYE (SMD)	Or	Nc	198 825	Oz	Or	Nc	204 373	(5 548)
	Autre société				Oz	Or		2 086 294	
	Totale Or				Oz			2 850 567	
12	SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)	N/a	N/a	-	N/a	N/a	N/a	-	-
13	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	Alumine	Nc	317 413	Tonnes	Alumine	Nc	317 416	(3)
	Toale alumine				Tonne			317 416	
	Autre société				carats	Diamant		113 848	
	Toale Diamant				carats			113 848	
	ASHAPURA				Tonne	Fer		381 950	
	Toale Fer				carats			381 950	

Source : déclaration ITIE

Ce tableau récapitule les quantités produites et exportées de diverses substances minières en Guinée, en mettant en évidence les performances des principaux produits.

Tableau 60: Production et Exportation des Substances Minières en Guinée

Substances	Unités	Productions	Exportations
Bauxite	Tonnes	103 525 513	102 288 468
Alumine	Tonnes	336 100	317 416
Or Industriel	Tonnes	21,23	23,77
Or Semi industriel	Tonnes	1,52	1,40
Or Altisanal	Tonnes	63,48	63,48
Diamant	Carats	-	113 848
Granite	M3	1 207 806	-
Latérite	M3	180 384	-
Calcaire	M3	328 185	-

Source : BSD

Bauxite

La bauxite domine la production et l'exportation avec **103 525 513 tonnes** produites et **102 288 468 tonnes** exportées, soit un taux d'exportation de près de 99%. Ces chiffres confirment le rôle central de la Guinée comme l'un des principaux fournisseurs mondiaux de bauxite.

Alumine

Avec une production totale de **336 100 tonnes**, l'alumine est majoritairement exportée, atteignant **317 416 tonnes**, ce qui représente environ 94% de la production. Ces données témoignent d'une industrie orientée vers l'exportation.

Or

L'or se décline en trois catégories :

- **Or industriel** : Une production de **21,23 tonnes**, dépassée par les exportations qui s'élèvent à **23,77 tonnes**, suggérant que des stocks antérieurs ou des importations ont complété les quantités exportées.
- **Or semi-industriel** : Une production de **1,52 tonne** pour **1,40 tonne** exportée, avec un léger surplus restant localement.
- **Or artisanal** : Aucune production formellement enregistrée, mais des exportations importantes de **63,48 tonnes**, reflétant une activité minière artisanale informelle.

Diamant

Bien que la production ne soit pas documentée, les exportations atteignent **113 848 carats**, indiquant probablement une exploitation artisanale ou semi-industrielle.

Granite, latérite, et calcaire

Ces substances sont principalement destinées à une utilisation locale. Le granite affiche une production de **1 207 806 m³**, suivi de la latérite (**180 384 m³**) et du calcaire (**328 185 m³**), mais aucune exportation n'est signalée.

4.1.15 Paiements et transferts infranationaux

4.1.15.1 Transferts entre les entités gouvernementales

En vertu de l'arrêté conjoint n° 3057/MMG/MAF/CAB/SGG/2004, l'Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM) est tenue de reverser au Fonds d'Investissement Minier (FIM) une quote-part des loyers perçus auprès de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG). Cette disposition vise à assurer un financement transparent et équitable des projets de développement du secteur minier et des infrastructures associées, conformément aux objectifs définis par l'État guinéen.

Toutefois, il a été constaté qu'aucun transfert n'a été effectué par l'ANAIM au FIM depuis l'année 2022. Cette situation a été confirmée par les responsables du FIM, qui n'ont enregistré aucun versement correspondant à cette obligation durant la période concernée.

4.1.15.2 Affectation et transferts des revenus extractifs

Sur la base des déclarations ITIE, les affectations et transferts des revenus extractifs se présentent comme suit :

Tableau 61: Rapprochement des transferts et affectations

Affectations/transferts (En milliards GNF)	Montant théorique	Déclaration ITIE	Ecart	Commentaire
Revenus alloués aux fonds spéciaux				
Fonds d'investissement minier (FIM) (i)	85,03	15,85	69,18	
Revenus alloués aux collectivités locales				
Collectivités territoriales (ii)	N.A	9,15	N.A	
Contribution au développement local (iii)	N.A	6,75	N.A	
Transferts infranationaux (iv)	255,08	153,93	101,15	

i. Affectation au FIM

D'après les données de l'ITIE, le Fonds d'Investissement Minier (FIM) a enregistré des recettes de 15 850 340 100 GNF pour l'année 2022. Toutefois, la quote-part de 5 % qui aurait dû lui être attribuée s'élève à 85 026 293 730 GNF, ce qui correspond à un taux de recouvrement limité à seulement 18,64 %. Le calcul détaillé de ces montants est présenté ci-dessous :

Tableau 62: Affectation théoriques des fonds alloués au FIM

Taxes	Taux d'affectation	Taux d'affectation (Milliards GNF)
Droits fixes		35,07
Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)		540,64
Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)		34,43
Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)		0,0002
La taxe sur les Substances de carrières		4,38
Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)		1 086,01
total à répartir		1 700,53
Quote part théorique du Fonds d'Investissement Minier (b) = (a) * 5%	5%	85,03
Total recouvré par le FIM (c)		15,85
% de recouvrement (d) = (c) / (b)		19%

ii. Collectivités territoriales (paiements infranationaux)

La redevance superficielle, telle qu'établie par l'article 160 du Code minier, est perçue chaque année par les collectivités locales, proportionnellement à la surface occupée par le titre minier. Ce paiement se fait de manière officielle, lors d'une cérémonie publique en présence des habitants de la communauté, et est basé sur un avis de recouvrement émis par l'administration minière.

Le détail des paiements infranationaux, telle que déclaré par les collectivités locales, sont détaillés en annexe 13.

iii. Contribution au développement local

Selon les données ITIE, les contributions au développement local déclarées par les entreprises ont totalisé un montant de 73 778 619 438 GNF. Le détail des contributions par collectivité et par société se présente comme suit :

Tableau 63: Contribution au développement local par société

Collectivité bénéficiaire	Société	Taux d'affectation (GNF)
Boké	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	3 106 955 176
Bofa	SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	825 961 000
Dinguiraye	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	2 821 566 420
		6 754 482 596

iv. Transferts infranationaux

L'article 165 du Code minier stipule le transfert de 15 % des revenus provenant des droits fixes, de la taxe sur l'extraction des substances minières (hors métaux précieux), de la taxe sur la production industrielle ou semi-industrielle des métaux précieux, de la taxe sur les substances de carrières, ainsi que des taxes à l'exportation des substances minières (hors substances précieuses) et de la production artisanale d'or, en faveur des budgets locaux de l'ensemble des collectivités locales du pays.

L'arrêté conjoint fixant les modalités d'application de cet article a été publié en juillet 2018. L'année 2019 marque ainsi le début de la phase opérationnelle de l'ANAFIC et du FNDL.

Pour l'exercice 2022, un montant prévisionnel de 404 572 758 327 GNF a été inscrit au titre du FNDL dans la Loi de Finances⁶⁹. Cependant, selon les données ITIE mentionnées dans le présent rapport, le montant qui aurait dû être transféré au budget local s'élève théoriquement à 426,46 milliards GNF. Le détail de cette reconstitution théorique est présenté ci-après :

Tableau 64: Reconstitution et rapprochement des transferts infranationaux

Taxes	Taux d'affectation	Taux d'affectation (Milliards GNF)
Droits fixes		35,07
Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)		540,64
Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)		34,43
Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)		0,0002
La taxe sur les Substances de carrières		4,38
Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)		1 086,01
total à répartir		1 700,53
Transfert théorique (b) = (a) * 15% (art 165. Du Code minier)	15%	255,08
Abonnement FNDL (Loi des finances 2022)		404,57
Écart en valeur		-149,49
Écart en %		-59%

Selon son rapport d'activité 2022, l'ANAFIC a reçu en cours de 2022 sur le compte du FNDL, le paiement par le Trésor d'un montant de 153 931 181 605 GNF soit un taux de décaissement de 38%.

Tableau 65: Montant encaissé par l'ANAFIC au titre de la FNDL

Transfert	Montant en milliards GNF
Abonnement FNDL (LF 2022)	404,57
Montant réellement décaissé par le trésor	153,93

⁶⁹ <https://mbudget.gov.gn/wp-content/uploads/2022/09/Loi-L-2022-N%C2%B0-0009-CNT-PORTANT-LOI-DE-FINANCES-RECTIFICATIVE-POUR-LANNEE-2022.pdf>

La situation des montants reçus et transférés aux collectivités en 2022, se présente comme suit :

Tableau 66: Montant transférés aux collectivités locales par l'ANAFIC

Désignation	Montant en milliards GNF
Montant décaissé par le trésor au profit du FNDL	153,93
Montant transféré aux Collectivités locales	45,95
	30%

4.1.16 Déclaration des prêts et des garanties accordés

L'Exigence 2.6 de la Norme ITIE 2023 prévoit « Lorsque le gouvernement et les entreprises d'État ont accordé des prêts ou des garanties de prêts à des entreprises minières, pétrolières et gazières opérant dans le pays, les détails de ces opérations doivent être divulgués, y compris la durée et les conditions du prêt (c'est-à-dire le taux d'intérêt et le calendrier de remboursement). ».

Lors du processus de rapportage ITIE, aucune société n'a pas rapportée des données sur des prêts et des garanties accordées au niveau du formulaire de déclaration.

4.1.17 Dépenses quasi budgétaires (Exigence ITIE 6.2)

Exigence 6.2 de la norme ITIE 2023 stipule que : « Lorsque la participation de l'État dans les industries extractives génère des versements de recettes significatives, il est exigé des pays de mise en œuvre de prévoir les divulgations des entreprises d'État sur leurs dépenses quasi budgétaires. Le groupe multipartite doit élaborer un processus de déclaration en vue d'atteindre un niveau de transparence équivalent à celui des autres paiements et flux de recettes, et doit inclure les filiales des entreprises d'État ainsi que les joint-ventures. »

La définition convenue par le Comité de pilotage est la suivante : « Les dépenses quasi budgétaires se rapportent à des opérations commerciales ou non commerciales qui peuvent être réalisées par les sociétés d'État pour le compte de l'Etat impliquant l'augmentation du coût des activités de ces sociétés et se traduisant in fine par une baisse des dividendes et des impôts payés par ces sociétés. Il s'agit notamment de :

- Prestation de services non commerciaux (services sociaux) ;
- Financement d'infrastructures publiques ;
- Services de la dette publique et bonification d'intérêt ; et
- Subventions sous forme de vente des produits à perte ou à des prix inférieurs aux prix de marché.

Selon la déclaration de l'ANAIM, des dépenses quasi fiscales ont été rapportées, totalisant 15 408 634 133 GNF, avec la répartition suivante :

Tableau 67: Dépenses quasi fiscale l'ANAIM

Coûts des Accouchements & Césariennes	Frais de gestions logistique GE (Carburant, lubrifiant, entretien etc.)	Achat GE pour Filima à Kamsar	Frais réhabilitation forages et installation système solaire à Kolaboui
2 071 302 608	4 818 211 002	5 533 120 523	2 986 000 000

4.2 Contexte du secteur des hydrocarbures

4.2.1 Aperçu général du secteur des hydrocarbures et transition énergétique

Le secteur des hydrocarbures en Guinée est encore non exploité. Selon le Ministère des Mines et de la Géologie, plusieurs études sismiques ont été réalisées pour évaluer ces ressources, et des contrats d'exploration ont été signés avec des compagnies pétrolières internationales. Toutefois, aucune

production commerciale n'a encore démarré. La gestion du secteur est régie par la législation nationale, incluant le Code pétrolier.

La Guinée ne figure pas parmi les pays producteurs de pétrole. Son potentiel pétrolier repose sur 22 blocs d'exploration situés dans la partie occidentale du territoire. Depuis 1977, seuls trois forages offshore y ont été réalisés, avec des résultats peu concluants.

D'après les données issues du dernier découpage effectué par WesternGeco en septembre 2010, l'offshore guinéen comprend 22 blocs couvrant une superficie d'environ 92 000 km². Pour l'année 2022, il est établi qu'aucune activité pétrolière n'était en cours en Guinée.

4.2.2 Cadre juridique et institutionnel (Exigence ITIE 2.1)

Cadre juridique

Le secteur des hydrocarbures en Guinée est encadré par plusieurs lois et décrets, dont :

- La Loi n° L/2014/034/AN portant Code Pétrolier ;
- Le Décret D-2021-0170-PRG-CNRD-SGG créant la Société Nationale des Pétroles (SONAP) ;
- Le Décret n° D/2018/325/PRG/SGG définissant les modalités d'application du Code Pétrolier.

D'autres lois et textes régissent ledit secteur en Guinée, dont on cite :

- Le Code Général des Impôts ;
- Le Code de l'Environnement (Décret D/2019/221) ;
- La Loi L/2015/007/AN portant Code des Douanes.

Selon le Code Pétrolier de 2014, l'État a la possibilité de conclure des contrats pétroliers avec des demandeurs. Ces contrats confèrent à l'entreprise sélectionnée le droit exclusif d'explorer et d'exploiter des ressources pétrolières dans un périmètre spécifié. Ce droit est valable indéfiniment en profondeur, permettant ainsi des activités de recherche continue. En cas de découverte jugée commercialement viable, l'exploitation ne peut commencer qu'après l'approbation du plan de développement par le Ministre des Hydrocarbures.

Ce cadre légal vise à réguler l'industrie pétrolière tout en garantissant que les ressources naturelles soient exploitées de manière responsable et durable. En outre, il souligne l'importance d'une collaboration entre l'État et les investisseurs privés, favorisant ainsi un environnement propice à l'attraction d'investissements étrangers. L'approche de la Guinée s'inscrit dans une tendance plus large observée dans plusieurs pays riches en ressources, où les gouvernements cherchent à maximiser les bénéfices économiques tout en protégeant l'environnement et en assurant un partage équitable des ressources.

D'après l'article 22 du Code Pétrolier de 2014, la Guinée ne reconnaît qu'un seul type de contrat pétrolier, à savoir le contrat d'exploration et de partage de production (CEPP), conforme aux normes de l'industrie pétrolière internationale. Chaque contrat est limité à un unique bloc. Les appels d'offres et les négociations directes doivent se faire sur la base d'un « contrat pétrolier type », qui doit être établi par décret du Président de la République. Cependant, il convient de noter qu'aucun texte officiel précisant le contenu de ce contrat type n'a été observé dans la pratique en Guinée.

Réformes

En 2022 et d'après les informations reçues, nous n'avons pas été informé de réformes de loi ou de règlements concernant le secteur des hydrocarbures.

Cadre institutionnel

Selon le code pétrolier de 2014, le cadre institutionnel du secteur des hydrocarbures se présente comme suit :

- **Ministère des Hydrocarbures** : Le Ministère des Hydrocarbures est responsable de la conception, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans le secteur des hydrocarbures. À ce titre, ses missions principales incluent :
 - Définir la politique nationale relative à l'exploitation des ressources en hydrocarbures.
 - Superviser l'Administration Pétrolière.
 - Présenter au Président de la République, sur proposition de l'Administration Pétrolière, les projets de décrets d'application du code pétrolier pour promulgation.
 - Prendre des décisions et émettre des instructions concernant les procédures d'attribution des droits pétroliers conformément aux dispositions du code pétrolier.
 - Signer, conjointement avec le Ministre des Finances, les contrats pétroliers au nom de l'État.
 - Délivrer les approbations et autorisations requises par le code pétrolier et les dispositions spécifiques des contrats pétroliers.
 - S'assurer que les ministères et services concernés délivrent rapidement les approbations nécessaires pour éviter tout retard dans les opérations pétrolières.
 - Promouvoir la bonne gouvernance et la transparence dans le secteur des hydrocarbures.
 - Accomplir toutes les actions explicitement attribuées par le code pétrolier.
- **Société Nationale des Pétroles (SONAP)** : La SONAP est responsable de l'application de la politique gouvernementale dans le secteur pétrolier aussi bien en amont qu'en aval.

Pour le secteur Amont :

- Promouvoir le développement des activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures.
- Examiner les programmes de travaux, ainsi que les plans de développement, de production ou de réhabilitation des sites.
- Gérer les droits pétroliers en assurant le respect des dispositions du code pétrolier et des engagements contractuels.
- Organiser les appels d'offres et les négociations directes liés aux contrats pétroliers.
- Réaliser, pour le compte de l'État, des travaux géologiques et géophysiques.

Pour le secteur Aval :

- Délivrer les documents relatifs à l'attribution, au renouvellement, à la suspension, au retrait ou à la rétrocession des licences d'importation et de distribution des produits pétroliers, ainsi que pour l'ouverture de stations-service.
- Assurer le bon fonctionnement du système de péréquation pour l'homologation des prix à l'échelle nationale.
- Évaluer les besoins infrastructurels et logistiques du pays en matière de capacités de stockage à court, moyen et long terme.
- Renforcer la capacité de stockage nationale en produits pétroliers et s'impliquer dans des projets de construction de raffineries et d'autres installations pétrolières et gazières.
- Promouvoir la bonne gouvernance et la transparence dans le secteur des hydrocarbures.

4.2.3 Cadre fiscal du secteur des hydrocarbures (Exigence ITIE 2.1)

En plus des paiements des taxes et impôts relatifs au droit commun, les sociétés détentrices d'un contrat pétrolier sont tenues de s'acquitter des droits et taxes sectoriels stipulés par le Code Pétrolier de 2014, notamment:

- Après avoir déduit la part réservée au Cost-Oil, le reste de la production totale d'hydrocarbures, connu dans l'industrie sous le terme de « profit oil », est partagé entre l'État et le titulaire selon les modalités spécifiées dans le contrat. Ce dernier précise si le partage s'effectue avant ou après impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Le pourcentage de partage peut être constant ou varier en fonction d'une échelle liée à des volumes de production cumulés ou journaliers, ou encore en fonction des niveaux de rentabilité du projet (taux de rendement).

- **Impôt sur les sociétés :** Les Contractants sont soumis à l'impôt sur les sociétés pour les opérations pétrolières qu'ils effectuent sur le territoire national, tel que défini dans le Code Général des Impôts, sous réserve des dispositions spécifiques du chapitre applicable aux opérations pétrolières (Article 77 du Code pétrolier).
- **Redevances superficielles :** Les Contractants doivent verser des redevances superficielles annuelles, calculées en fonction de la superficie du périmètre contractuel à la date d'échéance de chaque paiement. Ces redevances ne sont ni déductibles dans le calcul de l'impôt sur les sociétés mentionné à l'article 77 du Code pétrolier, ni considérées comme un coût pétrolier recouvrable. Le contrat pétrolier précise le taux, l'assiette et les modalités de paiement des redevances superficielles.
- **Bonus de signature et de production :** Le contrat pétrolier peut inclure une clause stipulant que le Contractant doit verser un bonus de signature à la date d'entrée en vigueur du contrat. Par ailleurs, les Contractants doivent payer des bonus de production lorsque la quantité d'hydrocarbures produite atteint des seuils définis dans le contrat. Ces bonus ne sont ni déductibles pour le calcul de l'impôt sur les sociétés visé à l'article 77 du Code pétrolier, ni considérés comme des coûts pétroliers recouvrables.
- **Contribution annuelle pour la formation du personnel de l'Etat et la promotion du secteur pétrolier :** Les Contractants sont également tenus de verser une contribution annuelle destinée à la formation et au perfectionnement du personnel de l'État, ainsi qu'à la promotion du secteur pétrolier. Le montant de cette contribution et les modalités de son recouvrement sont établis par le contrat pétrolier. Cette contribution est déductible pour le calcul de l'impôt sur les sociétés mentionné à l'article 77 du Code pétrolier, et constitue un coût pétrolier recouvrable.

4.2.4 Octroi et transfert des permis des hydrocarbures (Exigence ITIE 2.2)

a) Octroi de licences des hydrocarbures

Les procédures d'attribution et de gestion des contrats pétroliers sont définies par les articles 18 et 19 du Code Pétrolier.

L'article 12 du décret n° D/2018/325/PRG/SGG, portant sur les modalités d'application de la loi L/2014/034/AN du 23 décembre 2014 relative au Code Pétrolier de la République de Guinée, précise que les critères de qualification des soumissionnaires, conformément à l'article 18 du Code Pétrolier, seront détaillés dans le cahier des charges.

En 2022, il est constaté qu'aucune activité pétrolière n'a eu lieu en Guinée, et qu'aucun contrat pétrolier n'a été signé, renouvelé ou transféré.

b) Modalités d'attribution des licences

L'attribution des Contrats Pétroliers

Un contrat pétrolier est attribué et conclu à la suite d'une procédure d'appel d'offres international, conformément aux dispositions de l'article 19 du Code Pétrolier. Toutefois, dans des circonstances exceptionnelles motivées par l'intérêt national, il est possible de déroger à cette procédure, et un contrat pétrolier peut être attribué et conclu par voie de négociation directe. Cette dérogation est décidée par décret du Président de la République, sur proposition motivée du Ministre en charge des Hydrocarbures, suivant la recommandation de l'Administration Pétrolière. Le décret précise les blocs concernés, l'identité des demandeurs ainsi que les raisons pour lesquelles la procédure d'appel d'offres international n'a pas pu être suivie. Ce décret est publié sur le site internet de l'Administration Pétrolière et dans deux journaux nationaux avant l'ouverture des négociations. La procédure de négociation directe doit respecter les dispositions de l'article 20 du Code Pétrolier. Que ce soit pour un appel d'offres ou une négociation directe, le processus s'appuie sur un contrat

pétrolier type, approuvé préalablement par décret du Président de la République et publié sur le site internet de l'Administration Pétrolière.

La qualification des demandeurs

Conformément à l'article 18 du Code Pétrolier, toute société souhaitant obtenir un contrat pétrolier, que ce soit dans le cadre d'un appel d'offres ou par négociation directe, doit satisfaire aux conditions de qualification définies dans des directives élaborées par l'Administration Pétrolière et approuvées par arrêté du Ministre en charge des Hydrocarbures. Ces directives précisent les critères de qualification que les demandeurs doivent respecter et la documentation à fournir dans les domaines suivants :

- la qualification technique ;
- la qualification financière ;
- la qualification qualité-hygiène-santé-sécurité-environnement ; et
- la qualification juridique portant sur l'organisation de la société et l'identité de ses administrateurs, directeurs et actionnaires.

Toutefois, les critères détaillés pour chaque qualification ne sont pas spécifiés. Les directives indiqueront les niveaux de compétence, d'expérience et autres exigences pour les sociétés prenant le rôle d'Opérateur, ainsi que pour les sociétés partenaires sans rôle technique, en tenant compte de la localisation et des spécificités de chaque bloc.

La procédure de qualification peut être intégrée à l'appel d'offres ou préalable à celui-ci. Les directives peuvent également prévoir des frais à la charge des demandeurs en cas de procédure de qualification distincte de celle de l'appel d'offres.

(i) La procédure d'appel d'offres⁷⁰

Tout appel d'offres est lancé sur proposition du Ministre en charge des Hydrocarbures, par décret du Président de la République, publié sur le site internet de l'Administration Pétrolière et indiquant les blocs concernés. L'Administration Pétrolière élabore un cahier des charges, soumis à l'approbation du Ministre en charge des Hydrocarbures, qui définit les procédures, les délais, ainsi que les conditions de l'appel d'offres, incluant les critères de qualification, les modalités de soumission et d'évaluation des offres, les éléments soumis à offre et leur pondération, les critères de sélection, et le modèle de contrat pétrolier approuvé conformément à l'article 17 du Code Pétrolier, que l'adjudicataire devra signer. Pour la préparation du cahier des charges, l'Administration Pétrolière sollicite l'avis du Ministère des Finances, du Ministère de l'Environnement et de tout autre ministère concerné. Une fois approuvé, le cahier des charges est publié, avec ses annexes, sur le site internet de l'Administration Pétrolière, ainsi que dans les médias nationaux et internationaux. Le Ministre en charge des Hydrocarbures désigne, sur proposition de l'Administration Pétrolière, une commission d'évaluation des offres composée de cinq (5) à sept (7) membres, dont au moins deux fonctionnaires (un représentant de l'Administration Pétrolière et un représentant du Ministère des Finances) et un représentant de l'ITIE-Guinée. Après réception du rapport de la commission, le Ministre en charge des Hydrocarbures invite l'adjudicataire à signer le contrat pétrolier.

(ii) Les négociations directes⁷¹

Dans le cadre d'une négociation directe, conformément à l'article 17 du Code Pétrolier, le Ministre en charge des Hydrocarbures nomme, sur proposition de l'Administration Pétrolière, une équipe de négociation composée de trois (3) à cinq (5) membres, dont un représentant de l'Administration Pétrolière, un fonctionnaire du Ministère des Finances et un fonctionnaire du Ministère de la Justice. Chaque membre de l'équipe de négociation est désigné par le ministre compétent de son ministère. Les négociations sont menées par cette équipe, sous la supervision de l'Administration Pétrolière, sur la base du contrat type en vigueur, et ne peuvent concerner qu'un seul bloc à la fois. À l'issue des négociations, l'Administration Pétrolière soumet au Ministre en charge des Hydrocarbures le projet

⁷⁰ Article 19 du code pétrolier

⁷¹ Article 20 du code pétrolier

de contrat pétrolier accompagné d'un rapport détaillé comprenant une recommandation, mettant en évidence les différences entre le projet de contrat et le contrat type, ainsi que les raisons de ces divergences. Ce rapport doit être publié sur le site internet de l'Administration Pétrolière au moins trente (30) jours avant la signature du contrat pétrolier.

D'après les clarifications apportées par la SONAP, aucun contrat pétrolier n'a été signé en 2022.

c) Modalités de transfert des licences

Les intérêts, droits et obligations découlant d'un Contrat Pétrolier peuvent être cédés et transférés, en tout ou en partie, sous réserve de l'approbation préalable du Ministre en charge des Hydrocarbures. Le cessionnaire doit répondre aux mêmes conditions que celles exigées pour l'obtention du titre objet de la cession. Le projet d'accord de cession est soumis à l'Administration Pétrolière pour validation par le Ministre en charge des Hydrocarbures. En dérogation à cette règle, les cessions d'intérêts entre une société constituant le Contractant et une société affiliée, ainsi que celles effectuées entre sociétés constituant le Contractant, doivent simplement être notifiées à l'Administration Pétrolière, conformément aux modalités prévues dans le Contrat Pétrolier.

d) Octrois, renouvellement et transferts

Aucun Contrat pétrolier n'a été signé, renouvelé ou transféré (Absence d'activité pétrolière en Guinée en 2022).

4.2.5 Registre public des permis et contrats des hydrocarbures (Exigence ITIE 2.3)

L'article 119 du Code Pétrolier stipule l'obligation de tenir un registre des droits pétroliers, qui doit indiquer, pour chaque droit, le nom et l'adresse des contractants et autres détenteurs, la durée, la zone concernée ainsi que des informations sur l'identité des titulaires. Ce registre est accessible à toute personne en faisant la demande.

En pratique, les informations mentionnées sont disponibles et consultables auprès du MMG ou de la SONAP. Par ailleurs, la carte des blocs pétroliers onshore et offshore est publiée sur le site web du [SONAP](#).

4.2.6 Les contrats pétroliers (Exigence ITIE 2.3)

Le Contrat Pétrolier est signé au nom et pour le compte de l'État par le Ministre en charge des Hydrocarbures et le Ministre en charge des Finances. En aucun cas, les dispositions du Contrat Pétrolier ne doivent être contraires à celles du Code Pétrolier. Le Contrat est d'abord soumis à la Cour Suprême pour vérifier sa conformité avec le droit en vigueur, puis transmis à l'Assemblée Nationale pour ratification. La ratification est officialisée par un décret du Président de la République et publiée au Journal Officiel de la République.

Conformément à l'article 21 du Code Pétrolier, tout Contrat Pétrolier, y compris ses annexes, doit également être publié sur le site internet de l'Administration Pétrolière dans les dix (10) jours suivant sa date d'entrée en vigueur. Ces dispositions s'appliquent également à tout avenant ou amendement au Contrat Pétrolier.

De plus, le Code Pétrolier prévoit la publication non seulement des contrats pétroliers, mais aussi :

- des amendements, accords de cession, avis de renouvellement, de retrait ou de résiliation de tout Droit Pétrolier, ainsi que de tout décret ou arrêté relatif à l'attribution, au renouvellement, à l'extension ou à la prorogation d'une Autorisation ;
- des études d'impact environnemental et social, des plans de gestion environnementale et sociale, ainsi que de tout avenant à ces études et plans ;
- et des contrats d'association auxquels l'État ou la SONAP est partie, ainsi que tout contrat de développement conjoint.

Il convient de souligner qu'il n'existe aucun contrat pétrolier en vigueur en Guinée en 2022.

4.2.7 Publication des permis et contrats pétroliers (Exigence ITIE 2.4)

D'après la confirmation reçue de la part de la SONAP, aucun contrat pétrolier n'est en vigueur en Guinée.

4.2.8 Participation de l'État dans le secteur des hydrocarbures (Exigence ITIE 2.6)

Les gisements ou accumulations naturelles d'hydrocarbures présents dans le sous-sol du Territoire National appartiennent exclusivement à l'État et ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'une appropriation privée. Conformément aux articles 46 à 48 du Code pétrolier de 2014, chaque Contrat Pétrolier intègre une clause accordant à l'État une option de participation, soit directement, soit par l'intermédiaire d'une Société Nationale, aux droits et obligations du contractant dans toute zone d'exploitation. Le Contrat Pétrolier précise les modalités d'exercice de cette option, ainsi que le pourcentage de participation que l'État peut acquérir, lequel ne peut être inférieur à dix pour cent (10 %).

Lorsqu'une telle participation est exercée, l'État ou la Société Nationale, ainsi que les autres entités constituant le Contractant, doivent signer un accord d'association définissant leurs droits et obligations respectifs. Cet accord régira également les règles de gestion et de supervision des opérations conjointes, incluant la création d'un comité de direction et la désignation d'un Opérateur.

En 2022, en l'absence d'un titre d'exploitation actif en Guinée, l'État ne détient aucune participation dans le secteur des hydrocarbures.

4.2.8.1 Participation de l'Etat dans le capital des sociétés pétrolières

La Société Nationale des Pétroles (SONAP)

La Société Nationale des Pétroles (SONAP) a été constituée en décembre 2021 par le Décret D-2021-0170-PRG-CNRD-SGG, en remplacement de la Société Nationale d'Importation de Pétroles (SONIP) et de l'Office National des Pétroles (ONAP). La SONAP est une Société Anonyme (SA), placée sous la supervision directe du Président de la République, conformément à la loi L/2017/056/AN du 8 décembre 2017, qui modifie certaines dispositions de la loi L/2016/075/AN du 30 décembre 2016 relative à la gouvernance financière des sociétés et établissements publics en Guinée. Son capital est entièrement constitué par l'apport de l'État.

Mission de la SONAP

Conformément aux articles 6 et 7 du décret de création, la SONAP a pour mission de concevoir, élaborer et mettre en œuvre la politique gouvernementale dans le secteur des produits pétroliers et dérivés. Ses principales attributions dans le secteur en amont incluent notamment

- la promotion des activités de recherche et d'exploitation des hydrocarbures ;
- la gestion des appels d'offres et des négociations de contrats pétroliers, en accord avec le code pétrolier ;
- l'examen des programmes de travaux, des plans de développement et de production ;
- la réhabilitation des sites et l'évaluation des budgets soumis par les détenteurs de Droits Pétroliers au gouvernement ;
- la gestion des Droits Pétroliers, en veillant au respect du Code pétrolier, de ses textes d'application et des dispositions contractuelles ; et
- la réalisation, pour le compte de l'État, de travaux géologiques et géophysiques.

Structure et organisation de la SONAP

D'après l'article 10 du décret de création, la SONAP s'appuie sur deux organes principaux pour accomplir sa mission :

- le Conseil d'Administration (CA), composé de 11 membres, un nombre qui peut être révisé à la hausse si le capital est ouvert aux investisseurs privés, comme prévu par l'article 12 du décret ; et
- la Direction Générale.

Le Président et les membres du Conseil d'Administration sont nommés par décret du Président de la République. Selon l'article 13, le mandat des administrateurs représentant l'État est de trois (3) ans, renouvelable une fois.

La gestion de la SONAP est assurée par un Directeur Général, un Directeur Général Adjoint, des directeurs techniques, ainsi que des bureaux régionaux et sections préfectorales responsables des produits pétroliers.

Rôle et Mandat

La SONAP a pour mandat de :

- collecter et commercialiser, pour le compte de l'État, la part de production d'hydrocarbures qui lui revient dans le cadre des contrats de partage de production, ainsi que de gérer, le cas échéant, la participation de l'État ;
- gérer la participation de l'État dans les droits et obligations découlant des contrats pétroliers ;
- réaliser tout travail géologique et géophysique pour le compte de l'État et fournir à l'administration pétrolière l'assistance technique requise."

4.2.8.2 Transactions liées aux Entreprises d'Etat

Les états financiers et le rapport d'activité de l'exercice 2022 de la SONAP n'ont pas été publiés. Une demande d'accès à ces informations a été adressée à la société. Cependant, malgré cette requête, aucune réponse n'a été reçue à ce jour, lors de la préparation du présent rapport.

Revenus de la SONAP

Les données sur la structure des revenus de la société ne sont pas disponibles.

Subventions, Prêts et garanties octroyées

La SONAP n'a pas rapporté des données sur des prêts et des garanties accordées au niveau du formulaire de déclaration.

Contrôle des comptes de la SONAP

Conformément à l'article 26 du décret portant création de la SONAP, le contrôle de ses comptes est assuré par un Commissaire aux Comptes Agréé, assisté d'un Commissaire aux Comptes suppléant, conformément aux dispositions de l'Acte uniforme de l'OHADA. Le rapport général pour l'exercice 2021 n'est toutefois pas disponible.

Contrôle de la gestion de la SONAP

Aux termes de l'article 25 du décret créant la SONAP, la société fait l'objet d'un contrôle régulier exercé par un représentant de la tutelle financière, analyste/évaluateur, chargé d'analyser et de suivre les risques, ainsi que d'évaluer les performances de la société, tout en garantissant la protection des intérêts patrimoniaux de l'État. Cet analyste/évaluateur remet des rapports périodiques au Ministre de la tutelle financière sur la situation économique et financière de la société.

En vertu de l'article 27 du même décret, en tant qu'entreprise publique, la gestion de la SONAP est également contrôlée par la Cour des comptes, qui peut, si nécessaire, engager une procédure de discipline budgétaire à l'encontre de ses dirigeants.

Transferts impliquant l'État/les entités étatiques infranationales

Les relations entre les entreprises d'État sont régies par la loi L/2017/056/AN du 08 décembre 2017, modifiant certaines dispositions de la Loi L/2016/075/AN du 30 décembre 2016, portant gouvernance financière des sociétés et établissements publics en République de Guinée.

Conformément à l'article 10 du code pétrolier, les revenus perçus au titre des partages (en nature ou sous forme de dividende) sont encaissables au compte unique du trésor public. Aussi, les revenus générés feront l'objet d'une publicité sans que le support de publicité ne soit spécifié.

Les parts revenant à la SONAP pour son fonctionnement seront fixées par arrêté du ministre en charge des finances.

Les rémunérations des services rendus par la SONAP sont fixées dans des conventions entre la SONAP et l'État signées au nom de ce dernier par le Ministre en charge des Hydrocarbures et le Ministre en charge des Finances. L'arrêté fixant les revenus de la SONAP n'a pas encore été publié à la date du présent rapport.

Dépenses sociales et environnementales

La SONAP n'a pas rapporté des données sur des dépenses sociales ou environnementales effectuées par la société au niveau du formulaire de déclaration.

4.2.9 Revenus des ventes des parts de production de l'État et/ou autres revenus perçus en nature (Exigence ITIE 4.2)

L'Exigence 4.2 de la Norme ITIE est non applicable pour le secteur des hydrocarbures en Guinée en 2022.

4.2.10 Fournitures d'infrastructures et accords de troc (Exigence ITIE 4.3)

Sur la base des discussions menées avec la SONAP, nous comprenons qu'il n'existe aucun accord d'infrastructure ou de troc en 2022, au sens de l'Exigence 4.3 de la Norme ITIE 2023.

4.2.11 Revenus provenant du transport (Exigence ITIE 4.4)

L'exigence 4.4 de la Norme ITIE 2023 est non applicable pour le secteur des Hydrocarbures en 2022.

Suite aux entretiens effectués avec la SONAP, nous comprenons que la Guinée, par le biais de la SONAP, a décidé d'adhérer au Projet de Gazoduc Nigeria-Maroc.

Le projet de gazoduc Nigeria-Maroc (NMGP) est une initiative majeure visant à acheminer du gaz naturel du Nigeria vers le Maroc, en traversant 13 pays d'Afrique de l'Ouest, notamment le Bénin, le Sénégal, et la Guinée. Ce gazoduc, long d'environ 5 600 km, servira à relier les infrastructures énergétiques régionales tout en répondant aux besoins croissants en gaz naturel dans les pays traversés et en Europe⁷².

En juin 2023, la Guinée, aux côtés du Nigeria, du Maroc et d'autres pays, a signé un protocole d'accord concernant le gazoduc Nigeria-Maroc⁷³. Ce partenariat renforcera la coopération régionale, améliorera l'accès à l'énergie et soutiendra le développement économique en Guinée grâce à cette infrastructure énergétique stratégique.

4.2.12 Contenu local

Au même titre que le Code minier, le Code pétrolier prévoit des dispositions en matière de contenu local à travers notamment :

- l'octroi d'une préférence aux entreprises Guinéennes⁷⁴ ;
- l'octroi d'une préférence aux employés et cadres Guinéens ayant les compétences requises⁷⁵; et

⁷² <https://www.nnpcgroup.com/insights/nigeria-morocco-gas-pipeline-fg-morocco-in-talks-to-expedite-project>

⁷³ <https://www.nnpcgroup.com/insights/nigeria-morocco-cote-d-ivoire-liberia-benin-guinea-sign-mo-us-on-nigeria-morocco-gas-pipeline>

⁷⁴ Article 54 du Code pétrolier

⁷⁵ Article 55 du Code pétrolier

- l'obligation de formation des employés Guinéens suivant un plan quinquennal⁷⁶.

4.2.13 Principaux projets d'exploration pétrolières durant 2022

Nous n'avons pas été informé de projets d'exploration pétrolières en 2022.

4.2.14 Production (Exigence ITIE 3.2)

D'après les informations reçues, aucune production pétrolière ou gazière n'a eu lieu en Guinée en 2022. Les opérations d'exploration dans l'offshore guinéen, menées uniquement par l'opérateur Hyperdynamics, ont cessé au troisième trimestre 2017, suite à l'expiration de son permis de recherche. Il apparaît également que la SONAP s'emploie activement à promouvoir et revitaliser le secteur de la recherche des hydrocarbures en Guinée.

4.2.15 Exportations (Exigence ITIE 3.3)

L'exigence 3.3 de la Norme ITIE 2023 est non applicable pour le secteur des Hydrocarbures en 2022.

4.2.16 Paiements et transferts infranationaux

Lors du processus de rapportage ITIE, la SONAP n'a pas rapporté des données sur des paiement ou transfert infranational au niveau du formulaire de déclaration.

4.2.17 Déclaration des prêts et des garanties accordés

L'Exigence 2.6 de la Norme ITIE 2023 prévoit « Lorsque le gouvernement et les entreprises d'État ont accordé des prêts ou des garanties de prêts à des entreprises minières, pétrolières et gazières opérant dans le pays, les détails de ces opérations doivent être divulgués ».

Lors du processus de rapportage ITIE, la SONAP n'a pas rapporté des données sur des prêts et des garanties accordées au niveau du formulaire de déclaration.

4.2.18 Dépenses quasi budgétaires (Exigence ITIE 6.2)

En l'absence d'activité en 2022, les dépenses quasi budgétaires ne s'appliquent pas dans le contexte du secteur des hydrocarbures.

4.3 Collecte et distribution des revenus du secteur extractif

4.3.1 Processus du budgétisation (Exigence ITIE 5.1)

La loi organique relative aux lois de finances (LORF), promulguée le 6 août 2012, aligne le cadre de gestion des finances publiques sur les standards internationaux. Les principaux textes d'application de la LORF ont été adoptés entre 2013 et 2015, comprenant :

- le décret D/2013/015/PRG/SGG du 15 janvier 2013 portant règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique (RGGBCP),
- le décret D/2014/222/PRG/SGG du 31 octobre 2014 portant cadre de gouvernance des finances publiques,
- l'arrêté A/2015/965/MEF/SGG du 2 Avril 2015 portant plan comptable de l'État (PCE), et
- l'arrêté A/2014/5262/MEF/SGG du 9 octobre 2014 portant Nomenclature budgétaire de l'État (NBE).

Les dispositions constitutionnelles guinéennes encadrent le rôle de chaque acteur impliqué dans la gestion des finances publiques. Le gouvernement est responsable de la préparation du projet de loi de finances (PLF) et de sa mise en œuvre, tandis que le Parlement en débat et exerce un contrôle démocratique sur son contenu. Trois ministères jouent un rôle clé dans l'élaboration et l'exécution du budget de l'État :

⁷⁶ Article 55 du Code pétrolier

- Le Ministère du Plan et du Développement Économique assure les prévisions macroéconomiques, en s'appuyant sur des données économiques et sociales à moyen et long terme ;
- Le Ministère du Budget (MB) se charge de la planification et des prévisions budgétaires. Il coordonne la préparation du budget et l'élaboration des documents budgétaires en lien avec les objectifs macroéconomiques fixés.
- Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), en tant qu'ordonnateur principal des recettes et des dépenses de l'État, gère la dette publique et supervise l'exécution des lois de finances, garantissant ainsi une gestion budgétaire rigoureuse et conforme à la loi organique des finances publiques (LORF), souvent qualifiée de "Constitution financière" en Guinée.

Les rapports financiers annuels de l'État guinéen comprennent trois types principaux de comptes : le compte administratif, le compte de gestion et le compte général de l'État.

Le compte administratif présente, pour chaque exercice budgétaire, les résultats de la comptabilité budgétaire par section et par titre. Il reflète la gestion des ressources publiques, notamment les prévisions et les exécutions budgétaires.

Le compte de gestion contient des informations détaillées sur les mouvements financiers de l'État pour un exercice donné. Il inclut des documents comme la balance générale des comptes, les états récapitulatifs des recettes et dépenses par titre et section, ainsi que les situations des décaissements. Ce compte permet d'avoir une vue d'ensemble des flux financiers.

Le compte général de l'État synthétise l'ensemble des informations financières. Il englobe la balance générale des comptes de l'exercice, les états des dépenses et des recettes par titre, ainsi que les prévisions et les réalisations budgétaires. Ce document est essentiel pour évaluer la situation financière globale de l'État et garantir la transparence de la gestion publique.

Ces rapports sont essentiels pour garantir la sincérité et la régularité des comptes publics, conformément aux standards internationaux de gestion financière. La Cour des comptes joue un rôle crucial en certifiant ces comptes et en identifiant d'éventuelles anomalies ou insuffisances.

Deux entités jouent un rôle clé dans l'audit interne en Guinée : l'Inspection Générale de l'État (IGE) et l'Inspection Générale des Finances (IGF).

L'IGE, régie par le décret n°D/2012/124/PRG/SGG du 8 novembre 2012, est placée sous l'autorité directe du Président de la République. Elle a pour mission de contrôler la gestion des services publics, des collectivités territoriales, des entreprises publiques ainsi que des programmes et projets de développement. En tant qu'Institution Supérieure de Contrôle de l'État, elle est un outil central dans l'effort de transparence et de reddition des comptes, en vérifiant les entités publiques et en veillant au respect des règles de gestion publique. Ses interventions couvrent aussi bien des missions planifiées que des auto-saisines ou des missions ordonnées par le Chef de l'État, souvent liées à des allégations de fraude ou de corruption.

L'IGF, créée par le décret D/2013/007/PRG/SGG du 13 janvier 2013, est quant à elle sous la tutelle du Ministère de l'Économie et des Finances. Elle est principalement chargée du contrôle des ordonnateurs et des comptables publics. En pratique, elle se concentre sur la détection des irrégularités et des fraudes, sans pour autant accomplir pleinement des missions d'évaluation ou d'audit interne approfondies. L'efficacité de l'IGF est cruciale pour assurer la conformité aux normes budgétaires et financières.

Il existe également un cadre permanent de concertation entre les différents corps de contrôle, créé par le décret D/2012/123/PRG/SGG du 8 novembre 2012. Cet organe consultatif, qui vise à mieux coordonner les efforts des institutions de contrôle, reste cependant à ce jour non opérationnel, limitant ainsi les synergies potentielles entre les entités de supervision.

s

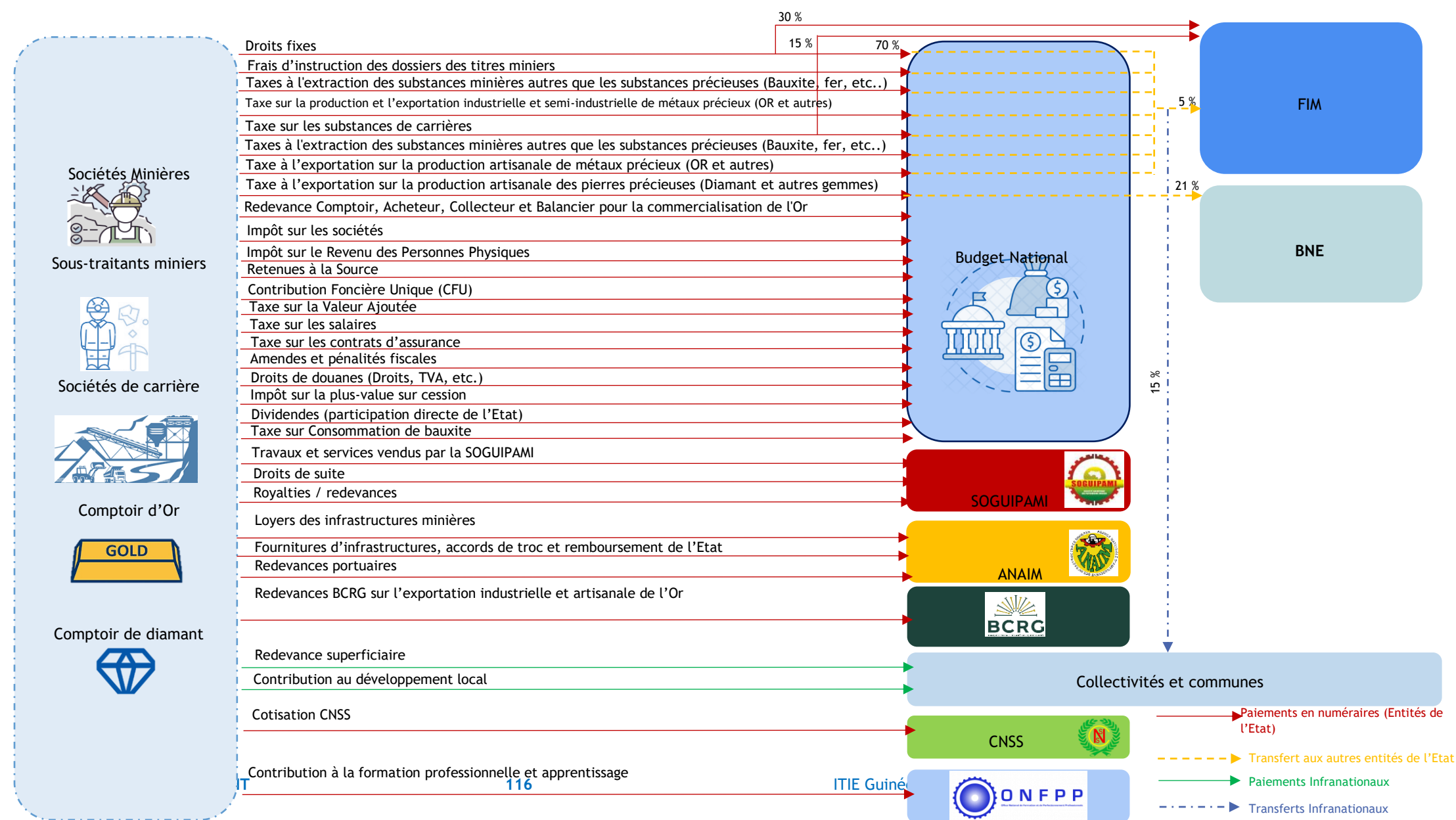
Tableau 68: Elaboration des lois de finances

#	Etapes	Période	Description
1	Cadrage budgétaire	Janvier - juin	Définition des priorités et des choix stratégiques budgétaires Détermination des enveloppes globales (recettes et dépenses) Élaboration et notification de la circulaire budgétaire Élaboration du document de programmation budgétaire pluriannuelle (DPBP), des cadres de dépenses à moyen terme global (CDMT-G) et sectoriel (CDMT-S)
2	Arbitrage	Juin - septembre	Examen technique des DPBP, CDMT-G et CDMT-S Débat d'orientation budgétaire Adoption de l'avant-projet de loi de finances
3	Vote	Octobre - décembre	Dépôt du projet de loi de finances au niveau de l'Organe législatif (CNT)
4	Promulgation	Décembre	Promulgation de la loi de finances par le Chef de l'Etat

4.3.2 Collecte des revenus (Exigence ITIE 5.2)

En Guinée, le schéma de circulation des flux financiers liés à la collecte et aux versements des revenus de l'État repose sur une structure centralisée, organisée autour de plusieurs institutions clés :

Figure 25 : Schéma de circulation des flux de paiements provenant du secteur extractif



4.3.3 Allocation des revenus (Exigence ITIE 5.3)

Le budget général

Les revenus provenant des secteurs extractifs sont déposés dans le compte unique du Trésor (CUT), ce qui permet de centraliser les recettes publiques et de les redistribuer efficacement. Une fois ces revenus versés sur ce compte, ils perdent leur spécificité d'origine et sont intégrés dans le budget général de l'État. Ce système permet une gestion centralisée des ressources publiques afin de garantir la transparence et d'éviter les arriérés de paiement.

Le processus de collecte des recettes liées au secteur extractif implique plusieurs entités gouvernementales. Parmi celles-ci, la Direction Générale des Impôts (DGI) est responsable de la collecte des impôts et taxes spécifiques définis par le Code Général des Impôts et le Code Minier, tandis que la Direction Générale des Douanes (DGD) prend en charge les droits de douane et taxes relatifs à l'importation et à l'exportation des produits miniers. De plus, la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) supervise la collecte des dividendes issus des participations de l'État dans les entreprises minières, ainsi que de la taxe spéciale sur les produits miniers. Le recouvrement des droits fixes est assuré par le CPDM.

Une fois centralisées, les recettes sont intégrées dans le cadre du budget national élaboré annuellement par le gouvernement, en tenant compte des priorités de développement et des besoins de financement des dépenses publiques. Ces fonds sont ensuite redistribués aux différents secteurs à travers la Loi de Finances, qui précise les montants alloués à chaque institution et territoire administratif (communes, préfectures, etc.).

Les revenus extra-budgétaires

Le principe de l'unicité du compte du Trésor connaît certaines exceptions en Guinée. Parmi celles-ci, on note principalement :

- Les loyers relatifs aux infrastructures minières, qui sont directement versés sur le compte de l'ANAIM (Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières) à la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG).
- Les droits de suite, commissions de commercialisation, et revenus issus des permis miniers, qui sont directement déposés sur le compte de la SOGUIPAMI (Société Guinéenne du Patrimoine Minier) également auprès de la BCRG.
- La part de 30% des droits fixes attribués au Fonds d'Investissement Minier (FIM) est directement payée par les entreprises minières via un chèque adressé au FIM.
- La part de 15% de la taxe sur les substances de carrière, également destinée au FIM, est payée par chèque.
- La BCRG perçoit une redevance sur l'exportation de l'or, qu'elle recouvre directement.
- Les cotisations sociales sont versées directement à la CNSS (Caisse Nationale de Sécurité Sociale).
- Les revenus collectés par l'ONFPP (Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels) relatifs à la contribution à la formation professionnelle sont également une exception, versés directement à l'ONFPP.

Ces exceptions permettent à certaines entités publiques et privées de gérer directement les fonds qui leur sont attribués, sans passer par le compte unique du Trésor.

Affectation du Budget au Fonds d'investissement minier

Le Fonds d'Investissement Minier (FIM) est un instrument dédié au financement de la recherche minière, à la formation, ainsi qu'à la promotion du secteur minier, en collaboration avec l'entité chargée de la gestion du patrimoine minier. Chaque année, le budget du FIM est inscrit en recettes et en dépenses dans la Loi de Finances, conformément aux dispositions de l'article 165 du Code minier et à son arrêté d'application n° A/2018/5212/MEF/MMG/MB/MATD/SGG du 13 juillet 2018.

Les ressources du fonds proviennent de divers droits et taxes, notamment :

- les droits fixes ;
- la taxe sur l'extraction des substances minières autres que les métaux précieux ;
- la taxe sur la production industrielle ou semi-industrielle des métaux précieux ;
- la taxe sur les substances de carrières ;
- la taxe à l'exportation sur les substances minières autres que les substances précieuses ; et
- la taxe à l'exportation sur la production artisanale d'or.

Ces contributions, versées par les titulaires de titres miniers ou d'autorisations, sont collectées au profit du budget national. Selon l'article 3 de l'arrêté précité, une part de 5% de ces recettes est directement versée sur le compte du Fonds d'Investissement Minier, ouvert à la Banque Centrale de la République de Guinée.

Les ressources du FIM sont utilisées exclusivement pour financer :

- les projets de recherches géologiques et les contrats de prestations de services géo-scientifiques ;
- les activités de renforcement des capacités des personnels intervenant dans le secteur minier,
- les prises de participation de l'État dans les projets miniers,
- le contrôle des activités minières, y compris la gestion du cadastre minier, ainsi que le contrôle quantitatif et qualitatif des produits miniers et pétroliers, réalisé par les directions nationales et les brigades compétentes,
- les actions de promotion du secteur minier.

Toutefois, il convient de souligner que le rapport d'activité n'a pas été publié.

Revenus recouverts par les collectivités territoriales

La redevance superficielle, mentionnée à l'article 160 du Code minier, est une contribution versée aux collectivités locales en fonction de la superficie couverte par le titre minier, avec des taux définis dans le même article.

Les modalités de répartition de cette redevance ont été ajustées par une décision du Ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation (MATD) en 2013, qui modifie les dispositions de 2011 concernant la gestion provisoire de la redevance allouée aux collectivités. Cette décision détaille les taux applicables en fonction du type de titre minier, ainsi que pour son octroi et ses deux renouvellements. En termes de répartition des fonds entre les collectivités locales, elle stipule que :

- 85 % de la redevance doivent être affectés aux investissements de la commune, principalement dans les zones concernées par les activités minières ;
- 5 % sont réservés aux dépenses de fonctionnement de la commune ;
- 10 % sont attribués à la préfecture, dont 4 % pour le fonctionnement de la préfecture, 3 % pour le service des études techniques et de suivi des marchés, et 3 % pour le service préfectoral des mines.

La commune doit rendre compte de l'utilisation de ces fonds à travers son compte administratif et son compte de gestion. Cependant, le suivi de l'affectation de la redevance et des investissements réalisés demeure difficile en raison de l'absence d'une traçabilité claire de cette redevance dans les comptes annuels des communes

Revenus recouverts par le Fonds de Développement Économique Local (FODEL)

Le FODEL est financé par la Contribution au développement local, destinée à soutenir des projets communautaires dans le cadre de la Convention de Développement Local. Chaque société minière en exploitation et chaque détenteur d'une autorisation d'exploitation de carrière permanente doit, dès le début de sa production, ouvrir un compte FODEL dans une banque au nom des collectivités de la préfecture concernée. Le versement de la contribution doit être effectué au plus tard le 15 mars de l'année suivant l'exercice budgétaire concerné et rendu public par communiqué de presse dans les cinq jours suivant le paiement.

Le montant de chaque versement est calculé sur le chiffre d'affaires annuel hors taxe de l'année précédente, avec un taux de 0,5 % pour la bauxite et le fer, et de 1 % pour les autres substances.

Les modalités de création et de gestion du FODEL sont définies par le décret n° D/2017/285/PRG/SGG, qui précise que les ressources du fonds visent à promouvoir le développement des collectivités locales accueillant des sites miniers et celles voisines. Le FODEL soutient l'infrastructure de base, les activités génératrices d'emplois et de revenus, ainsi que d'autres initiatives de développement prévues dans les Plans de Développement Local des collectivités. Selon l'article 13 du décret, les projets financés par le FODEL doivent répondre aux critères suivants :

- être inscrits dans le Plan de Développement Local (PDL) et le Plan Annuel d'Investissement (PAI), conformément au code des collectivités locales ;
- avoir un impact positif sur d'autres activités économiques dans les collectivités durant et après l'exploitation minière ; et
- bénéficier de l'approbation morale de la collectivité locale.

Le décret a été complété par l'arrêté conjoint A/2018/7932/MMG/MATD/SGG du 22 novembre 2018, qui précise les modalités d'utilisation, de contrôle et de gestion du FODEL, ainsi qu'un Manuel de procédures publié en novembre 2018, devant être formalisé par un autre arrêté conjoint (voir article 17 de l'arrêté FODEL). D'après l'article 12 de cet arrêté, la répartition du FODEL au niveau local s'effectue de la manière suivante :

- 35 % aux collectivités abritant les mines en exploitation, proportionnellement à la superficie occupée (avec la moitié allouée aux districts concernés).
- 25 % aux collectivités hors exploitation situées dans le périmètre, selon la population.
- 20 % aux collectivités impactées, d'après l'étude d'impact environnemental et social, proportionnellement à la population.
- 15 % aux autres collectivités de la préfecture accueillant le titre, selon la population ; et
- 5% aux différents services préfectoraux et régionaux.

La commune doit rendre compte de l'utilisation de ces fonds à travers son compte administratif et son compte de gestion.

Transferts infranationaux

L'article 165 du Code Minier amendé en 2011 prévoit un soutien financier direct aux collectivités locales de Guinée, fixé à 15 % de certains droits et taxes liés aux activités minières, notamment :

- les droits fixes ;
- la taxe sur l'extraction des substances minières (hors métaux précieux) ;
- la taxe sur la production industrielle et semi-industrielle des métaux précieux ;
- la taxe sur les substances de carrières ;
- la taxe à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses ;
- la taxe à l'exportation sur la production artisanale d'or.

Un arrêté conjoint (A/2018/5212/MEF/MMG/MB/MATD/SGS) détaille les modalités d'application de cet article. Il stipule que la part de 15 % est versée dans un compte dédié au Trésor public, appelé Fonds National de Développement Local (FNDL), créé par la loi de finances 2016. Ce fonds est géré par l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC), instituée par décret.

Les 15 % doivent être destinés au développement des collectivités locales et inscrits dans leur budget annuel. Les montants alloués sont publiés dans le Journal officiel ainsi que sur les sites web des ministères en charge des mines, de la décentralisation et des finances. L'utilisation de cette dotation doit être reflétée dans les comptes administratifs et de gestion de chaque collectivité.

Selon l'article 2 du décret D/2014/013/PRG/SGG du 17 janvier 2014, le Trésor public transfère ces 15 % au FNDL dans le mois suivant la perception des taxes minières concernées

Autres transferts

L'article 165 du Code Minier amendé prévoit une répartition précise des revenus issus des droits et taxes du secteur minier. Ainsi, 21 % des droits fixes, de la taxe sur l'extraction des substances minières non précieuses, de la taxe sur la production industrielle et semi-industrielle des métaux précieux, de la taxe sur les substances de carrières, ainsi que des taxes à l'exportation (concernant les substances minières non précieuses et la production artisanale d'or) sont affectés au Bureau National d'Expertise (BNE). En outre, 12 % de ces mêmes droits et taxes sont alloués à l'expert évaluateur.

4.4 Contribution du secteur extractif dans l'économie en 2022 (Exigence ITIE 6.3)

4.4.1 Contribution dans les recettes de l'État

Selon le la BCRG et le Tableau des opérations financières de l'ETAT ⁷⁷, la contribution du secteur extractif dans les recettes de l'État en 2022 s'élève à 17,10 % et se présente comme suit :

Tableau 69 : Contribution du secteur extractif dans les recettes de l'État en 2022

Indicateurs (En Milliards GNF)	2020	2021	2022
Recettes budgétaires	2 294,10	3 309,85	3 967,44
Recettes totales	18 817,50	21 344,29	23 207,76
Contribution Secteur extractif	12,19%	15,51%	17,10%

Tableau des opérations financières de l'ETAT (TOFE)

4.4.2 Contribution dans le Produit Intérieur Brut (PIB)

La contribution du secteur extractif dans les revenus budgétaires en 2022 s'élève à 20,01 % et se présente comme suit :

Tableau 70 : Contribution du secteur extractif dans le PIB en 2022

Indicateurs (En Milliards GNF)	2020 (*)	2021 (*)	2022 (**)
PIB (au prix courant)	138 995,34	160 928,08	184 180,71
Contribution du Secteur extractif	29 604,79	44 949,63	36 860,75
Contribution Secteur extractif	21,30%	27,93%	20,01%

Source : <https://www.bcr-guinee.org/satistiques/>

4.4.3 Contribution dans les exportations

La contribution des industries extractives dans les exportations de la Guinée sur la période 2020-2021, se présente comme suit :

Tableau 71 : Contribution du secteur extractif dans les exportations du pays en 2022

Indicateurs (En Milliards GNF)	2020	2021	2022
Total des exportations pays	61 148	89 313	63 652
Exportation des produits miniers	58 237	76 128	58 765
Contribution	95,24%	85,24%	92,32%

Source: [Institut National de la Statistique, Annuaire Statistique 2022](#)

⁷⁷ <https://www.bcr-guinee.org/wp-content/uploads/2020/02/6-TOFE.xlsx>

4.4.4 Contribution dans l'emploi

Parmi les treize (13) sociétés minières incluses dans le périmètre de rapprochement pour l'année 2022, quatre (04) n'ont pas soumis leurs déclarations ITIE. Le reste des sociétés ont soumis les données suivantes concernant l'emploi comme suit :

Tableau 72 : Détail des employés par société déclarante du périmètre

Société	Total employé	Guinéen	Etranger	Homme	Femme
SMB	2 123	269	1 854	NM	NM
SAG	4 314	145	4 169	4 167	147
CDM Chine	4	1	3	NM	NM
CHALCO	77	75	2		
SPIC	1	1	0		
COBAD	1 274	1 225	49	1 215	59
CBK	1	1	0		
SMFG	352	352	0	324	28
FRIGUIA	1	1	0		
Total	8 147	2 070	6 077	5 706	234

Nous n'avons pas reçu de données au titre de l'emploi concernant le secteur des hydrocarbures. La contribution du secteur extractif

Tableau 73 : Contribution du secteur extractif dans l'emploi

	2022
Secteur minier (*)	13 436
Secteur informel (**)	266 712
Secteur des hydrocarbures	ND
Total population active	4 267 534,00
Contribution du secteur minier	6,56%
Contribution des hydrocarbures	ND
Contribution du secteur extractif	

(*) Bulletin de statistiques Minières et carrières N° 18 (moyenne des informations mensuelles)

(**) Diagnostic de l'exploitation artisanale de l'Or en République de Guinée, Rapport final, Septembre 2017

(**) Diagnostic de l'exploitation artisanale de diamants en République de Guinée, Rapport final, Septembre 2017

4.5 Propriété réelle (Exigence ITIE 2.5)

4.5.1 Aperçu général

La propriété réelle est un principe essentiel dans la transparence du secteur extractif, car elle permet d'identifier les véritables bénéficiaires des ressources naturelles d'un pays. En Guinée, comme dans d'autres pays membres de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE), la révélation de la propriété réelle vise à prévenir la corruption, le blanchiment d'argent et à promouvoir une gestion responsable des ressources naturelles.

Le contexte général de la mise en place de ce cadre en Guinée repose sur la nécessité de comprendre qui contrôle et bénéficie réellement des entreprises extractives opérant dans le pays. Traditionnellement, les entreprises déclarent leurs propriétaires légaux, mais ceux-ci peuvent souvent masquer les bénéficiaires effectifs, c'est-à-dire les personnes physiques qui, en dernier ressort, contrôlent ou profitent de l'entreprise. Cela a conduit à des situations où des figures influentes ou des responsables publics cachent leur implication dans des sociétés extractives, compromettant la transparence et l'intégrité du secteur.

Depuis l'adhésion de la Guinée à l'ITIE, des réformes ont été initiées pour exiger que les entreprises minières divulguent leurs bénéficiaires effectifs. Ces réformes, alignées sur les normes de l'ITIE 2023, visent à garantir que les informations sur la propriété réelle soient accessibles au public, permettant ainsi une meilleure surveillance par la société civile et renforçant la lutte contre la mauvaise gestion et les conflits d'intérêts dans le secteur extractif.

4.5.2 Cadre juridique de la propriété réelle

Le code minier traite de plusieurs aspects concernant la propriété réelle, comme suit :

- Article 153 : « Tout titulaire ou demandeur de titre minier ou d'exploitation de carrières ainsi que leurs sous-traitants directs ont l'obligation de fournir au CPDM l'identité de toutes les parties ayant des intérêts dans le titre, notamment :
 - les actionnaires légalement identifiés de chaque société composant le demandeur et, le titulaire ou son sous-traitant ;
 - Les filiales de chaque société composant, le demandeur, le titulaire ou son sous-traitant, leur lien avec la société et la juridiction dans lesquelles elles opèrent ;
 - L'identité des Directeurs, et cadres seniors de chaque société composant le demandeur, le titulaire ou son sous-traitant, chaque actionnaire de ces sociétés, toute personne estimée contrôler la société et toute personne détentricrice de cinq pour-cent (5%) des actions ou plus de droit de vote donnant droit au contrôle de la société ou des droits au bénéfice de la société, et la chaîne par laquelle ces droits sont exercés ;
- Articles 15 et 90 : Les seuils relatifs au degré de participation au capital des sociétés concernées ainsi qu'aux obligations de déclaration pour les personnes politiquement exposées ;
- Article 90 : Les sociétés cotées en bourse et leurs filiales en propriété exclusive, sont tenues d'identifier la bourse à laquelle elles sont cotées et de fournir un lien vers les documents déposés auprès de cette bourse ;
- Article 90 : Dans le cas d'opérations conjointes, chaque entité au sein de l'association devra divulguer l'identité de son (ses) propriétaire(s) réel(s), à moins qu'elle ne soit cotée en bourse ou ne soit une filiale en propriété exclusive d'une société cotée en bourse. Chaque entité de la société de l'association est responsable de l'exactitude des informations fournies.

Sur le plan réglementaire, les textes suivants ont été élaborés :

- L'avant-projet de loi portant règles d'identification des bénéficiaires effectifs et de divulgation des informations sur la propriété effective des entreprises a été élaboré 2019⁷⁸. Il est attendu que ce projet soit soumis au Comité pour discussion et validation avant transmission au Conseil des Ministres et à l'Assemblée Nationale ;
- Un avant-projet de loi couvre toutes les entreprises qui soumissionnent, opèrent ou investissent dans des actifs extractifs et propose la mise en place d'un registre national de la propriété effective ouvert au CPDM. L'avant-projet inclut également une définition du bénéficiaire effectif et des personnes politiquement exposées ;
- Article 4 du décret D/2021/233/PRG/SGG du 14 juillet 2021⁷⁹, qui stipule que « toutes entreprises minières, pétrolières et gazières sont tenues de communiquer à l'ITIE Guinée l'identité de leurs bénéficiaires effectifs, leur degré de participation au capital de l'entreprise et les modalités d'exercice de cette participation ou de contrôle desdites entreprises. Le non-respect de cette obligation entraîne la suspension, voir le retrait de la licence délivrée à l'entreprise défaillante ».

Les deux premiers projets de loi précités ne sont toujours pas promulgués jusqu'à la date d'élaboration du présent rapport.

4.5.3 Plan d'action

⁷⁸ <https://www.itiedoc-guinee.org/document-archive/avant-projet-de-loi-sur-la-proprietee-effective-nov-2019-en-cours-de-finalisation/>

⁷⁹ <https://www.itie-guinee.org/decret-d-2021-233-prg-sgg-portant-attribution-et-organisation-de-litie-guinee/>

Pour mettre en œuvre la propriété effective en Guinée, le groupe multipartite de l'ITIE Guinée, a élaboré et validé un plan d'action conjoint qui prend en compte :

- La sensibilisation des parties à la divulgation de la propriété effective - diffusion de la Note d'Orientation sur la PR lors des réunions des administrations publiques, des sociétés minières, des institutions républicaines ;
- La définition officielle de la PR et l'adoption du seuil de matérialité - atelier du Groupe Multipartite (GMP) avec les personnes-ressources pour déterminer le seuil de matérialité en termes d'actionnariat ;
- Le renforcement des cadres juridique et institutionnel de l'information sur la PR- les dispositions légales et les décrets d'application pour garantir la pleine application du code minier ; les projets de lois seront examinés et approuvés par l'Assemblée Nationale ;
- La création d'un registre ouvert de PR au Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM) accessible en ligne ;
- L'introduction des mécanismes de collecte et de publication de données sur la PR pour sensibiliser les entités déclarantes sur la nécessité de partager les informations qui seront incluses dans le formulaire de collecte de l'ITIE à partir du 1er janvier 2020, et exigées pour l'octroi, la prorogation, le renouvellement ou le transfert de licence ;
- La mise à jour et la fiabilité des données sur la PR- les données sur la PR seront être mises à jour annuellement pour tenir compte de tout changement dans la participation des actionnaires de la société et garantir la fiabilité des données ;

4.5.4 Collecte des données dans le cadre du rapport ITIE 2022

L'ITIE-Guinée tient un registre « Propriétaires légaux des sociétés minières » accessible à travers son site web (<https://www.itie-guinee.org/proprietaires-legaux-des-societes-minières/>) contenant un certain nombre d'information et qui est en cours de mise à jours quotidienne.

Les données collectées dans le cadre de la propriété réelle se résument comme suit :

Données sur la propriété réelle		No mbr e	% du nombre des sociétés
Sociétés tenues de divulguer les données sur la propriété réelle	Nombre de sociétés qui ont communiqué des données exhaustives sur la propriété réelle	2	15%
	Nombre de sociétés qui ont communiqué des données non complètes sur la propriété réelle	0	0%
	Nombre de sociétés qui n'ont pas communiqué des données sur la propriété réelle	7	54%
Sociétés ne sont pas tenues de divulguer les données sur la propriété réelle		4	31%
		13	100%

Le détail par société est présenté dans l'annexe 2.

4.6 Gestion et suivi de l'impact environnemental du secteur extractif (Exigence ITIE 6.4)

4.6.1 Aperçu général

La protection de l'environnement constitue une priorité pour le Gouvernement guinéen. Elle est intégrée dans la stratégie de développement économique, social et culturel du pays, et se traduit par divers textes juridiques régissant le secteur environnemental, notamment le Code de l'Environnement. D'autres législations sectorielles, telles que le Code minier, le Code foncier et domanial, le Code forestier, le Code de protection de la faune sauvage, la réglementation sur la

chasse et le Code de l'eau, viennent également compléter ce cadre. L'objectif de ces réglementations est de prévenir ou de remédier à toute atteinte préjudiciable à l'environnement, qu'il s'agisse de la pollution de l'air, de la dégradation des ressources en eau ou des sols, ou encore de la protection du bien-être humain ainsi que des ressources animales et végétales.

4.6.2 Cadre juridique

En Guinée, la protection de l'environnementale et le changement climatique est régi par les textes et les dispositions ci-dessous indiqué :

4.6.2.1 Constitution de la république de Guinée

La protection de l'environnement est assurée par l'article 22 de la Constitution de 2020, qui stipule que « le droit à un environnement sain est reconnu sur l'ensemble du territoire. L'État s'engage à veiller à la protection de l'environnement »

4.6.2.2 Conventions internationales et accords régionaux

La Guinée a ratifié plusieurs conventions internationales et accords régionaux relatifs aux enjeux environnementaux. Ces engagements internationaux jouent un rôle clé dans la formulation et l'influence des politiques, directives et réglementations environnementales en Guinée, comme suit :

- la Convention des Nations-Unies sur les changements climatiques, ratifiée par la Guinée en mai 1993 ;
- le Protocole de Kyoto ratifié par la Guinée en septembre 2000 ;
- la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone ratifiée par la Guinée en juin 1992 ;
- le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, ratifié par la Guinée en juin 1992.
- la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage est entrée en vigueur en août 1993.
- la Convention sur la diversité biologique, ratifiée en mai 1993.
- la Convention de Ramsar sur les zones humides d'importance internationale, entrée en vigueur le 18 mars 1993.
- la Convention pour la coopération en matière de protection et de développement du milieu marin et côtier de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, entrée en vigueur en août 1984.
- la Convention sur la lutte contre la désertification, entrée en vigueur en septembre 1997.
- la Convention sur le patrimoine mondial (UNESCO), ratifiée par la Guinée en 1979.

4.6.2.3 Le code de l'environnement

Le Code de l'Environnement, promulgué par le décret D/2019/221/PRG/SGG du 26 juillet 2019 et issu de la Loi n° 2019/0034/AN du 4 juillet 2019, définit le cadre administratif et juridique dans lequel l'État guinéen doit s'acquitter de son obligation constitutionnelle de garantir à ses citoyens un environnement propre et sain.

L'environnement est défini comme l'ensemble des éléments naturels et artificiels, ainsi que des facteurs économiques, sociaux et culturels, qui favorisent l'existence, la transformation et le développement des milieux, des organismes vivants et des activités humaines. Ce Code considère l'environnement guinéen comme un patrimoine national, faisant partie intégrante du patrimoine universel. Les enjeux liés à sa conservation, au maintien des ressources qu'il offre à l'humanité, ainsi qu'à la prévention ou à la réduction de sa dégradation, sont d'intérêt général.

Il énonce également les principes juridiques fondamentaux qui doivent être respectés pour assurer la protection des ressources environnementales et de l'environnement humain. Conformément à l'article 4 du Code de l'Environnement de 2019, tous les acteurs sont tenus de respecter les principes et orientations établis par ce code.

Tableau 74 : Présentation des principes et orientations du code de l'environnement

Disposition	Description
Des outils de gestion de l'environnement	Conformément aux dispositions du Code de l'environnement de 2019, les outils de gestion de l'environnement incluent : La planification environnementale ; L'éducation environnementale ; L'accès à l'information environnementale, la participation du public et l'accès à la justice environnementale ; L'évaluation environnementale ; L'évaluation environnementale stratégique, l'étude d'impact environnemental et social, ainsi que les plans d'urgence et les plans d'opérations internes, et l'audit environnemental.
De la lutte contre les nuisances	Le code aborde les nuisances et englobe divers sujets, tels que la gestion des déchets, les installations et établissements classés, les substances chimiques nocives ou dangereuses, ainsi que les nuisances sonores et olfactives Le Code précise les dispositions relatives aux procédures administratives et aux dispositions financières applicables en Guinée : - La procédure d'étude d'impact environnemental et social : Tout promoteur ou maître d'ouvrage doit soumettre une étude d'impact environnemental et social à l'autorité réglementaire compétente pour les projets, les ouvrages ou les installations qui risquent, en raison de leur dimension ou de la nature de leurs activités, de porter atteinte à l'environnement La liste des activités pouvant exiger une étude d'impact environnemental est fixé par décret et un arrêté ministériel réglemente le contenu, la méthodologie et la procédure à suivre concernant cette dernière. Selon l'article 29 du Code de l'environnement, l'étude d'impact environnemental et social détaillée soumise à l'administration comporte obligatoirement : ✓ une description du projet ; ✓ une analyse de l'état initial du site et de son environnement ; ✓ une évaluation des conséquences prévisibles de la mise en oeuvre du projet sur le site et sur son environnement naturel et humain ; ✓ un énoncé et une description des mesures envisagées par le pétitionnaire pour éviter, réduire si possible ou compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement, y compris les impacts résiduels ; ✓ une présentation des solutions alternatives possibles et des raisons pour lesquelles, du point de vue de la protection de l'environnement, le projet présenté a été retenu et ; ✓ une estimation des coûts correspondants. l'outil de référence est le guide général de réalisation des études d'impact environnemental et social : A/2013/474/MEEF/CAB portant d'adoption du guide général d'évaluation environnementale. - Les plans d'urgences : Ils sont préparés par le Ministère de l'environnement pour faire face aux situations critiques génératrices de pollution grave de l'environnement. Il en est de même pour les exploitants des installations classées 1ère classe qui doivent établir un plan d'urgence propre à assurer l'alerte des autorités compétentes et les populations avoisinantes en cas de sinistre ou de menace de sinistre. - Du régime juridique des infractions : Le Code traite de la responsabilité civile et pénale des personnes qui causent dommages à autrui en transportant ou utilisant des hydrocarbures ou des substances chimiques, nocives et dangereuses, ou en exploitant un établissement classé, ont causé un dommage corporel ou matériel se rattachant directement ou indirectement à l'exercice de leurs activités.
Des procédures administratives, incitations et dispositions financières	
De la protection et mise en valeur des milieux récepteurs	Le code traite de la protection de ressources spécifiques telles que le sol, le sous-sol, les eaux continentales, les eaux maritimes et leurs ressources, ainsi que l'air. Il impose une autorisation préalable pour l'utilisation de feux de brousse à des fins agricoles ou pastorales, ainsi que pour l'aménagement du sol à des fins agricoles, industrielles, urbaines ou autres. De même, il encadre les travaux de recherche ou d'exploitation des ressources du sous-sol susceptibles de nuire à l'environnement en Guinée. Le code prévoit également des mesures de protection visant à lutter contre la désertification, l'érosion, la perte de terres arables et la pollution du sol et de ses ressources, notamment par les produits chimiques, pesticides et engrais.

Disposition	Description

4.6.2.4 Le code minier :

Le Code minier et ses amendements consacrent les chapitres VII et VIII à la protection de l'environnement, ainsi qu'à la santé et à la sécurité des travailleurs. L'article 142 oblige les sociétés minières à prendre les mesures nécessaires pour préserver l'environnement. Ainsi, toute demande d'autorisation ou de titre d'exploitation minière doit inclure une étude d'impact environnemental et social, conformément au Code de l'environnement et à ses textes d'application.

L'exigence de l'étude d'impact varie selon l'ampleur des travaux prévus. Pour un permis de recherche, une simple notice d'impact environnemental peut être acceptée par l'administration. En revanche, pour un permis d'exploitation ou une concession minière, les documents suivants sont requis :

- une étude d'impact environnemental et social détaillée ;
- un plan de gestion environnementale et sociale ;
- une étude de dangers ;
- un plan d'hygiène, santé et sécurité ;
- un plan de réinstallation des populations déplacées.

L'article 143 du Code traite également de la protection de l'environnement et vise à prévenir ou minimiser tout impact négatif des activités minières sur la santé humaine.

Le décret D/2014/014/PRG/SGC, portant adoption d'une directive pour la réalisation d'une étude d'impact environnemental et social des opérations minières, s'adresse aux entreprises, organismes ou individus souhaitant obtenir un titre minier ou de carrière. Cette directive précise la nature, la portée et l'étendue de l'étude d'impact environnemental exigée des investisseurs, et définit une démarche claire et uniforme fournissant les informations techniques nécessaires à la réalisation de l'étude. Elle encadre le processus jusqu'à l'obtention de l'autorisation environnementale délivrée par le ministre en charge de l'environnement.

4.6.3 Cadre institutionnel

Le cadre institutionnel de la gestion de l'impact environnemental en Guinée repose sur plusieurs acteurs clés, parmi lesquels le Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts occupe une place centrale. En tant qu'entité principale responsable de la régulation et du suivi des questions environnementales, ce ministère a pour mission de garantir que les lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement soient correctement appliqués. L'une de ses fonctions essentielles est la validation des études d'impact environnemental (EIE), un processus qui permet d'évaluer les effets potentiels des projets sur l'environnement avant leur mise en œuvre.

Au sein du ministère, plusieurs agences et directions, comme la Direction Nationale de l'Environnement, sont chargées de superviser la mise en œuvre des réglementations environnementales. Ces entités travaillent en étroite collaboration pour s'assurer que les projets respectent les normes établies et que les mesures d'atténuation sont appliquées efficacement. Cela implique un suivi constant des activités extractives afin de détecter d'éventuelles déviations par rapport aux engagements environnementaux pris par les entreprises.

Le Ministère des Mines et de la Géologie joue également un rôle crucial dans ce cadre institutionnel. Il collabore avec le ministère de l'Environnement pour veiller à ce que les projets miniers respectent les normes environnementales. Cette coopération est essentielle, car elle permet de concilier les intérêts économiques liés à l'exploitation minière avec la nécessité de protéger l'environnement et les communautés locales. Les deux ministères doivent travailler de concert pour assurer une gestion responsable des ressources naturelles, tout en tenant compte des préoccupations environnementales.

Les autorités locales ont également un rôle significatif dans le suivi des activités extractives. Elles agissent comme un lien entre les communautés et les instances gouvernementales. Impliquées dans la gestion des impacts environnementaux à un niveau local, ces autorités sont essentielles pour faciliter la consultation des communautés et gérer les conflits qui peuvent surgir en raison des projets miniers. Leur proximité avec les populations leur permet de mieux comprendre les préoccupations locales et d'assurer que les voix des citoyens sont entendues dans le processus décisionnel.

Ainsi, la dynamique entre ces différentes institutions et les communautés locales est cruciale pour garantir une gestion durable et responsable de l'environnement en Guinée, notamment dans le secteur extractif. Le succès de cette approche collaborative dépend de la capacité de chaque acteur à assumer ses responsabilités tout en favorisant une communication ouverte et une participation active des parties prenantes.

4.6.4 Inventaire des dispositions prévues dans les conventions minières

Un échantillon de conventions minières a été examiné. Ci-après figurent les dispositions relatives à la protection de l'environnement extraites de ces conventions :

Concession	Dispositions environnementales
La concession conclue avec GAC (Guinea Alumina Corporation)	La concession pour l'exploitation et la transformation de la bauxite avec GAC date de 2004. L'article 20 sur la protection de l'environnement est similaire à celui du contrat conclu avec Alcoa et impose l'application des standards de la Banque mondiale. Il prévoit aussi que : « l'investisseur sera responsable de la mise en œuvre du programme de remise en état et des mesures compensatoires » ; « l'investisseur doit créer des bassins de boues rouges conformément aux directives de la Banque mondiale. »
Concession avec la CBK (Société des Bauxites de Kindia)	La convention a été conclue en 2000. Elle stipule que : « L'investisseur respectera la législation Guinéenne en vigueur en matière d'environnement et se conformera également aux normes nationales et/ou pratiques internationales de l'industrie minière en matière d'opération et d'environnement, notamment en ce qui concerne la limitation des impacts négatifs
Concession avec la COBAD (Compagnie de Bauxite de Dian Dian)	La convention a été signée en 2001. Elle prévoit que l'investisseur doit effectuer une étude d'impact en appliquant les standards internationaux. L'investisseur s'engage à réparer les dommages causés à l'environnement et à respecter la réglementation environnementale. En particulier, aménager des bassins de stockage des boues rouges. Un avenant a été conclu en 2018 et prévoit l'extension de la durée d'exploitation ainsi que le paiement de redevances et de la contribution au développement local
Concession avec la CDM (Compagnie de Développement des Mines - Henan / Chine)	La concession a été conclue en 2008 et prévoit que l'entreprise doit conduire une étude d'impact dont l'analyse doit refléter les meilleures pratiques internationales dans l'industrie minière. Le Plan de Gestion Environnemental doit être révisé tous les cinq ans. De plus : « Le plan initial et ses mises à jour sont soumis à approbation des autorités compétentes. ». Ensuite en 2018, un avenant a été conclu. Il prévoit que les standards de la SFI ainsi que les Principes de l'Équateur sont applicables. De plus, l'entreprise doit conclure une convention de développement local qui doit inclure des mesures prises pour protéger l'environnement.
Concession avec Chalco Hong Kong Limited	La concession a été signée en 2018. Elle donne l'obligation à l'entreprise de réduire autant que possible l'impact du projet sur l'environnement. L'entreprise est « intégralement responsable, vis-à-vis de l'État, des dommages à l'environnement causés par les activités du projet » et doit prévenir ou réduire autant que possible les effets négatifs du projet. Elle est très similaire à la concession signée avec Evergreen en 2017.
Concession avec AMC (Alliance Mining Company)	Elle a été conclue en 2010 et prévoit que : « Les Travaux de Développement ne pourront débuter avant que l'ensemble des conditions suivantes soient satisfaites : b) Approbation du Ministre en charge de l'environnement, pour l'étude et le plan de gestion environnementale et sociale de réhabilitation. C) Conclusion de la convention de développement communautaire prévue par l'Article 25 ci-dessous, approuvée par le Ministre ; e) Acquisition, indemnisation et/ou règlement de tous droits et/ou réclamations fonciers émanant de tiers relativement à la Concession Minière. La Société est tenue de se conformer aux obligations de fermeture et de réhabilitation des sites miniers telles que prévues au Code Minier, au Code l'Environnement et la Convention.

Concession	Dispositions environnementales
Concession avec Bel Air Mining	Elle a été signée en 2016 et renvoie notamment aux standards de la SFI. Elle prévoit : - un Plan de réinstallation avec « indemnisation de la juste valeur de marché » - la conclusion d'une Convention de Développement Local avec des mesures de protection de l'environnement, - la création d'un compte fiduciaire de réhabilitation de l'environnement 12 mois après la date de la première production commerciale. La concession passée avec Dynamic Mining en 2018 est très similaire. Elle prévoit la conclusion d'une convention de développement local et l'application des standards de la SF.
Concession avec Kimbo SA	Elle a été signée en 2018 et stipule : « Nonobstant toute disposition contraire dans la présente Convention, le cessionnaire reste solidairement responsable avec le cédant pour tout dommage ou préjudice causé aux travailleurs et à la communauté locale en matière de santé ou d'environnement. » Elle prévoit également la conclusion d'une convention de développement local et la création d'un compte fiduciaire pour la réhabilitation.

Les concessions suivantes mentionnent expressément que les Standards SFI / norme ISO 14001 sont applicables :

- CHALCO 2018 ;
- CPI 2013 ;
- Evergreen 2017 ;
- Kimbo 2018 ;et
- Bel Air Mining 2016.

Les concessions suivantes mentionnent expressément que les directives environnementales de la Banque mondiale sont applicables :

- CHALCO 2018 ;
- CDM 2008 ; et
- GAC 2004/2010.

4.6.5 Dépenses environnementales

En plus des obligations sociales liées au développement local et des obligations économiques liées au contenu local, le Code minier impose également des obligations environnementales visant à atténuer les impacts négatifs des activités minières. Ces obligations incluent notamment la mise en place d'un plan de gestion environnementale et la réhabilitation des sites miniers.

Plan de gestion environnementale

Les demandeurs de titres miniers doivent soumettre une étude d'impact environnemental et social détaillée, accompagnée d'un Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES). Ce plan énonce les engagements du titulaire du titre minier en matière de protection de l'environnement sur l'ensemble de la zone d'exploitation, avec pour objectif de prévenir, réduire, éliminer ou compenser les effets néfastes des activités minières sur l'environnement et la santé des communautés locales.

Réhabilitation des sites miniers

Tout titulaire d'un permis d'exploitation minière, de carrière ou d'une concession minière est tenu d'ouvrir et d'alimenter, conformément au PGES, un compte fiduciaire destiné à financer la réhabilitation de l'environnement. Ce compte, créé par décret, est régi par un arrêté conjoint des ministres chargés des Mines, de l'Environnement et des Finances. La réhabilitation des sites implique notamment le démantèlement de toutes les infrastructures, y compris les usines de traitement. Les sites d'exploitation doivent, autant que possible, retrouver un état stable, assurant sécurité, productivité agricole ou sylvicole, et un aspect visuel similaire à leur état d'origine, de manière durable et jugée satisfaisante par les administrations compétentes en matière de Mines et d'Environnement.

Dans ce rapport, les dépenses environnementales sont déclarées unilatéralement par les sociétés. Parmi les 13 sociétés incluses dans le périmètre de déclaration 2022, les sociétés suivantes ont déclaré des dépenses environnementales comme suit :

- la société CHALCO a déclaré un montant total de 266 870 000 GNF au titre de versements au titre de la réhabilitation de l'environnement (Article 144 du Code Minier) ;
- la société ANGLOGOLD ASHANTI (SAG) a déclaré un montant total de 42 819 187 GNF au titre de versements au titre de la réhabilitation de l'environnement (Article 144 du Code Minier) ;
- la société MINIERE DE DINGUIRAYE a déclaré un montant de 180 359 860 GNF en tant qu'autres taxes et redevances environnementales et de 863 006 751 GNF en tant qu'autres dépenses environnementales ;
- la société SPIC a déclaré un montant de 36 159 995 183 GNF en tant GNF en tant qu'autres dépenses environnementales ;
- la société COBAD a déclaré un montant de 264 792 000 GNF en tant que versements au titre de la réhabilitation de l'environnement (Article 144 du Code Minier) ; et
- la société CBK a déclaré un montant de 92 000 000 GNF en tant que versements au titre de la réhabilitation de l'environnement (Article 144 du Code Minier) et 2 901 871 GNF en tant qu'autres taxes et redevances environnementales ; et
- la société FRIGUIA a déclaré un montant de 994 599 465 GNF en d'autres taxes et redevances environnementales.

En 2022, les dépenses environnementales déclarées par les sociétés extractives se sont élevées à 38 867 344 317 GNF.

4.7 Pratiques d'audit et assurance qualité en Guinée (Exigence ITIE 4.9)

4.7.1 Pratiques d'audit

La Guinée est membre de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), une organisation qui vise à promouvoir l'émergence d'une communauté économique africaine unifiée et à renforcer la sécurité juridique des acteurs économiques. Créée en 1993, l'OHADA a pour mission de moderniser et d'harmoniser le droit des affaires au sein des États membres, facilitant ainsi les échanges économiques régionaux et internationaux.

L'un des principaux objectifs de l'OHADA est d'établir un cadre juridique commun en matière de droit des affaires, ce qui inclut des domaines tels que le droit des sociétés, les procédures collectives, les contrats commerciaux, ainsi que les normes comptables harmonisées (le Système Comptable OHADA - SYSCOHADA). Ces lois et règlements, une fois adoptés par l'OHADA, ont une valeur supranationale et deviennent automatiquement applicables dans tous les États membres, y compris en Guinée. Cette harmonisation juridique vise à offrir aux investisseurs et aux entreprises un environnement économique plus sûr et prévisible.

Selon l'article 187 du Code Minier 2011 amendé, tout titulaire d'un titre minier ou d'une autorisation pour l'exploitation industrielle ou semi-industrielle de substances de carrières en République de Guinée est tenu de respecter certaines obligations comptables. Il doit notamment tenir une comptabilité conformément aux normes du Système Comptable OHADA (SYSCOHADA) en vigueur. De plus, les états financiers de chaque exercice doivent être certifiés par un commissaire aux comptes agréé en Guinée. Ces états financiers, comprenant le bilan et les comptes d'exploitation, doivent être communiqués annuellement au Ministre chargé des Mines ainsi qu'au Ministre chargé des Finances, et ce, au plus tard le 30 avril de l'année qui suit l'exercice concerné. Il est à noter que ces obligations ne s'appliquent pas aux exploitations artisanales, qui sont soumises à un régime différent.

Selon l'Article 702 de l'Acte Uniforme du Droit des Sociétés Commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique d'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), les sociétés anonymes doivent désigner un Commissaire aux Comptes et un suppléant. Les sociétés faisant publiquement appel à l'épargne doivent avoir au moins deux Commissaires aux Comptes et deux suppléants.

En Guinée, pour les sociétés à responsabilité limitée (SARL), la désignation d'un Commissaire aux Comptes est obligatoire si certains critères sont respectés, conformément à l'article 376 de l'Acte Uniforme de l'OHADA. Les seuils déterminants sont les suivants :

- Un capital social excédant 10 millions FCFA (environ 160 millions GNF) ;
- Un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions FCFA (environ 4 milliards GNF) ;
- Un effectif permanent dépassant 50 personnes.

Ces exigences visent à garantir une supervision financière plus rigoureuse des sociétés de taille importante. De plus, suite à la publication du Règlement n° 1/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels

de la comptabilité et de l'audit dans les pays membres de l'OHADA, les professionnels réalisant un audit légal ou contractuel en Guinée devront appliquer à partir du 1er janvier 2018 les normes internationales d'audit (ISA) publiées par la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC)

4.7.2 Entreprise d'État

Concernant le secteur public, La première juridiction des comptes en Guinée a été établie en 1989 par l'ordonnance N°110/PRG/SGG/89 du 30 mai 1989, qui définissait la composition et le fonctionnement de la Cour des Comptes. Cette ordonnance fut plus tard abrogée par la loi organique N°91/08/CTRN, qui intégrera la Cour des Comptes à la Cour suprême, modifiant ainsi son statut et ses attributions. En vertu de la Constitution de 1990, appelée Loi Fondamentale, la Cour des Comptes avait pour mission principale d'exercer un contrôle a posteriori des finances publiques et de faire rapport à l'Assemblée nationale sur la gestion financière de l'État et des entités publiques.

Au fil du temps, la Cour des Comptes a renforcé son rôle dans le cadre de la gestion des finances publiques, en mettant l'accent sur la transparence et la reddition des comptes. Elle est aujourd'hui une institution clé pour la gouvernance financière en Guinée. Dans son rôle de contrôle, elle vérifie la légalité, la régularité, et l'efficacité des opérations financières de l'État et d'autres entités publiques. Elle évalue également la conformité des gestionnaires publics avec les normes en vigueur et s'assure que les fonds publics sont utilisés conformément aux objectifs fixés par les autorités compétentes.

4.7.3 Comptes de l'État

En matière de contrôle des comptes publics, la Cour des Comptes de Guinée a pour mission de juger les comptes des comptables publics de l'État, des collectivités locales, des établissements publics, et des entreprises bénéficiant de fonds publics. Elle vérifie également la gestion et l'utilisation des crédits de ces entités. Indépendante des pouvoirs exécutif et législatif, la Cour jouit d'une autonomie financière et administrative. Ses rapports sont adressés au Président de la République et au Président de l'Assemblée Nationale, conformément à l'article 116 de la Constitution.

La Cour des comptes est membre de l'Organisation Internationale des Institutions Supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI). Elle conduit ses travaux sur le fondement des procédures édictées par ses textes organiques, des pratiques internationales et sur la base des normes internationales de l'INTOSAI.

La Cour des Comptes actuelle a débuté ses activités en janvier 2016, succédant à la Chambre des Comptes de la Cour Suprême. Depuis sa création, elle a émis une déclaration générale de conformité pour les exercices budgétaires des années 2014, 2015 et 2016.

4.7.4 Adoption des normes internationales d'audit en Guinée

Depuis la publication du Règlement n° 1/2017/CM/OHADA, les professionnels de la comptabilité et de l'audit en Guinée doivent appliquer les normes internationales d'audit (ISA), telles que publiées par la Fédération Internationale des Experts Comptables (IFAC). Ces normes renforcent la qualité et la transparence des audits légaux ou contractuels dans le pays, et leur application est effective depuis le 1er janvier 2018.

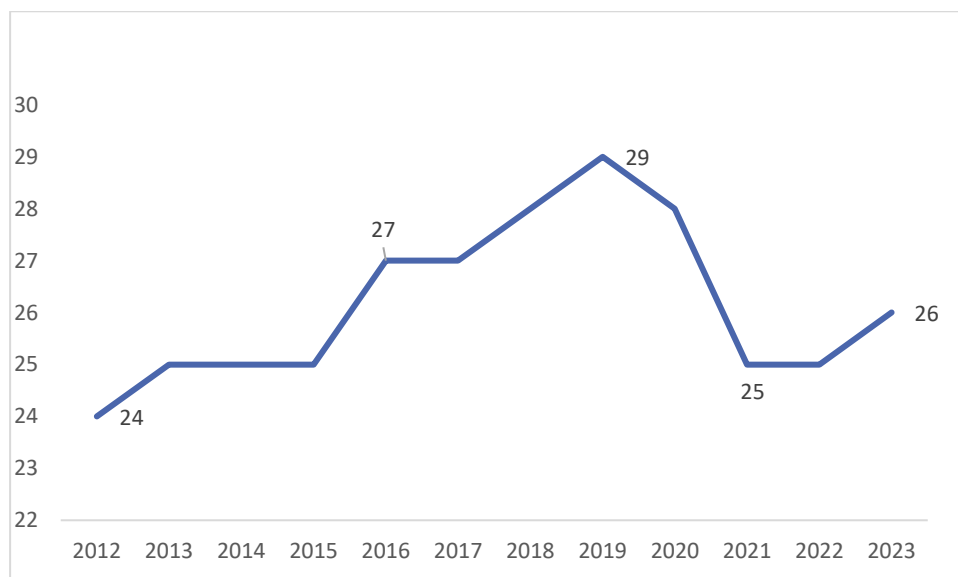
En 2020⁸⁰, la Cour des Comptes de Guinée a adopté un plan stratégique 2020-2024 visant à devenir une Institution Supérieure de Contrôle des finances publiques (ISC) exemplaire. La Cour collabore avec l'Initiative de développement de l'INTOSAI IDI et le CREFIAF pour mettre en œuvre des réformes prioritaires telles que le renforcement de la gestion stratégique, la coordination du soutien externe, et la réalisation d'audits axés sur le genre et l'inclusion. Ces efforts visent à améliorer la gestion des fonds publics et la transparence budgétaire en Guinée.

4.8 Lutte contre la corruption

4.8.1 Contexte et situation actuelle

L'Indice de Perception de la Corruption (IPC)⁸¹, publié chaque année par Transparency International, évalue 180 pays et territoires en fonction de la perception de la corruption dans le secteur public. Cet indice est calculé sur une échelle de 0 à 100, où 0 représente un pays perçu comme extrêmement corrompu et 100 un pays considéré comme exempt de corruption. L'IPC se base sur des évaluations d'experts et de chefs d'entreprises, analysant des aspects tels que la fréquence des pots-de-vin, le détournement de fonds publics, l'indépendance judiciaire, et les protections offertes aux lanceurs d'alerte.

Figure 26 : Evolution de l'IPC Guinée 2012 - 2023



Le projet des Indicateurs de Gouvernance Mondiale (WGI)⁸² présente des indicateurs de gouvernance globaux et individuels pour plus de 200 pays et territoires, couvrant la période de 1996 à nos jours. Ces indicateurs reposent sur plusieurs centaines de variables issues de 31 sources de données différentes, intégrant les perceptions de divers acteurs. Le WGI évalue six dimensions de la gouvernance :

- **Voix et responsabilité** : Reflète les perceptions sur l'utilisation du pouvoir public à des fins privées, y compris les formes de corruption, du petit au grand niveau, ainsi que la « capture » de l'État par les élites et les intérêts privés.
- **Stabilité politique et absence de violence/terrorisme** : Mesure la probabilité que le gouvernement soit déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, incluant la violence et le terrorisme d'origine politique ;
- **Efficacité du gouvernement** : Apprécie la qualité des services publics, l'indépendance de la fonction publique face aux pressions politiques, la qualité de la formulation et de la mise en

⁸⁰ <https://idi.no/fr/bilateral-support/guinee>

⁸¹ <https://www.transparency.org/en/cpi/2023>

⁸² <https://www.worldbank.org/en/publication/worldwide-governance-indicators>

œuvre des politiques, et la crédibilité de l'engagement du gouvernement dans ces politiques ;

- **Qualité de la réglementation** : Indique la capacité du gouvernement à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et des réglementations qui favorisent le développement du secteur privé
- **État de droit** : Évalue le degré de confiance et de respect des règles de la société, incluant la qualité de l'application des contrats, les droits de propriété, la police, les tribunaux, ainsi que la probabilité de criminalité et de violence ;
- **Lutte contre la corruption/Voix et Redevabilité** : Évalue la capacité des citoyens à participer au choix de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de la presse ;

Ces indicateurs offrent une vue d'ensemble essentielle pour comprendre la gouvernance et les défis institutionnels dans chaque pays. Nous présentons ci-dessous l'évaluation de la Guinée pour chaque critère ainsi que le classement pour la période 2005-2022.

Figure 27 : Evolution des indices WGI Guinée pour la période 2012 - 2023

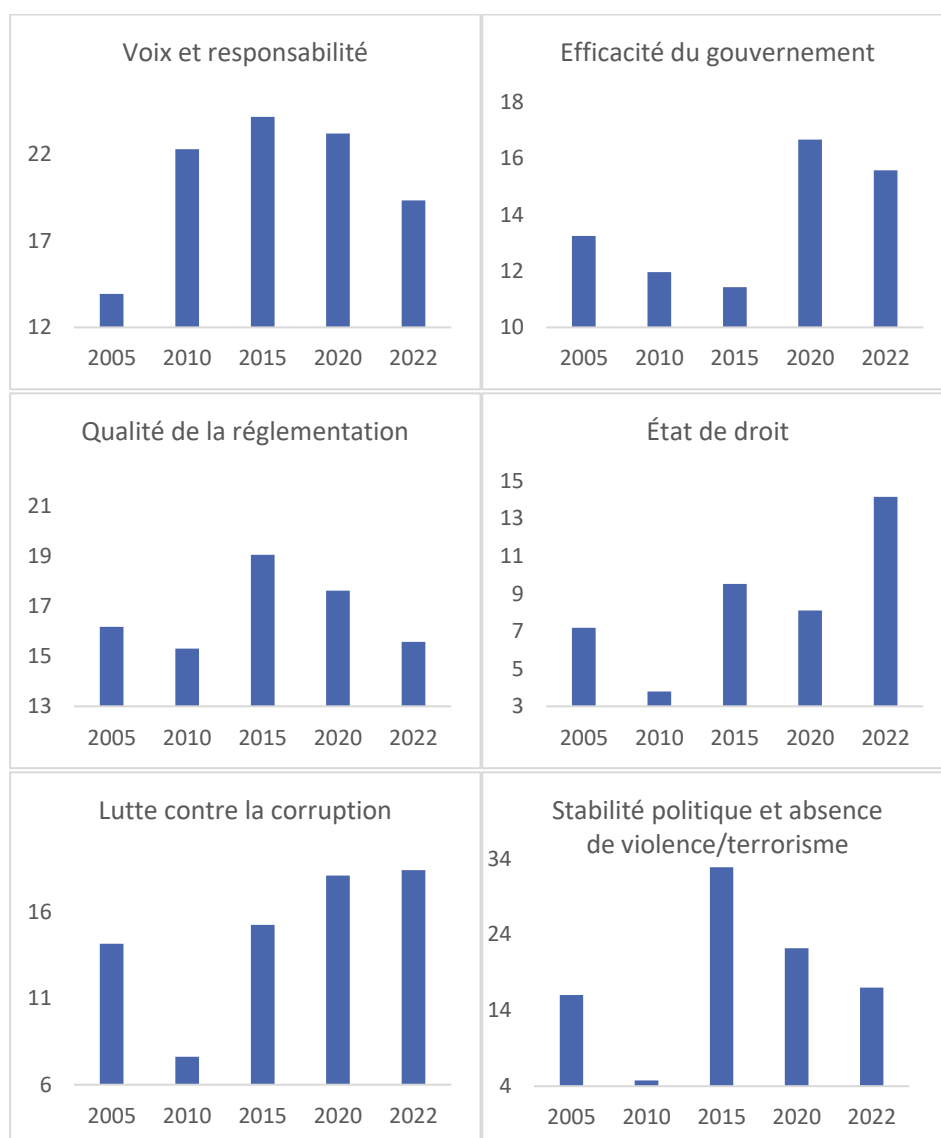


Tableau 75 : Présentation des principes et orientations du code de l'environnement

#	Indicator	2005		2010		2015		2020		2022	
1	Voix et responsabilité	Pays	Classement	Pays	Classement	Pays	Classement	Pays	Classement	Country	Rank
	Le plus élevé	Danemark	1	Norvège	1	Norvège	1	Norvège	1	Norvège	1
		Guinée	180	Guinée	165	Guinée	155	Guinée	160	Guinée	168
	Le plus bas	Érythrée	209	Corée du Nord	212	Turkménistan	204	Corée du Nord	208	Corée du Nord	208
2	Stabilité politique et absence de violence/terrorisme										
	Le plus élevé	Finlande	1	Groenland	1	Groenland	1	Groenland	1	Îles Caïmans	1
		Guinée	174	Guinée	201	Guinée	142	Guinée	166	Guinée	177
	Le plus bas	Somalie	207	Somalie	212	Syrie	211	Syrie	213	Syrie	213
3	Efficacité du gouvernement										
	Le plus élevé	Finlande	1	Singapour	1	Singapour	1	Singapour	1	Singapour	1
		Guinée	178	Guinée	185	Guinée		Guinée		Guinée	
	Le plus bas	Somalie	205	Somalie	210	Somalie	211	Yemen		Soudan du Sud	213
4	Qualité de la réglementation										
	Le plus élevé	Hong Kong	1	Hong Kong	1	Singapour	1	Singapour	1	Singapour	1
		Guinée	172	Guinée	178	Guinée	171	Guinée	174	Guinée	180
	Le plus bas	Corée du Nord	210	Corée du Nord	210	Corée du Nord	211	Corée du Nord	211	Corée du Nord	213
5	État de droit										
	Le plus élevé	Finlande	1	Finlande	1	Finlande	1	Finlande	1	Finlande	1
		Guinée	195	Guinée	204	Guinée	191	Guinée	194	Guinée	183
	Le plus bas	Somalie	210	Somalie	212	Somalie	211	Venezuela	211	Somalie	213
6	Lutte contre la corruption										
	Le plus élevé	Finlande	1	Danemark	1	Nouvelle-Zélande	1	Danemark	1	Danemark	1
		Guinée	177	Guinée	195	Guinée	179	Guinée	173	Guinée	174
	Le plus bas	Somalie	206	Somalie	211	Soudan du Sud	211	Soudan du Sud	211	Soudan du Sud	213

4.8.2 Cadre juridique et institutionnel

4.8.2.1 Cadre juridique

Nous présentons ci-dessous un aperçu des textes de loi et règlements relatifs à la Lutte contre la corruption en Guinée⁸³ :

- **Constitution de la République**
Promulguée par décret 12 20/073 RG/SGG DU 06 avril 2020 portant promulgation de la constitution adoptée par le référendum du 22 mars 2020, ladite constitution stipule dans son préambule que « Notre volonté de promouvoir la bonne gouvernance et de lutter contre la corruption et les crimes économiques et financiers ». D'autre part, nous comprenons que le 5 septembre 2021 ladite Constitution est suspendue⁸⁴ et une charte de transition a été adoptée⁸⁵. La charte stipule dans son préambule que « Considérant la détermination du Comité National du Rassemblement pour le Développement de combattre toute forme de marginalisation et de repli identitaire, de prévenir et réprimer la corruption, les crimes économiques et financiers, l'impunité, la politisation de l'Administration publique et l'instrumentalisation de la Justice ».

⁸³ <https://www.invest.gov.gn/page/cadre-juridique-et-fiscal?onglet=note-sur-la-corruption>

⁸⁴ <https://gouvernement.gov.gn/les-institutions/>

⁸⁵ <https://www.sgg.gov.gn/document/charte>

- **Loi L/2017/041/AN du 4 juillet 2017 portant prévention, détection et répression de la corruption et des infractions assimilées**

Ce texte s'inscrit dans le cadre des efforts de lutte contre la corruption en dotant le pays d'un arsenal juridique pour encadrer et punir les actes de corruption, notamment dans les secteurs public et privé. La loi prévoit plusieurs mécanismes et responsabilités pour les agents publics, les institutions de contrôle, et les juridictions compétentes. Cette loi est articulée autour des chapitres suivants :

- Chapitre I : Dispositions Générales ;
- Chapitre II : De la corruption dans le secteur public
- Chapitre III : De la corruption dans le secteur privé ;
- Chapitre IV : De la transparence dans gestion des sociétés ou entreprises publiques ou privées ;
- Chapitre V : De la procédure en matière de lutte contre la corruption
- Chapitre VI : De la coopération internationale ;
- Chapitre VII : De l'organe charge de la prévention et de lutte contre la corruption ;
- Chapitre VII : Dispositions finales.

Les principales dispositions de la loi se présentent comme suit :

- Définitions et Champ d'Application : La loi définit clairement ce qui constitue des actes de corruption, incluant le détournement de fonds, la fraude, et le favoritisme. Elle s'applique tant aux agents publics qu'aux acteurs du secteur privé.
- Prévention et Déclaration de Patrimoine : Un des aspects clés de cette loi est l'obligation pour les agents publics de déclarer leurs patrimoines, ce qui contribue à la transparence et à la lutte contre l'enrichissement illicite. Cette déclaration doit être faite dès la prise de fonction et actualisée périodiquement.
- Création d'Institutions de Contrôle : La loi renforce le rôle des institutions comme la Cour des Comptes et les juridictions spécialisées en matière de corruption, leur confiant le mandat de recevoir, contrôler et agir sur les déclarations de patrimoine et d'autres indices de corruption.
- Sanctions et Mesures Répressives : En cas de violation, la loi prévoit des sanctions pénales, y compris des amendes et des peines de prison, en fonction de la gravité de l'infraction. Les sanctions s'appliquent aussi bien aux corrupteurs qu'aux corrompus, englobant également les complicités et tentatives de corruption.
- Protection des Lanceurs d'Alerte : Afin de promouvoir la dénonciation des actes de corruption, des mesures de protection pour les lanceurs d'alerte sont également établies, garantissant leur sécurité et limitant les représailles possibles.

- **la Loi portant Partenariat Public-Privé**

Cette loi établit un cadre réglementaire visant à encourager et structurer la collaboration entre le secteur public et privé pour la réalisation de projets d'infrastructures et de services publics. Adoptée pour pallier les défis financiers et techniques du secteur public, cette loi favorise une gouvernance plus transparente dans les projets d'infrastructure, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'habitat, et des transports

Sur le plan de la lutte contre la corruption, la loi sur les PPP introduit des procédures de passation de marché plus encadrées et réglementées. Elle définit les règles d'inéligibilité pour prévenir les conflits d'intérêts et l'influence illégitime des acteurs privés impliqués. Par exemple, les entreprises qui ne satisfont pas aux obligations fiscales ou qui ont été reconnues coupables de violations de la réglementation des PPP ou des marchés publics sont exclues des appels d'offres. De plus, un comité de pilotage a été mis en place pour surveiller la mise en œuvre des projets, assurant ainsi une meilleure transparence et un contrôle renforcé des processus

- **le Code Général des Impôts**

Ce texte stipule que toute violation des règles interdisant le versement de pots-de-vin sera sanctionnée par des amendes et des peines d'emprisonnement conformément aux dispositions du Code pénal.

- **le Code des Investissements**

Ce code invite tous les investisseurs à s'abstenir de tout acte de corruption, de concurrence déloyale ou de toute autre pratique similaire, aussi bien lors de leur installation qu'après.

- **la Loi Anti-blanchiment des Capitaux**

Cette loi a établi la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF), une institution chargée de collaborer avec l'agence nationale de lutte contre la corruption chaque fois que des actes de corruption sont identifiés dans son domaine de compétence.

- **Code Pénal**

Ce Code Classifie la corruption et les infractions similaires parmi les infractions imprescriptibles et les sanctionne de manière rigoureuse.

D'autre part, la République de Guinée s'est engagée à se conformer aux textes juridiques internationaux suivants⁸⁶ :

- la Convention des Nations Unies contre la corruption ;
- la Convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption ;
- le Protocole de la CEDEAO sur la lutte contre la corruption.

4.8.2.2 Cade Institutionnel

Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC)

L'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption (ANLC) en Guinée est une institution spécialisée dans la lutte contre la corruption. Elle a pour mandat d'assurer la prévention, la détection et la répression des actes de corruption, en plus de renforcer la transparence dans la gestion publique. Créée en alignement avec la loi anti-corruption et appuyée par plusieurs dispositifs nationaux, cette agence intervient dans les enquêtes et fournit un soutien à d'autres institutions de contrôle. Elle collabore également avec la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF) pour traquer les flux financiers suspects qui pourraient être liés à des actes de corruption ou de blanchiment d'argent, renforçant ainsi les efforts de conformité dans les secteurs public et privé⁸⁷.

L'ANLC vise aussi à sensibiliser la population et les entreprises aux risques et aux effets néfastes de la corruption. Elle met en œuvre des programmes de sensibilisation, de formation et de soutien aux autres entités gouvernementales pour encourager une culture de l'intégrité et de la responsabilité. Elle s'assure également que les mesures de lutte contre la corruption sont conformes aux standards internationaux, et soutient la mise en œuvre des recommandations des partenaires internationaux dans le domaine de la transparence et de la gouvernance.

Cour des Comptes

La Cour des comptes de Guinée est une institution indépendante, chargée de contrôler la gestion financière des organismes publics, ainsi que de juger les comptes des comptables publics de l'État, des collectivités locales, et des établissements publics. Créée initialement en 1967, elle est structurée pour garantir la transparence des finances publiques, en exerçant un contrôle sur les dépenses et les recettes de l'État. En période de transition, son rôle a été réaffirmé et encadré par les ordonnances 2021/002 et 2021/003 de la Charte de Transition, ce qui lui permet de continuer à opérer de manière indépendante vis-à-vis des pouvoirs exécutif et législatif en Guinée.

L'action de la Cour des comptes contribue à la bonne gouvernance en assurant que les ressources publiques sont gérées avec intégrité et efficience. Par ses audits et ses vérifications, elle aide à identifier et corriger les cas de mauvaise gestion et de détournements, contribuant ainsi indirectement à la lutte contre la corruption en renforçant la responsabilité financière des gestionnaires publics et en augmentant la transparence des finances de l'État. Elle vise également à renforcer ses capacités et son indépendance dans le cadre de la transition actuelle, pour garantir un contrôle efficace et fiable du secteur public guinéen.

⁸⁶ <https://www.invest.gov.gn/page/cadre-juridique-et-fiscal?onglet=note-sur-la-corruption>

⁸⁷ <https://www.govserv.org/GN/Conakry/108845514124192/Agence-Nationale-de-Lutte-contre-la-Corruption-GN>

4.8.3 Lutte contre la corruption dans le secteur extractif

4.8.3.1 Outil pour tracer les taxes et redevances minières

L'Agence Nationale de Lutte contre la Corruption et de Promotion de la Bonne Gouvernance (ANLC-PBG) a développé un outil pour tracer les taxes et redevances minières dans la région de Boké, avec l'appui financier du PNUD. Cet outil vise à renforcer la transparence dans la gestion des ressources minières, assurant que les collectivités locales reçoivent les fonds qui leur sont dus. La phase initiale couvre Boké et Boffa, avec une éventuelle extension prévue selon les résultats. Ce projet s'inscrit dans une démarche de gouvernance responsable et de développement local⁸⁸.

4.8.3.2 Audit des cadres législatifs, règlementaires et institutionnels de lutte contre les flux financiers illicites dans le secteur minier réalisé par la cour des comptes

En septembre 2024, la cour des comptes a publié un rapport relatif à l'audit relatif à la lutte contre les flux financiers dans le secteur minier⁸⁹. Cet audit a été coordonné par l'AFROSAI⁹⁰ (organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques) et la cour des comptes de Guinée a participé à cet audit sur la base d'un Protocole d'Entente à Nairobi le 24 avril 2023. L'objectif de cet audit est de s'assurer que le dispositif juridique et institutionnel de la République de Guinée permet de lutter efficacement contre les flux financiers illicites dans le secteur minier. Les objectifs spécifiques dudit audit étaient fixés comme suit :

- s'assurer que le cadre juridique favorise la transparence et l'intégrité ;
- s'assurer que le dispositif institutionnel est en mesure de lutter efficacement contre les Flux Financiers Illicites ; et
- s'assurer que la coopération internationale permet de soutenir efficacement la lutte contre les Flux Financiers Illicites.

Le rapport a formulé les recommandations suivantes :

- Recommandation N° 1 : Publication des états financiers audités de l'AINAM et de la SONAP ou leurs principaux documents financiers conformément à l'exigence 2.6 (b) de la norme ITIE 2019 ;
- Recommandation N° 2 : Publication de tous les contrats actifs (y compris les annexes, les amendements et les avenants) ;
- Recommandation N° 3 : assurer le suivi et la publication régulière des données relatives à l'exploitation artisanale de l'or et du diamant ;
- Recommandation N° 4 : transmission au CNT d'un projet de loi sur la propriété effective en vue de son adoption ;
- Recommandation N° 5 : respect des clauses contractuelles relatives aux contreparties des exonérations fiscales ;
- Recommandation N° 6 : instauration d'un mécanisme d'arrangement pour l'évaluation et le partage des revenus miniers ;
- Recommandation N° 7 : remise en service de la plateforme « Task Force Mines et Revenus »
- Recommandation N° 8 : renforcement des capacités opérationnelles des acteurs impliqués dans la lutte contre les Flux Financiers illicites.
- Recommandation N° 9 : mise à disposition de moyens suffisant pour se doter de capacités professionnelles requises (avocats spécialisés, experts miniers, financiers et comptables) en vue de lutter efficacement contre les flux financiers illicites ;
- Recommandation N° 10 : renforcement des capacités opérationnelles du dispositif de contrôle des quantités et qualités des minerais produits et exportés ;
- Recommandation N° 11 : mise en œuvre des recommandations des services et Directions techniques contenues dans le rapport annuel d'activités 2022 relatives à :

⁸⁸ <https://anlcpbg.gov.gn/2024/03/12/lanlc-pbg-concoit-un-outil-de-tracage-des-taxes-et-redevances-minieres/>

⁸⁹ <https://www.ccomptes.org.gn/details-publications/rapport-national-de-laudit-cooperatif-cordonne-sur-les-flux-financiers-illicites>

⁹⁰ <https://afrosai.org/>

- l'accélération du processus de valorisation et conversion des sites identifiés en couloirs dédiés à l'exploitation minière artisanale ;
- la mise en place d'un dispositif réglementaire pour le contrôle et le suivi des exportations artisanales de l'or et du diamant.
- Recommandation N°12 : Mise en place d'une collaboration internationale avec les administrations fiscales étrangères pour l'échange d'informations ;
- Recommandation N° 13 : conception et mise en place d'un système d'estampillage des minerais destinés à l'exportation ;
- Rappel à la loi : conformité avec des entreprises d'Etat avec l'exigence 2.6 (b) de la norme ITIE 2019 relative à la publication de leurs comptes financiers audités ou leurs principaux documents financiers ;
- Rappel à la loi N°2 : application des dispositions de l'article 217 du code minier (Entrée en vigueur et régime applicable aux Conventions minières préalablement signées et ratifiées et Publication des Titres miniers et des Conventions minières).

4.8.3.3 Le travail du BEQQ

Comme présenté dans la section Ce bureau est rattaché au Ministère des Mines et opère principalement dans les ports d'exportation, comme ceux de Kamsar et Conakry. Son travail consiste à évaluer les cargaisons avant et après chargement sur les navires en collaboration avec des équipes d'inspecteurs et de sociétés minières.

Le processus inclut des calculs rigoureux pour déterminer le poids exact des cargaisons, assurant ainsi la transparence des exportations. De 2019 à 2021, le BEQQ a évalué plus de 2 243 navires, assurant l'exportation de plus de 241 millions de tonnes métriques de bauxite. Cette démarche permet au gouvernement guinéen de garantir la conformité des volumes exportés et d'assurer une répartition équitable des bénéfices issus de ces transactions internationales

4.9 Mise en œuvre de l'ITIE tenant compte du genre

La note d'orientation relative à la mise en œuvre des exigences de l'ITIE tenant compte de l'ITIE publié par le secrétariat International de l'ITIE détaille la mise en œuvre des exigences 1.4, 6.3, 7.1 ET 7.4.

Le statut socio-économique des individus dans la société, influencé par des normes socioculturelles, conditionne l'accès et le contrôle des ressources productives telles que le travail, les revenus, ainsi que la prise de décision au sein des ménages. Ces dynamiques exposent les hommes et les femmes travaillant dans le secteur extractif à des situations de vulnérabilité. En Guinée Conakry, où les industries extractives jouent un rôle majeur dans l'économie nationale, cette problématique est particulièrement pertinente.

Des recherches ont démontré que les femmes jouent un rôle clé dans la durabilité des chaînes de valeur de l'énergie et des industries extractives, ainsi que dans les communautés où ces activités sont menées. Cependant, leur contribution est souvent méconnue et sous-évaluée. Il est important de souligner que la main-d'œuvre féminine apporte une valeur significative à ces industries, d'autant plus que la demande dans ce secteur continue de croître. En conséquence, l'autonomisation des femmes ne profite pas seulement à leur bien-être et à celui de leurs enfants et communautés, mais elle représente également un levier économique important pour la Guinée Conakry.

Une inclusion accrue des femmes dans le secteur extractif pourrait non seulement renforcer la compétitivité et la durabilité des entreprises, mais aussi améliorer les impacts sociaux et économiques dans les zones d'exploitation.

4.9.1 Cadre légal et politique Nationale

Nous comprenons qu'il n'existe pas de textes réglementaires spécifiques concernant la protection et la promotion de l'égalité du genre. Cependant, des dispositions générales dans les textes juridiques

guinéens, comme le Code civil et le Code du travail, visent à protéger les droits des femmes et à promouvoir l'égalité :

- Charte de la Transition⁹¹ : L'article 60 de ladite charte fixe la composition du Conseil National de la Transition et stipule que « Sous réserve de rejet, les désignations des membres de chaque entité doivent prendre en compte toutes les diversités et comporter au moins 30% de femmes » ;
- Code du travail⁹² :
 - l'article 4 du code du travail stipule que « La discrimination est interdite sous toutes ses formes. Aucun employeur, ou son représentant ou toute autre personne ne peut prendre en considération le sexe, l'âge, l'ascendance nationale, la race, la religion, la couleur, l'opinion politique et religieuse, l'origine sociale, l'appartenance ou non à un syndicat et l'activité syndicale, le handicap pour arrêter des décisions en ce qui concerne notamment l'embauche, la conduite et la répartition de travail, la formation professionnelle, l'avancement, la promotion, la rémunération, l'octroi d'avantages sociaux, la discipline ou la rupture du contrat de travail ».
 - le code du travail protège contre l'harcèlement sexuel comme suit « : Est considérée comme harcèlement sexuel toute forme de comportement verbal, non verbal ou corporel de nature sexuelle, qui affecte la dignité de femmes ou d'hommes en milieu du travail. Il en est de même pour toute conduite de nature sexuelle qui a pour effet de créer un environnement de travail intimidant, hostile ou humiliant pour une personne. Aucun travailleur ne peut être sanctionné ni licencié pour avoir subi ou refusé de subir les agissements de harcèlement sexuel d'un employeur, de son représentant ou de toute personne qui, abusant de l'autorité que lui confère sa position ou ses fonctions, a donné des ordres, proféré des menaces, imposé des contraintes ou exercé des pressions de toute nature sur ce travailleur, dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle à son profit ou au profit d'un tiers ». Le code interdit aussi le travail des femmes dans son article 136.1 « Le travail de nuit est interdit aux femmes dans les usines, manufactures, mines et carrières, chantiers, ateliers et leurs dépendances de quelque nature que ce soit » ;
 - le code intègre des dispositions particulières concernant des aménagements spécifiques liés aux congés maternité ;
 - le code instaure une égalité entre les genres au titre des rémunérations dans son article 243.1 comme suit « les différents éléments composant la rémunération doivent être établis selon des normes identiques pour les hommes et pour les femmes. » ;
- Code civil⁹³ : Ce code comprend plusieurs dispositions visant à protéger les droits des femmes et à garantir l'égalité de genre, notamment dans le cadre du mariage, du divorce, et des successions.

La question du genre est en train d'être considérée dans le cadre de l'élaboration prochaine de la nouvelle constitution. Ainsi, des ateliers et conférences sont organisés afin de préparer une constitution qui prenne en compte la question du genre⁹⁴.

D'autre part, La Guinée a adopté une Politique Nationale Genre Révisée qui vise à promouvoir l'égalité entre les sexes et réduire les disparités existantes à travers des actions transversales et inclusives.

4.9.2 Brève Analyse de la situation des femmes en Guinée

Le Département Genre, Femmes et Société Civile a publié en Mai 2019 une étude⁹⁵ dans le but de « fournir une analyse genre détaillée des piliers du Document de Stratégie Pays (DSP 2018-2022) à

⁹¹ https://cdn.accf-francophonie.org/2022/06/Guinee_CharteDeLaTransition270921_C0.pdf

⁹² <https://faolex.fao.org/docs/pdf/gui212958.pdf>

⁹³ <https://citizenshiprightsfrance.org/wp-content/uploads/2019/01/NOUVEAU-CODE-CIVIL-DE-LA-REPUBLIQUE-DE-GUINEE-Fevrier-2016.pdf>

⁹⁴ <https://mosaïqueguinee.com/2023/04/conakry-la-question-du-genre-au-centre-d'une-conference-debat-au-cnt/>

⁹⁵ https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/projects-and-operations/profil_genre_guinee.pdf

savoir (i) l'amélioration de l'accès à l'énergie et (ii) le développement des chaînes de valeurs agricoles et industrielles ». Les principaux résultats de l'étude s'articulent autour de constats majeurs portant sur :

- Le poids des normes socioculturelles : La division traditionnelle du travail et des compétences, ancrée dans les ménages et les communautés, façonne les modes de pensée ainsi que la répartition des tâches, des espaces et des ressources. Cette organisation attribue aux femmes des rôles d'exécution tandis que les hommes assument les fonctions de contrôle et de prise de décision.
- L'application insuffisante des lois en faveur des droits des femmes : Dans un contexte où se superposent les systèmes juridiques religieux, coutumiers et modernes, les lois promouvant et protégeant les droits des femmes sont peu mises en œuvre. Cela perpétue les pratiques nuisibles aux femmes et aux filles tout en freinant les efforts pour parvenir à une égalité réelle entre les sexes.
- Les disparités hommes-femmes dans le secteur de l'énergie : Bien que l'accès à l'électricité soit limité pour tous, les femmes en souffrent davantage. Elles sont particulièrement exposées à des sources d'énergie polluantes, qui affectent leur santé respiratoire, et doivent parcourir de longues distances, souvent dans des zones peu sûres, pour collecter du bois de chauffe, ce qui les rend vulnérables aux violences sexuelles.
- La participation des femmes dans les chaînes de valeur agricoles et industrielles reste inégalitaire par rapport à celle des hommes. Elles font face à des contraintes multiples, notamment un accès limité aux ressources productives (terres, crédits, intrants), aux marchés et aux opportunités, ainsi qu'à une faible structuration de leurs regroupements. Leur participation est particulièrement faible dans des segments clés comme la transformation et la commercialisation des produits agricoles. De plus, leurs compétences en entrepreneuriat et gestion sont souvent insuffisantes, et leur charge de travail élevée, combinée à des barrières sociales, réduit encore leurs perspectives. Ces difficultés sont aggravées par le manque d'infrastructures adaptées, l'insensibilité au genre des équipements marchands, et une intégration insuffisante des enjeux de genre dans les politiques agricoles. Surmonter ces obstacles est essentiel pour permettre une participation équitable des femmes et des hommes.
- Gouvernance et participation des femmes aux décisions : La représentation des femmes dans les instances de décision reste limitée en Guinée. Elles occupent seulement 23,8 % des sièges dans les conseils municipaux, 13 % des postes au gouvernement, 12,5 % des fonctions de gouverneures de région, 6 % de préfètes, 2,6 % de sous-préfètes, et 21 % des sièges à l'Assemblée nationale. Ces chiffres montrent que le pays est encore loin d'atteindre le quota de 30 % de représentation féminine ;
- Emploi, entrepreneuriat et contribution économique : Les femmes sont faiblement représentées dans l'emploi formel, y compris dans le secteur public. Elles représentent 11 % des effectifs dans la police, 5,9 % dans l'armée et 15 % dans la gendarmerie. Les mesures pour encourager leur intégration dans ces domaines restent rares. En matière d'entrepreneuriat, des progrès notables ont été réalisés, mais les femmes continuent de faire face à des limitations en termes de compétences entrepreneuriales et managériales, ainsi qu'à des infrastructures inadéquates freinant leurs activités économiques ;
- Éducation : Bien que le taux brut de scolarisation au primaire ait progressé, passant de 78 % en 2010 à 85 % en 2016, celui des filles reste inférieur d'environ 9 points à la moyenne nationale. L'indice de parité des sexes est de 0,91 au primaire et chute à 0,74 au secondaire, où le taux de scolarisation global est de 38 % et celui des filles de seulement 28 %. Dans l'enseignement technique et professionnel, les femmes continuent de subir des stéréotypes limitant leur accès à des métiers perçus comme « appropriés » pour elles.
- Malgré les efforts du gouvernement et de ses partenaires, l'accès des femmes aux TIC demeure très restreint. Seulement 5,6 % des femmes âgées de 15 à 49 ans accèdent régulièrement à des médias comme les journaux, la radio ou la télévision. Les femmes reçoivent

principalement des informations par des moyens traditionnels, tels que les réunions, les formations ou les échanges au marché.

- Nutrition et santé maternelle et infantile : La malnutrition (aigüe, sévère et modérée), le VIH/SIDA et la mortalité infantile restent des problèmes majeurs en Guinée, avec des taux préoccupants qui nécessitent une attention urgente.
- Violences basées sur le genre (VBG) : La Guinée connaît une forte prévalence des violences de genre, notamment des mariages précoces ou forcés. Plus de la moitié des femmes âgées de 20 à 49 ans (54,6 %) se sont mariées avant l'âge de 18 ans, et 21 % avant l'âge de 15 ans. La mutilation génitale féminine (MGF/E) touche encore 96 % des jeunes filles, et 70 % des femmes justifient la violence conjugale dans certaines circonstances.

4.10 Coûts des Projets

Le Comité de Pilotage a convenu lors de sa réunion du 15 février 2023 pour la validation du rapport de cadrage de 2021, que la notion projet minier correspond à un permis ou à une concession minière.

4.10.1 Politiques et les pratiques en matière de suivi des coûts des projets

Secteur Minier

Le Code Minier établit le cadre réglementaire pour le suivi et la gestion des coûts dans le secteur minier. Ce cadre législatif confère aux autorités gouvernementales compétentes, notamment le Ministère chargé des Mines, le mandat de superviser et de contrôler les opérations minières, y compris la gestion et l'audit des coûts liés à l'exploitation minière.

Le Code minier amendé établit le cadre réglementaire pour le suivi et la gestion des coûts dans le secteur minier. Ce cadre législatif confère aux autorités compétentes, notamment le Ministère des Mines et de la Géologie, le mandat de superviser et de contrôler les opérations minières. Cela inclut spécifiquement la gestion et l'audit des coûts liés aux activités d'exploration, d'exploitation et de développement des projets miniers, conformément aux dispositions des Articles 187, 190 et 191 du Code minier.

L'article 188 du code minier stipule que si l'État a réalisé des travaux de recherche sur une zone avant l'attribution d'un titre minier, les dépenses engagées doivent être remboursées par le titulaire du titre, après audit et évaluation par un auditeur indépendant. Ce remboursement est versé au Fonds d'Investissement Minier, et les modalités de prise en charge de ces dépenses sont précisées dans la convention minière ou le cahier des charges.

Secteur des hydrocarbures

L'article 40 du Code des Hydrocarbures stipule que la production d'hydrocarbures extraite pendant la durée du Contrat Pétrolier est partagée entre l'État et le contractant selon des principes spécifiques. Une part de la production annuelle totale, dont le plafond est fixé par le contrat (maximum de 60 % pour le pétrole brut et 65 % pour le gaz naturel sec), est affectée au recouvrement des coûts pétroliers effectivement supportés par le contractant, sous réserve de conformité aux modalités prévues dans le contrat. Le reste de la production est partagé entre l'État et le contractant selon les règles définies dans le contrat, pouvant inclure un indicateur de rentabilité. L'État peut percevoir sa part soit en nature, soit en espèces. Le contrat doit aussi préciser les coûts pétroliers récupérables, les modalités de leur récupération, ainsi que les conditions d'enlèvement ou de règlement en espèces de la part revenant à l'État.

4.10.2 Pratiques de divulgation des coûts des projets

À ce jour, aucune information n'est disponible concernant la fréquence, les termes de référence (TDR) ou l'efficacité des audits relatifs au contrôle des coûts et des obligations fiscales. Par ailleurs, les rapports d'audit sur ces contrôles ne sont pas rendus publics.

4.10.3 Divulgation des coûts des projets durant l'année fiscale 2022

Certes, la divulgation des coûts miniers fait partie du périmètre de déclaration conformément aux exigences de la Norme ITIE 2023. Toutefois, aucune société ni aucune agence gouvernementale n'a communiqué d'informations relatives aux coûts des projets.

Projet Simandou :

Le projet Simandou, situé dans le sud-est de la Guinée, est l'un des plus grands projets miniers au monde, axé sur l'exploitation de gisements de fer de haute qualité. Ce projet suscite un fort intérêt national en raison des retombées économiques potentielles, ainsi qu'un intérêt international grâce aux vastes réserves annoncées.

Au cours de nos travaux de terrain et des réunions avec les organes du ministère des Mines et de la Géologie, nous avons discuté de ce projet, notamment des coûts déjà engagés ou restant à engager, ainsi que des estimations actualisées de production. Cependant, faute d'informations précises obtenues, nous présenterons uniquement les données disponibles à la date de la préparation du présent rapport :

- En mars 2022, l'État guinéen a signé un accord-cadre avec Winning Consortium Simandou (WCS) et Rio Tinto Simfer pour le développement du gisement de fer de Simandou. Cet accord, d'une durée de 35 ans, prévoit un investissement de 15 milliards de dollars US, couvrant l'exploitation des gisements, la construction d'une ligne de chemin de fer d'environ 670 km reliant Beyla à Forécariah, et le développement d'un port en eau profonde à Moribayah⁹⁶ ;
- En décembre 2023, Rio Tinto a estimé sa part des dépenses à 6,2 milliards de dollars US pour le développement des blocs 3 et 4 du projet, avec un objectif de débiter la production d'ici 2025⁹⁷ ;
- En juillet 2024, la société Rio Tinto a annoncé avoir obtenu toutes les autorisations nécessaires pour son investissement dans le projet Simandou⁹⁸ ;
- En octobre 2024, Rio Tinto a confirmé que la prévision d'entrée en production en 2025 est maintenue, et a confirmé que le Projet Simandou atteindra une capacité annuelle de 60 millions de tonnes dans les 30 mois suivant le début de la production⁹⁹ ;
- Le coût du Projet est estimé à 15 milliards de dollars américains, certaines sources estiment le coût total du projet à environ 20 milliards de dollars US, incluant l'extraction du minerai et le développement des infrastructures nécessaires¹⁰⁰ ;
- Développement local : Rio Tinto SimFer a organisé des Journées Fournisseurs à Beyla les 4 et 5 décembre 2023, réunissant plus de 200 participants, dont des entrepreneurs locaux et partenaires institutionnels. L'événement visait à promouvoir la collaboration avec les entreprises guinéennes pour le projet Simandou. Rio Tinto a présenté ses normes de sous-traitance et offert des outils de renforcement des capacités. En 2023, l'entreprise a collaboré avec près de 300 partenaires guinéens, générant 120 millions de dollars de dépenses locales¹⁰¹.

4.11 Emissions de gaz à effet de serre

Lors du processus de rapportage ITIE, aucune société n'a pas rapporté des données sur des émissions de gaz à effet de serre au niveau du formulaire de déclaration.

⁹⁶ <https://guineenews.org/simandou-la-guinee-winning-consortium-et-rio-tinto-signent-un-accord-de-15-milliards-usd-pour-le-developpement-du-projet/>

⁹⁷ <https://www.agenceecofin.com/fer/0612-114369-guinee-rio-tinto-estime-a-6-2-milliards-sa-part-des-depenses-pour-amener-le-projet-simandou-en-production-d-ici-2025>

⁹⁸ <https://www.reuters.com/world/africa/rio-tintos-african-iron-ore-project-receives-all-necessary-approvals-2024-07-16/>

⁹⁹ <https://www.reuters.com/markets/commodities/rio-tintos-third-quarter-iron-ore-shipments-rise-1-2024-10-15/>

¹⁰⁰ <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/simandou-le-plus-important-projet-minier-au-monde-enfin-sur-les-rails-en-guinee-20240728?>

¹⁰¹ <https://riotintoguinee.com/medias/communique-de-presse/rio-tinto-simfer-organise-des-journees-fournisseurs-a-beyla-pour-rencontrer-ses-futurs-partenaires-du-projet-simandou/>

5 PERIMETRE DU RAPPORT ITIE-GUINEE 2022

5.1 Périmètre de rapprochement

5.1.1 Périmètre des sociétés extractives

Le périmètre de réconciliation de 2022 se résume comme suit :

- Treize (13) sociétés du secteur minier ; et
- Une (1) société de transport des minerais.

5.1.1.1 Secteur minier (Exigence ITIE 4.1)

Le Comité de Pilotage a décidé d'inclure dans le périmètre de conciliation de l'exercice 2022 toutes les sociétés titulaires d'un titre minier actif en 2022 et ayant effectué des paiements supérieurs au seuil de matérialité, fixé à 1% des revenus du secteur des mines et carrières, soit 1% de 7 226 milliards GNF, équivalent à **72 milliards GNF**.

Ce périmètre permet d'atteindre une conciliation de **86 %** des revenus du secteur des mines et carrières pour l'année 2022. Sur cette base, un total de dix (10) sociétés minières ont été retenues dans le périmètre de conciliation pour 2022.

En plus le Comité de Pilotage a convenu d'ajouter trois (3) sociétés qui ont été incluses de manière permanente dans le périmètre de réconciliation des années précédentes à savoir COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK), la SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG) et la SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA.

Au total, 13 sociétés du secteur des mines et carrières ont été incluses dans le périmètre de réconciliation pour 2022, représentant une conciliation totale de 87,65% des revenus du secteur des mines et carrières. La liste des sociétés concernées se présente comme suit :

Tableau 76 : Périmètre des sociétés extractives pour 2022

N°	NIF	Raison sociale
1	840333827	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA
2	446324865	GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC) SA
3	210625166	SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA
4	703457069	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G
5	349895870	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)
6	735691305	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA
7	417018660	SOCIETE MINIERE DE DINGUIRAYE (SMD)
8	731241238	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA S.A (SMM)
9	163384514	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA
10	882595283	COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)
11	872381785	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)
12	854011368	SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)
13	213160583	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA

Source : Données rapport de cadrage 2022

Par ailleurs, en application de l'Exigence ITIE 4.1.d, les revenus provenant des autres sociétés du secteur des mines et carrières et dont la contribution individuelle est inférieure à 72 milliards de GNF, les sous-traitants miniers et les comptoirs d'or et diamant, non retenues dans le périmètre de réconciliation 2022, sont prises en compte dans le Rapport ITIE 2022 à travers une déclaration unilatérale des administrations publiques.

5.1.1.2 Le secteur de transport (Exigence ITIE 4.4)

Sur la base des informations obtenues lors des réunions conduites avec les parties prenantes durant le processus de cadrage 2022, il n'existe pas d'entreprise d'Etat ni d'entité publique qui collecte des revenus de transport des minerais ou d'hydrocarbures au sens de l'exigence 4.4 de la norme ITIE 2023.

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure dans le périmètre de rapportage ITIE de 2022 cette société privée, à savoir : (UMS)

Tableau 77 : Périmètre des sociétés de transport pour le rapport de cadrage 2022

N°	NIF	Société
1	621834829	UNITED MINING SUPPLY

Source : Données rapport de cadrage 2022

Le Comité de Pilotage a aussi décidé d'inclure des informations sur les accords de transport qui sont en vigueur durant l'année 2022 du rapport de l'ITIE-Guinée à travers une déclaration unilatérale des entreprises de transport

5.1.2 Périmètre des flux de paiements

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure dans le périmètre de réconciliation ITIE du secteur extractif pour l'exercice 2022 :

Tableau 78 : Périmètre des flux de paiement en numéraire

N°	Nomenclature des flux	Payé à
Flux de paiements en numéraire		
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	DGTCP
2	Dividendes	DGTCP
3	Impôt sur la plus-value sur cession	DGTCP
4	Taxe sur Consommation de bauxite	DGTCP
5	Droits fixes	FIM
6	Taxe sur les substances de carrières	FIM
7	Droits fixes	CPDM/DGTCP
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	CPDM
9	Impôt sur les sociétés	DGI
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	DGI
11	Retenues à la Source	DGI
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	DGI
13	Retenues sur les salaires	DGI
14	Versement forfaitaire sur les salaires	DGI
15	Taxe d'apprentissage	DGI
16	Taxe sur contrat d'assurance	DGI
17	Retenue à la source sur les loyers	DGI
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	DGI
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	DGI
20	Produits d'enregistrement	DGI
21	Amendes et pénalités fiscales	DGI
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	DGD
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	DGD
24	Amendes et pénalités douanières	DGD
25	Prestations aéroport Siguiri	DGD
26	Loyers des infrastructures minières	ANAIM

N°	Nomenclature des flux	Payé à
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	ANAIM
28	Redevances portuaires	ANAIM
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	SOGUIPAMI
30	Droits de suite	SOGUIPAMI
31	Royalties / redevances	SOGUIPAMI
32	Produit de cession des droits miniers	SOGUIPAMI
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	SOGUIPAMI
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	SOGUIPAMI
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	SOGUIPAMI
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	BCRG
37	Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	BCRG / DGD
38	Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	BCRG / DGD
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	BCRG / DGD / BNE
40	Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	BCRG / DGD / BNE
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	BNE
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	BNE
43	Taxe sur les substances de carrières	DNM / DPM
44	Pénalités liées aux infractions minières	DNM
45	Cotisations sociales	CNSS
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	ONFPP
47	Autres paiements significatifs (>80 KUSD/700 millions de GNF)	À préciser
Paievements infranationaux		
48	Redevance superficielle	Collectivités
49	Autres paiements infranationaux	Collectivités
Paievements sociaux		
50	Contribution au développement local	Collectivités
51	Contribution FODEL	CAGF
52	Paievements sociaux volontaires	N/a
53	Autres paievements sociaux obligatoires	N/a
Dépenses des entreprises d'État		
54	Dépenses quasi fiscales	N/a
Dépenses Environnementales		
55	Versements au titre de la réhabilitation de l'environnement (Article 144 du Code Minier)	Ministère de l'environnement
56	Autres taxes et redevances environnementales	Ministère de l'environnement
57	Autres dépenses environnementales	N/A
Transferts		
58	Transferts aux Collectivités locales « article 165 du Code Minier 2011 »	DGTCP/ANAFIC/Collectivités locales
59	Transferts au Fonds d'Investissement Minier (FMI) « Article 165 du Code Minier »	DGTCP/FMI
60	Transferts au profit du Bureau National d'Expertise (BNE) « Article 165 du Code Minier »	N/A
61	Transferts ANAIM au FIM au titre de la quote-part des loyers reçus de la CBG (L'arrêté conjoint n° 3057/MMG/MAF/CAB/SGG/2004)	ANAIM/FMI
62	Autres transferts	N/A

Source : Données rapport de cadrage 2022

5.1.3 Périmètre des organismes collecteurs et des entreprises de l'Etat

Le comité de pilotage de l'ITIE-Guinée a convenu de retenir la liste des entités gouvernementales responsables de la collecte des recettes du secteur extractif comme suit ;

Tableau 79 : Périmètre des Organismes collecteurs pour 2022

N°	Organismes collecteurs
1	Direction Générale des Impôts (DGI)
2	Direction Générale des Douanes (DGD)
3	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)
4	Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)
5	Bureau National d'Expertise (BNE)
6	Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)
7	Direction Nationale des Mines (DNM)
8	Fonds d'Investissement Minier (FIM)
9	Office National de Formation et du Perfectionnement Professionnels (ONFPP)
10	Collectivités locales / Préfectures
11	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)
12	Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC).
13	Ministère de l'Environnement et du développement durable (MEDD)
N°	Entreprises publiques
14	Société Guinéenne du Patrimoine Minier SA (SOGUIPAMI)
15	Société Nationale des Pétroles (SONAP)
16	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)

Source : Données des régies financières.

En plus de la déclaration des paiements et recettes indiqués ci-dessus, les entités déclarantes seront tenues de divulguer d'autres informations non liées aux revenus conformément aux exigences de l'ITIE, comme résumé ci-dessous :

Tableau 80 : Les autres informations non liées aux revenus à divulguer

Informations non liées aux revenus	Exigence	Entreprise Extractive	Entité Gouvernementale
Cadre juridique et fiscalité en Guinée	2.1		✓
Octroi des permis et des contrats dans le secteur extractif	2.2		✓
Registre des permis et contrats dans les secteurs minier et pétrolier	2.3		✓
Politique du gouvernement sur la divulgation des contrats et des permis	2.4	✓	✓
Propriété effective des sociétés opérantes	2.5	✓	✓
Participation de l'État dans le secteur extractif	2.6	✓	✓
Un aperçu du secteur extractif, y compris toutes les activités d'exploration importantes dans le pays	3.1		✓
Données de la production du pays	3.2	✓	✓
Données sur les exportations	3.3	✓	✓
Affectation des revenus et répartition des revenus provenant du secteur extractif	5.1		✓
Transferts infranationaux	5.2		✓
Impact environnemental	6.3		✓
Contribution du secteur extractif à l'économie	6.3	✓	✓
Les coûts des projets	4.10	✓	✓
Émissions de gaz à effet de serre	3.4	✓	

Source : Données rapport de cadrage 2022

Une liste détaillée des informations non fiscales à inclure est présentée à la section 5.2 du présent rapport.

5.2 Périmètre des autres informations contextuelles

5.2.1 Cadre juridique et régime fiscal (Exigence ITIE 2.1)

L'exigence 2.1 de la norme ITIE 2023 stipule que : Les pays mettant en œuvre l'ITIE doivent faire une description du cadre juridique et de la fiscalité applicables aux industries extractives. L'information fournie doit comporter une description succincte du régime fiscal applicable, dont le niveau des dotations fiscales s'il y a lieu, des lois et de la réglementation relatives à la matière, des différents types de contrats et de licences qui régissent les activités d'exploration et d'exploitation du pétrole, du gaz et des minéraux et des explications sur le rôle et les responsabilités des entités de l'État concernées. Si le gouvernement entreprend des réformes, le groupe multipartite est invité à s'assurer celles-ci sont bien documentées.

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure la description du cadre légal et du régime fiscal qui a régi le secteur extractif pendant l'exercice 2022 en détaillant les informations suivantes :

- une description sommaire du régime fiscal régissant les secteurs pétrolier, gazier et minier au cours de l'exercice 2022, ainsi que la documentation de toute réforme en cours ;
- le niveau de l'évolution fiscale en Guinée pour les secteurs minier pétrolier et gazier ;
- un aperçu des lois et règlements en vigueur durant l'exercice 2022 et régissant les secteurs minier, pétrolier et gazier ;
- une description des différents types de contrats et de licences qui régissent l'exploration et l'exploitation du pétrole, du gaz et des minéraux ; et
- le cadre institutionnel détaillant les rôles et responsabilités des entités gouvernementales pertinentes régissant les secteurs extractifs.

Le Comité de Pilotage a convenu également que le rapport ITIE-Guinée pour l'année fiscale 2022 comprenne des références aux informations accessibles au public concernant le cadre juridique et le régime fiscal régissant les industries extractives sur les sites Web des entités gouvernementales concernées.

5.2.2 Licences et des contrats (exigence 2.2)

L'exigence 2.2 de la norme ITIE 2023 stipule que : " Les pays mettant en œuvre l'ITIE sont tenus de divulguer les informations suivantes relatives à tous les octrois de licences, de contrats et aux transferts ayant eu lieu au cours de l'exercice fiscal couvert par les divulgations les plus récentes de l'ITIE, y compris pour les entreprises dont les paiements sont inférieurs au seuil de matérialité adopté° :

- Une description du processus d'attribution ou de transfert de la licence ;
- Les critères techniques et financiers qui ont été utilisés° ;
- Les informations relatives aux bénéficiaires des licences octroyées ou transférées spécifiant, le cas échéant, les membres du consortium° ;
- Tous les écarts significatifs par rapport au cadre légal et réglementaire applicable régissant les octrois et les transferts de licences.

Dans les cas où les entités gouvernementales peuvent sélectionner différentes méthodes d'octroi de contrats ou de licences (par exemple, appel d'offres ou négociations directes), la description du processus d'octroi de licence devra comprendre une explication des règles déterminant la procédure à suivre et des raisons pour lesquelles une procédure spécifique a été retenue. Les éventuelles lacunes dans les informations accessibles au grand public doivent être clairement soulignées.

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure les informations suivantes pour les licences minières et pétrolières ainsi que les contrats miniers et pétroliers attribués au cours de l'exercice 2022 par divulgation unilatérale par les entités gouvernementales :

- une description du processus d'attribution de la licence/du contrat transféré ou attribué au cours de l'exercice 2022 ;

- les critères techniques et financiers utilisés pour le transfert ou l'attribution de ces licences/contrats au cours de l'exercice 2022 ;
- des informations sur les bénéficiaires des licences/contrats qui ont été transférés ou attribués au cours de l'exercice 2022 ; et
- tout écart important par rapport au cadre juridique applicable en vigueur au cours de l'exercice 2022.

5.2.3 Registre des licences (Exigence ITIE 2.3)

L'exigence 2.3 de la norme ITIE 2023 stipule que : " Les pays mettant en œuvre l'ITIE ont l'obligation de tenir un système de registre public ou de cadastre contenant les informations suivantes, actualisées et complètes, concernant chaque licence octroyée aux entreprises entrant dans le périmètre d'application de la mise en œuvre l'ITIE° :

- Le ou les détenteur(s) de licences° ;
- Lorsqu'elles sont compilées, les coordonnées de la zone concernée ; lorsque celles-ci ne sont pas compilées, il est demandé au gouvernement de s'assurer que la zone et l'étendue couvertes par la licence soient rendues publiques et que les coordonnées puissent être obtenues auprès de l'administration concernée sans restriction ni frais injustifiés. Les divulgations doivent inclure des indications sur la façon d'accéder à ces coordonnées ainsi que des informations sur les éventuels coûts d'accès à ces données. Le gouvernement doit aussi indiquer ce qu'il prévoit de faire pour mettre à disposition gratuitement et par voie électronique les informations du registre des licences, et le calendrier prévu à cet effet° ;
- La date de la demande et de l'octroi de la licence ainsi que sa durée ;
- Dans le cas de licences d'exploitation, les matières premières produites.

Il serait indiqué que le registre des licences ou le cadastre contienne des informations relatives aux licences détenues par toutes les entreprises, individus ou groupes, y compris ceux n'entrant pas dans le périmètre d'application de la mise en œuvre de l'ITIE (par exemple dont les paiements sont inférieurs au seuil de matérialité convenu). Il convient également de mentionner et d'expliquer tout obstacle juridique ou pratique important s'opposant à cette divulgation complète, et de présenter les plans du gouvernement visant à surmonter ces obstacles ainsi que le calendrier prévu pour y parvenir.

Lorsque de tels registres ou cadastres n'existent pas ou sont incomplets, toutes les lacunes dans les informations mises à disposition du public devront être divulguées et les efforts nécessaires pour améliorer ces systèmes documentés".

Le Comité de Pilotage a convenu que le registre des permis actifs relatifs à l'exercice 2022 soit divulgué dans le premier rapport ITIE par les entités gouvernementales, à savoir le Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM).

5.2.4 Politique du gouvernement sur la divulgation des contrats et des licences (Exigence ITIE 2.4)

L'exigence 2.4 de la norme ITIE 2023 stipule que : "Il est indispensable que la politique du gouvernement en matière de divulgation des contrats licences fixant les conditions d'exploration et d'exploitation de pétrole, de gaz ou de minéraux soit documentée".

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure la politique du gouvernement sur la divulgation des contrats et licences régissant le secteur minier, par le biais de la divulgation par les entités gouvernementales, à savoir le Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM).

5.2.5 Propriété effective (Exigence ITIE 2.5)

L'exigence 2.5 de la norme ITIE 2023 stipule que : " À compter du 1er janvier 2020, il est exigé que les pays mettant en œuvre l'ITIE demandent et que les entreprises divulguent publiquement les informations relatives à la propriété effective. Cette obligation s'applique aux entreprises qui font une demande de licence ou de contrat pétrolier, gazier ou minier, de production ou d'exploration, ou

y détiennent une participation directe et l'information devra inclure l'identité de leurs bénéficiaires effectifs, leur degré de participation et les modalités d'exercice de cette participation ou du contrôle des dites entreprises. Toute lacune ou insuffisance significative dans la déclaration des informations sur la propriété effective doit être signalée, notamment en citant le nom des entités qui n'ont pas soumis, en partie ou en totalité, les informations sur la propriété effective. Si un pays fait face à des difficultés juridiques ou à des obstacles pratiques significatifs à la mise en œuvre de cette exigence au 1er janvier 2020, il pourra faire une demande de mise en œuvre adaptée conformément à l'article 1 de la section 4 des procédures du Conseil d'administration de l'ITIE concernant le suivi de la mise en œuvre de l'ITIE. »

Le Comité de Pilotage a convenu que les informations sur la propriété effective soient incluses dans le processus de déclaration des entités gouvernementales et des entreprises extractives incluses dans le périmètre de déclaration.

Le Comité de Pilotage a convenu également d'inclure les informations suivantes sur la propriété effective des entreprises opérant dans le secteur minier par le biais de la déclaration des entreprises extractives incluses dans le périmètre de déclaration :

- le nom du bénéficiaire effectif ;
- la nationalité du bénéficiaire effectif
- le pays de résidence du bénéficiaire effectif ;
- l'identification de toute personne politiquement exposée qui est bénéficiaire effectif ; et
- les numéros d'identité nationaux, les dates de naissance, les adresses de résidence ou de service, et les moyens de contact des bénéficiaires effectifs.

5.2.6 Participation de l'État dans les industries extractives (Exigence ITIE 2.6)

L'exigence 2.6 de la norme ITIE 2023 stipule que : " Lorsque la participation de l'État dans les industries extractives génère des recettes significatives, les pays mettant en œuvre l'ITIE doivent fournir les informations suivantes :

- Une explication du rôle des entreprises d'État dans le secteur et des règles et pratiques courantes qui régissent les relations financières entre le gouvernement et les entreprises d'État, à savoir les règles et les pratiques régissant les transferts de fonds entre l'entreprise d'État et l'État lui-même, les bénéfices non répartis, le réinvestissement et le financement par des organismes tiers. Sont également visés les transferts, les bénéfices non répartis, le réinvestissement et le financement par des tiers liés aux opérations en joint-venture et intéressant les filiales des entreprises d'État.
- La communication par le gouvernement et par les entreprises d'État de leur niveau de participation dans les entreprises minières, pétrolières et gazières opérant dans ces secteurs particuliers de l'industrie nationale, y compris dans les entreprises détenues par des filiales d'entreprises d'État ou par le biais de joint-venture, ainsi que de tout changement dans leur niveau de participation durant la période de déclaration. »

Le Comité de Pilotage a convenu que les informations sur la participation de l'État dans le secteur extractif au cours de l'exercice 2022 soient incluses par le biais d'une divulgation unilatérale par les entités gouvernementales, à savoir Société Guinéenne du Patrimoine Minier SA (SOGUIPAMI) et la Société Nationale des Pétroles (SONAP). Ces informations sur la participation de l'État devraient inclure :

- une explication du rôle de la SOGUIPAMI et la SONAP dans les secteurs pétrolier et minier ;
- les règles et pratiques en vigueur concernant les relations financières entre la SOGUIPAMI/SONAP et les autres entités gouvernementales, y compris les transferts de fonds entre la SOGUIPAMI/SONAP et les autres entités gouvernementales ; et
- leur niveau de participation dans les entreprises pétrolières et minières opérant en Guinée, y compris celles détenues par les filiales et les coentreprises, et tout changement dans le niveau de participation au cours de la période de référence.

5.2.7 Un aperçu des industries extractives, y compris toute activité d'exploration importante (Exigence ITIE 3.1)

Conformément à l'exigence 3.1 de la norme ITIE 2023, les pays mettant en œuvre l'ITIE divulgueront une vue d'ensemble des industries extractives, y compris de toute activité importante d'exploration.

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure une vue d'ensemble des industries extractives, y compris les activités d'exploration significatives, dans le premier rapport ITIE, par le biais d'une divulgation unilatérale des entités gouvernementales concernées, à savoir le CPDM, la SOGUIPAMI, la DNE, la SONAP, l'ANAIM et la FIM.

Dans la mesure où les exigences de divulgation de l'ITIE peuvent être satisfaites en faisant référence à des informations systématiquement publiées le Comité de Pilotage a convenu que le rapport ITIE-Guinée pour l'année 2022 fasse référence à des informations publiquement disponibles sur les sites Internet des entités gouvernementales concernées, citées ci-dessus.

5.2.8 Données sur la production (Exigence ITIE 3.2)

La norme ITIE 2023 stipule que : " Les pays mettant en œuvre l'ITIE devront divulguer les données de production en temps voulu, y compris les volumes de production et la valeur par matière première. Ces données pourront être désagrégées par région, entreprise ou projet et comprendre les sources des données de production et les méthodes de calcul de ces volumes et valeurs de production.

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure les données de production par société, par produit, en volume et en valeur, désagrégées par titre minier, par région/zone à travers le processus de déclaration des entités gouvernementales et des entreprises extractives incluses dans le périmètre de déclaration.

Le Comité de Pilotage a convenu également que ce rapport ITIE fasse référence aux données de production systématiquement publiées par les entités gouvernementales concernées par le secteur extractif ainsi que par celui du Bureau de Stratégie et de Développement (BSD), le Bureau National d'Expertise (BNE), la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) et à la Direction Nationale des Mines DNM).

5.2.9 Données sur l'exportation (Exigence ITIE 3.3)

L'exigence 3.3 de la norme ITIE 2023 stipule que : " Les pays mettant en œuvre l'ITIE devront divulguer les données d'exportation en temps voulu, y compris les volumes et la valeur des exportations par matière première. Ces données pourront être désagrégées par région, entreprise ou projet et comprendre les sources des données d'exportation et les méthodes de calcul des volumes et valeurs des exportations.

Le Comité de Pilotage a convenu que les données d'exportation par produit et par volume, valeur et désagrégées par destination au cours de l'exercice 2022 soient incluses à travers le processus de déclaration des entités gouvernementales et des entreprises extractives incluses dans le périmètre de déclaration.

Le Comité de Pilotage a convenu également que ce rapport ITIE-Guinée comprenne des références aux données d'exportation disponibles publiquement sur les sites Internet des entités gouvernementales concernées par le secteur extractif ainsi que sur celui du Bureau de Stratégie et de Développement (BSD).

5.2.10 Répartition des revenus des industries extractives (Exigence ITIE 5.1)

La norme ITIE 2023 stipule que : " Les pays mettant en œuvre l'ITIE doivent publier une description de la répartition des revenus provenant des industries extractives.

Les pays mettant en œuvre l'ITIE indiqueront les revenus des industries extractives, en espèces et/ou en nature, qui figurent au budget de l'État. Lorsque les revenus ne sont pas enregistrés dans le budget de l'État en tant que tels, leur allocation doit faire l'objet d'une explication et des liens fournis pour

accéder aux rapports financiers concernés (par exemple ceux des fonds souverains ou des fonds de développement, des gouvernements infranationaux, des entreprises d'État ou d'autres entités hors budget).

Le Comité de Pilotage a convenu qu'une description de la distribution des revenus des entreprises extractives par le biais d'une divulgation unilatérale par les entités gouvernementales soit incluse dans le rapport ITIE-Guinée pour l'année 2022.

Étant donné que les exigences de divulgation de l'ITIE peuvent être satisfaites en faisant référence à des informations systématiquement publiées, le Comité de Pilotage a convenu également d'inclure dans le rapport ITIE-Guinée des références aux informations disponibles publiquement par les entités gouvernementales concernées.

5.2.11 Etude d'impact environnemental et social et le fonds de réhabilitation des sites (Exigence ITIE 6.2)

Etudes d'impact environnementales

La protection de l'environnement est garantie par l'article 142 du code minier 2011 amendée. Cet article dispose que : « Outre les dispositions de la présente loi, toute Activité Minière entreprise doit obéir à la législation et à la réglementation en matière de protection et de gestion de l'environnement et en matière de santé. En particulier, toute demande d'Autorisation ou de Titre d'exploitation minière doit comporter une Etude d'impact environnemental et social conformément au Code de l'Environnement et ses textes d'application ainsi qu'aux standards internationaux admis en la matière ».

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure les informations sur les études d'impact environnemental et examiner un échantillon.

La réhabilitation des sites

L'examen du code minier 2011 dans son article 64, nous a permis de vérifier l'existence des dispositions relatives à une caution de réhabilitation des sites.

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure dans le rapport ITIE-Guinée 2022 des informations sur ces cautions.

5.2.12 Contribution des industries extractives à l'économie (Exigence ITIE 6.3)

Le critère 6.3 de la norme ITIE 2023 stipule que : "Les pays mettant en œuvre l'ITIE doivent divulguer, lorsqu'elles sont disponibles, des informations sur la contribution des industries extractives à l'économie pour l'exercice fiscal couvert par la mise en œuvre ITIE. Il est demandé que ces informations portent sur :

- L'importance des industries extractives, en termes absolus et en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), ainsi qu'une estimation de l'activité du secteur informel, y compris mais ne se limitant pas uniquement au secteur minier artisanal et à petite échelle.
- Les recettes publiques totales générées par les industries extractives (y compris les impôts, taxes, royalties, primes, honoraires et autres paiements), en termes absolus et en pourcentage du total des recettes de l'État.
- Les exportations des industries extractives, en termes absolus et en pourcentage du total des exportations.
- Le nombre des effectifs employés dans les industries extractives, en termes absolus et en pourcentage par rapport à la totalité de la population active occupée. Les informations devront être désagrégées par sexe et, si possible, par entreprise et par niveau professionnel.
- Les régions/zones clés où la production est concentrée.

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure les informations macroéconomiques suivantes pour l'exercice 2022 par le biais d'une divulgation unilatérale par les entités gouvernementales :

- la taille des secteurs minier et pétrolier en termes absolus et en pourcentage du PIB ;

- une estimation des activités du secteur informel des secteurs miniers, y compris l'exploitation minière artisanale et à petite échelle ;
- les recettes publiques totales générées par les secteurs pétrolier et minier en termes absolus et en pourcentage des recettes publiques totales ;
- les exportations des secteurs pétrolier et minier en termes absolus et en pourcentage des exportations totales ;
- l'emploi dans les industries extractives en termes absolus et en pourcentage de l'emploi total, en ventilant les données par sexe et par entreprise et niveau professionnel lorsqu'elles sont disponibles ; et
- les régions/zones clés où la production est concentrée pour les secteurs pétrolier et minier.

Le Comité de Pilotage a convenu également d'inclure dans ce rapport ITIE-Guinée les références aux informations macroéconomiques systématiquement divulguées par des entités gouvernementales concernées à savoir la DGD, DGI, DGTCP ainsi que sur celui de l'Institut national de la statistique de Guinée.

Le Comité de Pilotage a convenu également d'inclure des données relatives à la production, aux exportations et à l'emploi par le biais de la divulgation par les entreprises extractives incluses dans le périmètre de déclaration.

5.2.13 Coûts des projets (Exigence 4.10 ITIE 2023)

La norme ITIE 2023 stipule que : "L'objectif de cette exigence est d'accroître la compréhension publique des coûts d'exploration et de production dans le secteur extractif d'un pays ainsi que des politiques et pratiques du gouvernement en matière de suivi des coûts des entreprises.

Les pays mettant en œuvre l'ITIE doivent divulguer les politiques et pratiques du gouvernement concernant le suivi des coûts des projets pétroliers, gaziers et miniers, et la gestion des risques de perte de recettes. Cette divulgation doit inclure les lois, règlements et politiques pertinents, ainsi que les actions mises en place pour assurer un suivi adéquat des coûts.

De plus, les pays doivent publier les rapports finaux d'audits des coûts et de contrôles fiscaux, ou des résumés de ces rapports, avec des détails sur les coûts non recouvrables et non déductibles, ainsi que sur toute recette supplémentaire à percevoir en conséquence.

Enfin, les entreprises et les pays mettant en œuvre l'ITIE sont encouragés à divulguer les coûts ventilés par projet, ainsi que les coûts liés aux dépenses d'exploitation et d'investissement. Les dépenses d'exploitation peuvent inclure un amortissement ou une dépréciation des coûts des années précédentes, et il est recommandé de divulguer les coûts depuis le début du projet."

Le Comité de Pilotage a convenu qu'une description des pratiques et des coûts du secteur extractif soit incluse dans le rapport ITIE pour l'année 2022, en conformité avec cette exigence.

5.2.14 Émissions de gaz à effet de serre (Exigence 3.4 ITIE 2023)

La norme ITIE 2023 stipule que : "Les entreprises sont encouragées à divulguer les émissions de gaz à effet de serre (GES) conformément aux principales normes de divulgation existantes. Dans la mesure du possible, le groupe multipartite est encouragé à demander des informations ventilées."

Le Comité de Pilotage a convenu d'inclure dans le rapport les émissions de GES déclarées par entreprise et par projet, désagrégées autant que possible, conformément aux principales normes de divulgation internationales en vigueur. Cela permettra une meilleure transparence et un suivi plus efficace des engagements environnementaux des entreprises extractives.

Le Comité de Pilotage a convenu également que ce rapport ITIE fasse référence aux informations sur les émissions de GES publiées par les entités gouvernementales compétentes, les entreprises concernées, ainsi que par d'autres organismes spécialisés tels que le Ministère de l'Environnement, pour garantir une cohérence avec les pratiques internationales en matière de divulgation environnementale.

5.3 Marge d'erreur acceptable

Le comité de pilotage de l'ITIE-Guinée a convenu que la marge d'erreur tolérable pour les écarts de conciliation (après ajustements), entre les paiements issus des déclarations des sociétés extractives et les recettes issues des déclarations des administrations publiques, est fixée par à 0,8% du total des recettes du secteur des mines et carrières telles que déclarées par les administrations publiques, soit 57,81 milliards de GNF.

Par ailleurs, pour les besoins des travaux de conciliation des flux de paiements, le comité de pilotage de l'ITIE-Guinée a convenu de fixer le seuil à hauteur 1 000 USD (environ 8 600 000 GNF) à partir duquel un écart nécessite la collecte des justificatifs nécessaires auprès des parties déclarantes pour pouvoir procéder à son analyse et à son ajustement.

5.3.1 Autres flux de paiement (Exigence ITIE 4.1.c)

La condition 4.1.c de l'ITIE stipule que : « Certains flux de revenus ou gains ne pourront être exclus que dans la mesure où ils ne sont pas applicables ou si le groupe multipartite convient que leur omission n'aura aucune incidence significative sur l'exhaustivité des déclarations de l'État et des entreprises ».

Pour éviter toute omission de flux de paiement importants et de se conformer à cette exigence, le Comité de Pilotage a décidé d'ajouter une ligne distincte intitulée "Autres paiements significatifs" dans le modèle de déclaration pour que les entités gouvernementales puissent déclarer tout paiement de ce type.

5.3.2 Année fiscale du rapport ITIE Guinée (Exigence ITIE 4.8)

L'exigence 4.8 de la norme ITIE 2023 stipule que : " Il appartient aux pays mettant en œuvre l'ITIE de publier des informations de manière régulière et en temps voulu, conformément à la Norme ITIE et au plan de travail convenu (1.5). Le comité de pilotage aura à définir l'exercice comptable correspondant aux divulgations ITIE qu'il est tenu de faire. Les données ne doivent pas porter sur des exercices antérieurs aux deux derniers exercices comptables écoulés.

Le rapport ITIE-Guinée objet de cette étude concerne l'année fiscale 2022 qui débute le 1er janvier et se termine le 31 décembre 2022.

5.3.3 Niveau de désagrégation (Exigence ITIE 4.7)

En ce qui concerne le niveau de désagrégation à appliquer aux données, le Comité de Pilotage a convenu que les formulaires de déclaration et les chiffres soient soumis :

- par entreprise ;
- par administration ou entité publique pour chaque société retenue dans le périmètre de réconciliation en 2022 ;
- par taxe et par nature de flux de paiements tels que détaillés dans le formulaire de déclaration ; et
- par projet .

Le Comité de Pilotage a convenu lors de sa réunion du 14 février 2023, que la notion projet minier correspond à un permis ou à une concession minière.

5.4 Qualité des données et assurance de la qualité des divulgations (Exigence 4.9)

Afin de se conformer à l'Exigence 4.9 de la Norme ITIE 2023 visant à garantir que les données soumises par les entités déclarantes soient crédibles, le Comité de pilotage a adopté la démarche suivante :

Entreprises extractives

Pour les entreprises extractives ayant l'obligation de désigner un Commissaire aux Comptes (CAC), le formulaire de déclaration doit :

- porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise ; et
- être certifié par un auditeur externe (qui peut être le Commissaire aux Comptes).

Administrations publiques et organismes collecteurs

Le formulaire de déclaration doit porter la signature du haut responsable ou d'une personne habilitée de l'entité publique déclarante.

La Cour des Comptes aura la responsabilité de certifier les chiffres et de produire une lettre d'affirmation certifiant la conformité des revenus reportés aux recettes recouvrées et comptabilisés dans les comptes audités de l'Etat.

Les données sur la propriété réelle

La déclaration de la propriété réelle doit porter la signature d'un haut responsable ou d'une personne habilitée à engager l'entreprise. Cette personne attestera que les données déclarées sont exactes.

6 RESULTATS DES TRAVAUX DE RAPPROCHEMENT

6.1 Rapprochement des flux de paiement en numéraire

Nous présentons ci-dessous les résultats des travaux de rapprochement ainsi que les écarts relevés entre les montants payés par les sociétés extractives et les montants reçus par les différentes administrations publiques.

Ces tableaux incluent les chiffres consolidés à partir des déclarations de chacune des sociétés extractives et des déclarations des administrations publiques, les ajustements effectués par nos soins sur la base des travaux de rapprochement et les écarts résiduels non réconciliés.

6.1.1 Rapprochements des flux de paiements par société

Les rapprochements des flux de paiements par société se détaillent comme suit :

Tableau 81 : Rapprochement des flux de paiement en numéraire par société extractive (pour les sociétés retenues dans le périmètre de rapprochement)

EN GNF

No	Société	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Société extractive (a)	Gouvernement (b)	Différence (c) = (a - b)	Société extractive (d)	Gouvernement (e)	Différence (f) = (c-d)	Société extractive (g) = (a+d)	Gouvernement (h) = (b+e)	Différence (i) = (g-h)
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	1 692 038 624 133	1 367 389 324 080	324 649 300 053	80 100 325 399	170 877 967 493	(90 777 642 094,0)	1 772 138 949 532	1 538 267 291 573	233 871 657 959
2	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B. G	1 129 621 024 201	1 262 274 984 938	(132 653 960 737)	7 339 471 351	(119 415 778 809)	126 755 250 160,0	1 136 960 495 552	1 142 859 206 129	(5 898 710 577)
3	GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC) SA	824 396 417 585	672 161 766 370	152 234 651 215	(345 593 368 618)	(151 200 554 283)	(194 392 814 335,5)	478 803 048 967	520 961 212 087	(42 158 163 120)
4	SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	598 262 921 396	749 302 361 422	(151 039 440 026)	-	-	-	598 262 921 396	749 302 361 422	(151 039 440 026)
5	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	428 663 350 323	352 687 546 442	75 975 803 881	24 210 204	(139 300 840)	163 511 044,0	428 687 560 527	352 548 245 602	76 139 314 925
6	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG)	479 289 826 438	557 016 344 141	(77 726 517 703)	(17 123 031)	-	(17 123 031,0)	479 272 703 407	557 016 344 141	(77 743 640 734)
7	SOC MINIERE DE DINGUIRAYE	342 058 445 493	370 127 725 428	(28 069 279 935)	-	65 192 578	(65 192 578,0)	342 058 445 493	370 192 918 006	(28 134 472 513)
8	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA S.A (SMM)	193 138 221 016	201 476 476 341	(8 338 255 325)	20 014 667 927	148 876 178	19 865 791 749,0	213 152 888 943	201 625 352 519	11 527 536 424
9	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	138 244 515 087	182 685 390 592	(44 440 875 505)	-	33 925 000	(33 925 000,0)	138 244 515 087	182 719 315 592	(44 474 800 505)
10	COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIANDIAN (COBAD)	70 713 639 968	75 665 356 499	(4 951 716 531)	3 212 736 066	(826 881 573)	4 039 617 639,0	73 926 376 034	74 838 474 926	(912 098 892)
11	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	66 917 350 042	39 436 160 133	27 481 189 909	(1 567 119 907)	2 755 684 513	(4 322 804 420,0)	65 350 230 135	42 191 844 646	23 158 385 489
12	SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)	24 419 609 466	24 404 175 216	15 434 250	-	17 717 902	(17 717 902,0)	24 419 609 466	24 421 893 118	(2 283 652)
13	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	28 633 697 678	23 619 344 130	5 014 353 548	1 751 175 442	5 710 506 756	(3 959 331 314,0)	30 384 873 120	29 329 850 886	1 055 022 234
Total		6 016 397 642 826	5 878 246 955 732	138 150 687 093	(234 735 025 167)	(91 972 645 085)	(142 762 380 082)	5 781 662 617 658	5 786 274 310 647	(4 611 692 989)

Source : Données ITIE

6.1.2 Rapprochements des flux de paiements par nature

Les rapprochements des flux de paiements par nature de flux se détaillent comme suit :

Tableau 82 : Rapprochement par nature de flux de paiement en GNF

N° Nomenclature des flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Société extractive (a)	Gouvernement (b)	Différence (c) = (a - b)	Société extractive (d)	Gouvernement (e)	Différence (f) = (c-d)	Société extractive (g) = (a+d)	Gouvernement (h) = (b+e)	Différence (i) = (g-h)
Flux de paiement en numéraire									
Direction Générale du Trésor Publique (DGTCP)	601 128 002 334	578 193 287 146	22 934 715 188	6 410 302 346	-	6 410 302 346	607 538 304 680	578 193 287 146	29 345 017 534
1 Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	439 577 839 509	445 682 396 507	(6 104 556 998)	5 984 648 193	-	5 984 648 193	445 562 487 702	445 682 396 507	(119 908 805)
2 Dividendes	156 274 173 833	126 800 383 883	29 473 789 950	425 654 153	-	425 654 153	156 699 827 986	126 800 383 883	29 899 444 103
3 Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4 Taxe sur Consommation de bauxite	5 275 988 992	5 710 506 756	(434 517 764)	-	-	-	5 275 988 992	5 710 506 756	(434 517 764)
Fonds d'Investissement Minier (FIM)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5 Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
6 Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7 Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8 Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Général des Impôts (DGI)	2 247 712 666 934	2 051 022 595 616	196 690 071 318	245 646 589 728	342 832 336 904	(97 185 747 177)	2 493 359 256 662	2 393 854 932 520	99 504 324 142
9 Impôt sur les sociétés	615 323 435 249	510 995 727 662	104 327 707 587	(2 905 014 415)	101 538 279 545	(104 443 293 960)	612 418 420 834	612 534 007 207	(115 586 373)
10 Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	1 132 304 323 643	1 015 776 924 644	116 527 398 999	46 009 589 123	70 228 433 359	(24 218 844 237)	1 178 313 912 766	1 086 005 358 003	92 308 554 763
11 Retenues à la Source	107 990 114 945	121 352 533 441	(13 362 418 496)	1 445 828 974	(10 313 606 261)	11 759 435 235	109 435 943 919	111 038 927 180	(1 602 983 261)
12 Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	2 423 377 741	32 073 440	2 391 304 301	(1 460 329 021)	963 048 728	(2 423 377 749)	963 048 720	995 122 168	(32 073 448)
13 Retenues sur les salaires	169 335 918 875	164 620 212 986	4 715 705 889	(7 740 399)	4 215 703 771	(4 223 444 170)	169 328 178 476	168 835 916 757	492 261 719
14 Versement forfaitaire sur les salaires	114 971 949 306	114 156 829 269	815 120 037	(1 056 196 903)	2 417 090 518	(3 473 287 421)	113 915 752 403	116 573 919 787	(2 658 167 384)
15 Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N°	Nomenclature des flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Société extractive (a)	Gouvernement (b)	Différence (c) = (a - b)	Société extractive (d)	Gouvernement (e)	Différence (f) = (c-d)	Société extractive (g) = (a+d)	Gouvernement (h) = (b+e)	Différence (i) = (g-h)
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Retenue à la source sur les loyers	242 130 418	-	242 130 418	-	-	-	242 130 418	-	242 130 418
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	57 804 055 634	124 088 294 174	(66 284 238 540)	76 109 777 098	2 717 763 244	73 392 013 854	133 913 832 732	126 806 057 418	7 107 775 314
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	404 117 602	-	404 117 602	1 432 272 182	-	1 432 272 182	1 836 389 784	-	1 836 389 784
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Amendes et pénalités fiscales	46 913 243 521	-	46 913 243 521	126 078 403 089	171 065 624 000	(44 987 220 911)	172 991 646 610	171 065 624 000	1 926 022 610
Direction Générale de Douane (DGD)		2 219 726 645 860	2 653 911 882 772	(434 185 236 912)	84 032 795 093	(264 533 689 846)	348 566 484 939	2 303 759 440 953	2 389 378 192 926	(85 618 751 974)
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	1 456 996 550 882	1 773 475 748 117	(316 479 197 235)	56 607 642 709	(264 077 837 642)	320 685 480 351	1 513 604 193 591	1 509 397 910 475	4 206 283 116
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	294 414 312 446	307 971 301 338	(13 556 988 892)	(591 776 602)	(805 851 652)	214 075 050	293 822 535 844	307 165 449 686	(13 342 913 842)
24	Amendes et pénalités douanières	3 191 141 000	31 823 036 961	(28 631 895 961)	21 605 568 238	349 999 448	21 255 568 790	24 796 709 238	32 173 036 409	(7 376 327 171)
25	Prestations aéroport Siguri	819 952 243	-	819 952 243	-	-	-	819 952 243	-	819 952 243
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	464 304 689 289	540 641 796 357	(76 337 107 068)	6 411 360 748	-	6 411 360 748	470 716 050 037	540 641 796 357	(69 925 746 320)
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		197 203 879 175	384 595 814 722	(187 391 935 547)	(20 610 430 792)	(166 181 983 072)	145 571 552 280	176 593 448 383	218 413 831 650	(41 820 383 267)
26	Loyers des infrastructures minières	195 636 759 268	209 968 898 797	(14 332 139 529)	(19 043 310 885)	8 444 932 853	(27 488 243 738)	176 593 448 383	218 413 831 650	(41 820 383 267)
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-
28	Redevances portuaires	1 567 119 907	174 626 915 925	(173 059 796 018)	(1 567 119 907)	(174 626 915 925)	173 059 796 018	-	-	-
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)		122 747 188 480	129 838 530 844	(7 091 342 364)	(346 883 776)	-	(346 883 776)	122 400 304 704	129 838 530 844	(7 438 226 140)
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	5 246 009 618	-	5 246 009 618	76 997 915	5 323 007 533	(5 246 009 618)	5 323 007 533	5 323 007 533	-
30	Droits de suite	100 378 606 952	97 710 035 872	2 668 571 080	(11 886 937 972)	(688 918 165)	(11 198 019 807)	88 491 668 980	97 021 117 707	(8 529 448 727)

N°	Nomenclature des flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
		Société extractive (a)	Gouvernement (b)	Différence (c) = (a - b)	Société extractive (d)	Gouvernement (e)	Différence (f) = (c-d)	Société extractive (g) = (a+d)	Gouvernement (h) = (b+e)	Différence (i) = (g-h)
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	-	-
32	Produit de cession des droits miniers	4 153 022 670	-	4 153 022 670	-	-	-	4 153 022 670	-	4 153 022 670
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	12 969 549 240	32 128 494 972	(19 158 945 732)	11 463 056 281	(4 634 089 368)	16 097 145 649	24 432 605 521	27 494 405 604	(3 061 800 083)
	Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)	58 229 883 081	-	58 229 883 081	(58 229 883 081)	-	(58 229 883 081)	-	-	-
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	58 229 883 081	-	58 229 883 081	(58 229 883 081)	-	(58 229 883 081)	-	-	-
	Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-	-
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Nationale des Mines (DNM)	-	151 097 215	(151 097 215)	-	-	-	-	151 097 215	(151 097 215)
43	Taxe sur les substances de carrières	-	151 097 215	(151 097 215)	-	-	-	-	151 097 215	(151 097 215)
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	71 550 611 701	77 438 888 466	(5 888 276 765)	2 056 705 497	(4 089 309 071)	6 146 014 568	73 607 317 198	73 349 579 395	257 737 803
45	Cotisations sociales	71 550 611 701	77 438 888 466	(5 888 276 765)	2 056 705 497	(4 089 309 071)	6 146 014 568	73 607 317 198	73 349 579 395	257 737 803

N° Nomenclature des flux	Déclarations initialement reçues			Ajustements			Montants après ajustements		
	Société extractive (a)	Gouvernement (b)	Différence (c) = (a - b)	Société extractive (d)	Gouvernement (e)	Différence (f) = (c-d)	Société extractive (g) = (a+d)	Gouvernement (h) = (b+e)	Différence (i) = (g-h)
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)	4 302 208 232	3 094 858 951	1 207 349 281	102 336 848	-	102 336 848	4 404 545 080	3 094 858 951	1 309 686 129
46 Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	4 302 208 232	3 094 858 951	1 207 349 281	102 336 848	-	102 336 848	4 404 545 080	3 094 858 951	1 309 686 129
à préciser	493 796 557 029	-	493 796 557 029	(493 796 557 029)	-	(493 796 557 029)	-	-	-
47 Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	493 796 557 029	-	493 796 557 029	(493 796 557 029)	-	(493 796 557 029)	-	-	-
Total Paiements en numéraire	6 016 397 642 826	5 878 246 955 732	138 150 687 093	(234 735 025 167)	(91 972 645 085)	(142 762 380 082)	5 781 662 617 658	5 786 274 310 647	(4 611 692 989)

Source : Données ITIE

6.2 Ajustements des déclarations

6.2.1 Pour les sociétés extractives

Les ajustements opérés sur les déclarations des sociétés minières se résument comme suit :

Tableau 83 : Ajustement des déclarations des sociétés

Ajustements sur les déclarations des sociétés	Montant (GNF)
Taxes hors périmètre de réconciliation (a)	(427 788 440 593)
Taxes payées non rapportées (b)	121 481 731 466
Erreur de rapportage (c)	80 185 174 884
Taxes payées hors période de réconciliation (d)	(18 598 778 240)
Différence de change (e)	9 985 287 316
Total	(234 735 025 167)

Source : Données ITIE

(a) Taxes hors périmètre de conciliation

Ces ajustements se rapportent aux taxes payées par les sociétés durant la période de réconciliation, mais qui sont hors périmètre de conciliation. Ces paiements ne constituent ni des taxes ni des montants collectés par une entité gouvernementale inclus dans le périmètre de réconciliation, et se détaillent par société comme suit° :

Tableau 84 : Ajustements des taxes payées hors périmètre de réconciliation

Société	Taxes hors périmètre de réconciliation
GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC) SA	(425 746 320 686)
COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	(1 567 119 907)
SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA	(475 000 000)
Total	(427 788 440 593)

Source : Données ITIE

- L'ajustement des paiements de Guinea Alumina Corporation (GAC), d'un montant de (425°746°320°686) GNF, correspond en partie à des versements de 365 022 339°029 GNF effectués à la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG). Cependant, la nature de ces paiements n'a pas été précisée par la société. Et en partie à un paiement à fournisseur d'entretien de chemin de fer par l'intermédiaire de l'ANAIM pour un montant de 60°723°981°657 GNF.
- L'ajustement des paiements de la Compagnie des Bauxites de Kindia (CBK), d'un montant de (1°567°119 907) GNF, concerne un versement effectué à « Alport Conakry ».

L'ajustement des paiements de la Société AngloGold Ashanti de Guinée (SAG), d'un montant de (475°000 000) GNF, correspond à un versement réalisé à l'« Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications ».

(b) Taxes payées non rapportées

Ces ajustements se rapportent aux taxes payées par les sociétés extractives durant la période de rapprochement, mais qui ont été omises dans leurs déclarations. Les ajustements se détaillent par société et par taxe comme suit :

Tableau 85 : Ajustements des taxes payées non rapportées

Société	Total	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	Amendes et pénalités douanières	Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux	Autres
SMB	86 431 509 444	76 050 041 647			10 381 467 797
SMM	30 592 875 152		13 781 893 984	8 361 855 484	8 449 125 684
COBAD	2 706 171 428				2 706 171 428
FRIGUIA	1 751 175 442				1 751 175 442
Total	121 481 731 466	76 050 041 647	13 781 893 984	8 361 855 484	23 287 940 351

Source : Données ITIE

(c) Erreur de rapportage

Il s'agit d'une part d'une quittance n° « QUI221215578853 » relative à la taxe « Versement forfaitaire sur les salaires » pour le montant de 32 222 816 GNF déclarée par la Société ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) au niveau du détail et qui a été omis dans le formulaire de déclaration. De l'autre part, il s'agit des ajustements communiqués par la société GAC pour le montant de 80 152 952 068 GNF sur différent taxes rapportées initialement.

(d) Taxes payées hors période de réconciliation

Les flux de paiements rapportés par les sociétés extractives, hors période de rapprochement, se détaillent principalement comme suit :

Tableau 86 : Ajustements des taxes payées hors période de réconciliation

Société	Taxes payées hors période de réconciliation
SOCIETE DES MINES DE MANDIANA S.A (SMM)	(12 638 688 175)
SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	(5 883 268 066)
COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	(76 821 999)
Total	(18 598 778 240)

Source : Données ITIE

(e) Différences de change

Les différences de change entre les paiements en dollars déclarés par les sociétés extractives et les encaissements des entités publiques déclarés en GNF se détaillent par société comme suit :

Tableau 87 : Ajustements des taxes payées non reportées

Société	Total	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	Loyers des infrastructures minières	Autres
C.B. G	7 339 471 351	5 984 648 193		1 354 823 158	-
SMM	2 060 480 950		2 060 480 950		-
COBAD	506 564 638			506 564 638	
SMB	(447 915 979)				(447 915 979)
SAG	425 654 153				425 654 153
CDMC	101 032 203				101 032 203
Total	9 985 287 316	5 984 648 193	2 060 480 950	1 861 387 796	78 770 377

Source : Données ITIE

6.2.2 Pour les entités gouvernementales

Les ajustements opérés sur les déclarations des entités gouvernementales se résument comme suit :

Tableau 88 : Ajustement des déclarations des entités gouvernementales

Ajustements sur les déclarations des entités gouvernementales	Montant (GNF)
Taxes non reportées par l'Etat (a)	283 125 694 753
Erreur de rapportage (b)	(197 769 003 244)
Taxes collectées par une tierce entité (c)	(174 626 915 925)
Taxes perçues hors de la période de réconciliation (d)	(2 246 568 465)
Montant doublement déclaré (e)	(805 851 652)
Taxe reportée par l'Etat sur un autre NIF (f)	349 999 448
Total	(91 972 645 085)

Source : Données ITIE

(a) Taxes non rapportées par les entités gouvernementales

Les flux de paiements effectués par les sociétés extractives mais omis dans les déclarations des entités gouvernementales ont été ajustés sur la base des pièces justificatives fournies par les sociétés extractives et/ou des confirmations obtenues auprès des entités gouvernementales. Les ajustements se détaillent comme suit, par société et par taxe :

Tableau 89: Ajustements des taxes non rapportées par l'État détaillés par société et par revenu

Société	Total	Amendes et pénalités fiscales	Impôt sur les sociétés	Loyers des infrastructures minières	Autres
SMB	172 116 517 493	171 065 624 000			1 050 893 493
CBG	58 888 279 545		58 888 279 545		-
GAC	42 650 000 000		42 650 000 000		-
CBK	8 890 751 433			8 444 932 853	445 818 580
COBAD	461 228 380				461 228 380
SMFG	118 917 902				118 917 902
Total	283 125 694 753	171 065 624 000	101 538 279 545	8 444 932 853	2 076 858 355

Source : Données ITIE

(b) Erreur de rapportage

Cet ajustement concerne, d'une part, la taxe à l'extraction et à l'exportation collectée en dollars par le Trésor. Cette taxe est répartie à raison de 50 % pour la DGD et 50 % pour la DGI, et est payée par la société « GAC ». Cependant, la DGD a déclaré 100 % de cette taxe, au lieu de se limiter à sa propre quote-part. D'autre part, l'ajustement de la cotisation sociale porte sur des modifications des données initialement rapportées par la CNSS.

Tableau 90: Ajustements liés à des erreur de rapportage

Société	Erreur de rapportage (montant et détail)	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	Cotisations sociales
GAC	(193 850 554 283)	(264 077 837 642)	70 228 433 359	
CBG	(4 027 141 877)			(4 027 141 877)
CDMC	(139 300 840)			(139 300 840)
SMM	148 876 178			148 876 178
SMD	65 192 578			65 192 578
SPIC	33 925 000			33 925 000
Total	(197 769 003 244)	(264 077 837 642)	70 228 433 359	(3 918 448 961)

(c) Taxes collectées par une tierce entité

Cet ajustement de 174 626 915 925 GNF concerne les redevances portuaires versées par les sociétés extractives à l'ANAIM par l'intermédiaire de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG). La déclaration de l'entité gouvernementale « ANAIM » a été ajustée, car ces paiements, collectés par la CBG puis transférés à l'ANAIM, ne constituent pas une taxe à la charge de la CBG.

(d) Taxes perçues hors de la période de de réconciliation

Ces ajustements concernent les cotisations sociales du mois de décembre 2022, déclarées par la CNSS dans la période de rapprochement, mais effectivement encaissées en 2023. Les ajustements se détaillent par société comme suit :

Tableau 91 : Ajustement des taxes perçues hors de la période de de rapprochement

Société	Taxes perçues hors de la période de réconciliation
SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	(1 238 550 000)
COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	(482 258 301)
COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	(424 560 164)
SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)	(101 200 000)
Total	(2 246 568 465)

Source : Données ITIE

(e) Montant doublement déclaré

Ces ajustements concernent trois (3) quittances des droits de douane déclarées en double par la DGD au nom de la société Compagnie des Bauxites et d'Alumine de Dian-Dian (COBAD), pour un montant total de 805 851 652 GNF.

(f) Taxe reportée par l'État sur un autre NIF

Cet ajustement concerne une amende de 349 999 448 GNF. Selon la déclaration de la DGD, il s'agit d'une déclaration unilatérale. Par ailleurs, ce paiement a été effectué par la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG) pour le compte de la société « Madcom ».

6.3 Ecarts définitifs non conciliés

6.3.1 Ecarts non rapprochés par origine

À la suite des ajustements opérés, les écarts résiduels définitifs après travaux de rapprochement sur les flux de paiements s'élèvent à (4 611 692 989) GNF se détaillent comme suit :

Tableau 92 : Ecarts non rapprochés par origine

Nature de l'écart	Total paiements (GNF)
Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre (a)	198 046 157 405
Taxes non reportées par la société (b)	(196 132 399 231)
Déclaration en douane non reconnu par la société (c)	(66 036 693 323)
Taxes non rapportées par l'Etat (d)	61 126 764 391
Quittance reportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive (e)	(1 613 257 482)
Non significatif inférieur à 8 600 000 GNF (f)	(2 264 749)
Total différences	(4 611 692 989)

Source : Données ITIE

(a) Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre

Les différences provenant du détail soumis par l'une des parties et non confirmé par l'autre sont détaillées par flux de paiements et par société dans le tableau ci-dessous comme suit :

Tableau 93 : Ecarts résultants des différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre

Société	Total	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	Loyers des infrastructures minières	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer...)	Autres
SMB	233 871 657 969	224 962 025 847		44 398 621 489		(35 810 674 571)	321 685 205
CDMC	75 167 707 879	44 535 408 005		1 385 527 055		30 580 095 949	(1 333 323 130)
SAG	(74 697 218 127)		(71 156 255 271)				(3 540 962 856)
CHALCO	46 338 201 702			358 662 842		46 371 411 051	(391 872 191)
SPIC	(42 753 365 975)	15 149 577 768				(59 184 351 876)	1 281 408 133
GAC	(40 761 552 354)				(40 761 552 354)		-
C.B.G	(115 586 373)						(115 586 373)
SMD	1 230 508 951		1 230 508 951				-
SMM	(234 196 266)						(234 196 266)
Total	198 046 157 405	284 647 011 620	(69 925 746 320)	46 142 811 386	(40 761 552 354)	(18 043 519 447)	(4 012 847 478)

Source : Données ITIE

(b) Taxes non rapportées par la société

Les taxes non reportées par les entreprises extractives, bien qu'elles soient déclarées par les entités gouvernementales, sont détaillées par société et par flux comme suit :

Tableau 94 : Ecarts résultants des taxes non rapportées par les sociétés extractives

Société	Total	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	Autres
CHALCO GUINEA	(195 432 330 380)	(192 338 456 857)	(3 061 800 083)	(32 073 440)
SPIC	(548 971 636)			(548 971 636)
CDMC	(151 097 215)			(151 097 215)
Total	(196 132 399 231)	(192 338 456 857)	(3 061 800 083)	(732 142 291)

Source : Données ITIE

(c) Déclaration en douane non reconnue par la société

Les paiements non confirmés par les entreprises extractives, bien qu'ils soient déclarés par la DGD, se détaillent par société comme suit :

Tableau 95 : Ecarts résultants des quittances rapportées par douane non reconnu par la société

Société	Déclaration en douane non reconnu par la société
SMD	(32 321 589 786)
SMM	(15 181 103 090)
SPIC	(5 325 485 564)
C.B.G	(4 717 960 856)
SAG	(4 160 297 727)

Société	Déclaration en douane non reconnu par la société
CHALCO GUINEA	(1 945 311 348)
GAC	(1 472 846 060)
COBAD	(912 098 892)
Total	(66 036 693 323)

Source : Données ITIE

(d) Taxes non rapportées par l'État

Les taxes non reportées par les entités gouvernementales, bien qu'elles soient déclarées par les entreprises extractives, sont détaillées par société et par flux comme suit :

Tableau 96 : Ecarts résultants des taxes non rapportées par l'État

Société	Total taxes non reportées par l'Etat	Dividendes	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	Produit de cession des droits miniers	Autres
SMM	26 942 835 780	26 942 835 780			-
CBK	23 157 366 912		22 249 802 563		907 564 349
SPIC	4 153 022 670			4 153 022 670	
SMD	2 956 608 323	2 956 608 323			-
FRIGUIA	1 489 540 000				1 489 540 000
CDMC	1 123 704 261				1 123 704 261
SAG	1 113 875 119				1 113 875 119
C.B.G	113 576 032				113 576 032
GAC	76 235 294				76 235 294
Total	61 126 764 391	29 899 444 103	22 249 802 563	4 153 022 670	4 824 495 055

Source : Données ITIE

(e) Quittance rapportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive

Les quittances non reportées par les entreprises extractives, bien qu'elles soient déclarées par les entités gouvernementales, sont détaillées par société et par flux comme suit :

Tableau 97 : Ecarts résultants des quittances rapportées par l'Etat non confirmées par les sociétés extractives

Société	Total	Loyers des infrastructures minières	Taxe sur Consommation de bauxite	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)
C.B.G	(1 178 739 718)	(1 058 830 913)		(119 908 805)
FRIGUIA	(434 517 764)		(434 517 764)	
Total	(1 613 257 482)	(1 058 830 913)	(434 517 764)	(119 908 805)

Source : Données ITIE

(f) Non significatif inférieur à 8 600 000 GNF

Les écarts résiduels, dont le montant est inférieur à 8 600 000 GNF, sont détaillés par société comme suit :

Tableau 98 : Ecarts par taxe non significatifs

Société	Non significatif < 8 600 000 GNF
SMFG	(2 283 652)
CBK	1 018 577
CDMC	(1 000 000)
C.B.G	338
SMB	(10)
FRIGUIA	(2)
SMD	(1)
SAG	1
Total	(2 264 749)

Source : Données ITIE

6.3.2 Ecartés définitifs par société

Tableau 99 : Ecartés non rapprochés par société

En GNF

	Société	Total différences non réconciliées	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre	Taxes non rapportées par l'Entreprise Extractive	Déclaration en douane non reconnue par la société	Taxes non rapportées par l'Etat	Quittance rapportée par l'Etat non confirmée par la société	Non significatif < 8 600 000 GNF
1	SMB	233 871 657 959	233 871 657 969	-	-	-	-	(10)
2	CHALCO	(151 039 440 026)	46 338 201 702	(195 432 330 380)	(1 945 311 348)	-	-	-
3	SAG	(77 743 640 734)	(74 697 218 127)	-	(4 160 297 727)	1 113 875 119	-	1
4	CDMC	76 139 314 925	75 167 707 879	(151 097 215)	-	1 123 704 261	-	(1 000 000)
5	SPIC	(44 474 800 505)	(42 753 365 975)	(548 971 636)	(5 325 485 564)	4 153 022 670	-	-
6	GAC	(42 158 163 120)	(40 761 552 354)	-	(1 472 846 060)	76 235 294	-	-
7	CBK	23 158 385 489	-	-	-	23 157 366 912	-	1 018 577
8	SMD	(28 134 472 513)	1 230 508 951	-	(32 321 589 786)	2 956 608 323	-	(1)
9	SMM	11 527 536 424	(234 196 266)	-	(15 181 103 090)	26 942 835 780	-	-
10	CBG	(5 898 710 577)	(115 586 373)	-	(4 717 960 856)	113 576 032	(1 178 739 718)	338
11	FRIGUIA	1 055 022 234	-	-	-	1 489 540 000	(434 517 764)	(2)
12	COBAD	(912 098 892)	-	-	(912 098 892)	-	-	-
13	SMFG	(2 283 652)	-	-	-	-	-	(2 283 652)
	Total	(4 611 692 989)	198 046 157 405	(196 132 399 231)	(66 036 693 323)	61 126 764 391	(1 613 257 482)	(2 264 749)

Source : Données ITIE

6.3.3 Ecarts définitifs par nature de taxe

Tableau 100 : Ecarts non rapprochés par flux de revenus

En GNF								
No.	Fux de paiement	Différences non réconciliées	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive	Déclaration en douane non reconnu par la société	Taxes non reportées par l'Etat	Quittance reportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive	Non significatif < 8 600 000 GNF
		(4 611 692 989)	198 046 157 405	(196 132 399 231)	(66 036 693 323)	61 126 764 391	(1 613 257 482)	(2 264 749)
Direction Générale du Trésor Publique (DGTCP)			29 345 017 534	-	-	-	29 899 444 103	(554 426 569)
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	(119 908 805)	-	-	-	-	(119 908 805)	-
2	Dividendes	29 899 444 103	-	-	-	29 899 444 103	-	-
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-
4	Taxe sur Consommation de bauxite	(434 517 764)	-	-	-	-	(434 517 764)	-
Fonds d'Investissement Minier (FIM)			-	-	-	-	-	-
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)			-	-	-	-	-	-
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-
Direction Général des Impôts (DGI)			99 504 324 142	288 419 282 936	(192 919 501 933)	-	4 004 542 812	-
9	Impôt sur les sociétés	(115 586 373)	(115 586 373)	-	-	-	-	-
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	92 308 554 763	284 647 011 620	(192 338 456 857)	-	-	-	-
11	Retenues à la Source	(1 602 983 261)	(1 054 011 624)	(548 971 636)	-	-	-	(1)
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	(32 073 448)	-	(32 073 440)	-	-	-	(8)
13	Retenues sur les salaires	492 261 719	492 261 720	-	-	-	-	(1)
14	Versement forfaitaire sur les salaires	(2 658 167 384)	(2 658 167 721)	-	-	-	-	337
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-
17	Retenue à la source sur les loyers	242 130 418	-	-	-	242 130 418	-	-
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	7 107 775 314	7 107 775 314	-	-	-	-	-
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	1 836 389 784	-	-	-	1 836 389 784	-	-

No.	Fux de paiement	Différences non réconciliées	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive	Déclaration en douane non reconnu par la société	Taxes non reportées par l'Etat	Quittance reportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive	Non significatif < 8 600 000 GNF
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-
21	Amendes et pénalités fiscales	1 926 022 610	-	-	-	1 926 022 610	-	-
Direction Générale de Douane (DGD)			(15 693 005 654)	27 275 197 938	-	(66 036 693 323)	23 069 754 806	-
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	4 206 283 116	(18 043 519 447)	-	-	22 249 802 563	-	-
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	(13 342 913 842)	46 142 811 386	-	(59 484 460 152)	-	-	(1 265 075)
24	Amendes et pénalités douanières	(7 376 327 171)	(824 094 000)	-	(6 552 233 171)	-	-	-
25	Prestations aéroport Siguri	819 952 243	-	-	-	819 952 243	-	-
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)			(41 820 383 267)	(40 761 552 354)	-	-	-(1 058 830 913)	-
26	Loyers des infrastructures minières	(41 820 383 267)	(40 761 552 354)	-	-	-	(1 058 830 913)	-
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)			(7 438 226 140)	(8 529 448 727)	(3 061 800 083)	-	4 153 022 670	-
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	-
30	Droits de suite	(8 529 448 727)	(8 529 448 727)	-	-	-	-	-
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-
32	Produit de cession des droits miniers	4 153 022 670	-	-	-	4 153 022 670	-	-
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	-	-	-	-	-	-	-
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	(3 061 800 083)	-	(3 061 800 083)	-	-	-	-
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)			(69 925 746 320)	(69 925 746 320)	-	-	-	-
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi- industrielle de métaux précieux (OR et autres)	(69 925 746 320)	(69 925 746 320)	-	-	-	-	-
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-

No.	Fux de paiement	Différences non réconciliées	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive	Déclaration en douane non reconnu par la société	Taxes non reportées par l'Etat	Quittance reportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive	Non significatif < 8 600 000 GNF
	Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)		-	-	-	-	-	-
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-
	Direction Nationale des Mines (DNM)		(151 097 215)	-	(151 097 215)	-	-	-
43	Taxe sur les substances de carrières	(151 097 215)	-	(151 097 215)	-	-	-	-
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-
	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)		257 737 803	258 737 804	-	-	-	-
45	Cotisations sociales	257 737 803	258 737 804	-	-	-	-	(1 000 001)
	Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)		1 309 686 129	1 309 686 129	-	-	-	-
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	1 309 686 129	1 309 686 129	-	-	-	-	-
	à préciser		-	-	-	-	-	-
47	Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	-	-	-	-	-	-	-
	Total	(4 611 692 989)	198 046 157 405	(196 132 399 231)	(66 036 693 323)	61 126 764 391	(1 613 257 482)	(2 264 749)

Source : Données ITIE

7 ANALYSE DES REVENUS DU SECTEUR EXTRACTIF DE LA GUINEE

Le total des recettes de l'État générées par le secteur des Mines & Carrières, y compris les comptoirs d'achat d'or et de diamant, représente 88,96 % du total des revenus du secteur extractif. Le secteur du transport, les sous-traitants miniers ainsi que le secteur des hydrocarbures comptent pour 8,28 %. Les paiements unilatéraux des entreprises représentent 2,76 % des revenus du secteur extractif. La répartition des revenus générés par le secteur extractif, par catégorie de revenu, se présente dans le tableau suivant :

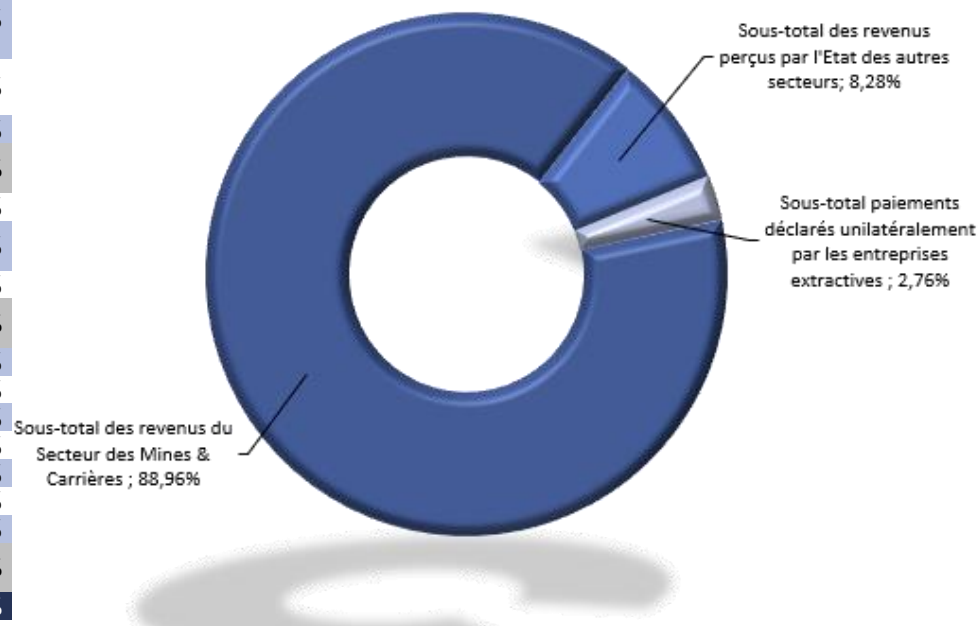
TABLEAU 101 : CONTRIBUTION PAR CATEGORIE DE REVENU EN MILLIARDS DE GNF

Rubrique	2022	% par rapport au total revenus provenant du secteur extractif
Revenus de l'Etat des sociétés retenues dans le périmètre	5 786,27	73,78%
Revenus des collectivités pour les sociétés du périmètre	3,42	
Revenus de l'Etat pour la déclaration unilatérale	1 165,84	14,87%
Déclaration unilatérale des collectivités	5,70	
Dépenses quasi fiscales de l'ANAIM	15,41	0,20%
Sous-total des revenus du Secteur des Mines & Carrières	6 976,64	88,96%
Revenus en numéraire de l'Etat de secteur du transport	404,55	5,16%
Revenus en numéraire de l'Etat des sous-traitants minier	244,56	3,12%
Secteur des hydrocarbures (SONAP)	0,07	0,00%
Sous-total des revenus perçus par l'Etat des autres secteurs	649,17	8,28%
Contribution FODEL	96,45	1,23%
Paievements sociaux volontaires	50,30	0,64%
Dépenses environnementales	38,87	0,50%
Autres paievements sociaux obligatoires	14,67	0,19%
Projets d'infrastructures	8,43	0,11%
Contribution au développement local	6,75	0,09%
Paievements infranationaux	1,04	0,01%
Sous-total paievements déclarés unilatéralement par les entreprises extractives	216,50	2,76%
Total revenus du secteur extractif	7 842,31	100,00%

SOURCE : DONNEES ITIE

Le total des revenus des sociétés retenues dans le périmètre de réconciliation générés par le secteur extractif représente 82,99 % du total des revenus perçus par l'État, soit 5 786,273 milliards de GNF comme revenus réconciliables et 3,42 milliards GNF non réconciliables provenant des déclarations des collectivités locales.

FIGURE 28 : CONTRIBUTION PAR SOCIETE



7.1 Contribution par secteur

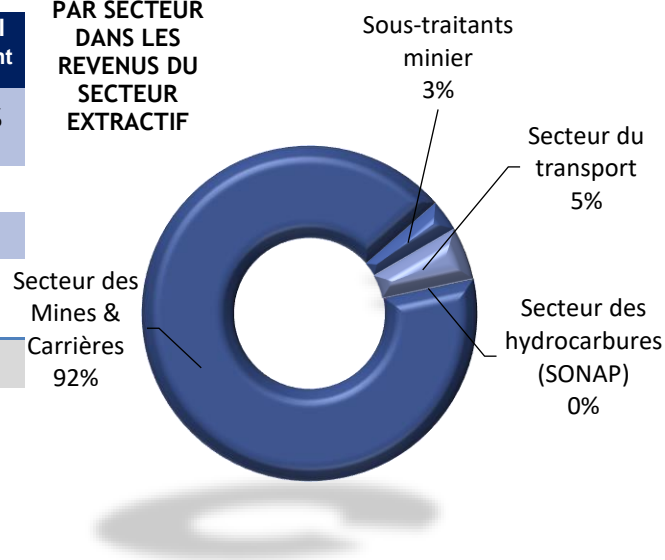
L'analyse des revenus totaux indique une amélioration de 1 764,62 milliards de GNF en 2022, soit une augmentation de 29,03 % par rapport à 2021. Cette amélioration provient principalement du secteur des mines et carrières, qui représente 91,72 % du total des revenus. De plus, le secteur du transport a enregistré une nette amélioration par rapport à celui des sous-traitants miniers, qui a connu une diminution de 63,22 %. Cela s'explique par le fait que, suite à la déclaration des sociétés du périmètre, un certain nombre de sociétés auparavant classées comme sous-traitants miniers sont en réalité des sociétés de transport de minerais. Le tableau ci-dessous montre la contribution de chaque secteur :

TABLEAU 102 : CONTRIBUTION PAR SECTEUR DANS LES REVENUS DU SECTEUR EXTRACTIF EN MILLIARDS DE GNF

Secteur	2022	2021	% Variation 2021-2022	% total paiement
Secteur des Mines & Carrières	7 193,14	5 396,37	33,30%	91,72%
Sous-traitants minier	244,56	664,83	-63,22%	3,12%
Secteur du transport	404,55	14,88	2618,74%	5,16%
Secteur des hydrocarbures (SONAP)	0,07	1,62	-95,83%	0,00%
Total	7 842,31	6 077,69	29,03%	100%

SOURCE : DONNEES ITIE

FIGURE 29 : CONTRIBUTION PAR SECTEUR DANS LES REVENUS DU SECTEUR EXTRACTIF



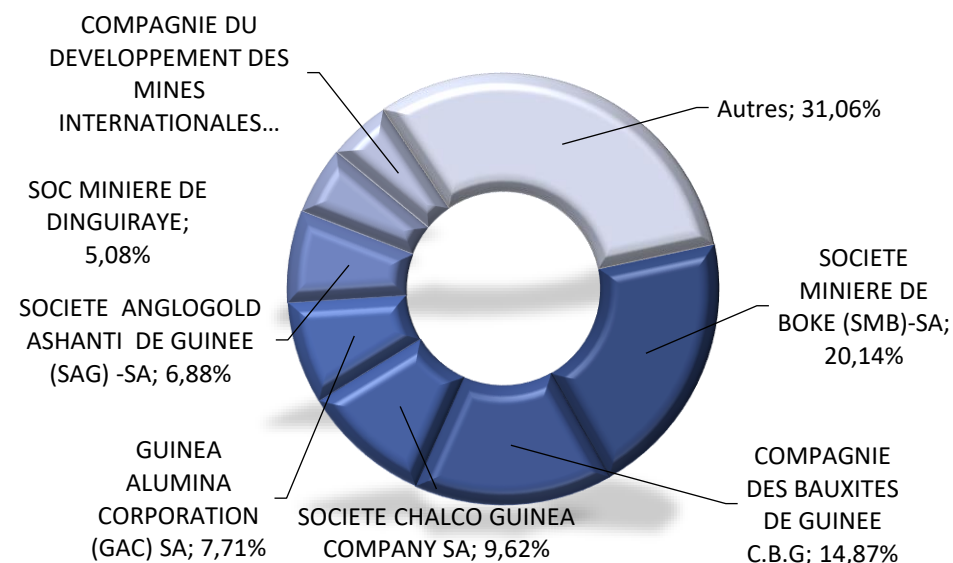
7.2 Contribution par entité extractive

L'analyse des revenus totaux par société indique que cinq (5) sociétés ont contribué ensemble à environ 60% des recettes extractives. Le tableau ci-dessous montre la contribution de chaque société :

TABLEAU 103 : CONTRIBUTION PAR SOCIETE EN MILLIARDS DE GNF

No	Société	2022	2021	% Variation 2021-2022	% total paiement
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	1 579,1	1 051,92	50,16%	20,14%
2	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	1 165,78	747,74	55,91%	14,87%
3	SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	754,80	427,63	76,51%	9,62%
4	GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC) SA	604,60	807,58	-25,13%	7,71%
5	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA	539,50	532,28	1,36%	6,88%
6	SOC MINIERE DE DINGUIRAYE	398,00	323,45	23,05%	5,08%
7	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	364,44	157,95	130,73%	4,65%
8	Autres	2 435,66	2 029,15	20,03%	31,06%
	Total	7 842,31	6 077,69	29,03%	100,00%

FIGURE 30 : CONTRIBUTION PAR SOCIETE EN MILLIARDS DE GNF



En analysant les variations par rapport à l'année précédente, il ressort que trois sociétés minières ont marqué des évolutions contrastées dans leurs contributions aux revenus de l'État provenant du secteur extractif en 2022. La SMB a maintenu sa position de premier contributeur avec une part de 20,14 % des revenus, enregistrant une nette amélioration de 50,16 %. Elle est suivie de la CBG, qui a affiché une progression remarquable de 55,91 %, et de CHALCO, dont la contribution a augmenté de 76,51 % par rapport à l'année précédente.

En revanche, ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINÉE (SAG) a connu une régression significative de 25,13 % dans sa contribution, chutant ainsi de la deuxième position à la cinquième en l'espace d'une seule année.

7.3 Contribution par flux de paiement

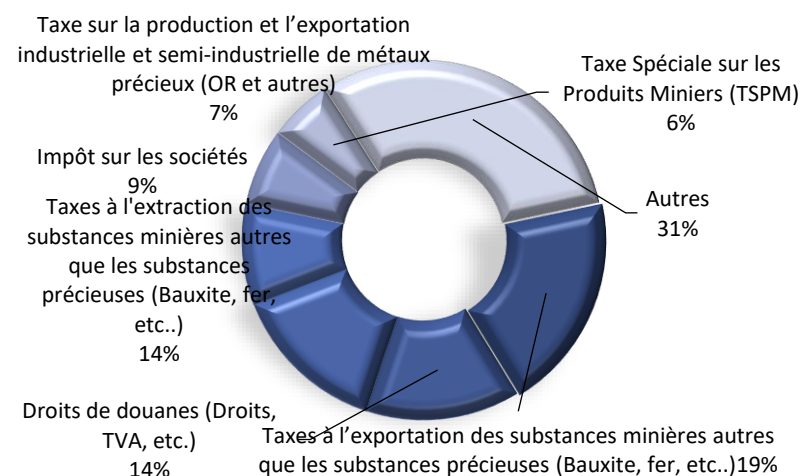
L'analyse des revenus totaux par flux de paiement indique que six (6) flux ont contribué à environ 69,76 % du total des revenus extractifs au cours de l'exercice 2022. Le tableau ci-dessous montre la contribution de chaque flux de paiement :

TABLEAU 104 : CONTRIBUTION PAR FLUX DE PAIEMENT EN MILLIARDS DE GNF

Société	2022	2021	% Variation 2021-2022	% total paiement
Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	1 536,75	1 036,60	48,25%	19,60%
Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	1 085,40	948,51	14,43%	13,84%
Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	1 104,39	856,67	28,92%	14,08%
Impôt sur les sociétés	712,91	315,09	126,26%	9,09%
Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	540,64	752,33	-28,14%	6,89%
Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	445,68	226,41	96,85%	5,68%
Autres	2 416,54	1 942,09	24,43%	30,81%
Total	7 842,31	6 077,69	29,03%	100,00%

SOURCE : DONNEES ITIE

FIGURE 31 : CONTRIBUTION PAR FLUX DE PAIEMENT



Par rapport à l'année précédente, la variation des flux de paiements reflète directement la nature des sociétés qui contribuent le plus aux revenus de l'État. Les taxes à l'exportation et les taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (telles que la bauxite et le fer), collectées par la DGCPT et reversées à la DGD et la DGI, demeurent les principales sources de revenus pour l'État, représentant 33,68 % des flux totaux.

Les droits de douane occupent la deuxième position parmi les contributions les plus importantes, avec 13,84 % des revenus totaux et une progression notable de 14,43 % par rapport à 2021.

Cependant, en parallèle avec la régression significative de la contribution d'ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINÉE (SAG), un producteur d'or, les recettes provenant de la taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (or et autres) ont enregistré une baisse significative de 28,14 %. Cette régression souligne l'impact direct de la performance des sociétés extractives sur les flux de paiements.

7.4 Contribution par administration publique

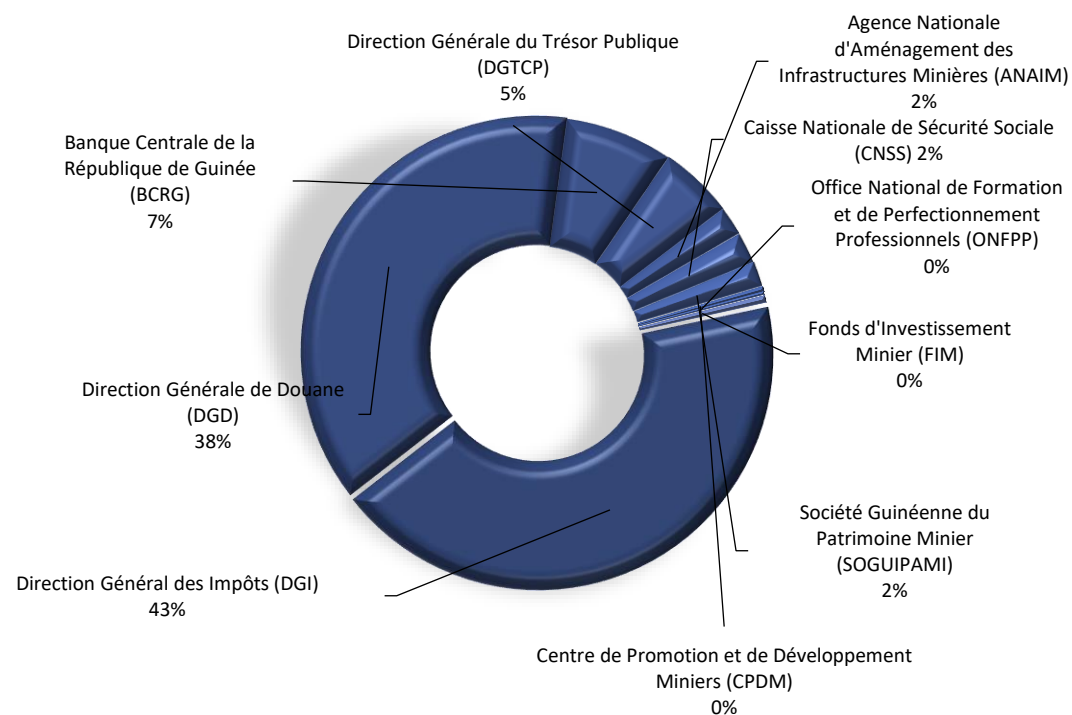
Au cours de l'exercice 2022, la DGD, la DGI et la DGTCP, ont collectés environ 87,19% du total des revenus extractifs au cours de l'exercice 2022 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

TABLEAU 105 : CONTRIBUTION PAR ADMINISTRATION PUBLIQUE EN MILLIARDS DE GNF

Flux de paiement en numéraire	Total	%
Direction Générale de Douane (DGD)	3 332,35	42,49%
Direction Général des Impôts (DGI)	2 926,41	37,32%
Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)	579,10	7,38%
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)	397,64	5,07%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	155,36	1,98%
Paievements sociaux	168,17	2,14%
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)	134,50	1,72%
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	30,47	0,39%
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)	19,04	0,24%
Dépenses environnementales	38,87	0,50%
Dépenses quasi-budgétaires	15,41	0,20%
Collectivités locales	10,15	0,13%
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)	9,21	0,12%
Projets d'infrastructures	8,43	0,11%
Fonds d'Investissement Minier (FIM)	8,22	0,10%
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)	4,61	0,06%
Direction Nationale des Mines (DNM)	4,38	0,06%
Total	7 842,31	100%

SOURCE : DONNEES ITIE

FIGURE 32 : CONTRIBUTION PAR ADMINISTRATION PUBLIQUE



7.5 Divulcation unilatérale

7.5.1 Divulcation unilatérale par le gouvernement

Conformément à l'Exigence de la norme ITIE 4.1.d, les entités gouvernementales sont tenues de fournir des informations agrégées sur le montant des revenus totaux reçus de chacun des flux de paiement convenus dans le cadre du rapport ITIE, y compris les revenus qui sont inférieurs au seuil de matérialité convenu.

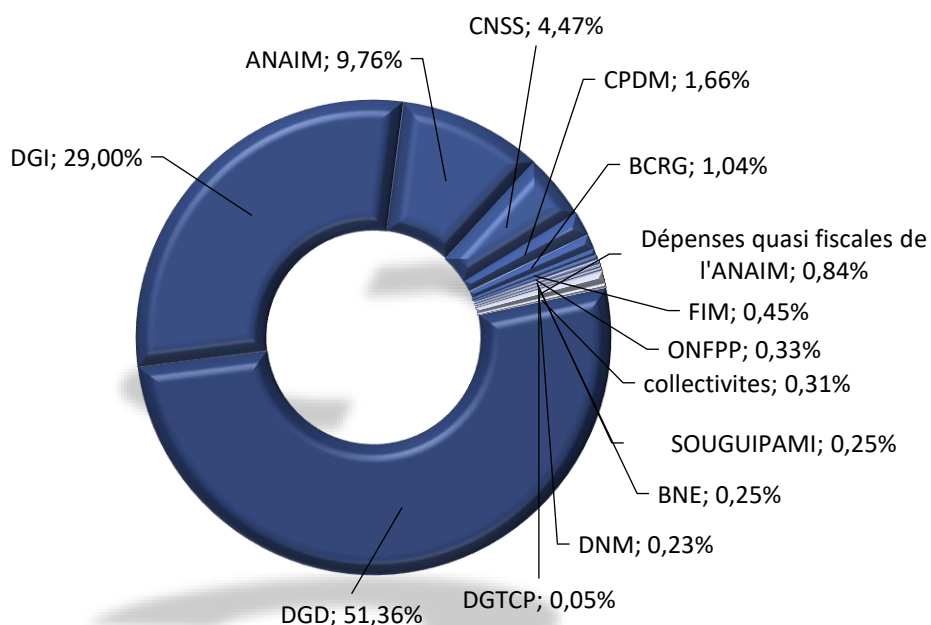
Les entités gouvernementales ont été invitées à divulguer unilatéralement les flux de revenus agrégés collectés auprès des entités extractives qui n'ont pas été inclus dans le champ d'application. Ces divulgations unilatérales se résument comme suit :

Tableau 106 : Paiements déclarés unilatéralement par les entités gouvernementales en milliards de GNF

Entité gouvernementale	Secteur des mines et carrières	Sous-traitants	Secteur de transport	Secteur pétrolier	Total	%
DGD	517,63	109,55	315,72	0,07	942,97	51,36%
DGI	359,39	111,39	61,78	-	532,56	29,00%
ANAIM	178,06	1,16	-	-	179,22	9,76%
CNSS	35,40	19,72	26,90	-	82,01	4,47%
CPDM	30,47	-	-	-	30,47	1,66%
BCRG	19,04	-	-	-	19,04	1,04%
FIM	8,22	-	-	-	8,22	0,45%
ONFPP	4,09	1,87	0,15	-	6,11	0,33%
SOUGUIPAMI	3,80	0,87	-	-	4,66	0,25%
BNE	4,61	-	-	-	4,61	0,25%
DNM	4,23	-	-	-	4,23	0,23%
DGTCP	0,90	-	-	-	0,90	0,05%
Sous-total secteur des mines et carrières	1 165,84	244,56	404,55	0,07	1 815,01	98,85 %
Dépenses quasi fiscales de l'ANAIM	15,41				15,41	0,84%
Collectivités	5,70				5,70	0,31%
Total	1 186,94	244,56	404,55	0,07	1 836,12	100%

Source Données ITIE

Figure 33 : Paiements des entités gouvernementales



Le détail des paiements déclarés unilatéralement par les entités gouvernementales est présenté au niveau des Annexes 13 et 16 du présent rapport.

7.5.2 Divulgaration unilatérale par les sociétés

Les paiements unilatéralement déclarés par les sociétés extractives pour les dépenses sociales, environnementales et les projets d'infrastructures s'élèvent, après ajustement, à 216 500 115 316 GNF. Ces contributions, rapportées dans leurs déclarations unilatérales, se répartissent comme suit :

Tableau 107 : Paiements déclarés unilatéralement par les entreprises extractives

Société	Montants après ajustements
Contribution FODEL	
SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	27 697 501 340
SOC MINIERE DE DINGUIRAYE	26 013 963 142
SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA	19 345 747 157
GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC) SA	18 534 810 774
COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	2 673 585 858
SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	2 184 680 000
Sous-total contribution FODEL	96 450 288 271
Autres paiements sociaux obligatoires	
COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	13 871 417 872
SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	796 200 000
Sous-total paiements sociaux obligatoires	14 667 617 872
Contribution au développement local	
COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	3 106 955 176
COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	2 821 566 420
SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	825 961 000
Sous-total contribution au développement local	6 754 482 596
Sous-total des paiements sociaux obligatoires (*)	117 872 388 739
Paiements sociaux volontaires	

Société	Montants après ajustements
SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA	28 179 136 333
SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	12 570 774 741
COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	5 943 206 830
SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)	1 479 361 746
SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	686 050 000
SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	649 777 000
COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	457 441 492
COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	331 000 000
Sous-total paiements sociaux volontaires (**)	50 296 748 142
Dépenses environnementales	
SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	36 159 995 183
SOC MINIERE DE DINGUIRAYE	1 043 366 611
SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	994 599 465
SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	266 870 000
COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	264 792 000
COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	94 901 871
SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA	42 819 187
Sous-total dépenses environnementales	38 867 344 317
Projets d'infrastructures	
COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	8 427 120 302
Sous-total projets d'infrastructures	8 427 120 302
Paielements infranationaux	
SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	1 036 513 816
Sous-total paiements infranationaux	1 036 513 816
Total	216 500 115 316

Source : Données ITIE

(*) Le détail des paiements sociaux obligatoires sont présentés en Annexe 11 du présent rapport

(**) Le détail des paiements sociaux volontaires sont présentés en Annexe 10 du présent rapport

Le détail des paiements déclarés unilatéralement par les sociétés extractives est présenté au niveau des annexes 10, 11 et 12 du présent rapport.

7.6 Budget

7.6.1 Budget par secteur

L'analyse des revenus budgétaires montre une progression significative de 1 664,72 milliards de GNF en 2022, représentant une hausse de 31,89 % par rapport à 2021. Cette amélioration est principalement attribuable au secteur des mines et carrières, qui a enregistré une croissance remarquable de 37,26 %, contribuant à hauteur de 91,31 % au total des revenus budgétaires. Le tableau ci-dessous montre la contribution de chaque secteur :

Tableau 108 : Répartition de Budget par secteur

Secteur	2022	2021	% Variation 2021-2022	% total paiement
Secteur des Mines & Carrières	6 287,02	4 580,39	37,26%	91,31%
Sous-traitants minier	220,94	635,72	-65,25%	3,21%
Secteur du transport	377,50	3,08	12156,46%	5,48%
Secteur des hydrocarbures (SONAP)	0,07	1,62	-95,83%	0,00%
Total	6 885,53	5 220,81	31,89%	100%

Source : Données ITIE

7.6.2 Budget par sociétés

L'analyse des variations par rapport à l'année précédente, indique que six (6) sociétés minières ont marqué des évolutions contrastées dans leurs contributions aux revenus budgétaires de l'État provenant du secteur extractif en 2022. La SMB a maintenu sa position de premier contributeur avec une part de 20,91 % des revenus, enregistrant une nette amélioration de 48,19 %. Elle est suivie de la CBG, qui a affiché une progression remarquable de 69,15 %. Par ailleurs, la société ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINÉE (SAG) a connu une régression significative de (26,89) % dans sa contribution, chutant ainsi de la deuxième position à la cinquième en l'espace d'une seule année.

Tableau 109 : Tableau de Budget par sociétés

No	Société	2022	2021	% Variation 2021- 2022	% total paiement
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	1 439,96	971,72	48,19%	20,91%
2	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	1 040,01	614,85	69,15%	15,10%
3	SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA	710,15	401,18	77,01%	10,31%
4	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA	546,78	747,84	-26,89%	7,94%
5	GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC) SA	420,03	439,80	-4,50%	6,10%
6	SOC MINIERE DE DINGUIRAYE	361,61	281,84	28,30%	5,25%
7	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDMC)	330,81	150,30	120,09%	4,80%
8	Autres	2 036,19	1 613,26	26,22%	29,57%
	Total	6 885,53	5 220,81	31,89%	100,00%

Source : Données ITIE

7.6.3 Budget par Flux de Paiement

Par rapport à l'année précédente, la variation des flux de paiements reflète directement la nature des sociétés qui contribuent le plus aux revenus budgétaires de l'État. Les taxes à l'exportation et les taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (telles que la bauxite et le fer), collectées par la DGCPT et reversées à la DGD et la DGI, demeurent les principales sources de revenus pour l'État, représentant 38,36 % des flux totaux.

Les droits de douane occupent la deuxième position parmi les contributions les plus importantes, avec 15,76 % des revenus totaux et une progression notable de 14,43 % par rapport à 2021.

Cependant, en parallèle avec la régression significative de la contribution d'ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINÉE (SAG), un producteur d'or, les recettes provenant de la taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (or et autres) ont enregistré une baisse significative de (28,14 %). Cette régression souligne l'impact direct de la performance des sociétés extractives sur les flux de paiements.

Tableau 110 : Tableau de Budget par Flux de Paiement

Société	2022	2021	% Var 2021- 2022	% total paiement
Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	1 536,75	1 036,60	48,25%	22,32%
Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	1 085,40	948,51	14,43%	15,76%
Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	1 104,39	856,67	28,92%	16,04%
Impôt sur les sociétés	712,91	315,09	126,26%	10,35%
Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	540,64	752,33	-28,14%	7,85%
Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	445,68	226,41	96,85%	6,47%
Autres	1 459,76	1 085,20	34,51%	21,20%
Total	6 885,53	5 220,81	31,89%	100,00%

Source : Données ITIE

7.6.4 Budget par administration publique

Au cours de l'exercice 2022, la DGD, la DGI et la DGTCP, ont collectés environ 99,31% du total des revenus budgétaires provenant du secteur extractif extractifs au cours de l'exercice 2022 comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

Tableau 111 : Répartition de Budget par Agence gouvernementale

Flux de paiement en numéraire	Total	%	Périmètr e	Unilatéral e
Direction Générale de Douane (DGD)	3 332,35	48,40%	2 389,38	942,97
Direction Général des Impôts (DGI)	2 926,41	42,50%	2 393,85	532,56
Direction Générale du Trésor Publique (DGTCP)	579,10	8,41%	578,19	0,90
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	30,47	0,44%	-	30,47
Fonds d'Investissement Minier (FIM)	8,22	0,12%	-	8,22
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)	4,61	0,07%	-	4,61
Direction Nationale des Mines (DNM)	4,38	0,06%	0,15	4,23
Total	6 885,53	100%	5 361,58	1 523,95

Source : Données ITI

8 RECOMMANDATIONS

La norme ITIE requiert la mise en place de mesures visant à tirer parti des enseignements acquis afin d'améliorer l'impact de la mise en œuvre de l'ITIE sur la gouvernance des ressources naturelles et d'examiner les recommandations découlant de ladite mise en œuvre. L'exigence 7.3 de l'ITIE préconise que le Groupe Multipartite prenne des mesures fondées sur les leçons apprises, identifie, comprend et corrige les causes des écarts et des informations manquantes, tout en tenant compte des recommandations issues de la mise en œuvre de l'ITIE. Par conséquent, le Groupe Multipartite pourrait envisager d'adopter des recommandations visant à renforcer les systèmes gouvernementaux et la gouvernance des ressources naturelles.

Afin d'améliorer le processus de déclaration ITIE en Guinée, nous présentons les recommandations 2022 suivantes ainsi que le suivi des recommandations ultérieures :

8.1 Recommandations

8.1.1 Amélioration de la gestion des recettes extractives

Description :

Autres que la Direction Générale des Impôts (DGI), la Direction Générale des Douanes (DGD), et la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), les autres entités gouvernementales n'utilisent pas les Numéros d'Identification Fiscale (NIF) pour tracer les paiements effectués par les sociétés extractives, de plus, elles ne disposent pas de systèmes électroniques d'émission de quittances ni d'une uniformité dans l'utilisation des noms exacts des sociétés, tels que mentionnés sur leurs documents fiscaux. Ces entités ne disposent pas de systèmes standardisés pour l'identification et la gestion des paiements.

Ces lacunes entraînent des défis majeurs pour la traçabilité des flux de paiements extractifs. En particulier, l'absence d'un système harmonisé complique la réconciliation des données et augmente le risque d'erreurs ou de pertes d'information sur les recettes extractives. Cela peut également compromettre la gestion efficace des revenus provenant du secteur extractif ainsi que la transparence et la fiabilité du processus budgétaire.

Actions recommandées :

Nous recommandons les actions suivantes :

- 1) Uniformiser l'utilisation du NIF :
 - Étendre l'obligation d'utiliser les NIF pour tous les paiements relatifs aux recettes extractives à l'ensemble des entités gouvernementales.
 - Assurer que chaque paiement enregistré est associé au NIF correspondant à la société concernée.
- 2) Mettre en place des systèmes électroniques d'émission de quittances :
 - Développer et intégrer un système électronique d'émission de quittances uniforme pour toutes les entités gouvernementales impliquées dans la gestion des recettes extractives.
 - Ce système devra inclure une base de données unifiée permettant une identification claire des entreprises et des paiements.
- 3) Adopter une nomenclature standardisée pour les sociétés : Harmoniser les noms des sociétés dans tous les systèmes d'information des entités publiques, en veillant à utiliser les dénominations officielles figurant sur leurs patentes et autres documents légaux.
- 4) Offrir une formation aux agents publics : Organiser des sessions de formation sur l'utilisation des NIF, des systèmes d'émission de quittances électroniques, et sur les meilleures pratiques pour la gestion des données fiscales et extractives.
- 5) Évaluer et harmoniser les systèmes existants : Réaliser une évaluation technique des systèmes d'information utilisés par les entités publiques et proposer leur intégration dans un système d'information centralisé pour une meilleure coordination et traçabilité des paiements.
- 6) Suivre et auditer les processus de gestion des recettes : Mettre en place des mécanismes d'audit réguliers pour vérifier l'utilisation des NIF, la fiabilité des quittances émises, et la conformité des noms de sociétés avec leurs informations officielles.

Ces actions contribueront à renforcer la transparence, la traçabilité et la fiabilité des flux de paiements extractifs, tout en facilitant les efforts de réconciliation et en améliorant la gestion des revenus extractifs en Guinée.

Priorité : Haute

8.1.2 Renforcement de l'engagement des points focaux

Description :

Nous avons effectué des ajustements de l'ordre de 254 milliards de GNF pour les déclarations des sociétés et de 60 milliards GNF pour les administrations, avec un écart final non réconcilié de 3 %. Ce montant reflète la qualité des déclarations initiales, qui gagnerait à être améliorée. De plus, un certain nombre d'informations n'ont pas été communiquées par les entités gouvernementales consultées. Le tableau ci-dessous détaille les principales données non communiquées :

Documents	Entité gouvernementale
Rapport d'activité de l'exercice 2022	BNE
Etude/publications relative au secteur d'exploitation minière artisanale et à petite échelle ;	BNE
Données sur la production de minerais par le secteur d'exploitation minière artisanale et à petite échelle ;	BNE
Les textes de loi et arrêtés organisation l'activité minière artisanale et à petite échelle	DNM
Principaux projets en exploitation et en développement en 2022 : état, avancement, production attendue, production réalisée)	DNM
Rapports d'activité et financier du Fonds d'Investissement Minier pour l'année 2022	FIM
Nombre total des assurés par les sociétés extractives au 31 décembre 2022 détaillé par sexe (Femme/homme) et par nationalité (nationaux/étrangers).	CNSS
Nombre total d'assurés par secteur (sociétés minières et pétrolières) détaillé par sexe (homme/femme) et par nationalité (nationaux/étrangers) au 31 décembre 2022.	CNSS
Légalisation applicable au secteur minier et hydrocarbure lié à l'environnement	FEKAN
Plan/Etude lié à la transition énergétique	FEKAN
Estimation des émissions de gaz à effet de serre par le secteur minier	FEKAN
Rapport d'activité de 2022	SONAP
Mise à jour concernant le secteur pétrolier, nouvelles licences, nouvelles explorations, découvertes, estimation des réserves, Perspective du secteur Pétrolier ;	SONAP
Copies des contrats en vigueur durant 2022 conclus avec le opérateurs miniers	ANAIM
Rapport d'activité de l'exercice 2022	ANAIM
Etat détaillé concernant le compte "Fonds du Port"	ANAIM

Il a été constaté que les supérieurs hiérarchiques des entités déclarantes assistent souvent aux réunions de formation, tandis que les points focaux, responsables du remplissage des formulaires de déclaration, y participent moins

Actions recommandées :

Nous recommandons au comité de pilotage de l'ITIE-Guinée de :

- 1) Inclure, en plus des responsables hiérarchiques, les points focaux dans les réunions et formations, et organiser des sessions de formation exclusivement pour eux afin de renforcer leurs capacités techniques et leur compréhension des exigences spécifiques de l'ITIE.
- 2) Mettre en place des mécanismes de communication clairs et réguliers entre les responsables hiérarchiques et les points focaux pour assurer la rapidité de circulation et la qualité des informations et instructions transmises.

La mise en œuvre de ces recommandations permettra de garantir que les points focaux sont bien informés et formés, afin d'améliorer la qualité et la fiabilité des données soumises. Cela contribuera également à une meilleure compréhension des exigences de l'ITIE au sein des entreprises et des entités gouvernementales, renforçant ainsi la transparence et la reddition de comptes dans le secteur extractif.

Priorité : Haute

Institutions concernées : Entités Gouvernementales, sociétés extractives

fréquemment. De plus, un certain nombre de points focaux ont été nouvellement désignés.

Cela entraîne le risque que les instructions de rapportage ne soient pas correctement relayées aux points focaux, ce qui peut aboutir à des erreurs ou des omissions lors du remplissage des formulaires, malgré les discussions tenues lors des réunions et formations. Cette situation compromet la qualité des données soumises initialement.

Bien que la participation des responsables hiérarchiques soit bénéfique pour la prise de décisions au niveau des entités déclarantes, elle peut entraîner des lacunes dans la transmission d'informations pratiques lorsqu'ils ne sont pas accompagnés par les points focaux.

8.1.3 Renforcement de la transparence des revenus du transport des minerais

Description :

L'Exigence ITIE 4.4.b stipule que « Les pays mettant en œuvre l'ITIE sont invités à divulguer :

- i. Les contrats les plus importants touchant au domaine des transports en décrivant : le produit ; le(s) voie(s) de transport et les entreprises ou les entités publiques concernées, notamment les entreprises d'État qui participent au secteur des transports ;
- ii. Les définitions des taxes, tarifs ou autres paiements relatifs au transport et leur méthode de calcul ;
- iii. Les tarifs et les volumes de matières premières transportées »

En l'absence d'accès aux contrats détaillant les termes de transports des minerais (Bauxite, Fer et autres) ainsi qu'au détails sur les modalités de transport, les définitions des taxes et tarifs, et des volumes transportés, ces informations n'ont pas été divulguées.

Actions recommandées :

Nous recommandons au comité de pilotage de mettre un plan de divulgation des contrats de transport des minerais les plus importants, et de coordonner avec l'ANAIM afin de divulguer :

- 1- de manière détaillée les recettes provenant du transport des minerais par projet, par entreprise, par entité gouvernementale et par flux de recettes
- 2- la description des modalités de transport des minerais: Une description complète des modalités de transport doit être fournie, y compris les produits transportés par type, les voies de transport utilisées, et les entreprises et entités gouvernementales concernées, notamment les entreprises d'État impliquées dans le secteur des transports.
- 3- La définition et calcul des Taxes et tarifs : Les définitions des taxes, tarifs ou autres paiements relatifs au transport doivent être divulguées.
- 4- Divulgation des taux tarifaires et volumes transportés : Les taux tarifaires et les volumes des matières premières transportées doivent être divulgués pour permettre une meilleure évaluation des recettes générées.

Priorité : Haute

Institutions concernées : DGH et DGCPT

8.1.4 Mise en œuvre des obligations de réhabilitation des sites

Description :

Le Code minier guinéen de 2011 amendé contient trois articles (64, 144 et 178-I) relatifs à la réhabilitation des sites miniers, qui prévoient différentes obligations pour les titulaires de titres miniers, notamment :

Article 64 : L'obligation pour les exploitants de verser une caution de réhabilitation dont les modalités de calcul et de perception doivent être définies par un arrêté conjoint des Ministères des Mines, de l'Environnement et du Budget.

Article 144 : L'exigence d'ouverture et d'alimentation d'un compte fiduciaire de réhabilitation de l'environnement, en cohérence avec le Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), avec des modalités également à préciser par arrêté conjoint.

Article 178-I : La possibilité pour les titulaires d'un titre d'exploitation de constituer une provision comptable pour reconstitution de gisement, calculée soit sur le bénéfice imposable (10%) ou, en cas de déficit, sur la valeur des produits marchands (0,5%).

Cependant, plusieurs problématiques émergent dans l'application de ces dispositions :

- Absence d'arrêté clarifiant les modalités : les arrêtés ministériels nécessaires pour fixer les montants, les modalités de fonctionnement et les critères associés à la caution (article 64) et au compte fiduciaire (article 144) n'ont pas encore été publiés. Cela crée un flou juridique et opérationnel, empêchant une mise en œuvre uniforme et effective de ces obligations.
- Manque de clarté dans les états financiers des entreprises : les états financiers soumis par les entreprises du périmètre (CDMC, SAG et SMFG) ne permettent pas de vérifier clairement si des provisions comptables pour reconstitution de gisement (article 178-I) ont été constituées

Actions recommandées :

Pour la mise en œuvre des obligations de réhabilitation des sites miniers, nous recommandons au Comité de Pilotage de l'ITIE-Guinée de coordonner avec les agences gouvernementales compétentes et les sociétés minières afin de :

- 1) Adopter les textes réglementaires nécessaires : Publier sans délai les arrêtés conjoints des Ministères des Mines, de l'Environnement et du Budget pour définir :
 - Le montant et les modalités de la caution de réhabilitation (article 64).
 - Les modalités de fonctionnement du compte fiduciaire de réhabilitation (article 144).
 - 2) Harmoniser les mécanismes de gestion des obligations environnementales :
 - Clarifier, par décret ou arrêté complémentaire, les interactions entre la caution, le compte fiduciaire et la provision comptable afin d'éviter les chevauchements ou les doublons.
 - Élaborer un guide opérationnel à l'attention des entreprises pour détailler les attentes en matière de réhabilitation et les mécanismes à respecter.
 - 3) Renforcer les exigences en matière de transparence financière :
 - Inviter les entreprises à inclure dans leurs états financiers une section spécifique (selon le modèle OHADA) détaillant :
 - Les provisions comptables constituées pour la réhabilitation des sites.
-

conformément à la loi. De plus, ces états ne font souvent pas référence explicite aux articles du Code minier sur lesquels reposent ces provisions.

- Fragmentation des exigences et chevauchement des mécanismes : les trois articles imposent des mécanismes distincts (caution, compte fiduciaire et provision comptable) sans préciser clairement comment ces instruments interagissent ou s'articulent dans la gestion globale des obligations de réhabilitation.

Cette situation pose plusieurs défis :

- Failles dans la traçabilité : L'absence de cadres clairs et d'outils harmonisés empêche une traçabilité efficace des fonds dédiés à la réhabilitation.
- Risques environnementaux : Les insuffisances dans la mise en œuvre de ces mécanismes augmentent les risques que les sites miniers ne soient pas correctement réhabilités, laissant des impacts environnementaux négatifs à long terme.
- Manque de transparence et de crédibilité : L'opacité dans les états financiers et l'absence de référence claire aux dispositions légales affaiblissent la crédibilité et la transparence dans la gestion des revenus extractifs.

- Les montants déposés dans le compte fiduciaire.
- Les garanties de caution versées.
- S'assurer que les informations soient conformes aux articles du Code minier pertinents.

4) Créer un mécanisme de contrôle et de suivi :

- Mettre en place un système intégré de suivi au niveau des entités gouvernementales concernées (Ministère des Mines, Environnement, et Finances) pour surveiller la constitution et l'utilisation des provisions et des fonds dédiés à la réhabilitation.
- Réaliser des audits réguliers pour s'assurer de la conformité des entreprises avec leurs obligations légales et environnementales.

5) Renforcer les capacités des parties prenantes :

- Former les entreprises minières et les entités gouvernementales aux mécanismes de réhabilitation prévus par le Code minier et les textes connexes.
- Sensibiliser les parties prenantes sur l'importance de la réhabilitation des sites miniers pour préserver l'environnement et les communautés locales.

Priorité : Haute

Institutions concernées : Ministère des Mines, DNM, Ministère de l'environnement, Société Minières, et la DGI.

8.1.5 Optimiser la Transparence et la Gestion des Participations de l'État dans le Secteur Extractif

Description :

L'objectif de l'exigence ITIE 2.6 relative à la participation de l'État est de promouvoir la transparence et la redevabilité des participations publiques dans les entreprises extractives. Cette exigence inclut la divulgation des informations financières et structurelles des entreprises d'État, ainsi que la gestion et la traçabilité des flux financiers, afin de renforcer leur contribution économique et sociale à long terme. Les pays doivent également divulguer le rôle des entreprises d'État, leur niveau de participation dans les entreprises extractives, et toute modification de participation durant la période de déclaration.

Conformément à l'article 150-I du Code minier 2011 amendé : « Toute attribution d'un Titre d'exploitation minière confère immédiatement à l'État une participation gratuite jusqu'à un maximum de 15 % dans le capital de la société titulaire du Titre. »

La liste des participations de l'État communiquée par la SOGUIPAMI indique une participation de 10 % de l'État dans la société concernée. De plus, le formulaire de déclaration de la CDM Chine confirme cette participation. Cependant, il a été constaté, à partir du rapport du Commissaire aux Comptes, que les états financiers de ladite société ne mentionnent ni la participation de l'État (10 %) dans sa structure de capital, ni la présence de représentants de l'État dans son conseil d'administration.

Ces incohérences mettent en lumière des lacunes dans la coordination et la transparence des informations entre les entreprises extractives et les entités gouvernementales. Cette situation peut entraîner une mauvaise gestion ou un suivi inadéquat des participations de l'État, ce qui risque de provoquer une sous-déclaration des bénéfices revenant à l'État. En outre, elle compromet la confiance des parties prenantes dans la gouvernance des ressources extractives et traduit une non-conformité au Code minier.

Actions recommandées :

Nous recommandons au Comité de Pilotage de l'ITIE-Guinée de coordonner avec les agences gouvernementales compétentes et les sociétés minières afin de :

- 1) Harmonisation des données sur les participations de l'État :
 - Mettre en place un mécanisme de coordination entre la SOGUIPAMI, les entreprises extractives et les entités étatiques pour harmoniser les données relatives aux participations publiques.
 - Élaborer une base de données centralisée et accessible contenant les participations de l'État, leurs évolutions, et les représentants de l'État dans les conseils d'administration.
- 2) Exigence de divulgation des informations financières : Inviter les entreprises extractives à mentionner explicitement dans leurs états financiers la participation de l'État ainsi que les membres du conseil d'administration représentant l'État
- 3) Audits indépendants des participations publiques : Mandater un audit indépendant pour identifier les incohérences et corriger les erreurs dans les déclarations des entreprises extractives et des entités gouvernementales.

Priorité : Haute

Institutions concernées : Ministère des Mines, SOGUIPAMI, DNM, DGI

8.1.6 Renforcer la transparence et la conformité dans la gestion des conventions du projet Simandou

Description :

Le projet Simandou en Guinée, qui concerne l'exploitation de l'un des plus importants gisements de minerai de fer au monde, a franchi une étape cruciale en février 2024 avec la ratification des conventions par le Conseil National de Transition (CNT) le 3 février 2024. Toutefois, ces conventions doivent encore faire l'objet d'un décret de promulgation et être publiées au Journal officiel, comme l'exige la réglementation en vigueur¹⁰².

Néanmoins, l'absence d'informations détaillées sur le projet, notamment la non-publication des conventions y afférentes, suscite des préoccupations quant à la transparence et au respect des exigences ITIE 2.4 et 3.1, qui visent à garantir une divulgation complète des contrats et des licences ainsi qu'une transparence sur les revenus issus du secteur extractif.

Cette situation met en évidence la nécessité d'une divulgation publique rapide et exhaustive pour assurer la transparence, renforcer la confiance des parties prenantes et garantir le respect des engagements juridiques et sociaux liés à ce projet stratégique pour la Guinée.

Actions recommandées :

Nous recommandons au Comité de Pilotage de l'ITIE-Guinée de:

- 1) Accélérer la publication des conventions : collaborer avec les parties prenantes concernées, notamment le gouvernement et le Conseil National de Transition (CNT), pour assurer l'adoption rapide du décret de promulgation des conventions du projet Simandou et leur publication dans le Journal officiel, comme l'exige la réglementation en vigueur.
- 1) Renforcer la transparence contractuelle : Publier sur le site officiel de l'ITIE Guinée les textes intégraux des conventions ratifiées, conformément aux exigences ITIE 2.4. Cela inclut toutes les informations relatives aux termes, aux parties signataires et aux engagements financiers.
- 2) Assurer une communication proactive : Organiser des sessions d'information et de sensibilisation pour les parties prenantes, y compris la société civile et les communautés locales, afin de clarifier les implications des conventions et renforcer la compréhension des enjeux du projet Simandou.

Priorité : Haute

Institutions concernées : Ministère des Mines, DNM

¹⁰² [PPT_Publication-de-Contrats_ITIE-SAJ1.pptx](#)

8.2 Suivi des recommandations des rapports ITIE antérieurs

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
Recommandation du rapport ITIE 2021			
1	Il est recommandé de mettre en place un plan d'action pour l'implémentation des recommandations des rapports ITIE antérieurs.	En cours	
	Publication des données financières des Entreprises d'État : ANAIM SONAP		
2	Il est recommandé de veiller à une publication régulière des données financières. Les rapports devraient être accessibles dans un format ouvert et pourraient être publiés sur le site web des entités concernées ou sur le site web de l'ITIE-Guinée. Cela permettrait de garantir la transparence et l'accès à l'information financière de ces Entreprises d'État conformément aux exigences de l'ITIE.	Non implémenté	
3	Exhaustivité des participations de l'Etat dans le secteur minier: Il est recommandé de garantir une publication régulière et exhaustive des participations de l'État dans le secteur minier, y compris les conditions qui y sont attachées. Cette transparence renforcée permettra d'assurer une meilleure reddition des comptes et une meilleure compréhension des rôles et responsabilités de l'État dans les projets extractifs.	Non implémenté	
4	Exhaustivité des déclarations des collectivités locales : Il est recommandé de renforcer la sensibilisation des collectivités locales et de mettre en place une procédure visant à résoudre les difficultés rencontrées lors de la collecte des données auprès de ces collectivités. Il est essentiel d'assurer une divulgation exhaustive des paiements infranationaux, conformément aux exigences de l'ITIE. Cela permettra d'améliorer la transparence et de garantir une pleine compréhension de l'impact des activités extractives au niveau local.	Oui	
5	Fiabilisation des données d'exportations et de production : Il est recommandé de mettre en place un système de suivi de la production et des exportations des sociétés minières afin d'améliorer les informations fournies dans l'annuaire statistique du MMG. Il est également essentiel de divulguer les données de production et d'exportation désagrégées par région, entreprise et projet, en indiquant à la fois les volumes et les valeurs, ainsi que les méthodes de calcul utilisées pour ces estimations. Cela permettra d'accroître la transparence et la fiabilité des informations sur les activités extractives dans les rapports ITIE.	Partiellement implémenté	

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
6	Déclaration des données ITIE par projet : il est nécessaire de mettre en oeuvre les mesures suivantes : - Étude approfondie des contraintes : Il est primordial de mener une étude approfondie pour identifier les contraintes qui entravent la divulgation des données ITIE par projet. Cette étude devrait impliquer la participation active des parties prenantes, notamment les entités de l'État, les entreprises minières, la société civile et les experts techniques. L'objectif est de comprendre les obstacles techniques, opérationnels et institutionnels qui empêchent une divulgation exhaustive des données ITIE par projet. - Élaboration d'un plan d'action : Sur la base des résultats de l'étude, il convient d'élaborer un plan d'action détaillé visant à améliorer la divulgation des données ITIE par projet. Ce plan doit inclure des actions concrètes telles que l'amélioration des systèmes de collecte de données, la formation et la sensibilisation des parties prenantes concernées, la mise en place de procédures et de directives claires pour la divulgation des données par projet, et le renforcement des capacités techniques et institutionnelles nécessaires.	Non implémenté	
7	Implication limitée des entreprises extractives retenues dans le périmètre 2021 dans le cadre du processus de déclaration ITIE : il est nécessaire de prendre les mesures suivantes - Renforcement de la sensibilisation : Il est essentiel de renforcer la sensibilisation des entreprises extractives retenues dans le périmètre de réconciliation sur l'importance de leur implication active dans le processus de déclaration ITIE - Établissement d'un calendrier de déclaration : Il est recommandé de mettre en place une procédure permettant l'élaboration d'un calendrier clair pour la publication du rapport ITIE. Ce calendrier devrait être communiqué aux parties déclarantes au début de chaque année, afin qu'elles puissent prendre les dispositions nécessaires pour la collecte et la communication des informations requises. Un engagement formel des entreprises extractives à respecter ce calendrier devrait être sollicité.		

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
8	Clarification des écarts de reconstitution des revenus alloués au Fonds d'investissement minier : Il est recommandé au FIM de fournir des clarifications détaillées sur les raisons des écarts constatés entre les revenus à allouer au FIM, tels que reconstitués conformément à l'article 160 du Code minier, et les revenus réellement alloués. Ces clarifications devraient être communiquées de manière transparente et accessible aux parties prenantes concernées, notamment le Comité de pilotage de l'ITIE et le public.	Non implémenté	
9	Justification des écarts de reconstitution des transferts infranationaux : Il est recommandé de clarifier : - D'une part, les raisons de la disparité constatée entre le montant qui aurait dû être transféré à l'ANAFIC conformément aux dispositions de l'article 165 et le montant effectivement transféré ; - D'autre part, les raisons de la disparité entre le montant reçu par l'ANAFIC et le montant décaissé par celle-ci au profit des collectivités.	Non implémenté	
10	Retard dans la mise en oeuvre du plan d'action relatif à la propriété effective en Guinée : Il est impératif d'accélérer la mise en oeuvre du plan d'action visant à assurer une divulgation systématique des données sur la propriété effective (PE). Cela peut être réalisé en publiant le cadre réglementaire approprié et en mettant en place un registre public permettant de recueillir ces informations de manière transparente et accessible. Il est essentiel de prendre des mesures concrètes pour combler les lacunes identifiées et respecter les délais fixés par la norme ITIE. Cela renforcera la transparence dans le secteur extractif et favorisera la confiance des parties prenantes dans la gestion des ressources naturelles du pays.	Non implémenté	
11	Attestation et certification des formulaires de déclaration : Il est recommandé de prendre des dispositions pour sensibiliser les entités déclarantes au respect des procédures convenues par le Comité de Pilotage pour l'assurance des données ITIE.		
12	Évolution du Périmètre des prochains Rapports ITIE : flux de paiement : Il est recommandé de considérer l'intégration dans le périmètre des prochains rapports ITIE, les compensations financières payées au profit de la DGTCP en contrepartie de l'octroi des concessions minières.		
Recommandation du rapport ITIE 2019-2020			

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
1	Transmission au SE/ITIE-Guinée des Rapports Mensuel, Trimestriel et Annuel des Directions Préfectorales des Mines et Géologie : Il est recommandé aux Directions Préfectorales des Mines et Géologie d'envoyer les rapports d'activité et les paiements infranationaux de leurs localités au Secrétariat Exécutif de l'ITIE Guinée. Car le rôle de l'ITIE est de contribuer à l'amélioration du cadre de travail et gestion des acteurs du secteur minier pour une meilleure visibilité dans le domaine minier.	En cours	Le Comité de pilotage ITIE- Guinée s'impliquera comme à l'accoutumé dans les actions envisagées dans les explications des écarts envoyés par l'A.I pour les travaux de rapports ITIE.
2	Publication des données des Transferts Infranationaux : Il est recommandé à l'ANAFIC de publier sur son site internet des informations complètes sur les transferts infranationaux de revenus extractifs, conformément à l'Exigence 5.2	Non implémenté	
Recommandation du rapport ITIE 2018			
1	Réponse aux demandes des explications des écarts envoyés par l'A.I : Il est recommandé d'inciter toutes les parties prenantes à s'impliquer plus rigoureusement dans les travaux de justification des écarts	En cours	Le Comité de pilotage ITIE- Guinée s'impliquera comme à l'accoutumé dans les actions envisagées dans les explications des écarts envoyés par l'A.I pour les travaux de rapports ITIE.
2	Équilibre hommes-femmes dans la composition du Comité de pilotage ITIE- Guinée : Il est recommandé de prendre les mesures nécessaires lors du prochain renouvellement du mandat des membres du Comité pour tenir compte de l'exigence 1.4.	En cours	Le Collège de la Société Civile a tenu compte de l'équilibre hommes-femmes dans sa composition, on note 3 femmes sur 11 membres du collège soit environ 30% représentent des femmes (ONG féminines). Au prochain renouvellement du mandat le comité de pilotage veillera à la prise en compte de l'exigence 1.4.
3	Déclaration des données financières par projet : Il est recommandé de prévoir des actions de sensibilisation pour les entités déclarantes sur la nécessité de ventiler leurs paiements par projet.	En cours	Le Comité de pilotage ITIE- Guinée a pris bonne note de satisfaire à l'exigence 4.7 pour la fourniture des déclarations des données financières par projet.
4	Attestation et certification des formulaires de déclaration : Il est recommandé de prendre des dispositions pour inciter les entités déclarantes au respect des procédures convenues pour l'attestation et la certification des données. À titre d'exemple, le lancement du rapport ITIE, les calendriers et la procédure d'assurance des données peuvent faire l'objet d'une publication dans un journal de la place ou d'une notification de la part du MMG tout en se référant aux dispositions de l'article 122 du code minier « Respect des engagements internationaux de l'Etat	En cours	Le GMP a toujours exhorté les entreprises extractives et les régies financières à observer les procédures convenues pour assurer la crédibilité des données déclarées. L'attestation et la certification des formulaires de déclaration fera l'objet d'action appropriée telle que recommandée par l'A.I.au présent point 4.

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
5	États financiers certifiés : Il est recommandé que des dispositions soient prises par le Comité de pilotage ITIE- Guinée afin d'inciter les entreprises déclarantes à communiquer leurs états financiers audités ou de communiquer les raisons de l'absence d'audit des états financiers.	En cours	Le GMP a toujours exhorté les entreprises extractives à communiquer leurs rapports d'audit des états financiers annuels ou de tout autre document signé par le Commissaire aux Comptes attestant la certification des états financiers annuels. La certification des états financiers fera l'objet d'action appropriée telle que recommandée par l'A.I. au présent point 5.
6	Se conformer à l'exigence de 2.5 de la norme ITIE 2019	En cours	Le Comité de pilotage ITIE- Guinée est en train de mettre en oeuvre les recommandations de l'A.I. pour se conformer à l'exigence de 2.5 de la norme ITIE 2019.
7	Amélioration du système d'information du BNE : Il est recommandé que le BNE collecte systématiquement les identifiants des comptoirs d'achat lors de la liquidation et du recouvrement des redevances et des taxes sur l'or et le diamant.	En cours	Le BNE est en train de s'approcher de la Douane et des impôts pour tenir compte des recommandations
8	Classification des recettes budgétaires provenant du secteur extractif : Il est recommandé de mettre en place une classification spécifique pour les recettes provenant du secteur extractif pour permettre une meilleure analyse sur les perspectives et les risques du secteur.	En cours	Ministère du Budget/Ministère de l'Économie et des Finances
9	Ponctualité des rapports de la Cour des Comptes sur l'exécution du budget : Il est recommandé au Comité de pilotage ITIE- Guinée d'entamer une discussion avec les parties prenantes en vue d'accélérer la publication des rapports sur l'exécution du budget.	Oui	Recommandation exécutée à date par la Cour des Comptes. Les rapports d'activités de 2017, 2018 et 2019 sont remis au Président de la Transition et au Président du Conseil National de la Transition (faisant office d'Assemblée Nationale).
10	Conformité aux dispositions du Code minier : Il est recommandé de se conformer aux dispositions du code minier en matière de renouvellement des concessions et de prévoir un amendement du code pour intégrer les bonus au titre de la signature ou le renouvellement des permis présentant un gisement connu ou suscitant l'intérêt de plusieurs sociétés ainsi que les modalités et les règles de détermination et de partage.	Oui	
11	Évolution du Périmètre des prochains Rapports ITIE : flux de paiement Il est recommandé de considérer l'intégration dans le périmètre de rapprochement des prochains rapports les Bonus de signature payés au CPDM.	Oui	
12	Publication des rapports sur le développement local : Il est recommandé de publier systématiquement ces rapports sur le site web du ministère et de l'ITIE Guinée. Il est également recommandé au Comité de débattre et de proposer des mécanismes de suivi des engagements des entreprises et de l'impact sur le développement local.	En cours	

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
13	Traçabilité des paiements sociaux : Il est recommandé au Comité de pilotage ITIE- Guinée d'entamer une discussion avec les parties prenantes en vue de mettre en place un mécanisme de suivi des engagements des entreprises extractives en matière sociale permettant d'assurer la traçabilité des paiements sociaux et de maximiser leurs impacts sur les populations locales	En cours	Comité de pilotage ITIE- Guinée a pris bonne note de la recommandation et la sous-commission suivi évaluation a intégré dans son plan action
14	Traçabilité des dépenses environnementales : Il est recommandé de procéder à la publication des Études d'impact environnemental et social et des Plans de Gestion Environnementale et Sociale sur la même plateforme utilisée pour la publication des contrats miniers.	En cours	Le Comité de pilotage ITIE- Guinée a pris bonne note de la recommandation et la sous-commission suivi évaluation a intégré dans plan action
15	Publication des accords signés par l'ANAIM dans le cadre d'Opération Multi- utilisateurs : Il est recommandé que tous les accords signés dans le cadre du contrat d'Opération Multiutilisateurs soient accessibles au public.	En cours	L'ANAIM est en train de prendre des dispositions pour la publication des accords signés dans le cadre d'Opération Multiutilisateurs
16	Publication des statistiques sur l'emploi dans le secteur extractif : Il est recommandé de mettre en place une procédure permettant l'exploitation des rapports soumis par les sociétés minières sur leurs recours à l'emploi des Guinéens pour la publication périodique des données sur l'emploi relatives au secteur extractif en Guinée.	En cours	L'Institut National de la Statistique (INS) est en train d'améliorer le système actuel. Le Comité de pilotage a relevé au cours de ces travaux que les données fiables sur l'emploi et l'exportation n'étaient pas disponibles en 2019 ; en conséquence le CP demande le renforcement de la qualité des données statistiques par l'INS.
17	Étude sur la conformité des procédures d'octroi des titres miniers : Il est recommandé au Comité de pilotage ITIE-Guinée d'entamer une discussion avec les parties prenantes en vue de procéder à une vérification à posteriori de la conformité des procédures utilisées pour l'octroi des concessions, contrats, licences, permis et autres droits d'exploitation et d'exploration miniers aux lois en vigueur	Oui	Le Comité de pilotage ITIE- Guinée a effectivement exécuté cette recommandation par des séances de travail de vérification à posteriori de la conformité des procédures utilisées pour l'octroi des concessions, contrats, licences. un rapport circonstancié a été publié sur le site web de l'ITIE - Guinée.
Recommandation du rapport ITIE 2017			
1	Fiabilisation des données sur la production et les exportations : Nous recommandons d'engager des travaux de fiabilisation des données sur la production et l'exportation afin d'identifier la source des écarts et de s'assurer que les taxes sur l'extraction ont été liquidées et perçues sur la base des volumes et valeurs réels de la production et/ou des exportations.	En cours	Des actions ont été entreprises par le BSD/MMG pour connaître la source et résoudre ces écarts. Pour les sociétés dont les statistiques n'ont pas été publiées dans les bulletins antérieures, le BSD/MMG va étudier la possibilité de les ressortir dans les bulletins dans les prochaines parutions.

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
2	Utilisation des matricules des sociétés minières par les sous-traitants pour les opérations de dédouanement : Nous recommandons de revoir le processus de opérations de dédouanement opérées par les soustraitants miniers en leur permettant d'utiliser leurs propres matricules tout en bénéficiant des avantages du Code Minier.	En cours	
Recommandation du rapport ITIE 2016			
1	Veiller à accélérer la publication des textes d'application relatifs aux Transferts Infranationaux : nous recommandons d'accélérer la publication des textes d'application relatifs à l'article 165 du Code Minier.	Oui	
2	Veiller à collecter l'ensemble des déclarations ITIE des collectivités locales : Nous recommandons de veiller à collecter l'ensemble des déclarations ITIE des collectivités locales lors des prochains exercices de réconciliation.	Oui	
3	Fiabilisation du cadastre minier : Nus recommandons de s'assurer que les anomalies sont régularisées et que le nouveau système cadastral inclut tous les titres et autorisations actifs.	Oui	
4	Publication des états financiers audités et des rapports sur la gestion de l'ANAIM : Nous comprenons que les états financiers certifiés ainsi que les rapports d'activité de l'ANAIM ne sont pas publiés sur son site web. Afin de renforcer la transparence autour du rôle de l'ANAIM et sa gestion des infrastructures minières, nous recommandons à l'ANAIM de publier de façon régulière sur son site web ses états financiers certifiés et ses rapports de gestion.	Oui	Les états financiers certifiés de l'ANAIM sont publiés sur le site web de l'ITIE-Guinée (https://www.itieguinee.org/rubrique/publications/)
5	Veiller à rendre public la version synthétique des rapports d'activités et financiers du Fonds d'Investissement Minier (FIM) : Si les rapports détaillés ne peuvent pas être publiés pour des raisons de confidentialité, nous recommandons de veiller à rendre public dans la version synthétique des rapports d'activités et financiers du FIM.	En cours	

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
	Veiller à renforcer la sensibilisation des nouvelles parties déclarantes : Malgré une volonté affichée des parties déclarantes de participer au processus de validation de la Guinée, la collecte des données a dû, à plusieurs reprises, être prolongée dans l'attente des déclarations de certaines entreprises. Cela concerne principalement les nouvelles entités entrées pour la première fois dans le périmètre ITIE et dont la contribution est limitée. Aussi, afin de réduire les délais d'établissement des rapports ITIE, nous recommandons au Comité de pilotage ITIE- Guinée de veiller à mettre en place un dispositif de veille permettant l'identification des nouvelles entrées potentielles dans le périmètre ITIE afin de multiplier les ateliers de vulgarisation et les actions de sensibilisation à l'ITIE pour les nouvelles entités.	En cours	
6			
7	Veiller à continuer de renforcer la production de données fiabilisées du secteur extractif : nous recommandons de veiller à continuer de renforcer la production de données fiabilisées du secteur extractif.	En cours	
8	Veiller à renforcer la fiabilisation des données sur la production : Nous recommandons au Comité de pilotage ITIE- Guinée de veiller à prévoir des actions de sensibilisation auprès des sociétés sur l'importance de la divulgation des données sur la valeur et les volumes de production. Nous recommandons également au Comité de pilotage ITIE- Guinée de procéder à l'analyse des données non cohérentes relevées au niveau des données sur la production.	En cours	
9	Publication du rapport d'Audit des titres et conventions minières octroyés avant 2010 : Dans le cadre du renforcement de la transparence par rapport aux décisions prises dans le cadre de cet audit, nous recommandons de publier le rapport de l'évaluation ou une synthèse du rapport. Nous recommandons également que les constats et les conclusions du rapport fassent l'objet d'une dissémination auprès des parties prenantes de l'administration et de la société civile pour les sensibiliser sur le sujet et partager avec eux les enseignements tirés de cet exercice.	Oui	Rapport du Comité Technique de Revue des Titres et Conventions Miniers (CTRTCM) a été publié dans sur le site web du Secrétariat Technique de l'ITIE Guinée sur ce lien : https://www.itiedoc-guinee.org/document-archive/rapport-du-comite-technique-de-revue-des-titres-et-conventions-miniers-ctrtdcm-19-avril-2016/ Dernière consultation : 15 avril 2019.
Recommandation des rapports ITIE 2015, 2014 et 2013			

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
1	Renforcer la mobilisation des entreprises extractives : Nous recommandons au Comité de Pilotage ITIE-Guinée de sensibiliser les entreprises extractives prenant part à l'exercice de déclaration ITIE à l'importance de fournir, dans les délais requis, des déclarations ITIE comportant les éléments de fiabilisation adoptés par le Comité de Pilotage ITIE Guinée.	En cours	Le Comité de pilotage ITIE- Guinée organise régulièrement des séries d'ateliers de sensibilisation, d'informations et de formation des parties prenantes, administrations et sociétés minières élargie aux sociétés de sous-traitances minières sur le processus ITIE, la Norme et le mécanisme de remplissage des formulaires de déclaration proposés par l'Administrateur Indépendant et adoptés
2	Appuyez l'action du Secrétariat Exécutif de l'ITIE-Guinée : Nous recommandons au Comité de Pilotage ITIE-Guinée de sensibiliser les Ministères de tutelle et la Primature à l'importance d'allouer les ressources suffisantes au Secrétariat Exécutif, garant de la bonne mise en oeuvre de l'ITIE en Guinée. Ces ressources pourront être affectées, en priorité, au lancement du Rapport ITIE 2016, à la constitution d'une base de données documentaire, à la mise en place d'un Répertoire des contacts et à l'animation régulière d'actions de sensibilisation et de renforcement des capacités des points focaux de l'ITIE.	En cours	Le Premier Ministre Chef du Gouvernement et le Ministre des Mines et de la Géologie, tous membre du Conseil de Supervision de l'ITIE-Guinée, s'impliquent effectivement à la facilitation de décaissement des subventions allouées au Secrétariat pour son fonctionnement, mais invitent aussi les partenaires Techniques et Financiers à soutenir le processus. C'est dans cette dynamique que la Banque Mondiale a pris en charge le financement des rapports ITIE-Guinée 2016 et 2017. La Base de données documentaire est en constitution au S.E, le répertoire des contrats est régulièrement mis à jour. Les points focaux de l'ITIE-Guinée en plus des formations sur le remplissage de formulaires de déclaration, prennent part aux Ateliers de formation des parties prenantes sur tous les thèmes.
3	Consolider le suivi informatisé des organismes collecteurs : Nous recommandons au Comité de Pilotage ITIE-Guinée d'attirer l'attention du Ministère de l'Économie et des Finances, du Ministère du Budget et du Ministère des Mines et de la Géologie sur la nécessité de doter les administrations en charge de collecter des recettes minières de systèmes d'information performants, permettant le suivi et le traitement en temps réel des revenus de l'État et le renforcement des capacités des organismes collecteurs en cas de panne des systèmes existants.	En cours	La mise en place d'un logiciel performant, fiable et sécurisé est en cours d'implantation, ayant la capacité d'interconnecter toutes les régies financières de l'Etat (Impôt, Trésor, Douanes, CPDM, etc.) et tous les organismes collecteurs concernés par le système d'information, de suivi et de traitement en temps réel des recettes minières de l'Etat. Les personnes responsables chargées d'animer et gérer le serveur et les postes terminaux seront opérationnelles dès que la base de données est disponible

#	Recommandation	Implémentation	Commentaires
4	Faire évoluer le Périmètre des prochains Rapports ITIE de Guinée : Nous recommandons au Comité de Pilotage ITIE-Guinée de considérer d'ajouter la possibilité pour les entreprises extractives et les organismes collecteurs de déclarer des paiements effectués en nature et en considérant la possibilité d'étendre l'exercice ITIE au secteur des hydrocarbures. Par ailleurs, nous recommandons au Comité de pilotage ITIE- Guinée d'insister auprès des organismes collecteurs sur l'importance de déclarer les paiements infranationaux (flux n° 30 à 33). Nous recommandons enfin au Comité de Pilotage ITIE-Guinée de préserver le principe de déclaration additionnelle des Autres paiements significatifs pour les prochains exercices ITIE, afin notamment de parfaire la compréhension des niveaux de contribution de l'industrie extractive Guinéenne. Dans cette optique, le Comité de Pilotage ITIE-Guinée pourra s'assurer que les parties déclarantes précisent la nature des Autres Paiements significatifs déclarés.	Oui	Il est prévu dans les prochains formulaires de déclaration un espace pour renseigner les paiements en nature s'il y a lieu. Le secteur pétrolier précisément à travers l'ONAP (Office National du Pétrole) est désormais dans le périmètre ITIE pour l'élaboration des prochains rapports ITIE-Guinée. Les paiements infranationaux existent dans les formulaires de déclaration soumis aux régies financières compétentes. Au-delà, il est mis en place un système de répartition des revenus minier à l'ensemble des Communes rurales du pays (non pas celles qui sont impactées par l'exploitation minière), par péréquation. Un service est créé pour gérer les fonds alloués à ces Communautés. Ce service est l'Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC). Lors de la dernière formation sur remplissage des formulaires de déclaration à l'intention des Points focaux, des questions ont été posées sur les flux portant sur « Autres paiements ». Des éclaircissements ont été faits à cet effet par le formateur représentant le Cabinet Indépendant.

ANNEXES

Annexe 1 : Profil des sociétés extractives ayant soumis un formulaire de déclaration

N°	Dénomination Sociale (Nom complet de l'entreprise)	Date de création	Lieu de création	Montant du Capital Social	Numéro d'Identification Fiscal (NIF)	Siege Social (adresse de l'entreprise)	L'entreprise est-elle cotée en bourse ? ☐ Oui. ☐ Non
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE SA	24/10/2014	CONAKRY	140 000 000 GNF	840333827-4M	Immeuble WAZNI TOMBO 1, CORNICHE EST	Non
2	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG S.A)	01/08/1997	CONAKRY	20 506 670 GNF	7356913057R	Immeuble Ali HAMADE, en face de l'Ambassade du Japon à Landréah, Commune de Dixinn, Conakry	Oui
3	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE	01/10/1963	Kamsar et Sangarédi	2 000 000 GNF	703457069 - 5V	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE. B.P 523 Conakry B.P 100 Kamsar	Non
4	GUINEA ALUMINA CORPORATION	01/03/2004	CONAKRY	200 000 000 GNF	446324865 1F	Quartier Nongo Contéyah, Commune de Ratoma, BP 5090 Conakry, Rep. Guinée	Non
5	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN-CHINE GUINEE	18/05/2008	CONAKRY	4 400 000 000 GNF	349895870	Imm Zein 4ème Etage	Non
6	SOCIETE MINIERE DE DINGUIRAYE SA	02/12/1992	Dinguiraye - Siguiri	57 024 725 760 GNF	417018660-6B	4ème étage - Immeuble Moussoudougou - Résidence 2000 Corniche Coléah Sud - Commune de Matam BP 2162, Conakry, République de Guinée Tél : (+224) 622 900 137/622 900 219 Emails: ckryoffice@nordgold.com; lerooffice@nordgold.com	Nc
7	CHALCO GUINEA COMPANY SA	10/05/2018	CONAKRY	180 000 000 GNF	210625166 5K	Résidence 2000, Immeuble 4, Appart 40A- Carrefour Moussoudougou-Coléah Lanséboundgi-Commune de Matam, BP: 3201 Conakry -République de Guinée	Non
8	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA	19/12/2016	KANKAN	140 000 000 GNF	731241238-5D	KANKAN antenne à Conakry	Non
9	SPIC International Investment & Development(Guinea) Co.,Ltd	06/10/2010	Nc	1 000 000 000 GNF	163384514-4G	Coléah-C/Matam-Conakry -(République de Guinée)	Non
10	COMPAGNIE DE BAUXITE ET D'ALUMINE DE DIAN DIAN S.A	24/10/2003	CONAKRY	500 000 000 GNF	882595283 / 2L	B.P.6506, cité des Nations, Villa 27, Conakry, Republique de Guinée	Non

N°	Dénomination Sociale (Nom complet de l'entreprise)	Date de création	Lieu de création	Montant du Capital Social	Numéro d'Identification Fiscal (NIF)	Siege Social (adresse de l'entreprise)	L'entreprise est-elle cotée en bourse ? ☐ Oui. ☐ Non
11	Compagnie des Bauxites de kindia	01/11/2000	CONAKRY	50 000 000 GNF	872381785 8J	Simbaya -Commune de Matoto	Oui
12	SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE	30/10/2003	CONAKRY	99 999 920 USD	854011368-TVA 1F	Société des Mines de Fer de Guinée Résidence Marine, 5ème étage, Commune de Dixinn, Conakry, République de Guinée	OUI
13	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	01/01/1958	KIMBO REP. GUINEE	158 852 741 USD	213160583	FRIA KIMBO REP DE GUINE	OUI

Annexe 2 : Structure de capital et propriété réelle des sociétés extractives ayant soumis un formulaire de déclaration

N°	Société	PARTICIPATIONS AU 31/12/2022	Nom/Entité	% Participation	Nationalité de l'Entité/Personne	Coté en bourse (oui/non)	Place boursière	Propriété réelle
1	SMB	Participation publique (Etat)	1 N/a	10%	N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 WINNING LOGISTIC AFRICA COMPANY LIMITED	41%	SINGAPOURE	NON		SUN XIUSHUN
			2 UNITED MINING SUPPLIERS INTERNATIONAL LTD	27%	GUINEE	NON		FADI YOUSSEF WAZNI
			3 SHANDONG WEIQIAO ALUMINUM & ELETRICITY	23%	CHINE	OUI	CSE	
2	SAG	Participation publique (Etat)	1 N/a	15%	N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 Anglogold Ashanti Ltd	85%	Afrique du Sud	Oui	JSE (Johannesburg Stock Exchange) NYSE (New York Stock Exchange) ASX (Australia Stock Exchange)	N/a
3	CBG	Participation publique (Etat)	1 N/a	49%	N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 ALCOA	23%		NON		
			2 RIO TINTO ALCAN	23%		NON		N/a
			3 DADCO	5%		NON		
4	GAC	Participation publique (Etat)	1 N/a	N/a	N/a	N/a	N/a	
		Emirates Global Aluminium PSJC	1 Emirates Global Aluminium PSJC	100%	Emiratie	Non	N/a	Nc
5	CDM CHINE	Participation publique (Etat)	1 N/a	10%	N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 SOCIETE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN	90%	CHINA	Non	Non	Nc
6	SMD	Participation publique (Etat)	1 N/a	8%	N/a	N/a	N/a	
			1 DELTA GOLD MINING LTD	92%	USA			

N°	Société	PARTICIPATIONS AU 31/12/2022	Nom/Entité	% Participati on	Nationalit é de l'Entité/Pe rsonne	Coté en bours e (oui/ non)	Place boursière	Propriété réelle
		% participation des Actionnaires privés	2 GUINOR GOLD CORPORATION	0%	USA			Nc
7	CHALCO	Participation publique (Etat)	1 Chinalco Energy Holdings Co., Ltd.	85%	Chine	Non	N/a	N/a
		Participation publique (Etat)	2 SOGUIPAMI	15%	Guinée	Non	N/a	
8	SMM	Participation publique (Etat)	1 N/a	15%	N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 MANACET	85%				Nc
9	SPIC	Participation publique (Etat)	1 N/a		N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 API ALUMINUM & POWER INVESTMENT (HONG KONG) CO., LIMITED	100%	HongKong	Non	Non	Nc
			1 N/a		N/a	N/a	N/a	
10	COBAD	% participation des Actionnaires privés	1 RUSSKY ALUMINY LTD	100%	Iles Vierges Britanniqu es			N/a
11	CBK	Participation publique (Etat)	1 N/a		N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 RUSSKY ALUMINY Ltd	100%		Oui		Nc
12	SMFG	Participation publique (Etat)	1 N/a	15%	N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1	85%				FRIEDLAND ROBERT MARTIN
13	FRIGUIA	Participation publique (Etat)	1 N/a		N/a	N/a	N/a	
		% participation des Actionnaires privés	1 Russky Aluminy LTD	100%	Iles vierges B	oui	Hong Kong	Nc

Annexe 3 : Fiabilisation des déclarations

N°	Société extractive	Formulaire de déclaration			Etats financiers certifiés
		Excel	Signé	Certifié	
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE SA	Oui	Oui	Oui	Oui
2	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG S.A)	Oui	Oui	Oui	Oui
3	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE	Oui	Oui	Oui	Oui
4	GUINEA ALUMINA CORPORATION	Oui	Oui	Oui	Non
5	CHALCO GUINEA COMPANY SA	Oui	Non	Non	Oui
6	SOCIETE MINIERE DE DINGUIRAYE (SMD)	Oui	Non	Non	Non
7	COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA CDM	Oui	Non	Non	Oui
8	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA SA (SMM)	Oui	Non	Non	Non
9	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	Oui	Non	Non	Non
10	COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	Oui	Oui	Oui	Oui
11	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	Oui	Oui	Oui	Non
12	SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)	Oui	Oui	Oui	Oui
13	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	Oui	Non	Non	Non

N°	Organisme collecteur	Formulaire de déclaration		
		Excel	Signé	Certifié
1	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)	Oui	Non	Non
2	Direction Générale des Douanes (DGD)	Oui	Oui	Oui
3	Direction générale des Impôts (DGI)	Oui	Oui	Oui
4	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP)	Oui	Oui	Oui
5	Banque centrale de la république de Guinée (BCRG)	Oui	Non	Non
6	Centre de Promotion et de Développement Minier (CPDM)	Oui	Oui	Oui
7	Bureau National D'expertise (BNE)	Oui	Oui	Oui
8	Direction nationale des mines (DNM)	Oui	Non	Non
9	Fonds d'Investissement Minier (FIM)	Oui	Non	Non
10	L'Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)	Oui	Oui	Oui
11	Société Guinéenne Du Patrimoine MINIER (SOUGUIPAMI)	Oui	Oui	Oui
12	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	Oui	Non	Non
13	Agence Nationale de Financement des Collectivités Locales (ANAFIC)	Oui	Oui	Oui
14	Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel (FECAN)	Oui	Oui	Oui
15	Société Nationale du Pétrole (SONAP)	Oui	Non	Non
16	Collectivités locales	Oui	Oui	Oui

Annexe 4 : Liste des titres miniers valides au 31 décembre 2022

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
1	10917	ALLIANCE MINING COMMODITIES	Concession Minière	Bauxite	12/11/2010	11/11/2035	727.9970 km ²
2	12031	SOCIETE RESSOURCETASSILIMAN BAOULE SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Diamant	27/10/2015	26/10/2020	0.9924 km ²
3	13851	SOCIETE MINIERE DE NAFADJI (SMN)	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/05/2015	11/01/2023	42.2708 km ²
4	14257	SOCIETE HYDROMIN INTL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/10/2016	16/09/2021	78.0000 km ²
5	22928	SOCIETE VIDERI ENTREPRISES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	40.4192 km ²
6	15030	SOCIETE CONABRAS MINING INCORPORATION	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	31/03/2017	11/06/2023	27.7823 km ²
7	14871	SOCIETE BASSAD GUINEE	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Diamant	23/09/2010	22/09/2020	2.3683 km ²
8	15356	SOCIETE GLOBAL METAL & GEM'S STONE	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Diamant	18/03/2013	17/03/2018	73.0800 km ²
9	15396	GUITER MINING -SA	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	30/12/2013	31/12/2021	74.7013 km ²
10	15355	SOCIETE GLOBAL METAL & GEM'S STONE	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Diamant	18/03/2013	17/03/2018	55.4453 km ²
11	15540	SIMFER S.A.	Concession Minière	Fer	22/04/2011	21/04/2036	369.9111 km ²
12	16315	SOCIETE GLOBAL ALUMINA	Concession Minière	Bauxite	22/11/2005	21/11/2030	690.2000 km ²
13	16762	SOCIETE SILVER VALLEY INTERNATIONAL SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	30/12/2013	03/03/2022	118.2242 km ²
14	17901	SOCIETE TMK MINING SA.	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	21/11/2013	04/06/2022	38.9528 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
15	15387	ORDIM MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	25/06/2010	24/06/2012	80.3542 km ²
16	18969	SOCIETE EGEK MINING SARL.	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	01/10/2018	16/12/2021	97.9298 km ²
17	18975	SOCIETE EGEK MINING SARL.	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	19/10/2016	16/12/2021	99.7113 km ²
18	19085	ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SA.	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	28/12/2015	08/12/2023	32.7041 km ²
19	15853	GUITER MINING -SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Diamant	11/03/2011	10/03/2021	0.9567 km ²
20	19324	SOCIETE RRMS MINING Ltd	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	12/06/2021	11/06/2024	48.5624 km ²
21	19722	SOCIETE GOLD WATER GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/05/2015	12/01/2022	25.5255 km ²
22	19816	SOCIETE WEST AFRICAN MINING ASSOCIATES SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	0.9990 km ²
23	19833	SOCIETE ATLANTIQUE GOLD MINING GUINEA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	17/12/2015	14/12/2020	130.2583 km ²
24	19963	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	1.9793 km ²
25	18468	SOCIETE BEL AIR MINING SAS	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	05/09/2013	04/09/2028	146.5947 km ²
26	19964	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	0.9833 km ²
27	20126	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2015	05/05/2025	44.7860 km ²
28	20191	SOCIETE COMPAGNIE FRANCE GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	18/09/2015	12/01/2023	71.8484 km ²
29	20283	WEILY MINING SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	12/03/2016	11/03/2031	115.1386 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
30	15850	GUITER MINING -SA	Permis de Recherche Semi Industrielle	Diamant	28/09/2023	27/09/2028	1.0911 km ²
31	20386	BATAX-BOUNA INTERNATIONAL MINING CORP. SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	17/12/2015	16/12/2018	68.5838 km ²
32	20403	SOCIETE MINERAL SANDS CONSULTANTS SARL	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Ilménites, Rutile, Zircon	11/03/2016	27/07/2022	109.6834 km ²
33	20404	SOCIETE MINERAL SANDS CONSULTANTS SARL	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Ilménites, Rutile, Zircon	11/03/2016	27/07/2022	139.8342 km ²
34	20437	SOCIETE SILVER VALLEY INTERNATIONAL SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	28/12/2015	03/03/2023	226.0334 km ²
35	17334	SOCIETE MILLENNIUM PANORAMA GUINEE - SASU	Concession Minière	Fer	24/08/2012	23/08/2037	1381.7364 km ²
36	18861	SOCIETE GENIE CIVIL GUINEE SARL	Concession Minière	Fer	02/05/2013	01/04/2038	499.4933 km ²
37	19445	ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SA.	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/11/2017	07/02/2023	10.1500 km ²
38	19659	SOCIETE DES MINES DE GUINEE	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	27/03/2015	26/03/2030	15.1235 km ²
39	17921	GUITER MINING -SA	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Diamant	18/10/2013	17/10/2018	0.7894 km ²
40	17922	GUITER MINING -SA	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Diamant	18/10/2013	17/10/2018	0.1203 km ²
41	19725	SOCIETE GOLD WATER GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	24/06/2015	09/08/2020	29.6508 km ²
42	19660	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA S.A	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	27/03/2015	26/03/2030	12.1067 km ²
43	19727	SOCIETE GOLD WATER GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	24/06/2015	09/08/2020	8.7970 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
44	19817	SOCIETE WEST AFRICAN MINING ASSOCIATES SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	1.0178 km ²
45	19701	BENKADY GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	18/09/2015	05/02/2021	6.4479 km ²
46	19962	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	2.7632 km ²
47	19965	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	1.1349 km ²
48	19966	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	0.9832 km ²
49	20053	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	27/10/2015	26/10/2018	236.8333 km ²
50	20127	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2015	05/05/2025	46.8146 km ²
51	19815	SOCIETE WEST AFRICAN MINING ASSOCIATES SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	29/03/2021	1.0235 km ²
52	20405	SOCIETE MINERAL SANDS CONSULTANTS SARL	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Ilménites, Rutile, Zircon	11/03/2016	27/07/2022	212.1989 km ²
53	20720	VEP GROUPE SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/12/2016	29/12/2021	7.4433 km ²
54	20778	ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SA.	Concession Minière	Or	04/08/1997	03/08/2022	375.0662 km ²
55	20190	TAMIYANDOU KISSI MINES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	18/09/2015	31/12/2020	38.7294 km ²
56	20779	ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SA.	Concession Minière	Or	04/08/1997	03/08/2022	254.3738 km ²
57	20780	ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SA.	Concession Minière	Or	04/08/1997	03/08/2022	322.4932 km ²
58	20788	SOCIETE GENTA GUINEA RESOURCES SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/05/2016	15/03/2022	52.6270 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
59	20790	SOCIETE GENTA GUINEA RESOURCES SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/05/2016	02/03/2022	37.4382 km ²
60	20777	ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SA.	Concession Minière	Or	04/08/1997	03/08/2022	539.1653 km ²
61	20955	Car INTERNATIONALE D EXPLOITATION	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	04/09/2013	02/05/2018	0.0028 Ha
62	20957	GUITER SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	08/04/2015	07/04/2017	17.8998 Ha
63	20945	SOCIETE BRACERO CONSTRUCTION	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	21/04/2016	20/04/2018	5.1322 km ²
64	20949	Car BEL AIR MINING SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	25/04/2016	24/04/2018	0.0930 km ²
65	20958	SIMFER S.A.	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	08/10/2015	07/10/2017	29.3424 Ha
66	21074	SOCIETE ALAME SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	17/03/2015	31/12/2021	3.9316 Ha
67	21075	ENTREPRISE DAHER TRAVAUX PUBLICS MINES & TRANSPORT	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	02/05/2015	05/08/2022	8.2956 Ha
68	21080	AMG SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/04/2015	05/08/2022	9.8584 Ha
69	20951	Car GRANITE D INDUSTRIE ET DE COMMERCE	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	03/06/2015	02/06/2017	3.6969 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
70	21076	DEMANDE Car SOGEC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	20/08/2015	19/08/2017	1.3103 Ha
71	21093	DEMANDE Car SCETCHCG 02	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	17/03/2015	16/03/2017	2.3010 Ha
72	21137	FORTUNE CONSTRUCTION CONSORTIUM SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	10/06/2016	22/11/2021	10.9913 Ha
73	21084	DEMANDE Car SCETCHCG 02	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	15/12/2015	24/04/2020	3.6954 Ha
74	21085	SUN & SAND MINING & METALS GUINEA SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/12/2016	10/08/2020	45.0000 km ²
75	21092	JAMIL EZZEDINE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	12/11/2013	25/08/2023	0.5616 Ha
76	21153	SOCIETE TMK MINING SA.	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2016	04/06/2022	50.6074 km ²
77	21950	Car SCETCHCG 01	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	28/12/2015	27/12/2017	5.0050 Ha
78	21970	SOCIETE ALAME SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	17/03/2015	08/12/2022	8.5479 Ha
79	21102	Ciments de Guinée S.A	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Pouzzolane	30/06/2016	29/12/2016	96.0251 km ²
80	21149	MAG SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	13/05/2016	12/12/2016	6.5526 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
81	15851	GUITER MINING -SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Diamant	11/03/2011	10/03/2021	0.3421 km²
82	21979	MAG SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	28/10/2016	08/12/2022	6.5526 Ha
83	15852	GUITER MINING -SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Diamant	11/03/2011	10/03/2021	0.2556 km²
84	21148	EMPORIUM INVESTMENTS S,A	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	17/12/2015	25/08/2023	4.9605 Ha
85	21176	INTER, D EXPLOI, CARRIERE (S,I,E,C)	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	03/05/2016	02/05/2018	3.9285 Ha
86	15854	GUITER MINING -SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Diamant	11/03/2011	10/03/2021	0.3007 km²
87	21997	MAVCARD BAUXITE-SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	05/09/2016	10/09/2021	411.1217 km²
88	16261		Zone Artisanale		05/11/2010	04/11/2012	433.9576 km²
89	22002	CIM YUKUANG GUINEE	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/10/2016	11/06/2022	63.6614 km²
90	22003	CIM YUKUANG GUINEE	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/10/2016	11/06/2022	63.9025 km²
91	22006	SOCIETE KEBO ENERGY SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/10/2016	19/02/2023	47.0787 km²
92	22013	GUINEE MINING HOLDING SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	25/10/2016	10/09/2021	301.6141 km²
93	22016	SOCIETE PEAK GUINEA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/10/2016	09/06/2024	48.5766 km²
94	22017	VEP GROUPE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	25/10/2016	10/12/2021	226.6763 km²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
95	22021	SOCIETE WOULA NATURAL RESSOURCES	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	25/10/2016	13/08/2021	357.0000 km ²
96	22025	VEP GROUPE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/11/2016	10/12/2021	97.7839 km ²
97	22026	SOCIETE PIG MINING GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	16/11/2016	04/10/2021	244.0532 km ²
98	22028	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	16/11/2016	03/10/2021	13.3834 km ²
99	22030	TRUSTACO GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	18/11/2016	06/11/2021	47.9040 km ²
100	22037	BENKADY GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/12/2016	20/12/2021	43.2525 km ²
101	22029	SOCIETE DARMIL GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/11/2016	06/11/2021	51.8898 km ²
102	22040	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	02/12/2016	01/12/2031	495.3680 km ²
103	22043	SOCIETE BFG CONSULTING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	21/12/2016	31/12/2022	37.7041 km ²
104	22045	SOCIETE COMANA MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	21/12/2016	22/11/2021	39.7873 km ²
105	22049	WEST AFRICAN DEVELOPMENT	Permis d'Exploitation Industrielle par Dragage	Or	10/10/2018	09/10/2033	1.7932 km ²
106	22051	SOCIETE PINNACLE MINING SA.	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	21/04/2017	20/04/2022	14.3410 km ²
107	22058	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DES MINES & METAUX SA	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	13/01/2017	12/01/2020	16.5497 km ²
108	22071	SOCIETE GENTA GUINEA RESOURCES SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	13/01/2017	22/11/2021	48.3271 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
109	22050	KOON INDUSTRIE GUINEE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	14/02/2017	13/02/2019	1.9690 Ha
110	22072	SOCIETE GENTA GUINEA RESOURCES SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	13/01/2017	22/11/2021	50.1220 km ²
111	22078	SOCIETE HUMMINGBIRD GUINEA CORPORATION	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	13/01/2017	04/02/2021	5.0557 Ha
112	22076	SOCIETE LES CARRIERES DE L'EMERGENCE SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	13/01/2017	12/01/2019	2.0004 Ha
113	22080	SOCIETE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	17/02/2017	02/06/2022	50.8227 km ²
114	22036	BENKADY GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/12/2016	17/02/2022	50.7445 km ²
115	22081	SOCIETE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	17/02/2017	02/06/2022	15.2209 km ²
116	22048	WEST AFRICAN DEVELOPMENT	Permis d'Exploitation Industrielle par Dragage	Or	10/10/2018	09/10/2033	1.8657 km ²
117	22052	SOCIETE DYNAMIC MINING SARLU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	07/06/2017	06/06/2032	123.8015 km ²
118	22053	ALLIANCE MINIERE RESPONSABLE SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	07/06/2017	06/06/2032	146.7687 km ²
119	22082	SOCIETE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	17/02/2017	02/06/2022	22.3998 km ²
120	22086	SOCIETE DJOMA HOLDING MINING GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	27/02/2017	10/12/2021	35.4325 km ²
121	22089	SOCIETE DAVID DIAMANTS - SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	31/03/2017	10/04/2022	50.0832 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
122	22098	SOCIETE GROUPE GUICOPRESS SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	31/03/2017	08/08/2024	5.1262 Ha
123	22099		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	0.7843 km ²
124	22106	SOCIETE ICONEX GUINEE SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	04/04/2017	31/12/2021	4.0068 Ha
125	22114	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/04/2017	09/04/2022	24.4153 km ²
126	22115	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/04/2017	09/04/2022	23.6710 km ²
127	22116	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/04/2017	09/04/2022	26.1382 km ²
128	22117	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/04/2017	09/04/2022	34.4289 km ²
129	22121	SOCIETE PELFACO GUINEA LIMITED S.A	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	03/08/2017	28/06/2023	251.9299 km ²
130	22122	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DES MINES & METAUX SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/08/2017	13/08/2022	30.0221 km ²
131	22130	ABRO CONSULTANT MINING ASSOCIATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	03/07/2017	02/07/2020	42.8108 km ²
132	17932	SOCIETE SOUGUETA MINING COMPANY SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Calcaire	26/03/2013	25/03/2023	121.3841 km ²
133	18658	WEST AFRICA EXPLORATION S.A	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Fer	25/09/2013	24/09/2028	22.8384 km ²
134	22149		Zone Artisanale	Or	31/05/2017	30/05/2022	11.4751 km ²
135	22156	SPECTRUM HOLDING LIMITED	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	19/07/2017	29/12/2021	30.7521 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
136	22163	SOCIETE JIANGYAN MINE	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/07/2017	05/08/2022	45.7480 km ²
137	22169	GOLD MINING EXPLORATION SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	19/07/2017	13/08/2021	99.5435 km ²
138	22171	SUPER MAN BUSINESS COMPANY SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/07/2017	08/12/2022	42.7349 km ²
139	22173	QIXING GUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	25/07/2017	11/06/2022	108.9259 km ²
140	22175	DEMANDE Car SOUMAORO CONSTRUCTION	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	04/08/2017	03/08/2019	1.5075 Ha
141	22176	SOCIETE XIN HONG SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	07/12/2017	06/12/2022	3.9842 km ²
142	22178	JAMIL EZZEDINE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	04/08/2017	10/09/2021	1.8743 Ha
143	19183	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	17/07/2015	16/07/2030	304.5000 km ²
144	19272	SOCIETE DES BAUXITES DE GUINEE S.A	Concession Minière	Bauxite	22/02/2016	21/02/2041	501.5735 km ²
145	22090	SOCIETE ORDINAIRE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/04/2017	10/04/2022	28.6032 km ²
146	22093	SOCIETE C & B BLACK GOLD SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	31/03/2017	30/03/2019	12.0085 Ha
147	22095		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	2352.6645 Ha
148	19757	BENKADY GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	18/09/2015	05/02/2021	15.7429 km ²
149	19961	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	30/03/2016	26/03/2021	1.1975 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
150	20089	KANTEX GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	21/12/2015	29/04/2021	78.7729 km ²
151	20090	KANTEX GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	11/03/2016	23/05/2021	83.6735 km ²
152	22123	GOLDEN GUINEA RESOURCES	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	19/05/2017	10/04/2022	64.2140 km ²
153	22143		Zone Artisanale	Or	31/07/2018	30/07/2023	2004.8586 Ha
154	22150		Zone Artisanale	Or	31/05/2017	30/05/2022	4.9879 km ²
155	22174	NATURE EXPLORATION & DISCOVERY SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	23/04/2024	80.1970 km ²
156	20401	BATAX-BOUNA INTERNATIONAL MINING CORP. SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	17/12/2015	16/12/2018	62.3668 km ²
157	22179	SOCIETE D'EXPLORATION DE MANDIANA SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	05/08/2021	79.7061 km ²
158	22180	SOCIETE D'EXPLORATION DE MANDIANA SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	05/08/2021	98.3895 km ²
159	20959	Ciments de Guinée S.A	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Calcaire	15/01/2016	14/01/2018	62.1316 km ²
160	22181	SOCIETE D'EXPLORATION DE MANDIANA SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	05/08/2021	92.9111 km ²
161	21077	DEMANDE Car SOUMAORO CONSTRUCTION	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	21/04/2015	04/08/2019	4.0091 Ha
162	21089	SOMIAG	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	07/03/1987	08/08/2021	7.1713 Ha
163	21172	DOKO GOLD MINING S.A	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	21/07/2016	20/07/2021	9.7271 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
164	21180	SACKO INGENIERIE ET CONSTRUCTION	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	29/12/2015	28/12/2017	2.9315 Ha
165	22094		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	2249.0557 Ha
166	22120	2CE CONSTRUCTION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	03/07/2017	02/07/2019	1.5076 Ha
167	22182	SOCIETE D'EXPLORATION DE MANDIANA SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	05/08/2021	86.5680 km ²
168	22185	CONSOLIDATED MINING CORPORATIOIN GUINEA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	28/08/2021	60.2707 km ²
169	22186	CONSOLIDATED MINING CORPORATIOIN GUINEA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	28/08/2021	22.1702 km ²
170	22187	CONSOLIDATED MINING CORPORATIOIN GUINEA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	28/08/2021	80.6462 km ²
171	22196	GROUP GUINEA INVESTMENT SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/08/2017	07/07/2022	97.8308 km ²
172	22199	M.G.C MINERAL RESOURCES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/08/2017	13/08/2021	85.4807 km ²
173	22202	HAI LIN INTERNATIONAL SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	03/11/2017	02/11/2019	3.1588 Ha
174	22206	HAI LIN INTERNATIONAL SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	03/11/2017	02/11/2019	5.4720 Ha
175	22209	TAMIYANDOU KISSI MINES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/08/2017	05/08/2022	19.0453 km ²
176	22222	SARMIN BAUXITE GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	21/09/2017	09/09/2022	248.9822 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
177	22230	MADAROM GOLD GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	19/10/2017	24/11/2022	5.1808 km ²
178	22239	GOLD AND SILVER INVESTMENT CO Ltd-SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/11/2017	12/11/2022	37.8222 km ²
179	22240	GOLD AND SILVER INVESTMENT CO Ltd-SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/11/2017	12/11/2022	46.3490 km ²
180	22124		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	3.3609 Ha
181	22183	SOCIETE D'EXPLORATION DE MANDIANA SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/08/2017	05/08/2021	99.4162 km ²
182	22193	HUAYU SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	03/05/2018	02/05/2020	7.0319 Ha
183	22213	IMPACT AFRICA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/09/2017	16/02/2023	24.0330 km ²
184	22231		Zone Stratégique	Titane, Zircon	20/03/2019	19/03/2024	407.0868 km ²
185	22235	SOCIETE SACKO INGENIERIE & CONSTRUCTION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/11/2017	08/04/2022	81.1307 km ²
186	22237	GUINNERA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/11/2017	24/11/2022	13.9122 km ²
187	22244	SOCIETE GUINEENNE DE BUSINESS EQUIPEMENT & CONSTRUCTION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	22/11/2017	02/04/2023	4.5911 Ha
188	22247		Zone Artisanale	Or	03/11/2017	02/11/2022	29.8525 Ha
189	22257	SOCIETE MINIERE FREEDOM TRADING CO LIMITED SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/12/2017	28/06/2023	50.6760 km ²
190	22262	GUINEE MINING & TP SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/04/2018	16/02/2023	38.7159 km ²
191	22263	GLOBAL MINING KOREA CORPORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2017	12/01/2022	43.1953 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
192	22270	SOGUIPAMI SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2017	24/11/2021	52.1730 km ²
193	22271	SOGUIPAMI SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2017	24/11/2021	57.1326 km ²
194	22272	SOCIETE TORO GOLD GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2017	12/01/2022	99.2021 km ²
195	22278	VETRO GUINEA RESOURCES SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	19/12/2017	16/11/2022	23.7323 km ²
196	22280	XINJIANG TBEA GROUP CO.LTD	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	19/12/2017	29/12/2022	242.5883 km ²
197	22282	GUILOM SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	29/12/2017	07/07/2021	119.0562 km ²
198	22287	ETECO MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	08/01/2018	29/04/2022	45.0696 km ²
199	22260	AXIS MINERALS RESOURCES SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	02/11/2018	01/11/2033	425.3605 km ²
200	22273	SOCIETE TORO GOLD GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	19/12/2017	12/01/2022	75.1748 km ²
201	22274	SOCIETE TORO GOLD GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2017	12/01/2022	93.2179 km ²
202	22281	SOCIETE GUINEENNE DES MINES	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	08/01/2018	07/01/2033	124.4100 km ²
203	22041	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	02/12/2016	01/12/2031	399.1338 km ²
204	22286	ETECO MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	08/01/2018	29/04/2022	44.1902 km ²
205	22288	SOCIETE MINIERE-DRAGAGE-SO-MI-DRA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	14/03/2018	28/08/2022	130.2092 km ²
206	22292	SWR INTERNATIONAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/01/2018	30/04/2023	51.2299 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
207	22293	XINJIANG TBEA GROUP CO.LTD	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	23/01/2018	29/12/2022	237.0079 km ²
208	22294	XINJIANG TBEA GROUP CO.LTD	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	23/01/2018	29/12/2022	235.7684 km ²
209	22063	SOCIETE FORWARD AFRICA RESSOURCES	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	21/04/2017	20/04/2032	74.2032 km ²
210	22064	SOCIETE FORWARD AFRICA RESSOURCES	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	21/04/2017	20/04/2032	94.4264 km ²
211	22220	SHANGHAI PU-ZHEN-SARLU	Autorisation de Recherche de Carrières	Granite	16/11/2018	15/11/2020	10.0039 Ha
212	22302	ID GOLD MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	15/03/2018	25/08/2023	99.7617 km ²
213	22306	SOCIETE CWF -SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	23/03/2018	22/03/2020	4.4148 Ha
214	22310	SOCIETE DAVID DIAMANTS - SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2018	20/04/2023	28.1719 km ²
215	22334	SOCIETE FEBI ITC SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	23/04/2018	07/07/2022	5.7692 Ha
216	22259	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	13/03/2017	12/03/2032	146.2414 km ²
217	22266	METAL CONAKRY SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/12/2017	10/12/2020	37.8312 km ²
218	22335	SOCIETE PEAK GUINEA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/06/2023	08/06/2024	26.4473 km ²
219	22336	SOCIETE MINERALIS GOLD MINES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	15/05/2018	29/04/2022	65.0132 km ²
220	22337	SOCIETE MINERALIS BAUXITE MINES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	07/06/2018	29/04/2022	496.0562 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
221	22340	BARRY & SONS COMPANY SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	23/04/2018	16/12/2022	1.7737 Ha
222	22342	VETRO GOLD SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/08/2018	28/06/2022	49.7867 km ²
223	22347	AMINE MINING SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	03/05/2018	02/05/2020	7.8620 Ha
224	22352	SOCIETE PHOENIX PRECIOUS METALS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/06/2018	05/06/2025	46.6409 km ²
225	22366	XINJIANG TBEA GROUP CO.LTD	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/06/2018	28/06/2023	51.4295 km ²
226	22100		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	0.0187 km ²
227	22109	SOCIETE S.I.E.C-SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	23/03/2018	22/03/2020	0.1322 Ha
228	22367	XINJIANG TBEA GROUP CO.LTD	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/06/2018	28/06/2023	49.9338 km ²
229	22373	ZHENGYUAN INTERNATIONAL SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	22/06/2018	11/06/2022	3.5200 Ha
230	22382	SOCIETE AFRIC INVEST MINING GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/06/2018	21/06/2021	53.4073 km ²
231	22384		Zone Stratégique		20/03/2019	19/03/2024	293.1175 km ²
232	22388	CHALCO GUINEA COMPANY SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	09/07/2018	08/07/2033	653.5551 km ²
233	22394	SOCIETE FARAFINA RESOURCES SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	02/11/2020	01/11/2035	15.6463 km ²
234	22396	SOREX SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	24/07/2018	25/08/2023	108.6502 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
235	22305	SEKE GOLD MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/03/2018	03/03/2023	54.0451 km ²
236	22307	SOGUIPAMI SA	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	23/03/2018	20/04/2023	20.4747 km ²
237	22397	EURASIENNE DE COMMERCE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	24/07/2018	23/07/2020	11.2807 Ha
238	22415	SPECTRUM HOLDING LIMITED	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/08/2018	04/06/2023	64.8240 km ²
239	22418	SOCIETE MINIERE DE SIGUIRI SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	14/08/2018	13/08/2021	20.0443 km ²
240	22324	HONG XING MINING GUINEE SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	04/12/2018	03/12/2023	15.9956 km ²
241	22328	SOCIETE BOURE SANOU SARLU	Permis d'Exploitation Industrielle par Dragage	Or	02/09/2019	01/09/2034	5.6989 km ²
242	22300		Zone Artisanale	Or	19/12/2017	18/12/2022	1360.7725 Ha
243	22419	SOCIETE MINIERE DE SIGUIRI SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	14/08/2018	13/08/2021	68.7726 km ²
244	22430		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	20.1968 km ²
245	22333		Zone Artisanale	Or	11/04/2018	10/04/2023	597.6065 Ha
246	22434		Zone Artisanale	Or	12/04/2018	11/04/2023	32.4516 km ²
247	22435		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	0.0523 km ²
248	22441	GRANITOR SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	12/09/2018	11/09/2020	2.0016 Ha
249	22442	SOCIETE RESSOURCES MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	12/09/2018	11/09/2021	99.9732 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
250	22446	SHENG RONG MINNING DEVELOPEMENT SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	12/09/2018	05/06/2020	59.5059 km ²
251	22308	2CE CONSTRUCTION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	23/03/2018	22/03/2020	3.0031 Ha
252	22321		Zone Artisanale	Or	20/03/2018	19/03/2023	138.7997 Ha
253	22348	SOCIETE R & R SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	02/11/2018	01/11/2023	7.5177 km ²
254	22351		Zone Artisanale	Or	05/06/2018	04/06/2023	1534.4596 Ha
255	22325	SOCIETE MINIERE DE DIOMA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	01/10/2018	30/09/2021	95.5994 km ²
256	22457	SOCIETE CWF -SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	19/10/2018	18/10/2020	4.8855 Ha
257	22477	GRANUM MINING SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	24/10/2018	23/10/2020	2.0036 Ha
258	22480	SOCIETE DE GESTION ET DE CONSTRUCTION GUINEENNE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/11/2018	20/04/2023	2.9870 Ha
259	22488	CHINE HAOXIANG MINING CO.LTD-SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	16/11/2018	15/11/2020	5.0497 Ha
260	22489	CHINE HAOXIANG MINING CO.LTD-SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	16/11/2018	15/11/2020	4.9495 Ha
261	22495	BASE METAL GUINEA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Vanadium	23/11/2018	22/11/2021	23.9846 km ²
262	22345	MACI MINING SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	02/11/2018	01/11/2023	1.3520 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
263	22346	BERETE INTERNATIONAL COMMERCE & INDUSTRIE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Diamant	05/06/2018	04/06/2021	24.3462 km ²
264	22519	DIAOUNE & FRERES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/12/2018	06/12/2021	7.2841 km ²
265	22533	SOCIETE GROUPE DURAC SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/12/2018	19/12/2021	18.0171 km ²
266	22543	PAMAKO NEGOCES PRESTATIONS & CONSTRUCTION SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	31/01/2019	30/01/2021	5.1662 Ha
267	22350	KOUNADY CONSTRUCTION BATIMENTS & TRAVAUX PUBLICS SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	15/05/2018	14/05/2020	1.7580 Ha
268	22355	SOCIETE MANAGUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/06/2018	04/06/2021	40.5810 km ²
269	22360	SHANGHAI PU-ZHEN-SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	04/02/2019	03/02/2021	8.3824 Ha
270	22361	SOCIETE CISSE - HASSAWIE - SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	05/06/2018	04/06/2020	1.8181 Ha
271	22369	SOCIETE GUINEENNE DE FINANCEMENT & INVESTISSEMENT - SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	07/06/2018	06/06/2021	252.6106 km ²
272	22545	SOCIETE DJOMA HOLDING MINING GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/02/2019	03/02/2022	48.6352 km ²
273	22547	SOCIETE AKA MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/02/2019	03/02/2022	99.8964 km ²
274	22551	GUINEA CROWN MINING COMPANY SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	04/02/2019	03/02/2021	1.9061 Ha
275	22552	ENTREPRISE BANA MINING & BUSINESS MANAGEMENT	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/02/2019	04/02/2022	21.4199 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
276	22555	MAMOU RESOURCES SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	06/03/2019	05/09/2019	99.5048 km ²
277	22385		Zone Stratégique		20/03/2019	19/03/2024	398.6820 km ²
278	22386		Zone Stratégique	Sables Noirs	20/03/2019	19/03/2024	385.3906 km ²
279	22387	CHALCO GUINEA COMPANY SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	09/07/2018	08/07/2033	594.6099 km ²
280	22556	SOCIETE CWF -SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	04/01/2019	03/01/2021	6.9548 Ha
281	22559	SOCIETE TIGONG SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	04/01/2019	29/12/2022	2.4523 Ha
282	22564	TUDOR SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	19/03/2019	18/03/2021	3.0038 Ha
283	22565	TUDOR SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	19/03/2019	18/03/2021	5.0057 Ha
284	22374	ALJAN GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	24/07/2018	23/07/2021	30.6186 km ²
285	22566	SOCIETE MANOU CAMARA LOGISTICS & MINING SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	26/02/2019	25/02/2021	2.0097 Ha
286	22395	SOCIETE LIONS HEAD RESOURCES SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	02/11/2018	01/11/2023	15.9109 km ²
287	22570	ASHAPURA MINEX RESOURCES SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	11/11/2019	10/11/2034	100.0002 km ²
288	22579	SOCIETE GUINEA PIONEER MINING COMPANY	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/03/2019	21/03/2022	90.3499 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
289	22580	CIAC MINING SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	08/08/2019	07/08/2021	8.9475 Ha
290	22393	SOCIETE CWF -SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	24/07/2018	23/07/2020	1.1042 Ha
291	22581	SK OIL GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	08/08/2019	07/08/2022	93.4722 km ²
292	22406	CHINE AFRIQUE BUSINESS SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	24/07/2018	23/07/2020	3.9291 Ha
293	22408	T CONNET GROUP SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	14/08/2018	13/08/2021	29.8865 km ²
294	22417	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT & DEVELOPMENT (GUINEA) CO., LTD	Concession Minière	Bauxite	10/08/2018	09/08/2043	757.7357 km ²
295	22421	ALJAN GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	01/10/2018	30/09/2021	99.8727 km ²
296	22427		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	1999.8509 Ha
297	22428		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	2557.8897 Ha
298	22432		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	11.8574 km ²
299	22436		Zone Artisanale	Or	12/04/2018	11/04/2023	2879.0920 Ha
300	22438		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	98.0000 km ²
301	22443	ALAMAKO CORPORATION INTERNATIONAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	12/09/2018	11/09/2021	69.4201 km ²
302	22423		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	3.2118 km ²
303	22429		Zone Artisanale	Or	27/02/2017	26/02/2022	26.1692 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
304	22447	ENTREPRISE DE CONSTRUCTION & DE GESTION IMMOBILIERE JKD/MULTIPRESTATIONS SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	11/09/2018	10/09/2020	4.1817 Ha
305	22448	BAUXITE KIMBO SAU	Concession Minière	Bauxite	19/11/2018	18/11/2043	347.2040 km ²
306	22451	SOCIETE KANFING MINING SAS	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	12/09/2018	11/09/2021	245.7067 km ²
307	22449	BAUXITE KIMBO SAU	Concession Minière	Bauxite	19/11/2018	18/11/2043	491.4332 km ²
308	22471	ARGO MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	24/10/2018	23/10/2021	57.5422 km ²
309	22455	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	02/11/2018	01/11/2033	175.5074 km ²
310	22472	KABALABA MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/11/2018	15/11/2021	42.2029 km ²
311	22493	BASE METAL GUINEA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Titane	23/11/2018	22/11/2021	41.4941 km ²
312	22494	BASE METAL GUINEA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Nickel	23/11/2018	22/11/2021	34.2105 km ²
313	22520	KINDIA MINING COMPANY SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	07/12/2018	06/12/2021	247.6790 km ²
314	22481	SHANGHAI PU-ZHEN-SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/11/2018	15/11/2020	10.0039 Ha
315	22584	KB BAUXITE GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	07/06/2019	06/06/2022	332.3173 km ²
316	22532	SOCIETE ATLANTIS MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	31/12/2018	30/12/2021	426.5722 km ²
317	22588	W W MINING SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	09/04/2019	08/04/2021	5.9970 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
318	22546	SOCIETE KOUROUSSA MINING CORP-SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	26/02/2019	25/02/2022	37.8304 km ²
319	22549	GUINEA CROWN MINING COMPANY SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	04/02/2019	03/02/2021	5.0323 Ha
320	22558	SOCIETE GUINEENNE DE BUSINESS EQUIPEMENT & CONSTRUCTION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	05/02/2019	04/02/2021	4.5911 Ha
321	22577	GUINEA UNIVERSAL MINING COMPANY- SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/03/2019	21/03/2022	30.6317 km ²
322	22590	SOCIETE DE FORAGES ET DE TRAVAUX PUBLICS GUINEE SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	09/04/2019	20/04/2023	3.5587 Ha
323	22589	CARRIERE DE L'EMERGENCE SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	09/04/2019	08/04/2021	1.0101 Ha
324	22592	KINDIA RESSOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/04/2019	08/04/2022	99.9474 km ²
325	22599	SOCIETE GUINEA PIONEER MINING COMPANY SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/05/2019	22/05/2022	60.6637 km ²
326	22607	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	19/06/2020	18/06/2035	292.0413 km ²
327	22612	NIMBA GOLD SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/05/2019	22/05/2022	56.6252 km ²
328	22620	UNIVERSAL MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	06/06/2019	05/06/2022	248.6678 km ²
329	22591	GOLDGEM ORAGEM AFRICA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/04/2019	08/04/2022	99.9598 km ²
330	22628	SOCIETE MINIERE GAOUAL TELEMELE SAS	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	30/05/2019	29/05/2022	70.7135 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
331	22615	MANAGUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/05/2019	19/05/2022	77.7561 km ²
332	22629	SOCIETE MINIERE GAOUAL TELEMELE SAS	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/06/2019	09/06/2024	99.9020 km ²
333	22630	SOCIETE MINIERE GAOUAL TELEMELE SAS	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/06/2019	09/06/2024	91.5285 km ²
334	22625	SOCIETE AMINE MINING GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	06/08/2019	05/08/2022	17.3113 km ²
335	22634	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	07/06/2019	06/06/2021	18.1933 Ha
336	22635	ORDIAMEX INTERNATIONAL SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	27/06/2019	26/06/2022	98.8959 km ²
337	22642	GROUPE SOGUIREFEL - BETON-MOULE-INDUSTRIEL GUINEE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	27/06/2019	26/06/2021	6.8195 Ha
338	22673	SOCIETE GUI-APPRO SARL	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	27/06/2019	26/06/2022	198.2436 km ²
339	22679	SOCIETE GEFECO SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/07/2019	15/07/2021	5.9805 Ha
340	22637	NIOUMALA DIADY GOLD MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/06/2019	06/06/2022	99.8313 km ²
341	22688	CHINE 666 MININGLIMITED SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	06/09/2019	05/09/2021	4.9531 Ha
342	22690		Zone Artisanale	Or	08/08/2019	07/08/2024	23.3030 Ha
343	22640	SOCIETE GROUPE CIRE MADY SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	26/06/2019	25/06/2022	275.9684 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
344	22692	SOCIETE STELLAR GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/09/2019	05/09/2022	50.1986 km ²
345	22641	TRUSTACO GOLD SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	21/04/2020	20/04/2025	5.4527 km ²
346	22699	SOCIETE ALAME SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	06/09/2019	05/09/2021	8.8385 Ha
347	22644	SOCIETE RRMS MINING Ltd	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	27/06/2019	26/06/2022	48.1263 km ²
348	22700	KATACO MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	06/09/2019	05/09/2022	446.8746 km ²
349	22645	SOCIETE HYDROMIN SENEGAL SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	26/06/2019	25/06/2022	72.5678 km ²
350	22654	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	27/06/2019	26/06/2021	4.0472 Ha
351	22703	EURASIENNE COMMERCE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	06/09/2019	05/09/2021	8.9460 Ha
352	22655	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	27/06/2019	26/06/2021	5.6399 Ha
353	22704	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MATIERES PRECIEUSES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/09/2019	09/09/2022	49.8107 km ²
354	22659	AVENIR INDUSTRIE DE GUINEE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/07/2019	15/07/2021	1.0227 Ha
355	22662	SCETCHG HUAIAN	Autorisation de Recherche de Carrières	Granite	12/06/2019	11/06/2020	3.0770 Ha
356	22669	SOCIETE PILLAR ENTERPRISES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	08/08/2019	07/08/2022	499.9928 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
357	22574	AIS INTERNATIONAL GUINEE SAS	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	22/02/2019	21/03/2022	194.1861 km ²
358	22582	NEW JAPAN MINING COMPANY SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	19/06/2020	18/06/2035	24.7162 km ²
359	22598	GUINEA UNIVERSAL MINING COMPANY- SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	27/06/2019	26/06/2022	19.2348 km ²
360	22606	SOCIETE ID GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	29/04/2019	28/04/2022	56.5204 km ²
361	22707	SOCIETE PELFACO GUINEA LIMITED S.A	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	03/10/2019	02/10/2022	32.2765 km ²
362	22616	MANAGUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/05/2019	19/05/2022	77.2297 km ²
363	22718	SOCIETE GUINEO MALIENNE D'OR SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/11/2019	05/11/2022	49.6130 km ²
364	22627	SOCIETE SOFAC SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	30/05/2019	29/05/2022	50.8492 km ²
365	22722	FIRST METAL SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	05/08/2020	04/08/2023	106.8478 km ²
366	22631	KING FISHER RESOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	30/04/2019	29/04/2022	53.1709 km ²
367	22639	SHANGHAI PU-ZHEN-SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	07/06/2019	06/06/2021	3.5279 Ha
368	22652	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	27/06/2019	26/06/2021	7.0529 Ha
369	22725	SOCIETE DINGSHENG SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	23/10/2019	22/10/2021	10.0391 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
370	22656	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	27/06/2019	26/06/2021	12.6009 Ha
371	22663	SWR INTERNATIONAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	27/06/2019	25/07/2022	50.0673 km ²
372	22744	GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONALE HENAN-CHINE-GUINEE-SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	17/09/2019	16/03/2020	4.0050 Ha
373	22674	SOCIETE GUINEENNE DES PRESTATIONS ET DES MINES	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/07/2019	15/07/2022	72.2436 km ²
374	22677	SHUANG FENG SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/09/2019	15/09/2022	99.9382 km ²
375	22682	GUITER MINING -SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/07/2019	15/07/2021	0.5045 Ha
376	22752	SOCIETE ATLANTIS MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	10/12/2019	09/12/2022	408.3354 km ²
377	22684	GUITER MINING -SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/07/2019	15/07/2021	10.6519 Ha
378	22713	SOCIETE AKM GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	04/10/2019	03/10/2022	100.9514 km ²
379	22717	SOCIETE GUINEO MALIENNE D'OR SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/11/2019	05/11/2022	49.9800 km ²
380	22781	SOCIETE GCM MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/12/2019	19/12/2022	50.1728 km ²
381	22719	SOCIETE DE COOPERATION ECONOMIQUE & TECHNIQUE DE CONSTRUCTION DU HUAYU DE CHINE EN GUINEE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	23/10/2019	22/10/2021	9.5652 Ha
382	22795	SOCIETE M I B SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	14/01/2020	13/01/2023	91.5443 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
383	22723	NA GLOBAL REALTY & INVESTMENT LTD SUCC	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	23/10/2019	22/10/2022	299.9073 km ²
384	22750	SOCIETE GUILOM SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	03/12/2019	02/12/2022	61.5575 km ²
385	22802	SOCIETE DWEKAT & DWAIKAT GROUP SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	31/12/2019	30/12/2022	99.9595 km ²
386	22756	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	10/12/2019	09/12/2021	3.6045 Ha
387	22757	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	10/12/2019	09/12/2021	2.5646 Ha
388	22780	SOCIETE GROUPE CIRE MADY SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/12/2019	19/12/2022	50.6002 km ²
389	22786	SOCIETE MARIYAM MOUNTAIN MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	06/04/2020	05/04/2023	90.0369 km ²
390	22804		Zone Stratégique		31/12/2019	30/12/2024	968.0643 km ²
391	22798	SOCIETE GCM MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	14/01/2020	13/01/2023	99.9760 km ²
392	22806	SOCIETE GROUPE CIRE MADY SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	14/01/2020	13/01/2023	99.0307 km ²
393	22800	SOCIETE NOVO MINES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	17/01/2020	16/01/2023	49.7451 km ²
394	22818	SOCIETE GROUPE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT EN GUINEE	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	17/02/2020	16/02/2023	38.6754 km ²
395	22678	BEGEC TRAVAUX GIE	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	16/07/2019	15/07/2021	3.5036 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
396	22821	SOCIETE SAM SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	29/01/2020	28/01/2022	16.3817 Ha
397	22681	SOCIETE ZHUANG MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/07/2019	15/07/2022	63.3412 km ²
398	22827	SOCIETE MINIERE DE KOUNDIAN SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/04/2020	05/04/2023	63.3141 km ²
399	22685	GUITER MINING -SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/07/2019	15/07/2021	20.4756 Ha
400	22832	SOCIETE ECOMINES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	06/04/2020	05/04/2023	99.9769 km ²
401	22687	JIN YUAN SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	08/08/2019	07/08/2022	99.1536 km ²
402	22691	SOCIETE MANDING GOLD SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/09/2019	05/09/2022	26.9209 km ²
403	22803	SOCIETE DWEKAT & DWAIKAT GROUP SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	31/12/2019	30/12/2022	90.2856 km ²
404	22694	GOLDEN GUINEA RESOURCES	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/10/2019	02/10/2022	48.2294 km ²
405	22696	SOCIETE ORIENTAL INVESTISSEMENT & DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	06/09/2019	05/09/2021	9.9574 Ha
406	22816	MIRAGE KEBO ENERGY - SAU	Concession Minière	Bauxite	04/03/2020	03/03/2045	204.3671 km ²
407	22706		Zone Stratégique	Bauxite	03/10/2019	02/10/2024	407.2735 km ²
408	22834	SOCIETE PENTA GOLDFIELDS COMPANY SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/04/2020	05/04/2023	53.7827 km ²
409	22846	SHUANG FENG SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/04/2020	09/04/2023	64.8103 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
410	22709	SRG GUINEE	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Graphite	06/11/2019	05/11/2034	94.3812 km ²
411	22853	SOCIETE YI DA SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	10/04/2020	09/04/2022	8.9396 Ha
412	22711	GROUPEMENT BEGEC TRAVAUX GIE	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	03/10/2019	02/10/2021	0.9153 Ha
413	22858	SOCIETE EGEC MINING SARL.	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	19/06/2020	18/06/2035	70.2758 km ²
414	22714	SOCIETE CAMEN RESOURCES SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	19/07/2020	18/07/2035	124.5139 km ²
415	22715	SOCIETE MAMOU RESOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/10/2019	02/10/2022	98.2158 km ²
416	22861	SOCIETE AKI PETROLEUM GROUP SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	22/04/2020	21/04/2023	363.4488 km ²
417	22865	SOCIETE TIGONG SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	15/05/2020	14/05/2022	2.2224 Ha
418	22724	NA GLOBAL REALTY & INVESTMENT LTD SUCC	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/10/2019	22/10/2022	99.9915 km ²
419	22879	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	15/05/2020	14/05/2023	98.9188 km ²
420	22882	SOCIETE BOFFA CONSTRUCTION & DEVELOPPEMENT-SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/06/2020	10/06/2023	82.8193 km ²
421	22726	XINJIANG TBEA GROUP CO.LTD	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/11/2019	05/11/2022	48.7643 km ²
422	22886	SOCIETE ARA EXPLORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	02/06/2020	01/06/2023	98.4721 km ²
423	22892	SOCIETE TUSK CAPITAL MINING GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/06/2020	10/06/2023	98.2241 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
424	22748		Zone Artisanale	Or	22/11/2019	21/11/2024	698.2666 Ha
425	22749		Zone Artisanale	Or	03/12/2019	02/12/2024	27.2028 Ha
426	22914	SOCIETE GUINEA MINERALS RESOURCES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/07/2020	06/07/2023	22.1989 km ²
427	22751	MANSA SANOU EXPLORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	23/04/2024	95.4765 km ²
428	22915	SOCIETE GROUPE DIOUBATE INTERNATIONAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/08/2020	06/08/2023	23.3571 km ²
429	22754	SOCIETE MERCUR STAR SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	10/12/2019	09/12/2022	250.5673 km ²
430	22922	SOCIETE GUINEA BAUXITE CORPORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	07/07/2020	06/07/2023	216.8073 km ²
431	22923	SOCIETE MOKATOUR CONSULTING GROUP SARL	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	02/07/2020	01/07/2023	252.3668 km ²
432	22934	VEP GROUPE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	05/08/2020	04/08/2023	29.6409 km ²
433	22938	SOCIETE GUINEENNE DE PRESTATION ET DE CONSTRUCTION SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	58.8007 km ²
434	22793	SOCIETE MAK INVESTISSEMENT SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	20/12/2019	19/12/2021	2.0634 Ha
435	22794	ALAMAKO CORPORATION INTERNATIONAL SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	02/11/2020	01/11/2025	4.4620 km ²
436	22941	SOCIETE INTERNATIONAL INVESMENT INSTITUTE GLOBAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	05/08/2020	04/08/2023	499.8032 km ²
437	22796	SOCIETE M I B SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	14/01/2020	13/01/2023	76.7209 km ²
438	22944	BLUE STAR SARL	Permis de Recherche Industrielle (Autres Substances)	Sables Noirs	05/08/2020	04/08/2023	43.7432 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
439	22817	SOCIETE HAMILTON MINING MARKETING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/01/2020	19/01/2023	53.3019 km ²
440	22819	SOCIETE ALAME SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	10/04/2020	09/04/2022	9.9266 Ha
441	22837		Zone Artisanale	Or	02/06/2020	01/06/2025	1558.4796 Ha
442	22851	SOCIETE SOSIM MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/04/2020	09/04/2023	19.1525 km ²
443	22826	SOCIETE MINIERE DE KOUNDIAN SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/04/2020	05/04/2023	54.5145 km ²
444	22852	SOCIETE GOLDEN ELEPHANT INVESTMENT CO - SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/04/2020	09/04/2023	99.8524 km ²
445	22875	SOCIETE SOL GUINEE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	15/05/2020	14/05/2022	2.7504 Ha
446	22835	SOCIETE PENTA GOLDFIELDS COMPANY SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/04/2020	05/04/2023	90.3665 km ²
447	22878	SOCIETE KATAMON MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	02/06/2020	01/06/2023	290.5681 km ²
448	22840	SOCIETE GCM MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	06/04/2020	05/04/2023	99.8545 km ²
449	22889	SOCIETE KC BAUXITE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	02/06/2020	01/06/2023	499.6106 km ²
450	22849	SOCIETE GOLDEN ELEPHANT INVESTMENT CO - SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	15/05/2020	14/05/2023	90.8813 km ²
451	22901	SOCIETE ORGANIC RAAGA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Autres Substances)	Sables Noirs	11/06/2020	10/06/2023	83.0642 km ²
452	22902	MAMOU RESOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/06/2020	10/06/2023	99.7845 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
453	22908	SOCIETE WEILY MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/07/2020	06/07/2023	64.2111 km ²
454	22917	SWR INTERNATIONAL SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	17/12/2020	16/12/2025	7.9627 km ²
455	22951	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Fer	29/09/2020	28/09/2035	333.2358 km ²
456	22919	SOCIETE GROUPE DIOUBATE INTERNATIONAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/08/2020	06/08/2023	96.9031 km ²
457	22920	SOCIETE CORE INTERNATIONAL MINING SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	04/11/2020	03/11/2025	16.0000 km ²
458	22953	GROUPEMENT BEGEC TRAVAUX GIE	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	05/08/2020	04/08/2022	1.9934 Ha
459	22921	SOCIETE BLACKSTONE MINING GROUP SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	07/07/2020	06/07/2023	234.3924 km ²
460	22956	SOCIETE RAM RAJ ENGINEERING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	13/08/2020	12/08/2023	99.4881 km ²
461	22925	SOCIETE GUINEO MALIENNE D'OR SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	99.2950 km ²
462	22926	SOCIETE GUINEO MALIENNE D'OR SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	93.0002 km ²
463	22936	SOCIETE AFRICAN GLOBAL MINERALS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	99.9958 km ²
464	22937	NA GLOBAL REALTY & INVESTMENT LTD SUCC	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	99.9676 km ²
465	22957	SOCIETE RAM RAJ ENGINEERING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	13/08/2020	12/08/2023	55.3401 km ²
466	22947	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	04/08/2020	03/08/2023	259.5963 km ²
467	22960	SOCIETE SIRAMAMBA MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	97.1193 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
468	22961	SOCIETE TRADEMERCE INTERNATIONAL GROUP SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	28/08/2020	27/08/2023	99.5835 km ²
469	22964	SYCAMORE MINE GUINEE SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	04/11/2020	03/11/2035	99.3452 km ²
470	22977	SOCIETE ALA MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/09/2020	15/09/2023	99.3379 km ²
471	22981	SOCIETE KB GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/09/2020	15/09/2023	99.0256 km ²
472	23008	SOCIETE GUINEE ATLANTIQUE INDUSTRIE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	24/11/2020	23/11/2023	99.9959 km ²
473	22965	SYCAMORE MINE GUINEE SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	17/12/2020	16/12/2035	93.6289 km ²
474	23012	SOCIETE ZHICHENG GUINEE MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	02/12/2020	01/12/2023	324.4012 km ²
475	22966	TAMIYANDOU KISSI MINES SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	22/02/2021	21/02/2026	15.8443 km ²
476	23013	SOCIETE ZHICHENG GUINEE MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	02/12/2020	01/12/2023	114.6457 km ²
477	22969	SOGUIPAMI SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	28/08/2020	27/08/2022	3.8727 Ha
478	23014	SOCIETE GGM SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	02/12/2020	01/12/2023	13.6212 km ²
479	23021	SOCIETE WOSSOLO MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	16/12/2020	15/12/2023	265.5762 km ²
480	23023	SOCIETE MINES DE GUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	16/12/2020	15/12/2023	474.0111 km ²
481	23028	SOCIETE GUINEENNE DE BETON SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	12/01/2021	11/01/2023	2.0296 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
482	23036	SOCIETE SIRAMAMBA MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/02/2021	15/02/2024	31.7721 km ²
483	23037	SOCIETE SIRAMAMBA MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/02/2021	15/02/2024	38.2116 km ²
484	22973	SOCIETE ALLIANCE LOGISTIQUE TRANSPORT SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	28/08/2020	27/08/2022	4.7562 Ha
485	23038	SOCIETE KOUROUSSA GOLD MINE SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	18/05/2021	17/05/2036	14.7346 km ²
486	22125		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	0.0504 km ²
487	22974	SOCIETE MB ENTREPRISE GIE	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	28/08/2020	27/08/2022	5.8204 Ha
488	23050	SOCIETE MAISON KEBO GUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/02/2021	15/02/2024	67.9710 km ²
489	23053	SOCIETE BEL MINING 3K SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/03/2021	02/03/2024	38.2284 km ²
490	22855	SOCIETE AKI PETROLEUM GROUP SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/04/2020	09/04/2023	82.2866 km ²
491	23066	SOCIETE LUCKY MINES & MINERALS SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	18/05/2021	17/05/2026	15.9978 km ²
492	22862	WINNING CONSORTIUM RAILWAY GUINEA SAU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	22/04/2020	21/04/2022	5.5324 Ha
493	23067	SOCIETE LUCKY MINES & MINERALS SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	18/05/2021	17/05/2026	14.5155 km ²
494	23069	SOCIETE CONTINENTAL AFRICAN MINING SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	18/05/2021	17/05/2026	15.9996 km ²
495	23073	SOCIETE MINIERE DE COBILY SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	15/03/2021	14/09/2021	26.2268 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
496	22877	SOCIETE AFRINOV SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	15/05/2020	14/05/2023	45.4628 km ²
497	23078	SOCIETE SIGUIRI GOLD (GUINEE) SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	02/04/2021	01/04/2024	76.0870 km ²
498	22880		Zone Artisanale	Or	15/05/2020	14/05/2025	5.6718 Ha
499	23079	BENKADY GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	08/04/2021	07/04/2024	63.9532 km ²
500	22884	SOCIETE ARA EXPLORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	02/06/2020	01/06/2023	96.1194 km ²
501	23093	SOCIETE ZHONG TIAN MINING GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	22/04/2024	72.0904 km ²
502	23094	SOCIETE ZHONG TIAN MINING GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	22/04/2024	99.8459 km ²
503	22893	SOCIETE TUSK CAPITAL MINING GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/06/2020	10/06/2023	99.1308 km ²
504	23095	SOCIETE PHOENIX PRECIOUS METALS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	22/04/2024	84.3254 km ²
505	22905	SOCIETE ORCO GOLD SILATY GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	11/06/2020	10/06/2023	99.7724 km ²
506	23096	SOCIETE SACOL CONSTRUCTION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	23/04/2021	22/04/2023	0.4821 Ha
507	22907	SOCIETE WEILY MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/07/2020	06/07/2023	39.4013 km ²
508	23097	GUITER SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	23/04/2021	22/04/2023	14.5889 Ha
509	22916	SWR INTERNATIONAL SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	02/11/2020	01/11/2025	8.0111 km ²
510	23108	SOCIETE YAM'S MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	29/04/2021	28/04/2024	99.7942 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
511	23121	SOCIETE SANSANDO GOLD FIELD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	04/06/2021	03/06/2024	99.8487 km ²
512	22927	SOCIETE TIGONG SARLU	Autorisation de Recherche de Carrières	Granite	05/07/2022	04/07/2023	7.1425 Ha
513	23124	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	04/02/2022	03/02/2024	6.7564 Ha
514	23132	SOCIETE GUINEENNE D'INGENIERIE ET DE PRESTATIONS MINIERES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	28/06/2021	27/06/2024	90.3408 km ²
515	23133	SOCIETE OFFICE MA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant, Diamant alluvionnaire, Diamant primaire	28/07/2021	27/07/2024	56.7033 km ²
516	23142	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/07/2021	05/07/2024	65.6297 km ²
517	22975	SOCIETE GOLDEN RIM RESOURCES GUINEA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/09/2020	15/09/2023	51.1484 km ²
518	22976	SOCIETE ALA MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/09/2020	15/09/2023	99.3160 km ²
519	22979	SOCIETE AFRICAN INTERNATIONAL PARTENERSHIP SAS	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	24/11/2020	23/11/2023	397.6590 km ²
520	22980	SOCIETE KB GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/09/2020	08/09/2023	26.1314 km ²
521	22929	SOCIETE ATLAS GEOSERVICES GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/07/2020	06/07/2023	37.8994 km ²
522	23007	SOCIETE GUINEE ATLANTIQUE INDUSTRIE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	24/11/2020	23/11/2023	87.6865 km ²
523	22933	SOCIETE MINERGY GUINEA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	05/08/2020	04/08/2023	311.7737 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
524	23009	SOCIETE AKI PETROLEUM GROUP SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	02/12/2020	01/12/2022	8.8303 Ha
525	22935	SOCIETE AFRICAN GLOBAL MINERALS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	99.3414 km ²
526	22943	SOCIETE INTERNATIONAL INVESTMENT INSTITUTE GLOBAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	96.0392 km ²
527	23024	SOCIETE MINIERE DE DIOMA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/12/2020	15/12/2023	94.0626 km ²
528	22945	SOCIETE GUINEE ORIGINALE CO. LTD SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Sable	05/08/2020	04/08/2022	1.9345 Ha
529	22946	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	04/08/2020	03/08/2023	430.9201 km ²
530	23034	SOCIETE MANQUEPAS AGRO MINING SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	27/01/2021	26/01/2023	2.1418 Ha
531	22950	SOCIETE MANOU CAMARA LOGISTICS & MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	12/03/2024	11/09/2024	417.2149 km ²
532	23039	SOCIETE KOUROUSSA GOLD MINE SA	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	18/06/2021	17/06/2036	2.4354 km ²
533	23041	SOCIÉTÉ PROSIS MINING GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/01/2021	21/01/2024	97.0129 km ²
534	22963	SYCAMORE MINE GUINEE SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	17/12/2020	16/12/2035	37.8479 km ²
535	23051	SOCIETE TAMONY MINING SERVICES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/02/2021	15/02/2024	53.2399 km ²
536	22967	SOCIETE MINERALFIELDS GUINEA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	29/04/2021	28/04/2024	490.1962 km ²
537	23052	SOCIETE BEL MINING 3K SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/03/2021	02/03/2024	36.1824 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
538	23145	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT & GROUP SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Cobalt	02/07/2021	17/08/2022	99.9295 km ²
539	23055	SOCIETE GUINEE GOLD SHOVEL SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/03/2021	02/03/2024	89.1732 km ²
540	23060	SOCIETE AFRICAN GLOBAL MINERALS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/03/2021	02/03/2024	60.3327 km ²
541	23152	SOCIETE SOLUTIONS C MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	13/07/2021	12/07/2024	498.9924 km ²
542	23159	GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONALE HENAN-CHINE-GUINEE-SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Laterite	07/02/2022	06/08/2022	6.2433 Ha
543	23062	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DE RESSOURCES MINIERES SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	16/03/2021	15/03/2023	1.1477 Ha
544	23166	BEYLA MINING & MINERALS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	25/08/2021	24/08/2024	480.6347 km ²
545	23089	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	20/04/2021	19/04/2023	10.3305 Ha
546	23090	COMPAGNIE D'INVESTISSEMENT DES MINES CHINA MACHINERY KAIYUAN GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	22/04/2024	90.5399 km ²
547	23167	BEYLA MINING & MINERALS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	25/08/2021	24/08/2024	278.7964 km ²
548	23176	SOCIETE ORISHA RESSOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Minéraux associés, Or	25/08/2021	24/08/2024	22.9820 km ²
549	23099	SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA	Concession Minière	Bauxite	08/06/2021	07/06/2046	261.1311 km ²
550	23280	SOCIETE TMK MINING SA.	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Minéraux associés, Or	17/03/2023	16/03/2028	10.0213 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
551	23315	SOCIET GUINEENNE DE SABLE ET DE GRAVIER SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	01/03/2022	31/08/2022	1.3944 Ha
552	23109	SOCIETE YAM'S MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	29/04/2021	28/04/2024	38.3073 km ²
553	23354	SOCIETE 79TH LUSSO SOUTH SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	30/05/2022	29/11/2022	99.5235 km ²
554	23370	SOCIETE MINIERE OUEST AFRICAINE SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	20/07/2022	19/01/2023	15.4203 km ²
555	23371	SOCIETE XUDONG YU SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	14/06/2022	13/12/2022	1.1474 Ha
556	23113	SOCIETE YAM'S MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	29/04/2021	28/04/2024	92.9833 km ²
557	23374	ENTREPRISE DE TRAVAUX ROUTIERS EXTRACTION DE SABLE & CONSTRUCTION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	08/08/2022	07/02/2023	1.3214 Ha
558	23385	SOCIETE SHRINIBASH RESOURCES SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	26/09/2022	25/03/2023	491.2228 km ²
559	23138	SOCIETE 79TH LUSSO SOUTH SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/07/2021	05/07/2024	44.7782 km ²
560	23141	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/07/2021	05/07/2024	60.6796 km ²
561	23387	ORIENTAL INVESTISSEMENT & DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Dolorite	18/06/2022	17/12/2022	1.6037 Ha
562	23149	SOCIETE CASH GUINEE MINING SERVICES SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	13/07/2021	12/07/2023	2.0162 Ha
563	23389	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	02/07/2022	06/01/2024	89.7805 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
564	22968	SOGUIPAMI SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/09/2020	15/09/2022	16.0589 Ha
565	23390	SOCIETE REMA TIP TOP GUINEA SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	07/11/2022	06/05/2023	98.9391 km ²
566	23173	SOCIETE CONTINENTAL AFRICAN MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Minéraux associés, Or	25/08/2021	24/08/2024	29.5972 km ²
567	23403	GROUPE FORTUNE GUINEE SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or, Substance Minéraux associés	11/08/2022	10/02/2023	2.2776 km ²
568	23412	KLIMANDJARO TRADING COMPANY- SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	12/08/2022	02/11/2023	23.3090 km ²
569	22971	SOCIETE WOSSOLO MINING SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	28/08/2020	27/08/2022	10.8411 Ha
570	23179	SOCIETE INTERNATIONAL TRADING BUSINESS SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/08/2021	24/08/2024	90.1145 km ²
571	23180	SOCIETE LENGUEE KOTO MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Minéraux associés, Or	13/07/2021	12/07/2024	99.8343 km ²
572	23194	SOCIETE WEST AFRICAN TITANIUM Ltd	Autorisation de Reconnaissance	Sables Noirs	03/09/2021	25/02/2023	99.4032 km ²
573	22982	SOCIETE KB GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/09/2020	08/09/2023	30.1204 km ²
574	23242	SOCIETE SVOTRAL SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	04/11/2022	03/05/2023	4.5789 km ²
575	23245	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Cobalt	10/11/2021	09/05/2022	73.7116 km ²
576	23258	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Cobalt	18/11/2021	17/05/2022	99.6344 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
577	23309	SOCIETE CARRIERE DE SABLE MOHKLAUS SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	22/02/2022	21/08/2022	1.0249 Ha
578	23349	GUINEA WESTFIELD MINING COMPANY - SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	21/04/2022	23/06/2023	392.3174 km ²
579	23017	SOCIETE GROUPE FARABANA SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/12/2020	15/12/2023	99.1303 km ²
580	23375	SOCIETE WEST AFRICAN TITANIUM GUINEA SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Chromite, Cobalt, Minéraux associés, Nickel, Zinc	27/07/2023	26/01/2024	99.0547 km ²
581	23395	SOCIETE SOFAC BD RESSOURCES MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	11/08/2022	10/02/2023	99.5702 km ²
582	23405	SOCIETE GUINEA GULF MINERALS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Cobalt, Minéraux associés	11/08/2022	10/02/2023	99.7938 km ²
583	23406	SOCIETE GUINEA GULF MINERALS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Cobalt, Minéraux associés	11/08/2022	10/02/2023	99.9882 km ²
584	23409	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	11/08/2022	02/08/2023	50.0222 km ²
585	23426	SOCIETE EURASIENNE DE COMMERCE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	24/05/2022	23/11/2022	10.2547 Ha
586	23442		Zone Stratégique	Bauxite	16/12/2022	15/12/2027	344.2140 km ²
587	23428	GROUPE SYF - SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	05/09/2022	04/03/2023	2.1669 km ²
588	23451	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	94.4286 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
589	23441		Zone Stratégique	Bauxite	16/12/2022	15/12/2027	439.4772 km ²
590	23452	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	98.1158 km ²
591	23453	ETABLISSEMENT KEITA & FILS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	28/09/2022	27/03/2023	95.5178 km ²
592	23468	ENTREPRISE MS-CA & FILS	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	07/11/2022	06/05/2023	1.0286 Ha
593	23456	SOCIETE MS AFRICAN PARTNERS SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	15/11/2022	14/05/2023	13.4547 km ²
594	23473	SOCIETE ADS MINING SA	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	08/11/2022	07/05/2023	367.8100 km ²
595	23463	SOCIETE DELTA MINING LOGISTICS SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	26/10/2022	25/04/2023	0.9865 Ha
596	23478	ETABLISSEMENTS SYLI SUPPLY CO-LTD	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	08/11/2022	07/05/2023	3.3948 Ha
597	23467	ENTREPRISE MS-CA & FILS	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	07/11/2022	06/05/2023	1.0278 Ha
598	22134		Zone Artisanale	Or	31/05/2017	30/05/2022	13.2737 km ²
599	23480	ENTREPRISE DE TRAVAUX ROUTIERS EXTRACTION DE SABLE & CONSTRUCTION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	14/11/2022	13/05/2023	1.3839 Ha
600	23527	SOCIETE AFRICA GLOBAL MINING COMPANY SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	20/12/2022	19/06/2023	18.6705 km ²
601	23018	SOCIETE GROUPE FARABANA SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/12/2020	15/12/2023	99.3894 km ²
602	23554	GROUP ZAKY MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	16/01/2023	15/07/2023	77.6796 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
603	23032	SOCIETE WEI HENG MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	12/01/2021	11/01/2024	219.7039 km ²
604	23572	SOCIETE BOKE MINING SERVICES SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	17/02/2023	16/08/2023	99.9911 km ²
605	23040	SOCIETE WINNING CONSORTIUM SIMANDOU SAU	Concession Minière	Fer	15/03/2021	14/03/2046	359.8361 km ²
606	22152	TAMIYANDOU KISSI MINES SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Diamant	07/12/2017	06/12/2022	15.0057 km ²
607	23042	SOCIÉTÉ PROSIS MINING GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/01/2021	21/01/2024	60.2333 km ²
608	23573	SOCIETE BOKE MINING SERVICES SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	17/02/2023	16/08/2023	99.8749 km ²
609	23046	SOCIETE GLOBAL MINING KOREA CORPORATION SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	08/06/2021	07/06/2026	13.4285 km ²
610	23585	SOCIETE ADS MINING SA	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	02/02/2023	01/08/2023	208.6948 km ²
611	23057	SOCIETE KB GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/03/2021	02/03/2024	46.9090 km ²
612	23599	GLOBAL MINING RESSOURCES SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	20/01/2023	19/07/2023	99.7075 km ²
613	23605	SOCIETE GUINEAN LITHIUM RESSOURCES SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	31/01/2023	30/07/2023	99.4711 km ²
614	23649	SOCIETE ENDEAVOUR SIGUIRI SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	17/05/2023	16/11/2023	98.9707 km ²
615	23650	SOCIETE ENDEAVOUR SIGUIRI SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	17/05/2023	16/11/2023	95.1066 km ²
616	23077	SOCIETE MANQUEPAS AGRO MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	08/04/2021	07/04/2024	98.7164 km ²
617	23690	SOCIETE NIMBA HOLDING SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	16/09/2023	15/03/2024	38.8356 km ²
618	23701	SOCIETE S MINING & LOGISTICS SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	25/09/2023	24/03/2024	18.0217 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
619	23710	SOCIETE CRITICAL INVESTMENTS GUINEA SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Fer	27/07/2023	26/01/2024	422.0082 km ²
620	23713	KAAL GROUP OF MINING - SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	26/09/2023	25/03/2024	99.1344 km ²
621	23080	SOCIETE MANDEN GOLD MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	08/04/2021	07/04/2024	95.5044 km ²
622	23729	SOCIETE GREEN GRANITE ET SABLE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	12/09/2023	11/09/2025	1.2738 Ha
623	23081	SOCIETE QUALITY CONSTRUCTION AND MINING SERVICES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	02/04/2021	01/04/2024	37.7035 km ²
624	23083	SOCIETE BARRY CHERIF ENTREPRISE	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	08/04/2021	07/04/2023	0.5536 Ha
625	23731	SOCIETE FAMOUS ENERGY GUINEE SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	10/10/2023	09/04/2024	43.6960 km ²
626	23087	SOCIETE KATAMON MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	23/04/2021	22/04/2024	68.8566 km ²
627	23747	GUINEA IRON AND METAL - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Fer	27/12/2023	26/06/2024	202.1611 km ²
628	23748	GUINEA IRON AND METAL - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Fer	27/12/2023	26/06/2024	480.0179 km ²
629	23768	SIMHA RESOURCES PTE.LTD	Autorisation de Reconnaissance	Nickel	29/05/2024	28/11/2024	86.7874 km ²
630	23533	SOCIETE ELECTRUM RESOURCES SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	05/01/2023	04/07/2023	99.8846 km ²
631	23773	SOCIETE AFF INSTALLATIONS GUINEA SA	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	15/12/2023	14/06/2024	92.7356 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
632	23787	SOCIETE AGRO MINERALS RESEARCH SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	12/03/2024	11/09/2024	45.9169 km ²
633	23800	SOCIETE GUINEO-PORTUGAISE DE L'EXPLOITATION - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	01/03/2024	31/08/2024	1.2948 km ²
634	23548	SOCIETE UAE MINING COMPANY SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	06/01/2023	05/07/2023	97.8088 km ²
635	23803	SOCIETE SONEFAN INVEST MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	29/02/2024	28/08/2024	374.2125 km ²
636	23563	SOCIETE KOUNDARA MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	21/02/2023	20/08/2023	95.2937 km ²
637	23571	SOCIETE AFRICAN LITHIUM MINING RESSOURCES GUINEA SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	20/01/2023	19/07/2023	96.0584 km ²
638	23102	SOCIETE LENA LIMITED SARL	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	23/04/2021	22/04/2024	86.8090 km ²
639	23620	SOCIETE DRAGON D'OR SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	20/02/2023	19/08/2023	11.1456 km ²
640	23105	SOCIETE GRM SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	04/06/2021	03/06/2024	29.4959 km ²
641	23651	SOCIETE ENDEAVOUR SIGUIRI SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/05/2023	17/11/2023	94.9450 km ²
642	23111	SOCIETE YAM'S MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	29/04/2021	28/04/2024	81.9563 km ²
643	23120	SOCIETE MOLI MINING EXPLORATION & MINING SERVICES SARL	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Cobalt	25/08/2021	24/08/2024	98.5553 km ²
644	23128	SOCIETE WINNING CONSORTIUM SIMANDOU SAU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	04/06/2021	03/06/2023	10.5041 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
645	23134	SOCIETE FANKAMA MINING & CONSTRUCTION	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	28/07/2021	27/07/2024	94.5799 km ²
646	23135	SOCIETE FUTUR RESSOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant, Diamant alluvionnaire, Diamant primaire	06/07/2021	05/07/2024	15.0667 km ²
647	23652	SOCIETE ENDEAVOUR SIGUIRI SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	17/05/2023	16/11/2023	98.5500 km ²
648	23808	VERIDIS ENERGIE SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or, Terre Rare	18/03/2024	17/09/2024	99.8837 km ²
649	23817	MINING AND GEOLOGIE CONSULT	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	12/03/2024	11/09/2024	442.8333 km ²
650	23139	SOCIETE 79TH LUSO MANDIANA SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/07/2021	05/07/2024	41.2362 km ²
651	23836	PEARL MINING SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/03/2024	17/09/2024	50.4006 km ²
652	23140	SOCIETE 79TH LUSO NORTH SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/07/2021	05/07/2024	48.4678 km ²
653	305	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	Concession Minière	Bauxite	23/06/1964	22/06/2039	578.5500 km ²
654	23143	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/07/2021	05/07/2024	96.3812 km ²
655	792	ROUSSKI ALUMINI MANAGEMENT	Concession Minière	Bauxite	25/10/2002	24/10/2027	293.3486 km ²
656	802	SOCIETE EURONIMBA	Concession Minière	Fer	29/07/2003	28/07/2028	5.5599 km ²
657	8331	SOCIETE DJOMA MINING	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	02/09/2013	16/05/2023	48.2661 km ²
658	23155	SOCIETE SUNREEF RESOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	27/07/2021	26/07/2024	60.2097 km ²
659	8540	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G	Concession Minière	Bauxite	22/11/2005	21/11/2040	2410.6691 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
660	23174	SOCIETE CONTINENTAL AFRICAN MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Minéraux associés, Or	25/08/2021	24/08/2024	74.5003 km ²
661	8730	SOCIETE RESSOURCE ORION GUINEE SARL	Permis d'Exploitation Industrielle par Dragage	Diamant	27/12/2005	26/12/2010	3.2785 km ²
662	23175	SOCIETE ORISHA RESSOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Minéraux associés, Or	25/08/2021	24/08/2024	63.6768 km ²
663	AZ_00035_	MMG	Zone Stratégique	Sables Noirs, Titane, Zircon	20/03/2019	19/03/2024	374.6939 km ²
664	23193	SOCIETE WEST AFRICAN TITANIUM Ltd	Autorisation de Reconnaissance	Sables Noirs	03/09/2021	02/03/2023	27.1036 km ²
665	23195		Zone Stratégique	Fer	12/05/2021	11/05/2026	522.3191 km ²
666	23233	SOCIETE CHINO AFRICA INTERNATIONAL SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	16/02/2022	15/08/2022	1.7672 Ha
667	23300	SOCIETE FOUALA SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	02/02/2022	01/08/2022	0.1872 Ha
668	23302	GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONALE HENAN-CHINE-GUINEE-SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Laterite	07/02/2022	06/08/2022	3.7689 Ha
669	23303	SOCIETE ODYSSEY SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	10/08/2022	09/02/2023	8.1876 Ha
670	23313	SOCIETE MINE DE CFDKD SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	07/06/2022	06/06/2024	7.8380 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
671	23391	SOCIETE SHRINIBASH RESOURCES SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	26/09/2022	25/03/2023	18.6408 km ²
672	23425	GOLD CHAIN MINING - SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	10/01/2024	09/01/2027	21.4756 km ²
673	23449	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	96.9926 km ²
674	23450	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	68.4345 km ²
675	23655	SOCIETE GOLD CHAIN MINING SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	02/05/2023	01/11/2023	21.4324 km ²
676	23656	SOCIETE GOLD CHAIN MINING SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	02/05/2023	01/11/2023	64.9502 km ²
677	23460	SOCIETE UNIVERS EXPERTISE ET SERVICES SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	18/10/2022	17/04/2023	1.0973 Ha
678	23465	SOCIETE MONICA CARRIERE DE SABLE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Sable	26/10/2022	25/04/2023	1.9796 Ha
679	23469	SOCIETE DE COOPERATION ECONOMIQUE & TECHNIQUE DE CONSTRUCTION DU HUAYU DE CHINE EN GUINEE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	07/11/2022	06/05/2023	9.5292 Ha
680	23669	SOCIETE BAA-NTIMA GUINEE SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	17/05/2023	16/11/2023	64.4098 km ²
681	23528	SOCIETE AFRICA GLOBAL MINING COMPANY SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	20/12/2022	19/06/2023	98.4057 km ²
682	23711	SOCIETE CRITICAL INVESTMENTS GUINEA SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Fer	27/07/2023	26/01/2024	277.1354 km ²
683	23553	GROUP ZAKY MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	16/01/2023	15/07/2023	72.5999 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
684	23565	SOCIETE TRADEMERCE INTERNATIONAL GROUP SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	02/02/2023	01/08/2023	98.0122 km ²
685	23732	AFRICA NEW GENERATION EXPLORATION SERVICES - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	26/10/2023	25/04/2024	99.9302 km ²
686	23742	SOCIETE INTERNATIONAL TRADING ENERGY AND COMMODITIES SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	22/11/2023	21/05/2024	19.8783 km ²
687	23570	SOCIETE AFRICAN LITHIUM MINING RESSOURCES GUINEA SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	20/01/2023	19/07/2023	94.6556 km ²
688	23770	SIMHA RESOURCES PTE.LTD	Autorisation de Reconnaissance	Nickel	29/05/2024	28/11/2024	80.0469 km ²
689	23775	SOCIETE GH MINING (CKRY) G - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Fer	29/02/2024	28/08/2024	98.1244 km ²
690	23584	SOCIETE SUN DA SD MINING SA	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	02/02/2023	01/08/2023	36.1689 km ²
691	23789	SOCIETE ODEMANN MINING - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	12/03/2024	11/09/2024	99.1790 km ²
692	23807	VERIDIS ENERGIE SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or, Terre Rare	18/03/2024	17/09/2024	99.4600 km ²
693	23821	RICHEST VALUE CORPORATION - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	18/03/2024	17/09/2024	324.9710 km ²
694	23846	COMPLEXE LOGISTIQUE INDUSTRIEL DU PORT DE BENTY- SAU	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	29/05/2024	28/11/2024	444.7362 km ²
695	23637	SOCIETE SAFETY INTEGRAL SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	07/12/2023	06/06/2024	96.3467 km ²
696	23855	SOCIETE GUINEENNE DE RECHERCHE ET D'EXPLOITATION MINIERE - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	19/03/2024	18/09/2024	392.2245 km ²
697	23653	SOCIETE ENDEAVOUR SIGUIRI SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	17/02/2023	16/08/2023	98.9262 km ²
698	23863	ETS HENIBOU MINES & MINERALS - SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	03/05/2024	02/11/2024	381.7016 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
699	23866	SOCIETE HY-SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Or	03/05/2024	02/11/2024	99.3455 km ²
700	23917	SOCIETE SVOTRAL SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	03/05/2024	02/11/2024	87.6944 km ²
701	23918	WEST AFRICA MINING CONSULTANTS SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Nickel	03/05/2024	02/11/2024	91.0973 km ²
702	23670	SOCIETE BAA-NTIMA GUINEE SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	17/05/2023	16/11/2023	18.8176 km ²
703	292	Aluminium Company of Guinea	Concession Minière	Bauxite	13/08/1964	28/02/2025	1776.2500 km ²
704	23767	SOCIETE KDCD MINING - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Mica	18/03/2024	17/09/2024	55.7641 km ²
705	585	SOCIETE DES BAUXITES DE DABOLA-TOUGUE	Concession Minière	Bauxite	25/03/1998	24/03/2023	5684.0000 km ²
706	23771	SIMHA RESOURCES PTE.LTD	Autorisation de Reconnaissance	Nickel	29/05/2024	28/11/2024	78.3523 km ²
707	634	SOCIETE WEST DIAMONDS LIMITED GUINEE	Permis d'Exploitation Industrielle par Dragage	Diamant alluvionnaire	15/05/2001	14/05/2006	1.0767 km ²
708	23785	SOCIETE GH MINING (CKRY) G - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Manganèse	29/02/2024	28/08/2024	95.2306 km ²
709	724	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	Concession Minière	Bauxite	14/11/2001	13/11/2011	1011.0717 km ²
710	23788	SOCIETE GUINEO- PORTUGAISE DE L'EXPLOITAION - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	01/03/2024	31/08/2024	0.7584 km ²
711	23823	AFRICA NEW GENERATION EXPLORATION SERVICES - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	09/04/2024	08/10/2024	99.9566 km ²
712	23835	GUINEA BUSINESS MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	12/03/2024	11/09/2024	54.7643 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
713	AZ_00036_		Zone Stratégique	Sables Noirs, Titane, Zircon	20/03/2019	19/03/2024	179.4664 km ²
714	23851	SOCIETE EQUATORIAL IRON GUINEA SARL	Autorisation de Reconnaissance	Fer	07/03/2024	06/09/2024	91.1818 km ²
715	23897	SOCIETE GUINEENNE DES MINES ET CONSTRUCTION SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	03/05/2024	02/11/2024	94.8683 km ²
716	294	SOCIETE MINIERE DE DINGUIRAYE (SMD)	Concession Minière	Or	21/03/1994	22/08/2033	1105.0035 km ²
717	8267		Zone Artisanale	Diamant	02/03/2004	31/12/2099	29.1751 km ²
718	897	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	13/08/2013	21/11/2021	344.8528 km ²
719	AZ_00039_		Zone Stratégique	Sables Noirs, Titane, Zircon	20/03/2019	19/03/2024	37.1806 km ²
720	AZ_00040_		Zone Stratégique	Sables Noirs, Titane, Zircon	20/03/2019	19/03/2024	98.1104 km ²
721	22234	MMG	Zone Stratégique	Fer	07/11/2022	06/11/2027	992.6445 km ²
722	22248		Zone Artisanale	Or	03/11/2017	02/11/2022	58.7391 Ha
723	22267	SOCIETE GOLD WATER GUINEE SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	26/11/2016	25/11/2021	2.5141 km ²
724	22289	SOCIETE TELIMELE BAUXITE RESSOURCE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	08/01/2018	07/01/2021	307.4212 km ²
725	22290	SOCIETE GUINEA EVERGREEN MINING INTELLIGENCE COMPANY LDT SAU	Concession Minière	Bauxite	19/01/2018	18/01/2043	159.0445 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
726	22303	BEGEC TRAVAUX GIE	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	23/03/2018	22/03/2020	2.0137 Ha
727	22304	HANN & COMPAGNIE SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	11/04/2018	10/04/2020	4.7399 Ha
728	22319	I&J DIAMONDS SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Diamant	26/11/2016	25/11/2021	4.6155 km ²
729	22320	GROUPE GENERAL NATIONAL POUR DEVELOPPEMENT EN GUINEE	Autorisation de Recherche de Carrières	Granite	09/05/2019	08/05/2020	5.9685 Ha
730	22349	PHOENIX GBT SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	04/12/2018	03/12/2023	0.5281 km ²
731	22353	SOCIETE MANAGUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/06/2018	04/06/2021	70.1308 km ²
732	22389	SALAMI GROUP-SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	24/07/2018	23/07/2020	1.9159 Ha
733	22407	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	19/05/2017	18/05/2019	1.1932 Ha
734	22416	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT & DEVELOPMENT (GUINEA) CO., LTD	Concession Minière	Bauxite	10/08/2018	09/08/2043	124.8749 km ²
735	22422		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	74.1378 km ²
736	22424		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	48.5740 km ²
737	22433		Zone Artisanale	Or	12/04/2018	11/04/2023	104.4618 Ha
738	22437		Zone Artisanale	Or	12/04/2017	11/04/2022	10.2656 km ²
739	22454	DAUMINE -SARL.	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Diamant alluvionnaire	02/11/2020	01/11/2025	15.5344 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
740	22461	HUNG SHENG FEI GROUP SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	23/11/2018	22/11/2020	6.8480 Ha
741	22491	SWR INTERNATIONAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	14/11/2018	13/11/2021	99.9586 km ²
742	22536	CHINA CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION GUINEE -SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	19/07/2019	18/01/2020	1.6854 Ha
743	22537	CHINA CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION GUINEE -SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Laterite	19/07/2019	18/01/2020	2.1095 Ha
744	22553	SOCIETE EGEC MINING SARL.	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/02/2019	04/02/2022	96.3020 km ²
745	22569	SOCIETE AKA MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	26/02/2019	25/02/2022	99.4195 km ²
746	22573	AIS INTERNATIONAL GUINEE SAS	Permis de Recherche Industrielle (Métaux de Base)	Graphite	23/05/2019	22/05/2022	99.9866 km ²
747	22578	HANN & COMPAGNIE SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	09/04/2019	08/04/2021	0.8051 Ha
748	22583	NEW JAPAN MINING COMPANY SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	02/11/2020	01/11/2035	75.2756 km ²
749	22594	SOCIETE SONIT SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	09/04/2019	08/04/2022	374.2430 km ²
750	22595	SOCIETE KAIDA IKATA MATERIEL SARL	Permis d'Exploitation Industrielle par Dragage	Or	21/04/2020	20/04/2035	13.8399 km ²
751	22597	GUINEA UNIVERSAL MINING COMPANY- SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Autres Substances)	Or	23/05/2019	22/05/2022	53.7369 km ²
752	22600		Zone Artisanale	Or	09/05/2019	08/05/2024	7261.6591 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
753	22611	SOCIETE SOFAC SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	29/04/2019	28/04/2022	55.7712 km ²
754	22614	MANAGUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/05/2019	19/05/2022	83.2130 km ²
755	22617	MANAGUINEE SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/05/2019	19/05/2022	75.1493 km ²
756	22621	SOCIETE ID GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/05/2019	22/05/2022	98.5485 km ²
757	22632	SOCIETE AFD MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	30/05/2019	29/05/2022	64.5979 km ²
758	22633	SOCIETE AFD MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Autres Substances)	Calcaire	16/07/2019	15/07/2022	46.1026 km ²
759	22664	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT & DEVELOPMENT (GUINEA) CO., LTD	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	27/06/2019	26/06/2021	20.0017 Ha
760	22670	SOCIETE FRIA RESOURCES MINING SAU	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	27/06/2019	26/06/2022	272.3289 km ²
761	22683	GUITER MINING -SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaires	Granite	16/07/2019	15/01/2020	10.8911 Ha
762	22697	SOCIETE SNA AFRICA MINING SAS	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/09/2019	05/09/2022	99.9713 km ²
763	22712	KATACO MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	07/10/2019	06/10/2022	70.6355 km ²
764	22728	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	06/11/2019	05/11/2021	2.6085 Ha
765	22778	SOCIETE ELITE MINING GUINEA SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	10/12/2019	09/12/2022	200.0331 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
766	22783	SOCIETE GUAN TANTA SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	19/12/2019	18/12/2021	1.4546 Ha
767	22799	SOCIETE BLUE DIAMOND MINES & MINERALS GUINEE SARL	Permis de Recherche Industrielle (Autres Substances)	Manganèse	31/12/2019	30/12/2022	90.9613 km ²
768	22807	GOLD AND SILVER INVESTMENT CO Ltd-SARL	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	19/06/2020	18/06/2025	15.6163 km ²
769	22808	SOCIETE DJOMA GROUP SA	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	22/02/2021	21/02/2026	5.9869 km ²
770	22809	JAMIL EZZEDINE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	14/01/2020	13/01/2022	4.3494 Ha
771	22836	SOCIETE KOBAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	02/03/2020	01/03/2023	198.7445 km ²
772	22845	SOCIETE AGASEPT SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Sable	06/04/2020	05/04/2022	1.0640 Ha
773	22856	SOCIETE SILVER VALLEY INTERNATIONAL SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	10/04/2020	09/04/2023	220.4667 km ²
774	22857	SOCIETE MINIERE DE GUINEE CONAKRY SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	15/05/2020	14/05/2023	28.8566 km ²
775	22860	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DES MINES & METAUX SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/04/2020	21/04/2023	50.1670 km ²
776	22864	PARC INDUSTRIEL CHINOIS GUINEE SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	15/05/2020	14/05/2022	4.2570 Ha
777	22900	SOCIETE FAKO GUINEA BAUXITE RESOURCES SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	02/11/2020	01/11/2035	240.9037 km ²
778	22906	SOCIETE TARESSA MINING LOGISTIC	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	04/11/2020	03/11/2035	184.3624 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
779	22909	SHENG RONG MINNING DEVELOPEMENT SARL	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	04/11/2020	03/11/2035	152.8668 km ²
780	22910	SOCIETE JIM CISSE GLOBAL SA	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	18/06/2020	17/06/2022	4.8765 Ha
781	22931	SOCIETE HYPRO MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	57.9630 km ²
782	22939	SOCIETE GUINEENNE DE PRESTATION ET DE CONSTRUCTION SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	88.3420 km ²
783	22940	SOCIETE SVOTRAL SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	04/11/2022	03/05/2023	49.9382 km ²
784	22942	SOCIETE INTERNATIONAL INVESMENT INSTITUTE GLOBAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	10.8283 km ²
785	22949	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	04/08/2020	03/08/2023	499.8131 km ²
786	22952	SOCIETE XCELL SECURITY & FINANCE GUINEA SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	05/08/2020	04/08/2023	53.4783 km ²
787	22954	SOCIETE R R SKY INFRA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	13/08/2020	12/08/2023	96.9431 km ²
788	22955	SOCIETE R R SKY INFRA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	13/08/2020	12/08/2023	99.7733 km ²
789	22962	SYCAMORE MINE GUINEE SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Or	17/12/2020	16/12/2035	95.5066 km ²
790	22972	SOCIETE SIRAMAMBA MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	20/08/2020	19/08/2023	20.2691 km ²
791	22978	SOCIETE FANKAMA MINING & CONSTRUCTION	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Laterite	09/09/2020	08/09/2022	1.4410 Ha
792	22983	KINDIA RESSOURCES SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	09/09/2020	08/09/2023	99.9785 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
793	23003	SOCIETE SHANGHAI PU-ZHEN SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	24/11/2020	23/11/2022	3.0288 Ha
794	23016	SOCIETE WOSSOLO MINING SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	16/12/2020	15/12/2022	3.3231 Ha
795	23026	SOCIETE GROUPE NOTRE VISION SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	29/12/2020	28/12/2022	3.7234 Ha
796	23035	SOCIETE MINES AND RAILS CORPORATE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	27/01/2021	26/01/2024	99.4297 km ²
797	23043	SOCIÉTÉ PROSIS MINING GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	22/01/2021	21/01/2024	50.7752 km ²
798	23044	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/02/2021	15/02/2024	47.3822 km ²
799	23048	SOCIETE HYPRO MINING SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/02/2021	15/02/2024	10.7022 km ²
800	23054	SOCIETE GUINEE GOLD SHOVEL SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	03/03/2021	02/03/2024	57.4190 km ²
801	23056	SOCIETE GUINEE GOLD SHOVEL SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	02/04/2021	01/04/2024	34.9543 km ²
802	23058	SOCIETE KB GOLD SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	16/03/2021	15/03/2024	86.1303 km ²
803	23068	SOCIETE CONTINENTAL AFRICAN MINING SARLU	Permis d'Exploitation Minière Semi-Industrielle	Or	18/05/2021	17/05/2026	15.9977 km ²
804	23076	SOCIETE GUILOM SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	25/08/2021	24/08/2023	14.6501 Ha
805	23091	COMPAGNIE D'INVESTISSEMENT DES MINES CHINA MACHINERY KAIYUAN GUINEE SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	22/04/2024	92.6855 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
806	23101	SOCIETE DONGHONG ENGINEERING INTERNATIONAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	23/04/2021	22/04/2024	78.4934 km ²
807	23103	SOCIETE SABOUGNOUMA DE TOUBA SARL	Permis de Recherche Industrielle (Autres Substances)	Calcaire	23/04/2021	22/04/2024	95.8000 km ²
808	23107	SOCIETE GUINEA IRON AND METAL SARL	Permis de Recherche Industrielle (Fer)	Fer	29/04/2021	28/04/2024	289.9189 km ²
809	23110	SOCIETE GROUPE FARABANA SA	Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	29/04/2021	28/04/2024	309.4424 km ²
810	23112	SOCIETE YAM'S MINING SA	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	29/04/2021	28/04/2024	74.8175 km ²
811	23116		Zone Artisanale	Or	04/06/2021	03/06/2026	2239.2388 Ha
812	23130	SOCIETE GUINEO MALIENNE D'OR SARL	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	06/07/2021	05/07/2024	99.8883 km ²
813	23144	SOCIETE BRASS GUINEE MINING SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	06/06/2021	05/06/2023	5.0782 Ha
814	23148	SOCIETE LENGUEE KOTO MINING SARLU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Or	25/08/2021	24/08/2024	94.4361 km ²
815	23150	SOCIETE MOSY SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Sable	13/07/2021	12/07/2023	0.9991 Ha
816	23162	SOCIETE MINEROSTRAT CORPORATION SAU	Permis de Recherche Industrielle (Or)	Minéraux associés, Or	05/05/2023	04/05/2026	69.8420 km ²
817	23177	SOCIETE ASHAPURA BOFFA BAUXITE SAU	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	23/06/2022	22/06/2037	199.9428 km ²
818	23223		Zone Stratégique	Bauxite	07/11/2022	06/11/2027	158.1323 km ²
819	23281	SOCIETE ODYSSEY SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	04/02/2022	03/02/2024	10.0212 Ha

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
820	23314	SOCIET GUINEENNE DE SABLE ET DE GRAVIER SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	11/03/2022	10/09/2022	1.4982 Ha
821	23331	SOCIETE BANTOUN COMPAGNIE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	01/04/2022	30/09/2022	10.0183 Ha
822	23380	SOCIETE SOMIS GUINEE - SARL	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	27/06/2022	26/12/2022	0.3000 Ha
823	23396	SOCIETE ID GOLD MINING RESSOURCES SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	25/08/2022	24/02/2023	66.4050 km ²
824	23411	REMA TIP TOP GUINEE - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	07/11/2022	06/05/2023	99.7792 km ²
825	23437	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE SARLU	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	03/09/2022	02/03/2023	8.6493 Ha
826	23447	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	93.5341 km ²
827	23448	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU	Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	80.3134 km ²
828	23560	SOCIETE KOUNDARA MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	21/02/2023	20/08/2023	99.1457 km ²
829	23562	SOCIETE KOUNDARA MINING SARL	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	21/02/2023	20/08/2023	92.3431 km ²
830	23598	SOCIETE GLOBAL MINING RESSOURCES SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	20/01/2023	19/07/2023	98.6278 km ²

#	Code	Nom des sociétés	Type	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
831	23604	SOCIETE GUINEAN LITHIUM RESSOURCES SARL	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	21/01/2023	20/07/2023	84.7276 km ²
832	23697	SOCIETE NIANDAN LITHIUM RESSOURCES SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	14/06/2023	13/12/2023	99.7823 km ²
833	23733	AFRICA NEW GENERATION EXPLORATION SERVICES - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	26/10/2023	25/04/2024	98.6395 km ²
834	23755	SOCIETE BAUXITIQUE TELIMELE SARLU	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	12/03/2024	11/09/2024	214.8781 km ²
835	23772	SIMHA RESOURCES PTE.LTD	Autorisation de Reconnaissance	Nickel	29/05/2024	28/11/2024	82.3426 km ²
836	23859	SOCIETE GEOLOGIE MINIERE - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	29/05/2024	28/11/2024	195.9053 km ²
837	23860	SOCIETE GEOLOGIE MINIERE - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	29/05/2024	28/11/2024	230.9648 km ²
838	23864	SOCIETE GEOLOGIE MINIERE - SARL	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	20/05/2024	19/11/2024	199.2949 km ²
839	23931	SOCIETE MIDAS CORPORATION GUINEA SARL	Autorisation de Reconnaissance	Or	29/05/2024	28/11/2024	98.4322 km ²
840	619	MMG	Zone Artisanale	Diamant	28/05/1992	31/12/2099	2070.0629 km ²
841	725	ROUSSKI ALUMINI MANAGEMENT	Concession Minière	Bauxite	25/10/2002	24/10/2027	378.4442 km ²
842	7913	ROUSSKI ALUMINI MANAGEMENT	Concession Minière	Bauxite	25/10/2002	24/10/2027	1138.9249 km ²
843	8150		Zone Artisanale	Diamant	02/03/2004	31/12/2099	22.5894 km ²
844	877	ROUSSKI ALUMINI MANAGEMENT	Concession Minière	Bauxite	25/10/2002	24/10/2027	202.3731 km ²
845	9682	SOCIETE HENAN-CHINE	Concession Minière	Bauxite	25/10/2010	24/10/2035	486.4405 km ²

Annexe 5 : Liste des titres miniers octroyés en 2022

#	Code	Nom de sociétés	N° NIF	Type Titres	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
1	22234	MMG		Zone Stratégique	Fer	07/11/2022	06/11/2027	992.6445 km ²
2	22927	SOCIETE TIGONG SARLU	536853559	Autorisation de Recherche de Carrières	Granite	05/07/2022	04/07/2023	7.1425 Ha
3	22940	SOCIETE SVOTRAL SARL	010616V	Autorisation de Reconnaissance	Or	04/11/2022	03/05/2023	49.9382 km ²
4	23124	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE SARLU	867879142	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	04/02/2022	03/02/2024	6.7564 Ha
5	23159	GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONALE HENAN-CHINE-GUINEE-SA	CIM230208834263	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Laterite	07/02/2022	06/08/2022	6.2433 Ha
6	23177	SOCIETE ASHAPURA BOFFA BAUXITE SAU	143556330	Permis d'Exploitation Minière Industrielle	Bauxite	23/06/2022	22/06/2037	199.9428 km ²
7	23223			Zone Stratégique	Bauxite	07/11/2022	06/11/2027	158.1323 km ²
8	23226	SOCIETE PROMINENT GOLD SARL		Autorisation de Reconnaissance	Or	11/01/2022	27/10/2023	99.0094 km ²
9	23233	SOCIETE CHINO AFRICA INTERNATIONAL SARL	CT944037401H	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	16/02/2022	15/08/2022	1.7672 Ha
10	23242	SOCIETE SVOTRAL SARL	010616V	Autorisation de Reconnaissance	Or	04/11/2022	03/05/2023	4.5789 km ²
11	23244	SOCIETE PROMINENT GOLD SARL	358828275	Autorisation de Reconnaissance	Or	11/01/2022	27/10/2023	99.8851 km ²
12	23281	SOCIETE ODYSSEY SARLU		Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Granite	04/02/2022	03/02/2024	10.0212 Ha
13	23283	SOCIETE UNITED OREBODIES LLC GUINEE SARLU	150900215	Autorisation de Reconnaissance	Sables Noirs	11/01/2022	27/10/2023	99.2184 km ²
14	23287	ENTREPRISE PSCM	350344107	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	11/01/2022	27/10/2023	14.1871 km ²
15	23300	SOCIETE FOUALA SARL	554936534	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	02/02/2022	01/08/2022	0.1872 Ha
16	23302	GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONALE HENAN-CHINE-GUINEE-SA	CIM230208834263	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Laterite	07/02/2022	06/08/2022	3.7689 Ha
17	23303	SOCIETE ODYSSEY SARLU		Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	10/08/2022	09/02/2023	8.1876 Ha
18	23309	SOCIETE CARRIERE DE SABLE MOHKLAUS SARLU	914593736	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	22/02/2022	21/08/2022	1.0249 Ha
19	23313	SOCIETE MINE DE CFDKD SARL	870107166	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Permanente	Dolorite	07/06/2022	06/06/2024	7.8380 Ha
20	23314	SOCIET GUINEENNE DE SABLE ET DE GRAVIER SARLU	215338088	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	11/03/2022	10/09/2022	1.4982 Ha

#	Code	Nom de sociétés	N° NIF	Type Titres	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
21	23315	SOCIÉTÉ GUINEENNE DE SABLE ET DE GRAVIER SARLU	215338088	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	01/03/2022	31/08/2022	1.3944 Ha
22	23316	NA GLOBAL REALTY & INVESTMENT LTD SUCC	CIM220321319658	Autorisation de Reconnaissance	Lithium, Minéraux associés	11/03/2022	27/10/2023	99.9769 km ²
23	23317	NA GLOBAL REALTY & INVESTMENT LTD SUCC	CIM220321319658	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	11/03/2022	27/10/2023	99.8304 km ²
24	23318	NA GLOBAL REALTY & INVESTMENT LTD SUCC	926621749	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	11/03/2022	27/10/2023	99.7295 km ²
25	23319	SOCIÉTÉ MANDEN MINING BTP SARLU	777387614	Autorisation de Reconnaissance	Or	31/03/2022	27/10/2023	51.2046 km ²
26	23320	SOCIÉTÉ GUINEENNE DES MINES ET CONSTRUCTIONS SARL	997795802	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	05/04/2022	27/10/2023	9.5586 km ²
27	23328	SOCIÉTÉ ZHONGBANG MINING SARL	173361213	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	23/03/2022	02/11/2022	366.1867 km ²
28	23329	COMPAGNIE GUINEA TITANIUM SARL	163320914	Autorisation de Reconnaissance	Sables Noirs	01/04/2022	27/10/2023	99.4975 km ²
29	23331	SOCIÉTÉ BANTOUN COMPAGNIE SARLU	434859153	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	01/04/2022	30/09/2022	10.0183 Ha
30	23332		CIM221121561336	Autorisation de Reconnaissance	Or	26/07/2022	19/08/2024	98.0772 km ²
31	23334	SOCIÉTÉ WOSSOLO MINING SARLU	168219525	Autorisation de Reconnaissance	Manganèse	26/07/2022	25/01/2023	64.6134 km ²
32	23335	SOCIÉTÉ GUINEENNE DES MINES ET CONSTRUCTIONS SARL	997795802	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	11/01/2022	27/10/2023	14.2336 km ²
33	23336	SOCIÉTÉ WOSSOLO MINING SARLU	168219525	Autorisation de Reconnaissance	Manganèse	26/07/2022	25/01/2023	97.7929 km ²
34	23337	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'EXPLOITATION ET DE GESTION DE MINES SA		Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	21/04/2022	27/10/2023	210.5458 km ²
35	23338	SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'EXPLOITATION ET DE GESTION DE MINES -SA	926061128	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	21/04/2022	27/10/2023	278.0923 km ²
36	23347	SOCIÉTÉ GUINEA BEST MINERALS SARLU	CIM2207848024566	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	21/04/2022	27/10/2023	97.7570 km ²
37	23348	GUINEA WESTFIELD MINING COMPANY - SARLU	28890320	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	21/04/2022	27/10/2023	417.2149 km ²
38	23349	GUINEA WESTFIELD MINING COMPANY - SARLU	28890320	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	21/04/2022	23/06/2023	392.3174 km ²
39	23350	SOCIÉTÉ GUINEA BEST MINERALS SARLU	CIM2207848024566	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	21/04/2022	27/10/2023	99.8444 km ²
40	23351	SOCIÉTÉ 79TH LUSSO MANDIANA SARLU	196910624	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	30/05/2022	27/10/2023	98.6406 km ²
41	23352	SOCIÉTÉ 79TH LUSSO MANDIANA SARLU	196910624	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	30/05/2022	27/10/2023	99.4261 km ²
42	23353	SOCIÉTÉ 79TH LUSSO NORTH SARLU	737522508	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	30/05/2022	27/10/2023	99.5800 km ²

#	Code	Nom de sociétés	N° NIF	Type Titres	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
43	23354	SOCIETE 79TH LUSO SOUTH SARLU	914573936	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	30/05/2022	29/11/2022	99.5235 km ²
44	23370	SOCIETE MINIERE OUEST AFRICAINE SARLU		Autorisation de Reconnaissance	Or	20/07/2022	19/01/2023	15.4203 km ²
45	23371	SOCIETE XUDONG YU SARL	707137246	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	14/06/2022	13/12/2022	1.1474 Ha
46	23374	ENTREPRISE DE TRAVAUX ROUTIERS EXTRACTION DE SABLE & CONSTRUCTION SARL	D1640248410	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	08/08/2022	07/02/2023	1.3214 Ha
47	23380	SOCIETE SOMIS GUINEE - SARL	417922937	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	27/06/2022	26/12/2022	0.3000 Ha
48	23385	SOCIETE SHRINIBASH RESOURCES SARLU	209864545	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	26/09/2022	25/03/2023	491.2228 km ²
49	23387	ORIENTAL INVESTISSEMENT & DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SARL	653380899	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Dolorite	18/06/2022	17/12/2022	1.6037 Ha
50	23389	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	CIM221209421011	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	02/07/2022	06/01/2024	89.7805 km ²
51	23390	SOCIETE REMA TIP TOP GUINEA SARLU	CIM220527385790	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	07/11/2022	06/05/2023	98.9391 km ²
52	23391	SOCIETE SHRINIBASH RESOURCES SARLU	209864545	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	26/09/2022	25/03/2023	18.6408 km ²
53	23395	SOCIETE SOFAC BD RESSOURCES MINING SARL	247486327	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	11/08/2022	10/02/2023	99.5702 km ²
54	23396	SOCIETE ID GOLD MINING RESSOURCES SARL	940095706	Autorisation de Reconnaissance	Minéraux associés, Or	25/08/2022	24/02/2023	66.4050 km ²
55	23403	GROUPE FORTUNE GUINEE SARL	112255062	Autorisation de Reconnaissance	Or, Substance Minéraux associés	11/08/2022	10/02/2023	2.2776 km ²
56	23405	SOCIETE GUINEA GULF MINERALS SARLU	657376844	Autorisation de Reconnaissance	Cobalt, Minéraux associés	11/08/2022	10/02/2023	99.7938 km ²
57	23406	SOCIETE GUINEA GULF MINERALS SARLU	657376844	Autorisation de Reconnaissance	Cobalt, Minéraux associés	11/08/2022	10/02/2023	99.9882 km ²
58	23409	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	CIM221209421011	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	11/08/2022	02/08/2023	50.0222 km ²
59	23411	REMA TIP TOP GUINEE - SARL	584437313	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	07/11/2022	06/05/2023	99.7792 km ²
60	23412	KLIMANDJARO TRADING COMPANY- SARLU	800801375	Autorisation de Reconnaissance	Or	12/08/2022	02/11/2023	23.3090 km ²
61	23413	GBG-GUINEA BAUXITE SAU		Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	12/08/2022	11/08/2025	424.7629 km ²
62	23415	GBG-GUINEA BAUXITE SAU		Permis de Recherche Industrielle (Bauxite)	Bauxite	12/08/2022	11/08/2025	267.4115 km ²

#	Code	Nom de sociétés	N° NIF	Type Titres	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
63	23426	SOCIETE EURASIENNE DE COMMERCE SARL	351663448	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	24/05/2022	23/11/2022	10.2547 Ha
64	23428	GROUPE SYF - SARLU	957352560	Autorisation de Reconnaissance	Or	05/09/2022	04/03/2023	2.1669 km ²
65	23434	UNIVERSAL MINERAL SARL	422091968893004H	Autorisation de Reconnaissance	Lithium	11/10/2022	16/12/2022	72.5999 km ²
66	23437	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE SARLU	867879142	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	03/09/2022	02/03/2023	8.6493 Ha
67	23441			Zone Stratégique	Bauxite	16/12/2022	15/12/2027	439.4772 km ²
68	23442			Zone Stratégique	Bauxite	16/12/2022	15/12/2027	344.2140 km ²
69	23447	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU		Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	93.5341 km ²
70	23448	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU		Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	80.3134 km ²
71	23449	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU		Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	96.9926 km ²
72	23450	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU		Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	68.4345 km ²
73	23451	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU		Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	94.4286 km ²
74	23452	SOCIETE AGAGEL SHIRA SAU		Autorisation de Reconnaissance	Or	18/10/2022	17/04/2023	98.1158 km ²
75	23453	ETABLISSEMENT KEITA & FILS SARLU	CIM220419347865	Autorisation de Reconnaissance	Or	28/09/2022	27/03/2023	95.5178 km ²
76	23456	SOCIETE MS AFRICAN PARTNERS SARL		Autorisation de Reconnaissance	Or	15/11/2022	14/05/2023	13.4547 km ²
77	23460	SOCIETE UNIVERS EXPERTISE ET SERVICES SARL	CIM2209722271038	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	18/10/2022	17/04/2023	1.0973 Ha
78	23463	SOCIETE DELTA MINING LOGISTICS SARL	189398159	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	26/10/2022	25/04/2023	0.9865 Ha
79	23465	SOCIETE MONICA CARRIERE DE SABLE SARL	479976060	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	26/10/2022	25/04/2023	1.9796 Ha
80	23467	ENTREPRISE MS-CA & FILS	468391826	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	07/11/2022	06/05/2023	1.0278 Ha
81	23468	ENTREPRISE MS-CA & FILS	468391826	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	07/11/2022	06/05/2023	1.0286 Ha
82	23469	SOCIETE DE COOPERATION ECONOMIQUE & TECHNIQUE DE CONSTRUCTION DU HUAYU DE CHINE EN GUINEE SARLU	664138476	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	07/11/2022	06/05/2023	9.5292 Ha
83	23473	SOCIETE ADS MINING SA	168242063	Autorisation de Reconnaissance	Bauxite	08/11/2022	07/05/2023	367.8100 km ²
84	23478	ETABLISSEMENTS SYLI SUPPLY CO-LTD		Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Granite	08/11/2022	07/05/2023	3.3948 Ha

#	Code	Nom de sociétés	N° NIF	Type Titres	Substance	Date Octroi	Date Fin de Validité	Superficie
85	23480	ENTREPRISE DE TRAVAUX ROUTIERS EXTRACTION DE SABLE & CONSTRUCTION SARL	D1640248410	Autorisation d'Exploitation de Substances de Carrières Temporaire	Sable	14/11/2022	13/05/2023	1.3839 Ha
86	23527	SOCIETE AFRICA GLOBAL MINING COMPANY SARLU	634553655	Autorisation de Reconnaissance	Or	20/12/2022	19/06/2023	18.6705 km ²
87	23528	SOCIETE AFRICA GLOBAL MINING COMPANY SARLU	634553655	Autorisation de Reconnaissance	Or	20/12/2022	19/06/2023	98.4057 km ²

Annexe 6 : Liste des titres miniers faisant objet de demande de renouvellement en 2022

N°	Code	Ancien Code	Parties	Type	Substances	Statut	Date d'Octroi	Date de Fin de Validité
1	897	D/2016/343/PRG/SGG	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	PE-I	Bauxite	Demande de Renouvellement	13/08/2013	21/11/2021
2	15387	A2010/2475/MMG/SGG	ORDIM MINING SARL	PR-I (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	Demande de Renouvellement	25/06/2010	24/06/2012
3	19833	A2018/8212/MMG/SGG	SOCIETE ATLANTIQUE GOLD MINING GUINEA SARL	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	17/12/2015	14/12/2020
4	19961	D2016/107/PRG/SGG	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL	PE-SI	Or	Demande de Renouvellement	30/03/2016	26/03/2021
5	19962	D2016/106/PRG/SGG	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL	PE-SI	Or	Demande de Renouvellement	30/03/2016	29/03/2021
6	19963	A2016/105/PRG/SGG	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL	PE-SI	Or	Demande de Renouvellement	30/03/2016	29/03/2021
7	19964	D/2016/101/PRG/SGG	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL	PE-SI	Or	Demande de Renouvellement	30/03/2016	29/03/2021
8	19965	D2016/100/PRG/SGG	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL	PE-SI	Or	Demande de Renouvellement	30/03/2016	29/03/2021
9	19966	D2016/099/PRG/SGG	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL	PE-SI	Or	Demande de Renouvellement	30/03/2016	29/03/2021
10	21077		DEMANDE Car SOUMAORO CONSTRUCTION	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	21/04/2015	04/08/2019
11	21080		AMG SARL	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	16/04/2015	05/08/2022
12	21087	A2016/7420/MMG/SGG	SUN & SAND MINING & METALS GUINEA SA	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	09/12/2016	29/11/2017
13	21089		SOMIAG	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	07/03/1987	08/08/2021
14	21093		DEMANDE Car SCETCHCG 02	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	17/03/2015	16/03/2017
15	21137	A/2016/1833/MMG/CAB	FORTUNE CONSTRUCTION CONSORTIUM SA	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	10/06/2016	22/11/2021
16	21149		MAG SARL	AECT	Granite	Demande de Renouvellement	13/05/2016	12/12/2016
17	21970	A/2018/5399/MMG	SOCIETE ALAME SARL	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	17/03/2015	08/12/2022
18	21979	A2016/6481/MMG/SGG	MAG SARL	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	28/10/2016	08/12/2022
19	21997	A2019/5552/MMG	MAYCARD BAUXITE-SA (100%)	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	05/09/2016	10/09/2021
20	22045	A2019/6426/MMG/SGG	SOCIETE COMANA MINING SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	21/12/2016	22/11/2021
21	22058	A2017/017/MMG/SGG	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DES MINES & METAUX SA (100%)	PR-I (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	Demande de Renouvellement	13/01/2017	12/01/2020
22	22080	A2020/1700/MMG/SGG	SOCIETE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	17/02/2017	02/06/2022
23	22081	A2020/1699/MMG/SGG	SOCIETE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	17/02/2017	02/06/2022
24	22082	A2020/1701/MMG/SGG	SOCIETE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	17/02/2017	02/06/2022

N°	Code	Ancien Code	Parties	Type	Substances	Statut	Date d'Octroi	Date de Fin de Validité
25	22086	A2019/6595/MMG/SGG	SOCIETE DJOMA HOLDING MINING GUINEE SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	27/02/2017	10/12/2021
26	22089	A2020/1131/MMG/SGG	SOCIETE DAVID DIAMANTS - SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	31/03/2017	10/04/2022
27	22093	A2017/1240/MMG/SGG	SOCIETE C & B BLACK GOLD SA (100%)	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	31/03/2017	30/03/2019
28	22109	A2018/1844/MMG/SGG	SOCIETE S.I.E.C-SA (100%)	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	23/03/2018	22/03/2020
29	22111	A2020/030/MMG/SGG	IAMGOLD EXPLORATION MALI SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	30/03/2017	14/01/2022
30	22114	A/2020/1132/MMG/SGG	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/04/2017	09/04/2022
31	22115	A/2020/1134/MMG/SGG	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/04/2017	09/04/2022
32	22116	A/2020/1133/MMG/SGG	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/04/2017	09/04/2022
33	22117	A/2020/1135/MMG/SGG	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/04/2017	09/04/2022
34	22120	A2017/2180/MMG/SGG	2CE CONSTRUCTION SARL (100%)	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	03/07/2017	02/07/2019
35	22122	A/2020/2348	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DES MINES & METAUX SA (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	22/08/2017	13/08/2022
36	22123	A2020/1136/MMG/SGG	GOLDEN GUINEA RESOURCES (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	19/05/2017	10/04/2022
37	22130	A2017/2177/MMG/SGG	ABRO CONSULTANT MINING ASSOCIATION SARLU (100%)	PR-I (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	Demande de Renouvellement	03/07/2017	02/07/2020
38	22175	A/2017/3392/MMG/SGG	DEMANDE Car SOUMAORO CONSTRUCTION (100%)	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	04/08/2017	03/08/2019
39	22176	D2017/329/PRG/SGG	SOCIETE XIN HONG SARL (100%)	PE-SI	Or	Demande de Renouvellement	07/12/2017	06/12/2022
40	22185	A/2020/2462/MMG	CONSOLIDATED MINING CORPORATION GUINEA SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/08/2017	28/08/2021
41	22186	A/2020/2460	CONSOLIDATED MINING CORPORATION GUINEA SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/08/2017	28/08/2021
42	22187	A/2020/2461	CONSOLIDATED MINING CORPORATION GUINEA SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/08/2017	28/08/2021
43	22193	A2018/3603/MMG/SGG	HUAYU SARLU (100%)	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	03/05/2018	02/05/2020
44	22209	A/2020/2276	TAMIYANDOU KISSI MINES SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	09/08/2017	05/08/2022
45	22222	A/2020/2562/MMG	SARMIN BAUXITE GUINEE SARLU (100%)	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	21/09/2017	09/09/2022
46	22237	A2020/3060/MMG/SGG	GUINNERA SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	03/11/2017	24/11/2022
47	22239	A2020/2891/MMG/SGG	GOLD AND SILVER INVESTMENT CO Ltd-SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	03/11/2017	12/11/2022
48	22240	A2020/2890/MMG/SGG	GOLD AND SILVER INVESTMENT CO Ltd-SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	03/11/2017	12/11/2022
49	22257	A2017/6562/MMG/SGG	SOCIETE MINIERE FREEDOM TRADING CO LIMITED SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	06/12/2017	05/12/2020
50	22263	A2021/035/MMG/SGG	GLOBAL MINING KOREA CORPORATION SARLU	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	11/12/2017	12/01/2022

N°	Code	Ancien Code	Parties	Type	Substances	Statut	Date d'Octroi	Date de Fin de Validité
51	22270	A2020/3062/MMG/SGG	SOGUIPAMI SA (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	11/12/2017	24/11/2021
52	22271	A2020/3063/MMG/SGG	SOGUIPAMI SA (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	11/12/2017	24/11/2021
53	22278	A2020/2957/MMG/SGG	VETRO GUINEA RESOURCES SA (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	19/12/2017	16/11/2022
54	22310	A2021/719/MMG/SGG	SOCIETE DAVID DIAMANTS - SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	23/04/2018	20/04/2023
55	22340	A2018/3443/MMG/SGG	BARRY & SONS COMPANY SARL (100%)	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	23/04/2018	16/12/2022
56	22342	A2021/1638/MMG/SGG	VETRO GOLD SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	10/08/2018	28/06/2022
57	22347	A/2018/3602/MMG/SGG	AMINE MINING SARL (100%)	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	03/05/2018	02/05/2020
58	22350	A2018/4177/MMG/SGG	KOUNADY CONSTRUCTION BATIMENTS & TRAVAUX PUBLICS SA (100%)	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	15/05/2018	14/05/2020
59	22373	A2017/4902/MMG/SGG	ZHENGYUAN INTERNATIONAL SARL (100%)	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	22/06/2018	11/06/2022
60	22382	A2018/4899/MMG/SGG	SOCIETE AFRIC INVESTMENT GUINEE SARLU	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	22/06/2018	21/06/2021
61	22408	A/2018/5400/MMG/SGG	T CONNET GROUP SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	14/08/2018	13/08/2021
62	22418	A2018/5396/MMG/SGG	SOCIETE MINIERE DE SIGUIRI SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	14/08/2018	13/08/2021
63	22419	A2018/5397/MMG/SGG	SOCIETE MINIERE DE SIGUIRI SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	14/08/2018	13/08/2021
64	22443	A2018/5740/MMG/SGG	ALAMAKO CORPORATION INTERNATIONAL SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	12/09/2018	11/09/2021
65	22446	A2018/5739/MMG/SGG	SHENG RONG MINNING DEVELOPEMENT SARL	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	12/09/2018	05/06/2020
66	22447	A2018/5668/MMG/SGG	ENTREPRISE DE CONSTRUCTION & DE GESTION IMMOBILIERE JKD/MULTIPRESTATIONS SARL (100%)	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	11/09/2018	10/09/2020
67	22451	A2018/5738/MMG/SGG	SOCIETE KANFING MINING SAS	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	12/09/2018	11/09/2021
68	22461	A2018/7966/MMG/SGG	HUNG SHENG FEI GROUP SA (100%)	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	23/11/2018	22/11/2020
69	22472	A2018/7857/MMG/SGG	KABALABA MINING SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	16/11/2018	15/11/2021
70	22489	A2018/7859/MMG/SGG	CHINE HAOXIANG MINING CO.LTD-SARL (100%)	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	16/11/2018	15/11/2020
71	22492	A2018/7850/MMG/SGG	GROUPE INTERNATIONAL SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	15/11/2018	14/11/2021
72	22493	A2018/7963/MMG/SGG	BASE METAL GUINEA SARLU (100%)	PR-I (Métaux de Base)	Titane	Demande de Renouvellement	23/11/2018	22/11/2021
73	22494	A2018/7964/MMG/SGG	BASE METAL GUINEA SARLU (100%)	PR-I (Métaux de Base)	Nickel	Demande de Renouvellement	23/11/2018	22/11/2021
74	22495	A2018/7965/MMG/SGG	BASE METAL GUINEA SARLU (100%)	PR-I (Métaux de Base)	Vanadium	Demande de Renouvellement	23/11/2018	22/11/2021
75	22533	A/2018/8280/MMG/SGG	SOCIETE GROUPE DURAC SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	20/12/2018	19/12/2021
76	22543	A2019/094/MMG/SGG	PAMAKO NEGOCES PRESTATIONS &	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	31/01/2019	30/01/2021

N°	Code	Ancien Code	Parties	Type	Substances	Statut	Date d'Octroi	Date de Fin de Validité
			CONSTRUCTION SARLU (100%)					
77	22545	A2019/140/MMG	SOCIETE DJOMA HOLDING MINING GUINEE SARL (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	04/02/2019	03/02/2022
78	22546	A2019/600/MMG	SOCIETE KOUROUSSA MINING CORP-SARLU (100%)	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	26/02/2019	25/02/2022
79	22552	A2019/186/MMG	ENTREPRISE BANA MINING & BUSINESS MANAGEMENT	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	05/02/2019	04/02/2022
80	22558	A2019/187/MMG	SOCIETE GUINEENNE DE BUSINESS EQUIPEMENT & CONSTRUCTION SARL	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	05/02/2019	04/02/2021
81	22559	A2019/127/MMG/SGG	SOCIETE TIGONG SARLU	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	04/01/2019	29/12/2022
82	22584	A/2019/3942/MMG	KB BAUXITE GUINEE SARLU	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	07/06/2019	06/06/2022
83	22588	A2019/1158/MMG	W W MINING SARL	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	09/04/2019	08/04/2021
84	22589	A2019/1155/MMG	CARRIERE DE L'EMERGENCE SA	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	09/04/2019	08/04/2021
85	22612	A2019/3280/MMG/SGG	NIMBA GOLD SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	23/05/2019	22/05/2022
86	22620	A 2019/3924/ MMG	UNIVERSAL MINING SARLU	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	06/06/2019	05/06/2022
87	22625	A2019/5184/MMG	SOCIETE AMINE MINING GUINEE SARL (100%)	PR-I (Diamant et Pierres Gemmes)	Diamant	Demande de Renouvellement	06/08/2019	05/08/2022
88	22634	A/2019/3948/MMG	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	07/06/2019	06/06/2021
89	22640	A2019/4201/MMG/SGG	SOCIETE GROUPE CIRE MADY SA	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	26/06/2019	25/06/2022
90	22642	A2019/4241/MMG	GROUPE SOGUIREFEL - BETON-MOULE-INDUSTRIEL GUINEE SARL	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	27/06/2019	26/06/2021
91	22654	A/2019/4250/MMG	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE - SUCC	AECPM	Laterite	Demande de Renouvellement	27/06/2019	26/06/2021
92	22663	A2019/4261/MMG	SWR INTERNATIONAL SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	27/06/2019	25/07/2022
93	22673	A2019/4259/MMG	SOCIETE GUI-APPRO SARL	PR-I (Fer)	Fer	Demande de Renouvellement	27/06/2019	26/06/2022
94	22679	A/2019/4621/MMG	SOCIETE GEFECO SARL	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	16/07/2019	15/07/2021
95	22681	A2019/4618/MMG	SOCIETE ZHUANG MINING SA	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	16/07/2019	15/07/2022
96	22694	A2019/5785/MMG/SGG	GOLDEN GUINEA RESOURCES	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	03/10/2019	02/10/2022
97	22704	A2019/5549/MMG	SOCIETE D'EXPLOITATION DES MATIERES PRECIEUSES SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	10/09/2019	09/09/2022
98	22707	A2019/5790/MMG	SOCIETE PELFACO GUINEA LIMITED S.A	PR-I (Bauxite)	Bauxite	Demande de Renouvellement	03/10/2019	02/10/2022
99	22713	A2019/5803/MMG	SOCIETE AKM GUINEE SARLU	PR-I (Fer)	Fer	Demande de Renouvellement	04/10/2019	03/10/2022
100	22717	A2019/6160/MMG/SGG	SOCIETE GUINEO MALIENNE D'OR SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	06/11/2019	05/11/2022
101	22718	A2019/6159/MMG/SGG	SOCIETE GUINEO MALIENNE D'OR SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	06/11/2019	05/11/2022

N°	Code	Ancien Code	Parties	Type	Substances	Statut	Date d'Octroi	Date de Fin de Validité
102	22722	A/2020/2270	FIRST METAL SARLU	PR-I (Fer)	Fer	Demande de Renouvellement	05/08/2020	04/08/2023
103	22725	A2019/5976/MMG	SOCIETE DINGSHENG SARL	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	23/10/2019	22/10/2021
104	22726	A2019/6163/MMG/SGG	XINJIANG TBEA GROUP CO.LTD	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	06/11/2019	05/11/2022
105	22744	AT/2020/003/MMG/DNM	GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONALE HENAN-CHINE-GUINEE-SA	AECT	Granite	Demande de Renouvellement	17/09/2019	16/03/2020
106	22780	A2019/6750/MMG/SGG	SOCIETE GROUPE CIRE MADY SA	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	20/12/2019	19/12/2022
107	22781	A2019/6749/MMG/SGG	SOCIETE GCM MINING SARL	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	20/12/2019	19/12/2022
108	22800	A2020/077/MMG	SOCIETE NOVO MINES SARLU	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	17/01/2020	16/01/2023
109	22818	A2020/476/MMG/SGG	SOCIETE GROUPE NATIONAL POUR LE DEVELOPPEMENT EN GUINEE	PR-I (Or)	Or	Demande de Renouvellement	17/02/2020	16/02/2023
110	22821	A2020/290/MMG/SGG	SOCIETE SAM SARL	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	29/01/2020	28/01/2022
111	22853	A2020/1139/MMG/SGG	SOCIETE YI DA SARL	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	10/04/2020	09/04/2022
112	22865	A2020/1533/MMG/SGG	SOCIETE TIGONG SARLU	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	15/05/2020	14/05/2022
113	22953	A2020/2281/MMG/SGG	GROUPEMENT BEGEC TRAVAUX GIE	AECPM	Dolorite	Demande de Renouvellement	05/08/2020	04/08/2022
114	23073	AUT_2021_011/MMG/DNM	SOCIETE MINIERE DE COBILY SARL	AR	Or	Demande de Renouvellement	15/03/2021	14/09/2021
115	23089	A2021/715/MMG/SGG	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE SARLU	AECPM	Granite	Demande de Renouvellement	20/04/2021	19/04/2023
116	23387	AT/2022/023/MMG/DNM	ORIENTAL INVESTISSEMENT & DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE SARL	AECT	Dolorite	Demande de Renouvellement	18/06/2022	17/12/2022
117	23389	A2022/033/MMG/DNM	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	AR	Lithium	Demande de Renouvellement	02/07/2022	01/01/2023
118	23409	A2022/047/MMG/DNM	SOCIETE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	AR	Lithium	Demande de Renouvellement	11/08/2022	10/02/2023
119	23412	AT/2022/067/MMG/DNM	KLIMANDJARO TRADING COMPANY- SARLU	AR	Or	Demande de Renouvellement	12/08/2022	11/02/2023

Source : CPDM

Annexe 7 : Contrats et conventions minières publiées

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
1	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9254500989/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4822/4822-winning-consortium-sau-lexploitation-du-minerai-de-fer-des-blocs-1-2-du-simandou-convention-de-base-2020.pdf	Français	Iron Ore	Exploitation Permit/License	2020-06-09	Winning Consortium Simandou SAU
2	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0641239644/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4820/4820-winning-consortium-simandou-sau-levacuation-du-minerai-de-fer-des-blocs-1-2-du-simandou-convention-relative-aux-infrastructures-portuaires-2020.pdf	Français	Iron Ore	Other	2020-10-19	Winning Consortium Simandou SAU
3	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5043080054/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4819/4819-winning-consortium-simandou-sau-levacuation-du-minerai-de-fer-des-blocs-1-2-du-simandou-convention-relative-aux-infrastructures-ferroviaires-2020.pdf	Français	Iron Ore	Autre	2020-11-12	Winning Consortium Simandou SAU
4	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6177258678/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4817/4817-smfg-euronimba-pour-lexploitation-des-gisements-de-fer-des-monts-nimba-convention-de-concession-mini-ere-amendee-et-consolidee-2019.pdf	Français	Iron	Concession Agreement	2019-09-18	Euronimba Ltd.; Société des Mines de Fer de Guinée
5	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2995983040/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/3599/3599-winning-consortium-alumina-pteltd-winning-consortium-alumina-guinea-sa-exploration-permitlicense-2018.pdf	Français	Alumina	Other	2018-11-26	Winning Consortium Alumina PTE.LTD; Winning Consortium Alumina Guinea S.A
6	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8055683009/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/3597/3597-societe-mini-ere-de-boke-exploration-permitlicense-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2018-11-26	Société Minière de Boké
7	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2095504636/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/3600/3600-societe-mini-ere-de-boke-winning-consortium-alumina-pteltd-winning-consortium-alumina-guinea-sa-convention-ferroviaire-de-santo-ii-et-de-houda-2018.pdf	Français	Bauxite	Other	2018-11-26	Société Minière de Boké; Winning Consortium Alumina PTE.LTD; Winning Consortium Alumina Guinea S.A
8	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4998313193/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/2870/2870-	Français	Bauxite	Exploitation Permit/License	2018-01-01	Dynamic Mining; International Gulf ZFC

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
9	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5699672631/view	Main	dynamic-mining-international-gulf-zfc-exploitation-permitlicense-2018.pdf https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2916/2916-chalco-guinea-company-sa-societe-portuaire-chalco-hong-kong-limited-convention-miniére-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2018-06-08	Chalco Guinea Company S.A; Société Portuaire; Chalco Hong Kong Limited
10	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0789497252/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2917/2917-chalco-guinea-company-sa-societe-portuaire-chalco-hong-kong-limited-annexe-convention-miniére-2018.pdf	Français	Bauxite	Contract Annex	2018-06-08	Chalco Guinea Company S.A; Société Portuaire; Chalco Hong Kong Limited
11	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7227443979/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3349/3349-la-societe-des-bauxites-de-guine-sbg-bauxite-and-alumina-nv-convention-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2018-05-14	La Société des Bauxites de Guinée; SBG Bauxite and Alumina N.V.
12	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3622819596/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3598/3598-bauxite-kimbo-sau-bauxite-kimbo-limited-exploration-permitlicense-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2018-12-17	Bauxite Kimbo S.A.U; Bauxite Kimbo Limited
13	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0842187625/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3098/3098-guinean-evergreen-mining-intelligence-sa-tbea-group-co-ltd-concession-agreement-2017.pdf	Français	Bauxite-Aluminum	Concession Agreement	2017-12-30	Guinea Evergreen Mining Intelligence SA; TBEA Co Ltd
14	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1880406409/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2715/2715-convention-de-base-pour-l'exploitation-des-gisements-dor-de-la-prefecture-de-mandiana.pdf	Français	Gold; Silver	Concession Agreement	2016-12-19	Société des Mines de Mandiana; Avocet Mining; Managem
15	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4510320857/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/4906/4906-societe-des-mines-de-mandiana-avocet-mining-managem-trik-contract-annex-2016.pdf	Français	Gold; Silver	Contract Annex	2016-12-19	Société des Mines de Mandiana; Avocet Mining; Managem
16	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8002546923/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2716/2716-convention-de-base-pour-l'exploitation-des-gisements-de-bauxite-de-bel-air.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2016-02-01	Alufer Mining; Alufer Mining Limited
17	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4258574838/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2717/2717-etude-d'impact-environnemental-et-social-esia.pdf	Français	Bauxite		2016-02-01	Alufer Mining; Alufer Mining Limited

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
18	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9173482252/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2813/2813-alufer-mining-alufer-mining-limited-bel-air-mining-annexe-fiscale-annexes-e-et-f-2016.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement; Contract Annex	2016-02-01	Alufer Mining
19	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4817875899/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/4410/4410-alcan-holdings-switzerland-ag-aluminium-pechiney-via-halco-mining-inc-compagnie-de-bauxite-de-guinee-concession-2015.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2015-01-15	Alcan Holdings Switzerland AG; Aluminium Pechiney via Halco (Mining) Inc.; Compagnie de Bauxite de Guinée
20	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2269582291/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/719/719-gac-avenant-2-guinee-2013.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement; Contract Amendment	2013-11-24	Guinea Alumina Corporation; Mubadala; Dubai
21	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2771733988/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/1820/1820-guinea-cpi-mining-convention-2013.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2013-09-06	China Power Investment Corporation
22	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2396569119/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/901/901-simfer-accord-guinee-2011.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement	2011-04-22	Simfer S.A.; Rio Tinto
23	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4606247360/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/6015/6015-simfer-sa-rio-tinto-blocks-3-and-4-non-technical-environmental-and-social-summary-2024.pdf	Français	Iron Ore			Simfer S.A.; Rio Tinto
24	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8033884916/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/847/847-amc-convention-2010-non-ratifie-guinee.pdf	Anglais	Bauxite	Concession Agreement	2010-06-08	Alliance Mining Commodities
25	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7087857453/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/726/726-amc-convention-2010-avenant-no-1-guinee.pdf	Français	Bauxite	Contract Amendment	2014-06-30	Alliance Mining Commodities
26	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9016560520/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/728/728-amc-convention-guinee.pdf	Français	Bauxite	Contract Amendment	2014-06-30	Alliance Mining Commodities
27	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5003575897/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/727/727-amc-convention-annexes-a-lavenant-2014-guinee.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement; Contract Annex	2010-11-12	Alliance Mining Commodities
28	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6749062117/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/846/846-amc-convention-2010-annexes-guinee.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement; Contract Annex	2010-06-30	Alliance Mining Commodities
29	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2927931073/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2867/2867-amc-alliance-mining-commodities-concession-avenant-2-2017.pdf	Français	Bauxite	Contract Amendment	2017-12-18	Alliance Mining Commodities

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
30	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9642814017/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/853/853-imd-guinee-2010.pdf	Anglais	Bauxite	Concession Agreement	2010-06-30	International Mining Development;Lissa Mining
31	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2962312827/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/935/935-imd-convention-english.pdf	Anglais	Bauxite	Concession Agreement	2010-06-01	Lissa Mining Services Company Limited;International Mining Development S.A.
32	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4483792440/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/860/860-gac-annex-3-guinee-2010.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	2010-05-14	Guinea Alumina Corporation;Guinea Alumina
33	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2774693704/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/863/863-cbg-gac-operations-contract-guinee-2006.pdf	Français	Bauxite		2010-05-14	Guinea Alumina Corporation;Guinea Alumina;Compagnie des Bauxites de Guinee
34	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9593916956/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/899/899-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-bellzone-holdings-pty-ltd-kalia-concession-2010.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement	2010-08-04	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd
35	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9563208602/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/4385/4385-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-bellzone-holdings-pty-ltd-kalia-annex-2010.pdf	Français	Iron Ore	Contract Annex	2010-08-04	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd
36	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8318539163/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/4386/4386-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-bellzone-holdings-pty-ltd-kalia-annex-7-2010.pdf	Français	Iron Ore	Contract Annex	2010-08-04	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd
37	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5618674336/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/897/897-bellzone-holdings-annex7-guinee-2010.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement;Contract Annex	2010-05-31	Bellzone Mining Plc;Bellzone Holdings Pty Ltd
38	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2635755922/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/898/898-bellzone-holdings-annex1256-guinee-2010.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement;Contract Annex	2010-06-17	Bellzone Mining Plc
39	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1601150827/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2869/2869-kalia-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-avenant-1-2017.pdf	Français	Iron Ore	Contract Amendment	2017-10-31	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd
40	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6179905611/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/896/896-bellzone-mining-kalia-concession-annex-2010.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement;Contract Annex	2010-04-16	Bellzone Mining

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
41	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1432977950/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/892/892-helalin-annulation-permis-guinee-2010.pdf	Français	Bauxite;Gold	Contract Amendment	2010-06-23	Helalin SA;USA Gold Mines Guinee Ltd.;Bauxite Angola Guinee SA;Hubble Holding Ltd. SA
42	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0921285528/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/861/861-gac-annex-7-guinee-2010.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	2010-05-14	Guinea Alumina Corporation;Guinea Alumina
43	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7382402375/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/848/848-zogota-convention.pdf	Anglais	Iron Ore	Concession Agreement	2010-04-12	BSG Resources;BSG Resources (Guinea) Limited
44	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4935777771/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/938/938-zogota-convention-english.pdf	Anglais	Iron Ore	Concession Agreement	2009-11-30	BSG Resources (Guinea) Limited;BSG Resources (Guinea) SARL
45	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8606873912/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/852/852-cdm-chine-guinee.pdf	Français	Aluminum;Bauxite	Concession Agreement		Compagnie de Développement des Mines Internationales Henan - Chine / Guinée;La Société de Développement des Mines Internationales du Henan, SA
46	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9306677863/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3601/3601-compagnie-de-developpement-des-mines-internationales-henan-chine-guinee-la-societe-de-developpement-des-mines-internationales-du-henan-sa-cdm-conventi....pdf	Français	Aluminum;Bauxite	Exploitation Permit/License	2018-12-17	Compagnie de Développement des Mines Internationales Henan;La Société de Développement des Mines Internationales du Henan
47	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6904959112/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/915/915-cbg-globalalumina-guinee-2006.pdf	Français	Bauxite	Contract Amendment	2006-01-13	Compagnie des Bauxites de Guinée;Global Alumina Corporation Ltd
48	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0628604071/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2868/2868-gac-guinea-alumina-corporation-sa-guinea-alumina-corporation-ltd-accord-transactionnel-2018.pdf	Français	Bauxite	Accord Transactionnel	2018-08-30	Compagnie des Bauxites de Guinée;Global Alumina Corporation Ltd
49	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0737892348/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/864/864-cbg-gac-accord-tripartite-guinee-2006.pdf	Français	Aluminum;Bauxite	Concession Agreement	2006-01-13	Global Alumina Corporation Ltd;La Compagnie des Bauxites de Guinée;Halco (Mining) Inc.
50	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8078738904/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/924/924-fria-decret-de-privatisation-2006.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Other	2008-06-03	Rusal

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
51	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9669096564/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/855/855-gac-amendement-1-guinee-2005.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Amendment	2005-05-16	Guinea Alumina Corporation;Global Alumina
52	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7718448031/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/859/859-gac-concession-decree-guinee-2005.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Exploitation Permit/License	2005-11-22	Global Alumina Corporation
53	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0855371527/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/862/862-cbg-gac-convention-ratification-guinee-2005.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	2005-07-04	Guinea Alumina Corporation;Global Alumina
54	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4942070282/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/893/893-helalin-guinee-2005.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement	2005-02-12	Third Party Logistics Trade
55	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6800054916/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/876/876-kabata-guinee-2005.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement	2005-11-22	Alcoa;Alcan;Rio Tinto
56	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0484705559/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2729/2729-compagnie-des-bauxites-de-guinee-concession-2005.pdf	Français	Bauxite	Contract Amendment	2005-11-22	Compagnie des Bauxites de Guinée
57	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0616817020/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/856/856-gac-guinee-2004.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement	2004-10-15	Guinea Alumina Corporation;Global Alumina
58	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9628733185/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/934/934-gac-decret-de-concession-english.pdf	Anglais	Aluminum;Bauxite	Concession Agreement		Global Alumina
59	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7608740185/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/933/933-gac-convention-english.pdf	Anglais	Aluminum;Bauxite	Concession Agreement	2004-10-15	Guinea Alumina Corporation Ltd;Global Alumina
60	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3091034155/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/932/932-gac-convention-amendement-no-1-english.pdf	Anglais	Aluminum;Bauxite	Concession Agreement;Contract Amendment		Guinea Alumina Corporation Ltd;Global Alumina
61	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2159924071/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/911/911-euronimba-guinee-2003.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement	2003-04-25	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba
62	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0725247752/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/914/914-euronimba-ratification-guinee-2003.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement	2003-05-30	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba
63	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1653821228/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/912/912-euronimba-annexes-guinee-2003.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement;Contract Annex	2005-01-04	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba
64	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6677014369/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/910/910-euronimba-concession-guinee-2003.pdf	Anglais	Iron Ore	Exploitation Permit/License	2003-07-29	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
65	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3437474455/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/895/895-semafo-guinee-2002.pdf	Français	Gold;Silver	Concession Agreement	2002-04-02	SEMAFO Guinee;ONA
66	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6187166467/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/903/903-simfer-guinee-2002.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement	2002-11-26	SIMFER;Rio Tinto
67	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0925073922/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/1821/1821-guinea-simandou-south-conventions-amended-and-consolidated-version-of-the-convention-de-base-2014.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement	2014-05-22	SIMFER;Rio Tinto
68	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6237477089/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/1822/1822-guinea-simandou-south-conventions-bot-convention-2014.pdf	Français	Iron Ore	Concession Agreement	2014-05-22	SIMFER;Rio Tinto;L'Exploitant des Infrastructures
69	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5738530463/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/902/902-simfer-accord-annexes-guinee-2011.pdf	Anglais	Iron Ore	Concession Agreement;Contract Annex	2003-02-03	SIMFER;Rio Tinto
70	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7212601903/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/894/894-cobad-guinee-2001.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement	2001-07-21	Compagnie des Bauxites de Dian-Dian;Rusal
71	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8001318248/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/939/939-cobad-convention-annexe-11-non-ratifie.pdf	Anglais	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	2014-04-12	Compagnie des Bauxites de Dian-Dian
72	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3988663064/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2815/2815-compagnie-des-bauxites-de-kindia-rusal-cbk-concession-avenant-n-1-2017.pdf	Français	Bauxite	Contract Amendment	2017-07-21	Compagnie des Bauxites de Dian-Dian;Rusal
73	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5350724796/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/4821/4821-russal-trading-house-annexe-12-a-la-convention-de-concession-miniére-du-21-juillet-2001-pour-la-production-de-bauxite-et-dalumine-de-dian-dian-2016.pdf	Français	Bauxite	Contract Annex	2016-04-20	United Company RUSAL Trading House
74	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2372332812/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/927/927-fria-contrat-de-location-gerance-acg-2000.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement	2000-03-01	Alumina Company of Guinea;Reynolds Metals Company;Friguia
75	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9112931197/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/904/904-rousski-alumini-concession-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2000-11-03	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
76	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3303812608/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/906/906-cbk-volume-ii-infrastructures-guinee-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2000-03-11	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
77	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0621960018/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/908/908-cbk-annex-a-guinee-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	2000-10-30	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
78	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2458536233/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/905/905-cbk-convention-annexe-c-guinee-2000.pdf	Anglais	Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	2006-06-07	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
79	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2096071243/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/907/907-cbk-accord-annexe-c-guinee-2000.pdf	Anglais	Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	2008-05-29	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
80	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8052316867/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2816/2816-compagnie-des-bauxites-de-kindia-rusal-cbk-annexe-1-regime-fiscal-et-douanier-de-frigua.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Contract Annex	2017-04-07	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
81	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3240944164/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/909/909-cbk-ratification-guinee-2000.pdf	Français	Bauxite		2001-09-18	Rousski Alumini
82	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3032468364/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-west-2.amazonaws.com/2730/2730-compagnie-des-bauxites-de-kindia-exploitation-license-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	2000-11-03	Compagnie des Bauxites de Kindia
83	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3612985124/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/937/937-sag-convention-english.pdf	Anglais	Gold	Concession Agreement	1993-11-11	Societe Aurifere de Guineegui;Golden Shamrock;Anglogold Ashanti
84	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8820234307/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/858/858-sag-amendment-1-guinee-2005.pdf	Français	Gold;Silver	Concession Agreement;Contract Amendment	2005-07-25	Anglogold Ashanti;Societe Aurifere de Guinee;Golden Shamrock Mines Limited;Chevaning Mining Company Limited
85	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9115310768/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/857/857-sag-guinee-1992.pdf	Anglais	Gold;Silver	Concession Agreement	1993-11-11	Golden Shamrock;Chevaning Mining;Societe Aurifere de Guinee
86	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2707180369/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2814/2814-golden-shamrock-chevaning-mining-societe-aurifere-de-guinee-sag-concession-convention-revisee-et-consolidee-2016.pdf	Français	Gold;Silver	Contract Amendment	2016-06-28	Societe Aurifere de Guinee;Golden Shamrock;Anglogold Ashanti
87	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9145827406/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/936/936-sag-convention-amendment-1-english.pdf	Anglais	Gold;Silver	Concession Agreement;Contract Amendment	2007-01-07	Societe Aurifere de Guinee;Golden Shamrock;Anglogold Ashanti

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
88	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2461556641/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/928/928-sbdt-convention.pdf	Anglais	Alumina;Bauxite	Concession Agreement	1992-09-07	Société de Bauxite de Dabola-Tougué;Republique d'Iran
89	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2401833289/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/851/851-smd-guinee-1990.pdf	Français	Gold;Silver	Concession Agreement	1990-05-09	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Nordgold
90	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7040396335/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/850/850-smd-amendment-2-guinee-2006.pdf	Français	Gold;Silver	Concession Agreement;Contract Amendment	2006-06-29	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Crewgold
91	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9201648630/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/849/849-smd-amendment-1-guinee-1993.pdf	Français	Gold;Silver	Concession Agreement;Contract Amendment	1993-10-23	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Kenor;Serem
92	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2768083178/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2812/2812-avenant-3-a-la-convention-de-base-de-la-societe-miniire-de-dinguiraye-smd.pdf	Français	Gold;Silver	Contract Amendment	2018-01-22	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Nordgold
93	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9399783777/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/923/923-fria-avenant-1973.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Amendment	1973-02-10	Pechiney
94	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6822122534/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/926/926-fria-avenant-1973-nouvel-article-8.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Contract Amendment	1987-06-11	Pechiney
95	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5307724746/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/925/925-fria-avenant-1973-amendement.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Amendment	1975-03-15	Pechiney
96	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3240717431/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/922/922-fria-avenant-1973-annexes.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	1973-06-20	Pechiney
97	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6562585363/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/917/917-cbg-guinee-1963.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement	1963-10-01	Compagnie des Bauxites de Guinée;Halco
98	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7468099467/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/916/916-cbg-1963-amendement-guinee-2001.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement;Contract Amendment	2002-06-11	Compagnie des Bauxites de Guinée;Halco
99	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4278971256/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/918/918-cbg-guinee-1964.pdf	Français	Bauxite	Exploitation Permit/License	1964-06-23	Compagnie des Bauxites de Guinée;Halco
100	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6473088962/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/919/919-halco-mining-inc-concession-amendment-2005.pdf	Français	Bauxite	Concession Agreement;Contract Amendment	2005-11-22	Halco (Mining) Inc.
101	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4449736548/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/921/921-fria-convention-1958.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement	1958-02-05	Compagnie Internationale pour la Production de l'Alumine

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
102	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4170419959/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/920/920-fria-annexe-fiscale-frialco-1995.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Concession Agreement;Contract Annex	1995-02-21	Pechiney
103	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2682648036/view	Supporting	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4926/4926-rusal-compagnie-internationale-pour-la-production-de-ialumine-friguia-contract-annex-2017.pdf	Français	Alumina;Bauxite	Contract Annex	2017-04-17	Russky Alumin

Annexe 8 : Résultats de rapprochement des données sur la production minière

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
1	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9254500989/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4822/4822-winning-consortium-sau-lexploitation-du-minerai-de-fer-des-blocs-1-2-du-simandou-convention-de-base-2020.pdf	Français	Fer	Exploitation Permit/License	2020-06-09	Winning Consortium Simandou SAU
2	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0641239644/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4820/4820-winning-consortium-simandou-sau-levacuation-du-minerai-de-fer-des-blocs-1-2-du-simandou-convention-relative-aux-infrastructures-portuaires-2020.pdf	Français	Fer	Autre	2020-10-19	Winning Consortium Simandou SAU
3	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5043080054/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4819/4819-winning-consortium-simandou-sau-levacuation-du-minerai-de-fer-des-blocs-1-2-du-simandou-convention-relative-aux-infrastructures-ferroviaires-2020.pdf	Français	Fer	Autre	2020-11-12	Winning Consortium Simandou SAU
4	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6177258678/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4817/4817-smfg-euronimba-pour-lexploitation-des-gisements-de-fer-des-monts-nimba-convention-de-concession-miniére-amendée-et-consolidée-2019.pdf	Français	Fer	Concession	2019-09-18	Euronimba Ltd.; Société des Mines de Fer de Guinée
5	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2995983040/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/3599/3599-winning-consortium-alumina-pteltd-winning-consortium-alumina-guinea-sa-exploration-permitlicense-2018.pdf	Français	Alumine	Autre	2018-11-26	Winning Consortium Alumina PTE.LTD; Winning Consortium Alumina Guinea S.A
6	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8055683009/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/3597/3597-societe-miniére-de-boke-exploration-permitlicense-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession	2018-11-26	Société Minière de Boké
7	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2095504636/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/3600/3600-societe-miniére-de-boke-winning-consortium-alumina-pteltd-winning-consortium-alumina-guinea-sa-convention-ferroviaire-de-santo-ii-et-de-houda-2018.pdf	Français	Bauxite	Autre	2018-11-26	Société Minière de Boké; Winning Consortium Alumina PTE.LTD; Winning Consortium Alumina Guinea S.A

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
8	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4998313193/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2870/2870-dynamic-mining-international-gulf-zfc-exploitation-permitlicense-2018.pdf	Français	Bauxite	Exploitation Permit/License	2018-01-01	Dynamic Mining;International Gulf ZFC
9	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5699672631/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2916/2916-chalco-guinea-company-sa-societe-portuaire-chalco-hong-kong-limited-convention-miniere-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession	2018-06-08	Chalco Guinea Company S.A;Société Portuaire;Chalco Hong Kong Limited
10	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0789497252/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2917/2917-chalco-guinea-company-sa-societe-portuaire-chalco-hong-kong-limited-annexe-convention-miniere-2018.pdf	Français	Bauxite	Contrat Annex	2018-06-08	Chalco Guinea Company S.A;Société Portuaire;Chalco Hong Kong Limited
11	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7227443979/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3349/3349-la-societe-des-bauxites-de-guine-sbg-bauxite-and-alumina-nv-convention-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession	2018-05-14	La Société des Bauxites de Guinée;SBG Bauxite and Alumina N.V.
12	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3622819596/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3598/3598-bauxite-kimbo-sau-bauxite-kimbo-limited-exploration-permitlicense-2018.pdf	Français	Bauxite	Concession	2018-12-17	Bauxite Kimbo S.A.U;Bauxite Kimbo Limited
13	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0842187625/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3098/3098-guinean-evergreen-mining-intelligence-sa-tbea-group-co-ltd-concession-agreement-2017.pdf	Français	Bauxite-Alumine	Concession	2017-12-30	Guinea Evergreen Mining Intelligence SA;TBEA Co Ltd
14	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1880406409/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2715/2715-convention-de-base-pour-l'exploitation-des-gisements-dor-de-la-prefecture-de-mandiana.pdf	Français	Or-Argent	Concession	2016-12-19	Société des Mines de Mandiana;Avocet Mining;Managem
15	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4510320857/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/4906/4906-societe-des-mines-de-mandiana-avocet-mining-managem-trik-contract-annex-2016.pdf	Français	Or-Argent	Contrat Annex	2016-12-19	Société des Mines de Mandiana;Avocet Mining;Managem
16	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8002546923/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2716/2716-convention-de-base-pour-l'exploitation-des-gisements-de-bauxite-de-bel-air.pdf	Français	Bauxite	Concession	2016-02-01	Alufer Mining;Alufer Mining Limited
17	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4258574838/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2717/2717-	Français	Bauxite		2016-02-01	Alufer Mining;Alufer Mining Limited

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
			etude-dimpact-environnemental-et-social-esia.pdf					
18	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9173482252/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2813/2813-alufer-mining-alufer-mining-limited-bel-air-mining-annexe-fiscale-annexes-e-et-f-2016.pdf	Français	Bauxite	Concession ; Contrat annexe	2016-02-01	Alufer Mining
19	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4817875899/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/4410/4410-alcan-holdings-switzerland-ag-aluminium-pechiney-via-halco-mining-inc-compagnie-de-bauxite-de-guinee-concession-2015.pdf	Français	Bauxite	Concession	2015-01-15	Alcan Holdings Switzerland AG;Aluminium Pechiney via Halco (Mining) Inc.;Compagnie de Bauxite de Guinée
20	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2269582291/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/719/719-gac-avenant-2-guinee-2013.pdf	Français	Bauxite	Concession ; Contrat avenant	2013-11-24	Guinea Alumina Corporation;Mubadala;Dubal
21	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2771733988/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/1820/1820-guinea-cpi-mining-convention-2013.pdf	Français	Bauxite	Concession	2013-09-06	China Power Investment Corporation
22	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2396569119/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/901/901-simfer-accord-guinee-2011.pdf	Français	Fer	Concession	2011-04-22	Simfer S.A.;Rio Tinto
23	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4606247360/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/6015/6015-simfer-sa-rio-tinto-blocks-3-and-4-non-technical-environmental-and-social-summary-2024.pdf	Français	Fer			Simfer S.A.;Rio Tinto
24	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8033884916/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/847/847-amc-convention-2010-non-ratifie-guinee.pdf	Anglais	Bauxite	Concession	2010-06-08	Alliance Mining Commodities
25	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7087857453/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/726/726-amc-convention-2010-avenant-no-1-guinee.pdf	Français	Bauxite	Contrat avenant	2014-06-30	Alliance Mining Commodities
26	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9016560520/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/728/728-amc-convention-guinee.pdf	Français	Bauxite	Contrat avenant	2014-06-30	Alliance Mining Commodities
27	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5003575897/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/727/727-amc-convention-annexes-a-lavenant-2014-guinee.pdf	Français	Bauxite	Concession ; Contrat annexe	2010-11-12	Alliance Mining Commodities
28	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6749062117/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/846/846-amc-convention-2010-annexes-guinee.pdf	Français	Bauxite	Concession ; Contrat annexe	2010-06-30	Alliance Mining Commodities

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
29	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2927931073/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2867/2867-amc-alliance-mining-commodities-concession-avenant-2-2017.pdf	Français	Bauxite	Contrat avenant	2017-12-18	Alliance Mining Commodities
30	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9642814017/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/853/853-imd-guinee-2010.pdf	Anglais	Bauxite	Concession	2010-06-30	International Mining Development;Lissa Mining
31	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2962312827/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/935/935-imd-convention-english.pdf	Anglais	Bauxite	Concession	2010-06-01	Lissa Mining Services Company Limited;International Mining Development S.A.
32	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4483792440/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/860/860-gac-annex-3-guinee-2010.pdf	Français	Bauxite	Concession ; Contrat Annexe	2010-05-14	Guinea Alumina Corporation;Guinea Alumina
33	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2774693704/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/863/863-cbg-gac-operations-contract-guinee-2006.pdf	Français	Bauxite		2010-05-14	Guinea Alumina Corporation;Guinea Alumina;Compagnie des Bauxites de Guinee
34	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9593916956/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/899/899-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-bellzone-holdings-pty-ltd-kalia-concession-2010.pdf	Français	Fer	Concession	2010-08-04	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd
35	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9563208602/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/4385/4385-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-bellzone-holdings-pty-ltd-kalia-annex-2010.pdf	Français	Fer	Contrat Annex	2010-08-04	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd
36	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8318539163/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/4386/4386-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-bellzone-holdings-pty-ltd-kalia-annex-7-2010.pdf	Français	Fer	Contrat Annex	2010-08-04	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd
37	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5618674336/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/897/897-bellzone-holdings-annex7-guinee-2010.pdf	Français	Fer	Contrat Annex	2010-05-31	Bellzone Mining Plc;Bellzone Holdings Pty Ltd
38	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2635755922/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/898/898-bellzone-holdings-annex1256-guinee-2010.pdf	Français	Fer	Contrat Annex	2010-06-17	Bellzone Mining Plc
39	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1601150827/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2869/2869-kalia-bellzone-mining-bellzone-holdings-sa-avenant-1-2017.pdf	Français	Fer	Contrat Annex	2017-10-31	Bellzone Mining;Bellzone Holdings S.A.;Bellzone Holdings Pty Ltd

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
40	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6179905611/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/896/896-bellzone-mining-kalia-concession-annex-2010.pdf	Français	Fer	Contrat Annex	2010-04-16	Bellzone Mining
41	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1432977950/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/892/892-helalin-annulation-permis-guinee-2010.pdf	Français	Bauxite ; Or	Contrat avenant	2010-06-23	Helalin SA;USA Gold Mines Guinee Ltd.;Bauxite Angola Guinee SA;Hubble Holding Ltd. SA
42	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0921285528/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/861/861-gac-annex-7-guinee-2010.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Annexe	2010-05-14	Guinea Alumina Corporation;Guinea Alumina
43	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7382402375/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/848/848-zogota-convention.pdf	Anglais	Fer	Concession	2010-04-12	BSG Resources;BSG Resources (Guinea) Limited
44	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4935777771/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/938/938-zogota-convention-english.pdf	Anglais	Fer	Concession	2009-11-30	BSG Resources (Guinea) Limited;BSG Resources (Guinea) SARL
45	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8606873912/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/852/852-cdm-chine-guinee.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession		Compagnie de Développement des Mines Internationales Henan - Chine / Guinée;La Société de Développement des Mines Internationales du Henan, SA
46	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9306677863/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/3601/3601-compagnie-de-developpement-des-mines-internationales-henan-chine-guinee-la-societe-de-developpement-des-mines-internationales-du-henan-sa-cdm-conventi....pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Exploitation Permit/License	2018-12-17	Compagnie de Développement des Mines Internationales Henan;La Société de Développement des Mines Internationales du Henan
47	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6904959112/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/915/915-cbg-globalalumina-guinee-2006.pdf	Français	Bauxite	Contrat Avenant	2006-01-13	Compagnie des Bauxites de Guinée;Global Alumina Corporation Ltd
48	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0628604071/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2868/2868-gac-guinea-alumina-corporation-sa-guinea-alumina-corporation-ltd-accord-transactionnel-2018.pdf	Français	Bauxite	Accord Transactionnel	2018-08-30	Compagnie des Bauxites de Guinée;Global Alumina Corporation Ltd
49	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0737892348/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/864/864-cbg-gac-accord-tripartite-guinee-2006.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession	2006-01-13	Global Alumina Corporation Ltd;La Compagnie des Bauxites

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
								de Guinee;Halco (Mining) Inc.
50	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8078738904/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/924/924-fria-decret-de-privatisation-2006.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Autre	2008-06-03	Rusal
51	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9669096564/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/855/855-gac-amendement-1-guinee-2005.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Avenant	2005-05-16	Guinea Alumina Corporation;Global Alumina
52	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7718448031/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/859/859-gac-concession-decree-guinee-2005.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Exploitation Permit/License	2005-11-22	Global Alumina Corporation
53	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0855371527/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/862/862-cbg-gac-convention-ratification-guinee-2005.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Annexe	2005-07-04	Guinea Alumina Corporation;Global Alumina
54	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4942070282/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/893/893-helalin-guinee-2005.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession Agreement	2005-02-12	Third Party Logistics Trade
55	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6800054916/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/876/876-kabata-guinee-2005.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession Agreement	2005-11-22	Alcoa;Alcan;Rio Tinto
56	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0484705559/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2729/2729-compagnie-des-bauxites-de-guinee-concession-2005.pdf	Français	Bauxite	Contrat Avenant	2005-11-22	Compagnie des Bauxites de Guinée
57	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0616817020/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/856/856-gac-guinee-2004.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession	2004-10-15	Guinea Alumina Corporation;Global Alumina
58	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9628733185/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/934/934-gac-decret-de-concession-english.pdf	Anglais	Alumine ; Bauxite	Concession		Global Alumina
59	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7608740185/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/933/933-gac-convention-english.pdf	Anglais	Alumine ; Bauxite	Concession	2004-10-15	Guinea Alumina Corporation Ltd;Global Alumina
60	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3091034155/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/932/932-gac-convention-amendement-no-1-english.pdf	Anglais	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Avenant		Guinea Alumina Corporation Ltd;Global Alumina
61	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2159924071/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/911/911-euronimba-guinee-2003.pdf	Français	Fer	Concession	2003-04-25	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba
62	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0725247752/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/914/914-euronimba-ratification-guinee-2003.pdf	Français	Fer	Concession	2003-05-30	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
63	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-1653821228/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/912/912-euronimba-annexes-guinee-2003.pdf	Français	Fer	Concession ; Contrat Annexe	2005-01-04	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba
64	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6677014369/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/910/910-euronimba-concession-guinee-2003.pdf	Anglais	Fer	Exploitation Permit/License	2003-07-29	Societe des Mines de Fer de Guinee;Euronimba
65	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3437474455/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/895/895-semafo-guinee-2002.pdf	Français	Or-Argent	Concession	2002-04-02	SEMAFO Guinee;ONA
66	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6187166467/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/903/903-simfer-guinee-2002.pdf	Français	Fer	Concession	2002-11-26	SIMFER;Rio Tinto
67	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0925073922/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/1821/1821-guinea-simandou-south-conventions-amended-and-consolidated-version-of-the-convention-de-base-2014.pdf	Français	Fer	Concession	2014-05-22	SIMFER;Rio Tinto
68	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6237477089/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/1822/1822-guinea-simandou-south-conventions-bot-convention-2014.pdf	Français	Fer	Concession	2014-05-22	SIMFER;Rio Tinto;L'Exploitant des Infrastructures
69	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5738530463/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/902/902-simfer-accord-annexes-guinee-2011.pdf	Anglais	Fer	Concession ; Contrat Annex	2003-02-03	SIMFER;Rio Tinto
70	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7212601903/view	Main	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/894/894-cobad-guinee-2001.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession Agreement	2001-07-21	Compagnie des Bauxites de Dian-Dian;Rusal
71	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8001318248/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/939/939-cobad-convention-annexe-11-non-ratifie.pdf	Anglais	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Annex	2014-04-12	Compagnie des Bauxites de Dian-Dian
72	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3988663064/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2815/2815-compagnie-des-bauxites-de-kindia-rusal-cbk-concession-avenant-n-1-2017.pdf	Français	Bauxite	Contrat Avenant	2017-07-21	Compagnie des Bauxites de Dian-Dian;Rusal
73	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5350724796/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/4821/4821-russal-trading-house-annexe-12-a-la-convention-de-concession-miniére-du-21-juillet-2001-pour-la-production-de-bauxite-et-dalumine-de-dian-dian-2016.pdf	Français	Bauxite	Contrat Annex	2016-04-20	United Company RUSAL Trading House
74	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2372332812/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/927/927-fria-contrat-de-location-gerance-acg-2000.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession	2000-03-01	Alumina Company of Guinea;Reynolds Metals Company;Friguia

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
75	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9112931197/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/904/904-rousski-alumini-concession-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession	2000-11-03	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
76	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3303812608/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/906/906-cbk-volume-ii-infrastructures-guinee-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession	2000-03-11	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
77	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-0621960018/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/908/908-cbk-annex-a-guinee-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession ; Contrat Annex	2000-10-30	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
78	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2458536233/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/905/905-cbk-convention-annexe-c-guinee-2000.pdf	Anglais	Bauxite	Concession ; Contrat Annex	2006-06-07	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
79	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2096071243/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/907/907-cbk-accord-annexe-c-guinee-2000.pdf	Anglais	Bauxite	Concession ; Contrat Annex	2008-05-29	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
80	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8052316867/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2816/2816-compagnie-des-bauxites-de-kindia-rusal-cbk-annexe-1-regime-fiscal-et-douanier-de-friguia.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Contrat Annex	2017-04-07	Compagnie des Bauxites de Kindia;Rusal
81	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3240944164/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/909/909-cbk-ratification-guinee-2000.pdf	Français	Bauxite		2001-09-18	Rousski Alumini
82	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3032468364/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2730/2730-compagnie-des-bauxites-de-kindia-exploitation-license-2000.pdf	Français	Bauxite	Concession	2000-11-03	Compagnie des Bauxites de Kindia
83	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3612985124/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/937/937-sag-convention-english.pdf	Anglais	Or	Concession	1993-11-11	Societe Aurifere de Guineegui;Golden Shamrock;Anglogold Ashanti
84	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-8820234307/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/858/858-sag-amendment-1-guinee-2005.pdf	Français	Or-Argent	Concession ; Contrat Avenant	2005-07-25	Anglogold Ashanti;Societe Aurifere de Guinee;Golden Shamrock Mines Limited;Chevaning Mining Company Limited
85	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9115310768/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/857/857-sag-guinee-1992.pdf	Anglais	Or-Argent	Concession	1993-11-11	Golden Shamrock;Chevaning Mining;Societe Aurifere de Guinee
86	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2707180369/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/2814/2814-golden-shamrock-chevaning-mining-societe-aurifere-de-guinee-sag	Français	Or-Argent	Contrat	2016-06-28	Societe Aurifere de Guinee;Golden Shamrock;Anglogold Ashanti

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
			concession-convention-revisee-et-consolidee-2016.pdf					
87	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9145827406/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/936/936-sag-convention-amendment-1-english.pdf	Anglais	Or-Argent	Concession ; Contrat Avenant	2007-01-07	Societe Aurifere de Guinee;Golden Shamrock;Anglogold Ashanti
88	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2461556641/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/928/928-sbdt-convention.pdf	Anglais	Alumine ; Bauxite	Concession	1992-09-07	Société de Bauxite de Dabola-Tougué;Republique d'Iran
89	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2401833289/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/851/851-smd-guinee-1990.pdf	Français	Or-Argent	Concession	1990-05-09	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Nordgold
90	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7040396335/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/850/850-smd-amendment-2-guinee-2006.pdf	Français	Or-Argent	Concession ; Contrat Avenant	2006-06-29	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Crewgold
91	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9201648630/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/849/849-smd-amendment-1-guinee-1993.pdf	Français	Or-Argent	Concession ; Contrat Avenant	1993-10-23	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Kenor;Serem
92	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2768083178/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3-us-west-2.amazonaws.com/2812/2812-avenant-3-a-la-convention-de-base-de-la-societe-miniire-de-dinguiraye-smd.pdf	Français	Or-Argent	Contrat Avenant	2018-01-22	Societe Miniere de Dinguiraye;Delta Gold Mining;Nordgold
93	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-9399783777/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/923/923-fria-avenant-1973.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Avenant	1973-02-10	Pechiney
94	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6822122534/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/926/926-fria-avenant-1973-nouvel-article-8.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Contrat Avenant	1987-06-11	Pechiney
95	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-5307724746/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/925/925-fria-avenant-1973-amendement.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession Contrat Avenant	1975-03-15	Pechiney
96	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-3240717431/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/922/922-fria-avenant-1973-annexes.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Annexe	1973-06-20	Pechiney
97	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6562585363/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/917/917-cbg-guinee-1963.pdf	Français	Bauxite	Concession	1963-10-01	Compagnie des Bauxites de Guinée;Halco
98	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-7468099467/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/916/916-cbg-1963-amendement-guinee-2001.pdf	Français	Bauxite	Concession Contrat Avenant	2002-06-11	Compagnie des Bauxites de Guinée;Halco
99	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4278971256/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/918/918-cbg-guinee-1964.pdf	Français	Bauxite	Exploitation Permit/License	1964-06-23	Compagnie des Bauxites de Guinée;Halco

#	Lien document	Type document	PDF URL	Langue	Resource	Type de contrat	Date de signature	Nom sociétés
100	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-6473088962/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi-prod.s3.amazonaws.com/919/919-halco-mining-inc-concession-amendment-2005.pdf	Français	Bauxite	Concession Contrat Avenant	2005-11-22	Halco (Mining) Inc.
101	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4449736548/view	Contrat	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/921/921-fria-convention-1958.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession	1958-02-05	Compagnie Internationale pour la Production de l'Alumine
102	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-4170419959/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/920/920-fria-annexe-fiscale-frialco-1995.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Concession ; Contrat Annexe	1995-02-21	Pechiney
103	https://contrats.mines.gov.gn/contract/ocds-591adf-2682648036/view	Document s de support	https://resourcecontracts-nrgi.s3.us-west-2.amazonaws.com/4926/4926-rusal-compagnie-internationale-pour-la-production-de-ialumine-frigua-contract-annex-2017.pdf	Français	Alumine ; Bauxite	Contrat Annexe	2017-04-17	Russky Aluminy

Annexe 9 : Résultats de rapprochement des données sur l'exportation minière

No	Sociétés	Sociétés				Type du Produit	Entité publique		Differences
		Type du Produit	PERMIS	Quantité	Valeur en USD	Unité	PERMIS	Quantité	Qté
1	SOCIETE MINIERE DE BOKE SA	Bauxite	Nc	36 768 523	Nc	Tonnes	Bauxite	Nc	827 170
2	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE	Bauxite		16 096 568	675 094 432	Tonnes	Bauxite	Nc	(143 612)
3	GUINEA ALUMINA CORPORATION	Nc	Nc	-	Nc	Nc	Bauxite	Nc	(14 503 531)
4	CHALCO GUINEA COMPANY SA	Nc	Nc	13 528 996	Nc	Nc	Bauxite	Nc	(1 202 634)
5	Compagnie du Développement des Mines Internationales Henan Chine SA CDM	Nc	Nc	-	Nc	Nc	Bauxite	Nc	(9 880 670)
6	SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA	Nc	Nc	3 732 308	96 936 186	Nc	Bauxite	Nc	1 356
7	COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)	Bauxite	Projet Dian-Dian	2 576 737	46 381 263	Tonnes	Bauxite	Nc	(158 329)
8	COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)	Bauxite	No A2001/040/DIGM/C PDM	630 917	10 892 895	Tonnes	Bauxite	Nc	9 863
Autre société						Tonne	Bauxite	3 904 032	
Totale bauxite						Tonne		102 288 468	
9	SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG S.A)	Or	NO 24	9 267 269	590 900 507	Gramme	Or	Nc	(1 125 856)
10	SOCIETE DES MINES DE MANDIANA SA (SMM)	Or	TRIK	6 013 090	305 432 390	Gramme	Or	Nc	-
11	SOCIETE MINIERE DE DINGUIRAYE (SMD)	Or	Nc	5 636 601	333 088 090	Gramme	Or	Nc	(157 272)
Autre société						Gramme	Or	66 450 912	
Total Or						Gramme		88 651 000	
12	SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)	N/a	N/a	-	N/a	N/a	N/a	N/a	-
13	SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA	Alumine	Nc	317 413	111 959 050	Tonnes	Alumine	Nc	(3)
Total alumine						Tonne		317 416	
Autre société						carats	Diamant	113 848	
Total Diamant						carats		113 848	
ASHAPURA						Tonne	Fer	381 950	
Total Fer						carats		0	

Annexe 10 : Paiements sociaux obligatoires

N°	Société	Nature de flux (Contribution au développement local , Contribution FODEL ou Autres paiements sociaux obligatoires à spécifier	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paiements en numéraire Montant	Paiements en nature (sous forme de projet) Description	Coût du Projet payé durant 2022	Ref juridique / contractuelle
1	SMB	FODEL		BOKE		27 697 501 340			
	Total SMB					27 697 501 340			
2	SAG	FODEL/SIGUIRI	Taxe de developpement préfectural (FODEL)	FODEL/SIG UIRI	03/03/2022	19 345 747 157			
	Total SAG					19 345 747 157			
3	GAC	Fonds de Developpement Social (FODEL)	Boké		16/04/2023	18 534 810 774		18 534 810 774	
	Total GAC					18 534 810 774			
4	CHALCO	Contribution FODEL Envoyer de l'eau à Soumourou Contribution au développement local	FODEL Habitants de Soumourou Boffa	l'Etat Guinéen Soumourou Boffa	mois mai de 2022 toute l'année 2022 toute l'année 2022	2 184 680 000 796 200 000 825 961 000	Envoyer de l'eau à village Soumourou,chaque 2 jours envoi une fois Différents contribution aux développement local		
	Total CHALCO					3 806 841 000			
5	CDM CHINE	Contribution au développement local	FODEL/TELIMELE	TELIMELE	22/03/2022	2 821 566 420	Payer le Contribution au développement local		En application de l'article 130 du code minier
	Total CDM CHINE					2 821 566 420			
6	CBG		Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM Hôpital ANAIM contribution au développement local	Boké Boké Boké Boké Boké Boké Boké Boké Boké Boké Boké	31/01/2022 28/02/2022 31/03/2022 10/05/2022 31/05/2022 30/06/2022 31/07/2022 31/08/2022 30/09/2022 31/10/2022 30/11/2022 10/01/2023	1 048 850 000 1 624 119 280 986 800 000 765 600 000 820 600 000 1 261 760 986 1 364 409 249 1 475 334 898 1 653 118 335 774 050 000 1 669 111 064 427 664 060	Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM Avance salaire Hôpital ANAIM	N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A	N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A N/A
	Total CBG					3 106 955 176			
7	COBAD	FODEL				16 978 373 048			
						2 673 585 858			

N°	Société	Nature de flux (Contribution au développement local , Contribution FODEL ou Autres paiements sociaux obligatoires à spécifier	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiai re	Date	Paiements en numéraire Montant	Paiements en nature (sous forme de projet) Description	Coût du Projet payé durant 2022	Ref juridique / contractuelle
		Total COBAD				2 673 585 858			
8	SMD	Community tax				26 013 963 142			
		Total SMD				26 013 963 142			
		Total général				117 872 388 739			

Annexe 11 : Paiements sociaux volontaires

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paiements en numéraire Montant	Description	Paiements en nature (sous forme de projet) Coût payé en nature durant	Total paiement sociaux volontaires
1	SMB							
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		25 500 000	04 ENCOTRAP ECOLE KATOUNOU-		25 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		10 000 000	268CB2201-03 PARRAINAGE CELEBRATION FETE FIN D'ANNEE N40		10 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		250 186 244	SMB ND 04-01/22 UMS CAN SPONSORSHIP		250 186 244
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		30 901 425	SMB ND 06-01/22 UMS EQUIPMENTS SPORTIFS PR 3411		30 901 425
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		58 333 333	01/COMAB/2022 CONTRAT ACHAT 70 TABLES MARCHÉ VILLAGE KONKOKA		58 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		12 385 321	05 CCOMAB-GIE/CONTRAT SMB/COMAB 2019-08-04 DERNIER PAIEMENT-S		12 385 321
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		90 000 000	'SMB/01/01/2022 KASSA MULTI SERVICES CONST ECOLE THIAGA-CONT		90 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		76 049 000	268CB2202-48 ACHAT RIZ ET HUILE POUR PDH INVDXR 116		76 049 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		3 800 000	268CB2202-54 ACHAT D'UN BOEUF POUR LA COMMUNAUTE INV32-05		3 800 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 500 000	268CB2202-36 FRAIS DE PRESENCE 5 GOUVERNEURS MALAPOUYA INV29		1 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		3 570 000	268CB2202-37 PRIME FETE GOUVERNEUR TELIMELE INV28		3 570 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		53 000 000	268CB2202-38 FRAIS COMPENSATION MAISONS DE KOURAKOTO INV25		53 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		29 930 113	assistance diverses		29 930 113
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		838 431 421	SMB ND 10-02/22 UMS ACHAT 2701 L HUILE 20L BIDON PR 3451		838 431 421
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		25 408 222	'05/COMAB-GIE/2022 CONST HANGAR & 2 BUREAUX COMMISSERAT-		25 408 222
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		503 250 000	20220317002 GARDIN QIQI SARLU 1650 SACS DU RIZ-		503 250 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		83 333 333	01 ENT MANDEN CONSTRUCTION AVANCE DEMARRAGE 30% HANGAR KABOY		83 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		83 333 333	01 ENTREPRISE KAMIKOLO AVANCE 30% CONSTRUCTION HANGAR-CONTR		83 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		111 111 111	2 ENT KAMIKOLO 40% CONSTRUCTION HANGAR A KOLABOUI DAPILON-CO		111 111 111
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		31 760 277	02 COMAB-GIE AMENAGEMENT SALLE ANROLEMENT COMMISSARIAT BOKE-		31 760 277
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		111 111 111	2 ENT MANDEN CONSTRUCTION 50% CONSTRUCTION HANGAR KABOYE-CON		111 111 111
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		57 600 000	001 GUIMAB 40% AVANCE DEMARRAGE 2 FORRAGES-SMB-GUIMAB 01/16/		57 600 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant		
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		72 000 000	002 GUIMAB 50% FIN TRAVAUX 2 FORRAGE A THIAGA& TOMBON 2-WELL			72 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		74 333 333	02 S.M.B BOKE/2022 KAMIKOLO 30% AVANCE DES TRVAUX-CONTRAT SM			74 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		120 111 111	02 ENT KAMIKOLO 40% AVANCE CONSTRUCTION HANGAR A KABOU-CONT			120 111 111
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		43 980 139	0127673 CMG SPOSORING VOYAGE FEMME DU GOUVERNEMENT DE GUINEE			43 980 139
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		120 000 000	02/KMSG/SMB/2022 40% CONSTRUCTION 1 ECOLE A THIAGA-INSTALLME			120 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		197 375 500	SESSION 04 FOOT CHANGE 4 SUIVANT BUSDGET TRIMESTRIEL JAV-MAR			197 375 500
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		9 855 000	001 GUIMAB MULTI SERVICE REALISATION UN FORRAGE 90%-SMB-GUIM			9 855 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		19 288 888	220301 ODY'S FRAIS DE MAINTENANCE PREPAYES SOCIETE ODY'S-			19 288 888
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		2 790 000	CB2203-11 FRAIS TENTES ET PRESENCE REPRESENTANTS INV45			2 790 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		31 280 000	CB2203-12 RIZ POUR PDH COMMINAUTE DAPILON INV45DXR			31 280 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		2 600 000	CB2203-13 FRAIS REPARATION 2 FORAGES INV46/43			2 600 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		16 320 000	CB2203-16 ACHAT 60 SACS DE RIZS FEU DE BROUSSE DABIS INV34			16 320 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		5 000 000	CB2203-38 PRIME POUR LA FETE DES FEMMES			5 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		37 830 000	CB2203-39 FRAIS DE LA REPARATION			37 830 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		178 749 356	BCB2203008 MESRS BUDGET MEILLEURS ENSEIGNANTES CHQ 03486819			178 749 356
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		50 000 000	BCB2203064 CONSULTATION EXAMEN DES DOSSIERS DGE CHQ 03486839			50 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		25 000 000	BCB2203064 CONSULTATION EXAMEN DES DOSSIERS DGE CHQ 03486839			25 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 176 267 378	Union community out 2022.03			1 176 267 378
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		29 880 056	SMB ND 17-03/22 UMS ASSISTANCES DIVERSES PR 3486			29 880 056
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		36 000 000	004 GUIMAB MULTI SERVICE REALISATION FORRAGE AVANCE 30%-			36 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		14 444 444	16 DIAKITE IBRAHIMA AVANCE ACHAT DES 13 BOEUFs POUR SANTOU-S			14 444 444
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		26 666 666	14 BAH ALPHA OUMAR AVANCE PAIEMENT 16 BOEUFs-SMB-BOEUF 6-202			26 666 666
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		30 000 000	09 DIALLO YOUNOUSSA AVANCE ACHAT 18 BOEUFs-SMB-BOEUF 1-2022-			30 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		40 000 000	10 DIABY BALAMINE AVANCE ACHAT 24 BOUEFS-SMB-BOEUF 2-2022-04			40 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		41 666 666	11 DIALLO AMADOU OURY AVANCE ACHAT 25 BOEUFs-SMB-BOEUF 3-202			41 666 666

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant		
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		48 333 333	13 DIALLO MAMADOU SALIOU AVANCE ACHAT 29 BOEUF-SMB-BOEUF 5-			48 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		48 333 333	15 BAH MAMOUDOU AVANCE ACHAT 29 BOEUF-SMB-BOEUF 7-2022-04/0			48 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		50 000 000	12 BAH YOUNOUSSA AVANCE ACHAT 30 BOEUF-SMB-BOEUF 4-2022-04/			50 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		33 333 333	002 PUISATEUR DOUM IBRAHIM CONFECTION 4 PUIITS AVANCE 30%-2nd			33 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		150 000 000	0534/AD/NL/2022 TOTAL SPONSORING SEMI-MARATHON A BOKE-			150 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		61 111 111	22 ABD 011 AMADOU OURY 2EME PAIEMENT 25 BOEUF KATOUGOUMA-			61 111 111
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		44 000 000	22 ADB 009 YOUNOUSSA DIALLO 2EME PAIEMENT 18 BOEUF DABIS-SM			44 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		39 000 000	27 ADB 016 DIAKITE IBRAHIMA 2EME PAIEMENT BOEUF SANTOU-SMB			39 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		39 111 111	25 ADB 014 BAH A OUMAR 2EME PAIEMENT BOEUF CHEMIN FER PROJE			39 111 111
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		58 666 666	21 ABD 011 DIABY BALAMINE 2EME PAIEMENT 25 BOEUF CHENAL-SMB			58 666 666
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		70 888 888	26 ABD 011 BAH MAMOUDOU 2EME PAIEMENT BOEUF DAPILON-SMB-BOE			70 888 888
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		73 333 333	23 ABD 012 BAH YOUNOUSSA 2EME PAIEMENT BOEUF CHEMIN FER P1-			73 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		70 888 888	24 ABD 013 DIALLO M SALIO 2EME PAIEMENT BOEUF CHEMIN FER P2			70 888 888
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		11 700 000	03 COMAB-GIE CONSTRUCTION PHASE 2 IMMIGRATION BUREAU BOKE-SM			11 700 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		18 000 000	02/AGRIKO/BOK/KOL/2022 REALISATION 3 PUIITS A MALAPOUYA-SMB/			18 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		2 448 000	CB2204-10 FRAIS DE RIZ DE PDH A NATAMPOU			2 448 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		825 000	CB2204-11 DONATION DES SACS DE RIZ EN MARS			825 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		29 907 713	SMB ND 30-04/22 UMS ASSISTANCES DIVERSES PR 3512			29 907 713
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		29 573 117	SMB ND 24-04/22 UMS ASSISTANCE DIVERSES PR 3504-			29 573 117
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		36 000 000	01ENCAME/BOK/KOL/2022 ECAER REALISTAION 3 PUIITS DEMARRAG 40%			36 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		21 233 333	220301 ODY'S REPARATION DES POMPES & FORRAGE EN PANNE-			21 233 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		18 000 000	02/ENCAME/Bok/Kol/2022 DEUXIEME PAIEMENT DES 3 PUIITS-			18 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		60 000 000	03/KMSG/SMB/2022 PAIEMENT DE LA CONSTRUCTION DE L'ECOLE-			60 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		12 000 000	01/ENCAME/Bok/Kol/2022 PAIEMENT DE LA CONSTRUCTION DU PUIT-			12 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		9 873 000	220302 PAIEMENT DE LA CONSTRUCTION DES PUIITS-			9 873 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paievements en numéraire		Paievements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant		
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		145 895 500	SESSION FONDATION FOOT 4 CHANGE ELITE BUDGET 2022 AVRIL-JUIN			145 895 500
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		58 500 000	BCG2205010 GETC SPONSORING CONCOURS L.ANGLAISE CHQ 03486881			58 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		9 540 000	268CB2205-01 INSTALL CLIMATISEUR-ABRIS PLUIES N24/22/31/17			9 540 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 500 000	268CB2205-34 FRAIS ACHAT D'UNE TABLE DE BUREAU INV16			1 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 020 000	268CB2205-37 CIMENT POUR COMPENSATION DYNAMITAGE INV05			1 020 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		25 400 000	268CB2205-46 FRAIS AUTORITE FEU DE BROUSSE A SANTOU INV07			25 400 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 600 000	268CB2205-49 ACHAT 20 SACS CEMENTS TOILETT KOUNSI INV33/34			1 600 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 700 000	268CB2205-51 ACHAT 20 SACS CEMENTS DINAMITAGE A DABIS INV49			1 700 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		2 200 000	268CB2205-57 CABLAGE-MISE EN SERVICE GENERATEUR IMIGRAT N29			2 200 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		6 540 000	268CB2205-58 FRAIS MATCH FOOTBALL SANTOU N27			6 540 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 240 000	268CB2205-59 GASOIL POUR REPARATION PUITs KARIBOYA INV30			1 240 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		30 219 792	SMB ND 39-05/22 assistances diverses			30 219 792
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		55 555 555	3 ENT MANDEN CONSTRUCTION 20% DU MARCHE DE KONKOKAN-			55 555 555
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		24 000 000	005 POUR LES 20% A LA FIN DES TRAVAUX DE FORATION-2installat			24 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		8 250 000	001GMSREP01 LE PREMIER PAIEMENT DES FORAGES-santou			8 250 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		37 900 000	30/05 PROJET FOOT 4 CHANGE JOURNEE CULTURELLE FINDE SAISON-			37 900 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		11 666 666	40% PAIEMENT DE L'AVANCE DE 35 TABLE-1st installment			11 666 666
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		122 222 222	01/APEK/SMB/2022 PAIEMENT DE L'AVANCE DE DEMARRAGE DE 40%-			122 222 222
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		14 177 777	ZS29 37 KABY BAH AVANCE ACHAT 29 MOUTONS-katougouma			14 177 777
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		22 000 000	ZS45 32 YOUNOUSSA BAH AVANCE ACHAT 45 MOUTONS-			22 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		15 644 444	ZS32 33 YOUNOUSSA BAH AVANCE ACHAT 32 MOUTONS-			15 644 444
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		16 622 222	ZS34 34 YOUNOUSSA DIALLO AVANCE ACHAT 34 MOUTONS-			16 622 222
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		22 488 888	ZS46 36 MAMOUDOU BAH AVANCE ACHAT 46 MOUTONS-			22 488 888
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		19 555 555	ZS40 26 MAMADOU ALIOU DIALLO AVANCE ACHAT 40 MOUTONS-			19 555 555
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		9 777 777	ZS20 35 ALPHA OUMAR BAH AVANCE ACHAT 20 MOUTONS-			9 777 777

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant		
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		7 333 333	ZS15 38 IBRAHIMA DIAKITE AVANCE ACHAT 15 MOUTONS-			7 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		6 000 000	ENCAME22061301P-02 2EM 20% CONSTRUCTION D'UN PUIT-			6 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		100 000 000	005/06/2022 PACK SPONSORING FOMIDE AGILITES SARLU-			100 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		25 020 000	268CB2206-52 2E TRANCHES DONAT 52 SACS FEU DE BROUSSE INV35			25 020 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		814 080 000	DN/SMB-2022/001 Being expenses incurred in relation communit			814 080 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		126 000 000	DN/SMB-2022/003 Building well for villages 6 60%126000000			126 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		11 000 000	DN/SMB-2022/004 planting 50 palm trees			11 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		624 030 000	DN/SMB-2022/005 Community Peace Rewards Village			624 030 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		12 934 800	ADJUST 4010SCT BALANCE			12 934 800
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		11 000 000	ZS215 45 IBRAHIMA DIAKITE DEUXIEME ACHAT 15 MOUTONS-			11 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		21 266 666	ZS229 44 KABY BAH DEUXIEME ACHAT 29 MOUTONS-			21 266 666
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		24 933 333	ZS234 43 YOUNOUSSA DIALLO DEUXIEME ACHAT 34 MOUTONS-			24 933 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		23 466 666	ZS232 40 YOUNOUSSA BAH DEUXIEME ACHAT 32 MOUTONS-			23 466 666
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		14 666 666	ZS220 46 ALPHA OUMAR BAH DEUXIEME ACHAT 20 MOUTONS-			14 666 666
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		29 333 333	ZS240 47 MAMADOU ALIOU DIALLO DEUXIEME ACHAT 40 MOUTONS-			29 333 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		33 000 000	ZSD45 42 YOUNOUSSA BAH DEUXIEME ACHAT 45 MOUTONS-			33 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		33 733 333	20ZSD46 39 MAMOUDOU BAH ACHAT 46 MOUTONS-			33 733 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		55 555 555	KARLSDON2022071535PORT 3EM CONSTRUCTION DU MARCHE D'APILON-			55 555 555
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		55 555 555	KARLS220622K-03 3EM CONSTRUCTION DU MARCHE KATOUNOU-			55 555 555
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		48 000 000	GUIMAB-03-04-22-03 40% REALISATION FORAGE FIN TRAVAUX-			48 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		16 500 000	003/BOK/2022 PREST SERVICE COLLECTIF JOURN AVR-JUIN 22-			16 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		13 000 000	CONTRAT DE MONTAGE DU DEFERRLISEUR DU FORAGE 90% PAYMENT-			13 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		450 000	018/SMB/2022 HORIZON OIL 5MXBOM/BANNIERE-			450 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 444 444	268CB2207-12 FRAIS REPARATION 3 FORAGES INV41			1 444 444
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		5 510 000	268CB2207-14 COMPENSATION ANACARDIENS INV36			5 510 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant		
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		26 967 500	268CB2207-15 RENOUVELLEMNT SALLE REUNION SANTE BOKE INV30			26 967 500
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		420 000	268CB2207-58 FRAIS DES PLAQUETTES INV48			420 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		950 000	268CB2207-59 FRAIS REPARATION D'UN PUIT INV31			950 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		30 095 527	SMB ND 62-07/22 UMS BUDGET GENFAR & ASSIST MEDIA			30 095 527
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		45 000 000	268CB2208-50 FRAIS FORRAGE VILLAGE KOUNSI INV23/22			45 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		650 000	268CB2208-57 ACHAT D'UN SAC RIZ & HUILE RECU00018			650 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		3 200 000	268CB2208-79 ACHAT RIZ-MOUTONS-PNEUS-CLIGNOTA INV46-10-04-08			3 200 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		30 009 316	SMB ND 70-08/22 UMS ASSISTANCES DIVERS PR 3570			30 009 316
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		785 894 796	025/SMB/2022 HORIZON RL SARLU 2 815 SACS DE RIZ -			785 894 796
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		44 135 234	220030654/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			44 135 234
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		21 810 847	220030726/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			21 810 847
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		12 204 555	220032380/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			12 204 555
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		4 843 144	220033116/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			4 843 144
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		116 078 879	220033117/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			116 078 879
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		107 176 430	220033120/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			107 176 430
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		122 655 952	220033124/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			122 655 952
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		61 123 812	220035853/2022 GIVOVA FONDATION SMB EQUIPEMENT FOOT CHANGE			61 123 812
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		500	ADJ 26JUN19 CCFG CONVENTION DE MECENAT 2019			500
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 823 224	03/AGRIKO/BoK/KoL/2022 3EME TRANCHE CONTRAT DE REPARATION-			1 823 224
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		14 583 333	07/COMAB-GIE/2022 PAIEMNT DE 2EME LOT DE 35 TABLES DE MARCHÉ			14 583 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		5 833 333	06 COMAB-GE LIBERATION RETENUE GARENTIE 10% /ACHAT TABLE MAR			5 833 333
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		129 700 500	23SEP2022 GFE PROJET FOOT CHANGE 4 DE 3EME TRIMESTRE 2022-			129 700 500
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		110 400 500	23SEP2022 GFE PROJET FOOT CHANGE 4 DE 4EME TRIMESTRE 2022-			110 400 500
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		10 000 000	SMB0918 MAMADOU L DIALLO AVANCE DEMARRAGE 30% 1 PUIT-			10 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		3 260 000	268CB2209-05 ACHAT RIZ COMMUNAUTAIRE INV06/12 P230			3 260 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant		
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		25 532 000	268CB2209-17 MISSION A SANTOU POUR FEU DE BROUSSE N08			25 532 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		4 450 000	268CB2209-18 FRAIS DEMENAGEMENT CIMITIERE INV01/02			4 450 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		800 000	268CB2209-28 10 SACS CIMEN MOSQUE KATOUGOUMA INVQZS01			800 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		25 532 000	268CB2209-56 ASSISTANCE RIZ FEU BROUSSE SANTOU INV14			25 532 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		33 174 356	29297 CARGO COMPASS TRANSPORT EQUIPEMENT GIVOVA-			33 174 356
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		77 000 000	PAY 004809 AP 455-107 BGC2107049BCG FROM 4010FDGNF			77 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		92 500 000	11OCT2022 THEATRE DUBREKA ACCOMPGNAMENT FONDATION SMB-WINNIN			92 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		184 200 000	21-OCT-22 FONDATION SMB-MINING/FOOT CHANGE 4 SCPLARITE FILLE			184 200 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		816 350 000	030/SMB/2022 2 815 SACS DE 50 KG DE RIZ-			816 350 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		256 558 500	38SMG2 SPONSORING SYMPOSIUM MINES DE GUINEE 15-17 NOV22-			256 558 500
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		3 900 000	268CB2210-07 FRAIS REPARATION 2 FORAGES INV20			3 900 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		500 000	268CB2210-13 faire un don			500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		900 000	faire un don			900 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		16 500 000	268CB2210-50 FRAIS DE DEPLACEMENT INV0017			16 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		4 500 000	268CB2210-52 ACHAT BOEUF ET RIZ SACREFICE SANTOU INV0014			4 500 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		4 550 000	268CB2210-57 BOEUF ET RIZ SACREFICE ET DELEGATION INV16			4 550 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		29 973 973	SMB ND 85-10/22 UMS ASSISTANCES DIVERSES PR 3593			29 973 973
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		83 597 382	DN/SMB-2022/007 BEING BEHALF			83 597 382
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		2 000 000	268CB2211-36 CONSTRUCT 2 FORAGE POTAGE FEMME DK14 N29			2 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		600 000	268CB2211-38 SAC DE RIZ CONDOLEANCES EMPLOYES SANTOU N30			600 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		380 000	268CB2211-44 FRAIS INDEMNISATION SANTOU INV25			380 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		29 960 626	SMB ND 100-11/22 UMS ASSISTANCE DIVERSES PR 3617			29 960 626
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		64 233 017	754/2023 AFRICAMY TRANSPORT MATERIEL MEDICAL CONTAINER HUMAN			64 233 017
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		12 888 000	DEFERRISEUR 02 Pour le premier paiement de deferrieur a SANTO			12 888 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		27 000 000	01/ENCAME/SMB/2022 Le premier paiement pour un puits améli			27 000 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant		
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		2 625 000	08 COOPERTIVE MULT-ARTISAN BOKE COMAB CONFECT 35 TABLES MAI-			2 625 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		9 396 000	02/APEK/SMB/THIAGA/2022 CLOTURE PROGRAMME ANANAS A SANTOU-			9 396 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 400 000	268CB2212-08 FRAIS REPARATION FORAGE INV41			1 400 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 450 000	268CB2212-09 FRAIS REPARATION FORAGE WEDOU INV42			1 450 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		1 560 000	268CB2212-15 ACHAT DU RIZ CIAO INV75/27			1 560 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		350 000	268CB2212-55 FRAIS D'UN SAC DE RIZ INV07			350 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		2 000 000	268CB2212-56 COMPENSATION ACCIDENT DE MOTO INV08			2 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		7 800 000	268CB2212-59 COMPNSATION ACCIDENT A SANTOU INV04			7 800 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		5 000 000	268CB2212-61 FRAIS DE PARRAINAGE INV02			5 000 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		550 000	268CB2212-72 2 SACS DE RIZ AMARAYA INVSDJ10			550 000
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		27 873 083	SMB ND 107-12/22 UMS ASSISTANCE DIVERSES PR 3432			27 873 083
		Communautés locales	Boké/Teli mélé		316 850 400	DN/SMB-2022/008 TGM TABASKI FESTIVAL & PEACE REWARD CRD			316 850 400
Total SMB					12 570 774 741				12 570 774 741
2 SAG									-
		Contractuels		14/01/2022	52 500 000	Investissement communautaires			52 500 000
		Contractuels		21/10/2021	121 377	Investissement communautaires			121 377
		Contractuels		21/10/2021	560 688	Investissement communautaires			560 688
		Contractuels		21/10/2021	7 133	Investissement communautaires			7 133
		Contractuels		21/10/2021	4 591	Investissement communautaires			4 591
		Contractuels		21/10/2021	153 195	Investissement communautaires			153 195
		Contractuels		21/10/2021	8 686	Investissement communautaires			8 686
		Contractuels		21/10/2021	1 057	Investissement communautaires			1 057
		Contractuels		21/10/2021	3 442	Investissement communautaires			3 442
		Contractuels		21/10/2021	4 703	Investissement communautaires			4 703
		Contractuels		21/10/2021	18 812	Investissement communautaires			18 812
		Contractuels		21/10/2021	94 397	Investissement communautaires			94 397
		Contractuels		21/10/2021	11 521	Investissement communautaires			11 521
		Contractuels		21/10/2021	3 952	Investissement communautaires			3 952
		Contractuels		21/10/2021	729	Investissement communautaires			729
		Contractuels		21/10/2021	52 048	Investissement communautaires			52 048

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		Contractuels		21/10/2021	7 606	Investissement communautaires			7 606
		Contractuels		21/10/2021	125 248	Investissement communautaires			125 248
		Contractuels		25/01/2022	8 347 500	Investissement communautaires			8 347 500
		Contractuels		25/01/2022	40 950 000	Investissement communautaires			40 950 000
		Contractuels		25/01/2022	34 125 000	Investissement communautaires			34 125 000
		Contractuels		25/01/2022	2 887 500	Investissement communautaires			2 887 500
		Contractuels		25/01/2022	10 500 000	Investissement communautaires			10 500 000
		Contractuels		25/01/2022	41 737 500	Investissement communautaires			41 737 500
		Contractuels		25/01/2022	9 450 000	Investissement communautaires			9 450 000
		Contractuels		25/01/2022	2 362 500	Investissement communautaires			2 362 500
		Contractuels		25/01/2022	393 750	Investissement communautaires			393 750
		Contractuels		25/01/2022	2 493 750	Investissement communautaires			2 493 750
		Const logement agronome Mankiti		19/01/2022	159 854 593	Investissement communautaires			159 854 593
		Const d'un amphitheatre a Area1		20/01/2022	1 057 901 026	Investissement communautaires			1 057 901 026
		autres services		29/12/2021	(223)	Investissement communautaires			(223)
		Construction poste de Sante de Saraya		26/01/2022	364 449 181	Investissement communautaires			364 449 181
		Travaux de remblai /Ecole Arabe _Area 1		31/12/2021	(90 240 000)	Investissement communautaires			(90 240 000)
		Prestations Bennes_remb lai Ecole Primaire Area 1		31/12/2021	(283 200 000)	Investissement communautaires			(283 200 000)
		Prestations Machine chargeuse_remb lai Ecole Primai		31/12/2021	(133 831 250)	Investissement communautaires			(133 831 250)
		40 % contrat SAG4501889487/Construction Poste de		31/12/2021	(364 449 181)	Investissement communautaires			(364 449 181)
		Travaux de remblai /Ecole Arabe _Area 1		31/01/2022	90 240 000	Investissement communautaires			90 240 000
		Prestations Bennes_remb lai Ecole Primaire Area 1		31/01/2022	283 200 000	Investissement communautaires			283 200 000
		Prestations Machine chargeuse_remb lai Ecole Primai		31/01/2022	133 831 250	Investissement communautaires			133 831 250
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		03/02/2022	608 436 640	Investissement communautaires			608 436 640
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		27/02/2021	(569 560 935)	Investissement communautaires			(569 560 935)
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		01/03/2021	42 466 477	Investissement communautaires			42 466 477
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		03/03/2021	42 670 830	Investissement communautaires			42 670 830
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		03/03/2021	58 150 000	Investissement communautaires			58 150 000
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		05/03/2021	42 622 174	Investissement communautaires			42 622 174
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		12/03/2021	42 661 098	Investissement communautaires			42 661 098
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		15/03/2021	900 000	Investissement communautaires			900 000
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		15/03/2021	41 396 056	Investissement communautaires			41 396 056
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		17/03/2021	42 456 745	Investissement communautaires			42 456 745
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		20/03/2021	40 529 989	Investissement communautaires			40 529 989

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		31/03/2021	39 410 914	Investissement communautaires			39 410 914
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		01/05/2021	42 213 468	Investissement communautaires			42 213 468
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		14/06/2021	8 699 594	Investissement communautaires			8 699 594
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		25/07/2021	32 005 555	Investissement communautaires			32 005 555
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		27/07/2021	32 063 942	Investissement communautaires			32 063 942
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		29/07/2021	31 626 043	Investissement communautaires			31 626 043
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		31/07/2021	30 146 917	Investissement communautaires			30 146 917
		Const toilette clotures realisation fora		15/02/2022	210 137 242	Investissement communautaires			210 137 242
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		15/02/2022	938 402 556	Investissement communautaires			938 402 556
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		28/02/2022	103 640 535	Investissement communautaires			103 640 535
		55% SAG4501887222_Centre d'Accueil_Malea		28/02/2022	364 554 135	Investissement communautaires			364 554 135
		INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		28/02/2022	603 000 000	Investissement communautaires			603 000 000
		Approvisionnement en Alevins/Projet Pisciculture		31/10/2021	(549 845 509)	Investissement communautaires			(549 845 509)
		Fourniture diverses fournitures /Projet Piscicultu		31/10/2021	(58 150 000)	Investissement communautaires			(58 150 000)
		Fourniture Corde no.12/Projet Pisciculture		31/10/2021	(900 000)	Investissement communautaires			(900 000)
		Mobilisation du personnel EDA /Projet d'appui au C		31/10/2021	(73 568 179)	Investissement communautaires			(73 568 179)
		Bios plants		28/02/2022	56 625 000	Investissement communautaires			56 625 000
		Engrais NPK		28/02/2022	80 325 000	Investissement communautaires			80 325 000
		Engrais Urée		28/02/2022	77 175 000	Investissement communautaires			77 175 000
		pro plants		28/02/2022	92 625 000	Investissement communautaires			92 625 000
		Comcombre importe		28/02/2022	7 200 000	Investissement communautaires			7 200 000
		Comcombre local		28/02/2022	750 000	Investissement communautaires			750 000
		Gombo clemson		28/02/2022	1 380 000	Investissement communautaires			1 380 000
		piment		28/02/2022	28 762 500	Investissement communautaires			28 762 500
		Gombo Kaly		28/02/2022	1 260 000	Investissement communautaires			1 260 000
		laitue		28/02/2022	6 300 000	Investissement communautaires			6 300 000
		Aubergine		28/02/2022	43 650 000	Investissement communautaires			43 650 000
		jaxatue		28/02/2022	10 327 500	Investissement communautaires			10 327 500
		Choux kkcros		28/02/2022	4 950 000	Investissement communautaires			4 950 000
		pasteque		28/02/2022	375 000	Investissement communautaires			375 000
		Oignon Am (violet de galmi)		28/02/2022	14 175 000	Investissement communautaires			14 175 000
		Tomates (mongal F1)		28/02/2022	24 000 000	Investissement communautaires			24 000 000
		Sces Pomme Importée		28/02/2022	21 000 000	Investissement communautaires			21 000 000
		Sces Pomme Local		28/02/2022	5 100 000	Investissement communautaires			5 100 000
		Contractuels		20/01/2022	94 340	Investissement communautaires			94 340
		Contractuels		20/01/2022	948 461	Investissement communautaires			948 461

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		Contractuels		20/01/2022	800 385	Investissement communautaires			800 385
		Contractuels		20/01/2022	66 879	Investissement communautaires			66 879
		Contractuels		20/01/2022	343 195	Investissement communautaires			343 195
		Contractuels		20/01/2022	966 701	Investissement communautaires			966 701
		Contractuels		20/01/2022	218 876	Investissement communautaires			218 876
		Contractuels		20/01/2022	54 719	Investissement communautaires			54 719
		Contractuels		20/01/2022	9 120	Investissement communautaires			9 120
		Contractuels		20/01/2022	57 759	Investissement communautaires			57 759
		Contractuels		20/01/2022	(94 340)	Investissement communautaires			(94 340)
		Contractuels		20/01/2022	(948 461)	Investissement communautaires			(948 461)
		Contractuels		20/01/2022	(800 385)	Investissement communautaires			(800 385)
		Contractuels		20/01/2022	(66 879)	Investissement communautaires			(66 879)
		Contractuels		20/01/2022	(343 195)	Investissement communautaires			(343 195)
		Contractuels		20/01/2022	(966 701)	Investissement communautaires			(966 701)
		Contractuels		20/01/2022	(218 876)	Investissement communautaires			(218 876)
		Contractuels		20/01/2022	(54 719)	Investissement communautaires			(54 719)
		Contractuels		20/01/2022	(9 120)	Investissement communautaires			(9 120)
		Contractuels		20/01/2022	(57 759)	Investissement communautaires			(57 759)
		Alevins		23/03/2022	34 072 452	Investissement communautaires			34 072 452
		Contractuels		28/03/2022	52 500 000	Investissement communautaires			52 500 000
		Contractuels		28/03/2022	50 000 000	Investissement communautaires			50 000 000
		Contractuels		20/01/2022	392 090	Investissement communautaires			392 090
		Contractuels		20/01/2022	493 195	Investissement communautaires			493 195
		Contractuels		20/01/2022	993 750	Investissement communautaires			993 750
		Contractuels		20/01/2022	443 876	Investissement communautaires			443 876
		Contractuels		20/01/2022	111 009	Investissement communautaires			111 009
		Contractuels		20/01/2022	18 501	Investissement communautaires			18 501
		Contractuels		20/01/2022	117 134	Investissement communautaires			117 134
		Construction Poste de santé A saraya		31/03/2022	410 005 329	Investissement communautaires			410 005 329
		Construction poste de Sante de Saraya		01/04/2022	410 005 329	Investissement communautaires			410 005 329
		autres services		15/03/2022	(41 000 533)	Investissement communautaires			(41 000 533)
		Construction Poste de santé A saraya		31/03/2022	(410 005 329)	Investissement communautaires			(410 005 329)
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		05/05/2022	833 000 000	Investissement communautaires			833 000 000
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		05/05/2022	734 608 488	Investissement communautaires			734 608 488
		Construction poste de Sante de Saraya		15/03/2022	41 000 533	Investissement communautaires			41 000 533
		Construction de 3 salle et direction		30/03/2022	99 406 466	Investissement communautaires			99 406 466

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		Alevins		31/07/2021	(3 925 536)	Investissement communautaires			(3 925 536)
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		15/06/2022	241 827 916	Investissement communautaires			241 827 916
		Const Hangar a Mankiti Projet Riz		15/06/2022	99 459 696	Investissement communautaires			99 459 696
		Constructi logement Agronomes a Mankinti		15/06/2022	95 912 756	Investissement communautaires			95 912 756
		Constructi logement Agronomes a Mankinti		09/06/2022	(1)	Investissement communautaires			(1)
		LOCATION BENNES/REMBLAI ECOLE PRIMAIRE EREA1		26/10/2021	283 200 000	Investissement communautaires			283 200 000
		LOCATION CHARGEUSE/REMBLAI ECOLE PRIMAIRE EREA1		26/10/2021	133 831 250	Investissement communautaires			133 831 250
		LOCATION D'UN COMPACTEUR/REMBLAI ERA1 8 AU 16 OCT2		27/10/2021	90 240 000	Investissement communautaires			90 240 000
		Const d'un amphitheatre a Area 1		23/06/2022	997 449 539	Investissement communautaires			997 449 539
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		27/06/2022	857 043 236	Investissement communautaires			857 043 236
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		27/06/2022	666 400 000	Investissement communautaires			666 400 000
		Travaux de remblai /Ecole Arabe _Area 1		31/01/2022	(90 240 000)	Investissement communautaires			(90 240 000)
		Prestations Benne_remb lai Ecole Primaire Area 1		31/01/2022	(283 200 000)	Investissement communautaires			(283 200 000)
		Prestations Machine chargeuse_remb lai Ecole Primai		31/01/2022	(133 831 250)	Investissement communautaires			(133 831 250)
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		19/07/2022	469 201 278	Investissement communautaires			469 201 278
		autres services		26/07/2022	3 888 000	Investissement communautaires			3 888 000
		autres services		26/07/2022	4 725 000	Investissement communautaires			4 725 000
		autres services		27/07/2022	36 000 000	Investissement communautaires			36 000 000
		autres services		27/07/2022	35 000 000	Investissement communautaires			35 000 000
		autres services		27/07/2022	1 600 000	Investissement communautaires			1 600 000
		autres services		27/07/2022	600 000	Investissement communautaires			600 000
		autres services		27/07/2022	300 000	Investissement communautaires			300 000
		autres services		27/07/2022	5 200 000	Investissement communautaires			5 200 000
		autres services		27/07/2022	23 450 000	Investissement communautaires			23 450 000
		autres services		27/07/2022	228 000 000	Investissement communautaires			228 000 000
		autres services		28/07/2022	60 000 000	Investissement communautaires			60 000 000
		autres services		28/07/2022	33 000 000	Investissement communautaires			33 000 000
		autres services		28/07/2022	6 000 000	Investissement communautaires			6 000 000
		autres services		01/08/2022	507 870 000	Investissement communautaires			507 870 000
		autres services		01/08/2022	68 229 000	Investissement communautaires			68 229 000
		autres services		01/08/2022	12 824 800	Investissement communautaires			12 824 800
		autres services		01/08/2022	64 125 000	Investissement communautaires			64 125 000
		autres services		01/08/2022	1 026 000	Investissement communautaires			1 026 000
		autres services		01/08/2022	368 718 980	Investissement communautaires			368 718 980

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		12/08/2022	211 763 790	Investissement communautaires			211 763 790
		Construction du poste de sante a Saraya		10/08/2022	136 668 443	Investissement communautaires			136 668 443
		Construct d'un Hangar agricole a Kamagan		12/08/2022	481 591 328	Investissement communautaires			481 591 328
		SGBG-SAP1273 BARO MAMY		19/08/2022	12 128 270	Investissement communautaires			12 128 270
		SGBG-SAP1274 BARRY MAMADOU SALIOU		19/08/2022	13 600 989	Investissement communautaires			13 600 989
		SGBG-SAP1275 BARRY THIerno DAOUDA		19/08/2022	12 907 945	Investissement communautaires			12 907 945
		SGBG-SAP1276 BRTE ABOUBACAR SIDIKI		19/08/2022	12 128 270	Investissement communautaires			12 128 270
		SGBG-SAP1277 BRTE BALLA		19/08/2022	13 167 836	Investissement communautaires			13 167 836
		SGBG-SAP1278 BRTE DANTINE		19/08/2022	13 427 728	Investissement communautaires			13 427 728
		SGBG-SAP1279 BRTE DRISSA		19/08/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1280 BRTE ELHADJ SORY		19/08/2022	11 261 965	Investissement communautaires			11 261 965
		SGBG-SAP1281 BRTE MOHAMED		19/08/2022	13 514 358	Investissement communautaires			13 514 358
		SGBG-SAP1282 BRTE SEKOUBA		19/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1283 BRTE SINE		19/08/2022	13 514 358	Investissement communautaires			13 514 358
		SGBG-SAP1284 BRTE SOUMAILA		19/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1285 CRA AMADOU		19/08/2022	9 442 725	Investissement communautaires			9 442 725
		SGBG-SAP1286 CRA AMADOU KAIN		19/08/2022	10 395 660	Investissement communautaires			10 395 660
		SGBG-SAP1287 CRA ANSOUMANE		19/08/2022	13 687 619	Investissement communautaires			13 687 619
		SGBG-SAP1288 CRA BALLA		19/08/2022	9 442 725	Investissement communautaires			9 442 725
		SGBG-SAP1289 CRA BANDIAN		19/08/2022	13 687 619	Investissement communautaires			13 687 619
		SGBG-SAP1290 CRA BASSY		19/08/2022	9 442 725	Investissement communautaires			9 442 725
		SGBG-SAP1291 CRA CHEICK FANTAMADY		19/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1292 CRA DAOUDA		19/08/2022	12 907 945	Investissement communautaires			12 907 945
		SGBG-SAP1293 CRA DJIGUI SARAN		19/08/2022	10 655 552	Investissement communautaires			10 655 552
		SGBG-SAP1294 CRA DOUSSOUBA		19/08/2022	16 026 643	Investissement communautaires			16 026 643
		SGBG-SAP1295 CRA FANTA MADY		19/08/2022	9 442 725	Investissement communautaires			9 442 725
		SGBG-SAP1296 CRA FRIKI		19/08/2022	15 680 121	Investissement communautaires			15 680 121
		SGBG-SAP1297 CRA KARAMO		19/08/2022	12 128 270	Investissement communautaires			12 128 270
		SGBG-SAP1298 CRA MAMADY DIANTOUN		19/08/2022	10 482 291	Investissement communautaires			10 482 291
		SGBG-SAP1299 CRA MANIMBA		19/08/2022	15 333 599	Investissement communautaires			15 333 599
		SGBG-SAP1300 CRA NOUHAN		19/08/2022	9 529 355	Investissement communautaires			9 529 355
		SGBG-SAP1301 CRA SACKO		19/08/2022	8 403 159	Investissement communautaires			8 403 159
		SGBG-SAP1302 CRA SAYON TENIN MADY		19/08/2022	9 702 616	Investissement communautaires			9 702 616
		SGBG-SAP1303 CRA SEKOU		19/08/2022	10 395 660	Investissement communautaires			10 395 660
		SGBG-SAP1304 CRA SEKOU OUMAR		19/08/2022	28 501 435	Investissement communautaires			28 501 435
		SGBG-SAP1305 CRA SEKOUBA		19/08/2022	10 222 399	Investissement communautaires			10 222 399

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		SGBG-SAP1306 CRA YACOUBA		19/08/2022	15 420 229	Investissement communautaires			15 420 229
		SGBG-SAP1307 CRA YAKOUBA		19/08/2022	12 821 314	Investissement communautaires			12 821 314
		SGBG-SAP1308 CRA ZOUMANA		19/08/2022	25 036 215	Investissement communautaires			25 036 215
		SGBG-SAP1309 CISSE LADJI		19/08/2022	13 514 358	Investissement communautaires			13 514 358
		SGBG-SAP1310 CISSE MARIAME		19/08/2022	13 600 989	Investissement communautaires			13 600 989
		SGBG-SAP1311 CISSE SEYDOU		19/08/2022	11 002 074	Investissement communautaires			11 002 074
		SGBG-SAP1312 CONDE LALA		19/08/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1313 CONDE LANCINE		19/08/2022	12 907 945	Investissement communautaires			12 907 945
		SGBG-SAP1314 DJABY AMADOU		19/08/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1315 DIAKITE KABINET		19/08/2022	11 868 379	Investissement communautaires			11 868 379
		SGBG-SAP1316 DIALLO MOHAMED		19/08/2022	12 474 792	Investissement communautaires			12 474 792
		SGBG-SAP1317 DIAWARA TIDIANE		19/08/2022	10 655 552	Investissement communautaires			10 655 552
		SGBG-SAP1318 DOUMBOUYA SORY		19/08/2022	8 922 942	Investissement communautaires			8 922 942
		SGBG-SAP1319 FARO MAMADY		19/08/2022	12 214 901	Investissement communautaires			12 214 901
		SGBG-SAP1320 FOFANA TAMBA		19/08/2022	12 734 684	Investissement communautaires			12 734 684
		SGBG-SAP1321 KANTE SEKOU		19/08/2022	11 002 074	Investissement communautaires			11 002 074
		SGBG-SAP1322 KEITA MAMADI		19/08/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1323 KEITA SEKOU MOUSSA		19/08/2022	11 868 379	Investissement communautaires			11 868 379
		SGBG-SAP1324 KONATE ALY		19/08/2022	14 034 141	Investissement communautaires			14 034 141
		SGBG-SAP1325 KONATE SIDIKI		19/08/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1327 KOUYATE OUSMANE		19/08/2022	13 167 836	Investissement communautaires			13 167 836
		SGBG-SAP1328 SANGARE ADAMA		19/08/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1329 SANGARE MALICK		19/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1330 SANGARE MOHAMED		19/08/2022	7 363 593	Investissement communautaires			7 363 593
		SGBG-SAP1331 SANGARE SEKOU BOUNANA		19/08/2022	10 828 813	Investissement communautaires			10 828 813
		SGBG-SAP1332 TOUNKARA HAWA		19/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1333 TOUNKARA LAMINE		19/08/2022	15 420 229	Investissement communautaires			15 420 229
		SGBG-SAP1334 TOURE ADAMA		19/08/2022	12 907 945	Investissement communautaires			12 907 945
		SGBG-SAP1335 TRAORE ABOU		19/08/2022	11 868 379	Investissement communautaires			11 868 379
		SGBG-SAP1336 TRAORE BADRA ALY		19/08/2022	10 742 182	Investissement communautaires			10 742 182
		SGBG-SAP1337 TRAORE FANTA		19/08/2022	15 420 229	Investissement communautaires			15 420 229
		SGBG-SAP1338 TRAORE SEKOU		19/08/2022	10 395 660	Investissement communautaires			10 395 660
		SGBG-SAP1339 TRAORE SEKOUBA		19/08/2022	11 261 965	Investissement communautaires			11 261 965
		Construction cloture usine d'anacarde		25/08/2022	161 417 126	Investissement communautaires			161 417 126
		SGBG-SAP1370 BERETE DJAKARIA		26/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1371 BERETE DJIGUI		26/08/2022	20 358 168	Investissement communautaires			20 358 168

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		SGBG-SAP1372 BERETE KARAMO		26/08/2022	10 222 399	Investissement communautaires			10 222 399
		SGBG-SAP1373 BERETE KARAMO		26/08/2022	11 781 748	Investissement communautaires			11 781 748
		SGBG-SAP1374 BERETE YACOUBA		26/08/2022	12 214 901	Investissement communautaires			12 214 901
		SGBG-SAP1375 CRA ABDOULAYE		26/08/2022	13 167 836	Investissement communautaires			13 167 836
		SGBG-SAP1376 CRA DRISSA		26/08/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1377 CRA FOUSSSENY		26/08/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1378 CRA FOUSSSENY		26/08/2022	16 199 904	Investissement communautaires			16 199 904
		SGBG-SAP1379 CRA FOUSSSENY		26/08/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1380 CRA FOUSSSENY		26/08/2022	15 246 968	Investissement communautaires			15 246 968
		SGBG-SAP1381 CRA IBRAHIMA		26/08/2022	11 175 335	Investissement communautaires			11 175 335
		SGBG-SAP1382 CRA IBRAHIMA		26/08/2022	12 301 531	Investissement communautaires			12 301 531
		SGBG-SAP1383 CRA KABA		26/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1384 CRA KABA		26/08/2022	10 395 660	Investissement communautaires			10 395 660
		SGBG-SAP1385 CRA KEMOKO		26/08/2022	14 467 294	Investissement communautaires			14 467 294
		SGBG-SAP1386 CRA LANCINE		26/08/2022	10 222 399	Investissement communautaires			10 222 399
		SGBG-SAP1388 CRA LAYE		26/08/2022	15 160 338	Investissement communautaires			15 160 338
		SGBG-SAP1389 CRA MADOU		26/08/2022	13 254 467	Investissement communautaires			13 254 467
		SGBG-SAP1390 CRA MAMADY		26/08/2022	10 395 660	Investissement communautaires			10 395 660
		SGBG-SAP1391 CRA MAMADI		26/08/2022	10 395 660	Investissement communautaires			10 395 660
		SGBG-SAP1392 CRA MAMADI		26/08/2022	13 514 358	Investissement communautaires			13 514 358
		SGBG-SAP1393 CRA MAMADY		26/08/2022	13 687 619	Investissement communautaires			13 687 619
		SGBG-SAP1394 CRA MAMADI		26/08/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1395 CRA MOUSSA		26/08/2022	11 608 487	Investissement communautaires			11 608 487
		SGBG-SAP1396 CRA MOUSSA		26/08/2022	11 695 118	Investissement communautaires			11 695 118
		SGBG-SAP1397 CRA SENKOUN		26/08/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1398 CRA SENKOUN		26/08/2022	15 160 338	Investissement communautaires			15 160 338
		SGBG-SAP1399 CRA SINE		26/08/2022	11 175 335	Investissement communautaires			11 175 335
		SGBG-SAP1400 CRA SOULEYMANE		26/08/2022	13 514 358	Investissement communautaires			13 514 358
		SGBG-SAP1401 CRA SOULEYMANE		26/08/2022	12 214 901	Investissement communautaires			12 214 901
		SGBG-SAP1402 DIABY MOUSTAPHA		26/08/2022	13 687 619	Investissement communautaires			13 687 619
		SGBG-SAP1403 DIABY MOUSTAPHA		26/08/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1404 DIALLO IBRAHIMA		26/08/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1405 KANTE ISSA		26/08/2022	13 341 097	Investissement communautaires			13 341 097
		SGBG-SAP1406 KEITA ABDOULAYE		26/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1407 KEITA KABINE		26/08/2022	12 474 792	Investissement communautaires			12 474 792
		SGBG-SAP1408 TOURE ELHADJ LANCINE		26/08/2022	11 261 965	Investissement communautaires			11 261 965

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		SGBG-SAP1409 TOURE FARABAN		26/08/2022	10 742 182	Investissement communautaires			10 742 182
		SGBG-SAP1410 TOURE FARABAN		26/08/2022	15 073 707	Investissement communautaires			15 073 707
		Contractuels		12/08/2022	(1 715)	Investissement communautaires			(1 715)
		Contractuels		12/08/2022	(2 058)	Investissement communautaires			(2 058)
		Contractuels		12/08/2022	(5 317)	Investissement communautaires			(5 317)
		Contractuels		12/08/2022	(5 660)	Investissement communautaires			(5 660)
		Contractuels		12/08/2022	(7 547)	Investissement communautaires			(7 547)
		Contractuels		12/08/2022	(2 916)	Investissement communautaires			(2 916)
		Contractuels		12/08/2022	(1 372)	Investissement communautaires			(1 372)
		Contractuels		12/08/2022	(4 974)	Investissement communautaires			(4 974)
		Contractuels		12/08/2022	(1 372)	Investissement communautaires			(1 372)
		Contractuels		12/08/2022	(1 544)	Investissement communautaires			(1 544)
		Contractuels		12/08/2022	(4 202)	Investissement communautaires			(4 202)
		Contractuels		12/08/2022	(11 663)	Investissement communautaires			(11 663)
		Contractuels		12/08/2022	(5 832)	Investissement communautaires			(5 832)
		Contractuels		12/08/2022	(686)	Investissement communautaires			(686)
		Contractuels		12/08/2022	(7 547)	Investissement communautaires			(7 547)
		Contractuels		12/08/2022	(11 320)	Investissement communautaires			(11 320)
		Contractuels		12/08/2022	(7 547)	Investissement communautaires			(7 547)
		Contractuels		12/08/2022	(600)	Investissement communautaires			(600)
		Contractuels		12/08/2022	(2 230)	Investissement communautaires			(2 230)
		Contractuels		12/08/2022	(2 744)	Investissement communautaires			(2 744)
		Contractuels		12/08/2022	(1 801)	Investissement communautaires			(1 801)
		Contractuels		12/08/2022	(9 262)	Investissement communautaires			(9 262)
		Contractuels		12/08/2022	(3 001)	Investissement communautaires			(3 001)
		Contractuels		12/08/2022	(11 578)	Investissement communautaires			(11 578)
		Contractuels		12/08/2022	(7 290)	Investissement communautaires			(7 290)
		Contractuels		12/08/2022	(1 115)	Investissement communautaires			(1 115)
		Contractuels		12/08/2022	(428)	Investissement communautaires			(428)
		Contractuels		12/08/2022	(2 744)	Investissement communautaires			(2 744)
		Contractuels		12/08/2022	19 870 068	Investissement communautaires			19 870 068
		Contractuels		12/08/2022	8 926 792	Investissement communautaires			8 926 792
		Contractuels		12/08/2022	8 847 460	Investissement communautaires			8 847 460
		Construction cloture usine d'anacarde		31/08/2022	274 845 376	Investissement communautaires			274 845 376
		SGBG-SAP1326 KOUROUMA BASSY		19/08/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1387 CRA LAYE		26/08/2022	8 229 898	Investissement communautaires			8 229 898

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		autres services		07/09/2022	500 000	Investissement communautaires			500 000
		autres services		07/09/2022	600 000	Investissement communautaires			600 000
		autres services		07/09/2022	1 000 000	Investissement communautaires			1 000 000
		autres services		07/09/2022	1 000 000	Investissement communautaires			1 000 000
		autres services		07/09/2022	1 000 000	Investissement communautaires			1 000 000
		autres services		07/09/2022	8 000 000	Investissement communautaires			8 000 000
		autres services		07/09/2022	2 064 800	Investissement communautaires			2 064 800
		autres services		07/09/2022	300 000	Investissement communautaires			300 000
		autres services		07/09/2022	160 000	Investissement communautaires			160 000
		autres services		07/09/2022	600 000	Investissement communautaires			600 000
		autres services		07/09/2022	500 000	Investissement communautaires			500 000
		autres services		07/09/2022	240 000	Investissement communautaires			240 000
		autres services		07/09/2022	700 000	Investissement communautaires			700 000
		autres services		07/09/2022	175 000	Investissement communautaires			175 000
		SGBG-SAP1477 BARRY IBRAHIMA		07/09/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1478 BERETE MAMOUDOU		07/09/2022	12 734 684	Investissement communautaires			12 734 684
		SGBG-SAP1479 BERETE OUSMANE		07/09/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1481 CRA DJIGUI		07/09/2022	13 167 836	Investissement communautaires			13 167 836
		SGBG-SAP1482 CRA DOUBA		07/09/2022	11 088 704	Investissement communautaires			11 088 704
		SGBG-SAP1483 CRA FODE		07/09/2022	12 821 314	Investissement communautaires			12 821 314
		SGBG-SAP1484 CRA FODE		07/09/2022	11 435 226	Investissement communautaires			11 435 226
		SGBG-SAP1486 CRA KAMBA		07/09/2022	12 648 053	Investissement communautaires			12 648 053
		SGBG-SAP1487 CRA KELEFA		07/09/2022	11 435 226	Investissement communautaires			11 435 226
		SGBG-SAP1488 CRA MAMADI		07/09/2022	12 301 531	Investissement communautaires			12 301 531
		SGBG-SAP1489 CRA OUMAR		07/09/2022	10 482 291	Investissement communautaires			10 482 291
		SGBG-SAP1490 CRA SINE		07/09/2022	7 710 115	Investissement communautaires			7 710 115
		SGBG-SAP1492 CONDE SOULEYMANE		07/09/2022	11 435 226	Investissement communautaires			11 435 226
		SGBG-SAP1493 DANSOKO ABOU		07/09/2022	11 608 487	Investissement communautaires			11 608 487
		SGBG-SAP1494 DIABY BAKARY		07/09/2022	12 388 162	Investissement communautaires			12 388 162
		SGBG-SAP1495 DIABY BAKARY		07/09/2022	11 088 704	Investissement communautaires			11 088 704
		SGBG-SAP1496 DIABY FODE		07/09/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1497 DIAKITE ABDOURAHAMANE		07/09/2022	10 742 182	Investissement communautaires			10 742 182
		SGBG-SAP1498 DIALLO MAKI		07/09/2022	12 821 314	Investissement communautaires			12 821 314
		SGBG-SAP1499 DMBYA FAREMBA		07/09/2022	13 167 836	Investissement communautaires			13 167 836
		SGBG-SAP1500 DMBYA KARAMOKO		07/09/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		SGBG-SAP1501 DMBYA MAMOUDOU		07/09/2022	10 222 399	Investissement communautaires			10 222 399

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		SGBG-SAP1502 DMBYA SEKOUBA		07/09/2022	11 088 704	Investissement communautaires			11 088 704
		SGBG-SAP1503 KEITA MAMADI		07/09/2022	10 568 921	Investissement communautaires			10 568 921
		SGBG-SAP1504 MARA ABOU		07/09/2022	14 207 402	Investissement communautaires			14 207 402
		SGBG-SAP1505 TRAORE FATOUMATA		07/09/2022	11 608 487	Investissement communautaires			11 608 487
		SGBG-SAP1506 TRAORE MAMADY		07/09/2022	10 482 291	Investissement communautaires			10 482 291
		SGBG-SAP1507 YOMBOUNO SAA MAXIME		07/09/2022	10 309 030	Investissement communautaires			10 309 030
		Contractuels		26/08/2022	(1 204)	Investissement communautaires			(1 204)
		Contractuels		26/08/2022	(1 462)	Investissement communautaires			(1 462)
		Contractuels		26/08/2022	(3 783)	Investissement communautaires			(3 783)
		Contractuels		26/08/2022	(4 041)	Investissement communautaires			(4 041)
		Contractuels		26/08/2022	(5 417)	Investissement communautaires			(5 417)
		Contractuels		26/08/2022	(2 149)	Investissement communautaires			(2 149)
		Contractuels		26/08/2022	(1 032)	Investissement communautaires			(1 032)
		Contractuels		26/08/2022	(3 525)	Investissement communautaires			(3 525)
		Contractuels		26/08/2022	(946)	Investissement communautaires			(946)
		Contractuels		26/08/2022	(1 118)	Investissement communautaires			(1 118)
		Contractuels		26/08/2022	(4 128)	Investissement communautaires			(4 128)
		Contractuels		26/08/2022	(516)	Investissement communautaires			(516)
		Contractuels		26/08/2022	(5 417)	Investissement communautaires			(5 417)
		Contractuels		26/08/2022	(2 064)	Investissement communautaires			(2 064)
		Contractuels		26/08/2022	(93 122)	Investissement communautaires			(93 122)
		Contractuels		26/08/2022	(1 376)	Investissement communautaires			(1 376)
		Contractuels		26/08/2022	(6 621)	Investissement communautaires			(6 621)
		Contractuels		26/08/2022	(2 150)	Investissement communautaires			(2 150)
		Contractuels		26/08/2022	(8 255)	Investissement communautaires			(8 255)
		Contractuels		26/08/2022	(5 159)	Investissement communautaires			(5 159)
		Contractuels		26/08/2022	(774)	Investissement communautaires			(774)
		Contractuels		26/08/2022	(1 719)	Investissement communautaires			(1 719)
		Contractuels		26/08/2022	(344)	Investissement communautaires			(344)
		Contractuels		26/08/2022	(946)	Investissement communautaires			(946)
		Contractuels		26/08/2022	(1 978)	Investissement communautaires			(1 978)
		Contractuels		26/08/2022	1 008 430	Investissement communautaires			1 008 430
		Contractuels		26/08/2022	2 872 558	Investissement communautaires			2 872 558
		Contractuels		26/08/2022	8 746 607	Investissement communautaires			8 746 607
		Contractuels		26/08/2022	21 831	Investissement communautaires			21 831
		Contractuels		26/08/2022	12 531 579	Investissement communautaires			12 531 579

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		Contractuels		26/08/2022	12 470 357	Investissement communautaires			12 470 357
		Contractuels		12/09/2022	33 500 000	Investissement communautaires			33 500 000
		Contractuels		12/09/2022	37 000 000	Investissement communautaires			37 000 000
		Contractuels		12/09/2022	9 600 000	Investissement communautaires			9 600 000
		Contractuels		12/09/2022	81 000 000	Investissement communautaires			81 000 000
		Contractuels		12/09/2022	8 250 000	Investissement communautaires			8 250 000
		Contractuels		12/09/2022	15 500 000	Investissement communautaires			15 500 000
		Contractuels		12/09/2022	18 000 000	Investissement communautaires			18 000 000
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		14/09/2022	612 173 740	Investissement communautaires			612 173 740
		SERVICE;SERVICES OTHER		14/09/2022	848 454 035	Investissement communautaires			848 454 035
		wrong qty posting		16/09/2022	(33 500 000)	Investissement communautaires			(33 500 000)
		autres services		16/09/2022	(37 000 000)	Investissement communautaires			(37 000 000)
		autres services		16/09/2022	(9 600 000)	Investissement communautaires			(9 600 000)
		autres services		16/09/2022	(81 000 000)	Investissement communautaires			(81 000 000)
		autres services		16/09/2022	(8 250 000)	Investissement communautaires			(8 250 000)
		autres services		16/09/2022	(15 500 000)	Investissement communautaires			(15 500 000)
		autres services		16/09/2022	(18 000 000)	Investissement communautaires			(18 000 000)
		autres services		16/09/2022	33 500 000	Investissement communautaires			33 500 000
		autres services		16/09/2022	37 000 000	Investissement communautaires			37 000 000
		autres services		16/09/2022	9 600 000	Investissement communautaires			9 600 000
		autres services		16/09/2022	81 000 000	Investissement communautaires			81 000 000
		autres services		16/09/2022	8 250 000	Investissement communautaires			8 250 000
		autres services		16/09/2022	3 500 000	Investissement communautaires			3 500 000
		autres services		16/09/2022	15 500 000	Investissement communautaires			15 500 000
		RENTAL OF DUMP TRUCKS		21/09/2022	199 068 000	Investissement communautaires			199 068 000
		RENTAL OF LOADER 966 OR 988B		21/09/2022	52 547 000	Investissement communautaires			52 547 000
		SGBG-SAP137 CAMARA KOMAGAN		21/09/2022	10 655 552	Investissement communautaires			10 655 552
		SGBG-SAP138 CAMARA LANCINE		21/09/2022	11 261 965	Investissement communautaires			11 261 965
		SGBG-SAP139 DANSOKO FAMAKAN		21/09/2022	7 623 484	Investissement communautaires			7 623 484
		SGBG-SAP140 KEITA KABINE		21/09/2022	11 608 487	Investissement communautaires			11 608 487
		SGBG-SAP141 TRAORE KARAMOKO		21/09/2022	11 261 965	Investissement communautaires			11 261 965
		SGBG-SAP142 TRAORE NAGNALEN		21/09/2022	14 813 816	Investissement communautaires			14 813 816
		SGBG-SAP143 TRAORE SARAN		21/09/2022	7 883 376	Investissement communautaires			7 883 376
		autres services		27/09/2022	450 000	Investissement communautaires			450 000
		autres services		27/09/2022	2 500 000	Investissement communautaires			2 500 000
		autres services		27/09/2022	400 000	Investissement communautaires			400 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		autres services		27/09/2022	6 100 000	Investissement communautaires			6 100 000
		autres services		27/09/2022	5 600 000	Investissement communautaires			5 600 000
		autres services		27/09/2022	130 000	Investissement communautaires			130 000
		autres services		27/09/2022	474 000	Investissement communautaires			474 000
		autres services		27/09/2022	1 000 000	Investissement communautaires			1 000 000
		autres services		27/09/2022	1 000 000	Investissement communautaires			1 000 000
		autres services		27/09/2022	160 000	Investissement communautaires			160 000
		Received by Sekou Samoura APC		29/09/2022	3 625 000	Investissement communautaires			3 625 000
		Contractuels		29/09/2022	3 300 000	Investissement communautaires			3 300 000
		Contractuels		29/09/2022	5 375 000	Investissement communautaires			5 375 000
		Contractuels		29/09/2022	1 875 000	Investissement communautaires			1 875 000
		Contractuels		29/09/2022	8 750 000	Investissement communautaires			8 750 000
		Contractuels		29/09/2022	6 250 000	Investissement communautaires			6 250 000
		Contractuels		29/09/2022	8 900 000	Investissement communautaires			8 900 000
		Contractuels		29/09/2022	1 625 000	Investissement communautaires			1 625 000
		Contractuels		29/09/2022	6 875 000	Investissement communautaires			6 875 000
		Contractuels		29/09/2022	6 125 000	Investissement communautaires			6 125 000
		Contractuels		29/09/2022	4 500 000	Investissement communautaires			4 500 000
		Contractuels		29/09/2022	8 625 000	Investissement communautaires			8 625 000
		Contractuels		29/09/2022	7 250 000	Investissement communautaires			7 250 000
		Contractuels		29/09/2022	45 000 000	Investissement communautaires			45 000 000
		Contractuels		29/09/2022	750 000	Investissement communautaires			750 000
		Contractuels		29/09/2022	1 500 000	Investissement communautaires			1 500 000
		Contractuels		29/09/2022	1 875 000	Investissement communautaires			1 875 000
		Contractuels		29/09/2022	45 000 000	Investissement communautaires			45 000 000
		Contractuels		29/09/2022	1 000 000	Investissement communautaires			1 000 000
		Contractuels		29/09/2022	4 375 000	Investissement communautaires			4 375 000
		Contractuels		29/09/2022	2 000 000	Investissement communautaires			2 000 000
		Contractuels		29/09/2022	1 875 000	Investissement communautaires			1 875 000
		Contractuels		29/09/2022	5 000 000	Investissement communautaires			5 000 000
		Contractuels		29/09/2022	4 000 000	Investissement communautaires			4 000 000
		Contractuels		29/09/2022	8 750 000	Investissement communautaires			8 750 000
		Contractuels		29/09/2022	4 000 000	Investissement communautaires			4 000 000
		SERVICE;SERVICES OTHER		14/09/2022	(848 454 035)	Investissement communautaires			(848 454 035)
		INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		06/10/2022	284 162 551	Investissement communautaires			284 162 551
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		14/09/2022	332 771 670	Investissement communautaires			332 771 670

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		09/09/2022	(1)	Investissement communautaires			(1)
		SGBG-SAP1657 BERETE MORY		14/10/2022	31 013 719	Investissement communautaires			31 013 719
		SGBG-SAP1658 DIALLO ALHASSANE		14/10/2022	10 828 813	Investissement communautaires			10 828 813
		SGBG-SAP1404 DIALLO IBRAHIMA		14/10/2022	12 994 575	Investissement communautaires			12 994 575
		REVERSAL SGBG-SAP1404 DIALLO IBRAHIMA - 01978027		14/10/2022	(12 994 575)	Investissement communautaires			(12 994 575)
		SGBG-SAP1673 YACOUBA CAMARA		17/10/2022	14 900 446	Investissement communautaires			14 900 446
		SGBG-SAP1674 YACOUBA CAMARA		17/10/2022	9 442 725	Investissement communautaires			9 442 725
		SGBG-SAP1675 YACOUBA CAMARA		17/10/2022	14 034 141	Investissement communautaires			14 034 141
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		24/10/2022	880 600 000	Investissement communautaires			880 600 000
		Construction du pont de Miyada		24/10/2022	848 454 035	Investissement communautaires			848 454 035
		autres services		27/10/2022	16 750 000	Investissement communautaires			16 750 000
		autres services		27/10/2022	58 000 000	Investissement communautaires			58 000 000
		autres services		27/10/2022	1 350 000	Investissement communautaires			1 350 000
		autres services		27/10/2022	18 000 000	Investissement communautaires			18 000 000
		autres services		27/10/2022	10 050 000	Investissement communautaires			10 050 000
		Div.Livraisons Alevins & Eqmts_Piscicult		06/06/2022	(1 035 402)	Investissement communautaires			(1 035 402)
		Alevins		06/06/2022	3 925 536	Investissement communautaires			3 925 536
		PROVIDE SERV;SERVICES		31/10/2022	204 588 000	Investissement communautaires			204 588 000
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		31/10/2022	60 503 940	Investissement communautaires			60 503 940
		autres services		01/11/2022	46 500 000	Investissement communautaires			46 500 000
		autres services		01/11/2022	54 000 000	Investissement communautaires			54 000 000
		autres services		01/11/2022	35 000 000	Investissement communautaires			35 000 000
		autres services		01/11/2022	8 800 000	Investissement communautaires			8 800 000
		autres services		01/11/2022	75 000 000	Investissement communautaires			75 000 000
		autres services		01/11/2022	7 500 000	Investissement communautaires			7 500 000
		autres services		01/11/2022	27 000 000	Investissement communautaires			27 000 000
		autres services		01/11/2022	6 000 000	Investissement communautaires			6 000 000
		Mise point ecole profes et centre femini		25/11/2022	529 965 837	Investissement communautaires			529 965 837
		autres services		25/11/2022	1 108 080	Investissement communautaires			1 108 080
		autres services		25/11/2022	13 466 250	Investissement communautaires			13 466 250
		PROVIDE CNSMBL;FILM & ACCESSORIES		06/12/2022	244 869 496	Investissement communautaires			244 869 496
		Construction de la mosquee de Balato		23/12/2022	1 443 000 074	Investissement communautaires			1 443 000 074
		autres services		29/12/2022	110 250	Investissement communautaires			110 250
		autres services		29/12/2022	105 000	Investissement communautaires			105 000
		autres services		29/12/2022	2 520 000	Investissement communautaires			2 520 000
		autres services		29/12/2022	2 205 000	Investissement communautaires			2 205 000

N° Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
				Montant	Description		Coût payé en nature durant	
	autres services		29/12/2022	2 520 000	Investissement communautaires			2 520 000
	autres services		29/12/2022	1 181 250	Investissement communautaires			1 181 250
	autres services		29/12/2022	6 142 500	Investissement communautaires			6 142 500
	autres services		29/12/2022	2 598 750	Investissement communautaires			2 598 750
	autres services		29/12/2022	8 404 200	Investissement communautaires			8 404 200
	autres services		29/12/2022	5 043 780	Investissement communautaires			5 043 780
	autres services		29/12/2022	20 212 500	Investissement communautaires			20 212 500
	autres services		29/12/2022	5 717 250	Investissement communautaires			5 717 250
	autres services		29/12/2022	242 550	Investissement communautaires			242 550
	autres services		29/12/2022	231 000	Investissement communautaires			231 000
	autres services		29/12/2022	1 155 000	Investissement communautaires			1 155 000
	autres services		29/12/2022	346 500	Investissement communautaires			346 500
	autres services		29/12/2022	1 732 500	Investissement communautaires			1 732 500
	autres services		29/12/2022	277 200	Investissement communautaires			277 200
	autres services		29/12/2022	2 310 000	Investissement communautaires			2 310 000
	INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		29/12/2022	347 309 784	Investissement communautaires			347 309 784
	INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		30/12/2022	201 705 282	Investissement communautaires			201 705 282
	Construction new school in Koron		30/12/2022	132 784 126	Investissement communautaires			132 784 126
	Construction d'une ecole de R+2 a Koron		29/12/2022	56 907 482	Investissement communautaires			56 907 482
	Accrual fish farming project at Tinkisso		30/12/2022	1 088 522 965	Investissement communautaires			1 088 522 965
	Construction du pont de Mignada		30/12/2022	848 454 035	Investissement communautaires			848 454 035
	Const. cloture ecole primaire d'AREA1		30/12/2022	325 938 324	Investissement communautaires			325 938 324
	Projet d'appui Centre Sante Kintinian		30/12/2022	65 718 600	Investissement communautaires			65 718 600
	Bios plants		28/02/2022	48 412	Investissement communautaires			48 412
	Engrais NPK		28/02/2022	68 683	Investissement communautaires			68 683
	Engrais Urée		28/02/2022	65 946	Investissement communautaires			65 946
	pro plants		28/02/2022	79 203	Investissement communautaires			79 203
	Comcombre importe		28/02/2022	6 158	Investissement communautaires			6 158
	Comcombre local		28/02/2022	684	Investissement communautaires			684
	Gombo clemson		28/02/2022	1 112	Investissement communautaires			1 112
	piment		28/02/2022	24 633	Investissement communautaires			24 633
	Gombo Kaly		28/02/2022	1 112	Investissement communautaires			1 112
	laitue		28/02/2022	5 389	Investissement communautaires			5 389
	Aubergine		28/02/2022	37 378	Investissement communautaires			37 378
	jaxatue		28/02/2022	8 810	Investissement communautaires			8 810
	Choux kkcros		28/02/2022	4 277	Investissement communautaires			4 277

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		pasteque		28/02/2022	257	Investissement communautaires			257
		Oignon Am (violet de galmi)		28/02/2022	12 060	Investissement communautaires			12 060
		Tomates (mongal F1)		28/02/2022	20 528	Investissement communautaires			20 528
		Sces Pomme Importée		28/02/2022	17 962	Investissement communautaires			17 962
		Sces Pomme Local		28/02/2022	4 362	Investissement communautaires			4 362
		INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		23/03/2022	1 069 160 150	Investissement communautaires			1 069 160 150
		Farmer Field School Training		31/12/2021	(1 069 160 150)	Investissement communautaires			(1 069 160 150)
		INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		19/05/2022	1 069 160 150	Investissement communautaires			1 069 160 150
		INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		19/05/2022	1 069 160 150	Investissement communautaires			1 069 160 150
		contractuels		16/08/2022	1 128 520	Investissement communautaires			1 128 520
		contractuels		16/08/2022	1 369 894	Investissement communautaires			1 369 894
		contractuels		16/08/2022	3 540 203	Investissement communautaires			3 540 203
		contractuels		16/08/2022	3 835 890	Investissement communautaires			3 835 890
		contractuels		16/08/2022	5 066 964	Investissement communautaires			5 066 964
		contractuels		16/08/2022	1 963 235	Investissement communautaires			1 963 235
		contractuels		16/08/2022	915 287	Investissement communautaires			915 287
		contractuels		16/08/2022	3 298 829	Investissement communautaires			3 298 829
		contractuels		16/08/2022	895 186	Investissement communautaires			895 186
		contractuels		16/08/2022	1 045 981	Investissement communautaires			1 045 981
		contractuels		16/08/2022	2 767 842	Investissement communautaires			2 767 842
		contractuels		16/08/2022	7 856 788	Investissement communautaires			7 856 788
		contractuels		16/08/2022	3 918 344	Investissement communautaires			3 918 344
		contractuels		16/08/2022	466 581	Investissement communautaires			466 581
		contractuels		16/08/2022	5 067 220	Investissement communautaires			5 067 220
		contractuels		16/08/2022	7 600 189	Investissement communautaires			7 600 189
		contractuels		16/08/2022	5 066 964	Investissement communautaires			5 066 964
		contractuels		16/08/2022	377 627	Investissement communautaires			377 627
		contractuels		16/08/2022	1 478 862	Investissement communautaires			1 478 862
		contractuels		16/08/2022	1 888 821	Investissement communautaires			1 888 821
		contractuels		16/08/2022	87 088 825	Investissement communautaires			87 088 825
		contractuels		16/08/2022	1 230 988	Investissement communautaires			1 230 988
		contractuels		16/08/2022	6 191 293	Investissement communautaires			6 191 293
		contractuels		16/08/2022	2 005 402	Investissement communautaires			2 005 402
		contractuels		16/08/2022	7 770 314	Investissement communautaires			7 770 314
		contractuels		16/08/2022	4 887 944	Investissement communautaires			4 887 944
		contractuels		16/08/2022	772 361	Investissement communautaires			772 361

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description		Coût payé en nature durant	
		contractuels		16/08/2022	1 562 941	Investissement communautaires			1 562 941
		contractuels		16/08/2022	292 864	Investissement communautaires			292 864
		contractuels		16/08/2022	891 166	Investissement communautaires			891 166
		contractuels		16/08/2022	1 860 681	Investissement communautaires			1 860 681
		contractuels		29/07/2022	(12 060)	Investissement communautaires			(12 060)
		contractuels		29/07/2022	(14 626)	Investissement communautaires			(14 626)
		contractuels		29/07/2022	(37 634)	Investissement communautaires			(37 634)
		contractuels		29/07/2022	(40 799)	Investissement communautaires			(40 799)
		contractuels		29/07/2022	(53 886)	Investissement communautaires			(53 886)
		contractuels		29/07/2022	(20 870)	Investissement communautaires			(20 870)
		contractuels		29/07/2022	(9 751)	Investissement communautaires			(9 751)
		contractuels		29/07/2022	(35 068)	Investissement communautaires			(35 068)
		contractuels		29/07/2022	(9 580)	Investissement communautaires			(9 580)
		contractuels		29/07/2022	(11 119)	Investissement communautaires			(11 119)
		contractuels		29/07/2022	(29 423)	Investissement communautaires			(29 423)
		contractuels		29/07/2022	(83 480)	Investissement communautaires			(83 480)
		contractuels		29/07/2022	(41 654)	Investissement communautaires			(41 654)
		contractuels		29/07/2022	(4 961)	Investissement communautaires			(4 961)
		contractuels		29/07/2022	(53 800)	Investissement communautaires			(53 800)
		contractuels		29/07/2022	(80 829)	Investissement communautaires			(80 829)
		contractuels		29/07/2022	(53 886)	Investissement communautaires			(53 886)
		contractuels		29/07/2022	(4 020)	Investissement communautaires			(4 020)
		contractuels		29/07/2022	(15 653)	Investissement communautaires			(15 653)
		contractuels		29/07/2022	(20 100)	Investissement communautaires			(20 100)
		contractuels		29/07/2022	(925 807)	Investissement communautaires			(925 807)
		contractuels		29/07/2022	(13 087)	Investissement communautaires			(13 087)
		contractuels		29/07/2022	(65 775)	Investissement communautaires			(65 775)
		contractuels		29/07/2022	(21 383)	Investissement communautaires			(21 383)
		contractuels		29/07/2022	(82 625)	Investissement communautaires			(82 625)
		contractuels		29/07/2022	(51 918)	Investissement communautaires			(51 918)
		contractuels		29/07/2022	(8 211)	Investissement communautaires			(8 211)
		contractuels		29/07/2022	(16 679)	Investissement communautaires			(16 679)
		contractuels		29/07/2022	(3 079)	Investissement communautaires			(3 079)
		contractuels		29/07/2022	(9 494)	Investissement communautaires			(9 494)
		contractuels		29/07/2022	(19 844)	Investissement communautaires			(19 844)
		INSTALLATION, SUPPLY, PAVING		14/09/2022	1 069 160 150	Investissement communautaires			1 069 160 150

N° Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
				Montant	Description		Coût payé en nature durant	
	CONSULTANCY FEES, TRANSF/MONITOR		24/10/2022	855 328 120	Investissement communautaires			855 328 120
	contractuels		07/09/2022	(529 961)	Investissement communautaires			(529 961)
	contractuels		07/09/2022	(6 653 940)	Investissement communautaires			(6 653 940)
	contractuels		07/09/2022	(392 510)	Investissement communautaires			(392 510)
	contractuels		07/09/2022	2 994	Investissement communautaires			2 994
	contractuels		07/09/2022	3 678	Investissement communautaires			3 678
	contractuels		07/09/2022	9 409	Investissement communautaires			9 409
	contractuels		07/09/2022	10 178	Investissement communautaires			10 178
	contractuels		07/09/2022	13 514	Investissement communautaires			13 514
	contractuels		07/09/2022	5 218	Investissement communautaires			5 218
	contractuels		07/09/2022	2 480	Investissement communautaires			2 480
	contractuels		07/09/2022	8 810	Investissement communautaires			8 810
	contractuels		07/09/2022	140 103	Investissement communautaires			140 103
	contractuels		07/09/2022	3 592	Investissement communautaires			3 592
	contractuels		07/09/2022	7 527	Investissement communautaires			7 527
	contractuels		07/09/2022	1 662 843	Investissement communautaires			1 662 843
	contractuels		07/09/2022	56 366	Investissement communautaires			56 366
	contractuels		07/09/2022	13 514	Investissement communautaires			13 514
	contractuels		07/09/2022	29 851	Investissement communautaires			29 851
	contractuels		07/09/2022	13 514	Investissement communautaires			13 514
	contractuels		07/09/2022	1 026	Investissement communautaires			1 026
	contractuels		07/09/2022	3 935	Investissement communautaires			3 935
	contractuels		07/09/2022	5 046	Investissement communautaires			5 046
	contractuels		07/09/2022	3 336	Investissement communautaires			3 336
	contractuels		07/09/2022	16 422	Investissement communautaires			16 422
	contractuels		07/09/2022	5 303	Investissement communautaires			5 303
	contractuels		07/09/2022	12 915	Investissement communautaires			12 915
	contractuels		07/09/2022	2 053	Investissement communautaires			2 053
	contractuels		07/09/2022	4 191	Investissement communautaires			4 191
	contractuels		07/09/2022	770	Investissement communautaires			770
	contractuels		07/09/2022	2 395	Investissement communautaires			2 395
	contractuels		07/09/2022	4 961	Investissement communautaires			4 961
Total SAG				28 179 136 333				28 179 136 333
3 CBG								-
	NGADA BARKERE	Boké	24/02/2022	450 000 000	Travaux de contruction de la maison des jeunes de Daramagnaki, préfecture d télimélé			450 000 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire	Paielements en nature (sous forme de projet)		Total paiement sociaux volontaires
					Montant	Description	Coût payé en nature durant	
		SGMC SARL	Boké	17/06/2022	400 000 000	Construction d'un pont de 10.2 Ml sur la rivière Fousso dans la préfecture de Gaoul		400 000 000
		EGFCO SARL	Boké	21/06/2022	450 000 000	Travaux de construction d'un logement de personnel de santé à Poukoussa, clôture poste de santé		450 000 000
		GUINAPRES	Boké	29/06/2022	400 000 000	Travaus de reconstruction de la guerite principale et aménagement de la façade de l'ISMG de Boké		400 000 000
		GUINAPRES	Boké	29/06/2022	400 000 000	Construction maison des jeunes dans la commune urbaine de boké		400 000 000
		EGFCO SARL	Boké	01/07/2022	90 000 000	Travaux de réalisation d'un forage a nabata cr de kolaboui		90 000 000
		ETABLISSEMENTS SAMBA MAIGA & FRERES	Boké	28/12/2022	350 000 000	renovation et équipement de 3 salles de classe à Kaléyiré 2		350 000 000
		ENTREPRISE OUMOU KHAIRY BAH	Boké	17/11/2022	399 860 230	Travaux d'entretien de 3 salles de classe et construction et équipement de 2 salles de classe à Katongoro, CRK		399 860 230
		Entreprise Kassa Multi-Service	Boké	07/12/2022	360 000 000	Réalisation de 04 forages équipés de pompe à motrice humaine dans la préfecture de Gaoual		360 000 000
		SNAPE BOKE	Boké	07/12/2022	66 846 600	Supervision des travaux de deferrisseurs dans le cadre de la mediation de C.A.O		66 846 600
		SNAPE BOKE	Boké	14/12/2022	171 500 000	Analyse physio-chimique et bactériologique des points d'eau		171 500 000
		ENTREPRISE GBALMA	Boké	16/12/2022	475 000 000	Construction et équipement d'un poste de santé et baptiment pour le personneml soignant		475 000 000
		GUINAPRES	Boké	12/12/2022	400 000 000	Travaux de rénovation de la guerite principale et aménagement de la devanture du pavé de l'ISMGB		400 000 000
		GUINAPRES	Boké	12/12/2022	400 000 000	Construction d'une maison de jeune dans la commune urbaine de Boké		400 000 000
		DIOULDE MULTI-SERVICES	Boké	27/12/2022	500 000 000	Construction et équipement d'une école de 3 salles de classe dans la préfecture de Téliélé		500 000 000
		SGIC-SA	Boké	28/12/2022	630 000 000	Réalisation de 7 forages équipés de pompe à motricité humaine dans la commune rurale de Kamsar		630 000 000
Total CBG					5 943 206 830			5 943 206 830
4	CHALCO	Habitants des communautés de Boffa	Boffa	Toute l'année 2022	649 777 000	Nc	-	649 777 000
5	SPIC	Nc	Nc	Nc	686 050 000	Nc	-	686 050 000
4	COBAD							-
		conseils de mosquée des zones industrielles de la mine et Taressa	BOKE	19/04/2022	20 000 000	Parrainage et octroi d'assistance financiere aux conseils de mosquée des zones industrielles		20 000 000
		communautés des zones industrielles de la mine et Taressa	BOKE	19/04/2022	35 000 000	Parrainage et octroi d'un support de sponsoring aux communautés des zones industrielles		35 000 000
		conseils de mosquée des zones industrielles de la mine et Taressa	BOKE	12/07/2022	20 000 000	Parrainage et octroi d'assistance financiere aux conseils de mosquée des zones industrielles		20 000 000
		ECOFOR-SARL	BOKE	29/07/2022	156 350 000	Realisation de 5 forages, construction de superstructures et installation de pompes mecaniques dans les zones de Taressa et Dian Dian		156 350 000
		ECOFOR-SARL	BOKE	10/11/2022	79 650 000	Realisation de 5 forages, construction de superstructures et installation de pompes mecaniques dans les zones de Taressa et Dian Dian		79 650 000
		Femmes de la sous-préfecture de Kamsar et de la sous-préfecture de Sangaredi	BOKE	28/02/2022	20 000 000	Parrainage et octroi d'un support de sponsoring aux Femmes de la sous-préfecture de Kamsar et de la sous-préfecture de Sangaredi		20 000 000
Total COBAD					331 000 000		-	331 000 000

N°	Société	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire Montant	Description	Paielements en nature (sous forme de projet) Coût payé en nature durant	Total paiement sociaux volontaires
5	CBK							-
		S/Préfecture de Mambia / Ecole elementaire	KINDIA	02/06/2022	6 500 000	Assistance financiere aux communautés de Mambia pour l'organisation des examens scolaires au titre d		6 500 000
		S/Prefectures de Mambia, Friguiagbe et Samaya	KINDIA	22/09/2022		Travaux de construction de 4 forage d'eau potable dans les sous-prefectures de Mambia, Friguiagbe et Samaya	76 591 200	76 591 200
		S/Prefectures de Friguiagbe	KINDIA	22/09/2022		Travaux de construction du centre d'accueil et un bloc de latrines dans la sous-prefecture de Friguiagbe centre/avance 50%	140 779 549	140 779 549
		S/Prefectures de Mambia, Friguiagbe et Samaya	KINDIA	18/10/2022	75 000 000	Assistance financiere aux groupements agricoles feminins de Mambia, Friguiagbe et Samaya		75 000 000
		Prefectures de Kindia	KINDIA	18/10/2022	6 000 000	Assistance financiere aux conseils de mosques a Kindia		6 000 000
		S/Préfecture de Mambia	KINDIA	01/11/2022		Constructiob et equipement d'un centre de sante -District de Kolibaya centre sous-prefecture de Mambia	124 790 283	124 790 283
		S/Prefectures de Debele, Mambia, Friguiagbe et Samaya	KINDIA	30/12/2022		Achat et Livraison des fournitures scolaires aux ecoles de Debele, Mambia, Samaya et Friguiabe	14 628 460	14 628 460
		Communaute Chretienne (Simbaya et Debele)	KINDIA	27/12/2022	12 000 000	Assistance financiere a la Communaute Chretienne des travailleurs de la CBK (Simbaya et Debele)		12 000 000
		S/Prefectures de Debele, Mambia, Samaya et Friguiagbe	KINDIA	27/12/2022		Livraison des fournitures scolaires aux ecoles de Debele, Mambia, Samaya et Friguiabe	1 152 000	1 152 000
Total	CBK				99 500 000		357 941 492	457 441 492
6	SMFG							-
		CCLM Support	LOLA	14/07/1905	4 974 503			4 974 503
		Education - Classrooms and school sup	LOLA	14/07/1905	42 870 243			42 870 243
		Education - Literacy	LOLA	14/07/1905	1 463 552			1 463 552
		Education - Programs in school / yth grp	LOLA	14/07/1905	743 879			743 879
		Environment - Support to CEGENS	LOLA	14/07/1905	64 685 814			64 685 814
		Health - Anti Malaria	LOLA	14/07/1905	150 642 612			150 642 612
		Health - Public Health	LOLA	14/07/1905	51 953 999			51 953 999
		Intern Program	LOLA	14/07/1905	(42 766 406)			(42 766 406)
		Micro-projects - Anti-poaching projects	LOLA	14/07/1905	(3 047 876)			(3 047 876)
		Other Community	LOLA	14/07/1905	1 671 739			1 671 739
		Participation in community activities	LOLA	14/07/1905	7 933 168			7 933 168
		Routes- Clearing of the roadsides	LOLA	14/07/1905	247 446			247 446
		Routes - Repair & maintenance of critica	LOLA	14/07/1905	632 516 000			632 516 000
		Other public infrastructure support	LOLA	14/07/1905	924 439			924 439
		GBakore Youth House Construction	LOLA	14/07/1905	564 548 634			564 548 634
Total	SMFG				1 479 361 746			1 479 361 746
Total	général				49 938 806 650		357 941 492	50 296 748 142

Annexe 12 : Paiements environnementaux

N °	Société	Nature du flux (Versements au titre de la réhabilitation de l'environnement, Autres taxes et redevances environnementales à spécifier)	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paiements en numéraire		Paiements en nature (sous forme de projet)		Obligatoire ou volontaire	Ref juridique / contractuelle
						Montant	Description	Coût du Projet payé durant 2022			
1	CHALCO	Reboisement	Habitants de Boffa	Boffa	toute l'année 2022	266 870 000	reboisement				
2	SAG	Fonds de Sauvegarde de l'environnement en fev				42 819 187				obligatoire	
3	SMD	Frais du certificat de conformité environnmetale de la mine	Agence guineenne d'evaluation environnementale	Ministere de l'env	07/04/2023	50 000 000				obligation	
		Frais du certificat de conformité environnmetale de la nouvelle mine de Talikoniemine	Agence guineenne d'evaluation environnementale	Ministere de l'env	26/10/2022	50 000 000				obligation	
		Taxe sur l'importation produits chimiques	Fonds de l'environnement	Ministere de l'env		80 359 860				obligation	
		Redevance sur les prelevement des ressources en eaux	Fonds de hydraulique	Ministere de l'Energie	15/01/2023	458 697 105				obligation	
			Entreprise Baraka bussiness; SMD		14/07/1905	381 881 028				Obligatoire et volontaire	
		Budget annuel depensee pour la rehabilitaation de la verse de kassakassa et autres		Site de la SMD				Sponsorin g du bureau de la jeunesse de Lero pour le reboisement de la cour de la	8 590 000		
			SMD, Bureau de jeunes de Lero		juin 2022					volontaire	

N°	Société	Nature du flux (Versements au titre de la réhabilitation de l'environnement, Autres taxes et redevances environnementales à spécifier)	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paielements en numéraire		Paielements en nature (sous forme de projet)		Obligatoire ou volontaire	Ref juridique / contractuelle
						Montant	Description	Coût du Projet payé durant 2022			
			SMD		juin 2022		maison des jeunes. Celebratio n de la journée mondiale de l'environn ment au village de Tombani.	13 838 618		volontaire	
	Total SMD					1 020 937 993		22 428 618			
4	SPIC	Versements au titre de la réhabilitation de l'environnement	Villageois autour de la route minière de Boffa	boffa	14/07/1905	36 159 995 183	Préventio n de la poussière et nettoyage du périmètre			volontaire	contractuelle
5	COBARD	Versements au titre de la réhabilitation de l'environnement	SOCIETE DE REBOISEMENT DES MINES	Sangaredi	05/10/2022		Prestation de services pour la fourniture et la plantation de plants dans le cadre de la remise en état des zones aménagée	264 792 000		Obligatoire	

N°	Société	Nature du flux (Versements au titre de la réhabilitation de l'environnement, Autres taxes et redevances environnementales à spécifier)	Identité du Bénéficiaire (Nom, fonction)	Région du bénéficiaire	Date	Paiements en numéraire	Paiements en nature (sous forme de projet)		Obligatoire ou volontaire	Ref juridique / contractuelle
						Montant	Description	Coût du Projet payé durant 2022		
							s de la carrière de Bussare - 20Ha			
5	CBK	Taxe environnementale			26/09/2022	186 161				
		Taxe environnementale			26/09/2022	1 585				
		Taxe environnementale			26/09/2022	2 714 125				
		Redevance environnementale			17/11/2022	92 000 000				
		Total CBK				94 901 871		-		
6	FRIG UIA	FECAN	SOUDE CAUSTIQUE	CONAKRY	Mai	330 314 465				
		FECAN	SOUDE CAUSTIQUE	CONAKRY	Juin	455 000 000				
		FECAN	REDEV. ETABLIS.. CLASSES	CONAKRY	Novembre	12 000 000				
		FECAN	SOUDE CAUSTIQUE	CONAKRY	Décembre	197 285 000				
		Total FRIGUIA				994 599 465		-		
Total général						38 580 123 699		287 220 618		

Annexe 13 : Redevance superficière par société déclarée par les communes

Revenus des collectivités pour les sociétés du périmètre

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Montants GNF
CDM Chine SA	Boké	Commune rurale de Malapouya	18 395 400
	Boké	Commune rurale de Sangaredi	100 332 823
	Boké	Commune rurale de Tanènè	166 719 600
	Télimélé	Commune rurale de Daramagnaki	16 047 600
	Télimélé	Commune rurale de Kawessi	329 672 400
	Coyah	Commune rurale de Kouria	7 537 800
Total CDM Chine SA			638 705 623
SAG	Siguiri	Commune rurale de Maleah	11 375 788
Total SAG			11 375 788
Société Chalco Guinea company SA	Boffa	Commune rurale de Colia	204 930 555
	Boffa	Commune rurale de Lisso	200 353 201
	Boffa	Commune urbaine de de Boffa	26 452 691
	Boké	Commune rurale de Sangaredi	23 572 417
	Télimélé	Commune rurale de Daramagnaki	197 204 812
	Télimélé	Commune rurale de Kawessi	126 581 314
Total Chalco Guinea company SA			779 094 990
Société des mines de fer de Guinée (SMGF)	Lola	Commune urbaine de Lola	7 923 000
Total Société des mines de fer de Guinée (SMGF)			7 923 000
Société Des Mines De Mandiana	Mandiana	Commune rurale de Koundian	5 415 793
Total Société Des Mines De Mandiana			5 415 793
Société Minière de Boké (SMB)	Boké	Commune rurale de Dabiss	446 330 071
	Boké	Commune rurale de Malapouya	5 224 574
	Boké	Commune rurale de Tanènè	268 747 194
	Boké	Commune urbaine de Boké	106 956 070
	Télimélé	Commune rurale de Daramagnaki	93 096 017
	Télimélé	Commune rurale de Konsotami	80 796 785
Total Société Minière de Boké (SMB)			1 001 150 711
Société Minière De Dinguiraye (SMD)	Dinguiraye	Commune rurale de Banora	752 572 810
Total Société Minière De Dinguiraye (SMD)			752 572 810
Société Spic International Investissement	Télimélé	Commune rurale de Koba	225 335 509
Total Société Spic International Investissement			225 335 509
Total générale			3 421 574 224

Déclaration unilatérale des collectivités

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
Société 79 TH LUISSO SOUTH SARL	Siguiri	Commune urbaine de siguiri	5 951 614
Société Bouré Sanou SARL	Siguiri	Commune urbaine de siguiri	4 840 000
Société Guinean Gold exploration	Siguiri	Commune urbaine de siguiri	861 191
Winning consortium	Forécarah	Commune rurale de Maferinyah	53 126 000
A M G	Dubréka	Commune urbaine de Dubréka	30 075 000
Alame	Dubréka	Commune urbaine de Dubréka	45 496 900
Aly Daher	Dubréka	Commune urbaine de Dubréka	17 507 400
AMC	Gaoual	Commune rurale de Koumbia	567 091 082
		Commune rurale de Wendoumbour	380 012 170
AMR	Boké	Commune rurale de Malapouya	2 104 186
		Commune rurale de Tanènè	63 828 691
Ashapura (SGMF)	Forécarah	Commune rurale de Moussayah	219 858 000
Ashapura Minex Ressources SA	Boké	Commune rurale de Sangaredi	63 811
	Forécarah	Commune rurale de Moussayah	240 000 000
		Commune rurale de Sikhourou	240 000 000
	Télimélé	Commune rurale de Daramagnaki	32 090 000
AXIS MINERAL RESSOURCES	Fria	Commune rurale deTormélin	79 609 302
Barry et Fils	Coyah	Commune rurale de Kouria	5 321 100
BRAIN TOUCH	Fria	Commune rurale de Baguinet	8 547 854
CGC	Forécarah	Commune rurale de Maferinyah	11 961 000
CGE	Kankan	Commune rurale de Tokounoun	200 000
CMC	Boffa	Commune rurale de Colia	36 497 482
	Boké	Commune rurale de Malapouya	10 862 714
Commerce Ressources	Télimélé	Commune rurale de Missira	77 684 299
CRBC	Kindia	Commune rurale de Samaya	36 386 000
Developpement Guinea	Télimélé	Commune rurale de Koba	2 194 073
Diamond ciment SA	Kindia	Commune rurale de Kolente	51 815 025
Elite mining Guinée SA	Kindia	Commune rurale de Kolente	15 201 540

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
		Commune rurale de Madina oula	3 810 326
Fako Guinea ressources	Forécarah	Commune rurale de Sikhourou	2 180 000
	Kindia	Commune rurale de Friguiagbé	61 745 000
		Commune rurale de Molota	19 470 000
Fortune	Coyah	Commune rurale de Kouria	30 082 200
FRIA RESSOURCES MINING	Fria	Commune rurale de Baguinet	13 114 038
Guinéeminerale SARL	Forécarah	Commune rurale de Maferinyah	4 000 000
Guinéenne des Mines (GDM)	Boké	Commune rurale de Malapouya	25 294 807
		Commune rurale de Tanènè	20 609 025
Hann et compagnie	Coyah	Commune rurale de Kouria	9 179 100
HGMC	Boké	Commune rurale de Dabiss	30 334 200
HUNG SHENG	Coyah	Commune rurale de Maneah	13 696 000
Kindia mining company	Kindia	Commune rurale de Madina oula	21 575 000
Mgc Mining Ressource Sarl	Kankan	Commune rurale de Balandou	204 450
Promine Guinée Sarlu	Kankan	Commune rurale de Mamouroudou	17 050 000
Rio-Tinto Simfer	Beyla	Commune rurale de Nionsomoridou	138 897 000
		Commune urbaine de Beyla	113 643 000
Road and Bridge	Kindia	Commune urbaine de Kindia	10 000 000
SA(AGBAA)	Fria	Commune rurale de Baguinet	241 701 750
Sacol SARL	Forécarah	Commune rurale de Maferinyah	965 000
SCET-CHCG	Coyah	Commune rurale de Kouria	6 185 300
SCET-JH	Boké	Commune rurale de Malapouya	21 095 700
Service Mines De Mandiana(Mgc)	Mandiana	Commune rurale de Sansando	4 844 358
SGMF	Forécarah	Commune rurale de Sikhourou	50 635 000
SGMF NORTH	Kindia	Commune rurale de Friguiagbé	68 000
		Commune rurale de Molota	2 420 000
		Commune urbaine de Kindia	4 595 000
Sheng Rong mining development	Télimélé	Commune rurale de Konsotami	3 620 000
		Commune rurale de Tarihoie	90 849 962

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
		Commune rurale deThiomthiam	3 510 269
Silver vallée-international	Kindia	Commune rurale de Kolente	3 750 000
SMS	Télimélé	Commune rurale de Missira	163 722 574
Socété Eteco Mining	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	23 564 000
Socété Guinéenne des Mines	Boké	Commune urbaine de Boké	15 909 060
Socété Kantex Guinée SARLU	Boké	Commune rurale de Dabiss	10 193 650
	Gaoual	Commune rurale de Wendoumbour	10 826 100
Société Fria Ressources M Sarl	Dubréka	Commune rurale de Tondon	1 334 618
SOCIETE AGBAA	Fria	Commune urbaine de Fria	4 215 965
Société Alian-Guinee Sarl	Kouroussa	Commune rurale de Baro	807 000
Société Argo Mining Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Sanguiana	4 477 332
		Commune urbaine de Kouroussa	504 900
Société Benkady Guinee Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Komola-Koura	2 041 370
Société China Machinry Kaiyan Guinee	Kouroussa	Commune rurale de Komola-Koura	7 800 000
Société D'exploitation Des Matieres Precieux-Semp Mining- Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Sanguiana	11 000 000
Société D'exploitation Des Matieres Premiere Semp Mining- Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Doura	6 047 664
Société Egec Mining Sarl	Kouroussa	Commune rurale de Doura	8 166 457
Société Guinéenne d'Exploitation	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	5 250 000
Société Kb Gold Sarlu Pour Ex:2021	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	3 071 839
Société Kb Gold Sarlu Pour Ex:2022	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	3 071 839
Société Kindia Ressource Sa (Bokoro)	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	3 099 000
Société Kindia Ressource Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Komola-Koura	8 140 761
		Commune rurale de Koumara	103 256
		Commune rurale de Sanguiana	5 940 274
Société Kouroussa Gold Mining Sa	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	10 945 875
Société Lenguee Koto Mining Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Doura	19 154
		Commune rurale de Komola-Koura	4 793 950
		Commune rurale de Sanguiana	16 422 998
Société Mamou Ressource Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Sanguiana	2 672 516

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
Société Mamou Ressource Sarlu (Saman)	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	8 126 850
Société Mamou Ressource Sarlu(Kaninko)	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	6 084 300
Société Naglobal Reaty Investissement Lmd Succ	Kouroussa	Commune rurale de Sanguiana	8 583 723
Société Penta Gold Field Company Sau	Kouroussa	Commune rurale de Baro	260 463
Société Stellar guinea SARL	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	8 849 000
Société Sycamore Mine Sau	Kouroussa	Commune rurale de Babila	17 643 183
		Commune rurale de Baro	25 533
		Commune urbaine de Kouroussa	28 635 064
Société Xinjiang Tbea Ggroup Co.Ltd	Kouroussa	Commune rurale de Komola-Koura	26 555 006
société 7sth Lusso Nath Sarlu	Siguiri	Commune rurale de Kinibakoura	8 590 720
Société ALIAN-GUINEE SARL	Kouroussa	Commune rurale de Baro	680 000
Société Aljan Guinée SARL	Kouroussa	Commune rurale de Kiniero	1 930 000
Société Alliance Minière	Boké	Commune urbaine de Boké	28 892 281
Société ARGO Mining SARLU	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	515 414
Société Ashapoura Mining Ressource	Télimélé	Commune rurale de Missira	32 670 000
Société Axis Minerals	Dubréka	Commune rurale de Tanènè	5 006 000
Société Bel air mining	Boffa	Commune rurale de Douprou	19 352 877
		Commune rurale de Mankountan	645 096
		Commune rurale de Tognifily	74 831 123
Société Beyla Mining Minerals SARLU	Kouroussa	Commune rurale de Douako	25 100 000
Société Bleues SARL	Dubréka	Commune rurale de Khorira	438 600
société Boure Sanou Sarlu	Siguiri	Commune rurale de Kinibakoura	5 280 000
Société Camen Ressources SARL	Dubréka	Commune rurale de Khorira	14 236 300
Société Chino Africain Ternation	Kankan	Commune rurale de Tokounoun	3 600 000
Société Darmil Guinée Sarlu	Dinguiraye	Commune urbaine de Dinguiraye	6 936 660
Société de Coop Economique Tech Cbre Huaya	Dubréka	Commune rurale de Khorira	7 958 800
Société de Mines de Guinée	Dubréka	Commune rurale de Khorira	138 953
Société de Mines de Guinée S A	Dubréka	Commune rurale de Ouassou	9 233 952
Société Deama Sarlu	Kankan	Commune rurale de Koumban	7 398 000
Société Dingsheng	Boké	Commune rurale de Malapouya	40 000 000

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
société Djoma Holding Guinee	Siguiri	Commune rurale de Kinibakoura	4 905 000
société Djoma Holding Mining	Siguiri	Commune rurale de Kinibakoura	2 331 663
Société Djoma Mining SA	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	953 984
Société Dynamic Mining	Boké	Commune rurale de Malapouya	77 669 328
		Commune rurale de Tanènè	2 660 797
Société ECOC Mining SARL	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	595 158
Société EGC Mining SARL	Siguiri	Commune rurale de Niandankoro	6 269 589
		Commune rurale de Norossoba	15 783 500
Société Egec Mining Sarl	Kankan	Commune rurale de anama	19 898
		Commune rurale de Batè Nafadji	12 709 265
Société eurasiennne de commerce	Boké	Commune rurale de Malapouya	17 792 000
Société Freedom traiding	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	13 014 000
Société G. F Investissement	Dubréka	Commune rurale de Falessade	2 441 502
		Commune rurale de Tondon	3 583 796
Société Genta Guinea Ressource Sa	Kankan	Commune rurale de Baramana	9 762 420
	Kouroussa	Commune rurale de Baro	10 550 851
		Commune rurale de Kiniero	33 890
Société GGM SARL	Siguiri	Commune rurale de Maleah	1 366 200
Société GME	Mandiana	Commune rurale de Koundian	5 184 824
Société Golden RIM Ressources	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	9 009 591
Société Golden silver invest	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	5 831 680
Société Golgem	Mandiana	Commune rurale de Koundian	595 700
Société granite d'Industrie et Commerce	Dubréka	Commune rurale de Khorira	300 000
Société Groupe Hurac SARL	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	4 866 000
Société Guiean Brain Touch	Télimélé	Commune rurale deThiomthiam	7 099 439
Société Guinea Evergreen Mining	Télimélé	Commune rurale de Missira	204 544 220
Société Guinea Mining Ressour	Kankan	Commune rurale de Balandou	861 500
Société Guinea Mirals Ressources Sarl	Mandiana	Commune rurale de Koundian	2 978 604
société Guinea Universel Mining Coupang Sarlu	Siguiri	Commune rurale de Niandankoro	4 626 524

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
Société Guinean Pionneur	Siguiri	Commune urbaine de siguiri	3 317 000
Société Guinée Mining Etp Sarl	Kankan	Commune rurale de Missimana	10 311 500
SOCIETE GUINEEN D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT SARLU	Fria	Commune urbaine de Fria	4 306
Societe Guineen Sarl	Télimélé	Commune rurale de Koba	5 571 765
Société Guinéenne de financement et d'investissement	Télimélé	Commune rurale de kollet	4 057 974
Société Guinéenne des mines de fer	Forécarah	Commune rurale de Farmoréah	17 165 000
	Kindia	Commune rurale de Madina oula	3 915 000
Société Guinéenne des mines de fer (SUD)	Forécarah	Commune rurale de Farmoréah	10 390 000
Société Guinéenne d'ingénierie SA	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	7 418 000
Société Guiter Sa	Kankan	Commune rurale de Missimana	85 046 200
Société Hyper Mining SARL	Siguiri	Commune rurale de Maleah	5 000 000
Société Id Gold Mining S A	Kankan	Commune rurale de Balandou	12 545 194
		Commune rurale de Missimana	557 906
Société Id Gold Sarlu	Kankan	Commune rurale de Balandou	21 735 234
Société Impact Africa Sarl	Kankan	Commune rurale de Missimana	6 401 400
Société international core mining	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	5 504 000
SOCIETE KIMBO	Fria	Commune rurale de Baguinet	27 418 191
Société Kindia Ressources	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	3 163 634
Société Kouroura Gold Mining SA	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	11 256 754
Société LENGUE KOTO Mining	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	7 585 660
Société Lenguee Koto Mining Sarlu	Kouroussa	Commune rurale de Komola-Koura	5 089 102
Société Lucky Mining Minerale Sarl	Mandiana	Commune rurale de Niantanian	1 815 292
Société M S Cab et Fils	Dubréka	Commune rurale de Ouassou	2 051 800
Société MAG	Boké	Commune urbaine de Boké	19 657 800
Société Mamou Ressources	Kouroussa	Commune urbaine de Kouroussa	14 507 077
Société Manding Golden SARL	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	8 725 850
Société MGC	Mandiana	Commune rurale de Koundian	5 593 724
Société Mib Sarl	Kankan	Commune rurale de Mamouroudou	8 040 512

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
Société Mineral Gold	Siguiri	Commune rurale de bankon	3 290 000
Société Mtb Sarl	Kankan	Commune rurale de Moribaya	211 000
Société Odiamex	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	4 968 475
Société OR SARL	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	3 333 363
Société Pavid Diamont Sarl	Kankan	Commune rurale de Missimana	295 000
société Peak-Guinea	Siguiri	Commune rurale de Kinibakoura	4 714 379
		Commune rurale de Niandankoro	2 621 802
Société Penta Gold fields company SAU	Kouroussa	Commune rurale de Kiniero	12 360 862
Société Ram Rej ingénierie SA	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	4 703 500
Société Ramraj Engineering SARL	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	8 403 100
Société RBB Compagny	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	1 331 394
Société Resa Ressources Mining	Télimélé	Commune rurale de kollet	5 238 560
Société RR SKY infran SARL	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	16 719 905
Société SCETCHCG	Dubréka	Commune rurale de Khorira	5 748 000
Société Smk2	Mandiana	Commune rurale de Koundian	4 671 560
Société SNA Africa Mining SA	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	17 214 000
Société Sofac Sa	Kankan	Commune rurale de Balandou	12 695 598
		Commune rurale de Missimana	5 337 396
Société sogueta mining company SA	Kindia	Commune rurale de Madina oula	55 096 012
Société SOSIM Mining SARLU	Siguiri	Commune rurale de Maleah	2 800 000
Société Spic Guinea Colia mining	Télimélé	Commune rurale de Daramagnaki	217 200
		Commune rurale de Missira	279 753 901
Société SWR international	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	6 600 000
Société Sycamore Mine Guinée SAU	Kouroussa	Commune rurale de Babila	17 916 474
		Commune rurale de Kiniero	164 495 432
		Commune urbaine de Kouroussa	29 074 147
		Commune rurale de Kantoumanina	11 119 614
Société Tami Yandou Kissimines Sarl	Mandiana	Commune urbaine de Mandiana	8 342 216
Société teressa mining logistic SARL	Boké	Commune rurale de Dabiss	5 161 025

Noms des sociétés payantes	Préfectures	Communes bénéficiaires	Somme de Montants GNF
société Toro Gold	Siguiri	Commune rurale de Niandankoro	3 526 620
Société Toro Gold LTD	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	2 655 154
Société Tusk Capital Mining Guinée Sa	Dinguiraye	Commune rurale de Banora	6 861 486
		Commune rurale de Gagnakaly	1 684 500
		Commune urbaine de Dinguiraye	3 868 301
Société Tusk Carital Mining Guinée Sarl	Dinguiraye	Commune rurale de Diatiféré	4 280 623
société Vetro Gold	Siguiri	Commune rurale de Niandankoro	16 534 488
Société Vetro Gold SARL	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	1 450 512
Société Vetro Guinea Ressources SA	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	6 367 507
Société videri entreprise SARL	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	6 812 463
Société WAD SARL	Siguiri	Commune rurale de Didi	10 290 392
		Commune rurale de Norossoba	30 870 668
société Wade	Siguiri	Commune rurale de Niandankoro	4 007 564
Société Wely Mining SARL	Siguiri	Commune rurale de Niagassola	86 125 125
Société Xin Jiang Tera Group Co-Ltd	Dinguiraye	Commune urbaine de Dinguiraye	8 460 000
Société Xing hong SARL	Siguiri	Commune rurale de Norossoba	800 000
Société Xinjing TBEA GROUP COLTD	Télimélé	Commune rurale de Brouwal	22 024 811
Société ZHUANG Mining Guinée SA	Kouroussa	Commune rurale de Banfelè	5 687 909
		Commune rurale de Kiniero	2 647 273
Soguiacom	Coyah	Commune rurale de Maneah	2 160 000
SOMIAC	Coyah	Commune rurale de Maneah	21 513 900
SRG Guinée	Lola	Commune rurale de Kokota	7 392 799
		Commune urbaine de Lola	41 615 136
Tropical Superficiare	Forécarah	Commune rurale de Moussayah	20 661 000
Total			5 695 569 913

Annexe 14 : Effectifs dans le secteur minier 2022

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
1	SMB	Hommes	Permanents	Cadres supérieurs	1 854	269	125 995 030 640	
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
			Contratuels	Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
		Femmes	Permanents	Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieures				
			Contratuels	techniciennes supérieures et cadres moyens				
2	SAG	Hommes	Permanents	Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées	12	8		
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Contratuels	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
		Femmes	Permanents	Employées, ouvrières, apprenties				
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
			Contratuels	Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Sous-traitant 1	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	332	44		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	353	44		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	903	93		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	6	93		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	15	93		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	21	93		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	15	93		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 2	Tous	21	93		
				Tous				
				Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
3	CBG	Femmes	Contratuels	techniciennes supérieures et cadres moyens	39			
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées	41			
				Employées, ouvrières, apprenties	62			
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties	5			
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
3	CBG	Hommes	Permanents	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
3	CBG	Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
4	GAC	Hommes	Permanents	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
5	CDM CHINE	Femmes	Contratuels	Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
		Hommes	Contratuels	Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
			Contratuels	Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
		Femmes	Contratuels	Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Contratuels	Employées, ouvrières, apprenties				
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
6	SMD	Hommes	Sous-traitant 1	techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
			Sous-traitant 2	Employées, ouvrières, apprenties				
				Tous				
			Permanents	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
			Contratuels	Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
			Sous-traitant 1	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
			Sous-traitant 2	Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
		Femmes	Sous-traitant 1	Tous				
				Tous				
			Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
			Contratuels	Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
7	CHALCO	Hommes	Sous-traitant 1	Cadres supérieures	2		840 000 000	
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
			Sous-traitant 2	Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Permanents	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
			Contratuels	Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
8	SMM	Femmes	Sous-traitant 1	Employés, ouvriers, apprentis				
			Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieures techniciennes supérieures et cadres moyens Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées Employées, ouvrières, apprenties				
			Contratuels	Cadres supérieures techniciennes supérieures et cadres moyens 75 Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
		Hommes	Permanents	Cadres supérieurs Techniciens supérieurs et cadres moyens Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés Employés, ouvriers, apprentis				
			Contratuels	Cadres supérieurs Techniciens supérieurs et cadres moyens Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés Employés, ouvriers, apprentis				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieures techniciennes supérieures et cadres moyens Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées Employées, ouvrières, apprenties				
		Femmes	Contratuels	Cadres supérieures techniciennes supérieures et cadres moyens Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 1	Tous				

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
9	SPIC	Hommes	Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
			Contratuels	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
			Sous-traitant 1	Tous				
		Femmes	Sous-traitant 2	Tous	1	0	0	
			Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Contratuels	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 1	Tous				
10	COBAD	Hommes	Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieurs		32		1
				Techniciens supérieurs et cadres moyens	2	3	0	0
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	140	2	7	0
				Employés, ouvriers, apprentis	36	2	2	0
		Femmes	Contratuels	Cadres supérieurs	8		1	
				Techniciens supérieurs et cadres moyens	28		2	
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	789		41	
				Employés, ouvriers, apprentis	173		9	
			Sous-traitant 1	Tous				
		Femmes	Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieures		7		0
				techniciennes supérieures et cadres moyens	1		0	

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
11	CBK	Hommes	Contratuels	Techniciennes, agents de maitrise et ouvrières qualifiées	2		0	
				Employées, ouvrières, apprenties	2	3	0	0
				Cadres supérieures	1		0	
				techniciennes supérieures et cadres moyens	1		0	
				Techniciennes, agents de maitrise et ouvrières qualifiées	26		1	
				Employées, ouvrières, apprenties	16		1	
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
			Contratuels	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maitrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
12	SMFG	Hommes	Contratuels	Techniciens, agents de maitrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
				Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maitrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
			Contratuels	Cadres supérieurs	16		14 882 950 947	
				Techniciens supérieurs et cadres moyens	20		5 873 305 703	
				Techniciens, agents de maitrise et ouvriers qualifiés	50		6 094 212 146	
				Employés, ouvriers, apprentis	76		5 510 872 211	

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
13	FRIGUIA	Femmes	Contratuels	Cadres supérieurs	0		0	
				Techniciens supérieurs et cadres moyens	0		0	
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	0		0	
				Employés, ouvriers, apprentis	0		0	
			Sous-traitant 1	Tous	162		32 361 341 008	
			Sous-traitant 2	Tous				
			Permanents	Cadres supérieures	5		1 736 473 942	
				techniciennes supérieures et cadres moyens	3		637 497 048	
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées	3		676 133 233	
				Employées, ouvrières, apprenties	3		256 320 177	
			Contratuels	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 1	Tous	14		3 306 424 400	
			Sous-traitant 2	Tous				
		Hommes	Permanents	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis				
			Contratuels	Cadres supérieurs				
				Techniciens supérieurs et cadres moyens				
				Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés				
				Employés, ouvriers, apprentis	1	0	0	
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				
		Femmes	Permanents	Cadres supérieures				
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Contratuels	Cadres supérieures				

N°	Société	Genre	Statut	Niveau	Nationalité		Masse salariale en milliards GNF	
					Guinéens	Etrangers	Guinéens	Etrangers
				techniciennes supérieures et cadres moyens				
				Techniciennes, agents de maîtrise et ouvrières qualifiées				
				Employées, ouvrières, apprenties				
			Sous-traitant 1	Tous				
			Sous-traitant 2	Tous				

Annexe 15 : Liste des sociétés retenues pour la déclaration unilatérale

N°	NIF	Société	Secteur
1	621834829	UNITED MINING SUPPLY	Transport
2	938936978	SOCIETE WINNING ALLIACE PORTS (WAP)	Transport
3	938936978	SOCIETE WINNING ALLIACE PORTS (WAP)	Transport
4	651270613	WINNING CONSORTIUM SIMANDOU RAILWAY	Transport
5	211671128	SOCIETE WINNING CONSORTIUM RAILWAY GUINEA SAU	Transport
6	180535783	AFRICA VISION TRANSPORT	Transport
7	169013117	DANTA INTERNATIONAL SARLUNIP	Transport
8	440480515	SOCIETE MOTA ENGIL GUINEE CONAKRY SARLUNIPERS	Sous-traitans miniers
9	581549102	CHALCO GUINEA PORT SAU	Sous-traitans miniers
10	911150944	NEEMBA GUINEE (ATI KO)	Sous-traitans miniers
11	449495761	WINNING CONSORTIUM INTERNATIONAL ENGINEERING	Sous-traitans miniers
12	972673420	WINNING CONSORTIUM SIMANDOU	Sous-traitans miniers
13	990391831	SOCIETE WINNING AFRICA SHIPYARD ENGINEERING SA (AVEC C.A)	Sous-traitans miniers
14	271128407	NITROKEMFOR GUINEE	Sous-traitans miniers
15	565042967	ORE SEARCH DRILLING GUINEE SARL	Sous-traitans miniers
16	834903486	MOOLMAN MINING GUINEA	Sous-traitans miniers
17	699706859	WINNING GUINEA SHIP MANAGEMENT SARL	Sous-traitans miniers
18	480673763	SOCIETE AECI GUINEE	Sous-traitans miniers
19	805013497	SOCIETE EQUIPEMENTS ET SERVICES SANGAREDI SARL	Sous-traitans miniers
20	123181851	ORE SEARCH FORAGE GUINEE	Sous-traitans miniers
21	537984163	RUSSKY ALUMINY LTD	Sous-traitans miniers
22	433727930	SGS MINERAL SERVICE GUINEE-SARL	Sous-traitans miniers
23	463344705	RAFIN SIRE SANGARE (TRANSPORT TERRASSEMENT MINIER)	Sous-traitans miniers
24	475199857	GEOPROSPECTS LIMITED SUCCURSALE GUINEE	Sous-traitans miniers
25	252171657	SOC. DRAGON CITY INTERN. INVESTMENT COMPANY SARLUNIPERS	Sous-traitans miniers
26	581549102	CHALCO GUINEA PORT SAU	Sous-traitans miniers
27	289201071	ETABLISSEMENTS DANTA COMMERCE	Sous-traitans miniers
28	169430113	TOUMNYNE SARL	Sous-traitans miniers
29	569976293	ETABLISSEMENTS OUMAR DIALLO	Sous-traitans miniers
30	180646945	SOC AFRICAINE DE GEO TECHNIQUE TECHNOLOGIE et SERVICES EN GUINEE SARLU	Sous-traitans miniers
31	784049389	SOCIETE ABEILLE GROUPE-SAG	Sous-traitans miniers
32	411865306	ORESEARCH SERVICES MINIER SUCCURSALE	Sous-traitans miniers

N°	NIF	Société	Secteur
33	916503378	WINNING CONSORTIUM SIMANDOU PORTS	Sous-traitans miniers
34	413941006	ORE SEARCH GROUP - SARLU	Sous-traitans miniers
35	334514684	TAKRAF GUINEA BRANCH CBG SUCC	Sous-traitans miniers
36	805013497	SOCIETE EQUIPEMENTS ET SERVICES SANGAREDI SARL	Sous-traitans miniers
37	798249876	SOCIETE WINNING CONSORTIUM ALUMINA GUINEA SAU	Sous-traitans miniers
38	870578770	ORBIT - SARL	Sous-traitans miniers
39	592906333	SOCIETE GEOLOGIE MINIERE SARL UNIP	Sous-traitans miniers
40	798102851	YICK FUNG SHIPPING GUINEE VERGA	Secteur des mines et carrières
41	744869926	SOCIETE INTERNATIONAL TRADING BUSINESS LIMITED SARL UNIP	Secteur des mines et carrières
42	704096981	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL (GGE SARLU)	Secteur des mines et carrières
43	794788976	MOTA ENGIL GUINEE MANDIANA	Secteur des mines et carrières
44	183274869	ALLIANCE GUINEENNE DE BAUXITE D'ALUMINE & D'ALUMINIUM SA	Secteur des mines et carrières
45	311132112	SIMFER SA	Secteur des mines et carrières
46	489733675	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL UNIP	Secteur des mines et carrières
47	549089373	SOCIETE CAPITAL DRILLING GUINEA-SA	Secteur des mines et carrières
48	222194342	KOUROUSSA GOLD MINE	Secteur des mines et carrières
49	890263130	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE SUCCRSALE	Secteur des mines et carrières
50	880247838	SONIT GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
51	243167210	SOCIETE NEW JAPAN MINING COMPANY - SARL	Secteur des mines et carrières
52	280591918	SANY GUINEA MACHINERY PUBLIC LIMITED COMPANY	Secteur des mines et carrières
53	168219525	SOCIETE ODHAV MULTI INDUSTRIE	Secteur des mines et carrières
54	396181265	DIAMOND CEMENT GUINEA -SA	Secteur des mines et carrières
55	293859039	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Secteur des mines et carrières
56	100532100	SOCIETE MAMOU RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
57	658615315	NITROKEMINE GUINEE	Secteur des mines et carrières
58	497933457	SOCIETE DTP MINING GUINEE SASU	Secteur des mines et carrières
59	647781301	SOCIETE WEILY MINING - SA	Secteur des mines et carrières
60	222793325	YICK FUNG SHIPPING AND ENTERPRISES COMPANY, LIMITED	Secteur des mines et carrières
61	115261745	SOCIETE DYNAMIC MINING- SAS	Secteur des mines et carrières
62	985117811	SOCIETE GUINEENNE DU PATRIMOINE MINIER SA	Secteur des mines et carrières
63	158086728	SOCIETE BEL AIR MINING SA	Secteur des mines et carrières
64	503418584	SOCIETE AUXIN MINING SERVICE GUINEE -SA	Secteur des mines et carrières
65	546664343	STE SHENG RONG MINING DEVELOPPEMENT SARL	Secteur des mines et carrières
66	363203662	SENET GUINEA	Secteur des mines et carrières
67	143556330	ASHAPURA BOFFA BAUXITE	Secteur des mines et carrières
68	583875141	POWERCHINA GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
69	398565762	SOCIETE SOL GUINEE SAU	Secteur des mines et carrières
70	124348764	WACOM KOUROUSSA	Secteur des mines et carrières
71	239656085	TOP GUINEA MINING SARL	Secteur des mines et carrières
72	718496474	SOCIETE HUAYA SARLU	Secteur des mines et carrières
73	509766952	SYCAMORE MINE GUINEE - SAU	Secteur des mines et carrières
74	534461850	SOCIETE DES BAUXITES DE GUINEE SA	Secteur des mines et carrières
75	591498456	CSL Liberia Ltd.	Secteur des mines et carrières
76	338508716	ASHAPURA GUINEA RESOURCE SARL	Secteur des mines et carrières
77	715635090	IAMGOLD EXPLORATION MALI GUINEE SUCCURSALE	Secteur des mines et carrières
78	778673772	SOCIETE DE MINAGE ET D'AGREGATS DE GUINEE (SOMIAG)	Secteur des mines et carrières
79	116428806	SOCIETE C ET B BLACK GOLD SA	Secteur des mines et carrières
80	629157322	ALAME	Secteur des mines et carrières
81	924711203	SOCIETE KIMBO et CO.PORT - SAU	Secteur des mines et carrières
82	639675792	KINDIA RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
83	Nc	ASHAPURA	Secteur des mines et carrières
84	884804014	SOCIETE BRUTE GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières
85	722618345	GUINEENNE DE TERRASSEMENT (GUITER -SA)	Secteur des mines et carrières
86	629740325	TESMEC GUINEE	Secteur des mines et carrières
87	454302183	GUI-CO-PRES BTP SA	Secteur des mines et carrières
88	766206973	SOCIETE WBHO GUINEA LIMITED SA	Secteur des mines et carrières
89	857879142	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE	Secteur des mines et carrières
90	380585216	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION SAU	Secteur des mines et carrières
91	204216949	CHINA STANDARD INSPECTION GUINEA	Secteur des mines et carrières
92	704096981	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL (GGE SARLU)	Secteur des mines et carrières
93	415146935	ALLIANCE MINIERE RESPONSABLE SARL	Secteur des mines et carrières
94	872908561	NEEMBA FINANCE GUINEE	Secteur des mines et carrières
95	763471497	TORO GOLD GUINEE SUCC	Secteur des mines et carrières
96	726639545	FORAGE ORBIT GARANT GUINEE	Secteur des mines et carrières
97	268727153	DIVINE EARTH MOVERS	Secteur des mines et carrières
98	842993172	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
99	Nc	DADCO	Secteur des mines et carrières
100	664138476	SOCIETE DE COOPERATION ECONOMIQUE et TECHNIQDE CONST DU HUAYU DE CHINE EN GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
101	120190319	GROUPEMENT BEGEC - TRAVAUX - GIE	Secteur des mines et carrières
102	869222000	BAUXITE KIMBO SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières
103	180584534	GOLDEN RIM RESOURCES GUINEA	Secteur des mines et carrières
104	791025257	SOCIETE ALLTERRAIN SERVICES GUINEE-SARLU	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
105	249414327	SOCIETE THE MINING HOUSE SARL	Secteur des mines et carrières
106	493948053	AMG SARL	Secteur des mines et carrières
107	138924204	ALLIANCE MINING COMMODITES GUINEE - SA	Secteur des mines et carrières
108	259307825	MOVICORTES GUINEA MINING SASU	Secteur des mines et carrières
109	647582089	SOCIETE ASHAPURA MINEX RESSOURCES SAU	Secteur des mines et carrières
110	666916283	SOCIETE FLUICONNECTO GUINEE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
111	972009104	BOART LONGYEAR I LP SUCCURSALE DE GUINEE	Secteur des mines et carrières
112	153578877	SOCIETE SAM	Secteur des mines et carrières
113	035436J	STE FARAFINA RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
114	920137759	SOCIETE SACKO INGENIERIE & CONSTRUCTION SARLU	Secteur des mines et carrières
115	494455900	SOCIETE WELHY SARL	Secteur des mines et carrières
116	219486479	FORAGE FTE GUINEE	Secteur des mines et carrières
117	545364499	SOCIETE MAK INVESTISSEMENT SARL UNIPERS	Secteur des mines et carrières
118	485485411	SOCIETE SWR INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières
119	276845922	GUINEA COLIA MINING	Secteur des mines et carrières
120	954658332	SHAPOORJI PALLONJI AND COMPANY PRIVATE LIMITED - SUCC	Secteur des mines et carrières
121	585353915	CHINA INTERNATION WATER & ELECTRIC CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières
122	300101367	SOCIETE BEDROS COMPANY	Secteur des mines et carrières
123	792897654	SOCIETE GUITER MINING-SA	Secteur des mines et carrières
124	921084323	HAI LIN INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières
125	918502774	SOCIETE YONG SHENG YS SARLU	Secteur des mines et carrières
126	944302611	SOCIETE BABI ET SA	Secteur des mines et carrières
127	465643138	SOCIETE FORTUNE CONSTRUCTION CONSORTIUM GUINEE FORAGE	Secteur des mines et carrières
128	186373114	SOCIETE GUITER CARRIERE SARL	Secteur des mines et carrières
129	375803004	SOCIETE KING FISHER RESOURCES SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
130	806506069	SOCIETE GUINEENNE DE PRESTATIONS & DE CONSTRUCTION SA	Secteur des mines et carrières
131	575998737	PARAGON TAILINGS GUINEA	Secteur des mines et carrières
132	918220450	AFRICAN GLOBAL MINERALS	Secteur des mines et carrières
133	787176833	SOGUIREFEL	Secteur des mines et carrières
134	869027243	SAMA RESOURCES GUINEE (SRG GUINEE)	Secteur des mines et carrières
135	564452803	SOCIETE VETRO GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières
136	650131196	EPC GUINEE	Secteur des mines et carrières
137	919221762	SOCIETE VIVO ENERGY GUINEE MINING SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
138	722618345	GUINEENNE DE TERRASSEMENT (GUITER -SA)	Secteur des mines et carrières
139	236264180	SOCIETE SOUGUETA MINING COMPANY SA	Secteur des mines et carrières
140	794788976	MOTA ENGIL GUINEE MANDIANA	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
141	584437313	REMA TIP TOP GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières
142	622688307	GAZ LIQUIDE	Secteur des mines et carrières
143	591401260	SOCIETE GLOBAL MINING KOREA CORPORATION	Secteur des mines et carrières
144	757993654	SOCIETE CIM YUKUANG-GUINEE-SA	Secteur des mines et carrières
145	Nc	FIRST MANDENG GOLD GUINEE	Secteur des mines et carrières
146	750257263	SOC AMARIA HYDRAULIC et ELECTRICAL DEVELOPMENT CORPORATION SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières
147	Nc	ROYAL WORLDWIDE ENTERPRISES	Secteur des mines et carrières
148	544346646	GANZHONG INTERNATIONAL MINING GUINEA CO SARL	Secteur des mines et carrières
149	126686484	MAG SARL	Secteur des mines et carrières
150	Nc	STE ODYSSEY SARLU	Secteur des mines et carrières
151	741873384	SOCIETE MAVCARD BAUXITE PROJECT SA	Secteur des mines et carrières
152	859415317	SOCIETE TUDOR SARL	Secteur des mines et carrières
153	240057125	SOCIETE MAXAM GUINEE SARL UNIP	Secteur des mines et carrières
154	Nc	Invescorp SA	Secteur des mines et carrières
155	707504114	SOCIETE IDCOM GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
156	135120335	SOCIETE TRUSTACO GOLD SARL UNIP	Secteur des mines et carrières
157	823511100	GUINEA PORT VERGA	Secteur des mines et carrières
158	416882355	SOCIETE DINGSHENG	Secteur des mines et carrières
159	654633981	SOCIETE GUINEENNE DE DISTRIBUTION D' EXPLOSIFS-SA	Secteur des mines et carrières
160	319702767	INSUCO SIMANDOU S.A.R.L.U	Secteur des mines et carrières
161	602543969	SOCIETE SABOUGNOUMA DE TOUBA - SARL	Secteur des mines et carrières
162	134950369	SOCIETE FANKAMA MINING & CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières
163	821659893	SOCIETE DE CONSTRUCTION & D'EXPLOITATION MINIERE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
164	Nc	STE EURASIENNE DE COMMERCE SARL	Secteur des mines et carrières
165	706735818	GRANDS TRAVAUX MINIER ET DE CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières
166	Nc	WEST AFRICA GOLD	Secteur des mines et carrières
167	406070375	SOCIETE RIO TINTO GUINEE SA	Secteur des mines et carrières
168	798052577	DYNAMIC MINING	Secteur des mines et carrières
169	541801577	SOCIETE DALLE SERVICES - SARL	Secteur des mines et carrières
170	640130076	SOCIETE SEKE GOLD MINING SA	Secteur des mines et carrières
171	154062665	GUINEA EVERGREEN MINING INTELLIGENCE COMPANY LTD SAU	Secteur des mines et carrières
172	123261000	GROUP NOTRE VISION-SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
173	294741830	SOCIETE DE GRANITES D'INDUSTRIES ET DE COMMERCE SA	Secteur des mines et carrières
174	536853559	SOCIETE TIGONG SARLU	Secteur des mines et carrières
175	622517720	SOCIETE SHANGHAI PU ZHEN SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
176	Nc	STE ORIENTAL INVESTISSEMENT ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
177	991436239	SOCIETE DJOMA GROUP - SA	Secteur des mines et carrières
178	418984290	SOC. DE CONST.CONCASSAGE ET DE TRANSPORT DE GRANITE EN GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
179	183274869	ALLIANCE GUINEENNE DE BAUXITE D'ALUMINE & D'ALUMINIUM SA	Secteur des mines et carrières
180	954021937	CHINA RAILWAY 18TH BUREAU GROUP CO., LTD/KINDIA	Secteur des mines et carrières
181	868378480	SOCIETE SUN SA SD MINING SA	Secteur des mines et carrières
182	811462183	SOCIETE METAL CONAKRY SARL	Secteur des mines et carrières
183	170930937	WARTSILA WEST AFRICA GUINEA	Secteur des mines et carrières
184	Nc	SWR international Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
185	350718250	SOCIETE AXIS MINERALS RESOURCES SA UNIP	Secteur des mines et carrières
186	158253393	AFRICA HYDRAULICS SOLUTIONS AND SERVICES - SARL	Secteur des mines et carrières
187	Nc	Texam sarl	Secteur des mines et carrières
188	611528688	SOCIETE EGEN MINING SARL	Secteur des mines et carrières
189	Nc	STE BALLADOU PRESTATION SARLU	Secteur des mines et carrières
190	488801747	SOCIETE GUINEENNE DE BUSINESS EQUIPEMENTS & CONSTRUCTION-SARL	Secteur des mines et carrières
191	Nc	STE C F D K D SARL	Secteur des mines et carrières
192	387837644	NIRON GUINEE	Secteur des mines et carrières
193	Nc	STE GROUPE GUICOPRESS SA	Secteur des mines et carrières
194	788230936	SOCIETE CAMEN RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
195	829744358	SOCIETE INTERNATIONAL DES MINES DE GUINEE	Secteur des mines et carrières
196	942642505	TARESSA MINING LOGISTIC	Secteur des mines et carrières
197	128176187	SOCIETE D'EXPLORATION DE MANDIANA SAU	Secteur des mines et carrières
198	Nc	SMS	Secteur des mines et carrières
199	124883562	SOCIETE ALCOA-GUINEE	Secteur des mines et carrières
200	431742600	GGM - SARL	Secteur des mines et carrières
201	570428623	SOCIETE IMPACT AFRICA SARL	Secteur des mines et carrières
202	979553310	WOSSOLO MINING	Secteur des mines et carrières
203	Nc	Sunda Mining	Secteur des mines et carrières
204	438684227	GEOPROSPECTS GUINEE	Secteur des mines et carrières
205	877051284	AFRICAN TITANIUM - SASU	Secteur des mines et carrières
206	969695261	SOCIETE EURASIAN RESSOURCES - SARL	Secteur des mines et carrières
207	920942034	ADS GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières
208	Nc	MAF GOLD TRADING	Secteur des mines et carrières
209	Nc	Winning consortium	Secteur des mines et carrières
210	739179950	SOC D'EXPL BAUXITES DABOLA-TOUGUE	Secteur des mines et carrières
211	Nc	Nc	Secteur des mines et carrières
212	617730387	FABRIC GRANIT et MATERIAUX CONSTRUCT	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
213	Nc	SCET-JH	Secteur des mines et carrières
214	975732074	SOCIETE FRUITS TROPICAUX SARL	Secteur des mines et carrières
215	474509833	SOCIETE WAD SARL	Secteur des mines et carrières
216	402644983	SOCIETE ENDEAVOR GUINEA SERVICES COMPANY SASU	Secteur des mines et carrières
217	877117762	ENTREPRISE DAHER TRAVAUX PUBLICS MINES ET TRANSPORTS	Secteur des mines et carrières
218	868378480	SOCIETE SUN SA SD MINING SA	Secteur des mines et carrières
219	491922928	SOCIETE HUNG SHENG FEI GROUP SA	Secteur des mines et carrières
220	890992795	SOCIETE JIANGYAN MINE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
221	Nc	Autres sociétés-sables	Secteur des mines et carrières
222	Nc	Market bis Gold Redevance Acheteur	Secteur des mines et carrières
223	Nc	Texam sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
224	Nc	JAMIL	Secteur des mines et carrières
225	986589661	SOCIETE HYDROCARBURE DE GUINEE-SARL	Secteur des mines et carrières
226	Nc	STE SCETHCG SARLU	Secteur des mines et carrières
227	Nc	STE GUINEENNE DE SABLE ET DE GRAVIER SARLU	Secteur des mines et carrières
228	190049734	HONGDA COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières
229	722433547	CRCC WEST AFRICA LTD SARL	Secteur des mines et carrières
230	888655990	SILVER VALLEY INTERNATIONAL SA	Secteur des mines et carrières
231	135336121	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DES MINES ET METAUX- SA	Secteur des mines et carrières
232	Nc	BOUYGUEST TP SUCC GUINEE	Secteur des mines et carrières
233	269447033	SOCIETE MARINE CONTRACTING AND INFRASTRUCTURE -SAS	Secteur des mines et carrières
234	421270315	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SINO-GUINEENNE SARL	Secteur des mines et carrières
235	722618345	GUINEENNE DE TERRASSEMENT (GUITER -SA)	Secteur des mines et carrières
236	Nc	STE GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONAL HENAN CHINE	Secteur des mines et carrières
237	262881832	SOCIETE FAKO RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
238	666032412	GENTA GUINEA RESSOURCES SA	Secteur des mines et carrières
239	350718250	SOCIETE AXIS MINERALS RESOURCES SA UNIP	Secteur des mines et carrières
240	Nc	BIA GUINEE S.A	Secteur des mines et carrières
241	246428643	GUINEAN NATIONAL CONTRACTORS SA	Secteur des mines et carrières
242	603639345	AKITA	Secteur des mines et carrières
243	335583480	SOC SUMEC COMPLETE EQUIPMENT & ENGINEERING CO LTD SUCCRSALE	Secteur des mines et carrières
244	158086728	SOCIETE BEL AIR MINING SA	Secteur des mines et carrières
245	664714326	SOCIETE LOUIS BERGER GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
246	878256908	K B GOLD	Secteur des mines et carrières
247	613346162	YANTAI PORT INTERNATIONAL ENGINEERING PTE.LTD - SUCC	Secteur des mines et carrières
248	Nc	SOCIETE CHALCO PORT GUINEA	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
249	818903338	SOCIETE AFRICAN MINING SERVICES-GUINEE-SARL	Secteur des mines et carrières
250	893423665	SOCIETE FORACO DIVISION GEOMECHANIK GUINEE - SARL	Secteur des mines et carrières
251	Nc	Sociétés non identifiées suite rapprochement CPDM-BNE	Secteur des mines et carrières
252	049964P	STE MINERALIS BAUXITE MINES SARLU	Secteur des mines et carrières
253	237127964	SOC GUINEA CONTEMPORARY ROAD et BRIDGE CONST CORPORATION SAU	Secteur des mines et carrières
254	475707659	ENTREPRISE DE TRAVAUX ROUTIERS EXTRACTION DE SABLE ET CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières
255	491922928	SOCIETE HUNG SHENG FEI GROUP SA	Secteur des mines et carrières
256	Nc	STE KINDIA MINING COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières
257	974094666	PROGUINEE INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières
258	902173095	SOC. DE CONST. et D'INGENIERIE YAN GANG INTERNATIONAL (GUINEE)	Secteur des mines et carrières
259	Nc	STE TIGONG SARLU	Secteur des mines et carrières
260	236105227	CHINA RAILWAY NO.4 ENGINEERING GROUP CO., LTD	Secteur des mines et carrières
261	Nc	STE MONICA CARRIERE DE SABLE SARL	Secteur des mines et carrières
262	Nc	Société sogueta mining company SA	Secteur des mines et carrières
263	194025482	SOCIETE RESSOURCES MINING SARL	Secteur des mines et carrières
264	684192107	SOCIETE KATEX INTERNATIONAL TRADING SARL	Secteur des mines et carrières
265	396181265	DIAMOND CEMENT GUINEA -SA	Secteur des mines et carrières
266	466359403	NATURE EXPLORATION ET DISCOVERY	Secteur des mines et carrières
267	293859039	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Secteur des mines et carrières
268	750257263	SOC AMARIA HYDRAULIC et ELECTRICAL DEVELOPMENT CORPORATION SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières
269	Nc	SRG Guinée	Secteur des mines et carrières
270	Nc	CMC	Secteur des mines et carrières
271	882327950	SOCIETE TBEA WEST AFRICA PORT HOLDING LIMITED SAU	Secteur des mines et carrières
272	Nc	Société Sycamore Mine Guinée SAU	Secteur des mines et carrières
273	966253502	MANSA SANOU EXPLORATION	Secteur des mines et carrières
274	962898334	CORICA MINING SERVICES	Secteur des mines et carrières
275	Nc	Société Sycamore Mine Sau	Secteur des mines et carrières
276	Nc	Guinéenne des Mines (GDM)	Secteur des mines et carrières
277	630918662	SOCIETE MARGA CONSTRUCTION ASSINISSEMENT TERRASSEMENT ENTRETIEN ET RENOVATION SARLU	Secteur des mines et carrières
278	629157322	ALAME	Secteur des mines et carrières
279	501211544	SOCIETE CIVIL SOLUTIONS GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
280	506277300	SOC. D'EXPLOITATION DES PRODUITS VEGETAUX & MINERAUX DE GUINEE	Secteur des mines et carrières
281	Nc	STE ENTREPRISE MS-CA&FILS	Secteur des mines et carrières
282	262881832	SOCIETE FAKO RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
283	773695424	SOCIETE FATALA MINING INVESTMENT COMPANY SAU	Secteur des mines et carrières
284	829532068	GAVAR INVESTMENT MANAGEMENT CO LTD SAU	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
285	Nc	STE DARY INDUSTRIE SYSTÈME SECURITE	Secteur des mines et carrières
286	438880882	ENTREPRISE GECINES	Secteur des mines et carrières
287	675583140	KB BAUXITE GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
288	Nc	Société WAD SARL	Secteur des mines et carrières
289	255899122	SOCIETE PHOENIX GBT SARL	Secteur des mines et carrières
290	Nc	STE AGAGEL NIANDAN SAU	Secteur des mines et carrières
291	228474011	E T F SUCCURSALE	Secteur des mines et carrières
292	907823652	SOCIETE DRA GUINEA SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
293	Nc	STE BASE METAL GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
294	Nc	STE MINERAL SANDS CONSULTANTS SARL	Secteur des mines et carrières
295	191815091	BIOTOPE SIMANDOU	Secteur des mines et carrières
296	Nc	STE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières
297	Nc	STE XUDONG YU SARL	Secteur des mines et carrières
298	956366371	BIOTOPE GUINEE	Secteur des mines et carrières
299	Nc	CRBC	Secteur des mines et carrières
300	Nc	STE UNIVERS EXPERTISE ET SERVICES SARL	Secteur des mines et carrières
301	Nc	STE CARRIERE DE SABLE MOHKLAUS SARLU	Secteur des mines et carrières
302	687480822	SOCIETE ZHENGYUAN INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières
303	Nc	STE V E P GROUPE SARL	Secteur des mines et carrières
304	288903230	GUINEA WESTFIELD MINING COMPANY	Secteur des mines et carrières
305	Nc	AUXIM MINING S.A	Secteur des mines et carrières
306	Nc	STE JIANGYAN MINE SARLU	Secteur des mines et carrières
307	Nc	STE ETECO MINING SARL	Secteur des mines et carrières
308	780847984	SOCIETE EXCELLENCE BUSINESS ET TRANSPORT SARLU	Secteur des mines et carrières
309	787144120	SOCIÉTÉ ZHUANG MINING	Secteur des mines et carrières
310	Nc	SOMACO	Secteur des mines et carrières
311	Nc	STE GOLD WATER GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
312	385857909	SOCIETE DE CONSTRUCTION DE BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS SARL	Secteur des mines et carrières
313	Nc	HGMC	Secteur des mines et carrières
314	550474050	SOCIETE ICON EVENT SARL	Secteur des mines et carrières
315	493948053	AMG SARL	Secteur des mines et carrières
316	804332831	SKY MALL	Secteur des mines et carrières
317	Nc	STE ADS MINING SA	Secteur des mines et carrières
318	565370715	CLC GROUP GUINEA	Secteur des mines et carrières
319	349697649	MANDEN MINING CORPORATION SARLUNIP	Secteur des mines et carrières
320	869222000	BAUXITE KIMBO SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
321	Nc	STE AGAGEL MANDIANA SAU	Secteur des mines et carrières
322	Nc	STE AGAGEL SHIRA SAU	Secteur des mines et carrières
323	Nc	STE PROMINENT GOLD SARL	Secteur des mines et carrières
324	547710426	SOCIETE CENTAMA SARL	Secteur des mines et carrières
325	Nc	STE BATAX BOUNA INTERNATIONAL MINING CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières
326	Nc	Saint Clair evens Acheteur Redevance SWR international	Secteur des mines et carrières
327	Nc	Rosado p JOS Acheteur redevance invescorp SA	Secteur des mines et carrières
328	Nc	Société Xinjiang Tbea Gprou Co.Ltd	Secteur des mines et carrières
329	528952195	L'OR D'AFRIQUE	Secteur des mines et carrières
330	Nc	STE CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE	Secteur des mines et carrières
331	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
332	Nc	STE CIM YUKUANG GUINEE	Secteur des mines et carrières
333	Nc	STE CHEICK AFRICA BUSINESS SARLU	Secteur des mines et carrières
334	Nc	STE ALJAN GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
335	Nc	STE GROUPE SOGUIREFEL SARL	Secteur des mines et carrières
336	Nc	STE MINIRE GAOUAL TELEMEL SARL	Secteur des mines et carrières
337	Nc	STE MINIERE GAOUAL TELIMELE SARL	Secteur des mines et carrières
338	Nc	STE PEAK GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières
339	Nc	STE GUINEO-MALIENNE D'OR SARL	Secteur des mines et carrières
340	Nc	STE ID GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières
341	Nc	STE SOFAC SA	Secteur des mines et carrières
342	Nc	STE GROUPE MS-CA	Secteur des mines et carrières
343	Nc	STE GUINEA GULF MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
344	Nc	STE GUINEA UNIVERSAL MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières
345	Nc	STE GUINEA FIRST LITHIUM SARLU	Secteur des mines et carrières
346	Nc	STE WEST AFRICA MINERAL RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
347	Nc	STE TIGONG SARL	Secteur des mines et carrières
348	Nc	STE GUINEA PEAK MINING SARL	Secteur des mines et carrières
349	Nc	STE AIS INTERNATIONAL GUINEE SASU	Secteur des mines et carrières
350	Nc	Société Beyla Mining Minerals SARLU	Secteur des mines et carrières
351	479998528	BON FISH GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières
352	226194496	BLASTICO SARL	Secteur des mines et carrières
353	Nc	Felabu Global Trade sarl Caution	Secteur des mines et carrières
354	Nc	Felabu Global Trade sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
355	Nc	Africa Land ressources redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
356	Nc	Akor sarlu Caution	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
357	Nc	Akor Sarlu redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
358	Nc	AL -noujoum Gold Diamond Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
359	Nc	Amadou Mouctar Bah Caution	Secteur des mines et carrières
360	Nc	Amadou Mouctar Bah Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
361	Nc	Anglogold Enterprise sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
362	Nc	Aurum sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
363	Nc	Blue Circles trading Sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
364	Nc	Bright Spring Guinea sarlu Caution	Secteur des mines et carrières
365	Nc	Bright Spring Guinea sarlu Redevance	Secteur des mines et carrières
366	Nc	Comptoir Deen et Freres Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
367	Nc	Comptoir Deen et Freres Caution	Secteur des mines et carrières
368	Nc	Conakry Gold Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
369	Nc	Conakry Gold Caution	Secteur des mines et carrières
370	Nc	Dia Gold Mining Sasu Caution	Secteur des mines et carrières
371	Nc	Dia Gold Mining Sasu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
372	Nc	Diawara Gold Mining Caution	Secteur des mines et carrières
373	Nc	Diawara Gold Mining Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
374	Nc	Divakaran mineral sarlu caution	Secteur des mines et carrières
375	Nc	Divakaran mineral sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
376	Nc	Etablissement Sendougou Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
377	Nc	Euro T Africa Caution	Secteur des mines et carrières
378	Nc	Euro T Africa Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
379	Nc	Expogola Sarl Caution	Secteur des mines et carrières
380	Nc	Expogola Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
381	Nc	Falcon Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
382	Nc	FAON GOLS Trading Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
383	Nc	Faranah minerals caution	Secteur des mines et carrières
384	Nc	Faranah minerals Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
385	Nc	Fasso Gold SA Caution	Secteur des mines et carrières
386	Nc	Fasso Gold SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
387	Nc	First Mandeng Gold Caution	Secteur des mines et carrières
388	Nc	First Mandeng Gold Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
389	Nc	Global distribution and Multi service Caution	Secteur des mines et carrières
390	Nc	Global distribution and Multi service Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
391	Nc	Global gold sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
392	Nc	Gold and Business Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
393	Nc	Group Aray Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
394	Nc	Group limanaya Business redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
395	Nc	Guinea C Mining Group Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
396	Nc	Guinea Gold trading Caution	Secteur des mines et carrières
397	Nc	Guinea Gold trading Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
398	Nc	Indus corporation sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
399	Nc	Infragui PMS Caution	Secteur des mines et carrières
400	Nc	Infragui PMS Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
401	Nc	Issiaga deen Yansané Acheteur Redevance Comptoir Comptoir Deen et Freres	Secteur des mines et carrières
402	Nc	JMM Holding Guinea Caution	Secteur des mines et carrières
403	Nc	JMM Holding Guinea Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
404	Nc	K STAR Sarlu Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
405	Nc	Khandi gold Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
406	Nc	khandi Gold and diamaond SA Caution	Secteur des mines et carrières
407	Nc	L B Sarl	Secteur des mines et carrières
408	Nc	M Business Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
409	Nc	MAF Gold trading sarlu Caution	Secteur des mines et carrières
410	Nc	Maf Gold trading sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
411	Nc	Magnum Entreprises sarlu redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
412	Nc	Mandegnassi Caution	Secteur des mines et carrières
413	Nc	Mangnessi Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
414	Nc	Manna Minerals SA Caution	Secteur des mines et carrières
415	Nc	Manna Minerals SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
416	Nc	Market Bis Gold Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
417	Nc	Massa Moussa gold Trading sarlu caution	Secteur des mines et carrières
418	Nc	Massa Moussa gold Trading sarlu redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
419	Nc	Mob & MJB Sarl Caution	Secteur des mines et carrières
420	Nc	Mob & MJB Sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
421	Nc	Nadfaw Service sarl Caution	Secteur des mines et carrières
422	Nc	Nadfaw Service sarl redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
423	Nc	Nord ouest business import export Sarl caution	Secteur des mines et carrières
424	Nc	Nord ouest business import export Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
425	Nc	Onix International Trading SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
426	Nc	Ordiamex international SA redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
427	Nc	Orient Gold Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
428	Nc	Paragon Africa Traders Sarl Caution	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
429	Nc	Paragon Africa Traders Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
430	Nc	Qyu tech gold and diamond sarl Cautrion	Secteur des mines et carrières
431	Nc	Qyu tech gold and diamond sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
432	Nc	Radiks Group guinea sarl Caution	Secteur des mines et carrières
433	Nc	Radiks Group guinea sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
434	Nc	Royal worldwide Entreprise sarlu caution	Secteur des mines et carrières
435	Nc	royal worldwide Entreprise sarlu redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
436	Nc	Sarikou & Brothers investment Redevance	Secteur des mines et carrières
437	Nc	Sigma Gold SA Caution	Secteur des mines et carrières
438	Nc	Sigma Gold SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
439	Nc	Siguiri Or sarlu Caution	Secteur des mines et carrières
440	Nc	Siguiri Or sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
441	Nc	SNA Global Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
442	Nc	Sob Metal Caution	Secteur des mines et carrières
443	Nc	Sob Metal Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
444	Nc	SOMIKA SARLU Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
445	Nc	Sosim Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
446	Nc	SSANA Sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
447	Nc	Star gold International conakry Caution	Secteur des mines et carrières
448	Nc	Star gold International conakry Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières
449	Nc	STE intern. De Commerce de Pita Caution	Secteur des mines et carrières
450	Nc	STE intern. De Commerce de Pita Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
451	Nc	STE Marcos gold Sarlu Caution	Secteur des mines et carrières
452	Nc	STE Marcos gold Sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
453	Nc	Wahman Abu Minerals & Investments SAU Caution	Secteur des mines et carrières
454	Nc	wahman Abu Minerals & Investments SAU Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
455	Nc	West african GoldRedevance comptoir	Secteur des mines et carrières
456	Nc	Zaza Global Corporation Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
457	Nc	STE BLUE SKY NEGOCES GOLD WEST AFRICA SAU	Secteur des mines et carrières
458	110937661	SOCIETE SUPER MINES ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
459	651898900	LELOUMA BAUXITE GUINEE	Secteur des mines et carrières
460	Nc	Socété Eteco Mining	Secteur des mines et carrières
461	926517012	CHINA RAILWAY 16TH BUREAU GROUP CO.,LTD	Secteur des mines et carrières
462	735851404	GUINEE GOLD SHOVEL - SARLU	Secteur des mines et carrières
463	816396410	SOCIETE INTERNATIONALE D'EXPLOITATION DES CARRIERES-SA	Secteur des mines et carrières
464	381341346	KONDEN MINERALS - SARL	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
465	Nc	Société EGC Mining SARL	Secteur des mines et carrières
466	Nc	Société Xinjing TBEA GROUP COLTD	Secteur des mines et carrières
467	702330226	SOCIETE DE REBOISEMENT DES MINES	Secteur des mines et carrières
468	979050143	CHINA RAILWAY 11TH BUREAU GROUP CO; LTD	Secteur des mines et carrières
469	235969342	SOCIETE WAKILLI SARL	Secteur des mines et carrières
470	Nc	Société Id Gold Sarlu	Secteur des mines et carrières
471	838626612	KINDIA MINING COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières
472	608681920	NOVO MINES	Secteur des mines et carrières
473	672119849	B S RIGS GUINEE	Secteur des mines et carrières
474	Nc	Société Lenguee Koto Mining Sarlu	Secteur des mines et carrières
475	Nc	Société Guinéenne des mines de fer	Secteur des mines et carrières
476	Nc	STE DELTA MINING LOGISTICS SARL	Secteur des mines et carrières
477	120752191	SOCIETE LUCKY MINES ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
478	Nc	Socété Kantex Guinée SARLU	Secteur des mines et carrières
479	253531289	BOURE SUPPLY MINING SARLU	Secteur des mines et carrières
480	Nc	Tropical Superficiaire	Secteur des mines et carrières
481	298351214	SANSANDO GOLD FIELD	Secteur des mines et carrières
482	228741773	VEP GROUPE SARL	Secteur des mines et carrières
483	Nc	Société Genta Guinea Ressource SA	Secteur des mines et carrières
484	990218596	GUINEE MULTITRADING	Secteur des mines et carrières
485	Nc	Société Bel air mining	Secteur des mines et carrières
486	100125269	GLOBAL INVESTMENT et CONSULTING SARL	Secteur des mines et carrières
487	184342442	SUN ET SAND MINING ET METALS GUINEA -SA	Secteur des mines et carrières
488	Nc	STE SOMIS GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
489	Nc	Société Tami Yandou Kissimines Sarl	Secteur des mines et carrières
490	Nc	HAOXIANG	Secteur des mines et carrières
491	Nc	Elite mining Guinée SA	Secteur des mines et carrières
492	678174459	SOCIETE KARAM GLOBAL MINING SARL	Secteur des mines et carrières
493	Nc	STE T M K MINING SA	Secteur des mines et carrières
494	Nc	Société Sofac Sa	Secteur des mines et carrières
495	264851304	CHINA RAILWAY 21ST BUREAU GROUP CO.,LTD	Secteur des mines et carrières
496	540980893	MANOU CAMARA LOGISTICS ET MINING SARLU	Secteur des mines et carrières
497	Nc	Société eurasiennne de commerce	Secteur des mines et carrières
498	Nc	STE FOUALA SARL	Secteur des mines et carrières
499	594299364	SOCIETE AFRICAINE D'ENVIRONNEMENT ET DE CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières
500	Nc	Aly Daher	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
501	Nc	STE COMPAGNIE GUINEE TITANIUM	Secteur des mines et carrières
502	884573171	GUINEA UNIVERSAL MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières
503	Nc	STE GUINEA WESTFIELD MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières
504	Nc	STE UAE MINING COMPANY	Secteur des mines et carrières
505	Nc	Société SNA Africa Mining SA	Secteur des mines et carrières
506	Nc	STE NEGOCE INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières
507	Nc	STE MINING INTERNATIONAL BAUXITE	Secteur des mines et carrières
508	Nc	Promine Guinée Sarlu	Secteur des mines et carrières
509	Nc	Société RR SKY infran SARL	Secteur des mines et carrières
510	Nc	société Vetro Gold	Secteur des mines et carrières
511	749334868	WOULA NATURAL RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
512	600245054	GUINEA PIONEER MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières
513	Nc	Société Guinéenne des Mines	Secteur des mines et carrières
514	830965463	GBG-GUINEA BAUXITE	Secteur des mines et carrières
515	737347559	SOCIETE RESSOURCES TASSILIMAN BAOULE SA	Secteur des mines et carrières
516	Nc	STE EXON GLOBAL TRADING SARL	Secteur des mines et carrières
517	Nc	STE ORDINAIRE SARL	Secteur des mines et carrières
518	Nc	Autres sociétés-Laterite	Secteur des mines et carrières
519	Nc	Société Mamou Ressources	Secteur des mines et carrières
520	572603330	LA SOCIETE DE RECHERCHE D'EXPLOITATION MINIERE DE GUINEE	Secteur des mines et carrières
521	Nc	Société Camen Ressources SARL	Secteur des mines et carrières
522	Nc	Société Kindia Ressource Sarlu	Secteur des mines et carrières
523	102041423	GRM	Secteur des mines et carrières
524	229804687	SOCIETE ASIA FORAGE SARL	Secteur des mines et carrières
525	220771638	BUILDING GUINEE	Secteur des mines et carrières
526	281348649	CHINA RAILWAY 18TH BUREAU GROUP GUINEE	Secteur des mines et carrières
527	431413798	SOCIETE DIAMOND FORAGE SARL	Secteur des mines et carrières
528	656443637	SOCIETE SOREX - SARLUnip	Secteur des mines et carrières
529	Nc	STE FUTURE ORES SARL	Secteur des mines et carrières
530	Nc	STE TRADEMERCE INTERNATIONAL GROUP SARLU	Secteur des mines et carrières
531	Nc	STE GROUPE INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières
532	Nc	STE HENAN CHINE SA	Secteur des mines et carrières
533	Nc	STE SHENG SARL	Secteur des mines et carrières
534	Nc	STE AFRICA MINERALS EXPERTISE SPECIALIST SA	Secteur des mines et carrières
535	Nc	STE MAGNUM MINING SARLU	Secteur des mines et carrières
536	Nc	STE FORTUNE CONSTRUCTION CONSORTIUM SA	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
537	Nc	STE DJOMA HOLDING MINING GUINEE	Secteur des mines et carrières
538	Nc	STE OFFICE MA SARL	Secteur des mines et carrières
539	Nc	STE NETWORK BYTES SARL	Secteur des mines et carrières
540	Nc	STE PAMAKO NEGOCES & CONSTRUCTION SARLU	Secteur des mines et carrières
541	Nc	STE WEST AFRICAN TRADING SARL	Secteur des mines et carrières
542	Nc	Rocky J Sangha Redevance Acheteur Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
543	311720239	DIYA GOLD MINING	Secteur des mines et carrières
544	Nc	STE SYLI RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
545	Nc	STE GOLDEN GUINEA RESOURCES	Secteur des mines et carrières
546	Nc	STE MAISON KEBO GUINEE SA	Secteur des mines et carrières
547	Nc	STE GUINERRA SARL	Secteur des mines et carrières
548	Nc	STE SAM SA	Secteur des mines et carrières
549	Nc	STE NA GLOBAL REALTY ET INVESTMENT LTD SUCC	Secteur des mines et carrières
550	Nc	STE GLOBAL MINING KOREA CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières
551	Nc	CGC	Secteur des mines et carrières
552	Nc	STE EXACO BTP SRL	Secteur des mines et carrières
553	Nc	STE CEMENTS DE L'AFRIQUE (CIMAF)	Secteur des mines et carrières
554	Nc	STE MINIER BLEU CIEL GUINEE SA	Secteur des mines et carrières
555	Nc	STE GEFECO SARL	Secteur des mines et carrières
556	Nc	Kemil Shallop Acheteur redevance Comptoir Lion star	Secteur des mines et carrières
557	Nc	arsalian Vicken Acheteur redevance Comptoir Lion Star	Secteur des mines et carrières
558	Nc	Serge Riviere Acheteur redevance Comptoir Lion star	Secteur des mines et carrières
559	Nc	STE GUINEA BEST MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
560	Nc	STE DAVID DIAMANT SARL	Secteur des mines et carrières
561	Nc	STE GUI-APPRO SARL	Secteur des mines et carrières
562	631610599	GMS GUINEE	Secteur des mines et carrières
563	Nc	STE YI - DA SARL	Secteur des mines et carrières
564	Nc	STE ECO-BETAPE SA	Secteur des mines et carrières
565	Nc	STE BANTOUN COMPAGNIE SARLU	Secteur des mines et carrières
566	Nc	STE BLUE SKY NEGOCE GOLD GUINEE SA	Secteur des mines et carrières
567	Nc	STE GROUPE DURAC SARL	Secteur des mines et carrières
568	Nc	STE SGBC SARLU	Secteur des mines et carrières
569	Nc	STE CHINE HAOXIANG MINING GOLD SARL	Secteur des mines et carrières
570	Nc	FRIA RESSOURCES MINING	Secteur des mines et carrières
571	Nc	STE MAMOU RESSOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
572	Nc	Société Id Gold Mining S A	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
573	Nc	STE A, LITHIUM MINING RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
574	Nc	STE GUINEAN LITHIUM RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
575	Nc	STE S ET D CONSTRUCTION SARL	Secteur des mines et carrières
576	Nc	STE GUINNERA SARL	Secteur des mines et carrières
577	Nc	Société Freedom traiding	Secteur des mines et carrières
578	Nc	STE ATLANTIS MINING SARL	Secteur des mines et carrières
579	177325776	DJIGBETRIBA	Secteur des mines et carrières
580	Nc	STE ENTRESCO SARL	Secteur des mines et carrières
581	Nc	STE ENDEAVOUR MINIG GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
582	Nc	STE ENDEAVOUR MINIG GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
583	Nc	STE ENDEAVOUR MINIG SARL	Secteur des mines et carrières
584	Nc	STE KINDIA ROSOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
585	Nc	STE ZHICHENG GUINEE MINING SARL	Secteur des mines et carrières
586	Nc	STE ZHENG YUAN INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières
587	Nc	STE D'EXPLOITATION MINIERE OUEST AFRICAINE SARLU (SEMOAS)	Secteur des mines et carrières
588	Nc	STE SUPREME MINERALS CORPORATION GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières
589	Nc	STE GOLD GEM ORAGEM AFRICA SARL	Secteur des mines et carrières
590	Nc	STE GUINEE LIHIUM-SARL	Secteur des mines et carrières
591	Nc	GUINEA BRANCH OF SINOHYDRO 3CO LTD	Secteur des mines et carrières
592	Nc	STE STAR GOLD SARL1	Secteur des mines et carrières
593	Nc	STE STAR GOLD SARL2	Secteur des mines et carrières
594	Nc	STE STAR GOLD SARL3	Secteur des mines et carrières
595	Nc	STE AMG SARL	Secteur des mines et carrières
596	Nc	STE VETRO GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières
597	Nc	Ahmad afif Acheteur Redevance comptoir Market bis Gold	Secteur des mines et carrières
598	Nc	STE MANDEN MINING CORPORATION	Secteur des mines et carrières
599	Nc	STE ZHUANG MINING SA	Secteur des mines et carrières
600	Nc	STE AFRICAN TRADING	Secteur des mines et carrières
601	Nc	STE SWR INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières
602	Nc	STE GUINEE LITHIUM SARL	Secteur des mines et carrières
603	Nc	STE MINING SERVICE SARLU	Secteur des mines et carrières
604	Nc	STE MINIERE ET DE DRAGAGE SARL	Secteur des mines et carrières
605	Nc	STE ALKHADYA MINING SARL	Secteur des mines et carrières
606	Nc	STE SUSTAINABLE MINING CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières
607	Nc	STE MS AFRICAN PATNERS SARL	Secteur des mines et carrières
608	Nc	STE KANTEX GUINEE SARLU BOKE	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
609	Nc	STE KANTEX GUINEE SARLU GAOUAL	Secteur des mines et carrières
610	Nc	STE GROUPE CIRE MADY SA	Secteur des mines et carrières
611	Nc	STE WASSOLON MINING SARL	Secteur des mines et carrières
612	Nc	STE GOLDEN RIM RESOURCES GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières
613	Nc	STE GUINEE CONSTRUCTION COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières
614	Nc	STE DE FABRICATION DE GRAVIER	Secteur des mines et carrières
615	Nc	STE ROYAL GUINEA MINES ET MINERALS .SA	Secteur des mines et carrières
616	Nc	STE GROUPE MOBAD SAS	Secteur des mines et carrières
617	Nc	STE DIYA GOLD MINING SASU	Secteur des mines et carrières
618	Nc	STE MATHILAK RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
619	Nc	STE DELTA MINING SARL	Secteur des mines et carrières
620	Nc	STE ENDEAVOUR GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
621	Nc	STE RRMS MINING LTD	Secteur des mines et carrières
622	Nc	STE GREEN GOLD MINING SARL	Secteur des mines et carrières
623	Nc	STE KLIMANDJARO TRADING COMPNY SARLY	Secteur des mines et carrières
624	Nc	STE TAMIYANDOU -KISSI-MINES	Secteur des mines et carrières
625	Nc	STE KHAREER BUILDING AND PUBLIC WORKS INDUSTRY BAH SARL	Secteur des mines et carrières
626	Nc	STE UNIVERSAL MINING SARLU	Secteur des mines et carrières
627	Nc	STE DINGSHENG SARL	Secteur des mines et carrières
628	Nc	STE BLUE SKY NEGOCE GOLD GUINEA SA	Secteur des mines et carrières
629	Nc	STE OGC IMMO SARL	Secteur des mines et carrières
630	Nc	STE ORDIAMEX INTERNATIONAL SA	Secteur des mines et carrières
631	Nc	LI JUN Acheteur Redevance Comptoir Market	Secteur des mines et carrières
632	Nc	STE NIMBA GOLD	Secteur des mines et carrières
633	Nc	STE ENTREPRISE TANOU TRANSPORT	Secteur des mines et carrières
634	Nc	STE INTERNATIONAL PROVIDER CORPORATION	Secteur des mines et carrières
635	Nc	STE ETABLISSEMENTS KABA MAMADI ET FRERES	Secteur des mines et carrières
636	Nc	STE GROUP GUINEA INVESTMENT SAU	Secteur des mines et carrières
637	Nc	STE UNITED OREBODIES LLC GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
638	Nc	STE KONATELA MINING SARL	Secteur des mines et carrières
639	Nc	STE GOLD CHAIN MINING	Secteur des mines et carrières
640	Nc	STE BEYLA MINING ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
641	Nc	STE BANA MINING & BUSINESS MANAGEMENT	Secteur des mines et carrières
642	Nc	STE WOSSOLO MINING SARLU	Secteur des mines et carrières
643	Nc	STE KB BAUXITE GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
644	Nc	STE SARMIN BAUXITE GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
645	Nc	STE ETS SYU SUPPLY SARL	Secteur des mines et carrières
646	Nc	STE GROUPE FORTUNE GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
647	Nc	STE IKA GOLD SARL	Secteur des mines et carrières
648	Nc	STE TELEMELE BAUXITE RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières
649	Nc	STE ALAME SARL	Secteur des mines et carrières
650	Nc	STE SOMIS - SERVICES SARLU	Secteur des mines et carrières
651	Nc	STE VETRO GUINEA RESOURCES SA	Secteur des mines et carrières
652	Nc	STE GROUPE MS CA	Secteur des mines et carrières
653	Nc	STE KOUROUSSA MINING CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières
654	Nc	STE STAR CONSTRUCTION ET LOGISTIC SARLU	Secteur des mines et carrières
655	Nc	Aliou Sow Acheteur redevance Comptoir Lion Star	Secteur des mines et carrières
656	Nc	Kainan Amir Acheteur redevance Comptoir lion Star	Secteur des mines et carrières
657	Nc	Serge riviereAcheteur redevance Comptoir Lion star	Secteur des mines et carrières
658	Nc	STE BLUE SKY NEGOCES GOLD AFRICA SAU	Secteur des mines et carrières
659	Nc	STE GROUPE SOGUIRETEL SARL	Secteur des mines et carrières
660	423722669	SOCIETE MINEROSTRAT CORPORATION SA	Secteur des mines et carrières
661	Nc	STE LANNAYA CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières
662	Nc	Abdramane kaba Acheteur redevance Comptoir Texam	Secteur des mines et carrières
663	126686484	MAG SARL	Secteur des mines et carrières
664	Nc	STE GUINEENNE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT SARLU	Secteur des mines et carrières
665	Nc	STE IBH GUINEE RESOURCES	Secteur des mines et carrières
666	Nc	STE MAMOU RESSOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
667	Nc	STE SHENGXIN REAL ESTATE DEVELOPMENT	Secteur des mines et carrières
668	Nc	STE ETRESCO SARL	Secteur des mines et carrières
669	Nc	STE EXON GLOBAL TRADING	Secteur des mines et carrières
670	Nc	STE EXON GLOBAL TRADING GUINEE SA	Secteur des mines et carrières
671	Nc	STE BLESSING RESOURCES GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières
672	Nc	STE GUINEA PROSPER GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières
673	Nc	STE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL 1	Secteur des mines et carrières
674	Nc	STE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL 2	Secteur des mines et carrières
675	Nc	STE PHOENIX PRECIOUS METAL	Secteur des mines et carrières
676	Nc	STE NAGLOBAL REALTY ET INVESTMENT LTD SUCC	Secteur des mines et carrières
677	Nc	STE AMINE MINING GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
678	Nc	STE KABALABA BUSINESS CENTER SARL	Secteur des mines et carrières
679	Nc	STE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SAG SA	Secteur des mines et carrières
680	Nc	STE DRAGON D'OR SARLU	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
681	Nc	STE INFINITY GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
682	Nc	Société Egec Mining Sarl	Secteur des mines et carrières
683	578111510	RIO FORAGE	Secteur des mines et carrières
684	Nc	Société Tusk Capital Mining Guinée Sa	Secteur des mines et carrières
685	Nc	Société Penta Gold fields company SAU	Secteur des mines et carrières
686	398942458	SOCIETE PHOENIX PRECIOUS METALS SARL UNIP	Secteur des mines et carrières
687	110301686	AGEM GUINEE EXPLORATION	Secteur des mines et carrières
688	425833175	SOCIETE KDIA SARL	Secteur des mines et carrières
689	764707279	BREH MINING CORPORATION	Secteur des mines et carrières
690	538974841	PURE BULLION LIMITED	Secteur des mines et carrières
691	345595706	CAR INTERNATIONAL GUINEE	Secteur des mines et carrières
692	Nc	STE MINERALIS GOLD MINES SARLU	Secteur des mines et carrières
693	830779989	SOCIETE PROFESSIONAL DRILLERS GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
694	Nc	Société Wely Mining SARL	Secteur des mines et carrières
695	844767244	LINDIAN GUINEA	Secteur des mines et carrières
696	929550689	DNMUTISERVICE	Secteur des mines et carrières
697	Nc	Société Kouroura Gold Mining SA	Secteur des mines et carrières
698	947411955	SOCIETE FALIBRA GROUP TRADING SARL	Secteur des mines et carrières
699	Nc	Société D'exploitation Des Matieres Precieux-Semp Mining- Sarlu	Secteur des mines et carrières
700	Nc	Société Kouroussa Gold Mining Sa	Secteur des mines et carrières
701	132249350	SOCIETE GOLDEN BEACH GUINEE	Secteur des mines et carrières
702	965666209	SOCIETE HUMMINGBIRD GUINEA MINING CORPORATION - SA	Secteur des mines et carrières
703	613324904	SOCIETE GUI APPRO SARL	Secteur des mines et carrières
704	157761297	BOURE SANOU	Secteur des mines et carrières
705	220499883	SOCIETE YONAS DISTRIBUTION SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
706	Nc	Société Guinéenne des mines de fer (SUD)	Secteur des mines et carrières
707	Nc	Société Guinée Mining Etp Sarl	Secteur des mines et carrières
708	865137590	MANDEN GOLD	Secteur des mines et carrières
709	907346548	ALIMA-MINING-SERVICES	Secteur des mines et carrières
710	Nc	SOCIETE IMPACT AFRICA SARL	Secteur des mines et carrières
711	412202079	BESA GUINEA	Secteur des mines et carrières
712	417699824	SOCIETE FIRST GOLD - SA	Secteur des mines et carrières
713	855510418	ZIMALCO - SARLU	Secteur des mines et carrières
714	967325358	SOCIETE PEAK GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
715	Nc	Société de Mines de Guinée S A	Secteur des mines et carrières
716	988926309	ETABLISSEMENTS RAMADAN ET FRERES	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
717	Nc	Hann et compagnie	Secteur des mines et carrières
718	Nc	Société Golden RIM Ressources	Secteur des mines et carrières
719	348199407	SOCIETE ACI SARL	Secteur des mines et carrières
720	947365169	INITIATIVE TECHNOLOGICS & DEVELOPPEMENT	Secteur des mines et carrières
721	Nc	Société Stellar guinea SARL	Secteur des mines et carrières
722	Nc	STE ODHAV MULTI INDUSTRIES SA	Secteur des mines et carrières
723	Nc	Paradis des Pierres precieuses Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
724	Nc	Société Manding Golden SARL	Secteur des mines et carrières
725	Nc	GUINEA BEST MINERAL SARLU	Secteur des mines et carrières
726	228754776	GUINEE YICHENG CONSTRUCTION ENGINEERING CORPORATION 'YICHENG'	Secteur des mines et carrières
727	326741907	SOCIETE MINIERE BLEU CIEL (GUINEE)	Secteur des mines et carrières
728	Nc	STE GUINEA GULF MINERAL SARLU	Secteur des mines et carrières
729	Nc	STE MS AFRICAN PARTENERS SARLU	Secteur des mines et carrières
730	Nc	société 7sth Lusso Nath Sarlu	Secteur des mines et carrières
731	Nc	Société Naglobal Reaty Investissement Lmd Succ	Secteur des mines et carrières
732	Nc	STE GROUP SYF	Secteur des mines et carrières
733	Nc	STE CONSEIL EN INVESTISSEMENT-GH-SARL	Secteur des mines et carrières
734	Nc	STE AFRICA GLOBAL MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières
735	415364421	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Secteur des mines et carrières
736	Nc	STE CONSEIL INVESTISSEMENT-GH-SARL	Secteur des mines et carrières
737	776635963	DWEKAT ET DWAIKAT GROUP SARLU	Secteur des mines et carrières
738	Nc	Société Xin Jiang Tera Group Co-Ltd	Secteur des mines et carrières
739	Nc	Société Ramraj Engineering SARL	Secteur des mines et carrières
740	672569183	SOCIETE DAVID DIAMANTS - SARL	Secteur des mines et carrières
741	Nc	Société ZHUANG Mining Guinée SA	Secteur des mines et carrières
742	146582523	CHINA RAILWAY TUNNEL BUREAU GROUP TEST AND INSPECTION Co.Ltd	Secteur des mines et carrières
743	Nc	Société Egec Mining Sarl	Secteur des mines et carrières
744	514871318	DIYA GOLD MINING	Secteur des mines et carrières
745	Nc	Société Mamou Ressource Sarlu (Saman)	Secteur des mines et carrières
746	509424040	DJAMA DJIGUI MULTI-INDUSTRIES	Secteur des mines et carrières
747	Nc	Société Mib Sarl	Secteur des mines et carrières
748	Nc	Société de Coop Economique Tech Cbre Huaya	Secteur des mines et carrières
749	483547170	CAMARA SHOLENDER	Secteur des mines et carrières
750	Nc	Société China Machinry Kaiyan Guinee	Secteur des mines et carrières
751	612992065	FAD	Secteur des mines et carrières
752	899937080	KC BAUXITE	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
753	Nc	Société LENGUE KOTO Mining	Secteur des mines et carrières
754	Nc	Société Guinéenne d'ingénierie SA	Secteur des mines et carrières
755	Nc	Société Deama Sarlu	Secteur des mines et carrières
756	983986878	AKM GUINEE	Secteur des mines et carrières
757	395552037	CHINA RAILWAY FIRST SURVEY & DESIGN INSTITUTE GROUP CO; LTD	Secteur des mines et carrières
758	Nc	GEFECO	Secteur des mines et carrières
759	Nc	société Peak-Guinea	Secteur des mines et carrières
760	Nc	Sheng Rong mining development	Secteur des mines et carrières
761	Nc	Société Guéan Brain Touch	Secteur des mines et carrières
762	Nc	SGMF NORTH	Secteur des mines et carrières
763	Nc	Société Darmil Guinée Sarlu	Secteur des mines et carrières
764	225198217	SOCIETE ALMOH SERVICES SARL	Secteur des mines et carrières
765	838626612	KINDIA MINING COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières
766	Nc	Société videri entreprise SARL	Secteur des mines et carrières
767	Nc	Société SWR international	Secteur des mines et carrières
768	855926655	SOCIETE CHINO-AFRICA INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières
769	Nc	SACOL SARL	Secteur des mines et carrières
770	Nc	Société Impact Africa Sarl	Secteur des mines et carrières
771	Nc	Société Vetro Guinea Ressources SA	Secteur des mines et carrières
772	Nc	SCET-CHCG	Secteur des mines et carrières
773	Nc	SOCIETE GUINEA CONSOLIDATION MINING GROUP SARL	Secteur des mines et carrières
774	Nc	Société Mamou Ressource Sarlu(Kaninko)	Secteur des mines et carrières
775	940405301	PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SOUAPITI	Secteur des mines et carrières
776	Nc	Société D'exploitation Des Matieres Premiere Semp Mining- Sarlu	Secteur des mines et carrières
777	Nc	Société G. F Investissement	Secteur des mines et carrières
778	602342560	START GOLD	Secteur des mines et carrières
779	413640848	SIFAYA GUINEE CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières
780	349023069	SOCIETE A ET C SARL	Secteur des mines et carrières
781	Nc	Société 79 TH LUISSO SOUTH SARL	Secteur des mines et carrières
782	773308515	SBO MINING	Secteur des mines et carrières
783	Nc	Société Golden silver invest	Secteur des mines et carrières
784	Nc	Société SCETCHCG	Secteur des mines et carrières
785	Nc	Société MGC	Secteur des mines et carrières
786	Nc	Societe Guineen Sarl	Secteur des mines et carrières
787	Nc	Société international core mining	Secteur des mines et carrières
788	Nc	Barry et Fils	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
789	837648013	BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS SUCC	Secteur des mines et carrières
790	735483679	SOCITE GUINEENE DE TRANSPORT ET TERRASSEMENT MINIER-SARLU	Secteur des mines et carrières
791	Nc	société Boure Sanou Sarlu	Secteur des mines et carrières
792	Nc	Société Guinéenne d'Exploitation	Secteur des mines et carrières
793	Nc	Société Resa Ressources Mining	Secteur des mines et carrières
794	Nc	Société GME	Secteur des mines et carrières
795	Nc	Société teressa mining logistic SARL	Secteur des mines et carrières
796	Nc	Société Lenguee Koto Mining Sarlu	Secteur des mines et carrières
797	Nc	Société Axis Minerals	Secteur des mines et carrières
798	605303445	SOCIETE AKA MINING SARLU	Secteur des mines et carrières
799	792974701	ENTREPRISE GUINEENNE DES TRAVAUX et MULTI SERVICES	Secteur des mines et carrières
800	Nc	Nicolas M Maximilliano Acheteur Redevance comptoir Qyu tech gold and diamond sarl	Secteur des mines et carrières
801	Nc	Abdoulaye Doumbouya Acheteur redevance Comptoir Orient	Secteur des mines et carrières
802	Nc	Abdoulaye fofana Acheteur Redevance Comptoir Sigma	Secteur des mines et carrières
803	Nc	Abdoulaye Yero Diallo Acheteur Redevance Group Aray	Secteur des mines et carrières
804	Nc	Abdul Nsengioyumva Acheteur Redevance comptoir Felabu Global Trade sarl	Secteur des mines et carrières
805	Nc	ABOU KALIL ABDALLAH Acheteur redevance Comptoir Akor	Secteur des mines et carrières
806	Nc	Adam Mehmet Acheteur Redevance comptoir Expogola	Secteur des mines et carrières
807	Nc	Amadou Mouctar Bah Acheteur Redevance comptoir Faranah	Secteur des mines et carrières
808	Nc	Amadou Soumaré	Secteur des mines et carrières
809	Nc	Amara Camara Acheteur Redevance Comptoir Faon	Secteur des mines et carrières
810	Nc	Amara soumaoro Acheteur Redevance Comptoir Africa Land Ressources	Secteur des mines et carrières
811	Nc	Amara Toure Acheteur redevance Comptoir Infragui	Secteur des mines et carrières
812	Nc	Bajaj sunil Gurmukhdas Acheteur Redevance Comptoir Magnum	Secteur des mines et carrières
813	Nc	Balogun Thomas Modube Acheteur redevance Comptoir Bright Spring Guinea sarlu	Secteur des mines et carrières
814	Nc	Barry thierno issiaga Acheteur Redevance comptoir West African Gold	Secteur des mines et carrières
815	Nc	Bhati Madho Acheteur Redevance Comptoir Anglo gold Entreprises	Secteur des mines et carrières
816	Nc	Camara Mory Acheteur Redevance comptoir Maf	Secteur des mines et carrières
817	Nc	Camara sereko Acheteur Redevance comptoir Indus Corporation	Secteur des mines et carrières
818	Nc	Check tidiana Diakaté Acheteur Redevance Comptoir Khandi gold	Secteur des mines et carrières
819	Nc	Cherif Haïdara Alseny Acheteur Redevance Comptoir AL -noujoum Gold Diamond	Secteur des mines et carrières
820	Nc	Conteh Ousman Bongay Acheteur Redevance Comptoir Wahman Abu Minerals	Secteur des mines et carrières
821	Nc	Daouda camara Acheteur Redevance Comptoir Etablissement Sendougou	Secteur des mines et carrières
822	Nc	Diaby Fanta Acheteur Redevance Comptoir Zaza Global Corporation Sarl	Secteur des mines et carrières
823	Nc	Diallo mamadou bano Acheteur Redevance Comptoir Sob metal	Secteur des mines et carrières
824	Nc	Diane aboubacar Acheteur Redevance comptoir Siguiri Or sarlu	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
825	Nc	Diarra bakary Acheteur redevance Comptoir Nadfaw	Secteur des mines et carrières
826	Nc	Dramane traore Acheteur Redevance comptoir First Mandeng Gold	Secteur des mines et carrières
827	Nc	Etienne Loua Acheteur redevance Comptoir Manna	Secteur des mines et carrières
828	Nc	Fernandes Pires moses Acheteur redevance Comptoir Manna	Secteur des mines et carrières
829	Nc	George Andrew Skinner Acheteur Redevance Comptoir Blue Circles	Secteur des mines et carrières
830	Nc	Guela Abdoulaye Acheteur Redevance Comptoir SOMIKA SARLU	Secteur des mines et carrières
831	Nc	Habib Diallo Acheteur Redevance Comptoir M Business	Secteur des mines et carrières
832	Nc	Humayoon merchant Acheteur Redevance Comptoir Sigma	Secteur des mines et carrières
833	Nc	Ibrahima Diallo Acheteur Redevance Group Aray	Secteur des mines et carrières
834	Nc	Idnani Guddu Lalchald Acheteur redevance Comptoir Global gold	Secteur des mines et carrières
835	Nc	Jean Paul Messe Acheteur redevance Comptoir Mob & MJB Sarl	Secteur des mines et carrières
836	Nc	Kabine diawara Acheteur redevance Comptoir Global distribution and Multi service	Secteur des mines et carrières
837	Nc	Kamara Mohamed Redevance Acheteur	Secteur des mines et carrières
838	Nc	Kamissoko diaka Acheteur Redevance Comptoir Magnum	Secteur des mines et carrières
839	Nc	Kapuriya Bhavim Nileshbhai Acheteur Redevance Comptoir K Star	Secteur des mines et carrières
840	Nc	Karamoko daouda Acheteur redevance Comptoir Nadfaw	Secteur des mines et carrières
841	Nc	Khalil H orozi Fodeibou Acheteur Redevance Comptoir JMM Holding Guinea	Secteur des mines et carrières
842	Nc	Kindo Adama Acheteur Redevance Comptoir SOMIKA SARLU	Secteur des mines et carrières
843	Nc	Lagui fode kaba Acheteur redevance Comptoir Star gold International conakry	Secteur des mines et carrières
844	Nc	Lancinet traore Acheteur Redevance comptoir Qyu tech gold and diamond sarl	Secteur des mines et carrières
845	Nc	Lassine camara Acheteur Redevance Comptoir Manssa moussa	Secteur des mines et carrières
846	Nc	Laye Camara Acheteur Redevance Comptoir Euro T Africa	Secteur des mines et carrières
847	Nc	LY baila Acheteur Redevance Comptoir L B Sarl	Secteur des mines et carrières
848	Nc	Ly Oumar Rafiou Acheteur Redevance Comptoir Sob metal	Secteur des mines et carrières
849	Nc	Mamadi Oulen Dansoko	Secteur des mines et carrières
850	Nc	Marcos alexandre Vicente Dasilva Acheteur Redevance Comptoir STE Marcos gold Sarlu	Secteur des mines et carrières
851	Nc	Menat Vicken Acheteur Redevance Falcon Sarl	Secteur des mines et carrières
852	Nc	MogaeGAMAD NOER ASMODIEN Acheteur Redevance Paragon Africa Traders Sarl	Secteur des mines et carrières
853	Nc	Mohamed Bachir faye Acheteur Redevance Comptoir Guinea Gold trading	Secteur des mines et carrières
854	Nc	Mohamed cisse Acheteur redevance Comptoir Fasso Gold SA	Secteur des mines et carrières
855	Nc	Mohamed fofana Acheteur Redevance Comptoir Massa Moussa	Secteur des mines et carrières
856	Nc	Mohamed lamine Diallo Acheteur Redevance Comptoir Guinea C. Mining Group Sarl	Secteur des mines et carrières
857	Nc	Mohamed lancinet conde Acheteur Redevance Paragon Africa Traders Sarl	Secteur des mines et carrières
858	Nc	Mohamed rachid Haidara Acheteur Redevance Comptoir AL -noujoum Gold Diamond	Secteur des mines et carrières
859	Nc	Mohamed rachid haidara Acheteur Redevance Comptoir Ordiamex	Secteur des mines et carrières
860	Nc	Morlaye ahmed Haidara Acheteur Redevance Comptoir Ordiamamex	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
861	Nc	Mory Camara Acheteur Redevance Comptoir Group limanaya	Secteur des mines et carrières
862	Nc	Moussa Camara Acheteur Redevance Gold and Business	Secteur des mines et carrières
863	Nc	Namory doumbouya Acheteur Redevance Comptoir Maf	Secteur des mines et carrières
864	Nc	Ndiaye Malick Acheteur Redevance Comptoir Dia Gold Mining Sasu	Secteur des mines et carrières
865	Nc	Nene Oumou Bah Acheteur Redevance Comptoir STE intern. De Commerce de Pita	Secteur des mines et carrières
866	Nc	Oumar barry Acheteur Redevance comptoir Nord ouest business import export Sarl	Secteur des mines et carrières
867	Nc	Oumar diawara Acheteur Redevance Comptoir Diawara Gold Mining	Secteur des mines et carrières
868	Nc	Ousmane Diallo Acheteur Redevance comptoir Faranah	Secteur des mines et carrières
869	Nc	Ousmane Doumbouya Acheteur Redevance Comptoir SSANA Sarl	Secteur des mines et carrières
870	Nc	Ousmane Hann Acheteur Redevance comptoir Felabu Global Trade sarl	Secteur des mines et carrières
871	Nc	Oussainatou bah Acheteur redevance Comptoir Mob & MJB Sarl	Secteur des mines et carrières
872	Nc	Parmar Pappu Singh Acheteur Redevance Falcon Sarl	Secteur des mines et carrières
873	Nc	Peethamparam Divakaran Acheteur Redevance Comptoir Divakaran	Secteur des mines et carrières
874	Nc	Sesay elhadj Abu Acheteur Redevance Comptoir Wahman	Secteur des mines et carrières
875	Nc	Shady Mohammed Mohammed Acheteur redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
876	Nc	Sharma Nitin Kumar Acheteur Redevance comptoir Market Bis Gold	Secteur des mines et carrières
877	Nc	Sidi lamine dioubaté Acheteur redevance Comptoir Akor	Secteur des mines et carrières
878	Nc	Sidime Lamine sarikou Acheteur Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières
879	Nc	SOCIETE DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION MINIERE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
880	Nc	Société Hyper Mining SARL	Secteur des mines et carrières
881	Nc	Somassum Deram K. Soronos Acheteur Redevance SNA Global sarl	Secteur des mines et carrières
882	Nc	Soumah Check Ahmed Tidiane Acheteur Redevance comptoir Expogola	Secteur des mines et carrières
883	Nc	Sow Amudjetu Acheteur Redevance Comptoir Khandi Gold	Secteur des mines et carrières
884	Nc	Sukhiya Anilkumar Bhagchand Acheteur Redevance Comptoir Royal	Secteur des mines et carrières
885	Nc	Thierno sadou bah Acheteur Redevance Comptoir Divakaran	Secteur des mines et carrières
886	Nc	Thotathil muhammed muhsin Acheteur Redevance Comptoir Conakry Gold	Secteur des mines et carrières
887	Nc	Tidiane koita Acheteur redevance Sosim	Secteur des mines et carrières
888	Nc	UMARETIYA NIKUNJ NARSHIBHAI Acheteur Redevance Comptoir Aurum sarlu	Secteur des mines et carrières
889	Nc	Youssef koita Acheteur redevance Comptoir Radiks Group guinea sarl	Secteur des mines et carrières
890	Nc	Yussuf Mohamed Hussein Acheteur redevance Comptoir Global distribution and Multi service	Secteur des mines et carrières
891	Nc	Société Argo Mining Sarlu	Secteur des mines et carrières
892	Nc	Société Odiamex	Secteur des mines et carrières
893	582474961	ZHICHENG GUINEE MINING	Secteur des mines et carrières
894	Nc	société Djoma Holding Guinee	Secteur des mines et carrières
895	926621749	NA GLOBAL REALTY ET INVESTMENT LTD SUCC	Secteur des mines et carrières
896	Nc	Société Groupe Hurac SARL	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
897	Nc	Service Mines De Mandiana(Mgc)	Secteur des mines et carrières
898	Nc	Société Bouré Sanou SARL	Secteur des mines et carrières
899	774146047	CHINA RAILWAY FIRST GROUP LIMITED	Secteur des mines et carrières
900	829203512	ENTREPRISE GUINEE MINING CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières
901	225765304	MINERALFIELDS GUINEA	Secteur des mines et carrières
902	Nc	GROUPE LIMANAYA BUSINESS	Secteur des mines et carrières
903	Nc	Société Ram Rej ingénierie SA	Secteur des mines et carrières
904	Nc	Société Smk2	Secteur des mines et carrières
905	748770468	UPTIME	Secteur des mines et carrières
906	Nc	société Guinea Universel Mining Coupang Sarlu	Secteur des mines et carrières
907	111211819	VETRO GUINEA RESSOURCES SA	Secteur des mines et carrières
908	Nc	STE UNITED ORBEDIES SA	Secteur des mines et carrières
909	Nc	STE ENTREPRISE PSCM	Secteur des mines et carrières
910	Nc	STE GUINEENNE DES MINES ET CONSTRUCTION SARL	Secteur des mines et carrières
911	Nc	STE XISHA CO LTD	Secteur des mines et carrières
912	Nc	STE BEYLA MINING	Secteur des mines et carrières
913	Nc	STE ZHONGBANG MINING SARL	Secteur des mines et carrières
914	Nc	STE GUINEENNE DES MINES ET CONSTRUCTIONS	Secteur des mines et carrières
915	Nc	STE SOGE MINE GUINEE 1	Secteur des mines et carrières
916	Nc	STE SOGE MINE GUINEE 2	Secteur des mines et carrières
917	Nc	BEYLA MINING ET MINIRALS SARLU	Secteur des mines et carrières
918	Nc	LUSSO MANDIANA SARL	Secteur des mines et carrières
919	Nc	STE SHRINIBASH RESOURCES -SARLU	Secteur des mines et carrières
920	Nc	STE KODIA CONLTING SARL	Secteur des mines et carrières
921	Nc	STE REMA TIP TOP GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières
922	Nc	STE ODAV MULTI INDUSTRIES SA	Secteur des mines et carrières
923	Nc	SHRINIBASH RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
924	Nc	STE ID GOLD MINING RESSOURCES	Secteur des mines et carrières
925	Nc	STE SOFAC BD RESSOURCES MINING SARL	Secteur des mines et carrières
926	Nc	STE WEST AFRICAC TITANIUM LTD	Secteur des mines et carrières
927	Nc	GROUP FORTUNE SA	Secteur des mines et carrières
928	Nc	STE GUINEA GULE MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
929	Nc	STE MINIERE OUEST AFRICAINE SARLU	Secteur des mines et carrières
930	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP ET MINERAL	Secteur des mines et carrières
931	Nc	STE KLIMANDJARO TRADING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières
932	Nc	STE UNIVERSAL MINERAL SARL	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
933	Nc	STE REMATIP TOP GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
934	Nc	STE ELECTRUM RESSOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières
935	Nc	STE STAR D'EXPLOITATION MINING SARLU	Secteur des mines et carrières
936	Nc	Société Tusk Carital Mining Guinée Sarl	Secteur des mines et carrières
937	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
938	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP& MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières
939	Nc	SOCIETE AGBAA	Secteur des mines et carrières
940	446972176	SOCIETE IMPACT AFRICA MINING SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
941	Nc	Société Guinéenne de financement et d'investissement	Secteur des mines et carrières
942	Nc	société Wade	Secteur des mines et carrières
943	Nc	Guinémineral SARL	Secteur des mines et carrières
944	505178731	SOCIETE NIMBA GOLD SARL	Secteur des mines et carrières
945	Nc	Silver vallée-international	Secteur des mines et carrières
946	Nc	Société Chino Africain Ternation	Secteur des mines et carrières
947	436774111	BAUER RESOURCES GUINEE	Secteur des mines et carrières
948	Nc	société Toro Gold	Secteur des mines et carrières
949	791485980	SOCIETE ZHONG JIANG SARL	Secteur des mines et carrières
950	Nc	GUNNERA SARL	Secteur des mines et carrières
951	Nc	Société OR SARL	Secteur des mines et carrières
952	Nc	Société Guinean Pionneur	Secteur des mines et carrières
953	Nc	Société Mineral Gold	Secteur des mines et carrières
954	Nc	Société Kindia Ressources	Secteur des mines et carrières
955	943691238	BOKE MINING SERVICES	Secteur des mines et carrières
956	251568143	SOCIETE TREDEMERCE INTERNATIONAL GROUP - SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
957	Nc	Société Kindia Ressource Sa (Bokoro)	Secteur des mines et carrières
958	Nc	Société Kb Gold Sarlu Pour Ex:2021	Secteur des mines et carrières
959	Nc	Société Kb Gold Sarlu Pour Ex:2022	Secteur des mines et carrières
960	Nc	ONIX INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières
961	Nc	Alpha Yaya Diallo Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
962	Nc	Amadou Aliou Diallo Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
963	Nc	Cherif mohamed Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
964	Nc	Elhaj moussa Tounkara Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
965	Nc	HASSANE DAYEK Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
966	Nc	Ibrahima Toure Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
967	Nc	Kaba Mory Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
968	Nc	Kouyaté Mohamed Lamine Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
969	Nc	Mohamed Abdallah Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
970	Nc	Mohamed cisse Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
971	Nc	Sekou oumar diaby Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières
972	Nc	Soumaoro mamady Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
973	Nc	Sylla Fodedji Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
974	Nc	Société Guinea Mirals Ressources Sarl	Secteur des mines et carrières
975	961652708	PELFACO GUINEA LIMITED- SA	Secteur des mines et carrières
976	Nc	Société SOSIM Mining SARLU	Secteur des mines et carrières
977	Nc	Société Mamou Ressource Sarlu	Secteur des mines et carrières
978	Nc	Société Dynamic Mining	Secteur des mines et carrières
979	Nc	Société Toro Gold LTD	Secteur des mines et carrières
980	578069999	ALPHA OUMAR DIALLO / ENTRACO	Secteur des mines et carrières
981	Nc	Camara alhassane Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
982	Nc	Cisse ibrahima collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
983	Nc	Elhadj Mamady Koita Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières
984	Nc	Mohamed Djikinne Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières
985	Nc	Mohamed traore Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières
986	Nc	Youssef Berete Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières
987	Nc	SOMIKA	Secteur des mines et carrières
988	Nc	société Djoma Holding Mining	Secteur des mines et carrières
989	764993598	SOCIETE GUINEENNE DE MAINTENANCE DE CONSTRUCTION ET DE TRAVAUX PUBLICS	Secteur des mines et carrières
990	Nc	Developpement Guinea	Secteur des mines et carrières
991	Nc	Richard Jonhson Acheteur Redevance Comptoir Paradis des Pierres precieuses	Secteur des mines et carrières
992	204160840	SOCIETE GUINEENNE DE FINACEMENT ET INVESTISSEMENT SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières
993	Nc	Soguiacom	Secteur des mines et carrières
994	Nc	AMR	Secteur des mines et carrières
995	Nc	Société M S Cab et Fils	Secteur des mines et carrières
996	Nc	Société Benkady Guinee Sarlu	Secteur des mines et carrières
997	Nc	MMMT GUINEE CNY GROUPE	Secteur des mines et carrières
998	478090178	GROUPE JEUNES BOSSEURS SERVICES	Secteur des mines et carrières
999	Nc	Société Aljan Guinée SARL	Secteur des mines et carrières
1000	454148685	SOCIETE HUAXIN CONSTRUCTION CO.LTD GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières
1001	697475184	SOCIETE MINING SERVICES SOLUTIONS SARL	Secteur des mines et carrières
1002	Nc	CGC/GEFECO	Secteur des mines et carrières
1003	Nc	Société Lucky Mining Minerale Sarl	Secteur des mines et carrières
1004	798581039	GUINEO-MALIENNE D'OR	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
1005	415364421	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Secteur des mines et carrières
1006	Nc	SIGMA GOLD	Secteur des mines et carrières
1007	451104525	CHINA RAILWAY 17TH BUREAU GROUP CO., LTD SUCC	Secteur des mines et carrières
1008	225082478	AFRIC INNOVATION TECHNOLOGIE	Secteur des mines et carrières
1009	Nc	Société Vetro Gold SARL	Secteur des mines et carrières
1010	Nc	PURE BULLION	Secteur des mines et carrières
1011	Nc	Société GGM SARL	Secteur des mines et carrières
1012	Nc	EXPOGOLA SARLU	Secteur des mines et carrières
1013	Nc	Société Fria Ressources M Sarl	Secteur des mines et carrières
1014	Nc	Société RBB Compagny	Secteur des mines et carrières
1015	978519262	RODO OIL GUINEE	Secteur des mines et carrières
1016	Nc	CWF	Secteur des mines et carrières
1017	Nc	QYU TECH GOLD & DIAMOND	Secteur des mines et carrières
1018	Nc	FELABU GLOBAL TRADE	Secteur des mines et carrières
1019	Nc	ORBEX BULLION	Secteur des mines et carrières
1020	Nc	Société Guiter Sa	Secteur des mines et carrières
1021	Nc	Société Djoma Mining SA	Secteur des mines et carrières
1022	Nc	AMADOU BAH BUSINESS	Secteur des mines et carrières
1023	Nc	STAR GOLD INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières
1024	Nc	Société Guinea Mining Ressour	Secteur des mines et carrières
1025	Nc	Société Guinean Gold exploration	Secteur des mines et carrières
1026	Nc	DIVAKARAN MINERALS	Secteur des mines et carrières
1027	Nc	ETS MORY DIANE CENTER	Secteur des mines et carrières
1028	Nc	Société Alian-Guinee Sarl	Secteur des mines et carrières
1029	Nc	Société Xing hong SARL	Secteur des mines et carrières
1030	676469364	SOCIETE MACI MINING -SARL	Secteur des mines et carrières
1031	Nc	Société ALIAN-GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières
1032	647252139	SOCIETE SANGARE ET AMIS	Secteur des mines et carrières
1033	Nc	Société Golgem	Secteur des mines et carrières
1034	Nc	Société ECOC Mining SARL	Secteur des mines et carrières
1035	Nc	EURO-T AFRICA	Secteur des mines et carrières
1036	Nc	LAZOU	Secteur des mines et carrières
1037	820783611	SOCIETE ANTI POLLUTION ET MAINTENANCE	Secteur des mines et carrières
1038	Nc	Société ARGO Mining SARLU	Secteur des mines et carrières
1039	Nc	Camara Ousmane Courtier Redevance	Secteur des mines et carrières
1040	Nc	Société Bleues SARL	Secteur des mines et carrières

N°	NIF	Société	Secteur
1041	983553900	CASSIDY GOLD GUINEE SA	Secteur des mines et carrières
1042	Nc	Société granite d'Industrie et Commerce	Secteur des mines et carrières
1043	Nc	Société Pavid Diamont Sarl	Secteur des mines et carrières
1044	Nc	JMM SARLU	Secteur des mines et carrières
1045	Nc	Société Penta Gold Field Company Sau	Secteur des mines et carrières
1046	Nc	Société Spic Guinea Colia mining	Secteur des mines et carrières
1047	Nc	Société Mtb Sarl	Secteur des mines et carrières
1048	Nc	Mgc Mining Ressource Sarl	Secteur des mines et carrières
1049	Nc	CGE	Secteur des mines et carrières
1050	Nc	Société de Mines de Guinée	Secteur des mines et carrières
1051	Nc	Market bis gold	Secteur des mines et carrières
1052	Nc	Victor Kenane	Secteur des mines et carrières
1053	Nc	IDC	Secteur des mines et carrières
1054	Nc	SOCIETE GUINEEN D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT SARLU	Secteur des mines et carrières
1055	Nc	SWR Inter	Secteur des mines et carrières
1056	688293828	L'OFFICE NATIONAL DES PETROLES	Pétrolier
1057	267322832	SOCIETE OBAMA GUINEE INTERNATIONAL	Comptoir d'or et diamant
1058	167392828	ORIENT GOLD SARLU	Comptoir d'or et diamant
1059	470438169	GLOBAL GOLD SARLU	Comptoir d'or et diamant
1060	647504224	MAGNUM ENTERPRISES SARLU	Comptoir d'or et diamant
1061	340331057	WOULADA GOLD	Comptoir d'or et diamant
1062	487147258	SOCIETE MANAGUINEE SA	Comptoir d'or et diamant
1063	623406816	AFRIGOLD	Comptoir d'or et diamant
1064	969059773	SOCIETE MARKET BIS GOLD-SARL	Comptoir d'or et diamant
1065	114433873	FA-ON GOLD TRADING	Comptoir d'or et diamant
1066	385056239	SOSIM MINING	Comptoir d'or et diamant
1067	510429541	GUINEE GOLD	Comptoir d'or et diamant
1068	210359162	ANGLO GOLD ENTERPRISE	Comptoir d'or et diamant
1069	944351014	MANSA MOUSSA GOLD TRADING	Comptoir d'or et diamant
1070	Nc	Lion star	Comptoir d'or et diamant
1071	994072163	SOCIÉTÉ DIAWARA GOLD MINING	Comptoir d'or et diamant
1072	315865006	24K IMPEX	Comptoir d'or et diamant
1073	843699901	ORDIAMEX INTERNATIONAL	Comptoir d'or et diamant
1074	717381123	LB	Comptoir d'or et diamant
1075	706008778	GOLD ART SARLU	Comptoir d'or et diamant
1076	282728849	GROUPE ARAY	Comptoir d'or et diamant

N°	NIF	Société	Secteur
1077	926321886	NOUGA	Comptoir d'or et diamant
1078	135905271	MRM METAL TRADE GUINEE	Comptoir d'or et diamant
1079	947973194	AL NOUJOURM GOLD & DIAMOND	Comptoir d'or et diamant
1080	302981840	AURUM	Comptoir d'or et diamant

Annexe 16 : Déclarations unilatérales par les entités gouvernementales

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
1	621834829	UNITED MINING SUPPLY	Transport	236 441 064 629	13%	13%
2	938936978	SOCIETE WINNING ALLIACE PORTS (WAP)	Transport	106 606 083 344	6%	19%
3	798102851	YICK FUNG SHIPPING GUINEE VERGA	Secteur des mines et carrières	72 310 494 110	4%	23%
4	744869926	SOCIETE INTERNATIONAL TRADING BUSINESS LIMITED SARL UNIP	Secteur des mines et carrières	69 958 937 825	4%	26%
5	704096981	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL (GGE SARLU)	Secteur des mines et carrières	58 013 367 165	3%	30%
6	440480515	SOCIETE MOTA ENGIL GUINEE CONAKRY SARLUNIPERS	Sous-traitants miniers	54 712 195 913	3%	33%
7	794788976	MOTA ENGIL GUINEE MANDIANA	Secteur des mines et carrières	53 685 918 403	3%	35%
8	581549102	CHALCO GUINEA PORT SAU	Sous-traitants miniers	43 973 280 568	2%	38%
9	183274869	ALLIANCE GUINEENNE DE BAUXITE D'ALUMINE & D'ALUMINIUM SA	Secteur des mines et carrières	43 303 849 364	2%	40%
10	911150944	NEEMBA GUINEE (ATIKO)	Sous-traitants miniers	42 285 843 556	2%	43%
11	311132112	SIMFER SA	Secteur des mines et carrières	35 055 674 105	2%	44%
12	489733675	SOCIETE GUINEAN BIRIMIAN GOLD SARL UNIP	Secteur des mines et carrières	34 004 366 535	2%	46%
13	549089373	SOCIETE CAPITAL DRILLING GUINEA-SA	Secteur des mines et carrières	32 033 849 777	2%	48%
14	222194342	KOUROUSSA GOLD MINE	Secteur des mines et carrières	28 929 222 315	2%	50%
15	890263130	CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE SUCCRSALÉ	Secteur des mines et carrières	27 808 671 817	2%	51%
16	880247838	SONIT GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	27 610 662 956	2%	53%
17	243167210	SOCIETE NEW JAPAN MINING COMPANY - SARL	Secteur des mines et carrières	26 165 777 118	1%	54%
18	280591918	SANY GUINEA MACHINERY PUBLIC LIMITED COMPANY	Secteur des mines et carrières	25 631 617 474	1%	55%
19	168219525	SOCIETE ODHAV MULTI INDUSTRIE	Secteur des mines et carrières	24 420 734 728	1%	57%
20	396181265	DIAMOND CEMENT GUINEA -SA	Secteur des mines et carrières	23 295 701 398	1%	58%
21	938936978	SOCIETE WINNING ALLIACE PORTS (WAP)	Transport	22 629 943 081	1%	59%
22	651270613	WINNING CONSORTIUM SIMANDOU RAILWAY	Transport	22 097 335 646	1%	61%
23	449495761	WINNING CONSORTIUM INTERNATIONAL ENGINEERING	Sous-traitants miniers	19 309 631 777	1%	62%
24	293859039	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Secteur des mines et carrières	18 415 299 649	1%	63%
25	211671128	SOCIETE WINNING CONSORTIUM RAILWAY GUINEA SAU	Transport	16 193 896 098	1%	63%
26	972673420	WINNING CONSORTIUM SIMANDOU	Sous-traitants miniers	15 839 332 322	1%	64%
27	100532100	SOCIETE MAMOU RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	14 285 612 981	1%	65%
28	658615315	NITROKEMINE GUINEE	Secteur des mines et carrières	14 163 790 737	1%	66%
29	497933457	SOCIETE DTP MINING GUINEE SASU	Secteur des mines et carrières	14 022 541 548	1%	67%
30	990391831	SOCIETE WINNING AFRICA SHIPYARD ENGINEERING SA (AVEC C.A)	Sous-traitants miniers	13 729 621 479	1%	67%
31	647781301	SOCIETE WEILY MINING - SA	Secteur des mines et carrières	12 682 114 612	1%	68%
32	222793325	YICK FUNG SHIPPING AND ENTERPRISES COMPANY, LIMITED	Secteur des mines et carrières	11 234 708 426	1%	69%
33	271128407	NITROKEMFOR GUINEE	Sous-traitants miniers	11 064 868 614	1%	69%
34	115261745	SOCIETE DYNAMIC MINING- SAS	Secteur des mines et carrières	11 013 100 382	1%	70%
35	985117811	SOCIETE GUINEENNE DU PATRIMOINE MINIER SA	Secteur des mines et carrières	10 697 724 117	1%	70%
36	565042967	ORE SEARCH DRILLING GUINEE SARL	Sous-traitants miniers	10 633 043 641	1%	71%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
37	158086728	SOCIETE BEL AIR MINING SA	Secteur des mines et carrières	10 446 221 048	1%	72%
38	834903486	MOOLMAN MINING GUINEA	Sous-traitants miniers	10 362 226 179	1%	72%
39	503418584	SOCIETE AUXIN MINING SERVICE GUINEE -SA	Secteur des mines et carrières	10 252 714 126	1%	73%
40	546664343	STE SHENG RONG MINING DEVELOPPEMENT SARL	Secteur des mines et carrières	9 938 214 962	1%	73%
41	363203662	SENET GUINEA	Secteur des mines et carrières	9 726 751 017	1%	74%
42	143556330	ASHAPURA BOFFA BAUXITE	Secteur des mines et carrières	8 974 453 067	0%	74%
43	583875141	POWERCHINA GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	8 246 928 182	0%	75%
44	398565762	SOCIETE SOL GUINEE SAU	Secteur des mines et carrières	8 108 607 474	0%	75%
45	124348764	WACOM KOUROUSSA	Secteur des mines et carrières	7 871 194 100	0%	76%
46	239656085	TOP GUINEA MINING SARL	Secteur des mines et carrières	7 829 300 089	0%	76%
47	718496474	SOCIETE HUAYA SARLU	Secteur des mines et carrières	6 602 202 283	0%	76%
48	699706859	WINNING GUINEA SHIP MANAGEMENT SARL	Sous-traitants miniers	6 386 209 731	0%	77%
49	509766952	SYCAMORE MINE GUINEE - SAU	Secteur des mines et carrières	6 344 507 555	0%	77%
50	534461850	SOCIETE DES BAUXITES DE GUINEE SA	Secteur des mines et carrières	6 207 429 109	0%	77%
51	591498456	CSL Liberia Ltd.	Secteur des mines et carrières	6 160 534 616	0%	78%
52	338508716	ASHAPURA GUINEA RESOURCE SARL	Secteur des mines et carrières	6 029 195 545	0%	78%
53	715635090	IAMGOLD EXPLORATION MALI GUINEE SUCCURSALE	Secteur des mines et carrières	5 398 664 710	0%	78%
54	267322832	SOCIETE OBAMA GUINEE INTERNATIONAL	Comptoir d'or et diamant	5 140 795 679	0%	79%
55	778673772	SOCIETE DE MINAGE ET D'AGREGATS DE GUINEE (SOMIAG)	Secteur des mines et carrières	4 834 970 821	0%	79%
56	116428806	SOCIETE C ET B BLACK GOLD SA	Secteur des mines et carrières	4 824 560 366	0%	79%
57	167392828	ORIENT GOLD SARLU	Comptoir d'or et diamant	4 659 026 100	0%	79%
58	629157322	ALAME	Secteur des mines et carrières	3 950 428 181	0%	80%
59	924711203	SOCIETE KIMBO et CO.PORT - SAU	Secteur des mines et carrières	3 739 421 586	0%	80%
60	639675792	KINDIA RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	3 735 398 703	0%	80%
61	470438169	GLOBAL GOLD SARLU	Comptoir d'or et diamant	3 704 909 700	0%	80%
62	Nc	ASHAPURA	Secteur des mines et carrières	3 653 120 168	0%	80%
63	884804014	SOCIETE BRUTE GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières	3 646 858 710	0%	81%
64	722618345	GUINEENNE DE TERRASSEMENT (GUITER -SA)	Secteur des mines et carrières	3 540 527 476	0%	81%
65	629740325	TESMEC GUINEE	Secteur des mines et carrières	3 531 177 812	0%	81%
66	454302183	GUI-CO-PRES BTP SA	Secteur des mines et carrières	3 325 428 902	0%	81%
67	766206973	SOCIETE WBHO GUINEA LIMITED SA	Secteur des mines et carrières	3 309 785 766	0%	81%
68	857879142	SOCIETE TROPICALE DE GRANITE	Secteur des mines et carrières	3 278 061 343	0%	82%
69	380585216	CHINA GEO ENGINEERING CORPORATION SAU	Secteur des mines et carrières	3 229 586 975	0%	82%
70	204216949	CHINA STANDARD INSPECTION GUINEA	Secteur des mines et carrières	3 161 212 125	0%	82%
71	704096981	SOCIETE GUINEAN GOLD EXPLORATION SARL (GGE SARLU)	Secteur des mines et carrières	3 134 020 113	0%	82%
72	415146935	ALLIANCE MINIERE RESPONSABLE SARL	Secteur des mines et carrières	2 897 364 451	0%	82%
73	647504224	MAGNUM ENTERPRISES SARLU	Comptoir d'or et diamant	2 891 797 800	0%	82%
74	872908561	NEEMBA FINANCE GUINEE	Secteur des mines et carrières	2 841 635 367	0%	83%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
75	763471497	TORO GOLD GUINEE SUCC	Secteur des mines et carrières	2 815 402 290	0%	83%
76	480673763	SOCIETE AECI GUINEE	Sous-traitans miniers	2 754 781 663	0%	83%
77	726639545	FORAGE ORBIT GARANT GUINEE	Secteur des mines et carrières	2 695 733 217	0%	83%
78	268727153	DIVINE EARTH MOVERS	Secteur des mines et carrières	2 595 122 963	0%	83%
79	842993172	SOCIETE ENDEAVOUR GUINEE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	2 536 855 802	0%	83%
80	805013497	SOCIETE EQUIPEMENTS ET SERVICES SANGAREDI SARL	Sous-traitans miniers	2 492 386 217	0%	83%
81	Nc	DADCO	Secteur des mines et carrières	2 217 985 972	0%	84%
82	664138476	SOCIETE DE COOPERATION ECONOMIQUE et TECHNIQDE CONST DU HUAYU DE CHINE EN GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	2 191 554 927	0%	84%
83	120190319	GROUPEMENT BEGEC - TRAVAUX - GIE	Secteur des mines et carrières	2 031 218 935	0%	84%
84	869222000	BAUXITE KIMBO SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières	1 961 918 966	0%	84%
85	180584534	GOLDEN RIM RESOURCES GUINEA	Secteur des mines et carrières	1 924 217 719	0%	84%
86	791025257	SOCIETE ALLTERRAIN SERVICES GUINEE-SARLU	Secteur des mines et carrières	1 913 301 282	0%	84%
87	249414327	SOCIETE THE MINING HOUSE SARL	Secteur des mines et carrières	1 883 671 914	0%	84%
88	493948053	AMG SARL	Secteur des mines et carrières	1 800 771 765	0%	84%
89	138924204	ALLIANCE MINING COMMODITES GUINEE - SA	Secteur des mines et carrières	1 696 194 828	0%	84%
90	259307825	MOVICORTES GUINEA MINING SASU	Secteur des mines et carrières	1 643 291 651	0%	84%
91	647582089	SOCIETE ASHAPURA MINEX RESSOURCES SAU	Secteur des mines et carrières	1 622 987 211	0%	85%
92	666916283	SOCIETE FLUICONNECTO GUINEE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	1 531 926 203	0%	85%
93	123181851	ORE SEARCH FORAGE GUINEE	Sous-traitans miniers	1 506 870 696	0%	85%
94	537984163	RUSSKY ALUMINY LTD	Sous-traitans miniers	1 481 175 272	0%	85%
95	972009104	BOART LONGYEAR I LP SUCCURSALE DE GUINEE	Secteur des mines et carrières	1 480 071 972	0%	85%
96	433727930	SGS MINERAL SERVICE GUINEE-SARL	Sous-traitans miniers	1 454 984 253	0%	85%
97	153578877	SOCIETE SAM	Secteur des mines et carrières	1 416 317 900	0%	85%
98	340331057	WOULADA GOLD	Comptoir d'or et diamant	1 414 431 000	0%	85%
99	035436J	STE FARAFINA RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	1 381 520 651	0%	85%
100	920137759	SOCIETE SACKO INGENIERIE & CONSTRUCTION SARLU	Secteur des mines et carrières	1 371 314 790	0%	85%
101	463344705	RAFIN SIRE SANGARE (TRANSPORT TERRASSEMENT MINIER)	Sous-traitans miniers	1 331 263 766	0%	85%
102	494455900	SOCIETE WELHY SARL	Secteur des mines et carrières	1 313 636 717	0%	85%
103	219486479	FORAGE FTE GUINEE	Secteur des mines et carrières	1 256 546 006	0%	86%
104	487147258	SOCIETE MANAGUINEE SA	Comptoir d'or et diamant	1 233 641 543	0%	86%
105	545364499	SOCIETE MAK INVESTISSEMENT SARL UNIPERS	Secteur des mines et carrières	1 172 466 276	0%	86%
106	485485411	SOCIETE SWR INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières	1 146 301 645	0%	86%
107	276845922	GUINEA COLIA MINING	Secteur des mines et carrières	1 099 322 653	0%	86%
108	475199857	GEOPROSPECTS LIMITED SUCCURSALE GUINEE	Sous-traitans miniers	1 097 007 500	0%	86%
109	623406816	AFRIGOLD	Comptoir d'or et diamant	1 080 456 900	0%	86%
110	954658332	SHAPOORJI PALLONJI AND COMPANY PRIVATE LIMITED - SUCC	Secteur des mines et carrières	1 054 316 821	0%	86%
111	585353915	CHINA INTERNATION WATER & ELECTRIC CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières	1 032 293 731	0%	86%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
112	300101367	SOCIETE BEDROS COMPANY	Secteur des mines et carrières	1 011 943 072	0%	86%
113	792897654	SOCIETE GUITER MINING-SA	Secteur des mines et carrières	992 777 844	0%	86%
114	921084323	HAI LIN INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières	985 499 040	0%	86%
115	918502774	SOCIETE YONG SHENG YS SARLU	Secteur des mines et carrières	962 076 145	0%	86%
116	944302611	SOCIETE BABI ET SA	Secteur des mines et carrières	958 144 002	0%	86%
117	465643138	SOCIETE FORTUNE CONSTRUCTION CONSORTIUM GUINEE FORAGE	Secteur des mines et carrières	932 700 685	0%	86%
118	186373114	SOCIETE GUITER CARRIERE SARL	Secteur des mines et carrières	860 221 021	0%	86%
119	375803004	SOCIETE KING FISHER RESOURCES SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	856 295 899	0%	86%
120	806506069	SOCIETE GUINEENNE DE PRESTATIONS & DE CONSTRUCTION SA	Secteur des mines et carrières	854 973 038	0%	86%
121	575998737	PARAGON TAILINGS GUINEA	Secteur des mines et carrières	851 934 955	0%	86%
122	918220450	AFRICAN GLOBAL MINERALS	Secteur des mines et carrières	833 808 835	0%	87%
123	787176833	SOGUIREFEL	Secteur des mines et carrières	827 168 720	0%	87%
124	869027243	SAMA RESOURCES GUINEE (SRG GUINEE)	Secteur des mines et carrières	816 389 567	0%	87%
125	252171657	SOC. DRAGON CITY INTERN. INVESTMENT COMPANY SARLUNIPERS	Sous-traitants miniers	810 000 380	0%	87%
126	969059773	SOCIETE MARKET BIS GOLD-SARL	Comptoir d'or et diamant	793 104 077	0%	87%
127	564452803	SOCIETE VETRO GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières	785 401 402	0%	87%
128	650131196	EPC GUINEE	Secteur des mines et carrières	776 571 905	0%	87%
129	114433873	FA-ON GOLD TRADING	Comptoir d'or et diamant	745 162 200	0%	87%
130	919221762	SOCIETE VIVO ENERGY GUINEE MINING SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	707 042 351	0%	87%
131	722618345	GUINEENNE DE TERRASSEMENT (GUITER -SA)	Secteur des mines et carrières	663 763 447	0%	87%
132	236264180	SOCIETE SOUGUETA MINING COMPANY SA	Secteur des mines et carrières	659 048 168	0%	87%
133	794788976	MOTA ENGIL GUINEE MANDIANA	Secteur des mines et carrières	641 169 671	0%	87%
134	584437313	REMA TIP TOP GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières	621 029 609	0%	87%
135	622688307	GAZ LIQUIDE	Secteur des mines et carrières	618 669 166	0%	87%
136	591401260	SOCIETE GLOBAL MINING KOREA CORPORATION	Secteur des mines et carrières	606 075 460	0%	87%
137	385056239	SOSIM MINING	Comptoir d'or et diamant	585 124 800	0%	87%
138	757993654	SOCIETE CIM YUKUANG-GUINEE-SA	Secteur des mines et carrières	581 238 563	0%	87%
139	Nc	FIRST MANDENG GOLD GUINEE	Secteur des mines et carrières	575 547 300	0%	87%
140	180535783	AFRICA VISION TRANSPORT	Transport	565 111 848	0%	87%
141	750257263	SOC AMARIA HYDRAULIC et ELECTRICAL DEVELOPMENT CORPORATION SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières	551 827 008	0%	87%
142	Nc	ROYAL WORLDWIDE ENTERPRISES	Secteur des mines et carrières	532 899 900	0%	87%
143	544346646	GANZHONG INTERNATIONAL MINING GUINEA CO SARL	Secteur des mines et carrières	526 791 426	0%	87%
144	126686484	MAG SARL	Secteur des mines et carrières	514 634 907	0%	87%
145	581549102	CHALCO GUINEA PORT SAU	Sous-traitants miniers	506 118 315	0%	87%
146	289201071	ETABLISSEMENTS DANTA COMMERCE	Sous-traitants miniers	505 731 643	0%	87%
147	Nc	STE ODYSSEY SARLU	Secteur des mines et carrières	505 439 876	0%	87%
148	741873384	SOCIETE MAVCARD BAUXITE PROJECT SA	Secteur des mines et carrières	496 254 870	0%	87%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
149	859415317	SOCIETE TUDOR SARL	Secteur des mines et carrières	482 888 430	0%	87%
150	240057125	SOCIETE MAXAM GUINEE SARL UNIP	Secteur des mines et carrières	475 427 123	0%	87%
151	510429541	GUINEE GOLD	Comptoir d'or et diamant	456 316 200	0%	88%
152	169430113	TOUMNYNE SARL	Sous-traitants miniers	445 844 727	0%	88%
153	Nc	Invescorp SA	Secteur des mines et carrières	445 355 480	0%	88%
154	707504114	SOCIETE IDCOM GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	435 943 268	0%	88%
155	135120335	SOCIETE TRUSTACO GOLD SARL UNIP	Secteur des mines et carrières	427 603 234	0%	88%
156	569976293	ETABLISSEMENTS OUMAR DIALLO	Sous-traitants miniers	426 290 262	0%	88%
157	180646945	SOC AFRICAINE DE GEO TECHNIQUE TECHNOLOGIE et SERVICES EN GUINEE SARLU	Sous-traitants miniers	420 694 295	0%	88%
158	784049389	SOCIETE ABEILLE GROUPE-SAG	Sous-traitants miniers	400 809 416	0%	88%
159	823511100	GUINEA PORT VERGA	Secteur des mines et carrières	399 636 706	0%	88%
160	416882355	SOCIETE DINGSHENG	Secteur des mines et carrières	391 699 644	0%	88%
161	210359162	ANGLO GOLD ENTERPRISE	Comptoir d'or et diamant	390 801 300	0%	88%
162	654633981	SOCIETE GUINEENNE DE DISTRIBUTION D' EXPLOSIFS-SA	Secteur des mines et carrières	384 356 403	0%	88%
163	319702767	INSUCO SIMANDOU S.A.R.L.U	Secteur des mines et carrières	382 447 671	0%	88%
164	602543969	SOCIETE SABOUGNOUMA DE TOUBA - SARL	Secteur des mines et carrières	376 465 796	0%	88%
165	134950369	SOCIETE FANKAMA MINING & CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières	363 875 960	0%	88%
166	821659893	SOCIETE DE CONSTRUCTION & D'EXPLOITATION MINIERE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	352 084 603	0%	88%
167	Nc	STE EURASIENNE DE COMMERCE SARL	Secteur des mines et carrières	351 416 610	0%	88%
168	706735818	GRANDS TRAVAUX MINIERES ET DE CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières	346 269 490	0%	88%
169	Nc	WEST AFRICA GOLD	Secteur des mines et carrières	341 736 900	0%	88%
170	406070375	SOCIETE RIO TINTO GUINEE SA	Secteur des mines et carrières	312 673 403	0%	88%
171	798052577	DYNAMIC MINING	Secteur des mines et carrières	281 790 740	0%	88%
172	541801577	SOCIETE DALLE SERVICES - SARL	Secteur des mines et carrières	277 408 390	0%	88%
173	640130076	SOCIETE SEKE GOLD MINING SA	Secteur des mines et carrières	273 625 635	0%	88%
174	154062665	GUINEA EVERGREEN MINING INTELLIGENCE COMPANY LTD SAU	Secteur des mines et carrières	271 804 628	0%	88%
175	123261000	GROUP NOTRE VISION-SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	265 928 575	0%	88%
176	294741830	SOCIETE DE GRANITES D'INDUSTRIES ET DE COMMERCE SA	Secteur des mines et carrières	264 444 395	0%	88%
177	536853559	SOCIETE TIGONG SARLU	Secteur des mines et carrières	263 151 197	0%	88%
178	622517720	SOCIETE SHANGHAI PU ZHEN SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	261 790 155	0%	88%
179	Nc	STE ORIENTAL INVESTISSEMENT ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE	Secteur des mines et carrières	256 574 022	0%	88%
180	991436239	SOCIETE DJOMA GROUP - SA	Secteur des mines et carrières	252 617 257	0%	88%
181	418984290	SOC. DE CONST.CONCASSAGE ET DE TRANSPORT DE GRANITE EN GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	242 970 106	0%	88%
182	183274869	ALLIANCE GUINEENNE DE BAUXITE D'ALUMINE & D'ALUMINIUM SA	Secteur des mines et carrières	241 701 750	0%	88%
183	954021937	CHINA RAILWAY 18TH BUREAU GROUP CO., LTD/KINDIA	Secteur des mines et carrières	237 827 184	0%	88%
184	868378480	SOCIETE SUN SA SD MINING SA	Secteur des mines et carrières	235 850 000	0%	88%
185	811462183	SOCIETE METAL CONAKRY SARL	Secteur des mines et carrières	231 566 089	0%	88%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
186	170930937	WARTSILA WEST AFRICA GUINEA	Secteur des mines et carrières	230 859 934	0%	88%
187	Nc	SWR international Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	223 435 445	0%	88%
188	944351014	MANSA MOUSSA GOLD TRADING	Comptoir d'or et diamant	223 079 400	0%	88%
189	350718250	SOCIETE AXIS MINERALS RESOURCES SA UNIP	Secteur des mines et carrières	221 206 309	0%	88%
190	Nc	Lion star	Comptoir d'or et diamant	217 147 498	0%	88%
191	158253393	AFRICA HYDRAULICS SOLUTIONS AND SERVICES - SARL	Secteur des mines et carrières	215 848 598	0%	88%
192	Nc	Texam sarl	Secteur des mines et carrières	213 832 030	0%	88%
193	611528688	SOCIETE EGEC MINING SARL	Secteur des mines et carrières	210 502 402	0%	88%
194	411865306	ORESEARCH SERVICES MINIER SUCCURSALE	Sous-traitants miniers	206 033 052	0%	88%
195	Nc	STE BALLADOU PRESTATION SARLU	Secteur des mines et carrières	205 343 376	0%	88%
196	488801747	SOCIETE GUINEENNE DE BUSINESS EQUIPEMENTS & CONSTRUCTION-SARL	Secteur des mines et carrières	186 156 209	0%	88%
197	Nc	STE C F D K D SARL	Secteur des mines et carrières	182 933 139	0%	88%
198	387837644	NIRON GUINEE	Secteur des mines et carrières	177 188 425	0%	88%
199	Nc	STE GROUPE GUICOPRESS SA	Secteur des mines et carrières	176 960 418	0%	88%
200	788230936	SOCIETE CAMEN RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	176 958 242	0%	88%
201	829744358	SOCIETE INTERNATIONAL DES MINES DE GUINEE	Secteur des mines et carrières	175 922 316	0%	88%
202	994072163	SOCIÉTÉ DIAWARA GOLD MINING	Comptoir d'or et diamant	173 188 600	0%	88%
203	942642505	TARESSA MINING LOGISTIC	Secteur des mines et carrières	172 138 656	0%	88%
204	128176187	SOCIETE D'EXPLORATION DE MANDIANA SAU	Secteur des mines et carrières	170 372 695	0%	88%
205	Nc	SMS	Secteur des mines et carrières	163 722 574	0%	88%
206	124883562	SOCIETE ALCOA-GUINEE	Secteur des mines et carrières	160 705 648	0%	88%
207	431742600	GGM - SARL	Secteur des mines et carrières	158 069 987	0%	88%
208	570428623	SOCIETE IMPACT AFRICA SARL	Secteur des mines et carrières	153 775 094	0%	88%
209	979553310	WOSSOLO MINING	Secteur des mines et carrières	152 852 676	0%	88%
210	Nc	Sunda Mining	Secteur des mines et carrières	150 000 000	0%	88%
211	438684227	GEOPROSPECTS GUINEE	Secteur des mines et carrières	144 838 477	0%	88%
212	877051284	AFRICAN TITANIUM - SASU	Secteur des mines et carrières	144 120 566	0%	88%
213	969695261	SOCIETE EURASIAN RESSOURCES - SARL	Secteur des mines et carrières	141 060 154	0%	88%
214	920942034	ADS GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières	140 655 939	0%	88%
215	Nc	MAF GOLD TRADING	Secteur des mines et carrières	140 194 200	0%	88%
216	Nc	Winning consortium	Secteur des mines et carrières	138 729 411	0%	88%
217	739179950	SOC D'EXPL BAUXITES DABOLA-TOUGUE	Secteur des mines et carrières	137 323 271	0%	88%
218	Nc	Nc	Secteur des mines et carrières	129 869 031	0%	88%
219	617730387	FABRIC GRANIT et MATERIAUX CONSTRUCT	Secteur des mines et carrières	128 696 116	0%	88%
220	Nc	SCET-JH	Secteur des mines et carrières	126 095 645	0%	88%
221	975732074	SOCIETE FRUITS TROPICAUX SARL	Secteur des mines et carrières	123 589 263	0%	88%
222	474509833	SOCIETE WAD SARL	Secteur des mines et carrières	122 627 688	0%	88%
223	402644983	SOCIETE ENDEAVOR GUINEA SERVICES COMPANY SASU	Secteur des mines et carrières	122 082 800	0%	88%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
224	877117762	ENTREPRISE DAHER TRAVAUX PUBLICS MINES ET TRANSPORTS	Secteur des mines et carrières	118 824 000	0%	88%
225	868378480	SOCIETE SUN SA SD MINING SA	Secteur des mines et carrières	114 797 550	0%	88%
226	491922928	SOCIETE HUNG SHENG FEI GROUP SA	Secteur des mines et carrières	112 413 655	0%	88%
227	890992795	SOCIETE JIANGYAN MINE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	108 416 564	0%	89%
228	Nc	Autres sociétés-sables	Secteur des mines et carrières	108 150 000	0%	89%
229	Nc	Market bis Gold Redevance Acheteur	Secteur des mines et carrières	107 938 391	0%	89%
230	Nc	Texam sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	106 916 015	0%	89%
231	Nc	JAMIL	Secteur des mines et carrières	104 318 456	0%	89%
232	986589661	SOCIETE HYDROCARBURE DE GUINEE-SARL	Secteur des mines et carrières	99 368 940	0%	89%
233	Nc	STE SCETHCG SARLU	Secteur des mines et carrières	97 963 205	0%	89%
234	Nc	STE GUINEENNE DE SABLE ET DE GRAVIER SARLU	Secteur des mines et carrières	95 050 985	0%	89%
235	190049734	HONGDA COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières	92 703 268	0%	89%
236	916503378	WINNING CONSORTIUM SIMANDOU PORTS	Sous-traitants miniers	92 383 595	0%	89%
237	722433547	CRCC WEST AFRICA LTD SARL	Secteur des mines et carrières	92 020 848	0%	89%
238	315865006	24K IMPEX	Comptoir d'or et diamant	88 843 500	0%	89%
239	888655990	SILVER VALLEY INTERNATIONAL SA	Secteur des mines et carrières	88 471 913	0%	89%
240	135336121	SOCIETE GUINEENNE D'EXPLOITATION DES MINES ET METAUX- SA	Secteur des mines et carrières	88 372 573	0%	89%
241	843699901	ORDIAMEX INTERNATIONAL	Comptoir d'or et diamant	87 569 100	0%	89%
242	Nc	BOUYGUEST TP SUCC GUINEE	Secteur des mines et carrières	87 506 601	0%	89%
243	717381123	LB	Comptoir d'or et diamant	87 362 700	0%	89%
244	269447033	SOCIETE MARINE CONTRACTING AND INFRASTRUCTURE -SAS	Secteur des mines et carrières	86 536 815	0%	89%
245	421270315	SOCIETE DE DEVELOPPEMENT SINO-GUINEENNE SARL	Secteur des mines et carrières	84 312 168	0%	89%
246	413941006	ORE SEARCH GROUP - SARLU	Sous-traitants miniers	84 122 517	0%	89%
247	722618345	GUINEENNE DE TERRASSEMENT (GUITER -SA)	Secteur des mines et carrières	84 037 200	0%	89%
248	Nc	STE GROUPEMENT DE COOPERATION INTERNATIONAL HENAN CHINE	Secteur des mines et carrières	83 712 731	0%	89%
249	262881832	SOCIETE FAKO RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	83 395 000	0%	89%
250	706008778	GOLD ART SARLU	Comptoir d'or et diamant	82 564 500	0%	89%
251	666032412	GENTA GUINEA RESSOURCES SA	Secteur des mines et carrières	81 291 186	0%	89%
252	350718250	SOCIETE AXIS MINERALS RESOURCES SA UNIP	Secteur des mines et carrières	79 609 302	0%	89%
253	Nc	BIA GUINEE S.A	Secteur des mines et carrières	78 548 978	0%	89%
254	246428643	GUINEAN NATIONAL CONTRACTORS SA	Secteur des mines et carrières	77 332 526	0%	89%
255	603639345	AKITA	Secteur des mines et carrières	77 084 912	0%	89%
256	335583480	SOC SUMEC COMPLETE EQUIPMENT & ENGINEERING CO LTD SUCCRSAL	Secteur des mines et carrières	76 406 717	0%	89%
257	158086728	SOCIETE BEL AIR MINING SA	Secteur des mines et carrières	74 831 123	0%	89%
258	664714326	SOCIETE LOUIS BERGER GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	74 501 565	0%	89%
259	878256908	K B GOLD	Secteur des mines et carrières	73 859 842	0%	89%
260	613346162	YANTAI PORT INTERNATIONAL ENGINEERING PTE.LTD - SUCC	Secteur des mines et carrières	72 599 700	0%	89%
261	Nc	SOCIETE CHALCO PORT GUINEA	Secteur des mines et carrières	70 445 291	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
262	334514684	TAKRAF GUINEA BRANCH CBG SUCC	Sous-traitans miniers	69 784 000	0%	89%
263	818903338	SOCIETE AFRICAN MINING SERVICES-GUINEE-SARL	Secteur des mines et carrières	69 087 580	0%	89%
264	688293828	L'OFFICE NATIONAL DES PETROLES	Pétrolier	67 582 165	0%	89%
265	893423665	SOCIETE FORACO DIVISION GEOMECHANIK GUINEE - SARL	Secteur des mines et carrières	67 548 316	0%	89%
266	Nc	Sociétés non identifié suite rapprochement CPDM-BNE	Secteur des mines et carrières	67 269 973	0%	89%
267	049964P	STE MINERALIS BAUXITE MINES SARLU	Secteur des mines et carrières	67 116 040	0%	89%
268	237127964	SOC GUINEA CONTEMPORARY ROAD et BRIDGE CONST CORPORATION SAU	Secteur des mines et carrières	66 567 441	0%	89%
269	475707659	ENTREPRISE DE TRAVAUX ROUTIERS EXTRACTION DE SABLE ET CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières	65 260 756	0%	89%
270	491922928	SOCIETE HUNG SHENG FEI GROUP SA	Secteur des mines et carrières	64 763 248	0%	89%
271	Nc	STE KINDIA MINING COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières	63 882 030	0%	89%
272	974094666	PROGUINEE INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières	61 261 252	0%	89%
273	902173095	SOC. DE CONST. et D'INGENIERIE YAN GANG INTERNATIONAL (GUINEE)	Secteur des mines et carrières	60 652 168	0%	89%
274	805013497	SOCIETE EQUIPEMENTS ET SERVICES SANGAREDI SARL	Sous-traitans miniers	59 392 290	0%	89%
275	Nc	STE TIGONG SARLU	Secteur des mines et carrières	58 817 307	0%	89%
276	236105227	CHINA RAILWAY NO.4 ENGINEERING GROUP CO., LTD	Secteur des mines et carrières	58 353 543	0%	89%
277	Nc	STE MONICA CARRIERE DE SABLE SARL	Secteur des mines et carrières	55 291 522	0%	89%
278	Nc	Société sogueta mining company SA	Secteur des mines et carrières	55 096 012	0%	89%
279	194025482	SOCIETE RESSOURCES MINING SARL	Secteur des mines et carrières	53 710 932	0%	89%
280	684192107	SOCIETE KATEX INTERNATIONAL TRADING SARL	Secteur des mines et carrières	52 195 700	0%	89%
281	396181265	DIAMOND CEMENT GUINEA -SA	Secteur des mines et carrières	51 815 025	0%	89%
282	466359403	NATURE EXPLORATION ET DISCOVERY	Secteur des mines et carrières	51 097 122	0%	89%
283	293859039	SOCIETE GUINEENNE DES MINES DE FER SAU	Secteur des mines et carrières	50 635 000	0%	89%
284	750257263	SOC AMARIA HYDRAULIC et ELECTRICAL DEVELOPMENT CORPORATION SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières	50 598 230	0%	89%
285	Nc	SRG Guinée	Secteur des mines et carrières	49 007 935	0%	89%
286	798249876	SOCIETE WINNING CONSORTIUM ALUMINA GUINEA SAU	Sous-traitans miniers	48 824 410	0%	89%
287	Nc	CMC	Secteur des mines et carrières	47 360 196	0%	89%
288	882327950	SOCIETE TBEA WEST AFRICA PORT HOLDING LIMITED SAU	Secteur des mines et carrières	47 200 000	0%	89%
289	Nc	Société Sycamore Mine Guinée SAU	Secteur des mines et carrières	46 990 621	0%	89%
290	966253502	MANSA SANOU EXPLORATION	Secteur des mines et carrières	46 477 643	0%	89%
291	870578770	ORBIT - SARL	Sous-traitans miniers	46 368 000	0%	89%
292	962898334	CORICA MINING SERVICES	Secteur des mines et carrières	46 361 266	0%	89%
293	Nc	Société Sycamore Mine Sau	Secteur des mines et carrières	46 303 780	0%	89%
294	Nc	Guinéenne des Mines (GDM)	Secteur des mines et carrières	45 903 832	0%	89%
295	630918662	SOCIETE MARGA CONSTRUCTION ASSINISSEMENT TERRASSEMENT ENTRETIEN ET RENOVATION SARLU	Secteur des mines et carrières	45 539 500	0%	89%
296	629157322	ALAME	Secteur des mines et carrières	45 496 900	0%	89%
297	501211544	SOCIETE CIVIL SOLUTIONS GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	45 187 367	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
298	506277300	SOC. D'EXPLOITATION DES PRODUITS VEGETAUX & MINERAUX DE GUINEE	Secteur des mines et carrières	44 278 184	0%	89%
299	Nc	STE ENTREPRISE MS-CA&FILS	Secteur des mines et carrières	43 924 678	0%	89%
300	262881832	SOCIETE FAKO RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	43 748 495	0%	89%
301	773695424	SOCIETE FATALA MINING INVESTMENT COMPANY SAU	Secteur des mines et carrières	43 600 000	0%	89%
302	829532068	GAVAR INVESTMENT MANAGEMENT CO LTD SAU	Secteur des mines et carrières	43 600 000	0%	89%
303	Nc	STE DARY INDUSTRIE SYSTÈME SECURITE	Secteur des mines et carrières	43 237 094	0%	89%
304	438880882	ENTREPRISE GECINES	Secteur des mines et carrières	43 199 991	0%	89%
305	675583140	KB BAUXITE GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	41 767 352	0%	89%
306	Nc	Société WAD SARL	Secteur des mines et carrières	41 161 060	0%	89%
307	255899122	SOCIETE PHOENIX GBT SARL	Secteur des mines et carrières	40 621 816	0%	89%
308	Nc	STE AGAGEL NIANDAN SAU	Secteur des mines et carrières	40 515 000	0%	89%
309	228474011	E T F SUCCURSALE	Secteur des mines et carrières	40 000 000	0%	89%
310	907823652	SOCIETE DRA GUINEA SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	40 000 000	0%	89%
311	Nc	STE BASE METAL GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	39 613 536	0%	89%
312	Nc	STE MINERAL SANDS CONSULTANTS SARL	Secteur des mines et carrières	38 707 071	0%	89%
313	191815091	BIOTOPE SIMANDOU	Secteur des mines et carrières	38 591 375	0%	89%
314	Nc	STE GOLD STAR INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières	38 455 388	0%	89%
315	Nc	STE XUDONG YU SARL	Secteur des mines et carrières	37 756 224	0%	89%
316	956366371	BIOTOPE GUINEE	Secteur des mines et carrières	37 429 981	0%	89%
317	Nc	CRBC	Secteur des mines et carrières	36 386 000	0%	89%
318	Nc	STE UNIVERS EXPERTISE ET SERVICES SARL	Secteur des mines et carrières	36 379 000	0%	89%
319	Nc	STE CARRIERE DE SABLE MOHKLAUS SARLU	Secteur des mines et carrières	36 132 314	0%	89%
320	687480822	SOCIETE ZHENGYUAN INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières	35 650 000	0%	89%
321	Nc	STE V E P GROUPE SARL	Secteur des mines et carrières	35 435 692	0%	89%
322	282728849	GROUPE ARAY	Comptoir d'or et diamant	35 137 800	0%	89%
323	288903230	GUINEA WESTFIELD MINING COMPANY	Secteur des mines et carrières	34 974 379	0%	89%
324	Nc	AUXIM MINING S.A	Secteur des mines et carrières	34 494 504	0%	89%
325	Nc	STE JIANGYAN MINE SARLU	Secteur des mines et carrières	34 336 894	0%	89%
326	Nc	STE ETECO MINING SARL	Secteur des mines et carrières	34 300 000	0%	89%
327	780847984	SOCIETE EXCELLENCE BUSINESS ET TRANSPORT SARLU	Secteur des mines et carrières	32 500 000	0%	89%
328	787144120	SOCIÉTÉ ZHUANG MINING	Secteur des mines et carrières	32 190 896	0%	89%
329	Nc	SOMACO	Secteur des mines et carrières	31 641 196	0%	89%
330	Nc	STE GOLD WATER GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	31 639 540	0%	89%
331	385857909	SOCIETE DE CONSTRUCTION DE BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS SARL	Secteur des mines et carrières	31 000 000	0%	89%
332	926321886	NOUGA	Comptoir d'or et diamant	30 673 800	0%	89%
333	Nc	HGMC	Secteur des mines et carrières	30 334 200	0%	89%
334	550474050	SOCIETE ICON EVENT SARL	Secteur des mines et carrières	30 216 750	0%	89%
335	493948053	AMG SARL	Secteur des mines et carrières	30 075 000	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
336	804332831	SKY MALL	Secteur des mines et carrières	30 000 000	0%	89%
337	Nc	STE ADS MINING SA	Secteur des mines et carrières	29 929 928	0%	89%
338	565370715	CLC GROUP GUINEA	Secteur des mines et carrières	29 666 875	0%	89%
339	135905271	MRM METAL TRADE GUINEE	Comptoir d'or et diamant	29 621 100	0%	89%
340	349697649	MANDEN MINING CORPORATION SARLUNIP	Secteur des mines et carrières	28 490 408	0%	89%
341	869222000	BAUXITE KIMBO SAUNIPERS	Secteur des mines et carrières	27 418 191	0%	89%
342	Nc	STE AGAGEL MANDIANA SAU	Secteur des mines et carrières	27 060 000	0%	89%
343	Nc	STE AGAGEL SHIRA SAU	Secteur des mines et carrières	27 060 000	0%	89%
344	Nc	STE PROMINENT GOLD SARL	Secteur des mines et carrières	27 023 956	0%	89%
345	547710426	SOCIETE CENTAMA SARL	Secteur des mines et carrières	26 920 518	0%	89%
346	Nc	STE BATAX BOUNA INTERNATIONAL MINING CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières	26 828 730	0%	89%
347	Nc	Saint Clair evens Acheteur Redevance SWR international	Secteur des mines et carrières	26 812 253	0%	89%
348	Nc	Rosado p JOS Acheteur redevance invescorp SA	Secteur des mines et carrières	26 721 269	0%	89%
349	Nc	Société Xinjiang Tbea Ggroup Co.Ltd	Secteur des mines et carrières	26 555 006	0%	89%
350	528952195	L'OR D'AFRIQUE	Secteur des mines et carrières	26 403 824	0%	89%
351	Nc	STE CHINA ROAD AND BRIDGE CORPORATION GUINEE	Secteur des mines et carrières	26 320 322	0%	89%
352	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	26 224 034	0%	89%
353	Nc	STE CIM YUKUANG GUINEE	Secteur des mines et carrières	26 163 436	0%	89%
354	Nc	STE CHEICK AFRICA BUSINESS SARLU	Secteur des mines et carrières	25 999 356	0%	89%
355	Nc	STE ALJAN GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	25 939 202	0%	89%
356	Nc	STE GROUPE SOGUIREFEL SARL	Secteur des mines et carrières	25 939 202	0%	89%
357	Nc	STE MINIRE GAOUAL TELEMEL SARL	Secteur des mines et carrières	25 931 184	0%	89%
358	Nc	STE MINIERE GAOUAL TELIMELE SARL	Secteur des mines et carrières	25 831 786	0%	89%
359	Nc	STE PEAK GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières	25 802 262	0%	89%
360	947973194	AL NOUJOURM GOLD & DIAMOND	Comptoir d'or et diamant	25 775 700	0%	89%
361	Nc	STE GUINEO-MALIENNE D'OR SARL	Secteur des mines et carrières	25 732 440	0%	89%
362	Nc	STE ID GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières	25 695 000	0%	89%
363	Nc	STE SOFAC SA	Secteur des mines et carrières	25 695 000	0%	89%
364	Nc	STE GROUPE MS-CA	Secteur des mines et carrières	25 690 202	0%	89%
365	Nc	STE GUINEA GULF MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	25 689 000	0%	89%
366	Nc	STE GUINEA UNIVERSAL MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières	25 688 192	0%	89%
367	Nc	STE GUINEA FIRST LITHIUM SARLU	Secteur des mines et carrières	25 687 500	0%	89%
368	Nc	STE WEST AFRICA MINERAL RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	25 663 230	0%	89%
369	Nc	STE TIGONG SARL	Secteur des mines et carrières	25 655 480	0%	89%
370	Nc	STE GUINEA PEAK MINING SARL	Secteur des mines et carrières	25 653 411	0%	89%
371	Nc	STE AIS INTERNATIONAL GUINEE SASU	Secteur des mines et carrières	25 648 872	0%	89%
372	Nc	Société Beyla Mining Minerals SARLU	Secteur des mines et carrières	25 100 000	0%	89%
373	479998528	BON FISH GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières	25 040 086	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
374	226194496	BLASTICO SARL	Secteur des mines et carrières	25 026 300	0%	89%
375	Nc	Felabu Global Trade sarl Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
376	Nc	Felabu Global Trade sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
377	Nc	Africa Land ressources redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
378	Nc	Akor sarlu Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
379	Nc	Akor Sarlu redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
380	Nc	AL -noujoum Gold Diamond Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
381	Nc	Amadou Mouctar Bah Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
382	Nc	Amadou Mouctar Bah Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
383	Nc	Anglogold Enterprise sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
384	Nc	Aurum sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
385	Nc	Blue Circles trading Sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
386	Nc	Bright Spring Guinea sarlu Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
387	Nc	Bright Spring Guinea sarlu Redevance	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
388	Nc	Comptoir Deen et Freres Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
389	Nc	Comptoir Deen et Freres Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
390	Nc	Conakry Gold Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
391	Nc	Conakry Gold Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
392	Nc	Dia Gold Mining Sasu Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
393	Nc	Dia Gold Mining Sasu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
394	Nc	Diawara Gold Mining Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
395	Nc	Diawara Gold Mining Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
396	Nc	Divakaran mineral sarlu caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
397	Nc	Divakaran mineral sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
398	Nc	Etablissement Sendougou Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
399	Nc	Euro T Africa Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
400	Nc	Euro T Africa Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
401	Nc	Expogola Sarl Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
402	Nc	Expogola Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
403	Nc	Falcon Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
404	Nc	FAON GOLS Trading Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
405	Nc	Faranah minerals caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
406	Nc	Faranah minerals Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
407	Nc	Fasso Gold SA Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
408	Nc	Fasso Gold SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
409	Nc	First Mandeng Gold Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
410	Nc	First Mandeng Gold Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
411	Nc	Global distribution and Multi service Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
412	Nc	Global distribution and Multi service Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
413	Nc	Global gold sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
414	Nc	Gold and Business Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
415	Nc	Group Aray Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
416	Nc	Group limanaya Business redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
417	Nc	Guinea C Mining Group Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
418	Nc	Guinea Gold trading Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
419	Nc	Guinea Gold trading Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
420	Nc	Indus corporation sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
421	Nc	Infragui PMS Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
422	Nc	Infragui PMS Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
423	Nc	Issiaga deen Yansané Acheteur Redevance Comptoir Comptoir Deen et Freres	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
424	Nc	JMM Holding Guinea Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
425	Nc	JMM Holding Guinea Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
426	Nc	K STAR Sarlu Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
427	Nc	Khandi gold Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
428	Nc	khandi Gold and diamand SA Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
429	Nc	L B Sarl	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
430	Nc	M Business Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
431	Nc	MAF Gold trading sarlu Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
432	Nc	Maf Gold trading sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
433	Nc	Magnum Entreprises sarlu redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
434	Nc	Mandegnassi Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
435	Nc	Mangnessi Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
436	Nc	Manna Minerals SA Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
437	Nc	Manna Minerals SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
438	Nc	Market Bis Gold Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
439	Nc	Massa Moussa gold Trading sarlu caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
440	Nc	Massa Moussa gold Trading sarlu redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
441	Nc	Mob & MJB Sarl Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
442	Nc	Mob & MJB Sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
443	Nc	Nadfaw Service sarl Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
444	Nc	Nadfaw Service sarl redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
445	Nc	Nord ouest business import export Sarl caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
446	Nc	Nord ouest business import export Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
447	Nc	Onix International Trading SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
448	Nc	Ordiamex international SA redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
449	Nc	Orient Gold Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
450	Nc	Paragon Africa Traders Sarl Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
451	Nc	Paragon Africa Traders Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
452	Nc	Qyu tech gold and diamond sarl Cautrion	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
453	Nc	Qyu tech gold and diamond sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
454	Nc	Radiks Group guinea sarl Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
455	Nc	Radiks Group guinea sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
456	Nc	Royal worldwide Entreprise sarlu caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
457	Nc	royal worldwide Entreprise sarlu redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
458	Nc	Sarikou & Brothers investment Redevance	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
459	Nc	Sigma Gold SA Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
460	Nc	Sigma Gold SA Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
461	Nc	Siguiri Or sarlu Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
462	Nc	Siguiri Or sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
463	Nc	SNA Global Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
464	Nc	Sob Metal Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
465	Nc	Sob Metal Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
466	Nc	SOMIKA SARLU Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
467	Nc	Sosim Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
468	Nc	SSANA Sarl Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
469	Nc	Star gold International conakry Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
470	Nc	Star gold International conakry Redevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
471	Nc	STE intern. De Commerce de Pita Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
472	Nc	STE intern. De Commerce de Pita Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
473	Nc	STE Marcos gold Sarlu Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
474	Nc	STE Marcos gold Sarlu Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
475	Nc	Wahman Abu Minerals & Investments SAU Caution	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
476	Nc	wahman Abu Minerals & Investments SAU Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
477	Nc	West african GoldRedevance comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
478	Nc	Zaza Global Corporation Sarl Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	25 000 000	0%	89%
479	Nc	STE BLUE SKY NEGOCES GOLD WEST AFRICA SAU	Secteur des mines et carrières	24 888 752	0%	89%
480	110937661	SOCIETE SUPER MINES ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	24 070 704	0%	89%
481	651898900	LELOUMA BAUXITE GUINEE	Secteur des mines et carrières	23 657 931	0%	89%
482	Nc	Socété Eteco Mining	Secteur des mines et carrières	23 564 000	0%	89%
483	926517012	CHINA RAILWAY 16TH BUREAU GROUP CO.,LTD	Secteur des mines et carrières	23 165 000	0%	89%
484	735851404	GUINEE GOLD SHOVEL - SARLU	Secteur des mines et carrières	22 979 058	0%	89%
485	816396410	SOCIETE INTERNATIONAL D'EXPLOITATION DES CARRIERES-SA	Secteur des mines et carrières	22 759 769	0%	89%
486	381341346	KONDEN MINERALS - SARL	Secteur des mines et carrières	22 421 229	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
487	Nc	Société EGC Mining SARL	Secteur des mines et carrières	22 053 089	0%	89%
488	Nc	Société Xinjing TBEA GROUP COLTD	Secteur des mines et carrières	22 024 811	0%	89%
489	702330226	SOCIETE DE REBOISEMENT DES MINES	Secteur des mines et carrières	22 000 000	0%	89%
490	979050143	CHINA RAILWAY 11TH BUREAU GROUP CO; LTD	Secteur des mines et carrières	21 972 224	0%	89%
491	235969342	SOCIETE WAKILLI SARL	Secteur des mines et carrières	21 875 339	0%	89%
492	Nc	Société Id Gold Sarlu	Secteur des mines et carrières	21 735 234	0%	89%
493	838626612	KINDIA MINING COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières	21 575 000	0%	89%
494	608681920	NOVO MINES	Secteur des mines et carrières	21 448 083	0%	89%
495	672119849	B S RIGS GUINEE	Secteur des mines et carrières	21 237 271	0%	89%
496	Nc	Société Lenguee Koto Mining Sarlu	Secteur des mines et carrières	21 236 102	0%	89%
497	Nc	Société Guinéenne des mines de fer	Secteur des mines et carrières	21 080 000	0%	89%
498	Nc	STE DELTA MINING LOGISTICS SARL	Secteur des mines et carrières	21 067 647	0%	89%
499	120752191	SOCIETE LUCKY MINES ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	21 062 216	0%	89%
500	Nc	Socété Kantex Guinée SARLU	Secteur des mines et carrières	21 019 750	0%	89%
501	253531289	BOURE SUPPLY MINING SARLU	Secteur des mines et carrières	20 693 051	0%	89%
502	Nc	Tropical Superficiare	Secteur des mines et carrières	20 661 000	0%	89%
503	298351214	SANSANDO GOLD FIELD	Secteur des mines et carrières	20 500 000	0%	89%
504	302981840	AURUM	Comptoir d'or et diamant	20 484 600	0%	89%
505	592906333	SOCIETE GEOLOGIE MINIERE SARL UNIP	Sous-traitants miniers	20 444 000	0%	89%
506	228741773	VEP GROUPE SARL	Secteur des mines et carrières	20 360 000	0%	89%
507	Nc	Société Genta Guinea Ressource SA	Secteur des mines et carrières	20 347 161	0%	89%
508	990218596	GUINEE MULTITRADING	Secteur des mines et carrières	20 104 935	0%	89%
509	Nc	Société Bel air mining	Secteur des mines et carrières	19 997 973	0%	89%
510	100125269	GLOBAL INVESTMENT et CONSULTING SARL	Secteur des mines et carrières	19 900 000	0%	89%
511	184342442	SUN ET SAND MINING ET METALS GUINEA -SA	Secteur des mines et carrières	19 550 828	0%	89%
512	Nc	STE SOMIS GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	19 470 289	0%	89%
513	Nc	Société Tami Yandou Kissimines Sarl	Secteur des mines et carrières	19 461 830	0%	89%
514	Nc	HAOXIANG	Secteur des mines et carrières	19 131 365	0%	89%
515	Nc	Elite mining Guinée SA	Secteur des mines et carrières	19 011 866	0%	89%
516	678174459	SOCIETE KARAM GLOBAL MINING SARL	Secteur des mines et carrières	18 700 099	0%	89%
517	Nc	STE T M K MINING SA	Secteur des mines et carrières	18 195 749	0%	89%
518	Nc	Société Sofac Sa	Secteur des mines et carrières	18 032 994	0%	89%
519	264851304	CHINA RAILWAY 21ST BUREAU GROUP CO.,LTD	Secteur des mines et carrières	18 027 456	0%	89%
520	540980893	MANOU CAMARA LOGISTICS ET MINING SARLU	Secteur des mines et carrières	17 897 000	0%	89%
521	Nc	Société eurasiennne de commerce	Secteur des mines et carrières	17 792 000	0%	89%
522	Nc	STE FOUALA SARL	Secteur des mines et carrières	17 775 550	0%	89%
523	594299364	SOCIETE AFRICAINE D'ENVIRONNEMENT ET DE CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières	17 748 600	0%	89%
524	Nc	Aly Daher	Secteur des mines et carrières	17 507 400	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
525	Nc	STE COMPAGNIE GUINEE TITANIUM	Secteur des mines et carrières	17 363 937	0%	89%
526	884573171	GUINEA UNIVERSAL MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières	17 331 496	0%	89%
527	Nc	STE GUINEA WESTFIELD MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières	17 246 706	0%	89%
528	Nc	STE UAE MINING COMPANY	Secteur des mines et carrières	17 233 961	0%	89%
529	Nc	Société SNA Africa Mining SA	Secteur des mines et carrières	17 214 000	0%	89%
530	Nc	STE NEGOCE INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières	17 200 892	0%	89%
531	Nc	STE MINING INTERNATIONAL BAUXITE	Secteur des mines et carrières	17 155 000	0%	89%
532	Nc	Promine Guinée Sarlu	Secteur des mines et carrières	17 050 000	0%	89%
533	Nc	Société RR SKY infran SARL	Secteur des mines et carrières	16 719 905	0%	89%
534	Nc	société Vetro Gold	Secteur des mines et carrières	16 534 488	0%	89%
535	749334868	WOULA NATURAL RESOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	16 442 667	0%	89%
536	600245054	GUINEA PIONEER MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières	16 145 080	0%	89%
537	Nc	Société Guinéenne des Mines	Secteur des mines et carrières	15 909 060	0%	89%
538	830965463	GBG-GUINEA BAUXITE	Secteur des mines et carrières	15 675 000	0%	89%
539	737347559	SOCIETE RESSOURCES TASSILIMAN BAOULE SA	Secteur des mines et carrières	15 239 071	0%	89%
540	Nc	STE EXON GLOBAL TRADING SARL	Secteur des mines et carrières	15 000 000	0%	89%
541	Nc	STE ORDINAIRE SARL	Secteur des mines et carrières	14 834 253	0%	89%
542	169013117	DANTA INTERNATIONAL SARLUNIP	Transport	14 684 960	0%	89%
543	Nc	Autres sociétés-Laterite	Secteur des mines et carrières	14 598 000	0%	89%
544	Nc	Société Mamou Ressources	Secteur des mines et carrières	14 507 077	0%	89%
545	572603330	LA SOCIETE DE RECHERCHE D'EXPLOITATION MINIERE DE GUINEE	Secteur des mines et carrières	14 491 690	0%	89%
546	Nc	Société Camen Ressources SARL	Secteur des mines et carrières	14 236 300	0%	89%
547	Nc	Société Kindia Ressource Sarlu	Secteur des mines et carrières	14 184 291	0%	89%
548	102041423	GRM	Secteur des mines et carrières	14 150 860	0%	89%
549	229804687	SOCIETE ASIA FORAGE SARL	Secteur des mines et carrières	14 120 950	0%	89%
550	220771638	BUILDING GUINEE	Secteur des mines et carrières	14 001 544	0%	89%
551	281348649	CHINA RAILWAY 18TH BUREAU GROUP GUINEE	Secteur des mines et carrières	13 787 500	0%	89%
552	431413798	SOCIETE DIAMOND FORAGE SARL	Secteur des mines et carrières	13 741 750	0%	89%
553	656443637	SOCIETE SOREX - SARLUnip	Secteur des mines et carrières	13 655 625	0%	89%
554	Nc	STE FUTURE ORES SARL	Secteur des mines et carrières	13 598 449	0%	89%
555	Nc	STE TRADEMERCE INTERNATIONAL GROUP SARLU	Secteur des mines et carrières	13 598 000	0%	89%
556	Nc	STE GROUPE INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières	13 560 000	0%	89%
557	Nc	STE HENAN CHINE SA	Secteur des mines et carrières	5 841 537 954	0%	89%
558	Nc	STE SHENG SARL	Secteur des mines et carrières	13 555 000	0%	89%
559	Nc	STE AFRICA MINERALS EXPERTISE SPECIALIST SA	Secteur des mines et carrières	13 531 460	0%	89%
560	Nc	STE MAGNUM MINING SARLU	Secteur des mines et carrières	13 527 000	0%	89%
561	Nc	STE FORTUNE CONSTRUCTION CONSORTIUM SA	Secteur des mines et carrières	13 523 800	0%	89%
562	Nc	STE DJOMA HOLDING MINING GUINEE	Secteur des mines et carrières	13 512 000	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
563	Nc	STE OFFICE MA SARL	Secteur des mines et carrières	13 511 979	0%	89%
564	Nc	STE NETWORK BYTES SARL	Secteur des mines et carrières	13 511 927	0%	89%
565	Nc	STE PAMAKO NEGOCES & CONSTRUCTION SARLU	Secteur des mines et carrières	13 511 927	0%	89%
566	Nc	STE WEST AFRICAN TRADING SARL	Secteur des mines et carrières	13 511 678	0%	89%
567	Nc	Rocky J Sangha Redevance Acheteur Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	13 504 642	0%	89%
568	311720239	DIYA GOLD MINING	Secteur des mines et carrières	13 500 000	0%	89%
569	Nc	STE SYLI RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	13 480 735	0%	89%
570	Nc	STE GOLDEN GUINEA RESOURCES	Secteur des mines et carrières	13 355 386	0%	89%
571	Nc	STE MAISON KEBO GUINEE SA	Secteur des mines et carrières	13 328 834	0%	89%
572	Nc	STE GUINERRA SARL	Secteur des mines et carrières	13 327 320	0%	89%
573	Nc	STE SAM SA	Secteur des mines et carrières	13 327 206	0%	89%
574	Nc	STE NA GLOBAL REALTY ET INVESTMENT LTD SUCC	Secteur des mines et carrières	13 317 369	0%	89%
575	Nc	STE GLOBAL MINING KOREA CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières	13 300 000	0%	89%
576	Nc	CGC	Secteur des mines et carrières	13 251 000	0%	89%
577	Nc	STE EXACO BTP SRL	Secteur des mines et carrières	13 232 224	0%	89%
578	Nc	STE CEMENTS DE L'AFRIQUE (CIMAF)	Secteur des mines et carrières	13 220 838	0%	89%
579	Nc	STE MINIER BLEU CIEL GUINEE SA	Secteur des mines et carrières	13 220 838	0%	89%
580	Nc	STE GEFECO SARL	Secteur des mines et carrières	13 207 117	0%	89%
581	Nc	Kemil Shallop Acheteur redevance Comptoir Lion star	Secteur des mines et carrières	13 205 044	0%	89%
582	Nc	arsalian Vicken Acheteur redevance Comptoir Lion Star	Secteur des mines et carrières	13 205 044	0%	89%
583	Nc	Serge Riviere Acheteur redevance Comptoir Lion star	Secteur des mines et carrières	13 205 044	0%	89%
584	Nc	STE GUINEA BEST MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	13 205 044	0%	89%
585	Nc	STE DAVID DIAMANT SARL	Secteur des mines et carrières	13 204 512	0%	89%
586	Nc	STE GUI-APPRO SARL	Secteur des mines et carrières	13 201 946	0%	89%
587	631610599	GMS GUINEE	Secteur des mines et carrières	13 200 000	0%	89%
588	Nc	STE YI - DA SARL	Secteur des mines et carrières	13 200 000	0%	89%
589	Nc	STE ECO-BETAPE SA	Secteur des mines et carrières	13 182 000	0%	89%
590	Nc	STE BANTOUN COMPAGNIE SARLU	Secteur des mines et carrières	13 181 981	0%	89%
591	Nc	STE BLUE SKY NEGOCE GOLD GUINEE SA	Secteur des mines et carrières	13 181 981	0%	89%
592	Nc	STE GROUPE DURAC SARL	Secteur des mines et carrières	13 181 981	0%	89%
593	Nc	STE SGBC SARLU	Secteur des mines et carrières	13 181 981	0%	89%
594	Nc	STE CHINE HAOXIANG MINING GOLD SARL	Secteur des mines et carrières	13 128 571	0%	89%
595	Nc	FRIA RESSOURCES MINING	Secteur des mines et carrières	13 114 038	0%	89%
596	Nc	STE MAMOU RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	13 103 491	0%	89%
597	Nc	Société Id Gold Mining S A	Secteur des mines et carrières	13 103 100	0%	89%
598	Nc	STE A, LITHIUM MINING RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	13 089 575	0%	89%
599	Nc	STE GUINEAN LITHIUM RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	13 081 718	0%	89%
600	Nc	STE S ET D CONSTRUCTION SARL	Secteur des mines et carrières	13 081 718	0%	89%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
601	Nc	STE GUINNERA SARL	Secteur des mines et carrières	13 050 000	0%	89%
602	Nc	Société Freedom trading	Secteur des mines et carrières	13 014 000	0%	89%
603	Nc	STE ATLANTIS MINING SARL	Secteur des mines et carrières	13 009 600	0%	89%
604	177325776	DJIGBETRIBA	Secteur des mines et carrières	13 000 000	0%	89%
605	Nc	STE ENTRESCO SARL	Secteur des mines et carrières	13 000 000	0%	89%
606	Nc	STE ENDEAVOUR MINIG GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	12 982 009	0%	89%
607	Nc	STE ENDEAVOUR MINIG GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	12 982 009	0%	89%
608	Nc	STE ENDEAVOUR MINIG SARL	Secteur des mines et carrières	12 982 009	0%	89%
609	Nc	STE KINDIA ROSOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	12 982 009	0%	89%
610	Nc	STE ZHICHENG GUINEE MINING SARL	Secteur des mines et carrières	12 982 009	0%	89%
611	Nc	STE ZHENG YUAN INTERNATIONAL SARL	Secteur des mines et carrières	12 977 128	0%	89%
612	Nc	STE D'EXPLOITATION MINIERE OUEST AFRICAINE SARLU (SEMOAS)	Secteur des mines et carrières	12 975 000	0%	89%
613	Nc	STE SUPREME MINERALS CORPORATION GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières	12 975 000	0%	89%
614	Nc	STE GOLD GEM ORAGEM AFRICA SARL	Secteur des mines et carrières	12 969 601	0%	89%
615	Nc	STE GUINEE LITHIUM-SARL	Secteur des mines et carrières	12 965 592	0%	89%
616	Nc	GUINEA BRANCH OF SINOHYDRO 3CO LTD	Secteur des mines et carrières	12 963 500	0%	89%
617	Nc	STE STAR GOLD SARL1	Secteur des mines et carrières	12 960 175	0%	89%
618	Nc	STE STAR GOLD SARL2	Secteur des mines et carrières	12 960 175	0%	89%
619	Nc	STE STAR GOLD SARL3	Secteur des mines et carrières	12 960 175	0%	89%
620	Nc	STE AMG SARL	Secteur des mines et carrières	12 957 317	0%	89%
621	Nc	STE VETRO GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières	12 957 317	0%	89%
622	Nc	Ahmad afif Acheteur Redevance comptoir Market bis Gold	Secteur des mines et carrières	12 952 607	0%	89%
623	Nc	STE MANDEN MINING CORPORATION	Secteur des mines et carrières	12 952 607	0%	89%
624	Nc	STE ZHUANG MINING SA	Secteur des mines et carrières	12 951 008	0%	89%
625	Nc	STE AFRICAN TRADING	Secteur des mines et carrières	12 930 000	0%	89%
626	Nc	STE SWR INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières	12 930 000	0%	89%
627	Nc	STE GUINEE LITHIUM SARL	Secteur des mines et carrières	12 929 748	0%	89%
628	Nc	STE MINING SERVICE SARLU	Secteur des mines et carrières	12 927 436	0%	89%
629	Nc	STE MINIERE ET DE DRAGAGE SARL	Secteur des mines et carrières	12 926 179	0%	89%
630	Nc	STE ALKHADYA MINING SARL	Secteur des mines et carrières	12 926 178	0%	89%
631	Nc	STE SUSTAINABLE MINING CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières	12 924 512	0%	89%
632	Nc	STE MS AFRICAN PATNERS SARL	Secteur des mines et carrières	12 922 838	0%	89%
633	Nc	STE KANTEX GUINEE SARLU BOKE	Secteur des mines et carrières	12 921 800	0%	89%
634	Nc	STE KANTEX GUINEE SARLU GAOUAL	Secteur des mines et carrières	12 921 800	0%	89%
635	Nc	STE GROUPE CIRE MADY SA	Secteur des mines et carrières	12 916 500	0%	89%
636	Nc	STE WASSOLON MINING SARL	Secteur des mines et carrières	12 915 664	0%	89%
637	Nc	STE GOLDEN RIM RESOURCES GUINEA SARL	Secteur des mines et carrières	12 915 413	0%	89%
638	Nc	STE GUINEE CONSTRUCTION COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières	12 915 413	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
639	Nc	STE DE FABRICATION DE GRAVIER	Secteur des mines et carrières	12 905 000	0%	90%
640	Nc	STE ROYAL GUINEA MINES ET MINERALS .SA	Secteur des mines et carrières	12 904 784	0%	90%
641	Nc	STE GROUPE MOBAD SAS	Secteur des mines et carrières	12 904 500	0%	90%
642	Nc	STE DIYA GOLD MINING SASU	Secteur des mines et carrières	12 904 414	0%	90%
643	Nc	STE MATHILAK RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	12 904 414	0%	90%
644	Nc	STE DELTA MINING SARL	Secteur des mines et carrières	12 904 066	0%	90%
645	Nc	STE ENDEAVOUR GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	12 902 357	0%	90%
646	Nc	STE RRMS MINING LTD	Secteur des mines et carrières	12 902 357	0%	90%
647	Nc	STE GREEN GOLD MINING SARL	Secteur des mines et carrières	12 900 814	0%	90%
648	Nc	STE KLIMANDJARO TRADING COMPNY SARLY	Secteur des mines et carrières	12 900 000	0%	90%
649	Nc	STE TAMIYANDOU -KISSI-MINES	Secteur des mines et carrières	12 897 406	0%	90%
650	Nc	STE KHAREER BUILDING AND PUBLIC WORKS INDUSTRY BAH SARL	Secteur des mines et carrières	12 895 671	0%	90%
651	Nc	STE UNIVERSAL MINING SARLU	Secteur des mines et carrières	12 893 285	0%	90%
652	Nc	STE DINGSHENG SARL	Secteur des mines et carrières	12 893 284	0%	90%
653	Nc	STE BLUE SKY NEGOCE GOLD GUINEA SA	Secteur des mines et carrières	12 890 313	0%	90%
654	Nc	STE OGC IMMO SARL	Secteur des mines et carrières	12 890 000	0%	90%
655	Nc	STE ORDIAMEX INTERNATIONAL SA	Secteur des mines et carrières	12 889 847	0%	90%
656	Nc	LI JUN Acheteur Redevance Comptoir Market	Secteur des mines et carrières	12 888 484	0%	90%
657	Nc	STE NIMBA GOLD	Secteur des mines et carrières	12 887 208	0%	90%
658	Nc	STE ENTREPRISE TANOU TRANSPORT	Secteur des mines et carrières	12 886 500	0%	90%
659	Nc	STE INTERNATIONAL PROVIDER CORPORATION	Secteur des mines et carrières	12 886 500	0%	90%
660	Nc	STE ETABLISSEMENTS KABA MAMADI ET FRERES	Secteur des mines et carrières	12 881 164	0%	90%
661	Nc	STE GROUP GUINEA INVESTMENT SAU	Secteur des mines et carrières	12 878 208	0%	90%
662	Nc	STE UNITED OREBODIES LLC GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	12 876 350	0%	90%
663	Nc	STE KONATELA MINING SARL	Secteur des mines et carrières	12 876 336	0%	90%
664	Nc	STE GOLD CHAIN MINING	Secteur des mines et carrières	12 876 335	0%	90%
665	Nc	STE BEYLA MINING ET MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	12 872 898	0%	90%
666	Nc	STE BANA MINING & BUSINESS MANAGEMENT	Secteur des mines et carrières	12 872 298	0%	90%
667	Nc	STE WOSSOLO MINING SARLU	Secteur des mines et carrières	12 872 298	0%	90%
668	Nc	STE KB BAUXITE GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	12 863 061	0%	90%
669	Nc	STE SARMIN BAUXITE GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	12 863 061	0%	90%
670	Nc	STE ETS SYU SUPPLY SARL	Secteur des mines et carrières	12 860 000	0%	90%
671	Nc	STE GROUPE FORTUNE GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	12 858 816	0%	90%
672	Nc	STE IKA GOLD SARL	Secteur des mines et carrières	12 858 816	0%	90%
673	Nc	STE TELEMELE BAUXITE RESSOURCES SARL	Secteur des mines et carrières	12 853 689	0%	90%
674	Nc	STE ALAME SARL	Secteur des mines et carrières	12 853 463	0%	90%
675	Nc	STE SOMIS - SERVICES SARLU	Secteur des mines et carrières	12 850 000	0%	90%
676	Nc	STE VETRO GUINEA RESOURCES SA	Secteur des mines et carrières	12 849 692	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
677	Nc	STE GROUPE MS CA	Secteur des mines et carrières	12 845 101	0%	90%
678	Nc	STE KOUROUSSA MINING CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières	12 845 101	0%	90%
679	Nc	STE STAR CONSTRUCTION ET LOGISTIC SARLU	Secteur des mines et carrières	12 845 000	0%	90%
680	Nc	Aliou Sow Acheteur redevance Comptoir Lion Star	Secteur des mines et carrières	12 844 096	0%	90%
681	Nc	Kainan Amir Acheteur redevance Comptoir Lion Star	Secteur des mines et carrières	12 844 096	0%	90%
682	Nc	Serge riviereAcheteur redevance Comptoir Lion star	Secteur des mines et carrières	12 844 096	0%	90%
683	Nc	STE BLUE SKY NEGOCES GOLD AFRICA SAU	Secteur des mines et carrières	12 842 089	0%	90%
684	Nc	STE GROUPE SOGUIRETEL SARL	Secteur des mines et carrières	12 838 603	0%	90%
685	423722669	SOCIETE MINEROSTRAT CORPORATION SA	Secteur des mines et carrières	12 836 250	0%	90%
686	Nc	STE LANNAYA CORPORATION SARL	Secteur des mines et carrières	12 831 615	0%	90%
687	Nc	Abdrmane kaba Acheteur redevance Comptoir Texam	Secteur des mines et carrières	12 829 922	0%	90%
688	126686484	MAG SARL	Secteur des mines et carrières	12 829 722	0%	90%
689	Nc	STE GUINEENNE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT SARLU	Secteur des mines et carrières	12 828 000	0%	90%
690	Nc	STE IBH GUINEE RESOURCES	Secteur des mines et carrières	12 828 000	0%	90%
691	Nc	STE MAMOU RESSOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	12 827 927	0%	90%
692	Nc	STE SHENGXIN REAL ESTATE DEVELOPMENT	Secteur des mines et carrières	12 826 896	0%	90%
693	Nc	STE ETRESCO SARL	Secteur des mines et carrières	12 826 500	0%	90%
694	Nc	STE EXON GLOBAL TRADING	Secteur des mines et carrières	12 825 000	0%	90%
695	Nc	STE EXON GLOBAL TRADING GUINEE SA	Secteur des mines et carrières	12 825 000	0%	90%
696	Nc	STE BLESSING RESOURCES GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières	12 823 500	0%	90%
697	Nc	STE GUINEA PROSPER GOLD SARLU	Secteur des mines et carrières	12 823 500	0%	90%
698	Nc	STE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL 1	Secteur des mines et carrières	12 820 069	0%	90%
699	Nc	STE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL 2	Secteur des mines et carrières	12 820 069	0%	90%
700	Nc	STE PHOENIX PRECIOUS METAL	Secteur des mines et carrières	12 820 069	0%	90%
701	Nc	STE NAGLOBAL REALTY ET INVESTMENT LTD SUCC	Secteur des mines et carrières	12 817 926	0%	90%
702	Nc	STE AMINE MINING GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	12 817 544	0%	90%
703	Nc	STE KABALABA BUSINESS CENTER SARL	Secteur des mines et carrières	12 815 245	0%	90%
704	Nc	STE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE SAG SA	Secteur des mines et carrières	12 813 141	0%	90%
705	Nc	STE DRAGON D'OR SARLU	Secteur des mines et carrières	12 812 447	0%	90%
706	Nc	STE INFINITY GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	12 810 377	0%	90%
707	Nc	Société Egec Mining Sarl	Secteur des mines et carrières	12 729 163	0%	90%
708	578111510	RIO FORAGE	Secteur des mines et carrières	12 599 950	0%	90%
709	Nc	Société Tusk Capital Mining Guinée Sa	Secteur des mines et carrières	12 414 287	0%	90%
710	Nc	Société Penta Gold fields company SAU	Secteur des mines et carrières	12 360 862	0%	90%
711	398942458	SOCIETE PHOENIX PRECIOUS METALS SARL UNIP	Secteur des mines et carrières	12 209 725	0%	90%
712	110301686	AGEM GUINEE EXPLORATION	Secteur des mines et carrières	12 197 500	0%	90%
713	425833175	SOCIETE KDIA SARL	Secteur des mines et carrières	12 100 000	0%	90%
714	764707279	BREH MINING CORPORATION	Secteur des mines et carrières	12 000 000	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
715	538974841	PURE BULLION LIMITED	Secteur des mines et carrières	11 966 073	0%	90%
716	345595706	CAR INTERNATIONAL GUINEE	Secteur des mines et carrières	11 800 000	0%	90%
717	Nc	STE MINERALIS GOLD MINES SARLU	Secteur des mines et carrières	11 727 266	0%	90%
718	830779989	SOCIETE PROFESSIONAL DRILLERS GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	11 680 000	0%	90%
719	Nc	Société Wely Mining SARL	Secteur des mines et carrières	11 670 214	0%	90%
720	844767244	LINDIAN GUINEA	Secteur des mines et carrières	11 627 293	0%	90%
721	929550689	DNMUTISERVICE	Secteur des mines et carrières	11 626 728	0%	90%
722	Nc	Société Kouroura Gold Mining SA	Secteur des mines et carrières	11 256 754	0%	90%
723	947411955	SOCIETE FALIBRA GROUP TRADING SARL	Secteur des mines et carrières	11 200 000	0%	90%
724	Nc	Société D'exploitation Des Matieres Precieux-Semp Mining- Sarlu	Secteur des mines et carrières	11 000 000	0%	90%
725	Nc	Société Kouroussa Gold Mining Sa	Secteur des mines et carrières	10 945 875	0%	90%
726	132249350	SOCIETE GOLDEN BEACH GUINEE	Secteur des mines et carrières	10 690 000	0%	90%
727	965666209	SOCIETE HUMMINGBIRD GUINEA MINING CORPORATION - SA	Secteur des mines et carrières	10 636 643	0%	90%
728	613324904	SOCIETE GUI APPRO SARL	Secteur des mines et carrières	10 592 250	0%	90%
729	157761297	BOURE SANOU	Secteur des mines et carrières	10 500 000	0%	90%
730	220499883	SOCIETE YONAS DISTRIBUTION SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	10 400 000	0%	90%
731	Nc	Société Guinéenne des mines de fer (SUD)	Secteur des mines et carrières	10 390 000	0%	90%
732	Nc	Société Guinée Mining Etp Sarl	Secteur des mines et carrières	10 311 500	0%	90%
733	865137590	MANDEN GOLD	Secteur des mines et carrières	10 300 000	0%	90%
734	907346548	ALIMA-MINING-SERVICES	Secteur des mines et carrières	10 269 227	0%	90%
735	Nc	SOCIETE IMPACT AFRICA SARL	Secteur des mines et carrières	10 236 602	0%	90%
736	412202079	BESA GUINEA	Secteur des mines et carrières	10 000 000	0%	90%
737	417699824	SOCIETE FIRST GOLD - SA	Secteur des mines et carrières	10 000 000	0%	90%
738	855510418	ZIMALCO - SARLU	Secteur des mines et carrières	10 000 000	0%	90%
739	967325358	SOCIETE PEAK GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	9 580 048	0%	90%
740	Nc	Société de Mines de Guinée S A	Secteur des mines et carrières	9 233 952	0%	90%
741	988926309	ETABLISSEMENTS RAMADAN ET FRERES	Secteur des mines et carrières	9 181 500	0%	90%
742	Nc	Hann et compagnie	Secteur des mines et carrières	9 179 100	0%	90%
743	Nc	Société Golden RIM Ressources	Secteur des mines et carrières	9 009 591	0%	90%
744	348199407	SOCIETE ACI SARL	Secteur des mines et carrières	8 961 536	0%	90%
745	947365169	INITIATIVE TECHNOLOGICS & DEVELOPPEMENT	Secteur des mines et carrières	8 927 526	0%	90%
746	Nc	Société Stellar guinea SARL	Secteur des mines et carrières	8 849 000	0%	90%
747	Nc	STE ODHAV MULTI INDUSTRIES SA	Secteur des mines et carrières	8 773 440	0%	90%
748	Nc	Paradis des Pierres precieuses Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	8 726 383	0%	90%
749	Nc	Société Manding Golden SARL	Secteur des mines et carrières	8 725 850	0%	90%
750	Nc	GUINEA BEST MINERAL SARLU	Secteur des mines et carrières	8 721 146	0%	90%
751	228754776	GUINEE YICHENG CONSTRUCTION ENGINEERING CORPORATION 'YICHENG'	Secteur des mines et carrières	8 649 000	0%	90%
752	326741907	SOCIETE MINIERE BLEU CIEL (GUINEE)	Secteur des mines et carrières	8 626 200	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
753	Nc	STE GUINEA GULF MINERAL SARLU	Secteur des mines et carrières	8 610 442	0%	90%
754	Nc	STE MS AFRICAN PARTENERS SARLU	Secteur des mines et carrières	8 600 754	0%	90%
755	Nc	société 7th Lusso Nath Sarlu	Secteur des mines et carrières	8 590 720	0%	90%
756	Nc	Société Naglobal Reaty Investissement Lmd Succ	Secteur des mines et carrières	8 583 723	0%	90%
757	Nc	STE GROUP SYF	Secteur des mines et carrières	8 579 484	0%	90%
758	Nc	STE CONSEIL EN INVESTISSEMENT-GH-SARL	Secteur des mines et carrières	8 568 000	0%	90%
759	Nc	STE AFRICA GLOBAL MINING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières	8 564 086	0%	90%
760	415364421	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Secteur des mines et carrières	8 547 854	0%	90%
761	Nc	STE CONSEIL INVESTISSEMENT-GH-SARL	Secteur des mines et carrières	8 540 252	0%	90%
762	776635963	DWEKAT ET DWAIKAT GROUP SARLU	Secteur des mines et carrières	8 500 000	0%	90%
763	Nc	Société Xin Jiang Tera Group Co-Ltd	Secteur des mines et carrières	8 460 000	0%	90%
764	Nc	Société Ramraj Engineering SARL	Secteur des mines et carrières	8 403 100	0%	90%
765	672569183	SOCIETE DAVID DIAMANTS - SARL	Secteur des mines et carrières	8 367 071	0%	90%
766	Nc	Société ZHUANG Mining Guinée SA	Secteur des mines et carrières	8 335 182	0%	90%
767	146582523	CHINA RAILWAY TUNNEL BUREAU GROUP TEST AND INSPECTION Co.Ltd	Secteur des mines et carrières	8 252 552	0%	90%
768	Nc	Société Egec Mining Sarl	Secteur des mines et carrières	8 166 457	0%	90%
769	514871318	DIYA GOLD MINING	Secteur des mines et carrières	8 147 700	0%	90%
770	Nc	Société Mamou Ressource Sarlu (Saman)	Secteur des mines et carrières	8 126 850	0%	90%
771	509424040	DJAMA DJIGUI MULTI-INDUSTRIES	Secteur des mines et carrières	8 089 925	0%	90%
772	Nc	Société Mib Sarl	Secteur des mines et carrières	8 040 512	0%	90%
773	Nc	Société de Coop Economique Tech Cbre Huaya	Secteur des mines et carrières	7 958 800	0%	90%
774	483547170	CAMARA SHOLENDER	Secteur des mines et carrières	7 894 249	0%	90%
775	Nc	Société China Machinry Kaiyan Guinee	Secteur des mines et carrières	7 800 000	0%	90%
776	612992065	FAD	Secteur des mines et carrières	7 672 880	0%	90%
777	899937080	KC BAUXITE	Secteur des mines et carrières	7 590 562	0%	90%
778	Nc	Société LENGUE KOTO Mining	Secteur des mines et carrières	7 585 660	0%	90%
779	Nc	Société Guinéenne d'ingénierie SA	Secteur des mines et carrières	7 418 000	0%	90%
780	Nc	Société Deama Sarlu	Secteur des mines et carrières	7 398 000	0%	90%
781	983986878	AKM GUINEE	Secteur des mines et carrières	7 391 989	0%	90%
782	395552037	CHINA RAILWAY FIRST SURVEY & DESIGN INSTITUTE GROUP CO; LTD	Secteur des mines et carrières	7 380 850	0%	90%
783	Nc	GEFECO	Secteur des mines et carrières	7 372 000	0%	90%
784	Nc	société Peak-Guinea	Secteur des mines et carrières	7 336 181	0%	90%
785	Nc	Sheng Rong mining development	Secteur des mines et carrières	7 130 269	0%	90%
786	Nc	Société Guiean Brain Touch	Secteur des mines et carrières	7 099 439	0%	90%
787	Nc	SGMF NORTH	Secteur des mines et carrières	7 083 000	0%	90%
788	Nc	Société Darmil Guinée Sarlu	Secteur des mines et carrières	6 936 660	0%	90%
789	225198217	SOCIETE ALMOH SERVICES SARL	Secteur des mines et carrières	6 900 000	0%	90%
790	838626612	KINDIA MINING COMPANY SARL	Secteur des mines et carrières	6 826 359	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
791	Nc	Société videri entreprise SARL	Secteur des mines et carrières	6 812 463	0%	90%
792	Nc	Société SWR international	Secteur des mines et carrières	6 600 000	0%	90%
793	855926655	SOCIETE CHINO-AFRICA INTERNATIONAL SARLU	Secteur des mines et carrières	6 500 000	0%	90%
794	Nc	SACOL SARL	Secteur des mines et carrières	6 483 963	0%	90%
795	Nc	Société Impact Africa Sarl	Secteur des mines et carrières	6 401 400	0%	90%
796	Nc	Société Vetro Guinea Ressources SA	Secteur des mines et carrières	6 367 507	0%	90%
797	Nc	SCET-CHCG	Secteur des mines et carrières	6 185 300	0%	90%
798	Nc	SOCIETE GUINEA CONSOLIDATION MINING GROUP SARL	Secteur des mines et carrières	6 084 600	0%	90%
799	Nc	Société Mamou Ressource Sarlu(Kaninko)	Secteur des mines et carrières	6 084 300	0%	90%
800	940405301	PROJET D'AMENAGEMENT HYDROELECTRIQUE DE SOUAPITI	Secteur des mines et carrières	6 053 724	0%	90%
801	Nc	Société D'exploitation Des Matieres Premiere Semp Mining- Sarlu	Secteur des mines et carrières	6 047 664	0%	90%
802	Nc	Société G. F Investissement	Secteur des mines et carrières	6 025 298	0%	90%
803	602342560	START GOLD	Secteur des mines et carrières	6 019 796	0%	90%
804	413640848	SIFAYA GUINEE CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières	5 976 841	0%	90%
805	349023069	SOCIETE A ET C SARL	Secteur des mines et carrières	5 970 000	0%	90%
806	Nc	Société 79 TH LUISSO SOUTH SARL	Secteur des mines et carrières	5 951 614	0%	90%
807	773308515	SBO MINING	Secteur des mines et carrières	5 832 084	0%	90%
808	Nc	Société Golden silver invest	Secteur des mines et carrières	5 831 680	0%	90%
809	Nc	Société SCETCHCG	Secteur des mines et carrières	5 748 000	0%	90%
810	Nc	Société MGC	Secteur des mines et carrières	5 593 724	0%	90%
811	Nc	Societe Guineen Sarl	Secteur des mines et carrières	5 571 765	0%	90%
812	Nc	Société international core mining	Secteur des mines et carrières	5 504 000	0%	90%
813	Nc	Barry et Fils	Secteur des mines et carrières	5 321 100	0%	90%
814	837648013	BOUYGUES TRAVAUX PUBLICS SUCC	Secteur des mines et carrières	5 287 023	0%	90%
815	735483679	SOCITE GUINEENE DE TRANSPORT ET TERRASSEMENT MINIER-SARLU	Secteur des mines et carrières	5 280 000	0%	90%
816	Nc	société Boure Sanou Sarlu	Secteur des mines et carrières	5 280 000	0%	90%
817	Nc	Société Guinéenne d'Exploitation	Secteur des mines et carrières	5 250 000	0%	90%
818	Nc	Société Resa Ressources Mining	Secteur des mines et carrières	5 238 560	0%	90%
819	Nc	Société GME	Secteur des mines et carrières	5 184 824	0%	90%
820	Nc	Société teressa mining logistic SARL	Secteur des mines et carrières	5 161 025	0%	90%
821	Nc	Société Lenguee Koto Mining Sarlu	Secteur des mines et carrières	5 089 102	0%	90%
822	Nc	Société Axis Minerals	Secteur des mines et carrières	5 006 000	0%	90%
823	605303445	SOCIETE AKA MINING SARLU	Secteur des mines et carrières	5 005 000	0%	90%
824	792974701	ENTREPRISE GUINEENNE DES TRAVAUX et MULTI SERVICES	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
825	Nc	Nicolas M Maximilliano Acheteur Redevance comptoir Qyu tech gold and diamond sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
826	Nc	Abdoulaye Doumbouya Acheteur redevance Comptoir Orient	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
827	Nc	Abdoulaye fofana Acheteur Redevance Comptoir Sigma	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
828	Nc	Abdoulaye Yero Diallo Acheteur Redevance Group Aray	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
829	Nc	Abdul Nsengiyumva Acheteur Redevance comptoir Felabu Global Trade sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
830	Nc	ABOU KALIL ABDALLAH Acheteur redevance Comptoir Akor	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
831	Nc	Adam Mehmet Acheteur Redevance comptoir Expogola	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
832	Nc	Amadou Mouctar Bah Acheteur Redevance comptoir Faranah	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
833	Nc	Amadou Soumaré	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
834	Nc	Amara Camara Acheteur Redevance Comptoir Faon	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
835	Nc	Amara soumaoro Acheteur Redevance Comptoir Africa Land Ressources	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
836	Nc	Amara Toure Acheteur redevance Comptoir Infragui	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
837	Nc	Bajaj sunil Gurmukhdas Acheteur Redevance Comptoir Magnum	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
838	Nc	Balogun Thomas Modube Acheteur redevance Comptoir Bright Spring Guinea sarlu	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
839	Nc	Barry thierno issiaga Acheteur Redevance comptoir West African Gold	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
840	Nc	Bhati Madho Acheteur Redevance Comptoir Anglo gold Entreprises	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
841	Nc	Camara Mory Acheteur Redevance comptoir Maf	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
842	Nc	Camara sereko Acheteur Redevance comptoir Indus Corporation	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
843	Nc	Check tidiana Diakaté Acheteur Redevance Comptoir Khandi gold	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
844	Nc	Cherif Haidara Alseny Acheteur Redevance Comptoir AL -noujoum Gold Diamond	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
845	Nc	Conteh Ousman Bongay Acheteur Redevance Comptoir Wahman Abu Minerals	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
846	Nc	Daouda camara Acheteur Redevance Comptoir Etablissement Sendougou	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
847	Nc	Diaby Fanta Acheteur Redevance Comptoir Zaza Global Corporation Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
848	Nc	Diallo mamadou bano Acheteur Redevance Comptoir Sob metal	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
849	Nc	Diane aboubacar Acheteur Redevance comptoir Siguiri Or sarlu	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
850	Nc	Diarra bakary Acheteur redevance Comptoir Nadfaw	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
851	Nc	Dramane traore Acheteur Redevance comptoir First Mandeng Gold	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
852	Nc	Etienne Loua Acheteur redevance Comptoir Manna	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
853	Nc	Fernandes Pires moses Acheteur redevance Comptoir Manna	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
854	Nc	George Andrew Skinner Acheteur Redevance Comptoir Blue Circles	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
855	Nc	Guela Abdoulaye Acheteur Redevance Comptoir SOMIKA SARLU	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
856	Nc	Habib Diallo Acheteur Redevance Comptoir M Business	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
857	Nc	Humayoon merchant Acheteur Redevance Comptoir Sigma	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
858	Nc	Ibrahima Diallo Acheteur Redevance Group Aray	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
859	Nc	Idnani Guddu Lalchald Acheteur redevance Comptoir Global gold	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
860	Nc	Jean Paul Messe Acheteur redevance Comptoir Mob & MJB Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
861	Nc	Kabine diawara Acheteur redevance Comptoir Global distribution and Multi service	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
862	Nc	Kamara Mohamed Redevance Acheteur	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
863	Nc	Kamissoko diaka Acheteur Redevance Comptoir Magnum	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
864	Nc	Kapuriya Bhavim Nileshbhai Acheteur Redevance Comptoir K Star	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
865	Nc	Karamoko daouda Acheteur redevance Comptoir Nadfaw	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
866	Nc	Khalil H orozi Fodeibou Acheteur Redevance Comptoir JMM Holding Guinea	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
867	Nc	Kindo Adama Acheteur Redevance Comptoir SOMIKA SARLU	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
868	Nc	Lagui fode kaba Acheteur redevance Comptoir Star gold International conakry	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
869	Nc	Lancinet traore Acheteur Redevance comptoir Qyu tech gold and diamond sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
870	Nc	Lassine camara Acheteur Redevance Comptoir Manssa moussa	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
871	Nc	Laye Camara Acheteur Redevance Comptoir Euro T Africa	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
872	Nc	LY baila Acheteur Redevance Comptoir L B Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
873	Nc	Ly Oumar Rafiou Acheteur Redevance Comptoir Sob metal	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
874	Nc	Mamadi Oulen Dansoko	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
875	Nc	Marcos alexandre Vicente Dasilva Acheteur Redevance Comptoir STE Marcos gold Sarlu	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
876	Nc	Menat Vicken Acheteur Redevance Falcon Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
877	Nc	MogaeGAMAD NOER ASMIDIEN Acheteur Redevance Paragon Africa Traders Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
878	Nc	Mohamed Bachir faye Acheteur Redevance Comptoir Guinea Gold trading	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
879	Nc	Mohamed cisse Acheteur redevance Comptoir Fassio Gold SA	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
880	Nc	Mohamed fofana Acheteur Redevance Comptoir Massa Moussa	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
881	Nc	Mohamed lamine Diallo Acheteur Redevance Comptoir Guinea C. Mining Group Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
882	Nc	Mohamed lancinet conde Acheteur Redevance Paragon Africa Traders Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
883	Nc	Mohamed rachid Haidara Acheteur Redevance Comptoir AL -noujoum Gold Diamond	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
884	Nc	Mohamed rachid haidara Acheteur Redevance Comptoir Ordiamex	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
885	Nc	Morlaye ahmed Haidara Acheteur Redevance Comptoir Ordiamamex	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
886	Nc	Mory Camara Acheteur Redevance Comptoir Group limanaya	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
887	Nc	Moussa Camara Acheteur Redevance Gold and Business	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
888	Nc	Namory doumbouya Acheteur Redevance Comptoir Maf	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
889	Nc	Ndiaye Malick Acheteur Redevance Comptoir Dia Gold Mining Sasu	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
890	Nc	Nene Oumou Bah Acheteur Redevance Comptoir STE intern. De Commerce de Pita	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
891	Nc	Oumar barry Acheteur Redevance comptoir Nord ouest business import export Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
892	Nc	Oumar diawara Acheteur Redevance Comptoir Diawara Gold Mining	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
893	Nc	Ousmane Diallo Acheteur Redevance comptoir Faranah	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
894	Nc	Ousmane Doumbouya Acheteur Redevance Comptoir SSANA Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
895	Nc	Ousmane Hann Acheteur Redevance comptoir Felabu Global Trade sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
896	Nc	Oussainatou bah Acheteur redevance Comptoir Mob & MJB Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
897	Nc	Parmar Pappu Singh Acheteur Redevance Falcon Sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
898	Nc	Peethamparam Divakaran Acheteur Redevance Comptoir Divakaran	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
899	Nc	Sesay elhadj Abu Acheteur Redevance Comptoir Wahman	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
900	Nc	Shady Mohammed Mohammed Acheteur redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
901	Nc	Sharma Nitin Kumar Acheteur Redevance comptoir Market Bis Gold	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
902	Nc	Sidi lamine dioubaté Acheteur redevance Comptoir Akor	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
903	Nc	Sidime Lamine sarikou Acheteur Redevance Comptoir	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
904	Nc	SOCIETE DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION MINIERE SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
905	Nc	Société Hyper Mining SARL	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
906	Nc	Somassum Deram K. Soronos Acheteur Redevance SNA Global sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
907	Nc	Soumah Check Ahmed Tidiane Acheteur Redevance comptoir Expogola	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
908	Nc	Sow Amudjetu Acheteur Redevance Comptoir Khandi Gold	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
909	Nc	Sukhiya Anilkumar Bhagchand Acheteur Redevance Comptoir Royal	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
910	Nc	Thierno sadou bah Acheteur Redevance Comptoir Divakaran	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
911	Nc	Thotathil muhammed muhsin Acheteur Redevance Comptoir Conakry Gold	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
912	Nc	Tidiane koita Acheteur redevance Sosim	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
913	Nc	UMARETIYA NIKUNJ NARSHIBHAI Acheteur Redevance Comptoir Aurum sarlu	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
914	Nc	Yousseuf koita Acheteur redevance Comptoir Radiks Group guinea sarl	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
915	Nc	Yussuf Mohamed Hussein Acheteur redevance Comptoir Global distribution and Multi service	Secteur des mines et carrières	5 000 000	0%	90%
916	Nc	Société Argo Mining Sarlu	Secteur des mines et carrières	4 982 232	0%	90%
917	Nc	Société Odiamex	Secteur des mines et carrières	4 968 475	0%	90%
918	582474961	ZHICHENG GUINEE MINING	Secteur des mines et carrières	4 965 250	0%	90%
919	Nc	société Djoma Holding Guinee	Secteur des mines et carrières	4 905 000	0%	90%
920	926621749	NA GLOBAL REALTY ET INVESTMENT LTD SUCC	Secteur des mines et carrières	4 879 000	0%	90%
921	Nc	Société Groupe Hurac SARL	Secteur des mines et carrières	4 866 000	0%	90%
922	Nc	Service Mines De Mandiana(Mgc)	Secteur des mines et carrières	4 844 358	0%	90%
923	Nc	Société Bouré Sanou SARL	Secteur des mines et carrières	4 840 000	0%	90%
924	774146047	CHINA RAILWAY FIRST GROUP LIMITED	Secteur des mines et carrières	4 806 326	0%	90%
925	829203512	ENTREPRISE GUINEE MINING CONSTRUCTION	Secteur des mines et carrières	4 760 100	0%	90%
926	225765304	MINERALFIELDS GUINEA	Secteur des mines et carrières	4 752 145	0%	90%
927	Nc	GROUPE LIMANAYA BUSINESS	Secteur des mines et carrières	4 723 500	0%	90%
928	Nc	Société Ram Rej ingénierie SA	Secteur des mines et carrières	4 703 500	0%	90%
929	Nc	Société Smk2	Secteur des mines et carrières	4 671 560	0%	90%
930	748770468	UPTIME	Secteur des mines et carrières	4 645 250	0%	90%
931	Nc	société Guinea Universel Mining Coupang Sarlu	Secteur des mines et carrières	4 626 524	0%	90%
932	111211819	VETRO GUINEA RESSOURCES SA	Secteur des mines et carrières	4 592 850	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
933	Nc	STE UNITED ORBEDIES SA	Secteur des mines et carrières	4 532 816	0%	90%
934	Nc	STE ENTREPRISE PSCM	Secteur des mines et carrières	4 510 000	0%	90%
935	Nc	STE GUINEENNE DES MINES ET CONSTRUCTION SARL	Secteur des mines et carrières	4 425 000	0%	90%
936	Nc	STE XISHA CO LTD	Secteur des mines et carrières	4 423 437	0%	90%
937	Nc	STE BEYLA MINING	Secteur des mines et carrières	4 400 059	0%	90%
938	Nc	STE ZHONGBANG MINING SARL	Secteur des mines et carrières	4 393 500	0%	90%
939	Nc	STE GUINEENNE DES MINES ET CONSTRUCTIONS	Secteur des mines et carrières	4 387 000	0%	90%
940	Nc	STE SOGE MINE GUINEE 1	Secteur des mines et carrières	4 376 190	0%	90%
941	Nc	STE SOGE MINE GUINEE 2	Secteur des mines et carrières	4 376 190	0%	90%
942	Nc	BEYLA MINING ET MINIRALS SARLU	Secteur des mines et carrières	4 356 534	0%	90%
943	Nc	LUSSO MANDIANA SARL	Secteur des mines et carrières	4 356 534	0%	90%
944	Nc	STE SHRINIBASH RESOURCES -SARLU	Secteur des mines et carrières	4 333 200	0%	90%
945	Nc	STE KODIA CONLTING SARL	Secteur des mines et carrières	4 327 336	0%	90%
946	Nc	STE REMA TIP TOP GUINEA SARLU	Secteur des mines et carrières	4 323 200	0%	90%
947	Nc	STE ODAV MULTI INDUSTRIES SA	Secteur des mines et carrières	4 322 983	0%	90%
948	Nc	SHRINIBASH RESOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	4 322 335	0%	90%
949	Nc	STE ID GOLD MINING RESSOURCES	Secteur des mines et carrières	4 320 402	0%	90%
950	Nc	STE SOFAC BD RESSOURCES MINING SARL	Secteur des mines et carrières	4 320 402	0%	90%
951	Nc	STE WEST AFRICAC TITANIUM LTD	Secteur des mines et carrières	4 319 105	0%	90%
952	Nc	GROUP FORTUNE SA	Secteur des mines et carrières	4 305 221	0%	90%
953	Nc	STE GUINEA GULE MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	4 305 221	0%	90%
954	Nc	STE MINIERE OUEST AFRICAINE SARLU	Secteur des mines et carrières	4 304 576	0%	90%
955	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP ET MINERAL	Secteur des mines et carrières	4 300 000	0%	90%
956	Nc	STE KLIMANDJARO TRADING COMPANY SARLU	Secteur des mines et carrières	4 300 000	0%	90%
957	Nc	STE UNIVERSAL MINERAL SARL	Secteur des mines et carrières	4 296 771	0%	90%
958	Nc	STE REMATIP TOP GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	4 295 057	0%	90%
959	Nc	STE ELECTRUM RESSOURCES SARLU	Secteur des mines et carrières	4 285 000	0%	90%
960	Nc	STE STAR D'EXPLOITATION MINING SARLU	Secteur des mines et carrières	4 283 000	0%	90%
961	Nc	Société Tusk Carital Mining Guinée Sarl	Secteur des mines et carrières	4 280 623	0%	90%
962	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP & MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	4 260 000	0%	90%
963	Nc	STE AXIS BUSINESS MANAGEMENT GROUP& MINERALS SARLU	Secteur des mines et carrières	4 250 000	0%	90%
964	Nc	SOCIETE AGBAA	Secteur des mines et carrières	4 215 965	0%	90%
965	446972176	SOCIETE IMPACT AFRICA MINING SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	4 118 738	0%	90%
966	Nc	Société Guinéenne de financement et d'investissement	Secteur des mines et carrières	4 057 974	0%	90%
967	Nc	société Wade	Secteur des mines et carrières	4 007 564	0%	90%
968	Nc	Guinéeminer SARL	Secteur des mines et carrières	4 000 000	0%	90%
969	505178731	SOCIETE NIMBA GOLD SARL	Secteur des mines et carrières	3 777 441	0%	90%
970	Nc	Silver vallée-international	Secteur des mines et carrières	3 750 000	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
971	Nc	Société Chino Africain Ternation	Secteur des mines et carrières	3 600 000	0%	90%
972	436774111	BAUER RESOURCES GUINEE	Secteur des mines et carrières	3 579 848	0%	90%
973	Nc	société Toro Gold	Secteur des mines et carrières	3 526 620	0%	90%
974	791485980	SOCIETE ZHONG JIANG SARL	Secteur des mines et carrières	3 500 000	0%	90%
975	Nc	GUNNERA SARL	Secteur des mines et carrières	3 381 038	0%	90%
976	Nc	Société OR SARL	Secteur des mines et carrières	3 333 363	0%	90%
977	Nc	Société Guinean Pionneur	Secteur des mines et carrières	3 317 000	0%	90%
978	Nc	Société Mineral Gold	Secteur des mines et carrières	3 290 000	0%	90%
979	Nc	Société Kindia Ressources	Secteur des mines et carrières	3 163 634	0%	90%
980	943691238	BOKE MINING SERVICES	Secteur des mines et carrières	3 142 610	0%	90%
981	251568143	SOCIETE TREDEMERCE INTERNATIONAL GROUP - SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	3 133 551	0%	90%
982	Nc	Société Kindia Ressource Sa (Bokoro)	Secteur des mines et carrières	3 099 000	0%	90%
983	Nc	Société Kb Gold Sarlu Pour Ex:2021	Secteur des mines et carrières	3 071 839	0%	90%
984	Nc	Société Kb Gold Sarlu Pour Ex:2022	Secteur des mines et carrières	3 071 839	0%	90%
985	Nc	ONIX INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières	3 036 000	0%	90%
986	Nc	Alpha Yaya Diallo Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
987	Nc	Amadou Aliou Diallo Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
988	Nc	Cherif mohamed Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
989	Nc	Elhaj moussa Tounkara Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
990	Nc	HASSANE DAYEK Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
991	Nc	Ibrahima Toure Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
992	Nc	Kaba Mory Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
993	Nc	Kouyaté Mohamed Lamine Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
994	Nc	Mohamed Abdallah Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
995	Nc	Mohamed cisse Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
996	Nc	Sekou oumar diaby Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
997	Nc	Soumaoro mamady Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
998	Nc	Sylla Fodedji Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	3 000 000	0%	90%
999	Nc	Société Guinea Mirals Ressources Sarl	Secteur des mines et carrières	2 978 604	0%	90%
1000	961652708	PELFACO GUINEA LIMITED- SA	Secteur des mines et carrières	2 893 191	0%	90%
1001	Nc	Société SOSIM Mining SARLU	Secteur des mines et carrières	2 800 000	0%	90%
1002	Nc	Société Mamou Ressource Sarlu	Secteur des mines et carrières	2 672 516	0%	90%
1003	Nc	Société Dynamic Mining	Secteur des mines et carrières	2 660 797	0%	90%
1004	Nc	Société Toro Gold LTD	Secteur des mines et carrières	2 655 154	0%	90%
1005	578069999	ALPHA OUMAR DIALLO / ENTRACO	Secteur des mines et carrières	2 600 000	0%	90%
1006	Nc	Camara alhassane Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	2 500 000	0%	90%
1007	Nc	Cisse ibrahima collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	2 500 000	0%	90%
1008	Nc	Elhadj Mamady Koita Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières	2 500 000	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
1009	Nc	Mohamed Djikinne Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières	2 500 000	0%	90%
1010	Nc	Mohamed traore Collecteur Redevance	Secteur des mines et carrières	2 500 000	0%	90%
1011	Nc	Youssouf Berete Collecteur redevance	Secteur des mines et carrières	2 500 000	0%	90%
1012	Nc	SOMIKA	Secteur des mines et carrières	2 406 300	0%	90%
1013	Nc	société Djoma Holding Mining	Secteur des mines et carrières	2 331 663	0%	90%
1014	764993598	SOCIETE GUINEENNE DE MAINTENANCE DE CONSTRUCTION ET DE TRAVAUX PUBLICS	Secteur des mines et carrières	2 313 500	0%	90%
1015	Nc	Developpement Guinea	Secteur des mines et carrières	2 194 073	0%	90%
1016	Nc	Richard Jonhson Acheteur Redevance Comptoir Paradis des Pierres precieuses	Secteur des mines et carrières	2 181 596	0%	90%
1017	204160840	SOCIETE GUINEENNE DE FINACEMENT ET INVESTISSEMENT SARLUNIPERS	Secteur des mines et carrières	2 164 250	0%	90%
1018	Nc	Soguiacom	Secteur des mines et carrières	2 160 000	0%	90%
1019	Nc	AMR	Secteur des mines et carrières	2 104 186	0%	90%
1020	Nc	Société M S Cab et Fils	Secteur des mines et carrières	2 051 800	0%	90%
1021	Nc	Société Benkady Guinee Sarlu	Secteur des mines et carrières	2 041 370	0%	90%
1022	Nc	MMMT GUINEE CNY GROUPE	Secteur des mines et carrières	2 015 400	0%	90%
1023	478090178	GROUPE JEUNES BOSSEURS SERVICES	Secteur des mines et carrières	2 000 000	0%	90%
1024	Nc	Société Aljan Guinée SARL	Secteur des mines et carrières	1 930 000	0%	90%
1025	454148685	SOCIETE HUAXIN CONSTRUCTION CO.LTD GUINEE SARLU	Secteur des mines et carrières	1 892 571	0%	90%
1026	697475184	SOCIETE MINING SERVICES SOLUTIONS SARL	Secteur des mines et carrières	1 889 000	0%	90%
1027	Nc	CGC/GEFECO	Secteur des mines et carrières	1 849 392	0%	90%
1028	Nc	Société Lucky Mining Minerale Sarl	Secteur des mines et carrières	1 815 292	0%	90%
1029	798581039	GUINEO-MALIENNE D'OR	Secteur des mines et carrières	1 780 000	0%	90%
1030	415364421	SOCIETE GUINEAN BRAIN TOUCH SARL	Secteur des mines et carrières	1 711 752	0%	90%
1031	Nc	SIGMA GOLD	Secteur des mines et carrières	1 634 100	0%	90%
1032	451104525	CHINA RAILWAY 17TH BUREAU GROUP CO., LTD SUCC	Secteur des mines et carrières	1 543 211	0%	90%
1033	225082478	AFRIC INNOVATION TECHNOLOGIE	Secteur des mines et carrières	1 500 000	0%	90%
1034	Nc	Société Vetro Gold SARL	Secteur des mines et carrières	1 450 512	0%	90%
1035	Nc	PURE BULLION	Secteur des mines et carrières	1 376 700	0%	90%
1036	Nc	Société GGM SARL	Secteur des mines et carrières	1 366 200	0%	90%
1037	Nc	EXPOGOLA SARLU	Secteur des mines et carrières	1 351 500	0%	90%
1038	Nc	Société Fria Ressources M Sarl	Secteur des mines et carrières	1 334 618	0%	90%
1039	Nc	Société RBB Compagny	Secteur des mines et carrières	1 331 394	0%	90%
1040	978519262	RODO OIL GUINEE	Secteur des mines et carrières	1 320 000	0%	90%
1041	Nc	CWF	Secteur des mines et carrières	1 270 969	0%	90%
1042	Nc	QYU TECH GOLD & DIAMOND	Secteur des mines et carrières	1 173 900	0%	90%
1043	Nc	FELABU GLOBAL TRADE	Secteur des mines et carrières	1 119 600	0%	90%
1044	Nc	ORBEX BULLION	Secteur des mines et carrières	1 056 600	0%	90%
1045	Nc	Société Guiter Sa	Secteur des mines et carrières	1 009 000	0%	90%

N°	NIF	Société	Secteur	Montant	%	%CUM
1046	Nc	Société Djoma Mining SA	Secteur des mines et carrières	953 984	0%	90%
1047	Nc	AMADOU BAH BUSINESS	Secteur des mines et carrières	902 100	0%	90%
1048	Nc	STAR GOLD INTERNATIONAL	Secteur des mines et carrières	881 400	0%	90%
1049	Nc	Société Guinea Mining Ressour	Secteur des mines et carrières	861 500	0%	90%
1050	Nc	Société Guinean Gold exploration	Secteur des mines et carrières	861 191	0%	90%
1051	Nc	DIVAKARAN MINERALS	Secteur des mines et carrières	836 700	0%	90%
1052	Nc	ETS MORY DIANE CENTER	Secteur des mines et carrières	818 400	0%	90%
1053	Nc	Société Alian-Guinee Sarl	Secteur des mines et carrières	807 000	0%	90%
1054	Nc	Société Xing hong SARL	Secteur des mines et carrières	800 000	0%	90%
1055	676469364	SOCIETE MACI MINING -SARL	Secteur des mines et carrières	690 000	0%	90%
1056	Nc	Société ALIAN-GUINEE SARL	Secteur des mines et carrières	680 000	0%	90%
1057	647252139	SOCIETE SANGARE ET AMIS	Secteur des mines et carrières	648 000	0%	90%
1058	Nc	Société Golgem	Secteur des mines et carrières	595 700	0%	90%
1059	Nc	Société ECOC Mining SARL	Secteur des mines et carrières	595 158	0%	90%
1060	Nc	EURO-T AFRICA	Secteur des mines et carrières	590 400	0%	90%
1061	Nc	LAZOU	Secteur des mines et carrières	580 200	0%	90%
1062	820783611	SOCIETE ANTI POLLUTION ET MAINTENANCE	Secteur des mines et carrières	580 000	0%	90%
1063	Nc	Société ARGO Mining SARLU	Secteur des mines et carrières	515 414	0%	90%
1064	Nc	Camara Ousmane Courtier Redevance	Secteur des mines et carrières	500 000	0%	90%
1065	Nc	Société Bleues SARL	Secteur des mines et carrières	438 600	0%	90%
1066	983553900	CASSIDY GOLD GUINEE SA	Secteur des mines et carrières	399 059	0%	90%
1067	Nc	Société granite d'Industrie et Commerce	Secteur des mines et carrières	300 000	0%	90%
1068	Nc	Société Pavid Diamont Sarl	Secteur des mines et carrières	295 000	0%	90%
1069	Nc	JMM SARLU	Secteur des mines et carrières	265 200	0%	90%
1070	Nc	Société Penta Gold Field Company Sau	Secteur des mines et carrières	260 463	0%	90%
1071	Nc	Société Spic Guinea Colia mining	Secteur des mines et carrières	217 200	0%	90%
1072	Nc	Société Mtb Sarl	Secteur des mines et carrières	211 000	0%	90%
1073	Nc	Mgc Mining Ressource Sarl	Secteur des mines et carrières	204 450	0%	90%
1074	Nc	CGE	Secteur des mines et carrières	200 000	0%	90%
1075	Nc	Société de Mines de Guinée	Secteur des mines et carrières	138 953	0%	90%
1076	Nc	Market bis gold	Secteur des mines et carrières	93 831	0%	90%
1077	Nc	Victor Kenane	Secteur des mines et carrières	46 599	0%	90%
1078	Nc	IDC	Secteur des mines et carrières	29 483	0%	90%
1079	Nc	SOCIETE GUINEEN D'INVESTISSEMENT ET DE FINANCEMENT SARLU	Secteur des mines et carrières	4 306	0%	90%
1080	Nc	SWR Inter	Secteur des mines et carrières	1 680	0%	90%
		Non identifié; Redevance superficiare déclarée par l'ANAIM		174 626 915 925	10%	99%
		Non identifié; Dépenses quasi-budgétaires déclarée par l'ANAIM		15 408 634 133	1%	100%
Total général				1 836 116 767 723	100%	

Annexe 17 : Déclaration unilatérale par taxes

N°	Nomenclature des flux	Unilatérale
	Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)	903 133 350
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	
2	Dividendes	903 133 350
3	Impôt sur la plus-value sur cession	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	
	Fonds d'Investissement Minier (FIM)	8 218 362 535
5	Droits fixes	8 218 362 535
6	Taxe sur les substances de carrières	
	Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	30 469 910 119
7	Droits fixes	26 854 882 824
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	3 615 027 295
	Direction Général des Impôts (DGI)	532 555 650 710
9	Impôt sur les sociétés	100 374 409 406
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	18 388 122 884
11	Retenues à la Source	57 717 898 281
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	11 486 936 584
13	Retenues sur les salaires	92 244 241 751
14	Versement forfaitaire sur les salaires	66 870 672 718
15	Taxe d'apprentissage	331 440 702
16	Taxe sur contrat d'assurance	
17	Retenue à la source sur les loyers	
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	180 229 018 178
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	
20	Produits d'enregistrement	
21	Amendes et pénalités fiscales	4 912 910 206

N°	Nomenclature des flux	Unilatérale
	Direction Générale de Douane (DGD)	908 542 361 100
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..)	27 352 156 933
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	778 231 862 005
24	Amendes et pénalités douanières	102 958 342 162
25	Prestations aéroport Siguri	
	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)	179 223 421 093
26	Loyers des infrastructures minières	4 596 505 168
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	
28	Redevances portuaires	174 626 915 925
	Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)	4 663 949 330
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	
30	Droits de suite	938 860 547
31	Royalties / redevances	
32	Produit de cession des droits miniers	
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	3 725 088 783
	Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)	53 471 502 497
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	19 044 741 600
37	Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	
38	Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	34 426 516 978
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	
40	Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	243 919
	Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)	4 608 817 110
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	1 548 817 110
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	3 060 000 000
	Direction Nationale des Mines (DNM)	4 227 616 772

N°	Nomenclature des flux	Unilatérale
43	Taxe sur les substances de carrières	4 227 616 772
44	Pénalités liées aux infractions minières	
	Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)	82 014 935 242
45	Cotisations sociales	82 014 935 242
	Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)	6 112 903 820
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	6 112 903 820
	à préciser	-
47	Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	
	Collectivités locales	5 695 569 913
48	Redevance superficielle	5 695 569 913
	Dépenses quasi fiscales	15 408 634 133
	Dépenses quasi fiscales de l'ANAIM	15 408 634 133
	Total Paiements en numéraire	1 836 116 767 723

Annexe 18 : Définition des flux de paiement

Référence FD	Flux	Secteur		Administration concernée
		Minier	Pétrolier	
1	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers : La délivrance d'un titre minier est faite contre paiement des frais d'instruction au CPDM. Le montant en fonction du type du titre minier. Article 1 de l'arrêté conjoint A/2016/6074/MEF/MMG/SGG fixant les taux et tarifs des droits fixes, des taxes et redevances résultant de l'octroi, du renouvellement de la prorogation, du transfert et/ou de l'amodiation des titres miniers et autorisations.	X		CPDM
2	Droits fixes : La délivrance d'un titre minier est faite contre paiement des droits fixes au CPDM. Le montant en fonction du type du titre minier. Article 1 de l'arrêté conjoint A/2016/6074/MEF/MMG/SGG fixant les taux et tarifs des droits fixes, des taxes et redevances résultant de l'octroi, du renouvellement de la prorogation, du transfert et/ou de l'amodiation des titres miniers et autorisations. Le tarif est selon la substance extraite. Article A/2016/6074/MEF/MMG/SGG.	X		DGTP
3	Taxe sur les substances de carrières : L'exploitation et le ramassage des Substances de carrières sont soumis au paiement d'une taxe dont les taux sont fixés par arrêté conjoint du Ministre en charge des Mines et de la Géologie et du Ministre en charge des Finances.	X		DNM
4	Pénalités liées aux infractions minières: il est institué des pénalités lors de la constatation des infractions aux prescriptions du présent Code Minier et des textes pris pour son application sont constatées par les	X		DNM
5	Officiers de Police Judiciaire, les Agents assermentés de la Direction Nationale des Mines et tous autres Agents spécialement commis à cet effet selon l'article 204 du Code Minier 2011 amendé.			
6	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or : Toute exportation d'Or est soumise à une redevance de la BCRG. Elle couvre la réception, conservation et transport sécurisé jusqu'à l'aéroport de chaque exportation d'Or. Le Tarif est de 300 GNF par Gramme.	X		BCRG
7	Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres) : Tout titulaire d'un Titre d'exploitation minière qui procède à l'extraction de Métaux précieux est redevable d'une taxe d'extraction sur la production industrielle ou semi-industrielle des Métaux précieux et d'une taxe à l'exportation lorsque cette production est destinée à l'exportation selon l'article 161-I du Code Minier et l'article 7 du décret D/2014/013/PRG/SGG relatif à l'application des dispositions financières du Code Minier.	X		BCRG / DGD
8	Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres) : L'or extrait en Guinée par les titulaires d'une Autorisation d'exploitation artisanale sont soumis à une taxe à l'exportation pour l'or, le taux de cette taxe est de un pour cent (1%), la valeur de référence pour le calcul de cette taxe étant le cours d'achat de l'or par la BCRG selon l'article 164 du Code Minier 2011 et l'article 8 du décret D/2014/013/PRG/SGG relatif à l'application des dispositions financières du Code Minier.	X		BCRG / DGD
9	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes) : Tout titulaire d'un Titre d'exploitation minière qui procède à l'extraction des pierres précieuses est redevable d'une taxe sur l'extraction et à une e à l'exportation pour celles qui sont	X		BNE / DGD

Référence FD	Flux	Secteur		Administration concernée
		Minier	Pétrolier	
	exportées à l'état brut ou taillé selon l'article et 161 et 163-II du Code Minier 2011 et l'article 9 du décret D/2014/013/PRG/SGG relatif à l'application des dispositions financières du Code Minier.			
10	Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes) : les pierres précieuses et pierres Gemmes extraits en Guinée par les titulaires d'une Autorisation d'exploitation artisanale sont soumis à une taxe à l'exportation aux taux suivants : (3%) pour une valeur unitaire inférieur à 500 000 USD, telle que fixée par les experts BNE et 5% pour une valeur supérieur à 500 000 USD et ce selon les dispositions de l'article 164 du Code Minier et l'article 10 du décret D/2014/013/PRG/SGG relatif à l'application des dispositions financières du Code Minier.	X		BNE / DGD
11	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes : l'obtention de licence de comptoirs de diamant et autres gemmes est soumise au paiement d'une redevance annuelle selon l'article 43 de la Loi de Finances 2011.	X		BNE
12	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or : l'obtention de licence de comptoirs d'Or est soumise au paiement d'une redevance annuelle selon l'article 45 de la Loi de Finances 2011.	X		BNE
13	Impôt sur les sociétés (IS) : Les personnes morales exerçant des activités en Guinée ou y possédant des biens sans y avoir leur siège social sont soumises au paiement de l'impôt sur les sociétés au taux de 35% imposable pour selon les articles 228 et 229 du Code Général des Impôt (CGI). 30% pour les sociétés, titulaires d'un Titre d'exploitation minière selon article 176 du CGI. À compter du 1er janvier 2022, les modifications suivantes ont été apportées : • Limite de déduction des déficits : 70% du déficit d'un exercice est déductible du bénéfice de l'exercice suivant ; • 1,5 ‰ des dons, pourboires et libéralités sont déductibles, contre 1 ‰ ; • Charges entre entreprises liées sont déductibles à hauteur de : • 2% du CA HT, pour les redevances relatives à l'utilisation d'une marque, d'un nom commercial ou d'un droit analogue ; • 5% du montant cumulé hors taxes des achats effectués, pour les commissions versées à un intermédiaire ; • 5% du coût d'achat hors taxe pour la centrale, pour les achats effectués auprès d'une centrale d'achat ou d'une entreprise exerçant une fonction similaire ; • 10% des autres charges d'exploitation, pour les frais d'assistance technique et de gestion, tels que les services d'assistance comptable, financière, juridique ou des frais d'étude et assimilé ; et • 10% du chiffre d'affaires, pour les frais généraux de siège. • Acquisitions de matériels, outillages et mobiliers de bureau inférieur à 5 000 000 GNF (au lieu de 100 000GNF) peuvent être comptabilisées en charge ;	X	X	DNI

Référence FD	Flux	Secteur		Administration concernée
		Minier	Pétrolier	
	- Amortissement des véhicules déductibles dans la limite de 100 000 000 GNF (au lieu de 20 000 000 GNF) ; - Suppression des amortissements réputés différés ; - Nouvelles obligations des sociétés soumises à l'IS de déclarer les informations relatives aux paiements ;			
14	Taxe à l'extraction des substances minières: Tout titulaire d'un Titre d'exploitation minière qui procède à l'extraction de Substances minières, autres que les substances précieuses, est redevable d'une taxe sur	X		DNI
15	l'extraction de ces Substances minières selon l'article 161 du Code Minier et l'article 4 u décret D/2014/013/PRG/SGG relatif à l'application des dispositions financières du Code Minier.			
16	Retenues à la Source : Les entreprises doivent appliquer des retenues à la source de 10% libératoire de tout autre impôt au titre :	X	X	DNI
17	Des revenus salariaux versés au personnel expatrié au taux de 10% des salaires payés en Guinée et hors Guinée.			
18	Des règlements d'honoraires et de prestations des entreprises ou personnes étrangères non établies en République de Guinée.			
19	Pour les contrats d'assurance conclus avec les compagnies étrangères non établies en Guinée, ils seront assujettis à la législation en vigueur (Article 187 du Code Général des Impôts).			
20	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques composé du prélèvement sur le BIC, du prélèvement sur les bénéfices non commerciaux, du précompte de 10%, et du précompte de 50% de TVA.	X	X	DNI
21	Les traitements, salaires, indemnités, émoluments et rémunérations assimilées, y compris les primes de toute nature, sont soumis à l'impôt. La retenue à la source (RTS) est calculée en appliquant un barème par tranche de revenus au revenu mensuel imposable, conformément aux articles 51 et 63 du CGI. À compter du 1er janvier 2022, les modifications suivantes ont été apportées : - Introduction d'un nouveau taux de 8 % pour la tranche de revenus comprise entre 3 000 001 et 5 000 000 GNF ; - Application d'un taux de 15 % pour la tranche de revenus comprise entre 10 000 001 et 20 000 000 GNF ; - Suppression de la déduction forfaitaire de 10 % sur la base taxable à la RTS ; - Exonération totale des indemnités forfaitaires de logement, transport, panier, repas, ainsi que des primes de cherté de vie et de craie (auparavant déductibles à hauteur de 25 %).	X	X	DNI
22	Versement forfaitaire sur les salaires : Versement mensuel ou trimestriel par les employeurs, au profit du budget national, d'une somme égale à 6% du montant global des traitements, salaires, indemnités et émoluments effectivement payés par eux à l'ensemble du personnel, y compris les avantages en argent et en nature (Article 201 du Code Général des Impôts). à compter de 1 ^{er} janvier 2022, les modifications	X	X	DNI

Référence FD	Flux	Secteur		Administration concernée
		Minier	Pétrolier	
	suyvantes ont été apportées : exonération du versement forfaitaire sur les salaires et rémunération versés aux personnes handicapées physiques (dans la limite de 1 200 000 GNF annuelle);			
23	Taxe d'apprentissage : Il est perçu au profit du Budget National une taxe dite d'apprentissage. Cette taxe est due par les personnes physiques Le taux de la taxe est fixé à 3%. Art.204 du CGI. À compter de 1 ^{er} janvier 2022, les modifications suivantes ont été apportées, réduction du taux de TA de 3% à 2% (montant annuel supérieur à 30 000 GNF) ;	X	X	DNI
24	Taxe sur les contrats d'assurance : La taxe est assise sur le montant des sommes stipulées au profit de l'assureur et de tous accessoires dont celui-ci	X	X	DNI
25	bénéficie directement ou indirectement du fait de l'assuré. Le Taux est fixé comme suit : 20% pour les risques de toute nature de navigation maritime, 8% pour les autres risques, Assurances sur la vie et rentes viagères : 5%, 12% pour les assurances contre les risques de toutes natures non visés ci-dessus : (LF1996, art.97).			
26	Retenue à la source sur les loyers : le montant de la retenue est égal à 15% du montant du loyer brut qui doit être reversé à la caisse du Receveur des Impôts dans les 15 jours du mois suivant le paiement du loyer. La retenue est déduite du loyer versé au propriétaire. Art.270 du CGI.	X	X	DNI
27	Taxe sur la valeur ajoutée reversée : Il s'agit de la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations relevant d'une activité économique qui constituent une importation, une livraison de biens ou une prestation de services effectuée sur le territoire de la Guinée sont assujettis à la TVA de 18% Article 373 du CGI.	X	X	DNI
28	Impôt sur le Patrimoine (CFU) : La Contribution Foncière Unique (CFU) est due par les personnes physiques ou morales possédant des propriétés foncières bâties au 1er Janvier de l'année d'imposition.	X	X	DNI
29	10% de la valeur locative annuelle pour les immeubles occupés par les propriétaires ; 15% de la valeur locative annuelle pour les immeubles à location. Article 265 du CGI (LF1998, art 21)			
30	Produits d'enregistrement : Il s'agit des Droits de mutation des biens meubles, droits sur les sociétés, droits sur les marchés, des droits de timbres à l'import véhicule et tout autre droit de mutation (Chapitre 1 du titre IV du CGI)	X	X	DNI
31	Taxe sur téléphone : Il s'agit de la Taxe d'accès au Réseau des Télécommunications et de la Taxe sur Communications Téléphoniques.	X	X	DNI
32	Amendes et pénalités fiscales : Amendes et pénalités pour non-respect de la législation fiscale (CGI).	X	X	DNI
33	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc..) : Selon l'article 163 du Code Minier 2011 Amendé l'exportation des Substances minières est soumise à une taxe dont l'assiette est déterminée en fonction de la teneur, du poids des Substances minières exportées et de l'indice de prix applicable aux Substances minières exportées, le taux applicable : - Fer : 2% - Bauxite : 0,075% - Métaux de base (Cuivre, Etain, Nickel, Zinc) : 2%	X		DGD
34	Autres droits de douanes (Droits, TVA, etc..) : Le Tarif Douanier est composé d'un droit à l'entrée dit Droit Fiscal d'Importation (DFI) et d'un droit à la sortie, ou Droit Fiscal d'Exportation (DFE). Inclut également	X	X	DGD

Référence FD	Flux	Secteur		Administration concernée
		Minier	Pétrolier	
	les Taxes d'enregistrement sur les importations (ces taxes sont définies selon les conventions - taux moyen de 0,5% de la valeur en douane) ainsi que les Redressements douaniers (pénalités) (il s'agit des montants versés par les sociétés minières en cas de constatation d'infractions à la législation douanière en vigueur ou à des redressements douaniers).			
35	Amendes et pénalités douanières : Amendes et pénalités pour non respect de la législation douanière (Code des douanes).	X	X	DGD
36	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM) : l'extraction des substances minières est soumise au paiement de la Taxe Spéciale sur les Produits Miniers au profit de la DNTCP dont le montant est fixé conventionnellement.	X		DNTCP
37	Dividendes : Les dividendes sont les revenus que l'État perçoit en rémunération de sa participation dans le capital des sociétés minières.	X		DNTCP
38	Conformément à l'Article 167 du Code Minier, l'attribution faite par l'État d'un permis d'exploitation ou d'une concession minière donne droit à l'État à des actions d'apport représentant 15% du capital de la société d'exploitation.			
39	Impôt sur la plus-value sur cession : Impôt versé à la suite d'une cession entre investisseurs, actionnaires et/ou détenteurs de titres miniers (soit sur la plus-value sur cession ; soit suite à l'octroi des autorisations de transfert).	X		DNTCP
40	Taxe sur la consommation de bauxite : Taxe frappant la consommation du bauxite brut utilisé dans la transformation en produits finis/semifinis	X		DNTCP
41	Loyers de Infrastructures minières : l'ANAIM/DNTCP reçoit directement les loyers des infrastructures minières (ports, chemin de fer, etc..), ces loyers sont déterminés avec la société d'exploitation minière de façon conventionnelle.	X		ANAIM/DNTCP
42	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat : toute convention de prise en charge par une société minière la fourniture d'infrastructures minières (chemin de fer, ports, etc.) et la contrepartie de l'Etat.	X		ANAIM/DNTCP
43	Redevances portuaires			ANAIM/DNTCP
44	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI : il s'agit des commissions ou de royalties que le SOGUIPAMI collecte en contre partie des prestations effectuées pour l'Etat ou pour les sociétés minières	X		SOGUIPAMI
45	Droits de suite : la SOGUIPAMI a conclu des accords de partenariat avec des sociétés extractives. Ces accords donnent lieu à la perception par la SOGUIPAMI de royalties ou droits de suite, dont le taux est fixé dans les contrats de partenariats, la SOGUIPAMI a commencé à percevoir des royalties (ou droits de suite) sur certains projets à partir de 2017.	X		SOGUIPAMI
46	Royalties / redevances : Les royalties sont négociées avec les sociétés minières en contrepartie de l'appui technique et administratif de la SOGUIPAMI et sont généralement fixées en pourcentage de la valeur de production ou par un montant fixe pour chaque tonne produite.	X		SOGUIPAMI
47	Produit de cession des droits miniers: Impôt versé à la suite d'une cession entre investisseurs, actionnaires et/ou détenteurs de titres miniers (soit sur la plus-value sur cession ; soit suite à l'octroi des autorisations de transfert).	X		SOGUIPAMI
48	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)			SOGUIPAMI

Référence FD	Flux	Secteur		Administration concernée
		Minier	Pétrolier	
49	Prestations aéroport Siguri	X		DGD
50	Cotisations sociales : La cotisation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale est instituée par le Code de la Sécurité Sociale. Elle est obligatoire pour tous employeurs et employés soumis au Code du Travail sans aucune distinction.	X	X	CNSS
51	Le taux de cette cotisation est de 23% sur le salaire de base, dont 18% supporté par l'employeur et 5% par l'employé			
52	Contribution à la formation professionnel et apprentissage	X	X	ONFPP
53	Autres paiements significatifs: (>100 KUSD/700 millions de GNF) tout paiement dépassant 700 millions de GNF / 100 KUSD qui n'a pas été couvert par l'étude de cadrage.	X	X	Toutes
54	Redevance superficielle : Tout titulaire d'un Titre minier ou d'une Autorisation d'exploitation de Substances de carrières qui lui donne	X		Collectivités
55	le droit de se livrer à des Activités minières ou de carrières, est soumis au paiement annuel d'une redevance superficielle, conformément au tableau ci-après pour les Substances minières, et à un arrêté conjoint du Ministre en charge des Mines et du Ministre en charge des Finances pour les Substances de carrières. Cette redevance superficielle est proportionnelle à la superficie décrite dans le Titre minier ou dans			
56	l'Autorisation.			
57	Autres paiements infranationaux : tout autre paiement infranational prévu la législation en vigueur et non couvert par l'étude de cadrage.	X		Collectivités
58	Contribution au développement local : Contribution obligatoire au développement local prévue dans les conventions minières	X		Collectivités
59	Contribution FODEL : Contribution fixée par un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé par le titulaire d'un titre minier selon une Convention de Développement Local avec la Communauté locale résidant sur ou à proximité immédiate de son Titre d'exploitation minière. Elle est fixée à : - 0,5% du chiffre d'affaires de la société réalisé sur le Titre minier de la zone pour les substances minières de catégorie ; - (1%) pour les autres substances minières. - Article 130 du Code Minier 2011 Amendé	X		Collectivités
60	Paievements sociaux volontaires : Ces flux concernent l'ensemble des contributions volontaires faites par les sociétés extractives dans le cadre du développement local.	X	X	N/a
61	Paievements sociaux obligatoires: Les versements effectués par les sociétés extractives pour le financement de projets d'infrastructures sanitaires, scolaires, routiers, maraîchages et celles d'appui aux actions des communautés locales qui sont prévus dans la convention minière signé avec l'Etat.	X	X	N/a
62	Dépenses quasifiscales : incluent les accords par le biais desquels les entreprises d'Etat entreprennent des dépenses sociales, telles que les paiements pour des services sociaux, pour des infrastructures publiques, pour des subventions sur les combustibles ou le service de la dette nationale, etc...	X	X	N/a
63	Versements au titre de la réhabilitation de l'environnement : Article 144 du Code Minier	X		Ministère de l'environnement
66	Autres taxes et redevances environnementales	X		Ministère de l'environnement
67	Transferts aux Collectivités locales : transferts au titre droits fixes, la taxe sur l'extraction des substances minières autre que les Métaux précieux, la taxe sur la production industrielle ou semi-industrielle des	X		N/a

Référence FD	Flux	Secteur		Administration concernée
		Minier	Pétrolier	
	Métaux précieux, la taxe sur les Substances de carrières, la taxe à l'exportation sur les substances minières autres que sur les substances précieuses et la taxe à l'exportation sur la production artisanale d'or conformément à l'article 165 du Code Minier 2011.			
68	Transferts au Fonds d'Investissement Minier (FMI) : transferts au titre droits fixes, la taxe sur l'extraction des substances minières autre que les Métaux précieux, la taxe sur la production industrielle ou semi-industrielle des Métaux précieux, la taxe sur les Substances de carrières, la taxe à l'exportation sur les substances minières autres que sur les substances précieuses et la taxe à l'exportation sur la production artisanale d'or conformément à l'article 165 du Code Minier 2011.	X		N/a
69	Transferts au profit du Bureau National d'Expertise (BNE) au titre de la taxe à l'exportation sur la production artisanale, industrielle et semi-industrielle de Pierres précieuses et Pierres Gemmes conformément à l'article 165 du Code Minier.	X		N/a
70	Transferts ANAIM au FIM au titre de la quote-part des loyers reçus de la CBG (L'arrêté conjoint n° 3057/MMG/MAF/CAB/SGG/2004)	X		N/a
71	Autres transferts : tout autre transfert non couvert par l'étude de cadrage.	X		N/a

Annexe 19 : Les fiches de réconciliation par société

Dénomination de la société		SOCIETE MINIERE DE BOKE (SMB)-SA			NIF			840333827			Période		2022	
N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire					
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif							
Flux de paiement en numéraire														
Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)														
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	-					
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-					
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	-					
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	-					
Fonds d'investissement Minier (FIM)														
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	0	-					
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	-					
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)														
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	0	-					
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	-					
Direction Général des Impôts (DGI)														
9	Impôt sur les sociétés	728 191 935 486	206 598 359 513	934 790 294 999	538 762 645 161	171 065 624 000	709 828 269 161	0	224 962 025 838					
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc.)	18 406 406 750	-	18 406 406 750	18 406 406 750	-	18 406 406 750	-	-					
11	Retenues à la Source	651 200 037 474	2 249 099 866	653 449 137 340	428 487 111 493	-	428 487 111 493	-	224 962 025 847 Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre					
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	1 492 306 840	1 460 329 021	2 952 635 861	2 952 635 861	-	2 952 635 861	-	-					
13	Retenues sur les salaires	1 460 329 013	(1 460 329 021)	(8)	-	-	-	-	(8) Non significatif < 8 600 000 GNF					
14	Versement forfaitaire sur les salaires	5 640 041 370	-	5 640 041 370	5 640 041 370	-	5 640 041 370	-	-					
15	Taxe d'apprentissage	7 226 408 039	-	7 226 408 039	7 226 408 040	-	7 226 408 040	-	(1) Non significatif < 8 600 000 GNF					
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-					
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	-					
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	-	76 050 041 647	76 050 041 647	76 050 041 647	-	76 050 041 647	-	-					
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-					
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	-					
21	Amendes et pénalités fiscales	42 766 406 000	128 299 218 000	171 065 624 000	-	171 065 624 000	171 065 624 000	-	-					
Direction Générale de Douane (DGD)														
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc.)	736 469 834 937	2 249 099 866	738 718 934 803	730 130 987 885	-	730 130 987 885	0	8 587 946 917					
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	651 200 037 474	2 249 099 866	653 449 137 340	689 259 811 911	-	689 259 811 911	-	(35 810 674 571) Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre					
24	Amendes et pénalités douanières	85 269 797 463	(9 435 174 254)	75 834 623 209	31 436 001 721	-	31 436 001 721	-	44 398 621 489 Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre					
25	Prestations aéroport Siguri	-	9 435 174 254	9 435 174 254	9 435 174 254	-	9 435 174 254	-	-					
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)														
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-	-					
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-					
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	-					
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)														
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	83 898 467 194	(447 915 979)	83 450 551 215	83 450 551 215	-	83 450 551 215	0	-					
30	Droits de suite	5 246 009 618	76 997 915	5 323 007 533	-	5 323 007 533	5 323 007 533	-	-					
31	Royalties / redevances	65 682 908 336	(408 043 118)	65 274 865 218	65 963 783 383	(688 918 165)	65 274 865 218	-	-					
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	-					
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-	-					
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	-	-	-	-	-	-	-	-					
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	12 969 549 240	(116 870 776)	12 852 678 464	17 486 767 832	(4 634 089 368)	12 852 678 464	-	-					
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)														
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	0	-					
37	DDO: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et	-	-	-	-	-	-	-	-					
38	DDO: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-					
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-					
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-					
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)														
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	0	-					
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-					
Direction Nationale des Mines (DNM)														
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	0	-					
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	-					
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)														
45	Cotisations sociales	13 320 444 781	-	13 320 444 781	13 508 101 289	(187 656 507)	13 320 444 782	-	(1)					
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)														
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	13 320 444 781	-	13 320 444 781	13 508 101 289	(187 656 507)	13 320 444 782	-	(1) Non significatif < 8 600 000 GNF					
à préciser		1 858 723 735	-	1 858 723 735	1 537 038 530	-	1 537 038 530	-	321 685 205 Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre					
47	Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	1 858 723 735	-	1 858 723 735	1 537 038 530	-	1 537 038 530	-	321 685 205					
Total Paiements en numéraire														
		128 299 218 000	(128 299 218 000)	-	-	-	-	-	-					
		128 299 218 000	(128 299 218 000)	-	-	-	-	-	-					
		1 692 038 624 133	80 100 325 399	1 772 138 949 532	1 367 389 324 080	170 877 967 493	1 538 267 291 573	0	233 871 657 959					

45- Cotisations sociales		Dénomination de la société	COMPAGNIE DES BAUXITES DE GUINEE C.B.G			NIF	703457069		Période	2022	
N°	Nomenclature des flux		Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire	
			Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif			
Flux de paiement en numéraire											
	Direction Générale du Trésor Public (DGTC)		439 577 839 509	5 984 648 193	445 562 487 702	445 682 396 507	-	445 682 396 507	(119 908 805)		
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)		439 577 839 509	5 984 648 193	445 562 487 702	445 682 396 507	-	445 682 396 507	(119 908 805)	Quittance reportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive	
2	Dividendes			-	-		-	-	-		
3	Impôt sur la plus-value sur cession			-	-		-	-	-		
4	Taxe sur Consommation de bauxite			-	-		-	-	-		
	Fonds d'Investissement Minier (FIM)		-	-	-	-	-	-	0		
5	Droits fixes FIM			-	-		-	-	-		
6	Taxe sur les substances de carrières FIM			-	-		-	-	-		
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)			-	-	-	-	-	-	0		
7	Droits fixes			-	-		-	-	-		
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers			-	-		-	-	-		
	Direction Général des Impôts (DGI)		491 143 160 215	-	491 143 160 215	432 256 890 673	58 888 279 545	491 145 170 218	0	(2 010 003)	
9	Impôt sur les sociétés		414 634 562 294	-	414 634 562 294	355 861 869 122	58 888 279 545	414 750 148 667	(115 586 373)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre	
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)			-	-		-	-	-		
11	Retenues à la Source		28 152 920 275	-	28 152 920 275	28 152 920 275	-	28 152 920 275	-		
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)			-	-		-	-	-		
13	Retenues sur les salaires		23 965 321 862	-	23 965 321 862	23 965 321 862	-	23 965 321 862	-		
14	Versement forfaitaire sur les salaires		24 276 779 752	-	24 276 779 752	24 276 779 414	-	24 276 779 414	338	Non significatif < 8 600 000 GNF	
15	Taxe d'apprentissage			-	-		-	-	-		
16	Taxe sur contrat d'assurance			-	-		-	-	-		
17	Retenue à la source sur les loyers		113 576 032	-	113 576 032		-	-	-	113 576 032 Taxes non reportées par l'Etat	
18	Taxe sur la valeur ajoutée reverse			-	-		-	-	-		
19	Contribution Foncière Unique (CFU)			-	-		-	-	-		
20	Produits d'enregistrement			-	-		-	-	-		
21	Amendes et pénalités fiscales			-	-		-	-	-		
	Direction Générale de Douane (DGD)		98 463 446 930	-	98 463 446 930	102 831 408 338	349 999 448	103 181 407 786	0	(4 717 960 856)	
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)			-	-		-	-	-		
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)		98 463 446 930	-	98 463 446 930	102 831 408 338	-	102 831 408 338	(4 367 961 408)	Déclaration en douane non reconnu par la société	
24	Amendes et pénalités douanières			-	-		349 999 448	349 999 448	(349 999 448)	Déclaration en douane non reconnu par la société	
25	Prestations aéroport Sigiri			-	-		-	-	-		
	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		89 338 970 814	1 354 823 158	90 693 793 972	266 379 540 810	(174 626 915 925)	91 752 624 885	(1 058 830 913)		
26	Loyers des infrastructures minières		89 338 970 814	1 354 823 158	90 693 793 972	91 752 624 885	-	91 752 624 885	(1 058 830 913)	Quittance reportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive	
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat			-	-		-	-	-		
28	Redevances portuaires			-	-	174 626 915 925	(174 626 915 925)	-	-		
	Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)		-	-	-		-	-	0	-	
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI			-	-		-	-	-		
30	Droits de suite			-	-		-	-	-		
31	Royalties / redevances			-	-		-	-	-		
32	Produit de cession des droits miniers			-	-		-	-	-		
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)			-	-		-	-	-		
34	Revenu de participation dans les partenariats (-)			-	-		-	-	-		

		Dénomination de la société	GUINEA ALUMINA CORPORATION (GAC) SA		NIF	446324865		Période	2022	

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif		
Flux de paiement en numéraire									
	Direction Générale du Trésor Public (DGTC)	-	-	-	-	-	-	-	
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	
	Fonds d'Investissement Minier (FIM)	-	-	-	-	-	-	-	
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	
	Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	-	-	-	-	-	-	-	
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
	Direction Général des Impôts (DGI)	310 322 399 089	40 053 113 049	350 375 512 138	237 420 843 485	112 878 433 359	350 299 276 844	76 235 294	
9	Impôt sur les sociétés	42 650 000 000	-	42 650 000 000	-	42 650 000 000	42 650 000 000	-	
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	220 973 566 478	43 760 489 257	264 734 055 735	194 505 622 376	70 228 433 359	264 734 055 735	-	
11	Retenues à la Source	2 029 363 360	(454 146 857)	1 575 216 503	1 575 216 503	-	1 575 216 503	-	
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-	
13	Retenues sur les salaires	26 997 896 846	25 463 245	27 023 360 091	27 023 360 091	-	27 023 360 091	-	
14	Versement forfaitaire sur les salaires	15 317 254 382	(1 000 609 867)	14 316 644 515	14 316 644 515	-	14 316 644 515	-	
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversee	-	-	-	-	-	-	-	
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	133 503 112	(57 267 818)	76 235 294	-	-	-	76 235 294	Taxes non reportées par l'Etat
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	
21	Amendes et pénalités fiscales	2 220 814 911	(2 220 814 911)	-	-	-	-	-	
	Direction Générale de Douane (DGD)	9 632 055 593	58 622 633 625	68 254 689 218	333 805 372 920	(264 077 837 642)	69 727 535 278	(1 472 846 060)	
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	318 436 380 485	(264 077 837 642)	54 358 542 843	-	
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	7 632 055 593	6 264 090 782	13 896 146 375	15 368 992 435	-	15 368 992 435	(1 472 846 060)	Déclaration en douane non reconnu par la société
24	Amendes et pénalités douanières	2 000 000 000	(2 000 000 000)	-	-	-	-	-	Déclaration en douane non reconnu par la société
25	Prestations aéroport Sigiri	-	-	-	-	-	-	-	

Dénomination de la société SOCIETE CHALCO GUINEA COMPANY SA

NIF

210625166

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Definitif	Originale	Adjust.	Definitif		
Flux de paiement en numéraire									
	Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	
	Fonds d'Investissement Minier (FIM)	-	-	-	-	-	-	0	-
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	
	Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	-	-	-	-	-	-	0	-
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
	Direction Général des Impôts (DGI)	38 377 091 289	-	38 377 091 289	223 639 846 272	-	223 639 846 272	0	(185 262 754 983)
9	Impôt sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	192 338 456 857	-	192 338 456 857	(192 338 456 857)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
11	Retenues à la Source	4 460 142 880	-	4 460 142 880	4 460 142 880	-	4 460 142 880	-	
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (préempté / BIC / forfaitaire)	-	-	-	32 073 440	-	32 073 440	(32 073 440)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
13	Retenues sur les salaires	8 379 538 029	-	8 379 538 029	8 379 538 029	-	8 379 538 029	-	
14	Versement forfaitaire sur les salaires	6 844 256 883	-	6 844 256 883	6 844 256 883	-	6 844 256 883	-	
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	18 693 153 497	-	18 693 153 497	11 585 378 183	-	11 585 378 183	7 107 775 314	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-	
	Direction Générale de Douane (DGD)	531 293 937 954	-	531 293 937 954	486 509 175 409	-	486 509 175 409	0	44 784 762 545
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	502 573 903 568	-	502 573 903 568	456 202 492 517	-	456 202 492 517	46 371 411 051	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc...)	28 720 034 386	-	28 720 034 386	28 361 371 544	-	28 361 371 544	358 662 842	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
24	Amendes et pénalités douanières	-	-	-	1 945 311 348	-	1 945 311 348	(1 945 311 348)	Déclaration en douane non reconnu par la société
25	Prestations aéroport Sigiri	-	-	-	-	-	-	-	
	Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)	-	-	-	-	-	-	-	-
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-	
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	
	Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAM)	23 216 803 762	-	23 216 803 762	34 808 052 572	-	34 808 052 572	0	(11 591 248 810)
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAM	-	-	-	-	-	-	-	
30	Droits de suite	23 216 803 762	-	23 216 803 762	31 746 252 489	-	31 746 252 489	(8 529 448 727)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-	
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	-	-	-	-	-	-	-	
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	-	-	-	3 061 800 083	-	3 061 800 083	(3 061 800 083)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive
	Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)	-	-	-	-	-	-	0	-
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	

Dénomination de la société COMPAGNIE DU DEVELOPPEMENT DES MINES INTERNATIONALES HENAN CHINE SA (CDM NIF

349895870

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Definitif	Originale	Adjust.	Definitif		
Flux de paiement en numéraire									
	Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	
	Fonds d'Investissement Minier (FIM)	-	-	-	-	-	-	0	-
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	
	Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)	-	-	-	-	-	-	0	-
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
	Direction Générale des Impôts (DGI)	204 069 067 298	-	204 069 067 298	158 919 184 162	-	158 919 184 162	0	45 149 883 136
9	Impôt sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	194 044 305 183	-	194 044 305 183	149 508 897 178	-	149 508 897 178	44 535 408 005	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
11	Retenues à la Source	1 063 765 600	-	1 063 765 600	1 522 399 558	-	1 522 399 558	(458 633 958)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-	
13	Retenues sur les salaires	3 590 000 080	-	3 590 000 080	3 590 000 080	-	3 590 000 080	-	
14	Versement forfaitaire sur les salaires	4 247 292 174	-	4 247 292 174	4 297 887 346	-	4 297 887 346	(50 595 172)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	
17	Retenue à la source sur les loyers	105 246 000	-	105 246 000	-	-	-	105 246 000	Taxes non reportées par l'Etat
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	-	-	-	-	-	-	-	
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	
21	Amendes et pénalités fiscales	1 018 458 261	-	1 018 458 261	-	-	-	1 018 458 261	Taxes non reportées par l'Etat
	Direction Générale de Douane (DGD)	202 881 430 561	-	202 881 430 561	171 739 901 557	-	171 739 901 557	0	31 141 529 004
	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances	-	-	-	-	-	-	-	Différences provenant des détails soumis par une partie et non

Dénomination de la société SOCIETE ANGLOGOLD ASHANTI DE GUINEE (SAG) -SA

NIF

735691305

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif		
Flux de paiement en numéraire									
Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)		126 374 729 730	425 654 153	126 800 383 883	126 800 383 883	-	126 800 383 883	-	
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Dividendes	126 374 729 730	425 654 153	126 800 383 883	126 800 383 883	-	126 800 383 883	-	
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds d'Investissement Minier (FIM)		-	-	-	-	-	-	0	-
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)		-	-	-	-	-	-	0	-
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale des Impôts (DGI)		104 660 565 250	32 222 816	104 692 788 066	107 939 828 045	-	107 939 828 045	0	(3 247 039 979)
9	Impôt sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Retenues à la Source	10 760 013 050	-	10 760 013 050	11 355 390 716	-	11 355 390 716	(595 377 666)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-	
13	Retenues sur les salaires	61 068 144 370	-	61 068 144 370	61 068 144 369	-	61 068 144 369	1	Non significatif < 8 600 000 GNF
14	Versement forfaitaire sur les salaires	32 538 484 954	32 222 816	32 570 707 770	35 516 292 960	-	35 516 292 960	(2 945 585 190)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	
17	Retenue à la source sur les loyers	23 308 386	-	23 308 386	-	-	-	23 308 386	Taxes non reportées par l'Etat
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversee	-	-	-	-	-	-	-	
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	270 614 490	-	270 614 490	-	-	-	270 614 490	Taxes non reportées par l'Etat
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Générale de Douane (DGD)		45 056 697 237	-	45 056 697 237	48 397 042 721	-	48 397 042 721	0	(3 340 345 484)
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	44 236 744 994	-	44 236 744 994	48 397 042 721	-	48 397 042 721	(4 160 297 727)	Déclaration en douane non reconnu par la société
24	Amendes et pénalités douanières	-	-	-	-	-	-	-	
25	Prestations aéroport Sigiri	819 952 243	-	819 952 243	-	-	-	819 952 243	Taxes non reportées par l'Etat
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		-	-	-	-	-	-	-	
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-	
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)		-	-	-	-	-	-	0	-
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	-	
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-	
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-	
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	-	-	-	-	-	-	-	
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	-	-	-	-	-	-	-	
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)		192 485 438 355	-	192 485 438 355	263 641 693 626	-	263 641 693 626	0	(71 156 255 271)
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	192 485 438 355	-	192 485 438 355	263 641 693 626	-	263 641 693 626	(71 156 255 271)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)		-	-	-	-	-	-	0	-
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-	
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Nationale des Mines (DNM)		-	-	-	-	-	-	0	-
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	-	
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)		10 237 395 866	-	10 237 395 866	10 237 395 866	-	10 237 395 866	0	-
45	Cotisations sociales	10 237 395 866	-	10 237 395 866	10 237 395 866	-	10 237 395 866	-	
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)		-	-	-	-	-	-	-	
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	
à préciser		475 000 000	(475 000 000)	-	-	-	-	0	-
47	Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	475 000 000	(475 000 000)	-	-	-	-	-	
Total Paiements en numéraire		479 289 826 438	(17 123 031)	479 272 703 407	557 016 344 141	-	557 016 344 141	0	(77 743 640 734)

Dénomination de la société SOCIETE DES MINES DE MANDIANA S.A (SMA)

NIF

731241238

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif		
Flux de paiement en numéraire									
Direction Générale du Trésor Public (DGTC)		26 942 835 780	-	26 942 835 780	-	-	-	26 942 835 780	
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Dividendes	26 942 835 780	-	26 942 835 780	-	-	-	26 942 835 780	Taxes non reportées par l'Etat
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	
Fonds d'Investissement Minier (FIM)		-	-	-	-	-	-	0	-
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)		-	-	-	-	-	-	0	-
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Général des Impôts (DGI)		35 737 926 344	(2 526 645 650)	33 211 280 694	33 211 280 694	-	33 211 280 694	0	-
9	Impôt sur les sociétés	7 110 170 371	(2 905 014 415)	4 205 155 956	4 205 155 956	-	4 205 155 956	-	-
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Retenues à la Source	22 951 349 672	439 646 810	23 390 996 482	23 390 996 482	-	23 390 996 482	-	-
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Retenues sur les salaires	3 369 151 624	(33 203 644)	3 335 947 980	3 335 947 980	-	3 335 947 980	-	-
14	Versement forfaitaire sur les salaires	2 307 254 677	(32 338 736)	2 274 915 941	2 274 915 941	-	2 274 915 941	-	-
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	-	4 264 335	4 264 335	4 264 335	-	4 264 335	-	-
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale de Douane (DGD)		-	13 781 893 984	13 781 893 984	28 962 997 074	-	28 962 997 074	0	(15 181 103 090)
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc...)	-	-	-	15 181 103 090	-	15 181 103 090	-	(15 181 103 090) Déclaration en douane non reconnu par la société
24	Amendes et pénalités douanières	-	13 781 893 984	13 781 893 984	13 781 893 984	-	13 781 893 984	-	-
25	Prestations aéroport Siguri	-	-	-	-	-	-	-	-
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		-	-	-	-	-	-	-	-
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-	-
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)		-	-	-	-	-	-	0	-
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	-	-
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-	-
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	-
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
33	Droit d'acquisition des permis miniers (-)	-	-	-	-	-	-	-	-
34	Revenu de participation dans les partenariats (-)	-	-	-	-	-	-	-	-
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (-)	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)		130 457 458 892	6 411 360 748	136 868 819 640	136 868 819 640	-	136 868 819 640	0	-
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	130 457 458 892	6 411 360 748	136 868 819 640	136 868 819 640	-	136 868 819 640	-	-
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)		-	-	-	-	-	-	0	-
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-	-
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Nationale des Mines (DNM)		-	-	-	-	-	-	0	-
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	-	-
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	-
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)		-	2 168 899 998	2 168 899 998	2 354 624 998	148 876 178	2 503 501 176	-	(334 601 178)
45	Cotisations sociales	-	2 168 899 998	2 168 899 998	2 354 624 998	148 876 178	2 503 501 176	-	(334 601 178) Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)		-	179 158 847	179 158 847	78 753 935	-	78 753 935	-	100 404 912
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	-	179 158 847	179 158 847	78 753 935	-	78 753 935	-	100 404 912 Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre
à préciser		-	-	-	-	-	-	-	-
47	Autres paiements significatifs (+8 600 000 de GNF)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Paiements en numéraire		193 138 221 016	20 014 667 927	213 152 888 943	201 476 476 341	148 876 178	201 625 352 519	0	11 527 536 424

Dénomination de la société		SPIC INTERNATIONAL INVESTMENT et DEVELOPMENT GUINEA			NIF		163384514		Période		2022	
N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire			
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif					
Flux de paiement en numéraire												
	Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)	-	-	-	-	-	-	-	-			
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	-			
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-			
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	-			
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	-			
Fonds d'Investissement Minier (FIM)		-	-	-	-	-	-	0	-	-		
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)		-	-	-	-	-	-	0	-	-		
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Direction Générale des Impôts (DGI)		67 518 038 312	-	67 518 038 312	52 087 157 819	-	52 087 157 819	0	15 430 880 493			
9	Impôt sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	66 086 414 508	-	66 086 414 508	50 936 836 740	-	50 936 836 740	15 149 577 768	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre			
11	Retenues à la Source	-	-	-	548 971 636	-	548 971 636	(548 971 636)	Taxes non reportées par l'Entreprise Extractive			
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
13	Retenues sur les salaires	916 783 479	-	916 783 479	424 521 759	-	424 521 759	492 261 720	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre			
14	Versement forfaitaire sur les salaires	514 840 325	-	514 840 325	176 827 684	-	176 827 684	338 012 641	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre			
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversee	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Direction Générale de Douane (DGD)		66 086 414 508	-	66 086 414 508	130 596 251 948	-	130 596 251 948	0	(64 509 837 440)			
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	66 086 414 508	-	66 086 414 508	125 270 766 384	-	125 270 766 384	(59 184 351 876)	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre			
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc...)	-	-	-	4 791 588 375	-	4 791 588 375	(4 791 588 375)	Declaration en douane non reconnu par la société			
24	Amendes et pénalités douanières	-	-	-	533 897 189	-	533 897 189	(533 897 189)	Declaration en douane non reconnu par la société			
25	Prestations aéroport Siguri	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		-	-	-	-	-	-	-	-	-		
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)		4 153 022 670	-	4 153 022 670	-	-	-	0	4 153 022 670			
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
32	Produit de cession des droits miniers	4 153 022 670	-	4 153 022 670	-	-	-	4 153 022 670	Taxes non reportées par l'Etat			
33	Droit d'acquisition des permis miniers (-)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
34	Revenu de participation dans les partenariats (-)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (-)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)		-	-	-	-	-	-	0	-	-		
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)		-	-	-	-	-	-	0	-	-		
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Direction Nationale des Mines (DNM)		-	-	-	-	-	-	0	-	-		
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)		144 150 516	-	144 150 516	-	33 925 000	33 925 000	110 225 516	-	-		
45	Cotisations sociales	144 150 516	-	144 150 516	-	33 925 000	33 925 000	110 225 516	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre			
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)		342 889 081	-	342 889 081	1 980 825	-	1 980 825	340 908 256	-	-		
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	342 889 081	-	342 889 081	1 980 825	-	1 980 825	340 908 256	Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre			
à préciser		-	-	-	-	-	-	-	-	-		
47	Autres paiements significatifs (-B 600 000 de GNF)	-	-	-	-	-	-	-	-	-		
Total Paiements en numéraire		138 244 515 087	-	138 244 515 087	0 182 685 390 592	33 925 000	182 719 315 592	0 (44 474 800 505)				

Dénomination de la société COMPAGNIE DE BAUXITES ET D'ALUMINE DE DIAN-DIAN (COBAD)

NIF

882595283

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif		
Flux de paiement en numéraire									
Direction Générale du Trésor Public (DGTCF)									
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds d'Investissement Minier (FIM)									
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	0	-
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)									
7	Droits fixes	-	-	0	-	-	-	0	-
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale des Impôts (DGI)									
9	Impôt sur les sociétés	21 692 831 888	-	21 692 831 888	0	21 692 831 888	-	21 692 831 888	0
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc.)	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Retenues à la Source	10 911 386 333	-	10 911 386 333	11 074 459 206	(163 072 873)	10 911 386 333	-	-
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	163 072 873	-	163 072 873	-	163 072 873	163 072 873	-	-
13	Retenues sur les salaires	4 131 802 532	-	4 131 802 532	4 131 802 532	-	4 131 802 532	-	-
14	Versement forfaitaire sur les salaires	3 944 862 795	-	3 944 862 795	3 944 862 795	-	3 944 862 795	-	-
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	2 541 707 355	-	2 541 707 355	2 541 707 355	-	2 541 707 355	-	-
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale de Douane (DGD)									
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc.)	20 842 087 586	-	20 842 087 586	20 842 087 586	-	20 842 087 586	-	-
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	3 224 080 000	2 317 671 428	5 541 751 428	7 259 701 972	(805 851 652)	6 453 850 320	-	(912 098 892) Déclaration en douane non reconnu par la société
24	Amendes et pénalités douanières	-	388 500 000	388 500 000	388 500 000	-	388 500 000	-	-
25	Prestations aéroport Siguri	-	-	-	-	-	-	-	-
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)									
26	Loyers des infrastructures minières	19 273 963 856	506 564 638	19 780 528 494	19 780 528 494	-	19 780 528 494	-	-
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUPAMI)									
29	Travaux et services vendus par la SOGUPAMI	-	-	0	-	-	-	0	-
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-	-
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	-
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-	-
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	-	-	-	-	-	-	-	-
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)									
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	0	-	-	-	0	-
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)									
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	0	-	-	-	0	-
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Nationale des Mines (DNM)									
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	0	-	-	-	0	-
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	-
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)									
45	Cotisations sociales	5 680 676 638	-	5 680 676 638	0	5 701 706 559	(21 029 921)	5 680 676 638	0
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)									
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	-	-	0	-	-	-	-	-
à prester									
47	Autres paiements significatifs: (>8 600 000 de GNF)	-	-	0	-	-	-	-	-
Total Paiements en numéraire									
		70 713 639 968	3 212 736 066	73 926 376 034	0	75 665 356 499	(826 881 573)	74 838 474 926	0 (912 098 892)

Dénomination de la société COMPAGNIE DES BAUXITES DE KINDIA (CBK)

NIF

872381785

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif		
Flux de paiement en numéraire									
Direction Générale du Trésor Public (DGTCF)		-	-	-	5 710 506 756	(5 710 506 756)	-	-	
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	5 710 506 756	(5 710 506 756)	-	-	
Fonds d'Investissement Minter (FIM)		-	-	-	-	-	-	0	-
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	
Centre de Promotion et de Développement Minters (CPDM)		-	-	-	-	-	-	0	-
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Général des Impôts (DGI)		18 243 372 091	-	18 243 372 091	17 335 807 742	-	17 335 807 742	0	907 564 349
9	Impôt sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	
11	Retenues à la Source	1 753 977 087	-	1 753 977 087	1 753 977 087	-	1 753 977 087	-	
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-	
13	Retenues sur les salaires	3 955 174 597	-	3 955 174 597	3 955 174 597	-	3 955 174 597	-	
14	Versement forfaitaire sur les salaires	-	-	-	-	-	-	-	
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversee	11 626 656 058	-	11 626 656 058	11 626 656 058	-	11 626 656 058	-	
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	
21	Amendes et pénalités fiscales	907 564 349	-	907 564 349	-	-	-	907 564 349	Taxes non reportées par l'Etat
Direction Générale de Douane (DGD)		33 386 197 674	-	33 386 197 674	11 135 376 534	-	11 135 376 534	0	22 250 821 140
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	22 249 802 563	-	22 249 802 563	-	-	-	22 249 802 563	Taxes non reportées par l'Etat
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	11 136 395 111	-	11 136 395 111	11 135 376 534	-	11 135 376 534	1 018 577	Non significatif < 8 600 000 GNF
24	Amendes et pénalités douanières	-	-	-	-	-	-	-	
25	Prestations aéroport Siguri	-	-	-	-	-	-	-	
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		10 012 052 760	(1 567 119 907)	8 444 932 853	-	8 444 932 853	8 444 932 853	-	-
26	Loyers des infrastructures minières	8 444 932 853	-	8 444 932 853	-	8 444 932 853	8 444 932 853	-	
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	
28	Redevances portuaires	1 567 119 907	(1 567 119 907)	-	-	-	-	-	
Société Guinéenne du Patrimoine Minter (SOGUIPAMI)		-	-	-	-	-	-	0	-
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	-	
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-	
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-	
34	Revenu de participation dans les partenariats (+)	-	-	-	-	-	-	-	
35	Commission sur commercialization des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	-	-	-	-	-	-	-	
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)		-	-	-	-	-	-	0	-
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)		-	-	-	-	-	-	0	-
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-	
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	
Direction Nationale des Mines (DNM)		-	-	-	-	-	-	0	-
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	-	
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)		5 275 727 517	-	5 275 727 517	5 254 469 101	21 258 416	5 275 727 517	0	-
45	Cotisations sociales	5 275 727 517	-	5 275 727 517	5 254 469 101	21 258 416	5 275 727 517	-	
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)		-	-	-	-	-	-	-	
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage à prester	-	-	-	-	-	-	-	
47	Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	-	-	-	-	-	-	-	
Total Paiements en numéraire		66 917 350 042	(1 567 119 907)	65 350 230 135	39 436 160 133	2 755 684 513	42 191 844 646	0 23 158 385 489	

Dénomination de la société SOCIETE DES MINES DE FER DE GUINEE SA (SMFG)

NIF

854011368

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif		
Flux de paiement en numéraire									
Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)		-	-	-	-	-	-	-	-
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	-
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	-
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-	-
Fonds d'Investissement Minter (FIM)		-	-	-	-	-	-	0	-
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-	-
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)		-	-	-	-	-	-	0	-
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-	-
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Général des Impôts (DGI)		22 865 596 903	-	22 865 596 903	22 865 596 903	-	22 865 596 903	0	-
9	Impôt sur les sociétés	-	-	-	-	-	-	-	-
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Retenues à la Source	12 715 063 515	-	12 715 063 515	22 865 596 903	(10 150 533 388)	12 715 063 515	-	-
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	799 975 855	-	799 975 855	-	799 975 855	799 975 855	-	-
13	Retenues sur les salaires	4 215 703 771	-	4 215 703 771	-	4 215 703 771	4 215 703 771	-	-
14	Versement forfaitaire sur les salaires	2 417 090 518	-	2 417 090 518	-	2 417 090 518	2 417 090 518	-	-
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	2 717 763 244	-	2 717 763 244	-	2 717 763 244	2 717 763 244	-	-
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale de Douane (DGD)		462 913 886	-	462 913 886	465 197 538	-	465 197 538	0	(2 283 652)
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	-
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	462 913 886	-	462 913 886	465 197 538	-	465 197 538	-	(2 283 652) Non significatif < 8 600 000 GNF
24	Amendes et pénalités douanières	-	-	-	-	-	-	-	-
25	Prestations aéroport Siguri	-	-	-	-	-	-	-	-
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		-	-	-	-	-	-	-	-
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-	-
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Société Guinéenne du Patrimoine Minter (SOGUIPAMI)		-	-	-	-	-	-	0	-
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	-	-
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-	-
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	-
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
33	Droit d'acquisition des permis miniers (-)	-	-	-	-	-	-	-	-
34	Revenu de participation dans les partenariats (-)	-	-	-	-	-	-	-	-
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (-)	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)		-	-	-	-	-	-	0	-
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)		-	-	-	-	-	-	0	-
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-	-
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Nationale des Mines (DNM)		-	-	-	-	-	-	0	-
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	-	-
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	-
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)		1 091 098 677	-	1 091 098 677	1 073 380 775	17 717 902	1 091 098 677	-	-
45	Cotisations sociales	1 091 098 677	-	1 091 098 677	1 073 380 775	17 717 902	1 091 098 677	-	-
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)		-	-	-	-	-	-	-	-
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-
à préciser		-	-	-	-	-	-	-	-
47	Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Paiements en numéraire		24 419 609 466	-	24 419 609 466	24 404 175 216	17 717 902	24 421 893 118	0 (2 283 652)	-

Dénomination de la société SOCIETE D'ALUMINE FRIGUIA

NIF

213160583

Période

2022

N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire
		Originale	Adjust.	Définitif	Originale	Adjust.	Définitif		
Flux de paiement en numéraire									
	Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)	5 275 988 992	-	5 275 988 992	-	5 710 506 756	5 710 506 756	(434 517 764)	
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-	
2	Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-	
4	Taxe sur Consommation de bauxite	5 275 988 992	-	5 275 988 992	-	5 710 506 756	5 710 506 756	(434 517 764)	Quittance reportée par l'Etat non confirmée par l'entreprise extractive
Fonds d'Investissement Minier (FIM)									
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	0	-
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-	-
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)									
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	0	-
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Général des Impôts (DGI)									
9	Impôt sur les sociétés	22 945 562 302	1 489 540 000	24 435 102 302	22 945 562 304	-	22 945 562 304	0	1 489 539 998
10	Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	-	-	-	-	-	-	-	-
11	Retenues à la Source	-	-	-	-	-	-	-	-
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-	-
13	Retenues sur les salaires	52 104 888	-	52 104 888	52 104 890	-	52 104 890	-	(2) Non significatif = 8 600 000 GNF
14	Versement forfaitaire sur les salaires	668 681 934	(55 471 116)	613 210 818	613 210 818	-	613 210 818	-	-
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-	-
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversée	22 224 775 480	55 471 116	22 280 246 596	22 280 246 596	-	22 280 246 596	-	-
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	1 489 540 000	1 489 540 000	-	-	-	-	1 489 540 000 Taxes non reportées par l'Etat
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-	-
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Générale de Douane (DGD)									
22	Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)	412 146 384	261 635 442	673 781 826	673 781 826	-	673 781 826	0	-
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	412 146 384	261 635 442	673 781 826	673 781 826	-	673 781 826	-	-
24	Amendes et pénalités douanières	-	-	-	-	-	-	-	-
25	Prestations aéroport Siguri	-	-	-	-	-	-	-	-
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)									
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-	-
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-	-
Société Guinéenne du Patrimoine Minier (SOGUIPAMI)									
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	0	-
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-	-
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-	-
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-	-
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-	-
34	Revenu de participation dans les partenariats (-)	-	-	-	-	-	-	-	-
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de préemption (+)	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)									
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	0	-
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux précieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-	-
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)									
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	0	-
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-	-
Direction Nationale des Mines (DNM)									
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	0	-
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-	-
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)									
45	Cotisations sociales	-	-	-	-	-	-	-	-
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)									
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage à prestoir	-	-	-	-	-	-	-	-
47	Autres paiements significatifs (+8 600 000 de GNF)	-	-	-	-	-	-	-	-
Total Paiements en numéraire		28 633 697 678	1 751 175 442	30 384 873 120	23 619 344 130	5 710 506 756	29 329 850 886	0	1 055 022 234

Dénomination de la société				NIF		417018660		Période		2022	
N°	Nomenclature des flux	Par la société			Par le gouvernement			Différence finale	Commentaire		
		Originale	Adjust.	Definitif	Originale	Adjust.	Definitif				
Flux de paiement en numéraire											
Direction Générale du Trésor Public (DGTCP)		2 956 608 323	-	2 956 608 323	-	-	-	2 956 608 323			
1	Taxe Spéciale sur les Produits Miniers (TSPM)	-	-	-	-	-	-	-			
2	Dividendes	2 956 608 323	-	2 956 608 323	-	-	-	2 956 608 323	Taxes non reportées par l'Etat		
3	Impôt sur la plus-value sur cession	-	-	-	-	-	-	-			
4	Taxe sur Consommation de bauxite	-	-	-	-	-	-	-			
Fonds d'Investissement Minter (FIM)		-	-	-	-	-	-	0	-		
5	Droits fixes FIM	-	-	-	-	-	-	-			
6	Taxe sur les substances de carrières FIM	-	-	-	-	-	-	-			
Centre de Promotion et de Développement Miniers (CPDM)		-	-	-	-	-	-	0	-		
7	Droits fixes	-	-	-	-	-	-	-			
8	Frais d'instruction des dossiers des titres miniers	-	-	-	-	-	-	-			
Direction Général des Impôts (DGI)		181 945 120 467	-	181 945 120 467	181 945 120 468	-	181 945 120 468	0	(1)		
9	Impôt sur les sociétés	132 522 295 834	-	132 522 295 834	132 522 295 834	-	132 522 295 834	-			
Taxes à l'extraction des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)		-	-	-	-	-	-	-			
11	Retenues à la Source	11 699 826 333	-	11 699 826 333	11 699 826 334	-	11 699 826 334	-	(1) Non significatif < 8 600 000 GNF		
12	Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (précompte / BIC / forfaitaire)	-	-	-	-	-	-	-			
13	Retenues sur les salaires	23 054 255 427	-	23 054 255 427	23 054 255 427	-	23 054 255 427	-			
14	Versement forfaitaire sur les salaires	14 668 742 873	-	14 668 742 873	14 668 742 873	-	14 668 742 873	-			
15	Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-			
16	Taxe sur contrat d'assurance	-	-	-	-	-	-	-			
17	Retenue à la source sur les loyers	-	-	-	-	-	-	-			
18	Taxe sur la valeur ajoutée reversee	-	-	-	-	-	-	-			
19	Contribution Foncière Unique (CFU)	-	-	-	-	-	-	-			
20	Produits d'enregistrement	-	-	-	-	-	-	-			
21	Amendes et pénalités fiscales	-	-	-	-	-	-	-			
Direction Générale de Douane (DGD)		7 210 713 321	-	7 210 713 321	39 532 303 107	-	39 532 303 107	0	(32 321 589 786)		
Taxes à l'exportation des substances minières autres que les substances précieuses (Bauxite, fer, etc...)		-	-	-	-	-	-	-			
23	Droits de douanes (Droits, TVA, etc.)	7 210 713 321	-	7 210 713 321	35 809 277 921	-	35 809 277 921	-	(28 598 564 600) Déclaration en douane non reconnu par la société		
24	Amendes et pénalités douanières	-	-	-	3 723 025 186	-	3 723 025 186	-	(3 723 025 186) Déclaration en douane non reconnu par la société		
25	Prestations aeoport Siguri	-	-	-	-	-	-	-			
Agence Nationale d'Aménagement des Infrastructures Minières (ANAIM)		-	-	-	-	-	-	-	-		
26	Loyers des infrastructures minières	-	-	-	-	-	-	-			
27	Fournitures d'infrastructures, accords de troc et remboursement de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-			
28	Redevances portuaires	-	-	-	-	-	-	-			
Société Guinéenne du Patrimoine Minter (SOGUIPAMI)		-	-	-	-	-	-	0	-		
29	Travaux et services vendus par la SOGUIPAMI	-	-	-	-	-	-	-			
30	Droits de suite	-	-	-	-	-	-	-			
31	Royalties / redevances	-	-	-	-	-	-	-			
32	Produit de cession des droits miniers	-	-	-	-	-	-	-			
33	Droit d'acquisition des permis miniers (+)	-	-	-	-	-	-	-			
34	Revenu de participation dans les partenariats (-)	-	-	-	-	-	-	-			
35	Commission sur commercialisation des minerais issue de l'exercice du droit de preemption (+)	-	-	-	-	-	-	-			
Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG)		141 361 792 042	-	141 361 792 042	140 131 283 091	-	140 131 283 091	0	1 230 508 951		
36	Redevance de la BCRG sur les expéditions de l'Or	-	-	-	-	-	-	-			
37	DGD: Taxe sur la production et l'exportation industrielle et semi-industrielle de métaux precieux (OR et autres)	141 361 792 042	-	141 361 792 042	140 131 283 091	-	140 131 283 091	-	1 230 508 951 Différences provenant des détails soumis par une partie et non confirmés par l'autre		
38	DGD: Taxe à l'exportation sur la production artisanale de métaux precieux (OR et autres)	-	-	-	-	-	-	-			
39	Taxe à l'extraction et à l'exportation industrielle et semi industrielle des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-			
40	BNE: Taxe à l'exportation sur la production artisanale des pierres précieuses (Diamant et autres gemmes)	-	-	-	-	-	-	-			
Bureau National d'Expertise de diamant et des matières précieuses (BNE)		-	-	-	-	-	-	0	-		
41	Redevance Comptoirs d'achat, Acheteur et Collecteur sur la commercialisation du diamant et autres gemmes	-	-	-	-	-	-	-			
42	Redevance Comptoir, Acheteur, Collecteur et Balancier pour la commercialisation de l'Or	-	-	-	-	-	-	-			
Direction Nationale des Mines (DNM)		-	-	-	-	-	-	0	-		
43	Taxe sur les substances de carrières	-	-	-	-	-	-	-			
44	Pénalités liées aux infractions minières	-	-	-	-	-	-	-			
Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)		8 584 211 340	-	8 584 211 340	8 519 018 762	65 192 578	8 584 211 340	-			
45	Cotisations sociales	8 584 211 340	-	8 584 211 340	8 519 018 762	65 192 578	8 584 211 340	-			
Office National de Formation et de Perfectionnement Professionnels (ONFPP)		-	-	-	-	-	-	-	-		
46	Contribution à la formation professionnelle et apprentissage	-	-	-	-	-	-	-			
à prester		-	-	-	-	-	-	-	-		
47	Autres paiements significatifs (>8 600 000 de GNF)	-	-	-	-	-	-	-			
Total Paiements en numéraire		342 058 445 493	-	342 058 445 493	370 127 725 428	65 192 578	370 192 918 006	0	(28 134 472 513)		

FOR MORE INFORMATION:

DONOR FUNDED SERVICES

INTERNAL AUDIT, CONSULTING, ACCOUNTING, PAYROLL, EXPENDITURE VERIFICATION, TAX, FORENSIC, COUNTER FRAUD, AML, CYBER SECURITY AND OTHER RELATED SERVICES TO THE INTERNATIONAL DONOR ORGANIZATIONS AND IMPLEMENTING AGENCIES.

[HTTPS://WWW.MOORE-GLOBAL.COM/INDUSTRIES/DONOR-FUNDED-SERVICES](https://www.moore-global.com/industries/donor-funded-services)

PRINTED BY © MOORE INSIGHT, A TRADING NAME OF MOORE STEPHENS INSIGHT LIMITED.

MOORE STEPHENS INSIGHT LIMITED, REGISTERED IN ENGLAND & WALES WITH REGISTERED NUMBER 07909149. REGISTERED OFFICE: ST. JAMES HOUSE, VICAR LANE, SHEFFIELD, S1 2EX. VAT NUMBER 128794671, FORMS PART OF MOORE GLOBAL, THE INTERNATIONAL NETWORK OF INDEPENDENT MEMBER FIRMS. A LIST OF MEMBERS' NAMES IS OPEN TO INSPECTION AT OUR REGISTERED OFFICE.

© MOORE INSIGHT. ALL RIGHTS RESERVED.

WWW.MOORE-INSIGHT.COM